


Thèse de doctorat de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense
en Etudes germaniques



Les représentations
de la Prusse orientale dans
l'Allemagne réunifiée,
enjeux politiques et identitaires

Soutenue par M. Etienne Besnault
Le 5 juillet 2011

Sous la direction de
Mme le Professeur Brigitte Krulic

Centre de recherche pluridisciplinaire multilingue (CRPM)
EA 4418

Jury composé de :

Mme le Professeur Brigitte Krulic, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, directrice de thèse,
M. le Professeur Stefan Martens, Université de Bordeaux III, rapporteur,
M. le Professeur Eric Vial, Université de Cergy-Pontoise, rapporteur,
M. le Professeur Bernd Zielinski, Université Paris Ouest Nanterre La Défense,
Dr Rainer Bendick, historien-expert, Osnabrück

Résumé

Les représentations de la Prusse orientale dans l'Allemagne réunifiée, enjeux politiques et identitaires

La Prusse orientale fait partie des provinces que l'Allemagne perdit en 1945. Cette perte ne fut entérinée définitivement qu'au début des années 1990, lorsque la RFA, pour permettre une réunification rapide, renonça à sa position juridique, selon laquelle le règlement définitif du tracé de ses frontières ne pourrait intervenir que dans le cadre d'un traité de paix mettant officiellement fin à la Seconde Guerre mondiale. En l'absence de traité de ce type en bonne et due forme, ce sont les traités que l'on nomme généralement « Traités de Réunification » qui remplissent ce rôle.

Le renoncement officiel et définitif de la RFA à ce qu'elle considérait comme ses droits sur les territoires de l'Oder-Neisse fut diversement accueilli par la société de l'Allemagne réunifiée. La population de l'ancienne RDA ne se sentait pas concernée par un problème réputé ne pas exister dans cet Etat, celle de RFA avait très majoritairement et depuis longtemps accepté la perte des territoires en question ; seules les Associations de réfugiés qui en sont originaires, ainsi que certaines des franges les plus conservatrices, jusqu'à l'extrême-droite, du paysage politique refusèrent, ou refusent encore pour certaines, de parler de la Prusse orientale (allemande) au passé.

À travers le traitement public, parfois l'instrumentalisation du sujet par trois grands types d'acteurs, nous nous attachons à déterminer la place qu'occupe dans l'Allemagne réunifiée, directement ou indirectement, la Prusse orientale sur le plan politique et identitaire. Ces grands acteurs sont :

- les Réfugiés eux-mêmes, premiers concernés,
- les deux grands partis populaires allemands CDU/CSU (conservateur) et SPD (social-démocrate) : depuis le milieu des années 1990, ils sont obligés de se confronter de nouveau à cette thématique qui fait l'objet d'une « résurgence mémorielle » et qui, à ce titre, a réinvesti l'espace public,
- les acteurs du système scolaire, « structrateur » identitaire et cristallisateur mémoriel par excellence.

Mots clés : Prusse orientale – Représentations – Allemagne – Réfugiés – Identité – Système scolaire

Abstract

Representing East Prussia in reunified Germany – Political and identity aspects

East Prussia belongs to the provinces Germany lost in 1945. This loss was only fully ratified in the early 1990's, when the FRG gave up its legal position in order to enable a rapid reunification.

The permanent renunciation from the FRG to what it considered as its rights over the Oder-Neisse territories had a contrasted effect on the reunified Germany society.

The population of the former GDR did not feel concerned about a problem deemed not to exist in this state, whereas the FRG one accepted the loss of those territories a long time ago. Only both the associations of refugees born in those territories and the most conservative fringes of the society including the extreme right refused or still refuse to talk about (German) East Prussia as an element from the past.

Trough the public treatment (which is sometimes an instrumentalisation) of the subject by three main actors, we are focusing on determining the role that East Prussia directly or indirectly plays in reunified Germany.

These major actors are :

- The refugees themselves, first concerned,
- Both major popular German political parties CDU/CSU (conservative) and SPD (social-democrat). Since the mid-1990's the memory resurgence of the subject has forced them to confront it again, as it's been taking a new place in the public field.
- The school system : a structuring institution *par excellence* in terms of identity and memory.

Key words : East Prussia – Representations – Germany – Refugees- Identity – School system

**Les représentations de la Prusse orientale
dans l'Allemagne réunifiée,
enjeux politiques et identitaires.**

Sommaire

| | |
|---|-----|
| Introduction générale | 11 |
| | |
| Première partie : Représenter les réfugiés, les associations | 29 |
| | |
| Introduction | |
| <i>La Landsmannschaft Ostpreußen</i> , organe de toute représentation | 29 |
| | |
| I. « La Prusse orientale, c'est nous », l'ambigu monopole de la représentation | 37 |
| A. Les mécanismes d'autoreprésentation | 38 |
| 1. Le temps des fondations | 38 |
| 2. Une ambition d'exclusivité | 40 |
| 3. La revendication d'exemplarité patriotique et le désir de reconnaissance | 42 |
| B. La représentativité | 49 |
| 1. Quelle intégration des réfugiés dans la société de RFA ? | 49 |
| 2. « Est-Prussiens », donc nationaux-conservateurs ? | 50 |
| 3. Une assimilation aboutie | 53 |
| | |
| II. « La Prusse orientale nous concerne tous », un nationalisme à géométrie variable | 57 |
| A. Une vision spécifique | 57 |
| 1. La <i>Landsmannschaft Ostpreußen</i> et la question allemande après 1990 | 58 |
| 2. La ligne politique de la <i>Landsmannschaft Ostpreußen</i> depuis la réunification : analyse des discours de son président | 65 |
| 3. La <i>PAZ</i> et les autres entités ultra-conservatrices | 92 |
| B. Les organisations fondées autour de la <i>Landsmannschaft Ostpreußen</i> | 121 |
| 1. La Fiduciaire prussienne | 121 |
| a. L'idée de départ et la fondation | 122 |
| b. Le monde politique, les associations de réfugiés et la Fiduciaire prussienne | 127 |
| c. Nouveau rapprochement de la <i>Landsmannschaft Ostpreußen</i> et de la Fiduciaire prussienne | 131 |
| d. La décision de la Cour européenne des droits de l'homme : échos et résonances | 133 |
| 2. La <i>Junge Landsmannschaft Ostpreussen</i> , une crise de la représentation qui mène à l'extrémisme | 140 |

| | |
|---|-----|
| a. Des ambitions initiales à la dérive progressive | 140 |
| b. Rhétorique et argumentaire de la <i>Junge Landsmannschaft Ostpreußen</i> | 159 |

| | |
|---------------------------------------|-----|
| Conclusion : la fonction de charnière | 187 |
|---------------------------------------|-----|

Seconde partie : La Prusse orientale dans le jeu politique et la mémoire publique en Allemagne 193

| | |
|--|-----|
| I. Les <i>Volksparteien</i> structurent le paysage politique de RFA | 195 |
| A. La situation initiale : des approches différentes, un consensus de fond | 196 |
| B. Le début des années 1970, premier tournant | 198 |
| C. Helmut Kohl et l'Union au pouvoir | 201 |
| D. Le tournant des années 1990 | 206 |
| 1. La CDU et le SPD face à la réunification qui s'annonce | 206 |
| 2. Les deux grands partis populaires et les traités de réunification | 208 |

II. Le retour de la thématique des expulsions dans l'espace public. Une révolution culturelle 213

| | |
|---|-----|
| III. La question du Centre contre les expulsions et les relations entre Réfugiés et grands partis populaires | 227 |
| A. La controverse autour du projet de centre commémoratif | 227 |
| B. La transformation des relations entre Réfugiés et grands partis | 240 |

Troisième partie : La Prusse orientale et le système scolaire de RFA, une éducation à la « non-revanche » ? 265

| | |
|--|-----|
| I. Les objectifs assignés à l'institution scolaire | 276 |
| A. L'évolution des programmes de 1949 à 2000 | 278 |
| 1. Les années 1950 et 1960 : continuités weimariennes | 278 |
| 2. Les années 1970 et 1980 : faire table rase du passé ? | 281 |
| 3. L'après 1989 : bouleversement politique et continuité programmatique | 282 |
| 4. La réapparition du thème de la fuite et de l'expulsion en Rhénanie du Nord-Westphalie au printemps 2008 | 284 |
| 5. Les programmes en vigueur en Bavière | 288 |
| II. Les manuels comme sources d'informations | 291 |
| A. L'évolution des manuels des années 1950 à la fin des années 1990 | 298 |
| B. La Prusse orientale et « l'Est historique allemand » dans les manuels publiés après 2000 | 301 |
| 1. Présentation et représentations de la Prusse orientale | 302 |

| | |
|---|----------------|
| a. L'Ordre teutonique et la colonisation de l'Est | 302 |
| b. Fuite et Expulsion | 306 |
| c. Les traités avec l'Est | 310 |
| d. La réunification | 312 |
| 2. Présence et représentations de la Prusse orientale en dehors des quatre périodes sélectionnées | 314 |
| a. Une présence (quasi-) continue : les cartes | 314 |
| b. Une (relative) absence, la Prusse orientale en 1918 | 327 |
| c. Les traces bien réelles mais fortuites | 329 |
| III. Expériences vécues et enseignements à tirer | 333 |
| A. La position des professeurs | 336 |
| B. Les résultats d'une étude en milieu scolaire | 338 |
| C. Vers une plus grande connaissance chez les professeurs ? | 341 |
| Conclusion générale | 347 |

Remerciements

Je tiens à remercier tout particulièrement Mme le Professeur Brigitte Krulic sans qui ce projet n'aurait pas vu le jour. Merci à MM. les Professeurs Jean-Jacques Briu et Yves Hamant de l'Université Paris-Ouest pour leur relecture attentive et leurs précieux conseils.

Merci également à Laïna et à ma famille, à mes amis les Marek de Solingen pour leur assistance précieuse et au Dr. Rainer Bendick pour son expertise sur les manuels scolaires.

Merci encore à l'Institut Georg Eckert de recherche internationale sur les manuels scolaires de Brunswick, tout spécialement à sa directrice Mme le Professeur Simone Lässig, à la directrice de la bibliothèque Mme Brigitte Depner ainsi qu'à M. Robert Maier qui m'ont fait l'honneur de soutenir mon projet en m'accordant une bourse de recherche puis en me conviant à prendre part en leurs murs à un colloque international sur la Prusse orientale.

Merci enfin aux collaborateurs des Fondations Friedrich Ebert et Konrad Adenauer, à ceux de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine de Nanterre (BDIC), ainsi qu'à tous les acteurs de la question qui ont bien voulu me sacrifier de leur temps et répondre à mes questions : M. Klaus Frank (*Zusammenarbeit mit Osteuropa*), M. Sebastian Husen (*Landsmannschaft Ostpreußen*), Mme Ulrike Marek, M. Ehrenfried Mathiak (*Landsmannschaft Ostpreußen-NRW* et Fiduciaire prussienne), Mlle Nathalie Miller, M. Jürgen Schmude (SPD), M. Heinz Soth (*OMV-NRW*), Mme Angelika Überholz (*Humboldt Gymnasium Solingen*), M. Jochen Zauner (*Bund Junges Ostpreußen*) et M. Wilhelm von Gottberg (*Landsmannschaft Ostpreußen*).

Introduction générale

La Prusse orientale n'est plus. Les territoires qui la constituaient n'ont certes pas disparu, pourtant elle n'est plus. En tant que telle, la fin de son existence remonte à 1945¹ : à la fuite et à l'expulsion de sa population, allemande dans son écrasante majorité². Celle-ci, pour partie, s'est organisée en association de natifs, la *Landsmannschaft Ostpreußen*, tout comme nombre de natifs des autres territoires d'Europe centrale et orientale dont la population allemande fut chassée à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. Les gens « chassés » de leur *Heimat*³, leur « petite patrie », c'est ainsi, d'ailleurs, qu'ils se désignent et que la loi fédérale les désigne depuis le siècle dernier, fusionnant les statuts de ceux qui fuirent⁴ et de ceux qui furent directement chassés par les Etats centre-européens et est-européens concernés. Les différentes associations de natifs, *Landsmannschaften*, sont, de façon éloquente, réunies au sein du *Bund der Vertriebenen* (BdV), littéralement la « Fédération des chassés », que l'on appelle plus communément en français Fédération des réfugiés.

Nous avons affirmé que la Prusse orientale n'existait plus aujourd'hui. L'association des natifs de Prusse orientale, comme le montre la devise qu'elle a choisie pour son grand rassemblement triennal de mai 1997, « la Prusse orientale vit⁵ », contredit cette affirmation inaugurale⁶. Le discours tenu par le président de l'Association à cette occasion évoque une perpétuation sur le plan spirituel, ainsi que du point de vue de la *Kulturlandschaft* (littéralement « paysage culturel »), c'est-à-dire que malgré « la tentative de donner une [...] nouvelle identité au pays⁷ »,

¹ Theodor Schieder, grand historien de RFA, affirmait ainsi dans un article publié en 1987 : « *Ostpreußen im historischen Sinne ist 1945 untergegangen. Die Namen seiner Städte und Dörfer sind verschwunden, das Land hat, wenn man das so nennen kann, seine Nationalität gewechselt.* » « La Prusse orientale, au sens historique du terme, a disparu en 1945. Le nom de ses villes et de ses villages a disparu, le pays a, si l'on peut dire, changé de nationalité. », Schieder, Theodor, « Ostpreußen in der deutschen Geschichte », p. 1-15, ici p. 13, in Rothe, Hans, *Ostdeutsche Geschichts- und Kulturlandschaften/Teil II : Ost- und Westpreußen*, Böhlau Verlag, 1987, Cologne, Vienne, 204 p.

² Même si ce point est généralement contesté en Pologne où on affirme que la population du sud de la région était polonaise, cette population prouva qu'elle était convaincue du contraire lors du plébiscite d'après Première Guerre mondiale en choisissant à plus de 90% de rester dans le *Reich* allemand.

³ « *Aus der Heimat vertrieben* », d'où leur nom de « *Heimatvertriebene* » qui deviendra le terme générique désignant les originaires des « territoires perdus » à l'est de l'Oder et de la Neisse.

⁴ *Die Flüchtlinge.*

⁵ *Ostpreußen lebt.*

⁶ Brochure intitulée *Ostpreußen lebt*, éditée par la *Landsmannschaft Ostpreußen* en septembre 1997, 12 p. Catherine Perron parle d'un « monde englouti... qui subsistait dans la mémoire des expulsés », Perron, Catherine, « L'Allemagne au miroir de l'Europe centrale », p. 293-307, ici p. 303, in Demesmay, Claire et Stark, Hans, *Qui sont les Allemands ?* Presses Universitaires du Septentrion, Lille, 2006, 326 p.

⁷ « *Der Versuch [...] dem Land eine [...] neue Identität zu geben* », von Gottberg, Wilhelm, *Ostpreußen lebt, Rede des Sprechers der Landmannschaft Ostpreußen anlässlich des Deutschlandtreffens der Ostpreußen am 17. und 18. Mai 1997 in Düsseldorf*, Landsmannschaft Ostpreußen, Hambourg, 1997, p. 4. Le président de la *Landsmannschaft Ostpreußen* reconnaît tout de même que parmi ces tentatives, celles menées à Königsberg/Kaliningrad ont quasiment fait disparaître toute trace de la ville telle qu'elle était avant 1945. Comme le dit un reporter du Spiegel en 2002 (nous traduisons) : « De Königsberg presque plus une trace. Quelques maisons, ruines d'églises, les portes de la ville, quelques constructions en briques, quelques plaques d'égouts sur lesquels est inscrit 'Steinfurt', 'Heidelberg' ou 'Königsberg i. Pr.'. À part cela, la ville actuelle des bords de la Pregel [du Niémen] n'a plus rien de commun avec son aînée disparue. Qui dit Königsberg, ne peut parler que d'un souvenir, un sentiment, une *Heimat* disparue, enterrée sous d'épaisses strates d'histoire mondiale, inhumée sans cérémonie la guerre une fois finie, oubliée, fondamentalement, par les habitants d'aujourd'hui. », p. 73, in Fichtner, Ulrich, « *Hoffnung auf gestern/Die ersten Ostpreußen haben sich in ihrer alten Heimat niedergelassen. Sie sehnen sich*

la Prusse orientale reste (dans l'ensemble) elle-même s'agissant du paysage : non seulement la nature mais également de tous les aménagements que sept cents ans de présence allemande lui apportèrent (drainages, défrichages, urbanisation, architecture civile, militaire et religieuse⁸).

La Prusse orientale (nous utiliserons ce vocable pour désigner, non les territoires qui la constituaient voilà plus de 60 ans, mais l'entité – allemande – disparue) est-elle en Allemagne toujours envisagée comme une terre allemande ? On peut sans aucun doute répondre par la négative. Peu d'Allemands même savent où elle se trouve réellement et qu'elle est aujourd'hui pour partie polonaise et pour partie russe⁹. Arriver à savoir si, pour la *Landsmannschaft Ostpreußen* (LO) et pour ses membres, leur région d'origine ne fait définitivement plus partie de l'Allemagne, est assez difficile. D'une part car il n'est pas aisé de sonder les consciences, d'autre part car la question est liée de près à ce qu'on nomma la « question allemande ». Longtemps, jusqu'en 1990 et la signature des traités scellant la réunification dans les frontières de la RFA et de la RDA, la question de savoir quel était le territoire de l'Allemagne anima les débats ouest-allemands (la question n'avait pas lieu d'être du point de vue de Berlin-est¹⁰).

Les options effectivement envisagées étaient les suivantes :

- l'Allemagne dans ses frontières de 1937, c'est-à-dire avant la Seconde Guerre mondiale, l'*Anschluss* (annexion/rattachement de l'Autriche au III^{ème} Reich) et l'annexion du Pays des Sudètes, autrement dit RFA, RDA et territoires perdus en 1945 (principalement Prusse orientale, Silésie et Poméranie),
- la RFA et la RDA,
- la seule RFA.

Dans un arrêt du 31 juillet 1973 passé à la postérité, dans le cadre de la ratification des traités avec l'Est¹¹, la Cour constitutionnelle de RFA (sise à Karlsruhe aujourd'hui encore) déclara que le Reich perdurait¹² dans ses frontières de 1937, une des conséquences étant que seul un traité de paix avalisé par le peuple allemand libre et réunifié pouvait mettre fin à la situation provisoire¹³ telle que la postulait la position (juridique¹⁴) ouest-allemande en vigueur

nach Königsberg, finden aber Kaliningrad. », in *Der Spiegel*, 14/2002, p. 69-73.

⁸ *Ibid.*

⁹ Les spécialistes de la question ajouteront qu'elle est également pour partie lituanienne, puisque le territoire de l'ancienne Memel, l'actuelle Klaipėda, fut détaché du Reich allemand après la Première Guerre mondiale mais était, historiquement, bel et bien un territoire est-prussien.

¹⁰ Sur la question territoriale et frontalière, voir Lengereau, Marc, *Les frontières de l'Allemagne (1919-1989)/ Frontières d'Allemagne et en Allemagne : Aspects territoriaux de la question allemande*, Peter Lang, Berne, Francfort/Main, New York, Paris, 1990, 248 p.

¹¹ *Die Ostverträge*, les traités signés par la RFA avec plusieurs pays du bloc communiste dans le cadre de l'*Ostpolitik* du chancelier Willy Brandt, dans lesquels la RFA reconnaissait, entre autres, l'inviolabilité (mais pas l'intangibilité) de la frontière occidentale de la Pologne.

¹² « *Das Reich existiert fort* ».

¹³ C'est la Loi fondamentale de 1949 qui avait mis en place cette conception de la RFA en tant que « *Provisorium* ».

¹⁴ *Der Rechtsstandpunkt*, si contesté par ceux qui soutenaient l'*Ostpolitik* de Willy Brandt et qui voulaient qu'on en finisse avec les ambiguïtés sur la frontière occidentale polonaise et que les relations entre l'Allemagne et les pays d'Europe centrale puissent partir sur de nouvelles bases.

de la fin de la guerre à la signature des traités de réunification¹⁵. La ratification de ces derniers mit définitivement fin, pour la République fédérale en tant qu'Etat, à la question allemande¹⁶. Quant à la population, dans sa grande majorité, elle ne considérait plus, depuis longtemps, la réunification avec la RDA que comme un objectif lointain¹⁷ ; une réunification avec les territoires perdus de l'Est n'était plus envisagée que par les associations de réfugiés et certains milieux dits « nationaux » et d'autres franchement nationalistes.

En 1989, à l'heure où le Mur tombe, ces associations, qui avaient affûté leurs arguments des décennies durant dans ce qui était devenu une sorte de ghetto politique et culturel¹⁸, crurent le moment arrivé où s'ouvrait le champ de tous les possibles. Mais elles s'aperçurent rapidement que leurs meilleurs soutiens politiques, tous affiliés à la CDU/CSU, n'envisageaient pas véritablement une réunification totale¹⁹. Le chancelier Kohl fit bien mine, un temps, de réfléchir, mais, en fait, ce n'était qu'une opération politique dilatoire²⁰. Autrement dit, le moment auquel tout semblait devenir possible pour les associations de réfugiés fut également celui où tout se perdit : la fenêtre s'était ouverte et immédiatement refermée. Les associations de réfugiés, Prussiens orientaux en tête, n'acceptèrent cependant pas de voir leur objectif constitutif et toutes leurs espérances de cinquante ans réduits à néant. C'est ainsi qu'ils refusèrent de changer les statuts de leurs regroupements : ceux-ci, dans leur article premier,

¹⁵ À propos de cette décision de la Cour constitutionnelle Heinrich August Winkler déclare de façon éclairante : « Le 31 juillet 1973, le Tribunal fédéral constitutionnel rendit son jugement sur la demande de contrôle en constitutionnalité déposée par le gouvernement bavarois. Le traité fondamental était, parfaitement compatible avec la Loi fondamentale. Mais, conformément à ses décisions antérieures, le tribunal soulignait également que le *Reich* allemand continuait d'exister et que, si la République fédérale lui était identique en tant qu'Etat, elle n'était que 'partiellement identique' à lui pour ce qui était de son étendue géographique. Les organes constitutionnels ne devaient donc pas renoncer à l'objectif politique de restauration de l'unité allemande, mais s'engager à mettre en œuvre une politique permettant la réalisation de cet objectif et s'abstenir de tout ce qui pourrait contrecarrer la réunification. La RDA, partie de l'Allemagne, était *Inland* (du pays) et non *Ausland* (pays étranger) ; les frontières séparant les deux Etats allemands étaient donc 'semblables' à celles séparant les *Länder* de la République fédérale ; les citoyens de RDA qui pénétraient dans le périmètre de la République fédérale et de sa Constitution devaient être traités comme des citoyens de la République fédérale. En résumé, le tribunal accordait un 'double' caractère au traité fondamental : 'Il était, par nature un traité international, mais, par son contenu spécifique, un traité régissant principalement des relations *inter se*. » in Winkler, Heinrich August, *Histoire de l'Allemagne XIX^{ème}-XX^{ème} siècle/ Le long chemin vers l'Occident*, Fayard, Paris, 2005, p. 723.

¹⁶ Heinrich August Winkler déclara ainsi en mars 2001 lors de la célébration du cinquantième anniversaire de la refondation du ministère des Affaires étrangères (*l'Auswärtiges Amt*) : « *Deutschland ist am Ende seiner Sonderwege angelangt. Es gibt seit dem 3. Oktober 1990 keine deutsche Frage mehr. Seit jenem Tag steht unverrückbar fest, wo Deutschland liegt, wo seine Grenzen verlaufen, was dazu gehört und was nicht.* » « L'Allemagne est arrivée au terme de ses chemins particuliers. Depuis le 3 octobre 1990 il n'y a plus de question allemande. Depuis ce jour il n'y a définitivement plus d'ambiguïté concernant où se situe l'Allemagne, où se trouvent ses frontières, ce qui y appartient et ce qui n'y appartient pas. » Winkler, Heinrich August, in *Podiumsdiskussion, « Die Außenpolitik der Bundesrepublik Deutschland - Lehren, Ortsbestimmung, Ziele » anlässlich des 50. Jahrestages der Neugründung des Auswärtigen Amtes der Bundesrepublik Deutschland am 14. März 2001*, www.auswaertiges-amt.de. S'agissant de ce que l'on pouvait, à l'époque, imaginer être sa potentielle perdurance, à certains égards (et à certains égards seulement), voir Hérodote n° 68, janvier-mars 1993, *La question allemande*, La Découverte, Paris, 189 p.

¹⁷ Weidenfeld, Werner, Korte, Karl-Rudolf, *Handwörterbuch zur deutschen Einheit*, Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 1991, 800 p.

¹⁸ Kittel, Manfred, *Vertreibung der Vertriebenen/Der historische deutsche Osten in der Erinnerungskultur der Bundesrepublik (1961-1982)*, Oldenbourg, Munich, 2007, p. 169-185 : « Erinnerung im 'Ghetto der Landsmannschaften' : Der historische deutsche Osten und die Gesellschaft der Bundesrepublik ».

¹⁹ Avec les territoires perdus en 1945, voire pendant l'entre-deux-guerres.

²⁰ Peut-être était-ce là également un des derniers effets de l'interrogation qui s'était longtemps posée : l'ambiguïté quant aux frontières à l'est était-elle le prix à payer pour permettre « l'intégration des réfugiés dans l'identité commune des Allemands de l'ouest ? », p. 114, in Miard-Delacroix, Hélène, *Question nationale allemande et nationalisme/Perceptions françaises d'une problématique allemande au début des années cinquante*, Presses Universitaires du Septentrion, 2004, 460 p.

leur donnait comme but, depuis leur fondation, la réunification de leur province d'origine avec l'Allemagne, un objectif qui était (d'ailleurs) également celui que fixait la Loi fondamentale de 1949 à la RFA. D'un point de vue constitutionnel, l'objectif de réunification fut énoncé comme pleinement accompli après l'unification de la RFA et de la RDA. S'agissant des statuts de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, il faudra attendre le début des années 2000 pour voir modifié l'article concernant la réunification, devenu obsolète, d'un point de vue constitutionnel, depuis pourtant plus de dix ans déjà. Cela signifiait qu'à leur tour, les Réfugiés (ceux de Prusse orientale en l'espèce) reconnaissaient (désormais) la frontière orientale de l'Allemagne sur l'Oder-Neisse et renonçaient, par conséquent, officiellement à une réunification plus large.

Les ambiguïtés quant à l'appartenance étatique de la Prusse orientale semblent donc aujourd'hui levées pour les principaux acteurs de la question (certains milieux nationalistes et/ou néo-nazis restent d'un autre avis). Toutefois, la Prusse orientale n'en disparaît pas pour autant de l'espace public allemand. D'un point de vue temporel, ce travail se situe entre la réunification de l'Allemagne, moment où la République fédérale reconnaît une fois pour toutes sa frontière orientale et aujourd'hui. La tradition historique dans laquelle il s'inscrit est celle de la RFA, la RDA étant ignorée, car elle ne connut pas de réels débats sur la question : les réfugiés étaient réputés avoir été simplement déplacés et non chassés de leur région d'origine, de plus la frontière orientale de la Pologne avait été reconnue très tôt par Berlin-Est (au début des années 1950 par le traité de Görlitz²¹).

L'objectif de notre travail est de déterminer quel rôle joue désormais la Prusse orientale d'un point de vue politique et identitaire dans l'Allemagne réunifiée. Longtemps le sujet fut frappé d'une sorte de tabou pour deux raisons principales : il représentait un frein à la politique de détente avec les pays de l'Est, et il était monopolisé par des groupements qui dérivèrent de plus en plus à droite du champ politique, en premier lieu les associations de réfugiés dont on désigne d'ailleurs, usuellement, les membres par le terme *Die Vertriebenen*, ce qu'en français on traduit, généralement, par « réfugiés », bien que le terme « expulsés » soit, comme nous l'avons dit, plus adapté. Dans ce travail, lorsque nous emploierons le terme « réfugiés », avec une minuscule, nous entendrons « tous ceux qui perdirent leur *Heimat* après 1945 », tandis que lorsque nous l'emploierons avec une majuscule, il s'agira exclusivement de ceux qui s'organisèrent et se regroupent encore aujourd'hui dans ces *Landsmannschaften*. Le terme pourra alors être employé aussi bien comme substantif, que comme adjectif : le milieu Réfugiés, l'historiographie Réfugiés, par exemple.

Les deux facteurs que nous avons cités (frein à la détente et monopole des groupements droitiers), agissant l'un sur l'autre, se renforçaient mutuellement et justifiaient la forme de

²¹ Schwartz, Michael, « Der historische deutsche Osten in der Erinnerungskultur der DDR », in Gauger, Jörg-Dieter, Kittel, Manfred, (sous la direction), *Die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten in der Erinnerungskultur*, Fondation Konrad-Adenauer et Institut d'histoire du temps présent (Berlin-Munich), 2005, www.kas.de, p. 69-84 ; ainsi que Ther, Philipp, *Deutsche und polnische Vertriebene/Gesellschaft und Vertriebenenpolitik in der SBZ/DDR und in Polen 1945-1956*, Vandenhoeck und Ruprecht Verlag, Göttingen et Zurich, 1998, 382 p.

tabou qui frappait, entre autres, la question de la Prusse orientale. Notons au passage que le tabou n'était pas absolu. Par vagues, la mémoire de cette région, de ces régions, refaisait surface hors des milieux Réfugiés, qui, pour leur part, ne semblait vivre que pour cette mémoire. La dernière de ces vagues prit forme au milieu des années 1990 et n'est toujours pas retombée. Elle est d'ampleur suffisante pour qu'aucun parti politique ne puisse l'ignorer. Le sujet prend donc une ampleur inespérée pour les associations de réfugiés qui doivent toutefois, de ce fait, renoncer à leur monopole de traitement et d'interprétation. La levée de l'hypothèque territoriale semble autoriser la société allemande à s'y confronter véritablement. Il se pourrait qu'on assiste actuellement à une forme de « repolitisation » de la question au sens noble du terme, de nombreuses prises de positions ayant d'autre visées que purement politiciennes et/ou clientélistes²².

Le projet de grand centre de commémoration des expulsions de Berlin, qui échappe largement aux clivages politiques habituels, en est un signe²³. En effet, une figure historique du SPD, Peter Glotz, en fut un des premiers promoteurs (jusqu'à sa mort en 2005) au côté de la présidente de la Fédération des réfugiés, Erika Steinbach, membre de la CDU et représentante d'une des branches les plus conservatrices de ce parti. La grande coalition entre l'Union et le SPD au pouvoir de 2007 à septembre 2009 avec à sa tête Angela Merkel s'était engagée dans sa convention de gouvernement²⁴ à ériger un « signe visible²⁵ » commémorant les expulsions, démarche que, sur le principe, le *Bundestag* avait également approuvée. Restait à savoir s'il serait vraiment fait quelque chose, si ces déclarations émanant de diverses institutions politiques majeures de l'Etat ne resteraient pas lettre morte. Cela ne semble pas devoir être le cas puisque les partis au pouvoir, *a priori* opposés dans leur approche de la question, réussirent, grande coalition oblige, à se mettre d'accord sur un projet que la Pologne, sans l'approuver, renonça à condamner par avance, comme c'était le cas sous le gouvernement Kaczynski. Il ne faut toutefois pas penser que toute crainte de réécriture de l'histoire en inversant les rôles de victime et de bourreau est aujourd'hui dissipée. La forme sur laquelle on s'est mis d'accord est celle d'une fondation dépendante du Musée historique allemand, c'est-à-dire du gouvernement²⁶. La composition de son comité directeur (présence d'Erika Steinbach en son sein, ou non) est toujours cause de polémiques et constitue un véritable enjeu politique (de politique politicienne dans une mesure non négligeable).

²² Thomas Urban affirme au contraire que le retour du sujet des expulsions va de pair avec sa « dépolitisation ». La contradiction n'est cependant qu'apparente puisque l'auteur emploie ce terme pour signifier que le problème est délesté de sa dimension « revancharde ». Urban, Thomas, *Der Verlust/Die Vertreibung der Deutschen und Polen im 20. Jahrhundert*, C.H. Beck Verlag, Munich, 2004, 256 p, ici p. 9.

²³ Comme l'affirme Michael Werner, de façon plus globale, depuis la réunification les enjeux de mémoire polarisent « selon des clivages qui ne correspondent plus du tout aux divisions politiques anciennes », p. 92, in Werner, Michael, « Deux nouvelles mises en scène de la nation allemande/Les expériences du Deutsches Historisches Museum (Berlin) et du Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland (Bonn) », p. 77-97, in Hartog, François, Revel, Jacques (sous la direction de), *Les usages politiques du passé*, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, 2001, 206 p.

²⁴ *Regierungsvertrag*.

²⁵ *Ein sichtbares Zeichen*.

²⁶ Presse- und Informationsamt der Bundesregierung, Pressemitteilung n° 308, « Bundeskabinett beschließt Errichtung der 'Stiftung Flucht, Vertreibung, Versöhnung' », 3 septembre 2008, www.bundesregierung.de/Content/DE/Pressemitteilungen/BPA/2008/09/2008-09-03-pm-stiftung-flucht-vertreibung.html.

Ce projet de centre commémoratif et la question de sa réalisation effective, objet d'un débat public engagé, loin du silence que connaissaient ces questions jusqu'au milieu des années 1990, poussent la Fédération des réfugiés et sa présidente à renoncer aux autres grandes revendications de l'organisation : celles de type territorial (au tournant du XXI^{ème} siècle au plus tard), puis les revendications visant à la réparation des dommages matériels subis par les expulsés de l'après Seconde Guerre mondiale, c'est-à-dire la perte de leurs biens mobiliers, mais avant tout immobiliers (au début de ce siècle). Ce deuxième type de revendications est porté par une organisation appelée *Preußische Treuhand* (Fiduciaire prussienne). Elle a pour but d'obtenir par tous les moyens juridiques possibles des réparations pour lesdites pertes. Cette démarche lancée par la *Landsmannschaft Ostpreußen* vint prendre, dans le discours et l'activité de l'organisation des natifs de Prusse orientale, la place des revendications territoriales. Elle reçut d'emblée, aussi bien en RFA qu'en Pologne, un accueil tout aussi défavorable que les revendications qui venaient d'être (à contrecœur, il est vrai) abandonnées. À l'origine, l'ambition d'exiger des réparations pour les pertes matérielles subies par les expulsés de 1945 était partagée jusqu'au plus haut niveau de la Fédération des réfugiés. Mais le projet de Centre contre les expulsions, pour aboutir et avoir le rayonnement souhaité, n'avait pas seulement besoin de l'approbation mais du soutien du gouvernement fédéral. Or, le gouvernement - et le fait qu'il était dirigé à l'époque par le SPD, en froid permanent avec les Réfugiés depuis 1970, ne changeait rien au problème - ne pouvait, en aucun cas, voir d'un bon œil l'expression de telles revendications, alors qu'il s'efforçait de reconstruire des relations germano-polonaises stables et paisibles, fondées sur l'idée d'une collaboration étroite. Erika Steinbach l'entendit bien et fit comprendre aux adhérents que les revendications en question et l'existence de la Fiduciaire prussienne constituaient un obstacle majeur à la réalisation du projet de centre commémoratif. Elle fut entendue, mais nombreux sont ceux qui restent réticents quant à ce renoncement²⁷. Ainsi la distanciation d'avec la Fiduciaire prussienne fut souvent imposée, notamment à la *Landsmannschaft Ostpreußen*. Cette organisation avait l'impression de trahir une entité dont elle avait été à l'origine, puisque c'est sur requête expresse de son président, Wilhelm von Gottberg, que ce projet avait été lancé. La réalisation du projet étant aujourd'hui validée au plus haut niveau fédéral, on assiste, désormais, à une véritable « distanciation de la distanciation ». Pour leur part, Mme Steinbach et la Fédération des réfugiés qu'elle dirige ne remettent pas en cause leurs prises de distance répétées d'avec la Fiduciaire prussienne. C'est principalement cet élément qui permet de supposer que Mme Steinbach est sur le point de transformer le *Bund der Vertriebenen* en une entité avant tout mémorielle, puisque ses revendications concernent désormais, quasi exclusivement, le passé et la commémoration de celui-ci, un pas d'une signification fondamentale et qui pourrait, à terme, permettre à l'organisation de perdurer, au XXI^{ème} siècle, au-delà de la disparition de la génération qui subit dans sa chair et dans ses biens les expulsions de l'après-guerre.

²⁷ En allemand « *Verzicht* », ce terme ayant une connotation extrêmement péjorative dans le milieu des Réfugiés, il est notoirement associé au terme *Verrat*, trahison.

Quoiqu'il en soit, malgré la résurgence mémorielle de cette dernière décennie, et malgré la fixation d'un concept bien déterminé et d'une expression figée pour décrire ces événements, « Fuite et Expulsion » ne sont pas encore devenues un lieu de mémoire unitaire, consensuel, outre-Rhin. Il semble, pour autant, que celui-ci soit en cours de construction. S'agissant du centre commémoratif, dont on est d'accord pour l'édifier, il semble que la question qui se pose désormais de façon encore plus précise soit la suivante : « Quel centre pour quelle mémoire²⁸ ? »

La mémoire des Réfugiés est, à bien des égards, sensiblement différente de celle dominante en RFA, une mémoire spécifique des expulsions qui est, par ailleurs, selon les groupes concernés, instrumentalisée à des fins politiques, simplement pour exister et/ou à des fins identitaires²⁹ :

- d'une part dans le milieu des Réfugiés lui-même, acquis depuis le début des années 1970 à la droite et à la droite de la droite constitutionnelle (à l'intérieur de celle-ci),
- d'autre part, à l'extrême-droite.

À tel point que, s'agissant du milieu des associations de réfugiés en général, de l'*Ostpreußenblatt/Preußische Allgemeine Zeitung (PAZ)*, publication hebdomadaire de la *Landsmannschaft Ostpreußen* et de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* (association de jeunesse de cette dernière, dont le passage [trop] manifeste à l'extrême-droite au tournant du siècle dernier provoqua la séparation des deux entités) en particulier, on puisse parler d'une « fonction de charnière » entre droite constitutionnelle et droite radicale. Cette affirmation est, naturellement, repoussée par la *Landsmannschaft Ostpreußen*, qui n'arrive pas véritablement à convaincre, la simple lecture de son organe de presse et l'évolution de son ancienne association de jeunesse étant éloquentes à cet égard.

Cette dimension politique du thème de la Prusse orientale s'articule avec une dimension plus spécifiquement identitaire. Thématiser cette province est tout sauf anodin dans la RFA d'aujourd'hui, et ce sont des forces relayant une image toute particulière de l'Allemagne qui s'y appliquent, une « certaine idée de l'Allemagne » qui, une fois encore, n'est pas majoritaire outre-Rhin, loin de là. L'élément national y est ultra-présent, central, fondateur même, donnée primordiale dans un Etat qui n'a redécouvert la notion de nation appliquée à lui-même qu'après 1990 et la réunification. Le fondement de cette nation, dans la vision dont nous parlons ici, est le peuple allemand, compris non pas comme un *demos*, mais strictement comme un

²⁸ Voir Heimerl, Daniela, « L'Allemagne et les expulsés : quelle centre pour quelle mémoire ? », Note du Cerfa (Centre d'études sur les relations franco-allemandes) 34, juin 2006, 14 p., www.ifri.org.

²⁹ Voir Ruiz Torres, Pedro, « Ainsi, les identités ne sont pas des réalités qui préexistent et que nous pouvons découvrir ou reproduire de manière fidèle, mais elles ne sont pas non plus une pure fiction ou une simple invention. Elles sont le produit de la mémoire et de l'expérience, et elles demeurent étroitement liées à l'une et à l'autre. », in « Les usages politiques de l'histoire en Espagne/Formes, limites et contradictions » p. 134, in Hartog, François, Revel, Jacques (sous la direction de), *Les usages politiques du passé*, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, 2001, p. 131-156.

ethnos, comme un groupe, une communauté (le terme est, là aussi, fondamental), fondée sur l'origine commune, dont l'homogénéité est une composante essentielle à préserver à tout prix. En cette matière, on observe donc une position conservatrice par essence, en opposition totale à l'évolution récente du droit de la nationalité en RFA,³⁰ puisque celui-ci s'éloigne progressivement du *jus sanguinis* pour se diriger vers une plus grande importance donnée au *jus soli*³¹. Rappelons qu'historiquement, la nationalité allemande est un héritage, au sens propre du terme, qui se transmet de génération en génération, sans qu'une possibilité de refus dudit héritage puisse être envisagée³². À cet égard, la Prusse orientale est l'objet de représentations qui sont, en fait, bien plus des instrumentalisations. L'exemple le plus frappant est celui de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, organisation de la jeunesse est-prussienne qui fut noyauté par des forces véhiculant une idéologie certes proche des conceptions confessées et relayées par la *Landsmannschaft Ostpreußen*, mais qui sont officiellement classées à l'extrême-droite et ne se servent de la thématique est-prussienne qu'à des fins de recrutement, contrairement à la *Landsmannschaft Ostpreußen* pour qui la Prusse orientale est une véritable raison d'être au sens le plus fort de ce terme.

Précisons toutefois que ces forces de l'extrême-droite, en opposition ouverte avec l'édifice constitutionnel, ne sont pas les seules à se servir des territoires perdus ou du destin de leurs populations (en partie) comme de simples instruments. En effet, l'action de nombreux représentants des associations de réfugiés ne peut être comprise si on ne prend pas en compte la dimension éminemment publique, voire quasi publicitaire de leur action. Dans cet esprit, choquer est fondamentalement et historiquement considéré comme un moyen légitime d'attirer l'attention et, de ce fait, de recueillir ne serait-ce qu'une part de la reconnaissance dont on se voit, à son sentiment, si injustement et cruellement privé. L'initiative que constitue la Fiduciaire prussienne, tout comme celle du Centre contre les expulsions, ne peuvent non plus être comprises si l'on ne prend pas en compte cet aspect et le clivage qu'elles illustrent au sein même de la Fédération des réfugiés entre « les anciens et les modernes », les premiers pérennisant *de facto* le ghetto dans lequel se trouvent les associations depuis maintenant plusieurs dizaines d'années, les seconds tentant de quitter la voie de la radicalisation progressive pour obtenir une reconnaissance, certes moins à leur convenance dans son contenu, mais plus large au sein de la société de RFA. On le voit, la question de la reconnaissance et de la nature de celle-ci est également d'importance et particulièrement « clivante » au sein même du milieu Réfugiés.

La résurgence de la mémoire des expulsions d'après 1945 a remis cette question au cœur

³⁰ Winkler, Heinrich August, *Histoire de l'Allemagne XIX^e-XX^e siècle/Le long chemin vers l'Occident*, Fayard, Paris, 2005, p. 988 : « la réforme du droit de la nationalité de 1999, œuvre d'une 'coalition vert-jaune-rouge' rassemblant SPD, Verts et FDP, témoigne du refus de respecter presque exclusivement le principe de l'origine familiale, pour se ranger à l'association entre des éléments de *jus sanguinis* et du *jus soli*, courante dans la plupart des démocraties occidentales. »

³¹ Voir également : Sebaux Gwénola (2007). « Nation allemande et stratégie migratoire de la République fédérale d'Allemagne : paradoxe identitaire ». *Cahiers du Mimmoc, Numéro 3 - Juillet 2007*, <http://edel.univ-poitiers.fr/cahiersdumimmoc/document418.php>

³² Krulic, Brigitte, *La Nation/Une idée moderne*, Ellipses, Paris, 1999, p. 23-42, notamment.

du débat politique fédéral, alors qu'il en était sorti depuis plusieurs décennies. Les associations de réfugiés avaient bénéficié, officiellement, d'un très large soutien des partis politiques de RFA jusqu'à la toute fin des années 1960, époque à laquelle, le SPD, sous la direction de Willy Brandt, prit le pouvoir et lança sa nouvelle politique à l'Est (*Ostpolitik*) fondée sur la reconnaissance des Etats du bloc communiste, RDA comprise, ainsi que de l'inviolabilité de la frontière occidentale de la Pologne. Ce changement paradigmatique dans la politique étrangère fédérale provoqua un clivage très net dans la société ouest-allemande. Quant aux associations de réfugiés, elles se rangèrent dès lors en bloc derrière les partis de l'Union (CDU/CSU) qui ne leur étaient pas acquis et à qui elles n'étaient pas non plus acquises auparavant. Cette nouvelle politique à l'Est fut un succès, sur lequel le chancelier Brandt construisit sa réélection. Ce n'est qu'au début des années 1980 que les partis de l'Union revinrent au pouvoir, Helmut Kohl à leur tête, ce qui, en matière d'*Ostpolitik*, ne provoqua cependant aucun changement. Passée la période troublée suivant la chute du Mur, pendant laquelle le SPD mit du temps à accepter l'idée d'une réunification effective et le chancelier Kohl à reconnaître sans ambiguïtés le caractère définitif du tracé de la frontière germano-polonaise sur l'Oder et la Neisse, on assista à la résurgence mémorielle évoquée plus haut. Face à la nouvelle place acquise par le phénomène des expulsions dans l'espace public allemand, notamment due aux images des événements du Kosovo, les partis durent revoir leur position sur l'après 1945 et, le cas échéant, quant aux associations de réfugiés.

C'est naturellement le SPD qui eut le plus de chemin à parcourir en la matière, puisque l'Union était, malgré toutes les déceptions enregistrées par les Réfugiés, restée leur *Heimat* politique. Il s'agissait, *grosso modo*, de traiter des sujets dont on n'avait plus parlé depuis vingt-cinq ans, et de le faire de façon non seulement crédible, mais également conforme aux convictions profondes du parti et de ses adhérents, une tâche difficile, qui, actuellement encore, n'est pas sans provoquer des dissensions, voire des divisions au sein du parti social-démocrate.

Son rival, pour sa part, est également confronté à des difficultés. En effet, on traitait le sujet de façon ininterrompue depuis 1949, mais au fil du temps cette activité était devenue la spécialité d'hommes politiques bien identifiés qui servaient d'interlocuteurs et le cas échéant, de porte-parole aux Réfugiés ; cela permettait aux autres membres des partis de l'Union, tout simplement, de s'occuper d'autre chose. On dut donc dépasser le stade du discours et l'obtention de crédits réguliers pour les associations et prendre part à l'élaboration du Centre contre les expulsions avec tous les dangers et risques majeurs que cela représentait pour l'image publique de l'Union et pour les relations de la RFA avec ses voisins orientaux, en particulier les Polonais et les Tchèques.

Du côté de la CDU/CSU on s'engagea assez largement pour le projet porté par Erika Steinbach (elle-même membre et député de l'Union), tandis qu'au SPD, le député Markus Meckel, spécialiste des relations avec la Pologne, entre autres, s'empressa de monter un projet indépendant qui reçut le soutien de nombreuses personnalités européennes et de la majorité des membres du SPD, très hostiles au projet (on pourrait dire à tout projet) porté par la Fédération

des réfugiés. Une minorité soutint ce dernier projet élaboré en collaboration avec Peter Glotz, ancien secrétaire général du SPD et personnalité qu'il aurait été absurde de taxer de tentations nationalistes. Grande coalition oblige, on se mit d'accord, fin 2008, sur un projet incluant les associations de réfugiés, mais sous tutelle administrative du Musée historique allemand, entité de droit public. Cela suscita la réticence des associations de réfugiés qui se défient ouvertement de la politique et des pratiques mémorielles étatiques.

Considéré comme un enjeu politique en lui-même par les différents partis politiques, mais également par les associations de réfugiés et formateur primordial en matière d'identité³³, le système scolaire, par nature, ne s'engage pas dans le débat public. Pourtant il en subit et en suit les infléchissements. L'instrument le plus observable en la matière est, à coup sûr, le manuel scolaire, en particulier celui d'histoire. Les spécialistes de ce type d'ouvrages estiment qu'ils sont d'excellents témoins de l'évolution d'un consensus sociétal, mais qu'ils le sont à retardement : après un délai de cinq années environ.

Il a toujours été question de la fuite et de l'expulsion dans les manuels homologués par les différents *Länder* de RFA, souverains en matière d'éducation. Toutefois, la place qui leur est accordée ainsi qu'aux territoires perdus en 1945 a beaucoup varié dans le temps. L'immédiat après-guerre leur réservait un espace relativement important ; à partir des années 1970 celui-ci fut de plus en plus restreint et, en toute logique, on assiste, depuis quelques années, à une forme de retour en grâce de cette thématique, longtemps jugée très problématique, trop instrumentalisable et, par conséquent, largement tue. Dans le même temps, deux *Länder*, la Basse-Saxe et la Rhénanie du Nord-Westphalie, inscrivent Fuite et Expulsion au programme de leurs écoles dans la catégorie « thématiques obligatoires », ce qui n'était pas le cas auparavant et qui ne l'est toujours pas dans les autres *Länder*. Ces deux régions sont importantes en terme de population, mais également sur le plan symbolique, pour la seconde en tout cas, puisqu'elle était à la pointe du dialogue germano-polonais sur les manuels scolaires depuis plus de trente ans. Ce dialogue perdure aujourd'hui, mais son heure de gloire remonte aux années 1970, lorsqu'une commission polono-ouest-allemande se mit d'accord sur une série de recommandations aux auteurs de manuels scolaires afin d'éviter que perdurent des préjugés réciproques dans les ouvrages des deux pays, une initiative qui avait, à l'époque, déclenché un important débat public et une levée de boucliers dans le milieu Réfugiés ainsi que dans la frange conservatrice de la société de RFA. Une nouvelle ère semble donc avoir été inaugurée dans le domaine scolaire. Il conviendra de suivre, à l'avenir, une évolution qui n'est aujourd'hui qu'amorcée.

³³ « Ne nous y trompons pas : l'image que nous avons des autres peuples, ou de nous mêmes, est associée à l'histoire qu'on nous a racontée quand nous étions enfants. Elle nous marque pour l'existence entière. Sur cette représentation, qui est aussi pour chacun une découverte du monde, du passé des sociétés, se greffent en suite des opinions, des idées fugitives ou durables, comme un amour... , alors que demeurent indélébiles, les traces de nos premières curiosités, de nos premières émotions. », p. 7 in Ferro, Marc, *Comment on raconte l'histoire aux enfants*, Payot, Paris, 1992 (première parution : 1981), 331 p.

D'un point de vue académique, la recherche sur la question de la fuite et de l'expulsion, ainsi que sur celle des territoires perdus en général et de la Prusse orientale en particulier, a connu, elle aussi, un important regain d'activité ces vingt dernières années. Le tabou relatif qui frappait ces questions progressivement levé, les publications se multiplièrent, notamment dans le cadre et autour du débat sur le centre contre les expulsions.

Si certains scientifiques proches, ou réputés proches, des associations de réfugiés continuèrent leur activité, d'autres découvrirent ou redécouvrirent le sujet.

Parmi ceux qui sont proches du *Bund der Vertriebenen*, citons Alfred Maurice de Zayas, spécialiste de droit international originaire des Etats-Unis, qui publia en 1977 *Nemesis at Potsdam*, un des premiers travaux universitaires en langue anglaise sur le sujet des expulsions des Allemands après 1945³⁴. En 2001, il publia en allemand *Heimatrecht ist Menschenrecht/ Der mühsame Weg zu Anerkennung und Verwirklichung*³⁵. Dans cet ouvrage il expose la thèse d'un droit à la *Heimat* droit de l'homme fondamental trouvant sa source dans le droit naturel³⁶. De ce droit disposent, selon lui, tout individu et tout peuple, toute expulsion constitue donc une atteinte au droit³⁷. Dans la conclusion de son ouvrage, A. M. de Zayas se fait le relais d'un certain nombre de revendications des associations de réfugiés, vis-à-vis de la Pologne, de la République tchèque et de la Russie en matière de reconnaissance de leur responsabilité dans la tragédie constituée par les expulsions des Allemands. S'agissant des deux premiers pays cités, ils les appellent, avant leur entrée dans l'Union européenne, à reconnaître le droit à la *Heimat* des expulsés allemands. Enfin il rend hommage à ces derniers pour avoir renoncé à la vengeance en 1950 avec la publication de la charte des réfugiés³⁸ qu'il qualifie de « déclaration extraordinairement importante³⁹ ». Enfin, il en appelle au rejet par la communauté internationale des expulsions comme moyen de règlement de problèmes de minorités ou comme moyen de pacification, ainsi qu'au retour des personnes expulsées au XX^{ème} siècle ou de leurs enfants dans leur *Heimat*.

Norman Naimark, professeur d'histoire à l'Université de Stanford et spécialiste de l'Europe orientale, est également un auteur de langue maternelle anglaise. Son ouvrage *Fires of Hatred : Ethnic Cleansing in Twentieth-Century Europe*⁴⁰ paru en 2001 fut assez rapidement

³⁴ Cet ouvrage reprenait son travail de thèse de doctorat, De Zayas, Alfred M., *Nemesis at Potsdam*, Routledge & Kegan Paul PLC, Londres et Boston, 1977, 296 p. En 1994 fut publiée une version plus accessible au grand public intitulée *A terrible revenge/The ethnic cleansing of the East European Germans 1944-1950*, Palgrave Macmillan, 1994, 224 p.

³⁵ *Le droit à la Heimat est un droit de l'homme*, De Zayas, Alfred M., *Heimatrecht ist Menschenrecht/ Der mühsame Weg zu Anerkennung und Verwirklichung*, Universitas, Munich, 2001, 224 p., ouvrage pour lequel l'auteur exprime sa gratitude à la Fondation culturelle des réfugiés allemands (*Kulturstiftung der deutschen Vertriebenen*).

³⁶ *Ibid.*, p. 13.

³⁷ *Ibid.*, p. 15.

³⁸ *Ibid.*, p. 163 : *Charta der Vertriebenen*.

³⁹ *Ibid.*, p. 163 : « *ausserordentlich wichtige Erklärung* ».

⁴⁰ *Feux de haine : le nettoyage ethnique dans l'Europe du XX^{ème} siècle*, Naimark, Norman, *Fires of Hatred : Ethnic Cleansing in Twentieth-Century Europe*, Harvard University Press, Cambridge et Londres, 2001, 256 p.

traduit en allemand⁴¹, langue dans laquelle il a subi une réception assez large et positive. Il est régulièrement cité lors de débats sur le sujet, notamment sur la question de la commémoration de la fuite et de l'expulsion⁴². Il s'agit d'une analyse comparée⁴³ des différents cas de nettoyage ethnique en Europe au XX^{ème} siècle, l'auteur tentant de déterminer leurs caractéristiques communes et différenciant ces phénomènes d'avec ceux relevant du génocide, afin, dit-il, de les prévenir ou de les juguler le plus rapidement possible à l'avenir⁴⁴. Le premier cas étudié concerne la Turquie en 1915, le dernier le Kosovo à la fin des années 1990. Cet ouvrage, notamment sa structure même, a été beaucoup utilisé par les concepteurs de l'exposition « Itinéraires forcés », présentée par la Fondation « Centre contre les expulsions » pour la première fois à Berlin en 2006⁴⁵.

En langue anglaise, signalons enfin l'article de Sabine Lee sur les relations entre CDU et Réfugiés, dans lequel l'auteur analyse l'usage réciproque que firent l'un de l'autre ces deux groupes⁴⁶.

En langue allemande, les publications, comme nous l'avons dit, se sont multipliées ces dernières années. Plusieurs raisons expliquent ce phénomène. Le règlement définitif de la question allemande en 1990 en est une, les débats autour des expulsions et du nettoyage ethnique en ex-Yougoslavie en sont une autre. S'agissant de l'historiographie spécifique de la Prusse orientale, citons le travail de thèse de doctorat de Jörg Hackmann, qui présente de façon magistrale comment celle-ci, à la fois en Allemagne et en Pologne, s'est « scientifiée » depuis la chute du Mur⁴⁷. Evoquons également les travaux d'Andreas Kossert, notamment sur la Mazurie, dont il présente le caractère profondément original, cette région étant peuplée très majoritairement de polonophones, mais votant de façon quasi-unanime pour un maintien dans le Reich allemand en 1920, puis plébiscitant le NSDAP, parti dont la doctrine exaltait pourtant la pureté raciale⁴⁸. Ce travail fut prolongé par un travail sur la Prusse orientale dans sa totalité⁴⁹, dans lequel la province est présentée dans sa dimension profondément pluriethnique, les chapitres consacrés à la population d'expression lituanienne constituant un complément idéal à la publication précédente. Enfin, son dernier ouvrage en date aborde spécifiquement la

⁴¹ Naimark, Norman, *Flammender Hass/Ethnische Säuberungen im 20. Jahrhundert*, C. H. Beck, Munich, 2004, 301 p.

⁴² Par exemple lors d'une conférence organisée sur le sujet par la Fondation Friedrich Ebert en 2005, Faulenbach, Bernd, Helle, Andreas (sous la direction de), *Zwangsmigration in Europa/Zur wissenschaftlichen Auseinandersetzung um die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten*, Klartext Verlag, Essen, 2005, 111 p.

⁴³ C'est ainsi que N. Naimark lui-même présente son travail, Naimark, Norman, *Fires of Hatred : Ethnic Cleansing in Twentieth-Century Europe*, Harvard University Press, 2001, p. 2.

⁴⁴ *Ibid.* p. 16.

⁴⁵ L'ouvrage, dans sa traduction allemande, était d'ailleurs en vente sur les lieux de l'exposition. Voir *infra*, seconde partie, III.

⁴⁶ Lee, Sabine, « CDU Refugee Policies and the Landesverband Oder-Neisse : Electoral Tool or Instrument of Integration ? », in *German Politics/Journal of the Association for the Study of German Politics*, volume 8, n° 1, avril 1999, p. 131-149.

⁴⁷ Hackmann, Jörg, *Ostpreussen und Westpreussen in deutscher und polnischer Sicht : Landeshistorie als Beziehungsgeschichtliches Problem*, Harrassowitz, Wiesbaden, 1996, 462 p.

⁴⁸ Kossert, Andreas, *Masuren, Ostpreussens vergessener Süden*, Pantheon Verlag, 2006, 432 p.

⁴⁹ Kossert, Andreas, *Ostpreussen – Geschichte und Mythos*, Siedler Verlag, Munich, 2005, 448 p.

question de l'intégration des réfugiés, principalement en RFA⁵⁰.

L'activité éditoriale académique se concentre depuis la fin des années 1990 sur la question des expulsions en général et sur la question du centre commémoratif en particulier. Les deux principales fondations de partis politiques, la Fondation Konrad Adenauer pour la CDU et la Fondation Friedrich Ebert pour le SPD, ont consacré un certain nombre de conférences à ces sujets qui ont directement ou indirectement donné lieu à des publications dans lesquelles on retrouve des auteurs entretenant des liens plus ou moins étroits avec l'une des deux fondations et par voie de conséquence avec l'un des partis en question.

Signalons à cet égard le colloque organisé conjointement par la Fondation Konrad Adenauer et l'Institut d'histoire du temps présent de Munich-Berlin le 25 novembre 2004, dont les actes ont été publiés en octobre 2005. On y retrouve, par exemple, des contributions de Horst Möller, directeur de l'Institut d'histoire du temps présent, mais également de Jörg-Dieter Gauger et de Manfred Kittel, deux auteurs dont les ouvrages ou la personnalité même sont d'importance dans notre travail. En effet le premier, professeur à l'Université de Bonn et collaborateur de la Fondation Konrad Adenauer, a consacré un travail très important sur la place de l'Est historique allemand à l'école en RFA depuis 1949⁵¹, travail sur lequel nous nous appuyons dans la troisième partie de cette thèse. L'auteur publie des contributions régulières sur le sujet. Le constat qu'il tire est que l'école forme des analphabètes en matière de connaissance de l'Est⁵². Le second des deux auteurs, Manfred Kittel, de l'Université de Ratisbonne et de l'Institut d'histoire du temps présent, est, depuis quelques mois, le premier président de la fondation responsable du centre commémoratif de droit public consacré aux expulsions qui se met en place à Berlin actuellement. Il est lui-même un spécialiste de la question de la mémoire des réfugiés et de l'Est de la Prusse⁵³. Il s'engage pour que la mémoire des réfugiés ne soit pas confinée à son propre « ghetto⁵⁴ ». On observe chez cet auteur une tendance récente à se rapprocher de la *Landsmannschaft Ostpreussen*⁵⁵, son engagement auprès des partis de l'Union est ancien.

La Fondation Friedrich Ebert est également active sur le sujet de la commémoration des expulsions. Ainsi fut organisée début 2004 à Bonn, dans les locaux de cette fondation,

⁵⁰ Kossert, Andreas, *Kalte Heimat/Die Geschichte der deutschen Vertriebenen nach 1945*, Siedler Verlag, 2008, Munich, 431 p.

⁵¹ Gauger, Jörg-Dieter, *Der historische deutsche Osten im Unterricht*, Editions Dr Kovacs, Hambourg, 2001, 369 p.

⁵² Voir par exemple, Gauger, Jörg-Dieter, « Ein höchst rudimentäres Bild/Deutsche Schulen erzeugen ostkundliche Analphabeten », in *Die politische Meinung*, n° 478, Sankt Augustin, 10 septembre 2009, p. 31-36. Il s'agit d'une publication de la fondation de la CDU.

⁵³ Kittel Manfred, « Preußens Osten in der Zeitgeschichte. Nicht nur eine landeshistorische Forschungslücke », in *Vierteljahreshefte für Geschichte* 50, 2002, p. 435-463.

⁵⁴ C'est lui qui emploie ce terme, Kittel, Manfred, *Vertreibung der Vertriebenen/Der historische deutsche Osten in der Erinnerungskultur der Bundesrepublik (1961-1982)*, Schriftenreihe der Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte, Oldenbourg, Munich, 2007, 206 p.

⁵⁵ Il a par exemple participé à la célébration des soixante ans de l'organisation à Bad Pyrmont en 2008. Voir la retranscription d'extraits du discours qu'il tint à cette occasion : Kittel, Manfred, « Ostdeutschland gehört zu unserer Geschichte », in *PAZ*, 6 décembre 2008, www.preussische-allgemeine.de/zeitung/textarchiv.html.

une conférence lors de laquelle les différents courants structurant le débat purent s'exprimer, la grande majorité des intervenants soutenant le projet du député SPD Markus Meckel. Cette conférence fut présidée, entre autres, par Bernd Faulenbach, historien de l'Université de Bochum et président de la commission des historiens auprès du comité directeur du SPD⁵⁶. Par ailleurs, la fondation sociale-démocrate a participé, par le biais de deux de ses collaborateurs, les historiens Friedhelm Boll et Anja Kruke, respectivement professeur à l'Université de Kassel et de Bochum, à l'élaboration d'une publication d'articles scientifiques sur les migrations forcées en Europe⁵⁷. Les contributeurs, issus de nombreux pays d'Europe, ont signé la Déclaration de Bonn⁵⁸, dans laquelle il s'engage pour un réseau européen de commémoration des migrations forcées et des expulsions au XX^{ème} siècle. Parmi ses signataires allemands, citons, entre autres, Detlef Brandes, Dieter Bingen, Philip Ther ou encore Stefan Troebst, tous universitaires et engagés dans la recherche et le débat sur cette question et ayant participé à de nombreux colloques ou publications sur les expulsions⁵⁹.

À propos du système et des manuels scolaires, hormis les travaux de Jörg-Dieter Gauger que nous avons cités, il convient d'évoquer les publications dans lesquelles l'Institut Georg-Eckert de recherche internationale sur les manuels scolaires de Brunswick est impliqué, au premier rang desquels l'ouvrage de Madlen Benthin sur l'expulsion des Allemands d'Europe centrale dans la culture mémorielle allemande et tchèque⁶⁰, s'agissant de notre travail, c'est évidemment la première de ces cultures qui est pertinente. Par ailleurs, l'institut a publié lui-même un nombre important de contributions sur son histoire propre et surtout sur l'histoire de la commission germano-polonaise des historiens, mise en place dans les années 1970, qui existe toujours aujourd'hui et qui consacre ses travaux, entre autres, aux manuels scolaires. S'agissant de ces derniers, ceux qui sont actuellement utilisés en RFA (ainsi que ceux qui le furent par le passé) sont accessibles à la bibliothèque de l'Institut Georg-Eckert, tout comme un grand nombre d'ouvrages relevant de la littérature secondaire sur le sujet.

En ce qui concerne les nombreux articles de presse que nous avons utilisés, ceux qui sont postérieurs à 1990 sont généralement reproduits en partie ou en intégralité sur le site internet du périodique dans lequel ils furent publiés. C'est le cas de tous ceux issus des grands journaux et magazines de RFA. Les publications de la CDU et du SPD ou proches de ces deux partis sont consultables (bien que certains numéros soient parfois manquants) auprès

⁵⁶ *Historische Kommission beim SPD-Parteivorstand*.

⁵⁷ Boll, Friedhelm, Kruke, Anja (sous la direction de), *Zwangsmigration und Vertreibung/Europa im 20. Jahrhundert*, Verlag Dietz, Bonn, 2006, 240 p.

⁵⁸ Déclaration dont le nom original et complet est : « Bonner Erklärung, Europäisches Netzwerk : Zwangsmigrationen und Vertreibungen im 20. Jahrhundert », <http://library.fes.de/pdf-files/historiker/04713.pdf>

⁵⁹ Citons ici, entre autres, Bingen, Dieter, Borodziej, Włodzimierz, Troebst, Stefan (sous la direction de), *Vertreibung europäisch erinnern ?/Historische Erfahrungen/Vergangenheitspolitik-Zukunftskonzeptionen*, Harrassowitz Verlag, Wiesbaden, 2003, 330 p. Cette publication fait suite à un grand colloque international à Darmstadt en 2002.

⁶⁰ Benthin, Madlen, *Die Vertreibung der Deutschen aus Ostmitteleuropa/Deutsche und tschechische Erinnerungskultur im Vergleich*, Studien zur internationalen Schulbuchforschung, Schriftenreihe des Georg-Eckert-Instituts, Band 120, Verlag Hahnsche Buchhandlung, Hanovre, 2007, 155 p.

de leur fondation culturelle respective. L'*Ostpreußenblatt/Preußische Allgemeine Zeitung* est intégralement disponible, ainsi qu'un grand nombre d'ouvrages qui relève de ce que nous appelons la « littérature Réfugiés » (rédigée par/pour ces derniers), à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC) de Nanterre. Quant aux discours du président de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, ils ont fait l'objet d'une publication sous forme de brochures éditées par l'association elle-même qui les a mises à notre disposition. Enfin, les tracts de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* sont (ou ont été pour certains) disponibles sur son site internet⁶¹.

Nous avons posé plus haut la question du rôle joué par la Prusse orientale. Il ne s'agit pas, comme on a pu le déduire des lignes précédentes, de la Prusse orientale en tant que telle, mais bien des représentations qu'on en trouve (ou que l'on ne trouve pas) en Allemagne aujourd'hui, représentations au sens de :

- l'image qu'on s'en fait (all. *Vorstellung*),
- l'image qu'on en donne (*Darstellung*),
- l'incarnation, le mandat (*Vertretung* ou *Stellvertretung*),
- la simple incarnation sans réel pouvoir décisionnaire, celle d'un ambassadeur par exemple, ou celle des plénipotentiaires au nom si mal adapté⁶² (*Repräsentation*)⁶³.

S'agissant de ces représentations, nous avons choisi divers acteurs de la société allemande, notamment :

- ceux qui en produisent naturellement beaucoup, il s'agit du milieu des Réfugiés, la Fédération des réfugiés en général, plus particulièrement l'Association des réfugiés de Prusse orientale, ainsi que son ou ses associations de jeunesse et les mouvements de la zone grise entre ultra-conservatisme et extrémisme politique qui flattent les idées de leurs adhérents et sont porteurs d'une vision de l'Allemagne et du monde non consensuelle et, souvent, véritablement inquiétante,
- ceux qui sont des relais et des *leaders* d'opinion fondamentaux du monde politique allemand : les deux grands partis populaires, la CDU/CSU et le SPD,
- ceux qui sont formateurs primordiaux en matière d'identité, notamment : le

⁶¹ www.ostpreussen.org.

⁶² Ces représentants, censés, selon leur nom, avoir « pleins pouvoirs », n'en ont en effet pas beaucoup dans les négociations de traités internationaux, par exemple et encore moins s'agissant du processus de ratification.

⁶³ Voir Rosanvallon, Pierre, *Le peuple introuvable/Histoire de la représentation démocratique en France*, Gallimard, Paris, 1998, p. 13. Ce type de représentation se rapproche de ce que Henri Lefebvre désigne comme « représentation mondaine », parmi une demi-douzaine d'autres significations du terme. Lefebvre, Henri, *La présence et l'absence/Contribution à la théorie des représentations*, Casterman, 1980, 245 p., ici p. 14.

système scolaire et les outils qu'il emploie, en premier lieu les manuels.

L'objectif est, pour nous, de déterminer quels types de représentations sont produits par ces acteurs et en particulier :

- par qui,
- pour qui,
- et pourquoi, à quelles fins ?

Les associations de réfugiés ont une clientèle à satisfaire, les partis politiques aussi. Quant au système scolaire, il sera étudié dans la mesure où il est une expression de ce qu'une société considère comme nécessaire aux jeunes générations pour leur vie d'adulte et entend par conséquent leur transmettre.

Les médias sont, par nature, de grands producteurs de représentations. Certaines d'entre elles ont un écho tel, qu'on les retrouve chez les acteurs que nous avons sélectionnés. Dans cette mesure, il en sera question, mais elles ne seront pas étudiées pour elles-mêmes. Elles pourraient, d'ailleurs, à elles seules, faire l'objet d'une étude particulière qui dépasse le cadre de cette recherche.

Si l'on voulait résumer l'objet de notre entreprise, on pourrait le faire à travers les questions : que reste-t-il de la Prusse orientale dans l'Allemagne réunifiée⁶⁴ ? Qui en parle : pour qui, pourquoi et comment ?

À bien des égards, ce seront des traces et/ou des fossiles que l'on présentera. Il s'agira notamment de présenter le combat politique actuel qui se joue autour de la mémoire des expulsions de 1945 et partant, autour de la mémoire des territoires perdus et de leur apport à la culture et à l'histoire allemande en général. On observera le tour identitaire que certains donnent ou voudraient donner à la question et que celle-ci prend plus ou moins fortement. Enfin, on présentera la place prise/donnée à cette mémoire et (le cas échéant) à ces débats dans le système scolaire outre-Rhin. Les trois parties de ce travail traitent les points suivants :

- I. Les associations de réfugiés et la nébuleuse nationaliste dans leur lutte pour la reconnaissance de leur destin, la conservation active de leur mémoire ainsi que leur rôle dans la défense ou la promotion d'une « certaine idée de l'Allemagne ».

⁶⁴ « S'interroger sur le contenu de telle ou telle représentation c'est chercher à savoir quelle(s) fonction(s) tient tel événement, tel phénomène ou telle idée dans l'imaginaire collectif du temps. », Laborie, Pierre, « Histoire politique et histoire des représentations mentales », p. 155-169, ici p. 166, in Peschanski, Denis, Pollak, Michael, Rouso, Henri (sous la direction de), *Histoire politique et sciences sociales*, Editions Complexe, Bruxelles, 1991, 285 p.

- II. Le positionnement des deux grands partis populaires par rapport aux associations de réfugiés et à leurs revendications ainsi que le traitement officiel de la mémoire des expulsions à travers la question du centre contre les expulsions.
- III. Le système scolaire, révélateur à retardement, d'un consensus global et de son évolution depuis la réunification.

Dans chacune de ces parties on verra l'évolution des positions des différents acteurs qu'on peut constater en dix-neuf ans, allant de simples modifications de détails à des renversements de tendances notables. Les différentes positions évoluent en décalage temporel les unes par rapport aux autres, se rapprochant ou s'éloignant au fil du temps et en interaction. Se rapprocheront-elles suffisamment à l'avenir pour atteindre un consensus global propre à déproblématiser la question et à faire « passer ce passé » ?

Première partie

Représenter les réfugiés, les associations

Introduction

La *Landsmannschaft Ostpreußen*, organe de toute représentation

Le terme de « représentation » se caractérise par une grande polysémie. La langue allemande, comme nous l'avons présenté dans l'introduction générale, propose à cet égard une série de termes qui permettent de cerner de façon satisfaisante cette multiplicité de sens¹.

Des acteurs que nous avons choisis pour ce travail, seules les associations de réfugiés et avant tout la *Landsmannschaft Ostpreußen* sont concernées par les quatre acceptions que nous avons énumérées². S'il y a bien un milieu en RFA dans lequel on se soucie de la Prusse orientale, à mille lieues de l'indifférence générale, c'est celui-là (*Vorstellung*) ; la production d'image(s) (*Darstellung*) pour des publics variés (jusqu'au grand public) est également une activité fondamentale de cette (ces) entité(s). Quant à la volonté d'incarnation au sens large du terme (*Vertretung*), on verra qu'elle est parfaitement fondatrice de sa démarche. S'agissant d'une représentation relevant d'un domaine que l'on pourrait désigner comme celui des simples relations publiques (*Repräsentation*), c'est un terrain que *Landsmannschaft Ostpreußen* et *Bund der Vertriebenen* occupent tant qu'ils peuvent et moins qu'ils ne le désireraient, ou ne le jugent nécessaire, bien conscients que dans nos sociétés fortement médiatisées l'apparence et, plus encore, la visible présence, sont des données primordiales.

L'ambition de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, depuis sa création, est de rassembler les Prussiens orientaux, qu'ils soient nés entre Nogat et Memel ou ailleurs, au gré de leur émigration volontaire ou forcée, de les rassembler dans une association commune et plus particulièrement, lors de grands rassemblements réguliers (généralement tous les trois ans), lors desquels la présence de Prussiens orientaux « venus d'ailleurs » est particulièrement appréciée, qu'ils viennent d'Australie, d'Afrique du Sud, des Etats-Unis, etc., ou bien des territoires qui

¹ Pierre Rosanvallon dans l'introduction à son ouvrage : *Le peuple introuvable/Histoire de la représentation démocratique en France*, Gallimard, Paris, 1998, pose le problème le problème de deux indéterminations : celle du mode d'incarnation et celle concernant les conditions de mise en forme du pouvoir démocratique : « Dans les deux cas, c'est autour de la question de la représentation, dans ses deux acceptions de *mandat* et de *figuration*, que se nouent les difficultés. » Il reprend là la distinction opérée par Carl Schmitt entre *Repräsentation* (figuration symbolique) et *Stellvertretung* (mandat), p. 13.

² Voir *supra*, introduction générale.

constituaient la Prusse orientale voilà maintenant plus de soixante ans³ : Mazurie, *Oblast* de Kaliningrad (Prusse orientale-nord⁴) et région de Klaipėda (l'ancienne Memel). Cette mission de rassemblement est la première mission historique que l'association s'est fixée à l'époque de sa création. Cela n'est guère étonnant quand on sait que les Allemands fugitifs ou expulsés de Prusse orientale furent répartis sur l'ensemble du territoire des futures RFA et RDA. Dans la première des deux républiques, ils purent, après un temps de latence, s'organiser, ce qui impliquait en premier lieu de se compter⁵, la question était de savoir : qui a survécu à la guerre, à la fuite et/ou à l'expulsion ? En second lieu, le cas échéant, il fallait se chercher.

Plusieurs années après la fin du conflit, le *Suchdienst*, service de recherche fédéral, restait actif⁶. Cette institution dressait des listes de disparus, mais surtout de « retrouvés » et se chargeait de réunir les familles séparées par les événements. Les autorités alliées, pour éviter de constituer des noyaux d'irréductibilité, firent en sorte que les populations ne soient pas regroupées selon leur région d'origine. Seuls les Sudètes constituèrent des communautés réellement importantes en Bavière, *Land* dont ils sont devenus, à titre collectif, l'une des composantes officielles, sous le nom de quatrième tribu⁷ de Bavière. Une chance que n'eurent pas les Prussiens orientaux. La Bavière fit tout de même un geste important envers la *Landsmannschaft Ostpreußen* en devenant marraine de l'organisation en 1978. Une protection, certes appréciable, mais qui n'a pas de commune mesure avec l'assistance dont bénéficient les Sudètes vis-à-vis de la République tchèque qui les soutient activement par le plus influent des *Länder* allemands⁸. La mission de rassemblement des *Landsmannschaften* se fait selon deux dimensions entrecroisées, comme le fil et la trame d'une tapisserie :

- suivant le *Kreis* d'origine,
- suivant le *Kreis* d'établissement en RFA.

³ Pour la *Landsmannschaft*, au moins sur le plan du paysage et d'un point de vue historique, naturellement, la Prusse orientale existe toujours et reste ce qu'elle fut.

⁴ *Nord-Ostpreußen*.

⁵ *Landsmannschaft Ostpreußen e.V., 50 Jahre Landsmannschaft Ostpreußen 1948-1998*, Hambourg, 1999 (2nde édition révisée, 1^{ère} parution : 1998), p. 44 : « *Die Gründung und die Aufgaben der ersten Stunde* », « La fondation et les tâches de la première heure ».

⁶ Pour en voir une illustration littéraire : Treichel, Hans-Ulrich, *Le Disparu*, Folio, Paris, 2007, 147 p.

⁷ *Vierter Stamm*, aux côtés des Bavarais, Franconiens et Souabes qui sont les tribus qui composent traditionnellement la population du *Land* de Bavière. Ce statut leur fut accordé en 1962 eu égard à leur contribution à la reconstruction de la région et à l'importance numérique de leur groupe. Voir la présentation concise sur le portail officiel de la Bavière : www.bayern.de/Land-und-Leute-.363.4448573/index.htm. Le concept de *Stamm*, littéralement « tronc », correspond à une vision archaïque de la composition du peuple allemand, originellement constitué de *Stämme*, les Alamans, Francs, Frisons, Saxons et Thuringiens. Voir Brühl, Carlrichard, *Naissance de deux peuples/Français et Allemands (IX^e-XI^e siècle)*, Fayard, Paris, 1994, 388 p.

⁸ S'agissant de la relation particulière entre Sudètes, Bavière et République tchèque, voir Lepesant, Gilles, « Coopération transfrontalière et intégration européenne : le cas des frontières germano-polonaise et germano-tchèque », p. 100-117, plus précisément, p.102 : « aucun *Land* allemand ne joue vis-à-vis de la Pologne le rôle que joue la Bavière et la CSU vis-à-vis de la République tchèque et de Bonn », ainsi que Bazin, Anne, « La question des Sudètes : un poids dans les relations germano-tchèques aujourd'hui », p. 118-139, ces deux articles in *L'autre Europe*, n° 34-35, *L'Allemagne, l'Europe centrale et l'Europe orientale*, L'Age d'Homme, Paris, 1997, 242 p. Sur les rapports entre Tchèques et Allemands sur la question de l'expulsion et le soutien d'Edmund Stoiber aux Sudètes, voir Stoldt, Hans-Ulrich, « 'Schlimmes Trauma'/Warum sich die Polen gegenüber den Deutschen und deren dunkler Vergangenheit versöhnlicher zeigen als die immer noch mißtrauischen Tschechen », in *Der Spiegel*, 15/2002, p. 70-74.

Le *Kreis*, le cercle, est une circonscription administrative à peu près comparable à un canton français.

La première ambition est de rassembler les Prussiens orientaux, la seconde est de représenter cette population ainsi que leur province d'origine. L'article II, alinéa 1.1 des statuts de l'organisation indique : « La *Landsmannschaft Ostpreußen*, association enregistrée, représente la Prusse orientale et ses hommes⁹ ». Elle l'entend de la façon suivante : non seulement comme le ferait un ambassadeur, mais, bien au-delà, son ambition est d'incarner la Prusse orientale. C'est-à-dire, non seulement d'en être l'ambassadrice, c'est-à-dire la représenter lors d'occasions particulières, ou auprès d'autres organisations, ou encore auprès des autorités de tous types, mais, bien au-delà de cela, d'être véritablement la Prusse orientale¹⁰, une sorte de perpétuation de la province¹¹, et, à ce titre, de participer ou, au mieux, de prendre elle-même toute décision la concernant. De manière comparable, par exemple, à l'Assemblée nationale en France qui est à la fois représentation au sens d'incarnation du peuple français et participe (au minimum) à la prise des grandes décisions qui le concerne. Il existe d'ailleurs au sein de la *Landsmannschaft Ostpreußen* une assemblée dont la composition est en partie calquée sur celle d'un parlement national ou régional. En sont membres des représentants de chacun des *Kreise* de l'ancienne Prusse orientale et des groupes régionaux de la *Landsmannschaft Ostpreußen* établis dans les différents *Länder* de RFA. Il s'agit de l'*ostpreußische Landesvertretung*, littéralement la représentation régionale est-prussienne¹².

Cette volonté d'incarner véritablement la région est à la fois historique, constitutive et fondatrice pour toutes les associations de réfugiés. Pour la *Landsmannschaft Ostpreußen* en particulier, c'est, aujourd'hui encore, manifeste. Au temps où elles étaient les plus influentes, c'est-à-dire avant le tournant des années 1970, cette volonté était même éclatante. Sûres de leur bon droit, de la justesse de leur cause et de la justice qu'on ne pouvait manquer de leur rendre, leurs interventions publiques étaient empreintes d'une attitude de créancier réclamant son dû, doublée des manifestations d'un complexe de supériorité, qui, une fois leur heure passée, furent très mal accueillies par le reste de la société ouest-allemande du miracle économique, celle-ci, la prospérité revenue ou arrivée, ne comprenant plus cette virulence dans le ton et les paroles. Cette virulence, bien des dirigeants des associations de réfugiés ne s'en sont toujours pas départis. C'est d'ailleurs une des caractéristiques du *Bund der Vertriebenen* d'hier et donc,

⁹ « *Die Landsmannschaft Ostpreußen e.V. vertritt Ostpreußen und seine Menschen* », le terme « *Menschen* » signifie littéralement « les êtres humains, les hommes », impliquant un lien dépassant infiniment une simple domiciliation. Voir http://www.ostpreussen.de/uploads/media/LO-Satzung_01.pdf.

¹⁰ Article 4, alinéa 4.2 des statuts de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, en vigueur depuis novembre 2006 : « *die ostpreußische Heimat verkörpernden Landsmannschaft...* », « la *Landsmannschaft* qui incarne la *Heimat* de Prusse orientale... ».

¹¹ *Ibid.*, article IV alinéa 2.3 : « ... *der Ostpreußen verkörpernden und ihrerseits die Provinz fortsetzenden Landsmannschaft Ostpreußen.* », « ... de la *Landsmannschaft Ostpreußen* qui, quant à elle, incarne et perpétue la Province de Prusse orientale. »

¹² Sa composition est réglée à l'article 6, alinéa 2.3 des statuts de la *Landsmannschaft Ostpreußen*.

en partie, d'aujourd'hui. Quand une personne comme Erika Steinbach, présidente du *Bund der Vertriebenen*, s'exprime, il n'est pas rare d'entendre comme commentaire « *es klingt so 'revanchistisch'* », « cela sonne tellement 'revanchard' ». Les discours de Wilhelm von Gottberg, président de la *Landsmannschaft Ostpreußen* de 1992 à 2010, sont également réputés, à l'intérieur même de l'organisation, comme engagés et ne se souciant guère des convenances¹³, même si, chez les uns et chez les autres, on note une certaine pondération depuis une dizaine d'années, c'est-à-dire depuis le lancement du projet de Centre contre les expulsions, porté principalement par Mme Steinbach et le *Bund der Vertriebenen*. Les communiqués de presse du président de l'*Ost- und Mitteldeutscher-Vereinigung*¹⁴, Helmut Sauer, par ailleurs président de la *Landsmannschaft Schlesien* pour le Land de Basse-Saxe, constituent de bons exemples de déclarations typiques du *Bund der Vertriebenen*, où l'auteur explique, d'un ton assuré, ce qu'il convient, naturellement, de faire et que ni les gouvernements allemands et encore moins polonais (ce dernier traité avec une condescendance plus grande encore que son *alter ego* berlinois) ne paraissent, selon lui, à même de mettre en œuvre. En 2006, il prie même le ministre des Affaires étrangères, M. Steinmeier, de « tenir en laisse¹⁵ » Gesine Schwan, la chargée des relations avec la Pologne du gouvernement Schröder... S'agissant de M. Sauer, ses communiqués concernant la Silésie, lus sans connaissance de la situation, laissent à penser que sa région d'origine est, non pas territoire polonais (aujourd'hui), mais une province allemande.

Ce type de déclaration du *Bund der Vertriebenen* a une histoire retracée par Matthias Stickler dans son travail d'habilitation¹⁶. Il y explique pourquoi ce style a été adopté dès les années 1960 et même avant :

La faiblesse objective du BdV et de ses associations membres, celles-ci cherchèrent à la masquer en adoptant une attitude très agressive du point de vue de la propagande. On utilisait à cet effet les grands rassemblements annuels, qui du fait de leur caractère de manifestations de masse prenaient l'aspect d'un 'défilé des 100 000', dont le but était de refonder la fidélité au drapeau de leur propre clientèle, de porter leur importance à la vue des gouvernements fédéral et régionaux et d'intimider leurs adversaires politiques¹⁷.

Il explique plus loin que certains responsables Réfugiés déclaraient ouvertement que,

¹³ De l'aveu même d'Ehrenfried Mathiak, ancien président du groupe de Rhénanie du Nord-Westphalie de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, que nous désignerons à partir d'ici *Landsmannschaft Ostpreußen-NRW*, et un des fondateurs de la Fiduciaire prussienne, qui regrette toutefois que même une personnalité comme W. von Gottberg se laisse désormais quelque peu brider. Entretien accordé à l'auteur en avril 2007.

¹⁴ Le regroupement des natifs d'Allemagne centrale et orientale dans la CDU.

¹⁵ « *An die Leine zu nehmen* », communiqué de presse du président de l'OMV, Helmut Sauer intitulé : « Schlesiersprecher Sauer bestätigt und attackiert Polenbeauftragte », 06 octobre 2006, www.omv-cdu.de

¹⁶ Stickler, Matthias, « *Ostdeutsch heißt Gesamtdeutsch* »/Organisation, Selbstverständnis und heimatpolitische Zielsetzungen der deutschen Vertriebenenverbände 1949-1972, Droste, Düsseldorf, 2004, p. 108 notamment, où est retracé le dérapage d'un responsable réfugié traitant Golo Mann de « traître à la patrie » (« *Landesverräter* ») et d'« ennemi du Reich » (« *Reichsfeind* ») et allant même jusqu'à lui reprocher son prénom hébraïque...

¹⁷ « *Die objektive Schwäche des BdV und seiner Mitgliederorganisation suchten diese durch ein besonders schneidigen Auftreten nach außen propagandistisch zu verschleiern. Dem dienten vor allem die jährlich stattfindenden Großkundgebungen, die als Massenveranstaltungen den Charakter einer 'Heerschau der 100.000' hatten, die das Ziel verfolgten, die eigene Klientel bei der Fahne zu halten, den Bundes- und Landesregierungen die eigene Bedeutsamkeit vor Augen zu führen und politische Gegner einzuschüchtern.* » Stickler, *op. cit.*, p. 155.

s'agissant de leurs revendications, ils parlaient deux tons plus haut pour que le gouvernement fédéral puisse, lui, monter d'un ton¹⁸. Une attitude qui perdure, notamment au sein de la *Landsmannschaft Ostpreußen* et dont les responsables fédéraux et régionaux sont encore convaincus du bien-fondé (par exemple Ehrenfried Mathiak¹⁹, longtemps président de la *Landsmannschaft Ostpreußen-NRW*), même s'ils ont dû, *nolens volens*, se résoudre à modérer leur propos en public, dans l'intérêt de la réalisation du grand projet de Centre contre les expulsions (à l'exemple de Wilhelm von Gottberg).

Ces fonctions d'ambassadrice auprès des institutions fédérales, plus ou moins valorisées selon l'orientation du gouvernement en place, la *Landsmannschaft* voudrait également les exercer auprès des gouvernements étrangers ; en ce qui concerne la *Landsmannschaft Ostpreußen*, avant tout auprès du gouvernement polonais. Mais ce dernier s'y refuse catégoriquement. S'agissant du gouvernement russe (pour l'*Oblast* de Kaliningrad), des discussions avec Moscou ne sont pas même envisagées par l'organisation. Quant au dialogue avec la Lituanie, il semble, pour sa part, ne pas poser problème. Au niveau politique local, par contre, aussi bien en Pologne que dans la région de Kaliningrad ou en Lituanie, il existe un dialogue qui permet à certaines initiatives de voir le jour, la plupart ayant pour objet la rénovation de monuments, souvent religieux. L'exemple le plus frappant est la reconstruction de la cathédrale de Königsberg (Kaliningrad) financée, en bonne partie, grâce à des fonds issus de RFA²⁰. Quoiqu'il en soit, au-delà du niveau local, les *Landsmannschaften* ne sont plus considérées comme des interlocutrices (s'agissant de la Pologne et de la Fédération de Russie en tout cas²¹).

Quant à la dimension de représentation « simple », celle que l'on a désignée par le terme de *Repräsentation*, elle correspond à des activités et des facettes diverses de la *Landsmannschaft Ostpreußen* et du *Bund der Vertriebenen*. Les deux organisations, comme évoqué plus haut, organisent à intervalles réguliers des manifestations de masse comparables sur le principe, toute proportion gardée, aux manifestations syndicales annuelles du 1^{er} mai : on y montre sa force, on y expose ses arguments et convictions, mais elles n'ont pas de caractère extraordinaire (au sens où une assemblée générale peut être extraordinaire). Elles organisent également, au plan local,

¹⁸ « *Der BdV müsse um zwei Lautstärken lauter sein als die Bundesregierung, damit die Bundesregierung einen Ton lauter werden könne* », « Le BdV devait être deux tons au-dessus du gouvernement fédéral pour que le gouvernement fédéral puisse monter d'un ton », *ibid.* p. 350.

¹⁹ Entretien avec l'auteur, avril 2007.

²⁰ La question de ce type de rénovation est devenue sensible depuis que l'Eglise orthodoxe de Russie a convaincu le gouvernement russe de lui accorder la propriété d'un nombre croissant de biens religieux ou anciennement religieux même si ceux-ci n'ont jamais été orthodoxes. Certains projets de rénovations financés par des associations allemandes ont de ce fait été annulés. Citons ici l'exemple de l'Eglise Sainte Catherine d'Arnau, aujourd'hui Marjino, à quelques kilomètres de Kaliningrad. Hoppe, Bert, « Die Gier der Popen », « L'avidité des papes », *in Die Zeit*, 3 février 2011, <http://www.zeit.de/2011/06/Kaliningrad>.

²¹ Wilhelm von Gottberg, dans un entretien accordé à l'auteur en août 2006, regrette qu'au niveau gouvernemental des « préjugés » (« *Vorurteile* ») empêchent ce dialogue. Plus que des préjugés, c'est le refus de donner à ces associations, à la réputation délétère outre-Oder il est vrai, un statut sans commun rapport avec celui qui est le leur du point de vue polonais : celui d'associations privées. Pour l'exemple de la *Landsmannschaft* sudète voir Bazin, Anne, « La question des Sudètes : un poids dans les relations germano-tchèques aujourd'hui », p. 130, *in L'autre Europe*, n° 34-35, *L'Allemagne, l'Europe centrale et l'Europe orientale*, L'Age d'Homme, Paris, 1997, 242 p.

des commémorations régulières auxquelles elles s'efforcent d'adjoindre le plus de responsables politiques possibles (avec un succès relatif, mais assez important ces dernières années). La *Landsmannschaft Ostpreußen*, en particulier, assure sa présence et celle des convictions et idées qu'elle défend par le biais de son hebdomadaire qui jouit d'une réputation, ambiguë, mais bien réelle dans les milieux les plus conservateurs de RFA²². Quant à la présence sur les ondes radios ou télévisuelles, les présidents von Gottberg et Steinbach font, chacun à leur mesure, leur possible pour y apparaître autant que possible dès lors qu'il est question des réfugiés ou de leurs régions d'origine, quitte à provoquer le scandale, partant du principe qu'il vaut mieux être mal que pas perçu. Des chercheurs de l'Institut Georg Eckert de recherche internationale sur les manuels scolaires nous confiaient d'ailleurs interpréter ainsi la « sortie médiatique » d'Erika Steinbach au lendemain de sa non-invitation à une émission d'une chaîne publique allemande ayant consacré, à une heure de grande écoute, une émission sur les relations germano-polonaises, émission de surcroît animée par la plus connue des animatrices d'émission politique outre-Rhin, Sabine Christiansen. La déclaration qui concernait le gouvernement polonais de l'époque et les partis politiques qui le composaient étaient la suivante : « Les partis qui gouvernent en Pologne sont comparables aux partis allemands *Republikaner*, DVU et NPD²³ », trois partis qui, dans cette ordre, occupent sur l'échiquier politique l'espace à la droite de la CDU/CSU. Cette affirmation, certes, n'était pas sans aucun rapport avec la réalité, mais son auteur savait pertinemment qu'elle ne ferait que raviver les dissensions entre Allemands et Polonais, dissensions, par ailleurs déjà cristallisées autour de sa personne.

Au-delà de la fonction d'ambassadrice et d'incarnation véritable de la Prusse orientale et des Prussiens orientaux, la *Landsmannschaft Ostpreußen* a naturellement des conceptions particulières de ce et de ceux qu'elle incarne. Elle a également une « certaine idée de l'Allemagne », qu'elle partage avec certains milieux dits nationaux, qui se trouve à la frontière séparant patriotisme et nationalisme, frontière mouvante et subjective²⁴ : la plupart des forces politiques ayant pour objectif de ne jamais être associé au second de ces concepts. Cette différenciation est le fondement de représentations, au sens d'image(s) conçue(s) et donnée(s), que l'on peut observer dans les discours des dirigeants, dans leurs communiqués de presse, ainsi que dans la presse des *Landsmannschaften*. L'organe de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, créé en 1950, a pour nom historique *Das Ostpreußenblatt*, patronyme qui n'est plus

²² La *Landsmannschaft Ostpreußen* dispose également d'un site internet tout à fait moderne, régulièrement actualisé dans son contenu et ses fonctionnalités et autour duquel rayonnent des sites régionaux ou thématiques, voir www.ostpreussen.de.

²³ « *Die Parteien, die in Polen regieren sind mit den deutschen Parteien Republikaner, DVU und NPD vergleichbar* », Herholz Andreas, « Interview mit Erika Steinbach », in *Passauer neue Presse*, 6 mars 2007, www.pnp.de.

²⁴ Citons ici André Lecours et Geneviève Nootens : « Pour Maurizio Viroli par exemple, la distinction entre patriotisme et nationalisme réside dans le fait que le patriotisme a pour valeur fondamentale la république et sa liberté, alors que le nationalisme a comme valeur fondamentale l'unité spirituelle et culturelle du peuple, exigeant de ce fait une loyauté inconditionnelle. [...] Il s'agit là d'une distinction artificielle », Lecours, André Nootens, Geneviève, « Comprendre le nationalisme majoritaire », p. 19-45, ici p. 27, in Gagnon, Alain-G., Lecours, André, Nootens, Geneviève (sous la direction de), *Les Nationalismes majoritaires contemporains : identité, mémoire, pouvoir*, Editions Québec Amérique, Montréal, 2007, 311 p. Sur l'utilisation de ces deux concepts, voir également Elias, Norbert, *Studien über die Deutschen/Machtkämpfe und Habitusentwicklung im 19. und 20. Jahrhundert*, Suhrkamp, 1992, 555 p.

que son sous-titre depuis avril 2003. Désormais, il se nomme *Preußische Allgemeine Zeitung*²⁵ (*PAZ*²⁶), traduction de la volonté de s'adresser à un public dépassant largement la population constituée des seuls réfugiés « est-prussiens²⁷ » de 1945 et de leur famille. Le ton que prennent généralement ces représentations est tout à fait comparable à celui des déclarations du président de la *Landsmannschaft Ostpreußen* ou du *Bund der Vertriebenen*.

Un autre relais important des conceptions de la *Landsmannschaft Ostpreußen* fut, pendant la douzaine d'années suivant la réunification, son association de jeunesse. Fondant la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, elle fondait également de grands espoirs de relève. En effet, la génération ayant vécu l'Expulsion (*die Erlebnisgeneration*) était en partie déjà décédée et les survivants tous vieillissants. On décida donc de relancer le mouvement en s'ouvrant à tous les jeunes qui se sentent liés à la Prusse orientale. Cet élan dépassa, pour le pire, les espoirs de la *Landsmannschaft Ostpreußen* qui se vit littéralement débordée à droite par un mouvement devenu indépendant et incontrôlable. L'ouverture à l'Est, c'est-à-dire aux nouveaux *Länder*, provoqua un dépassement des vues conservatrices caractéristiques des *Landsmannschaften* vers des horizons rendant toute composition avec des partis « constitutionnels » (ce que nous appellerions en France « citoyens ») tout simplement impossible. L'évolution de la rhétorique et des arguments de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, dont la *Landsmannschaft Ostpreußen* dut finalement se séparer au début des années 2000, est symptomatique de la fonction de charnière, constatée par certains observateurs, qu'occupent, entre autres, les associations de réfugiés (la *Landsmannschaft Ostpreußen* en particulier) entre la droite constitutionnelle et l'extrême droite²⁸. Un état de fait naturellement contesté avec véhémence par ces associations.

La *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* causa de nombreux problèmes à la *Landsmannschaft Ostpreußen* qui dut également se confronter à ceux créés par une autre organisation se réclamant de la Prusse dont la naissance officielle²⁹ remonte au 4 novembre 2000. Il s'agit d'une structure assez particulière, une société en commandite par action, dont la raison d'être est la défense, par tous les moyens légaux disponibles, des intérêts des Allemands expulsés après 1945 et ayant, de ce fait, été dépossédés de leurs biens mobiliers, mais surtout

²⁵ Comme il existe une *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (FAZ), « Journal généraliste de Francfort ». Voir Geede, Ruth, « Wie der Titel Preußische Allgemeine Zeitung geboren wurde », in *PAZ*, 12 avril 2003.

²⁶ C'est ainsi que nous le nommerons désormais, sauf dans les notes de bas de page dans lesquelles nous indiquerons le titre effectif de la publication à la date de parution de l'article cité.

²⁷ Nous avons choisi d'utiliser cet adjectif pour traduire (littéralement) « *ostpreußisch* », qui signifie « de Prusse orientale », « prussien oriental », nous emploierons le même vocable, avec majuscules : « Est-Prussien », pour traduire « *Ostpreuße* » : « (ex-) habitant/originaire de Prusse orientale », « Prussien oriental », comme on dit un « Sud-Africain ».

²⁸ Les observateurs en question travaillent, naturellement, plus souvent avec des institutions proches du SPD que de la CDU, ce que leurs contradicteurs, notamment au sein de la *PAZ*, ne manquent pas de souligner, allant parfois à les assimiler à l'extrême-gauche. Un des théoriciens de cette fonction de charnière, Wolfgang Gessenharter, est Professeur à l'Université de la *Bundeswehr* à Hambourg. Voir sur le site internet de cette université : http://www.hsu-hh.de/politiktheorie/index_OiIzKRoWBHW53D9B.html. Voir également Gessenharter, Wolfgang, Pfeiffer, Thomas (sous la direction de), *Die Neue Rechte - eine Gefahr für die Demokratie?* VS Verlag für Sozialwissenschaften, Wiesbaden 2004, 251 p.

²⁹ www.preussischetreuhand.de.vu/

immobiliers, dans leurs territoires d'origine. La paternité directe de cette structure revient au groupe régional nord-rhénan de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, appelé couramment *Landsmannschaft Ostpreußen-NRW*, qui s'était vu confier, à l'époque par la *Landsmannschaft Ostpreußen* fédérale, l'étude de faisabilité et le montage de ce qui prit le nom de « *Preußische Treuhand* ». La traduction : « Fiduciaire prussienne », n'est pas immédiatement éclairante. L'adjectif *treuhänderisch* signifie que le gérant d'intérêts ou de droits donnés ne le fait ni en son nom propre ni (*a priori*) à son profit. L'exemple récent le plus connu de fiduciaire est celui qui géra la reconversion du parc industriel de RDA après la réunification. Cette fiduciaire-là agissait au nom de l'Etat allemand et dans l'intérêt de ce dernier (entre autres) et non pour elle-même³⁰. La Fiduciaire prussienne, pour sa part, fut, peu après sa création, au centre de polémiques vives, la démarche qu'elle incarnait étant désapprouvée et même condamnée très largement en Allemagne, sans parler de la Pologne, pays dans lequel elle passe pour un avatar tardif du nazisme. À tel point que ses initiateurs originels, la direction de la *Landsmannschaft Ostpreußen* au niveau fédéral, durent se désolidariser de leurs camarades nord-rhénans auxquels s'étaient joints entre-temps des membres de la *Landsmannschaft* de Silésie, une désolidarisation qui, s'agissant de la première organisation en tout cas, est, comme nous le verrons, de pure forme.

La *Landsmannschaft Ostpreußen* dans sa mission³¹ de représentation de la Prusse orientale et de ses habitants passés ou présents développe une activité importante, non sans connaître un certain nombre de déboires, notamment avec les associations qui furent créées autour d'elle d'abord. Ces associations, la *Landsmannschaft Ostpreußen*, s'en distancie tout à fait pour l'une, la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, très relativement pour l'autre, la Fiduciaire prussienne. Dans le sillage de la dérive extrémiste de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* se créèrent et/ou se greffèrent un certain nombre de mouvements, que la *Landsmannschaft Ostpreußen* ne reconnaît naturellement pas. Il forment, surtout dans l'ex-Allemagne de l'Est, une sorte de nébuleuse, que nous évoquerons également.

³⁰ Voir Turek, Jürgen, « Treuhand-Anstalt », p. 667-673, in Weidenfeld, Werner, Korte, Karl-Rudolf, *Handwörterbuch zur deutschen Einheit*, Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 1991, 800 p.

³¹ Autoproclamée et plus ou moins légitimée par le pouvoir selon les époques et les majorités.

I. « La Prusse orientale, c'est nous », l'ambigu monopole de la représentation

S'agissant de culture mémorielle en RFA, Aleida Assmann³² distingue trois phases :

- 1945-1957, le silence sur les crimes nazis domine, le destin des réfugiés est mis en avant, l'accent étant mis de ce fait sur la « propre souffrance » (« *das eigene Leid* ») des Allemands.
- 1957-1984, phase marquée par la critique du traitement du passé tel que réalisé pendant la période précédente.
- 1984 à aujourd'hui, phase caractérisée, selon Aleida Assmann, par deux directions complémentaires, l'une instiguée par Helmut Kohl, fondée sur le dépassement du passé (*Vergangenheitsbewältigung*) et la réconciliation avec la France, les Etats-Unis et la Pologne, l'autre personnifiée par Richard von Weizsäcker, fondée sur l'idée d'une conservation du passé (*Vergangenheitsbewahrung*), d'une libération par la mémoire (*Erlösung durch Erinnerung*).

En ce qui concerne l'étude de la perception des réfugiés par la société allemande, ce sont les deux premières phases qui sont les plus pertinentes, jusqu'au milieu des années 1990, période à laquelle la troisième phase ou, du moins, une transposition de celle-ci à la problématique particulière de Fuite et Expulsion, se mit en marche. Le passage de la première à la seconde phase, naturellement progressif, fut lié à l'arrivée au pouvoir des « soixante-huitards³³ ». Le basculement, à la fin des années soixante, est concrétisé par l'accession de Willy Brandt au poste de chancelier. Pour les réfugiés, il est synonyme d'un renversement douloureux : d'enfant préféré (*Lieblingskind*) de la société allemande, ils en deviennent l'enfant mal-aimé³⁴ (*Stiefkind*). La troisième phase, qui se poursuit aujourd'hui, voit un retour indéniable du sujet dans le domaine de la recherche scientifique et sur la scène publique, mais sans changement paradigmatique dans la perception des associations de réfugiés : leur réputation est établie depuis longtemps et elles ne réussissent pas à l'améliorer de façon notable³⁵. Pour résumer cette évolution, ces associations se sont radicalisées au fil du temps, mais, au moins tout autant, c'est la société (ouest-) allemande qui a effectué une translation progressive sur le plan de la culture

³² Assmann, Aleida, Frevert, Ute, *Geschichtsvergessenheit - Geschichtsversessenheit : vom Umgang mit der deutschen Vergangenheit nach 1945*, Deutsche Verlags-Anstalt, Stuttgart, 1999, 319 p. cité in Benthin, Madlen, *Die Vertreibung der Deutschen aus Ostmitteleuropa/Deutsche und tschechische Erinnerungskultur im Vergleich*, Studien zur internationalen Schulbuchforschung, Schriftenreihe des Georg-Eckert-Instituts, Band 120, Verlag Hahnsche Buchhandlung, Hanovre, 2007, p. 43 et suivantes.

³³ Dans la bouche des responsables des associations de réfugiés, ce terme est extrêmement péjoratif, il est ici utilisé sans aucune connotation péjorative ou méliorative.

³⁴ Benthin, *op. cit.* p. 49.

³⁵ Sur cette question (et bien d'autres, concernant notamment la perception du projet de Centre contre les expulsions en RFA, en Pologne et en République tchèque), voir Petersen, Thomas, *Flucht und Vertreibung aus Sicht der deutschen, polnischen und tschechischen Bevölkerung*, Stiftung Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland, Bonn, 2005, 127 p.

mémorielle : s'éloignant des réfugiés et les remplaçant dans le rôle de victimes exemplaires par les millions de morts des camps nazis. Une évolution très mal vécue par ceux qui la subirent et que leurs théoriciens qualifièrent de « désolidarisation³⁶ » (*Entsolidarisierung*). Elle poussa certains, se voyant repoussés ou chassés (symboliquement cette fois) pour la seconde fois³⁷, à se radicaliser.

A. Les mécanismes d'autoreprésentation

1. Le temps des fondations

Dans l'immédiat après-guerre, les Alliés craignent que les réfugiés ne se radicalisent, crainte qui justifie leur éparpillement géographique et l'interdiction à eux faite de se rassembler en associations. Une fois celles-ci autorisées, le danger d'une radicalisation est écarté, grâce à l'avancée très rapide de l'intégration, économique tout du moins, de leur clientèle. D'un point de vue strictement politique, leur dérive et leur fixation à la droite du champ politique (ouest-) allemand est tout autant le fruit de l'évolution de la société qu'une décision délibérée de leur part.

Quand les réfugiés arrivent sur le territoire qui deviendra la RFA, ils sont non seulement mal accueillis par la population locale, qui souffre de pénurie, mais sont, en outre, éparpillés dans les trois, puis quatre zones d'occupation. Cet éparpillement, qui ne doit rien au hasard, est planifié par les Alliés afin que les réfugiés ne puissent constituer des communautés soudées et homogènes susceptibles de créer des troubles et de devenir des foyers d'irréductibilité et/ou de nationalisme. Sur le même principe, il leur est interdit jusqu'en 1947 de se réunir en associations. Il faudra donc attendre le 3 octobre 1948 pour qu'un certain nombre de Prussiens orientaux, représentant les différents cercles (*Kreise*) de leur province d'origine, n'élisent, dans une brasserie hambourgeoise, Ottomar Schreiber à leur tête, ce qui marque la fondation de l'organisation des natifs de Prusse orientale, la *Landsmannschaft Ostpreußen*. Ce nom de *Landsmannschaft* est pris par toutes les associations de réfugiés qui se fondent à partir de cette époque. Il en existe, aujourd'hui encore, vingt et une qui sont les membres constitutifs du *Bund der Vertriebenen* dont le nom complet est d'ailleurs (littéralement) : « Fédération des expulsés/Associations de natifs et fédérations régionales, association enregistrée³⁸ ». Ce nom de *Landsmannschaft* désignait au Moyen-Âge les « nations » des universités. Ainsi trouvait-on à Paris, par exemple, la nation des « Français », regroupant les natifs d'Île de France, celle des

³⁶ Herbert Czaja, *Unterwegs zum kleinsten Deutschlands ?/Mangel an Solidarität mit den Vertriebenen/Marginalien zu 50 Jahren Ostpolitik*, Verlag Joseph Knecht, Francfort/Main, 1996, 1010 p.

³⁷ Les réfugiés arrivant de leurs provinces dont ils avaient été chassés étaient tout sauf les bienvenus sur les territoires qui devinrent la RFA. Certains des habitants n'hésitant pas à les qualifier de plaie ou de nouvelle catastrophe pour l'Allemagne. Voir Beer, Mathias, « Flüchtlinge und Vertriebene in den Westzonen und der Bundesrepublik Deutschland » in Stiftung Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland, *Flucht, Vertreibung, Integration*, Kerber Verlag, Bielefeld, 2006, p. 115.

³⁸ « *Bund der Vertriebenen/Vereinigte Landsmannschaften und Landesverbände e.V.* ».

Normands ou encore celle des Picards, dans les universités allemandes, celles des Bavaois, des Saxons ou des Prussiens qui portaient le nom latin de leur région d'origine : *Bavaria*, *Saxonia* et *Borussia*, noms qui sont d'ailleurs toujours ceux des associations d'étudiants que l'on nomme depuis un peu moins de deux siècles *Burschenschaften*. La première, créée à Iéna en 1815, avait toutefois, déjà à l'époque, abandonné le principe de regroupement par région d'origine. Notons que ces groupes, autrefois progressistes et libéraux, sont aujourd'hui catalogués comme extrêmement conservateurs, voire proches de l'extrême-droite et que les *Landsmannschaften* modernes, celles des réfugiés de 1945, y recrutent certains membres de leurs associations de jeunesse.

Le terme *Landsmann* désigne un compatriote, un « pays » comme on disait en France. L'année 1948 est donc celle de l'élection de Schreiber comme *Sprecher*, c'est-à-dire porte-parole, mais, en fait, président. Ce premier président, né en 1889, avait été à la tête du territoire de Memel de 1932 à 1934 et de 1939 à 1942 date de son renvoi par le *Gauleiter* national-socialiste de Prusse orientale, à laquelle avait été ré-attaché ce territoire, placé après la Première Guerre mondiale sous administration internationale, mais annexé par la Lituanie en 1923³⁹. Son successeur, Alfred Gille, occupa lui aussi des fonctions administratives importantes, civiles en tant que bourgmestre de Lötzen en Mazurie, puis militaires, dans les territoires envahis par la *Wehrmacht*, avant d'être fait prisonnier. Si l'on doit dresser un portrait type des présidents de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, jusqu'en 1979, à l'exception de Schreiber déjà trop âgé et blessé entre 1914 et 1918, ils ont fait la Seconde Guerre sur le front de l'Est et, pour la plupart, ont été fait prisonniers par les troupes soviétiques ; jusqu'en 1990, ils sont juristes de formation ; jusqu'à aujourd'hui, nombreux sont ceux qui ont été eux-mêmes ou sont les fils de notables de la Prusse orientale d'avant 1945. Ces caractéristiques ne se limitent pas aux seuls présidents, ce qui permet à Andreas Kossert de dire que, au moins dans l'immédiat après-guerre, tous les postes de responsabilité au sein de la *Landsmannschaft Ostpreußen* étaient occupés par d'anciens responsables politiques ou autres notables locaux d'avant la fuite et l'expulsion, un certain nombre d'entre eux s'étant d'ailleurs compromis avec le régime nazi⁴⁰. Les élites nationalistes d'avant-guerre, voire nationale-socialistes pour certaines, avaient tout simplement réussi à garder le pouvoir.

Le pouvoir, certes, mais quel pouvoir ? Celui de représenter les populations réfugiées en se portant à la tête des subdivisions constitutives de la *Landsmannschaft*, les *Heimatkreisgemeinschaften*, littéralement « communauté de canton d'origine dans la petite patrie », dans lesquelles sont regroupés les réfugiés selon leur *Kreis* d'origine. Il en existe 40, de Allenstein-Stadt (l'actuelle ville d'Olsztyn en Pologne du nord-est) à Wehlau (aujourd'hui Znamensk dans l'*Oblast* de Kaliningrad⁴¹). Le deuxième plan sur lequel la *Landsmannschaft*

³⁹ Ce territoire est aujourd'hui lituanien, la ville principale est Klaipėda, l'ancienne Memel.

⁴⁰ Kossert, *Ostpreußen*, p. 375 ; on peut en voir l'évocation littéraire in Lenz, Siegfried *Heimatmuseum*, dtv, Munich, 2006 (première parution : 1978), 799 p.

⁴¹ Voir *Landsmannschaft Ostpreußen e.V.*, *50 Jahre Landsmannschaft Ostpreußen 1948-1998*, Hambourg, 1999 (2^{nde} édition révisée, 1^{ère} parution : 1998), p. 53.

Ostpreußen est organisée est celui des *Bundesländer*, le deuxième pilier est donc constitué des seize groupes régionaux qui réunissent les membres de la *Landsmannschaft* en fonction de leur domicile actuel en RFA.

2. Une ambition d'exclusivité

Si on récapitule les différents degrés et plans d'organisation, on remarque qu'un des principes de base de ce type d'organisation est le monopole de la représentation : il n'existe qu'une seule *Landsmannschaft* pour tous les réfugiés de Prusse orientale, aucun autre groupe ne peut légitimement y prétendre, il existe quarante *Heimatkreisgemeinschaften* pour les quarante cantons constitutifs de la Prusse orientale jusqu'en 1945, il existe seize *Landesgruppen* pour les seize *Bundesländer* constitutifs de la RFA (depuis la réunification), une double représentation des uns ou des autres est expressément exclue⁴². Au niveau des *Landsmannschaften*, il existe toutefois une exception à cette règle d'exclusivité et d'unicité de la représentation : la Haute-Silésie est représentée à la fois par la *Landsmannschaft Oberschlesien* et la *Landsmannschaft Schlesien/Nieder- und Oberschlesien*⁴³. Notons que ce principe d'unicité de la représentation faisait déjà partie des statuts du *Bund der Vertriebenen* lors de sa fondation⁴⁴. Précisons également que l'exception silésienne trouve son origine dans l'après Première Guerre mondiale lorsque la Haute-Silésie fut coupée en deux parties, l'une devenant polonaise, l'autre restant prussienne/allemande (la *Landsmannschaft* de Haute-Silésie pouvant, dès lors, être considérée comme représentante des seuls réfugiés issus des territoires déjà séparés du *Reich* après le premier conflit mondial). Cette redondance n'est toutefois absolument pas nécessaire et a deux causes principales :

- l'obsession qu'a chaque organisation est de se conformer au plus près à ce qu'elle considère être son identité propre, qu'elle refuse de dissoudre ou de fondre dans une entité plus grande (qui serait pourtant, de fait, plus puissante),
- l'incapacité de leurs dirigeants à dépasser ce particularisme et les antagonismes liés au partage du pouvoir⁴⁵.

⁴² Article IV, alinéa 2.6 « Für jeden ostpreußischen Heimatkreis, jede kreisfreie Stadt und für jedes Land in der Bundesrepublik - einschließlich Berlin - wird nur eine ostpreußische Gemeinschaft anerkannt und als Mitglied aufgenommen. » « Pour chaque canton de la *Heimat* en Prusse orientale, chaque ville ayant statut de canton et pour chaque *Land* de République fédérale - Berlin y-compris - une seule communauté prussienne orientale est reconnue et intégrée. »

⁴³ Les *Landsmannschaften* de Haute-Silésie et de Silésie/Basse et Haute-Silésie, Stickler, *op. cit.*, p. 45.

⁴⁴ Stickler, *op. cit.*, p. 451 : paragraphe 3, alinéa 2, b) des statuts de 1957/1958: « Jedes Heimatgebiet kann nur durch eine Landsmannschaft, jedes Land und Berlin nur einen Landesverband vertreten werden. » « Chaque canton d'origine ne peut être représenté que par une seule *Landsmannschaft*, chaque région et Berlin par une seule association régionale ».

⁴⁵ Voir Hans-Jürgen Gaida, *Die offiziellen Organe der ostdeutschen Landsmannschaften/Ein Beitrag zur Publizistik der Heimatvertriebenen in Deutschland*, Duncker & Humboldt, Berlin, 1973, p. 191.

Ces querelles expliquent d'ailleurs que le *Bund der Vertriebenen*, qui « chapeaute » les organisations de réfugiés, n'existe sous sa forme actuelle que depuis 1958. Il existait auparavant plusieurs entités représentant les réfugiés au niveau fédéral ; l'intégration économique globalement achevée on put accéder à une représentation véritablement unitaire. Toutefois, suivant le modèle fédéral allemand, les instances décisionnaires au sein du *Bund der Vertriebenen* sont bien ses membres constitutifs (*Landsmannschaften* et *Landesverbände*) et non le *Bund der Vertriebenen* lui-même, qui dépend donc, assez largement, de leur bonne volonté⁴⁶. Un état de fait qui nuit fortement à son efficacité, mais qui s'explique par l'histoire de l'organisation. La *Landsmannschaft Ostpreußen*, quant à elle, est organisée sur le même modèle. Elle est constituée de groupes régionaux constitués eux-mêmes directement des réfugiés de Prusse orientale vivant sur le territoire de chaque *Land*, ainsi que des groupes formés selon le *Kreis* d'origine. De ces différents regroupements au niveau local et régional procède la *Landsmannschaft Ostpreußen* fédérale qui, par conséquent, ne compte au nombre de ses membres que des personnes morales (à l'exclusion de la possibilité statutaire d'intégrer deux personnalités pour une tâche et une durée déterminée ainsi que les personnes s'abonnant à la *PAZ* qui deviennent automatiquement membres⁴⁷).

À l'origine, dans les années 1950 et 1960, cette ambition d'exclusivité se doublait d'une ambition d'exhaustivité. Les *Landsmannschaften* se comprenaient, se percevaient ou auraient aimé être des organisations représentant à la fois un territoire et sa population, des organisations auxquelles les réfugiés n'auraient pu se soustraire, dont ils auraient été membres de façon obligatoire. Mathias Stickler montre que pour la direction du *Bund der Vertriebenen*, il existait « une qualité objective de réfugié, indépendamment de l'identité que les individus professaient pour eux-mêmes⁴⁸ ». Cette vision allait de pair avec la volonté de lever des cotisations ou contributions obligatoires, ainsi que de disposer de places de plein droit au sein du *Bundesrat*, la chambre haute du Parlement allemand dans laquelle les différents *Länder* sont représentés, en adéquation avec la nature fédérale de la RFA, ce qui aurait permis aux organisations d'être directement active pour la *Heimat*. Cette ambition ne fut jamais concrétisée : acquérir un statut de droit public les auraient amenées à être de véritables gouvernements en exil, perspective que le gouvernement de Bonn, dont le pouvoir était déjà limité⁴⁹, eut la sagesse de réduire à néant, faisant ainsi l'économie d'un contre-pouvoir et d'une source potentielle de désordre

⁴⁶ Stickler, Matthias, « Die Deutschen Vertriebenenverbände – Interessengruppe mit gesamt-nationalem Anspruch », in Stiftung Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland, *Flucht, Vertreibung, Integration*, Kerber Verlag, Bielefeld, 2006, p. 146.

⁴⁷ Article IV des statuts de la *Landsmannschaft Ostpreußen*.

⁴⁸ « *Eine objektive Vertriebeneneigenschaft, die unabhängig war vom subjektiven Bekenntnis der einzelnen* », Stickler, *op. cit.*, p. 138. Sur ce type de conception de l'identité collective et individuelle, voir Crépon, Marc, *Les géographies de l'esprit/Enquête sur la caractérisation des peuples de Leibniz à Hegel*, Editions Payot et Rivages, Paris 1996, p. 403 : « la violence de la caractérisation a un double aspect. Elle s'exerce d'abord (...) à l'encontre de parties entières de l'humanité, de peuples et de nations que, de façon récurrente, elle confine dans ses marges. Mais elle atteint aussi la liberté des individus en figeant leur identité dans la grille des caractères. Entre ces deux formes de violence, il existe une corrélation. Elles procèdent d'un même refus du caractère aléatoire du devenir, d'une même volonté d'empêcher à tout prix les identités de se défaire et de se décomposer. » Des termes qui n'ont pas été pensés spécifiquement pour cette conception particulière, mais qui la caractérisent et en explicitent les effets.

⁴⁹ Du fait du statut de l'Allemagne à partir de 1945 et des droits particuliers qu'il conférait aux puissances victorieuses.

majeure sur son sol⁵⁰. Cette appartenance forcée aux *Landsmannschaften* était par ailleurs peu compatible avec l'accent mis sur les libertés individuelles qui caractérise la Loi fondamentale promulguée en 1949 lors de la fondation de la RFA.

3. La revendication d'exemplarité patriotique et le désir de reconnaissance

Comme nous l'avons précisé dans la sous-partie précédente, les associations de réfugiés insistent dès leurs premières années d'existence sur des préceptes forts tels que l'unicité de la représentation et la discipline de groupe, avec un succès mitigé. Le *Bund der Vertriebenen* devint, plus de dix ans après sa fondation, la seule entité représentant, en bloc, les Réfugiés. Les Haut-Silésiens ne purent quant à eux jamais à se mettre d'accord sur une représentation unitaire. Au-delà, le *Bund der Vertriebenen* est aujourd'hui encore soumis à la bonne volonté de ses membres pour la mise en oeuvre de son action. Entrent donc en collision la prétention affichée dès l'origine de ne pas être de « quelconques regroupements⁵¹ » et la réalité d'un particularisme qui fait que chacun défend d'abord ses propres objectifs. Des dirigeants haut placés du *Bund der Vertriebenen* prirent rapidement conscience du danger présenté par une organisation trop décentralisée, en rappelant, en vain, les vertus de la tradition prussienne d'Etat centralisé⁵².

Quoiqu'il en soit, l'intention et l'apparence publique que se donnent les *Landsmannschaften* en général et celle de Prusse orientale tout particulièrement, est celle d'être et d'agir comme une « avant-garde nationale⁵³ », voire comme une sorte de conscience nationale de l'Allemagne. Nous verrons plus loin, de façon précise, comment Wilhelm von Gottberg définit la *Landsmannschaft* dont il a été le président jusqu'en 2010. Présentons-en ici les grandes lignes, qui ont valeur paradigmatique pour les autres *Landsmannschaften* également. L'association est présentée comme une communauté, forme opposée à celle de société, au sens théorisé par Ferdinand Tönnies, c'est-à-dire comme groupe naturel s'opposant à un groupe artificiel. Cette communauté est certes chargée d'une mission fondamentale envers la *Heimat*, ici la Prusse orientale⁵⁴, mais cette mission ne se restreint pas à la petite patrie, il en va aussi de la grande : tout ce qui concerne l'une concerne mécaniquement l'autre. C'est ainsi que le conçoivent, en tout cas, les dirigeants des *Landsmannschaften*, ce que traduit le slogan historique devenu titre de l'ouvrage de Matthias Stickler : « Ce qui concerne l'Allemagne de

⁵⁰ Stickler, *op. cit.*, p. 124. Un représentant des Silésiens affirmait « que d'un point de vue strictement juridique, la relation entre les *Landsmannschaften* et le gouvernement fédéral était de même nature que celle d'une minorité nationale », « *Daß das Verhältnis zwischen Landsmannschaften und Bundesrepublik rein juristisch ähnlich dem einer nationalen Minderheit sei* », *ibid.* p. 125.

⁵¹ *Ibid.*, p. 117, « *keine beliebigen Verbände* ».

⁵² Rappel qui aurait pu être entendu puisque les *Landsmannschaften* les plus puissantes représentent majoritairement des provinces prussiennes par le passé. *Ibid.* p. 119-120.

⁵³ *Ibid.*, p. 117, « *die nationale Avantgarde zu verkörpern* », « d'incarner l'avant-garde nationale »..

⁵⁴ Voir *infra* dans cette partie : II. A. 1.

l'Est [les territoires au-delà de l'Oder-Neisse], concerne l'Allemagne dans sa globalité⁵⁵ ».

L'idée sous-jacente est que l'organisation ne constitue en aucun cas un *lobby* représentant des intérêts particuliers⁵⁶. Au contraire, elle représente et incarne même, un pays (à ne pas assimiler ici à un Etat), la Prusse orientale et s'engage, au-delà, pour une patrie : l'Allemagne. Les notions auxquelles il est fait appel ici, comme dans les tracts de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* à l'époque où elle était encore liée à la *Landsmannschaft Ostpreußen*, ne relèvent pas des domaines technique et juridique mais du domaine de l'émotionnel, registre utilisé de tout temps par les associations de réfugiés pour souder autour d'elles une population géographiquement éparpillée et portant de moins en moins visiblement, quand elle ne l'oubliait pas progressivement, son identité particulière est-allemande, c'est-à-dire relevant des territoires perdus.

Historiquement les Réfugiés se voient donc comme les seuls qui, « hormis quelques patriotes ouest-allemands⁵⁷ », ont cultivé et fait perdurer la conscience d'une unité de l'Allemagne, de toute l'Allemagne au-delà de la division RFA/RDA et de la mise sous administration étrangère des territoires de l'Est⁵⁸. Leur engagement pour le retour de leur *Heimat* à l'Allemagne ne constituait donc pas une défense d'intérêts particuliers ou corporatistes mais une action en faveur du recouvrement de l'intégrité territoriale de l'Allemagne, fortement malmenée après 1945. Une action pour laquelle ils se sentirent, et pour cause, bien seuls, la RFA ayant en effet, sans vouloir en prendre parfaitement conscience, ou sans vouloir le dire, majoritairement perdu de vue une réunification avec (même) la seule RDA.

Plus généralement, tout ce en quoi ils voient leur mission (au sens large) consister, même quand cela ne concerne directement que la *Heimat*, concerne forcément l'Allemagne en général ; et le manque d'intérêt montré par la très grande majorité de la société de RFA pour ces questions (comme précédemment indiqué, les théoriciens de la « veine Réfugiés » nomment cette distanciation « désolidarisation⁵⁹ »), mais également pour le « national » en général, constitue à leurs yeux une véritable trahison. Une trahison qui trouve une traduction particulièrement douloureuse dans le refus fait aux membres actifs des associations de réfugiés, ainsi qu'à ces dernières, de leur reconnaître le statut de patriote exemplaire et de véritable avant-garde nationale. La nature de la mission que s'assigne, par exemple, la *Landsmannschaft Ostpreußen* est, selon les mots de W. von Gottberg⁶⁰, de nature politique, culturelle et scientifique. S'agissant de la dimension géopolitique : engagement pour les territoires perdus et la révision de la frontière de l'Allemagne, cette mission a, officiellement, pris fin au tournant des années 2000,

⁵⁵ « *Ostdeutsch heißt Gesamtdeutsch* », Stickler, *op. cit.*

⁵⁶ Cette idée est ancienne et commune à toute la mouvance Réfugiés, voir Stickler, Matthias, « *Ostdeutsch heißt Gesamtdeutsch* »/Organisation, *Selbstverständnis und heimatpolitische Zielsetzungen der deutschen Vertriebenenverbände 1949-1972*, Droste, Düsseldorf, 2004, 511 p.

⁵⁷ « Von wenigen westdeutschen Patrioten abgesehen », Von Gottberg, Wilhelm, *Heimat – gestern, heute und morgen, Rede des Sprechers der Landmannschaft Ostpreußen anlässlich des Deutschlandtreffens der Ostpreußen am 11. und 12. Juni 1994 in Düsseldorf*, Landsmannschaft Ostpreußen, Hambourg, 1994, 15 p. Discours de Wilhelm von Gottberg lors de la réunion triennale des Prussiens orientaux, ici p. 7, voir *infra*. II. A. 1.

⁵⁸ *Ibid.*

⁵⁹ « *Entsolidarisierung* ».

⁶⁰ Voir *infra*, II. A. 1. dans cette même partie.

avec l'acceptation de la ligne Oder-Neisse comme frontière orientale officielle de l'Allemagne. L'aspect politique est également intimement lié aux aspects culturel et scientifique de la mission. En quelques mots, il s'agit de se battre pour la conservation, d'une partie au moins, de la culture (est-) prussienne en RFA aujourd'hui, ainsi que pour une écriture de l'histoire plus conforme à ce qu'ils considèrent comme la vérité historique, c'est-à-dire pour une vision de l'histoire qui donnerait, non seulement, la part belle au destin des réfugiés d'après la Seconde Guerre mondiale et de leurs régions d'origine, mais qui dans le même temps réhabiliterait l'Allemagne devant l'histoire et l'humanité. Un objectif dont la dimension politique est fondamentale : il s'agit, entre autres, de redonner à l'Allemagne une conscience de soi comparable à celle qu'elle pouvait avoir avant 1945, voire avant 1918 : sûre d'elle, de son bon droit et de la justesse de sa cause, de sa mission. À cette fin, il convient, selon ces conceptions, de faire le maximum pour combattre le « politiquement correct⁶¹ » des partis, entre autres⁶², incapables de diriger correctement l'Allemagne et qui sacrifient ses intérêts par lâcheté ou par opportunisme.

On le voit, l'engagement pour la *Heimat*, tel que les Réfugiés le voient de façon idéalisée, est bien la forme première d'un engagement sublimé pour le *Vaterland*, la « grande patrie ». Un engagement dont la non-reconnaissance se double d'une stigmatisation qui les présente comme des forces nationalistes figées dans le passé et qui provoque, entre autres, une très grande amertume chez ceux qui en sont l'objet, d'autant plus que son origine remonte désormais à plusieurs dizaines d'années⁶³. On se trouve dans une situation où « tout se passe comme si la dette impayée avait entre-temps produit des intérêts. Il ne suffit plus d'octroyer le capital de départ. Une pénible attente justifie la majoration du remboursement⁶⁴ », la société allemande étant ici considérée comme la débitrice des réfugiés, en termes de reconnaissance.

En terme d'autodéfinition, les statuts de la *Landsmannschaft Ostpreußen* ainsi que les discours de W. von Gottberg sont des sources tout à fait appropriées et instructives. Il en existe d'autres, par exemple les discours de certains présidents régionaux de la *Landsmannschaft Ostpreußen* qui, s'adressant à des groupes locaux, donc restreints et peu exposés médiatiquement, peuvent se permettre d'employer des termes moins mesurés. On y entend donc une représentation de la problématique des Réfugiés encore moins soucieuse de « *Pluriperspektivität* », « pluri-

⁶¹ Un combat qui caractérise de manière générale les forces les plus conservatrices outre-Rhin. Le terme employé varie, parfois l'expression anglaise est laissée telle quelle : « *die political correctness* », ou bien elle est traduite de diverses manières, par exemple « *politische Korrektheit* », ou encore remplacée par les initiales PC. Voir par exemple l'interview de Bernhard Knapstein, in *Junge Freiheit* 21/1997, 16 mai 1997, ou Uhle-Wettler, Reinhard, « Der Einfluß der political Correctness auf unser Geschichtsbild », intervention lors d'une conférence organisée par la *Burschenschaft Danubia* de Munich, mars 2007, www.brandserver.de/danubia/texte/Vortrag/Dr.Franz.Uhle-Wettler.pdf. L'auteur est général en retraite, collaborateur occasionnel de la *PAZ* et directeur du *Deutschland Journal*, publication ultra-conservatrice que nous évoquerons plus loin, voir infra dans cette partie II. A. 3.

⁶² Les medias souffrent également, à cet égard, d'une mauvaise réputation auprès des Réfugiés.

⁶³ À cet égard on peut se poser la question suivante : « la demande de reconnaissance affective, juridique et sociale, par son style militant et conflictuel, ne se résout-elle pas en une demande indéfinie, figure du 'mauvais infini' ? », Ricœur, Paul, *Parcours de la reconnaissance*, Folio, Paris, 2005, 431 p., ici p. 338.

⁶⁴ Chaumont, Jean-Michel, *La concurrence des victimes/Génocide, identité, reconnaissance*, La Découverte & Syros, Paris, 2002, p. 240.

perspectivité⁶⁵ » ou de modération dans la formulation d'opinions ou de revendications. S'agissant du manque de reconnaissance rencontré par les Réfugiés, l'amertume est particulièrement sensible. Ehrenfried Mathiak, ancien président de la *Landsmannschaft Ostpreußen-NRW*⁶⁶, dénonce cette désolidarisation⁶⁷ et ce manque de reconnaissance et au-delà, « le mépris ou même le rejet agressif⁶⁸ » ainsi que « les diffamations⁶⁹ » dont sont victimes les Réfugiés organisés, qualifiés à longueur de temps de « revanchards, 'hieristes'⁷⁰ ou extrémistes⁷¹ ». Tout cela, alors que, depuis 50 ans (à l'heure du discours en question), le travail de la *Landsmannschaft Ostpreußen* s'inscrit dans la recherche « du droit, de la justice, de la liberté et de la paix pour le peuple allemand⁷² », que la culture est-prussienne, comme la culture 'est-allemande' est une « composante qu'on ne peut mettre de côté » qui « a enrichi la culture allemande pendant des siècles⁷³ », et « que le souci [...] du maintien et de la préservation du patrimoine culturel 'est-allemand' est un 'intérêt allemand global'⁷⁴ » (c'est-à-dire quelque chose qui intéresse l'Allemagne dans sa globalité, toute l'Allemagne). Mathiak va même jusqu'à affirmer que la qualification de la RDA du terme d'Allemagne de l'Est est une offense et une blessure infligée non seulement à ceux qu'il appelle « Allemands de l'Est », mais, « au final, à tout le peuple allemand⁷⁵ ». Une affirmation qui ne bénéficierait pas, si elle était connue au-delà des cercles Réfugiés, d'un grand soutien, ni même de compréhension, à défaut de quelque sympathie ou approbation que ce soit.

Sont également d'un grand intérêt les tracts édités par la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, très dynamique dans les années 1990, qui sont, de par leur nature même, des précipités, au sens chimique du terme, des convictions fondamentales de ce mouvement quant à son identité et à sa mission. Comme nous l'avons déjà précisé, cette organisation n'est plus liée à la *Landsmannschaft Ostpreußen* depuis que son noyautage par des forces que les services de protection de la Constitution qualifient, non pas comme potentiellement en danger

⁶⁵ Terme utilisé notamment à propos des manuels scolaires lorsqu'ils présentent plusieurs perspectives sur un sujet donné. Voir *infra*, troisième partie.

⁶⁶ Il sera beaucoup question de cette personnalité dans la sous-partie consacrée à la Fiduciaire prussienne. *Infra*, II. B. 1. dans cette même partie.

⁶⁷ *Entsolidarisierung*.

⁶⁸ « *Mißachtung oder gar aggressive Zurückweisung* », discours tenu à la 43^{ème} rencontre cantonale des « Lyckois » (originaires de la ville de Lyck en Mazurie) à Hagen, en 1998, Mathiak, Ehrenfried, *Festsprache beim 43. Kreistreffen der Lycker in Hagen*, archives personnelles de l'orateur, non publié, juin 1998, 11 p., ici p. 3.

⁶⁹ Discours tenu devant le groupe local de la *Landsmannschaft Ostpreußen* de Lüdenscheid, Mathiak, Ehrenfried, *Festrede zum 50jährigen Bestehen der Gruppe Lüdenscheid*, archives personnelles de l'orateur, non publié, avril 1999, 9 p., ici p. 3.

⁷⁰ Ce néologisme qualifiant ceux qui sont « toujours figés dans l'hier ».

⁷¹ « *Revanchisten, Ewiggestrige oder Extremisten* », Mathiak, Ehrenfried, *Festrede zum 50jährigen Bestehen der Gruppe Lüdenscheid*, archives personnelles de l'orateur, non publié, avril 1999, p. 3.

⁷² *Ibid.*, p. 8 : « *Recht, Gerechtigkeit, Freiheit und Frieden für das deutsche Volk.* »

⁷³ « *Nicht wegzudenkender Bestandteil* », « *über vielen Jahrhunderten hinweg die deutsche Kultur bereichert hat* », discours pour les 50 ans d'existence du groupe des Prussiens orientaux dans la *Landsmannschaft Ostpreußen* à Remscheid, ville moyenne des bords de la Wupper en Rhénanie du Nord-Westphalie, Mathiak, Ehrenfried, *Das 50-jährige Bestehen der landsmannschaftlichen Gruppe der Ostpreußen in Remscheid*, archives personnelles de l'orateur, non publié, septembre 2000, 7 p., ici p. 1.

⁷⁴ « *Daß das Interesse [...] an Erhaltung und Pflege ostdeutschen Kulturgutes ein gesamtdeutsches Interesse ist* », Mathiak, Ehrenfried, *Festsprache beim 43. Kreistreffen der Lycker in Hagen*, archives personnelles de l'orateur, non publié, juin 1998, 11 p., ici p. 6.

⁷⁵ « *Letztlich das gesamte deutsche Volk* », *Ibid.*, p. 5.

de glisser vers l'extrême-droite, mais ayant déjà manifestement rejoint cet espace. Il convient donc de n'avoir recours ici qu'à des tracts dont on peut affirmer qu'ils furent conçus avant ce noyautage⁷⁶. Cela présente plusieurs difficultés : la première est que nombre des tracts de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* ne sont pas datés, la seconde est que, par nature, un glissement est un processus relativement long et non un bouleversement subit, constatable à une date donnée. Ainsi, d'un point de vue thématique, on ne note pas de changements fondamentaux soudains, si ce n'est que la Prusse orientale passe relativement rapidement à l'arrière-plan et que le sujet principal, qui occupe de plus en plus de place, puis quasiment toute la place, devient l'Allemagne en général. Cette évolution sera, d'ailleurs, un des arguments donnés par la *Landsmannschaft Ostpreußen* pour justifier sa séparation d'avec son association de jeunesse ayant succombé tout à fait à la tentation de l'extrémisme. Il ne sera pas question ici de la rhétorique de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* en général, mais de ce qui, dans ses tracts, relève de l'autodéfinition. On procédera plus loin à une analyse globale de la problématique de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*⁷⁷.

Evoquons, tout d'abord, ce que son président, Bernhard Knapstein (aujourd'hui journaliste à la *PAZ*) confiait en 1997 à la *Junge Freiheit*⁷⁸. Précisons qu'à l'époque, la *Landsmannschaft Ostpreußen* était justement résolument engagée, par le biais de son organe de presse, dans la défense de cette publication officiellement taxée d'extrémisme. B. Knapstein s'exprimant à propos de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* (encore association de jeunesse officielle de la *Landsmannschaft Ostpreußen* à ce moment-là) affirmait :

Il ne s'agit cependant pas seulement de la *Heimat* à l'Est, mais de la façon dont on la traite en République fédérale. D'après nos statuts, nous avons différentes missions qui ne concernent pas que la Prusse orientale, mais qui la dépassent largement. Nous ne nous percevons pas comme la jeunesse est-prussienne, mais comme la jeunesse pour la Prusse orientale. La Prusse orientale est pour nous le symbole d'une activité en Allemagne contre le politiquement correct⁷⁹.

On le voit, dès cette époque⁸⁰, l'activité pour la Prusse orientale se voyait conférer une dimension bien plus large. Ce que Knapstein confirme un peu plus loin dans le même entretien,

⁷⁶ Ceci en réduit fortement le nombre, la plupart de ceux que l'auteur a pu rassembler devant être attribués à la période postérieure à la séparation entre *Landsmannschaft Ostpreußen* et *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*. Toutefois, un document comme le « programme de Potsdam », par sa dimension programmatique justement, constitue une base de travail particulièrement solide, s'agissant de traiter de l'autodéfinition de l'organisation : *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, « Potsdamer Programm der jungen Landsmannschaft Ostpreußen », 12 mars 1994, voir annexe 2 et www.ostpreussen.org.

⁷⁷ Voir *infra* II. B. 2. dans cette même partie.

⁷⁸ Publication défendant une ligne politique à la droite de la droite, à tel point que le service de protection de la Constitution du *Land* de Rhénanie du Nord-Westphalie la mit officiellement sous observation. Cette observation aboutit même à des procès qui, s'ils ne menèrent pas à une interdiction de la publication, la poussèrent à policer quelque peu son propos, cela malgré sa haine autoproclamée pour tout ce qui relève du « politiquement correct ».

⁷⁹ Interview de Bernhard Knapstein, in *Junge Freiheit* 21/1997, 16 mai 1997. « *Es geht aber nicht allein um die Heimat im Osten, sondern es geht um den Umgang damit in der Bundesrepublik. Laut unserer Satzung haben wir verschiedene Aufgaben, die sich nicht alleine mit Ostpreußen auseinandersetzen, sondern sie gehen weit darüber hinaus. Wir verstehen uns auch nicht als die ostpreußische Jugend, sondern als die Jugend für Ostpreußen. Ostpreußen ist für uns ein Symbol für ein Tätigwerden in Deutschland auch gegen Politische Korrektheit.* »

⁸⁰ Depuis la fondation même de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, en fait.

« il ne s'agit plus seulement de la Prusse orientale. La Prusse orientale est un symbole, le symbole d'une confrontation avec ce qu'est l'Allemagne, afin de parvenir à une Allemagne meilleure⁸¹ ». Il ajoutait également que, contrairement à son *alter ego* silésienne, la jeunesse est-prussienne ne se cantonnait pas à la conservation de la culture de la *Heimat*⁸².

Dans cette ligne se situe le programme de Potsdam de l'organisation, publié en 1994. Elle s'y définissait d'emblée comme une « organisation de jeunesse pour la Prusse orientale⁸³ » et comme suit : « La *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* est une communauté de jeunes gens qui se sentent liés à la Prusse orientale du fait de leurs racines familiales, du sentiment d'appartenance nationale ou bien de leur adhésion à l'héritage spirituel et moral de la Prusse orientale⁸⁴ ». Le terme de communauté est employé à dessein. En effet, il s'oppose à celui de société, suivant là, comme nous l'avons précisé, les conceptions de Ferdinand Tönnies. Celui-ci définissait la communauté comme « la 'convivance' durable et authentique⁸⁵ », et la société comme « ['convivance'] passagère et relevant de l'apparence⁸⁶ ». Il affirmait « qu'il convient donc de considérer la communauté même comme un organisme vivant et la société comme un agrégat et un artefact mécanique⁸⁷. » Il poursuit ainsi : « La relation [...] et donc le lien est conçu soit comme un être réel et organique – c'est l'essence de la communauté, ou bien comme construction idéale et mécanique – c'est l'essence de la société. » Et pour lui « tout ce qui est vraiment, est organique⁸⁸. » L'autodéfinition de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* est donc inscrite dans un cadre déterminé, celui d'un rejet du construit et d'une adhésion au naturel, au donné voire même à l'inné. Un aspect *a priori* contrebalancé par un appel à un sentiment et à une adhésion. Cette dernière, en effet, de prime abord ne relève pas du donné ni de l'inné, mais d'une décision personnelle. Pour autant, il ne faut pas voir là de contradiction, dans la mesure où éprouver un sentiment d'appartenance nationale et « se sentir lié à l'héritage spirituel et moral de la Prusse orientale⁸⁹ » sont considérés comme des ressentis et attitudes naturels ou qui devraient l'être si la RFA ne souffrait pas « d'une déficience en terme d'estime de soi⁹⁰ ».

⁸¹ Interview de Bernhard Knapstein, in *Junge Freiheit* 21/1997, 16 mai 1997. « *Es geht nicht mehr nur um Ostpreußen. Ostpreußen ist Symbol; Symbol für eine Auseinandersetzung mit Deutschland und mit dem Ziel, ein besseres Deutschland zu erreichen.* »

⁸² *Ibid.*

⁸³ « *Eine Jugendorganisation für Ostpreußen* », in *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, « Potsdamer Programm der jungen Landsmannschaft Ostpreußen », 12 mars 1994.

⁸⁴ « *Die JLO ist eine Gemeinschaft junger Menschen, die sich mit Ostpreußen durch familiäre Abstammung, nationales Zusammengehörigkeitsgefühl oder das Bekenntnis zu dem geistigen und sittlichen Erbe Ostpreußens verbunden fühlen* », *ibid.*

⁸⁵ « *Gemeinschaft ist das dauernde und echte Zusammenleben* », Tönnies, Ferdinand, *Gemeinschaft und Gesellschaft/ Grundbegriffe der reinen Soziologie*, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, Darmstadt, 1991, p. 4.

⁸⁶ « *Gesellschaft nur ein vorübergehendes und scheinbares* », *ibid.*

⁸⁷ « *Das Verhältnis [...] und also die Verbindung, wir entweder als reales und organisches Leben begriffen - dies ist das Wesen der Gemeinschaft, oder als ideale und mechanische Bildung - dies ist das Begriff der Gesellschaft* », *ibid.*, p. 3.

⁸⁸ « *Alles wirkliche ist organisch* », *ibid.*, p. 4.

⁸⁹ « *Sich mit [...] dem geistigen und sittlichen Erbe Ostpreußens verbunden fühlen.* » In *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, « Potsdamer Programm der jungen Landsmannschaft Ostpreußen », 12 mars 1994.

⁹⁰ « *Selbstwertdefektes* », terme employé par Erika Steinbach, cité in Von Gottberg, Wilhelm, *Heimat – gestern, heute und morgen, Rede des Sprechers der Landsmannschaft Ostpreußen anlässlich des Deutschlandtreffens der Ostpreußen am 11. und 12. Juni 1994 in Düsseldorf*, Landsmannschaft Ostpreußen, Hambourg, 1994, 15 p. Il est habituel dans ces cercles de qualifier la RFA de « désorientée » (« *orientierungslos* ») ou « incapable de se réformer » (« *reformunfähig* »), c'est ainsi que W. von Gottberg la qualifia, par exemple, dans son entretien avec l'auteur.

La *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* se conçoit donc dans les années 1990 comme une communauté de jeunes, actifs politiquement, qui s'engage pour la Prusse orientale, c'est-à-dire, entre autres, pour que le « lien entre [celle-ci et] tous les pays allemands⁹¹ » en général reste présent dans les consciences⁹². Autrement dit, pour que le souvenir de la germanité des « territoires perdus » subsiste, chez tous les Allemands. En ce qui concerne les jeunes ayant des origines en Prusse orientale, elle se donnait pour mission de rétablir et de fortifier leur lien avec la « terre des pères⁹³ ». En outre, il convenait de gagner la jeunesse « à la construction d'une relation de bon voisinage dans un esprit de compréhension entre les peuples⁹⁴ ». Bref, on se mettait en « reconquête », chez les jeunes Allemands ayant des origines dans la province, chez les jeunes Allemands en général et chez les jeunes habitant entre Nogat et Niémen. Nous avons placé le terme de « reconquête » entre guillemets, car, dans ce contexte, il serait sans cela de nature particulièrement polémique, puisque c'est celui que les opposants aux *Landsmannschaften* utilisaient, craignant, à l'époque, le spectre d'une regermanisation de la Prusse orientale. Des tentatives d'une telle reconquête eurent bien lieu, notamment de la part d'associations menées par des personnalités controversées avec laquelle la *Landsmannschaft Ostpreußen* a collaboré plus ou moins étroitement⁹⁵, mais également par des jeunes agissant de façon isolée et dont il n'est pas possible d'affirmer qu'ils faisaient partie de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, mais dont l'action en suivait les préceptes : être actifs sur place, redonner aux Allemands d'origine la conscience de leur germanité et les encourager, voire leur donner les moyens, de s'en réclamer et de constituer des associations allemandes.

Il est question de cette action dans l'ouvrage de Ralph Giordano paru en 1994 retraçant son voyage en Prusse orientale⁹⁶, année où fut également publié le programme de Potsdam de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*. Ralph Giordano est une personnalité associée outre-Rhin à une vision de gauche, qui s'est longtemps élevée contre l'action des associations de réfugiés⁹⁷, mais qu'Erika Steinbach a réussi à gagner à l'entreprise du Centre contre les expulsions, lui faisant valoir que ce Centre n'était nullement l'œuvre de revanchards mais, au contraire, œuvre de mémoire dont toute idée de vengeance et, *a fortiori*, de reconquête (de quelque ordre que ce soit) était absente. Quoiqu'il en soit, ce ralliement, comme d'autres⁹⁸, laissent perplexes les

⁹¹ « *Verbundenheit aller deutschen Länder* », in *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, « Potsdamer Programm der jungen Landsmannschaft Ostpreußen », 12 mars 1994.

⁹² In *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, « Potsdamer Programm der jungen Landsmannschaft Ostpreußen », 12 mars 1994.

⁹³ *Ibid.*, l'expression employé est « *Land der Väter* », on aurait pu traduire « *Land* » par « pays », mais le terme « terre » paraît ici plus en phase avec le propos et le lexique employé par ailleurs.

⁹⁴ « *Im Sinne der Völkerverständigung für den Aufbau einer guten Nachbarschaft* », *ibid.*

⁹⁵ Voir Deutscher Bundestag, Drucksache 13/3831 vom 22.02.1996, « Antwort der Bundesregierung auf die Kleine Anfrage der Abgeordneten Annelie Buntenbach und der Fraktion BÜNDNIS 90/DIE GRÜNEN - Drucksache 13/3620 Die 'Erweiterte Humanitäre Hilfe' in der Oblast Kaliningrad », www.bundestag.de.

⁹⁶ Giordano, Ralph, *Ostpreußen Ade/Reise durch ein melancholisches Land*, Kiepenheuer & Witsch, Cologne, 2006 (première parution en 1994), 368 p.

⁹⁷ On déclarait d'ailleurs à son égard : « *Der unentbehrliche Ralph Giordano, der einmal mehr als leuchtendes Beispiel dafür dient, daß man vom Antifaschismus glänzend leben kann.* » « L'indispensable Ralph Giordano qui, une fois de plus, sert d'exemple éclairant au fait qu'on peut vivre brillamment d'antifascisme. » AUTEUR ???, « Für 'nie wieder Deutschland' feiern/Antinationale Veranstaltung zum 'Tag der Befreiung' : Flucht und Vertreibung sind kein Thema », in *Ostpreußenblatt*, 14 janvier 1995, p. 2.

⁹⁸ Ainsi en est-il de celui de Helga Hirsch, journaliste généralement classée à gauche. Voir Faulenbach, Bernd,

convaincus des deux bords. En ce qui concerne la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, depuis sa séparation d'avec la *Landsmannschaft Ostpreußen*, elle n'est plus active dans les territoires qui constituaient la Prusse orientale et se concentre sur la RFA. Quant au *Bund Junges Ostpreußen*, la nouvelle association de jeunesse de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, ses prérogatives ont été, à sa fondation, fortement et sciemment limitées⁹⁹. Par ailleurs, la *Landsmannschaft Ostpreußen* a, ces dernières années, quelque peu pacifié sa ligne d'action, ce qui se ressent également dans l'activité du *Bund Junges Ostpreußen*. L'ambition d'exemplarité patriotique et l'engagement pour le « national » s'affiche moins ouvertement ces dernières années, pour autant, ils n'en restent pas moins des orientations cardinales de l'organisation. On le remarque particulièrement dans les réponses de tous les dirigeants que nous avons interrogés, mais cela reste également le cas dans l'intégralité des documents que produisent la *Landsmannschaft Ostpreußen* et les organisations qui lui sont ou furent proches.

B. La représentativité

1. Quelle intégration des réfugiés dans la société de RFA ?

Dans l'immédiat après-guerre, la priorité était à l'intégration des réfugiés qui, plus encore que les autres Allemands, souffraient du manque de logement, de nourriture ou de soins médicaux. À la fin des années cinquante, si certains n'avaient toujours pas trouvé leur place, la plupart disposait d'un logement et d'un emploi. Le miracle économique avait permis ce qui est décrit traditionnellement comme un second miracle : l'intégration de ces populations dans un pays détruit et repartant de zéro¹⁰⁰ (l'après-guerre est surnommée en Allemagne « l'heure zéro¹⁰¹ »). Toutefois, même si les réfugiés ne se radicalisèrent pas¹⁰², comme beaucoup l'avaient craint, une bonne partie d'entre eux n'en oubliait pas pour autant leur *Heimat*. Leur besoin d'un cercle de connaissances rendait les *Landsmannschaften* très attractives puisqu'il leur incombaient, notamment, de conserver la culture des régions d'origine ; ce sont elles qui permettaient, par

Helle, Andreas (sous la direction de), *Zwangsmigration in Europa/Zur wissenschaftlichen Auseinandersetzung um die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten*, Klartext Verlag, Essen, 2005, p. 88. Il s'agit d'un colloque organisé par la Fondation Friedrich Ebert (SPD), pendant lequel, lors du débat public, Helga Hirsch se fit exposer par une personne de l'assistance l'incompréhension que provoquait son adhésion à la démarche de la Fondation Centre contre les expulsions, elle qui avait condamné, des années durant, l'action des associations de réfugiés.

⁹⁹ Entretiens de l'auteur avec Wilhelm von Gottberg et Sebastian Husen, respectivement président (jusqu'en 2010) et directeur administratif de la *Landsmannschaft Ostpreußen*.

¹⁰⁰ Alfred Grosser décrit même ce miracle de l'intégration comme le plus grand service rendu par les gouvernements de RFA à l'Europe, gouvernements dont il salue l'action la qualifiant de politique inverse de celle des dirigeants arabes refusant l'intégration des réfugiés palestiniens « pour que la revendication territoriale, avec reconquête et retour, pût être maintenue. » Grosser, Alfred, « Etat et nation en Allemagne/Réflexions avant l'unité », in Ménudier, Henri (sous la direction de), *L'Allemagne/De la division à l'unité*, Publications de l'Institut d'Allemand d'Asnières, 1991, p. 13.

¹⁰¹ « Die Stunde null ».

¹⁰² Absolument pas à l'extrême gauche et, finalement, très peu à l'extrême droite, voir Stickler, Matthias, « Ostdeutsch heißt Gesamtdeutsch »/Organisation, Selbstverständnis und heimatpolitische Zielsetzungen der deutschen Vertriebenenverbände 1949-1972, Droste, Düsseldorf, 2004, p. 309-346.

exemple, aux Prussiens orientaux de se retrouver entre eux, de parler leur dialecte, de pratiquer chants et danses traditionnels, bref elles offraient une *Heimat* de remplacement à ceux qui ne satisfaisaient pas de leur nouvelle *Heimat*, dans laquelle ils avaient été mal accueillis¹⁰³. À cette époque, la fin des années cinquante, les organisations de réfugiés perdirent un nombre importants d'adhérents : ceux qui, une fois bien intégrés, ne voyaient plus d'intérêt à appartenir à ces entités qui prolongeaient la lutte.

Ce qui apparaît ici, c'est qu'à l'origine deux buts étaient poursuivis : l'égalité économique des réfugiés avec les locaux et le retour des provinces perdues au sein de l'Allemagne ainsi que des réfugiés dans leur *Heimat*). Une fois le premier but atteint grâce au dynamisme économique de la RFA et à une législation adaptée, la priorité des débuts : survivre avant toute chose, passa au second plan et on se consacra pleinement au second objectif, dont de plus en plus de réfugiés se distancieraient, récusant cette politique et ses implications révisionnistes en matière de frontières.

2. « Est-Prussiens », donc nationaux-conservateurs ?

Au fil du temps, ils furent de plus en plus nombreux à suivre ce chemin, certains ne se considérant tout simplement plus comme réfugiés, mais simplement comme originaires de Prusse orientale, par exemple¹⁰⁴. Le SPD qualifie d'ailleurs depuis longtemps les réfugiés de l'après Seconde Guerre mondiale d'*Altvertriebenen*, « d'anciens réfugiés ». Il faut également préciser que le style grandiloquent des rassemblements de Réfugiés et le maintien à la tête des associations d'élites pourtant discréditées du fait de leur collaboration dans l'administration de l'Allemagne nazie avaient rebuté bon nombre de réfugiés. En effet, les photos de rassemblement de Sudètes à Nuremberg sur le *Zeppelinfeld*, là-même où Hitler faisait défiler ses troupes, rappellent forcément ces sombres années, notamment de par la présence de nombreux drapeaux et blasons¹⁰⁵. C'est également ce genre de continuité qui poussa Zygmunt Rogalla à mettre le feu à son *Heimatmuseum*, dans le roman du même nom de Siegfried Lenz. Dans ce musée, ce personnage avait réuni toutes sortes d'objets témoins de la culture mazurienne avant l'expulsion de 1945, culture qu'il ne voulait pas voir instrumentalisée par ceux réputés ne pas avoir tiré les leçons du passé¹⁰⁶.

¹⁰³ Andreas Kossert va même jusqu'à parler de racisme à leur égard, *Kalte Heimat/Die Geschichte der deutschen Vertriebenen nach 1945*, Siedler Verlag, 2008, Munich, p. 71-86.

¹⁰⁴ Entretien accordé à l'auteur à l'été 2005 par Mme Ulrike Marek, née en 1937 à Peitschendorf (aujourd'hui Piecki) en Mazurie ; à propos de ce village, voir Zduniak, Jan, *Reiseführer Masuren und Umgebung*, Wydawnictwo Verlag, Olsztyn, p. 121-122.

¹⁰⁵ Stiftung Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland, *Flucht, Vertreibung, Integration*, Kerber Verlag, Bielefeld, 2006, p. 144.

¹⁰⁶ Lenz, Siegfried, *Heimatmuseum*, dtv, 15^{ème} édition, Munich, 2006 (première parution : 1978), 799 p. C'est également ce que confia Karl Marek à sa femme Ulrike Marek après avoir assisté à un rassemblement de la *Landsmannschaft* de Silésie (sa région d'origine) en Rhénanie du Nord-Westphalie au début des années 1950. Il considérait que ceux qui étaient réunis là étaient les mêmes que ceux qui s'étaient donnés corps et âmes à Hitler et qui développaient des arguments et un discours nationaliste comme si rien ne s'était passé, c'est-à-dire comme

En 1955 la *Landsmannschaft Ostpreußen* regroupait 130 000 personnes, c'est-à-dire un peu plus de 10% de sa clientèle potentielle (la totalité des réfugiés de Prusse orientale), ce qui n'était pas très élevé si l'on compare avec son homologue basse-silésoienne qui atteignait les 318 000 membres, c'est-à-dire 21,4% du million et demi de réfugiés de cette région¹⁰⁷. Ces chiffres diminuèrent au fil du temps. Il est difficile d'estimer dans quelles proportions exactement puisque les organisations de réfugiés ne donnent traditionnellement pas de chiffres officiels quant au nombre de leurs membres¹⁰⁸. Pour deux raisons : elles ne tiennent pas à donner des chiffres qui, année après année, baissent inexorablement et, d'autre part, dans la représentation qu'elles ont d'elles-mêmes, elles ne sont pas uniquement porte-parole et soutien de leurs seuls membres mais de tous les Allemands issus des régions dont elles se veulent les uniques représentantes. La *Landsmannschaft Ostpreußen*, malgré sa relativement faible proportion de membres est, depuis sa création, une *Landsmannschaft* influente car bien organisée et dotée de dirigeants qui, dès l'origine, ont su tuer dans l'œuf toute tentative de créer un courant alternatif en son sein ; après tout, les habitants de l'Ermland étaient catholiques et leur territoire avait appartenu au Royaume de Pologne jusqu'à la fin du XVIII^{ème} siècle¹⁰⁹, ils auraient donc pu, à ce titre, souhaiter, voire exiger, une représentation propre¹¹⁰. Quoiqu'il en soit, malgré cette organisation efficace, seul un petit nombre des réfugiés de Prusse orientale choisirent de devenir ou de rester membre de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, pour diverses raisons : simple manque de motivation, d'espoir ou de volonté de retour dans leur région d'origine du fait de l'éloignement de celle-ci, ou bien de par le succès de leur intégration, ou enfin par refus d'être associés à une organisation de plus en plus isolée sur le plan politique et passant, à partir du début des années 1970 au plus tard, pour un frein à la politique de détente et de dialogue avec l'Est, incapable de s'adapter à la nouvelle RFA, ancrée à l'Ouest et toute tournée vers l'avenir, comme l'illustre la caricature d'époque de H. Haitzinger reproduit en page suivante¹¹¹.

si la Seconde Guerre mondiale et son cortège d'atrocités n'étaient pas passés par là. Entretien avec l'auteur à l'été 2005.

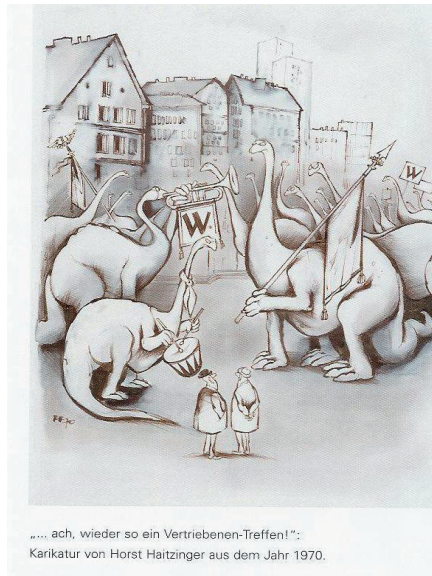
¹⁰⁷ Stickler, *op. cit.*, p. 146.

¹⁰⁸ *Ibid.*

¹⁰⁹ Cela est particulièrement visible sur les cartes représentant le duché de Prusse avant cette époque, l'Ermland est comme un coin s'y enfonçant du nord-ouest vers le sud-est. Voir carte n° 5, in Korff, Gottfried (sous la direction de), *Preußen/Versuch einer Bilanz/Ausstellungsführer*, premier tome, Rohwolt, Rheinbeck près de Hambourg, 1981, p. 35.

¹¹⁰ À l'image des Haut-Silésoiens par exemple.

¹¹¹ Reproduit in Stiftung Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland, *Flucht, Vertreibung, Integration*, Kerber Verlag, Bielefeld, 2006, p. 152, le sous-titre signifie : « Ah, encore un de ces rassemblements de Réfugiés ! ».



Ce décalage s'aggrava avec le temps, la société allemande poursuivant son évolution, tandis que les associations de réfugiés campaient sur des positions et une vision du monde qui les ancrèrent à droite du champ politique ouest-allemand, de plus en plus à droite, pour finir, souvent, plus à droite que la CDU voire que la CSU. À la question de savoir si ce conservatisme toujours plus affirmé ne rend pas, aujourd'hui encore, caduque la volonté de la *Landsmannschaft* de représenter tous les réfugiés de Prusse orientale, étant donné que ceux-ci ne sont pas tous électeurs de l'Union (CDU/CSU), les responsables de la *Landsmannschaft Ostpreußen* que nous avons pu rencontrer apportent des réponses contrastées, mais cohérentes. Jochen Zauner, ex-président et désormais simple membre du comité directeur du *Bund Junges Ostpreußen*, association de jeunesse de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, pose la question suivante : « Prussien oriental, qui peut bien l'être aujourd'hui¹¹² ? », pointant là du doigt le fait que les descendants des réfugiés ne sont pas conscients, ou ne se réclament pas de l'identité est-prussienne. De ce fait, la *Landsmannschaft* ne peut les représenter. Cette vision réaliste vient réduire, mécaniquement et de façon drastique, le nombre de personnes que l'association représente effectivement c'est-à-dire de façon plus générale sa représentativité. Un état de fait indirectement confirmé par Ehrenfried Mathiak, un des initiateurs de la Fiduciaire prussienne, qui abonde dans le sens de J. Zauner et pose à son la question suivante : « Vous en connaissez beaucoup, vous, des Prussiens orientaux¹¹³ ? ». Ce qui est sous-entendu, c'est que la *Landsmannschaft Ostpreußen*, malgré ses choix (sa radicalisation) politiques, continue de représenter les Prussiens orientaux, puisque ceux qui se réclament de cette identité partagent les convictions patriotiques, nationales voire nationalistes de leur association de région d'origine. C'est aussi ce qu'affirme expressément leur

¹¹² « *Ostpreuße, wer ist das schon heute ?* », entretien avec l'auteur, avril 2007.

¹¹³ « *Kennen Sie viele Ostpreußen ?* », entretien avec l'auteur, avril 2007.

porte-parole et président (jusqu'en 2010) Wilhelm von Gottberg¹¹⁴. Il convient ici de préciser que tout ceux qui ont, à un moment ou à un autre, cessé explicitement de soutenir les « objectifs politiques concernant la *Heimat*¹¹⁵ » de la *Landsmannschaft Ostpreußen* sont traditionnellement considérés comme traîtres à la *Heimat* et, par conséquent, n'ont, dès lors, selon les dirigeants de la *Landsmannschaft*, plus aucun droit de s'affirmer Prussiens orientaux. Par conséquent, tous ceux qui, bien qu'issus des territoires perdus, se sont engagés pour une reconnaissance de la frontière de l'Oder-Neisse et, en conséquence, de la perte de ces régions, ne sont donc plus considérés comme membres de la communauté est-prussienne (par exemple) et se voient même, à titre individuel, considérés comme déchus de leur identité régionale d'origine, ce qui pouvait avoir son importance, symbolique au moins, il y a quelques dizaines d'années encore¹¹⁶. Cela réduit également la population susceptible d'être effectivement représentée par la *Landsmannschaft Ostpreußen* et au-delà par le *Bund der Vertriebenen*, ce dernier revendique tout de même deux millions de membres, encore aujourd'hui¹¹⁷.

Les « vrais Prussiens orientaux » ne sauraient donc être, si l'on suit cette conception, que ceux qui jamais ne renoncèrent à leurs revendications de retour sur place pour les originaires et de retour à l'Etat allemand pour la province elle-même. Tandis que la RFA, *de facto*, depuis des dizaines d'années, n'envisage plus que l'intégration comme solution au problème. Les irréductibles, regroupés au sein de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, partagent largement, on peut croire en cela leur président actuel, les opinions politiques véhiculées par la *PAZ* : nationale-conservatrice, c'est-à-dire conservatrice comme peut l'être la CDU, mais également très attachée à la question de la nation, une donnée qui, dans un pays qui a connu les débordements du nationalisme et s'est voulu majoritairement post-national jusqu'à la réunification¹¹⁸, plaçait, d'emblée, ses tenants à la marge du champ politique, c'est à dire à proximité de forces radicales ou extrémistes ne se sentant pas représentées par les partis de l'Union et n'adhérant pas pleinement aux grands principes énoncés par la Loi fondamentale¹¹⁹.

3. Une assimilation aboutie

Le second point déterminant est que l'intégration économique, célébrée de toute part

¹¹⁴ Entretien avec l'auteur, août 2006.

¹¹⁵ « *Heimatpolitische Ziele* ».

¹¹⁶ Stickler, *op. cit.*, p. 110, l'auteur conte comment un descendant du chancelier Bismarck se vit déchu de sa « poméranité » du fait de ses prises de position par trop divergentes de celles de la *Landsmannschaft Pommern* (*Landsmannschaft* de Poméranie). S'agissant de la Prusse orientale, c'est, par exemple, une figure comme celle de la comtesse Marion Dönhoff qui subit une telle sanction pour avoir soutenu la nouvelle politique à l'Est du chancelier Brandt.

¹¹⁷ Voir le site internet du *Bund der Vertriebenen*, www.bund-der-vertriebenen.de.

¹¹⁸ Le Rider, Jacques, « Retour à la normalité de la nation allemande ? » in Ménudier, Henri (sous la direction de), *L'Allemagne/De la division à l'unité*, Publications de l'Institut d'Allemand d'Asnières, 1991, p. 17-43, plus particulièrement p. 18 : « Avoir tiré les leçons de l'histoire, pour les Allemands de RFA, consiste le plus souvent à professer une grande méfiance envers l'idée d'Etat national, et à proclamer que la subdivision en plusieurs ensembles étatiques faisait l'affaire des Allemands eux-mêmes, et *a fortiori* de tous les Européens. »

¹¹⁹ S'agissant de la droite du paysage politique allemand, nous la présentons aux pages 110 à 113 de ce travail.

comme un succès majeur de la RFA, s'est accompagnée d'une intégration sociale, certes moins parfaite, mais tout de même excellente si l'on considère ses résultats aujourd'hui. C'est ainsi que la plupart des réfugiés s'est découvert une nouvelle *Heimat*, certains en Bavière, d'autres en Rhénanie ou au Schleswig-Holstein. Les *Landsmannschaften* ont donc échoué dans l'un de leurs objectifs constitutifs : maintenir une identité distincte (par exemple est-prussienne). Seules les familles les plus engagées ont réussi à transmettre cette identité au-delà de la première génération. C'est de ces familles que sont issus les responsables de la deuxième et de la troisième génération. MM. Mathiak et Zauner en sont des exemples frappants, eux qui furent élevés dans le souvenir de la *Heimat* perdue et de l'injustice commise. Cet échec à maintenir une identité distincte de celle des habitants des régions d'adoption s'explique par plusieurs facteurs extérieurs sur lesquels les associations ne pouvaient (ou ne voulaient) influencer :

- dispersion des populations réfugiées,
- intégration économique exemplaire,
- inaccessibilité des régions d'origine du fait de deux, voire trois frontières difficilement ou totalement infranchissables,
- volonté de la RFA de dépasser, surmonter, le passé (la *Vergangenheitsbewältigung*) et de se réconcilier avec l'Est.

Tous ces facteurs expliquent qu'une conscience semblable à celle des réfugiés palestiniens ou à celle de la société française vis-à-vis de l'Alsace-Lorraine après 1870 ne put jamais réellement voir le jour. Finalement, les associations de réfugiés échouèrent à fonder une sorte de minorité ethnoculturelle à l'intérieur de la RFA, ce qui condamna leur entreprise vis-à-vis du groupe même qu'elles disent représenter et incarner, par dilution de celui-ci dans la société ouest-allemande. La question de savoir si elles ont vraiment voulu constituer une minorité réelle au sein du peuple allemand est fondamentale. Toute réponse à cette question doit être contrastée. Constituer un groupe particulier, oui, un groupe à part, non. Mais comme l'indique Pascal Moliner :

Partager des représentations communes, c'est selon nous partager des positions communes vis-à-vis d'un objet. D'autre part et dans le même mouvement, en fournissant une compréhension spécifique de l'objet, la représentation va différencier le groupe qui l'a élaborée. [...], en inscrivant la représentation dans un réseau particulier de signification [champ de représentation], le processus d'ancrage fonde l'instrumentalité de la représentation et donc sa spécificité pour un groupe donné. Ayant développé sa propre interprétation de la réalité sociale, ce groupe va se distinguer des autres. On assiste donc à un double mouvement d'homogénéisation [à l'intérieur du groupe] et de différenciation [du groupe par rapport au « reste du monde »] qui renforce chez les individus le sentiment d'appartenance à un groupe social¹²⁰.

¹²⁰ Moliner, Pascal, *De la théorie des représentations sociales à l'étude des images sociales*, Presses Universitaires de Grenoble, 1996, p. 30.

Voilà qui explique non seulement la perte importante de membres que subirent les associations de réfugiés : ceux-ci une fois intégrés à la société ouest-allemande ne partageant plus les représentations de ces associations les quittèrent, cette intégration agissant comme une force centrifuge. Mais cela explique également que ces associations se resserrèrent autour de ceux qui continuaient à partager leur système de représentations (force centripète à l'échelle du milieu Réfugiés), tout en se retrouvant de plus en plus à l'écart de/dans la société de RFA.

Quoiqu'il en soit, la préservation d'identités particulières au sein du peuple allemand est un des objectifs constitutifs des *Landsmannschaften*. N'oublions pas que la tâche première qu'elles s'étaient fixées après l'expulsion était de compter et rassembler les survivants en fonction de leur région d'origine. À la question de savoir dans quelle mesure ces identités particulières pouvaient s'articuler avec l'identité allemande globale et les identités régionales des endroits où s'étaient installés les expulsés, l'histoire a répondu. Les Prussiens orientaux et les Silésiens n'ont réussi nulle part à se constituer en minorités véritables ou même en diaspora, éventualité que leur dispersion sur l'ensemble du territoire de la RFA (et de la RDA, à l'époque) rendait plausible. Il ne se constitua pas non plus de ghettos, même si des zones virent l'arrivée massive de réfugiés d'une région particulière. À l'est de la Basse-Saxe, dans la région de Lüneburg, par exemple, on vit l'apparition d'une petite Prusse orientale¹²¹, en Bavière, on peut citer également la fondation de *Neu-Gablonz* (la nouvelle Gablonz), du nom d'une petite cité du pays des Sudètes, mais ces situations ne prirent jamais les caractères propres aux ghettos.

Les descendants des réfugiés sont tous parfaitement intégrés, assimilés en fait. La survie d'identités propres aux territoires perdus a été contrecarrée par l'excellence de l'intégration économique, mais aussi par l'artificialité de certaines velléités de conservation des dialectes d'au-delà de l'Oder, facteurs renforcés par l'absence de volonté d'une portion importante des réfugiés et de l'immense majorité de leurs descendants de faire perdurer cette identité. À cet égard, une réelle conscience minoritaire¹²² n'a jamais vraiment vu le jour : d'une part, du fait de la perte de la mémoire collective de l'expulsion et de l'existence de racines pourtant plusieurs fois centenaires à l'est de l'Oder et de la Neisse ; d'autre part du fait de la volonté, très simple, de la majorité des réfugiés et de leurs descendants d'être des Allemands comme les autres, puisqu'Allemands ils étaient déjà. Le véritable échec des *Landsmannschaften* est donc de n'avoir pas su faire de leur clientèle nominale des Allemands à la fois comme les autres, mais dans le même temps différents, dans le sens où elles l'entendaient. Malgré leurs efforts, jamais ne fut reconnu à ces réfugiés organisés le statut d'Allemands exemplaires, de patriotes entre les patriotes, un statut qu'ils considéraient pourtant avoir toujours largement mérité¹²³. Un échec et un refus qui, doublés de l'expérience de l'expulsion, laissent des traces traumatiques fortes chez nombre d'entre eux et qui, selon leurs propres dires, les suivra « jusque dans la

¹²¹ « *Klein-Ostpreußen* ».

¹²² Sur ces questions de conscience minoritaire et de minorités en général, voir George, Pierre, *Géopolitique des minorités*, Que sais-je, Presses Universitaires de France, Paris, 1984, 127 p. Voir plus particulièrement p. 19-20.

¹²³ Stickler, *op. cit.*, p. 99-116 : « 'Vertriebenenpolitik ist gesamtdeutsche Politik' - Der BdV als nationale Avantgarde des deutschen Volkes » « 'La politique concernant les réfugiés concerne l'Allemagne dans sa totalité' - Le BdV en tant qu'avant-garde nationale du peuple allemand. »

tombe¹²⁴ ». Bref, les associations comme la *Landsmannschaft Ostpreußen* avaient pour ambition de maintenir des communautés culturelles autour d'elles, mais elles ne rencontrèrent qu'un succès très partiel dans cette tâche, se transformant, de fait, en associations politiques isolées et non en minorités véritablement reconnues ; et si la *Landsmannschaft Ostpreußen* se déclare statutairement « au-dessus des partis et des confessions¹²⁵ », il ne faut surtout pas comprendre par là qu'elle est apolitique et laïque, bien au contraire. Les caractéristiques culturelles, malgré les financements accordés par les autorités aussi bien locales, régionales que fédérales, s'estompèrent progressivement et ne passèrent pas le seuil de la seconde génération qui adopta, plus ou moins fortement, l'identité de la région où elle naquit puis grandit, ou bien s'appropriâ une identité globalement ouest-allemande, puis allemande. Ce danger de désinvestissement de la seconde génération avait pourtant été signalé par certains analystes dès le début des années 1970¹²⁶, mais la seule réponse du *Bund der Vertriebenen* et des ses membres fut de radicaliser un peu plus ses positions, avec les conséquences que l'on sait. Autrement dit, l'intégration exemplaire de la plus grande part des expulsés et réfugiés, couplée à l'évolution de la société ouest-allemande, aura eu pour conséquence d'isoler drastiquement les associations qui se veulent leurs représentantes.

Pour résumer, on peut affirmer qu'il existe un fossé profond entre l'aspiration de la *Landsmannschaft* à, au minimum, représenter les réfugiés issus de Prusse orientale ainsi que leurs descendants et sa représentativité réelle. Cela malgré les moyens importants qu'elle possède en propre, notamment son organe de presse, ou qui lui furent accordés de longues années durant au titre « de la conservation de la culture des expulsés et réfugiés¹²⁷ », partie intégrante de la culture allemande. Ajoutons enfin que ce manque de représentativité s'explique en partie par les éléments que nous venons d'énumérer, mais également, comme nous l'avons laissé transparaître, par les positionnements de l'association, qu'il s'agisse de la question allemande ou de questions politiques d'ordre plus général.

¹²⁴ En effet, il n'est pas rare d'entendre des réfugiés de l'après-guerre, membres de *Landsmannschaften* ou pas, dire « *das nehme ich mit ins Grab* », « cela me suivra dans la tombe ».

¹²⁵ Voir article II, alinéa 1.2 : « [*Die Landsmannschaft Ostpreußen ist*] *überparteilich und überkonfessionell* », in « *Satzung der Landsmannschaft Ostpreußen e.V.* », www.ostpreussen.de/uploads/media/LO-Satzung_01.pdf, il s'agit des statuts de l'organisation.

¹²⁶ Voir Besnault, Etienne, « Derniers soubresauts/Une polémique germano-polonaise », in *Documents/Revue du dialogue franco-allemand*, n° 3, 61^{ème} année, juin 2006, p. 9-12.

¹²⁷ Nous faisons ici référence au § 96 « préservation de la culture des expulsés et réfugiés et soutien à la recherche scientifique » de la « loi afférant aux expulsés et réfugiés (loi fédérale sur les réfugiés - BVFG) », en allemand respectivement « *Pflege des Kulturgutes der Vertriebenen und Flüchtlinge und Förderung der wissenschaftlichen Forschung* » et « *Gesetz über die Angelegenheiten der Vertriebenen und Flüchtlinge (Bundesvertriebenengesetz - BVFG)* », voir Bundesministerium der Justiz, « *Gesetz über die Angelegenheiten der Vertriebenen und Flüchtlinge (Bundesvertriebenengesetz - BVFG)* », <http://bundesrecht.juris.de/bundesrecht/bvfg/gesamt.pdf>, texte mis en ligne par le ministère fédérale de la justice de RFA.

II. « La Prusse orientale nous concerne tous », un nationalisme à géométrie variable

A. Une vision spécifique

La *Landsmannschaft Ostpreußen* doit être considérée comme une association politique, essentiellement politique. Comme les autres associations de natifs des territoires d'Europe centrale et orientale dont les habitants allemands furent chassés après 1945, elle effectue toute une série de tâches relevant du social, vis-à-vis de ses adhérents et des Allemands qui, pour diverses raisons, ne furent pas expulsés de Prusse orientale et qui vivent toujours sur ces territoires. Les premiers ressentent, pour un certain nombre d'entre eux, encore et toujours, le besoin de se retrouver régulièrement avec leurs « compatriotes » (ceux qui ont la même *Heimat*), les seconds vivent dans des régions très pauvres et se voient apporter une aide économique mais aussi de l'aide pour la conservation de leur identité allemande. Cela vaut pour la Mazurie principalement, puisque la région de Kaliningrad fut vidée de façon exhaustive de sa population allemande après 1945 et qu'en Lituanie, le nombre d'Allemands dépasse à peine quelques centaines. Pour autant, ces tâches sociales ne constituent qu'un pan des activités de la *Landsmannschaft Ostpreußen* qui, bien que très appréciables pour ceux qui en profitent et/ou les organisent (dans les différents groupes locaux en particulier), sont relativement insignifiantes pour « le reste du monde ». Traditionnellement, la *Landsmannschaft Ostpreußen* est une des *Landsmannschaften* les plus engagées politiquement, elle se flatte d'ailleurs de détenir une forme de *leadership* sur le plan des idées, s'agissant de la défense des intérêts des réfugiés, mais également de ceux de la nation allemande toute entière, tendant même parfois à suggérer, voire à affirmer, qu'elle constituerait une forme d'élite ou d'avant-garde, statut qu'à son grand désespoir elle ne se voit pas reconnaître, à tort naturellement si l'on en croit les discours de ses dirigeants et la ligne de son organe de presse.

Le point névralgique de sa vision du monde concerna, jusqu'il y a quelques années, la question territoriale, ce qui la différenciait d'emblée (du reste) de la société de RFA. Comme l'affirme Etienne Sur en parlant des Allemands, « leur rapport au territoire n'est [...] que très rarement pensé en terme d'atavisme viscéral¹²⁸ ». Une donnée dont les dirigeants des associations de réfugiés sont bien conscients, ainsi que le montre la réponse que nous fit Wilhelm von Gottberg à la question « que représente aujourd'hui la Prusse orientale pour

¹²⁸ Sur, Etienne, « Allemagne (géopolitique interne et externe de l') », p. 111, in Lacoste, Yves (sous la direction), *Dictionnaire de géopolitique*, Flammarion, Paris 1993, 1680 p. Il précisait également : « hormis ceux, très minoritaires, pour qui recouvrer les territoires de l'Est au-delà de la ligne Oder-Neisse reste une fin en soi, les Allemands envisagent la question territoriale à travers un prisme largement déterminé par les valeurs et les acquis de cette identité [ouest-allemande], au dernier rang duquel il ne faut pas mettre la construction européenne. »

l'Allemagne¹²⁹ ? » Il commença par préciser que, pour les plus âgés, cela représentait une importante perte territoriale, indiquant là, implicitement, que pour les autres générations ce n'était pas le cas¹³⁰.

Rappelons qu'il s'agissait de déterminer les dimensions que devait prendre l'Etat allemand, autrement dit : la réunification¹³¹ jusqu'où ? Jusqu'à l'Oder ou jusqu'à la Memel ? Désormais cette question, pour autant qu'au sein de la *Landsmannschaft Ostpreußen* on ne la considère comme totalement réglée, est passée au second plan¹³². On s'active désormais à relayer une certaine idée de l'Allemagne fondée sur des valeurs éminemment conservatrices et « nationales », en contraste avec les visions majoritaires et/ou consensuelles outre-Rhin. Cette vision particulière est toujours prégnante pour chaque activité ou entreprise de la *Landsmannschaft Ostpreußen* et du *Bund der Vertriebenen* (dont elle est un des membres incontournables), même quand ces dernières sont d'ordre muséal ou simplement juridique. La vision de l'histoire de ces groupements est, on le verra, tout aussi particulière.

1. La *Landsmannschaft Ostpreußen* et la question allemande après 1990

Avant la chute du Mur, tout était clair dans le monde des Réfugiés : leur expulsion et la séparation de leur petite patrie d'avec l'Allemagne était « *ein Unrecht* », « un déni de justice », qu'il fallait dénoncer sans relâche, sans aucun égard pour la situation de l'Allemagne depuis la fin de la

¹²⁹ « *Was bedeutet heute Ostpreußen für Deutschland* », entretien avec l'auteur en août 2006 au siège de la *Landsmannschaft Ostpreußen* à Hambourg.

¹³⁰ Cette différence fondamentale de perception entre générations et la perte de repères induite pour la plus âgée est habilement rendue sensible in von Thadden, Rudolf *Nicht Vaterland, nicht Fremde/Essays zu Geschichte und Gegenwart*, Verlag C.H. Beck, Munich, 1989, 216 p. Aux pages 124-125, l'auteur nous invite à imaginer « une discussion du temps de la fondation du *Reich* bismarckien » à laquelle prendrait part un Rhénan, un Saxon, un Prussien oriental, un Balte, un allemand de Bohême, un Autrichien, un Alsacien et un citoyen juif de Berlin, puis de « transposer cette discussion dans le présent », c'est-à-dire à l'époque à laquelle il rédigea son ouvrage : quelques temps avant la chute du Mur. De tous les participants, le premier n'habite plus une région certes dynamique, quoique un peu excentrée, mais qui appartient désormais au noyau autour duquel la RFA est construite ; le second se trouve dans une région importante de l'Etat socialiste allemand ; le troisième a dû quitter en catastrophe une région bien consciente (et fière) de son rôle d'avant-poste de la germanité à l'Est, le quatrième et le cinquième ont également dû quitter leur *Heimat* contraints et forcés, au plus tard à l'issue du second conflit mondial ; le sixième est désormais citoyen d'un petit Etat dont la question de son rattachement au *Reich* allemand ne se pose plus ; le septième est désormais citoyen français et le dernier est probablement mort dans un camp nazi. Des changements qui s'apparentent plutôt à des bouleversements, d'une très grande magnitude certes, pour la génération qui en vécut une partie, mais pas pour les générations suivantes pour qui l'expression « l'Est de l'Allemagne » ne saurait désigner d'autres territoires que ceux de l'ancienne RDA. *Ibid.*, p. 151.

¹³¹ Nous employons le terme « réunification » car c'est celui qui fut utilisé majoritairement avant l'unification de la RFA et de la RDA et qui le reste depuis. *Stricto sensu*, il s'agit toutefois d'une unification, scellée par le traité d'unification, en allemand *Einigungsvertrag*.

¹³² La position officielle veut qu'elle le soit, mais dans les niveaux inférieurs à la direction fédérale, le slogan voulant qu'il n'y ait pas de « dernier mot de l'histoire », « *letztes Wort der Geschichte* » a encore cours. L'article de Mahlitz, Hans-Jürgen, « 17. Juni - Tag des Erinnerns », in *PAZ*, 15 juin 2006, p. 2, en est une illustration. L'auteur y parle de ceux qui ne s'accommodent pas « du déni de droit », « *das Unrecht* » que constituent « l'expulsion et la séparation d'avec notre patrie de la Prusse orientale et occidentale, de la Poméranie et de la Silésie. La situation actuelle dans ces régions ne peut pas être le dernier mot de l'histoire. » « *Vertreibung und [...] Abtrennung Ost- und Westpreußens, Pommerns und Schlesiens von unserem Vaterland. Das heutige Zustand in diesen Gebieten kann nicht das letzte Wort der Geschichte sein* ». Il précise que « de tous ceux qui ne voulaient pas s'accommoder de la division prétendument éternelle [de l'Allemagne] en deux Etats, on ne parle plus aujourd'hui. » « *um sie alle, die sich mit angeblich ewiger Zweistaatlichkeit nicht abfinden wollten, ist es längst still geworden.* »

guerre (souveraineté partielle du fait des droits particuliers des quatre puissances, notamment sur Berlin), sans égard non plus pour l'évolution de la situation sur la scène internationale (détente, dialogue avec l'Est). Ce « *Völkerrechtsbruch* », cette « infraction au droit international », il convenait de les lever dès que possible et de procéder à la réunification de « *Gesamtdeutschland* », l'Allemagne dans sa totalité : avec les territoires à l'est de l'Oder-Neisse. La chute du Mur ouvre cette perspective auparavant bouchée (sans signe tangible de quelconque possibilité de changement à l'époque), les associations de réfugiés, la *Landsmannschaft Ostpreußen* en particulier, pensent que leur attente va prendre fin, que seront récompensées leurs quarante-cinq années de patience pendant lesquelles, sans jamais douter, contre tout réalisme politique, elles se sont raccrochées à l'espoir d'une réunification qui devenait chaque jour plus hypothétique. Une réunification certes prescrite par la lettre de la Loi fondamentale de 1949¹³³, mais que la plupart des Allemands ne faisaient plus figurer au rang des priorités, et dont ils ne pensaient plus faire l'expérience de leur vivant. Par ailleurs, selon un sondage de 1986 effectué en RFA sur la question de savoir ce qui constituait la nation allemande, 37% des personnes interrogées répondirent qu'il s'agissait de la RFA seulement, 35% citèrent la RFA et la RDA ensemble, 25% y incluaient les territoires de l'Est perdus en 1945, voire tous les territoires de la « germanophonie¹³⁴ ». Se pose ici naturellement la question de la définition de la nation : s'agit-il d'une vision plutôt française, c'est-à-dire fondamentalement étatique, ou plutôt d'une vision allemande traditionnelle de *Kulturnation*¹³⁵ ? Quoiqu'il en soit, au grand dam des associations de réfugiés, 75% des Allemands n'incluaient pas les provinces perdues dans la nation allemande et seuls 9% pensaient assister à la réunification dans un avenir prévisible. La chute du Mur fut donc une divine surprise qui permit aux associations de réfugiés de sortir de la dimension déclamatoire et du simple *lobbying* politique pour s'engager sur le terrain, dans ce qu'ils considèrent toujours comme leur petite patrie, malgré les décennies écoulées en leur absence. Cette précipitation des événements historiques fut pourtant loin d'être uniquement positive pour eux et pour leur cause. Le prix à payer pour la réunification avec la RDA fut la reconnaissance explicite et définitive de la ligne Oder-Neisse comme frontière orientale de l'Allemagne réunifiée, ce qui impliquait automatiquement le renoncement aux territoires de l'Est. Au moment où tout devenait possible pour les Réfugiés, leur revendication première et existentielle (que n'avait jamais formellement abandonnée leur principal soutien politique, la CDU/CSU) fut expressément abandonnée, après quelques atermoiements toutefois, par celui en lequel ils avaient placé tous leurs espoirs : le chancelier Helmut Kohl. Ce dernier n'avait certes jamais fait siennes les revendications territoriales concernant, entre autres, la Prusse orientale. Pour autant, il ne les avait jamais explicitement rejetées et, parlant de réunification, s'en tenait volontairement à des déclarations de principe qui ne l'engageaient pas et qui proclamaient

¹³³ L'esprit de ce texte fondateur prescrivait également, incontestablement, une telle réunification mais, de fait, la RFA, tout en entretenant cette idée, n'en faisait pas un objectif réel, sinon à très long terme.

¹³⁴ Comme on dit la « francophonie » parlant des Etats ayant la langue française en partage. Voir Herdegen, Gerhard, « Einstellung zur deutschen Einheit » in Weidenfeld, Werner, Korte, Karl-Rudolf, *Handwörterbuch zur deutschen Einheit*, Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 1991, p. 280.

¹³⁵ Pour la définition de chacune de ces deux conceptions voir Krulic, Brigitte, *La Nation/Une idée moderne*, Ellipses, Paris, 1999, 176 p.

que la question restait ouverte¹³⁶. Une attitude que Willy Brandt, entre autres, avait d'ailleurs également adoptée, avant le lancement de son *Ostpolitik* fondée sur le dialogue avec l'Est et la reconnaissance *de facto* de la ligne Oder-Neisse¹³⁷. Pour les Réfugiés, le coup qui leur fut porté en 1990 fut très dur, il semble bien que leurs espoirs, malgré la forte dose d'irréalisme qu'ils sous-entendaient, étaient réels. Mais le moment pendant lequel ils purent envisager une réalisation, ne serait-ce que partielle, de leurs revendications territoriales fut inexistant puisque la réunification, pour avoir lieu, dut se restreindre aux seuls territoires de RFA et RDA. Le processus parlementaire qui la ratifia eut lieu dans une ambiance de fête qui ne fit qu'accroître l'amertume des Réfugiés¹³⁸ et divisa, en outre, leur camp : le président de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, Ottfried Hennig, membre de la CDU et du *Bundestag* avait voté en faveur des traités fixant la frontière orientale de l'Allemagne. Le 8 septembre 1990, sous la pression des cadres de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, il dut remettre sa démission après onze années à la tête de l'organisation. S'en suivit, pour cette dernière et ses homologues réunies au sein du *Bund der Vertriebenen*, une poursuite de la lutte selon le principe que personne ne croyait la réunification avec la RDA, qu'ils appelaient encore SBZ (*sowjetische Besatzungszone*¹³⁹), possible au moment où elle advint et qu'une réunification pleine et entière, territoires perdus en 1945 compris, n'était donc pas impossible, à condition d'y consacrer tous ses efforts. La *Landsmannschaft Ostpreußen* ne renonça à cet espoir que plus de dix ans plus tard, renonçant ainsi, au moins officiellement, au rattachement de la région qu'elle représente avec l'Allemagne fédérale.

Les statuts de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, depuis sa fondation, donnaient comme but à l'organisation « une unification nationale et étatique de l'Allemagne, Prusse orientale y compris¹⁴⁰ », c'est-à-dire une des formes les plus étendues « de l'obligation de réunification¹⁴¹ » que la RFA s'était fixée dans le préambule de la Loi fondamentale de 1949, révisée quarante et un ans plus tard, une fois la RFA et la RDA (ré-) unifiées. À cette formulation, la *Landsmannschaft Ostpreußen* s'attacha jusqu'à une époque récente puisqu'elle fit l'objet d'une question au

¹³⁶ Discours d'Helmut Kohl devant le groupe des réfugiés et expulsés de la CDU/CSU, p. 29-39 in Ost- und Mitteldeutsche Vereinigung CDU/CSU, *Die Zukunft Deutschlands/Deutschland politischer Kongreß 22./23. Februar 1980 – Mannheim*, Konrad-Adenauer-Haus, Bonn, 1980, 68 p. Voir dans le même fascicule le discours de Franz-Josef Strauß, p. 8, dans lequel il affirme que les territoires à l'est de l'Oder-Neisse font toujours partie de l'Allemagne... tant qu'un traité de paix n'est pas signé, c'est le *Friedensvertragsvorbehalt*, une des formules que les réfugiés interprétaient, naturellement, en leur faveur, mais qui était vide et exempte de tout engagement concret.

¹³⁷ Stickler, *op. cit.*, p. 245 et suivantes.

¹³⁸ Le discours d'Ehrenfried Mathiak (président de la *Landsmannschaft Ostpreußen-NRW* à l'époque) pour les cinquante ans d'existence du groupe de la *Landsmannschaft Ostpreußen* de la ville de Lüdenscheid donne un aperçu de la réaction des Réfugiés face à la ratification au *Bundestag*, applaudie et accompagnée de chant, du traité scellant la réunification. Le sentiment qui dominait était la « *Fassungslosigkeit* », c'est-à-dire l'incapacité à concevoir, l'impossibilité même à se représenter un événement du fait de son énormité. Voir Mathiak, Ehrenfried, *Festrede zum 50jährigen Bestehen der Gruppe Lüdenscheid*, archives personnelles de l'orateur, avril 1999, p. 3.

¹³⁹ Indiquant par là qu'ils ne reconnaissaient pas cet Etat, attitude qui fut celle de la RFA jusqu'au lancement de l'*Ostpolitik* brandtienne.

¹⁴⁰ « *Nationale und staatliche Einheit Deutschlands unter Einschluss Ostpreußens* » Citation du DOD (*Deutscher Ostdienst*, publication officielle du *Bund der Vertriebenen*) n° 16, 20. April 2000, in *Deutscher Bundestag*, Drucksache 14/5030, 14. Wahlperiode, 27. 12. 2000, Antwort der Bundesregierung auf die Kleine Anfrage der Abgeordneten Ulla Jelpke und der Fraktion der PDS – Drucksache 14/4746 – « Die Landsmannschaft Ostpreußen und Zuwendungen aus dem Bundeshaushalt für die Jahre 1999 und 2000 ».

¹⁴¹ « *Wiedervereinigungsgebot* ».

gouvernement du groupe PDS en 2000¹⁴² et que, parlant du traité 2+4 dans la publication célébrant les cinquante ans de l'organisation (en 1998), Wolfgang Thüne (vice-président de l'association) les qualifie de *modus vivendi* qui ne saurait remplacer un traité de paix¹⁴³. Cet état d'esprit est toujours répandu chez un certain nombre de réfugiés organisés qui n'ont pas accepté le fait que la *Landsmannschaft Ostpreußen*, au niveau fédéral, ait fini par retirer de ses statuts ce passage définitoire de l'identité de l'organisation¹⁴⁴. Ce retrait, perçu comme un renoncement, ce mot même étant douloureux pour ceux qui « tiennent bon¹⁴⁵ » depuis maintenant plus de soixante ans, est-il réellement sincère ? Cela est difficile à déterminer. On constate, quoi qu'il en soit, que les statuts de la *Landsmannschaft Ostpreußen-NRW* - en tant que membre constitutif de la *Landsmannschaft Ostpreußen* fédérale, elle bénéficie d'une large autonomie et de statuts propres - stipulent encore aujourd'hui : « Le but du groupe régional est de contribuer à la reconstruction de l'unité étatique de l'Allemagne¹⁴⁶ ». On l'aura remarqué, il n'est pas fait mention de la Prusse orientale et on joue donc sur l'ambiguïté suivante : on peut, soit interpréter cette phrase comme une invitation à œuvrer pour une meilleure intégration des nouveaux *Länder* ayant rejoint la RFA en 1990, soit comme une assertion revancharde appelant au rattachement de(s) la province(s) perdue(s) à l'Allemagne¹⁴⁷. Au demeurant, il n'était, jusqu'en 2008, guère fait de communication autour de ces statuts qui ne sont pas, à proprement parler, des documents publics et dont il n'est pas aisé de retracer l'évolution¹⁴⁸. Même si, suite aux controverses lancées autour de ces statuts, la dernière version du site de la *Landsmannschaft Ostpreußen* (fédérale) y donne accès. Quoiqu'il en soit, on se rapprocherait donc ici, toutes proportions gardées, d'un « y penser toujours, n'en parler jamais¹⁴⁹ », d'autant que les associations de réfugiés, la *Landsmannschaft Ostpreußen* la première, se sont toujours fait fort de respecter le cadre de l'Etat de droit dans la forme qu'il a prise en RFA. Il était donc fait constamment référence au préambule de la Loi fondamentale et à l'obligation de réunification, entre autres, pour justifier leur action et leurs objectifs. En 1990, on procéda à une révision constitutionnelle, notamment du préambule et de l'article 23, celui qu'on surnommait « article d'adhésion¹⁵⁰ » puisqu'il prévoyait l'entrée en vigueur de la Loi fondamentale dans les parties de l'Allemagne qui, lors de sa promulgation, n'appartenaient pas à la RFA mais qui intégreraient cette-dernière par la suite. C'est sur cette article qu'on s'appuya pour intégrer les territoires de l'ancienne

¹⁴² Deutscher Bundestag, Drucksache 14/3469, 29. 05. 2000, « Haltung der Bundesregierung zu territorialen Ansprüchen auf 'Ostpreußen' innerhalb des Bundes der Vertriebenen », www.bundestag.de.

¹⁴³ Landsmannschaft Ostpreußen e.V., *op. cit.*, p. 130.

¹⁴⁴ On ne le retrouve en effet plus dans les statuts de 2006 et des années postérieures.

¹⁴⁵ « Festhalten ».

¹⁴⁶ « Zweck der Landesgruppe ist bei der Wiederherstellung der staatlichen Einheit Deutschlands mitzuwirken », en tout cas dans la version la plus tardive à laquelle nous avons pu avoir accès grâce à J. Zauner (dont le père est actuellement président de la *Landsmannschaft Ostpreußen-NRW*).

¹⁴⁷ Echange de messages électroniques de l'auteur avec M. Jochen Zauner, alors président du *Bund Junges Ostpreußen*, en août 2007.

¹⁴⁸ L'auteur tient donc à remercier ici ceux qui, au sein de ces deux entités, ont accepté de lui transmettre lesdits statuts. S'agissant des statuts actuels, de novembre 2008, ils sont désormais disponibles sur le site internet de la *Landsmannschaft Ostpreußen*.

¹⁴⁹ Célèbre phrase de Gambetta à propos de l'Alsace-Lorraine après la défaite française de 1870.

¹⁵⁰ « Beitrittsartikel ».

RDA. Aujourd'hui cette procédure est abrogée¹⁵¹ et le préambule ne contient plus d'obligation de réunification¹⁵². Les Réfugiés se trouvaient donc après 1990 en porte à faux entre leur objectif existentiel (une Prusse orientale allemande) et le code de conduite qu'ils s'étaient imposés : se mouvoir dans le cadre politique et juridique constitutionnel. Tension qu'ils réduisirent en optant pour le second précepte : la Constitution avant tout. Un choix que certains de leurs adhérents ou sympathisants ne firent pas¹⁵³.

Plusieurs éléments poussèrent la *Landsmannschaft Ostpreußen* à retirer de ses statuts, au niveau fédéral, l'obligation de réunification de l'Allemagne dans ses frontières de 1937, par exemple la répétition des questions au gouvernement posées au *Bundestag* par le groupe des Verts puis, de façon plus appuyée, par le groupe PDS qui pointaient du doigt cet élément désormais en contradiction explicite avec la Constitution¹⁵⁴, les mésaventures avec son organisation de jeunesse¹⁵⁵ et enfin la volonté de se consensualiser un peu pour voir ses projets plus soutenus ou, du moins, plus faciles à soutenir pour ceux des hommes politiques qui y sont *a priori* favorables, à l'instar d'Angela Merkel qui soutient depuis toujours le projet de Centre contre les expulsions, mais qui, dans le même temps, s'oppose farouchement à toute entreprise (telle que la Fiduciaire prussienne) visant à obtenir des réparations des « Etats expulseurs » (*die Vertreiberstaaten*), c'est-à-dire la Pologne et/ou la République tchèque. Dans son discours au grand rassemblement du *Bund der Vertriebenen* d'août 2005 (avant son accession à la chancellerie), elle déclare ainsi qu'elle soutient le projet de Centre mais affirme également et de façon tout à fait explicite que les revendications « portées comme le fait la Fiduciaire prussienne par exemple¹⁵⁶ » ne bénéficient d'aucun soutien de la CDU¹⁵⁷. Les différents éléments que nous venons de citer ont tous joué un rôle dans ce renversement de tendance et cette reconnaissance, au moins formelle, de l'achèvement de la réunification depuis 1990, mais l'élément constitué par le Centre contre les expulsions fut probablement décisif, tant la volonté de voir Fuite et Expulsion commémorées au plus haut niveau étatique

¹⁵¹ L'article 23 concerne désormais l'Union européenne, voir Landeszentrale für politische Bildung Mecklenburg-Vorpommern, *Grundgesetz für die Bundesrepublik Deutschland/Verfassung für Mecklenburg-Vorpommern*, Schwerin, 1998 (quatrième édition) p. 29.

¹⁵² Processus qui fit déclarer à H. A. Winkler : « *Deutschland ist am Ende seiner Sonderwege angelangt. Es gibt seit dem 3. Oktober 1990 keine deutsche Frage mehr. Seit jenem Tag steht unverrückbar fest, wo Deutschland liegt, wo seine Grenzen verlaufen, was dazu gehört und was nicht.* » « L'Allemagne est arrivée au bout de sa 'voie particulière'. Depuis le 3 octobre 1990 il n'y a plus de question allemande. Depuis ce jour est fixé définitivement où se situe l'Allemagne, où ses frontières passent, ce qui y appartient et ce qui n'y appartient pas. » Winkler, Heinrich August, in *Podiumsdiskussion*, « *Die Außenpolitik der Bundesrepublik Deutschland - Lehren, Ortsbestimmung, Ziele* » *anlässlich des 50. Jahrestages der Neugründung des Auswärtigen Amtes der Bundesrepublik Deutschland am 14. März 2001*, (discussion publique « La politique étrangère de la République fédérale d'Allemagne – Leçon, état des lieux, objectifs » à l'occasion des cinquante ans de la refondation du Ministère des Affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne, le 14 mars 2001), www.auswaertiges-amt.de.

¹⁵³ Voir dans cette partie II. B. 2. sous partie consacrée à la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*.

¹⁵⁴ Deutscher Bundestag, *Drucksache 13/8304*, du 23.07.1997, www.bundestag.de, ainsi que par exemple : <http://dip.bundestag.de/btd/14/033/1403323.pdf> et d'autres documents disponibles sur le site du parlement allemand.

¹⁵⁵ Egalement thématisées devant le *Bundestag* à l'occasion.

¹⁵⁶ « *Wie sie etwa die Preußische Treuhand vorträgt* », Merkel, Angela, (à l'époque) présidente du groupe parlementaire CDU/CSU au *Bundestag* et présidente de la CDU, *Rede anlässlich des 'Tages der Heimat' am 6. August 2005 in Berlin*, www.bund-der-vertriebenen.de/files/redemerkel.pdf, p. 10 (discours au *Tag der Heimat* 2005).

¹⁵⁷ *Ibid.* : « *Für sie gibt es [...] von uns keine politische Unterstützung* », « Pour elle il n'y a, de notre part, pas de soutien politique ».

est forte.

À cet égard, la modification des statuts de la *Landsmannschaft Ostpreußen* (au niveau fédéral) constitue donc une révolution copernicienne pour cette organisation, sa raison d'être première se conjuguant désormais au passé. Pourquoi franchir un tel pas ? Nous venons de voir que les raisons sont diverses. Pour autant, il semble que la personnalité d'Erika Steinbach, présidente du *Bund der Vertriebenen* depuis 1998 ne soit, en la matière, pas sans importance. Depuis son arrivée à la tête de cette fédération, elle ne ménage pas ses efforts pour la sortir de son isolement et dépasser le stade déclamatoire revendicatif, afin de mener à bien des projets d'importance. Comme l'affirme Michaela Hriberski, secrétaire générale du *Bund der Vertriebenen*, « Erika Steinbach est une femme politique qui veut construire quelque chose¹⁵⁸ ». Le plus important d'entre eux, pour lequel Mme Steinbach a investi toutes ses forces, est le Centre contre les expulsions (*Zentrum gegen Vertreibungen, ZgV*), projet de mémorial pour les populations expulsées (allemandes avant tout) d'Europe au siècle dernier (principalement¹⁵⁹). Pour réaliser ce projet d'envergure, il lui faut créer autour de son idée un consensus minimum au sein de la société allemande. En conséquence, il convient de recentrer politiquement l'image de l'association qu'elle préside. Elle a donc commencé par faire en sorte que certaines personnalités controversées quitte le *Bund der Vertriebenen*, ainsi un révisionniste notoire ne fut plus réélu à un poste de responsabilité. De son propre aveu, « ce ne fut pas facile¹⁶⁰ ». Cela fut un signal pour bien des responsables : ils devaient désormais être plus attentifs à leur manière de communiquer, le temps de la liberté quasi-totale de parole était, jusqu'à nouvel ordre, suspendu¹⁶¹. Il fallait donc renoncer à la volonté de proclamer « la vérité¹⁶² », en disant les choses comme on les pense, sans concession au politiquement correct. Les discours se firent donc moins agressifs que par le passé¹⁶³, ce qui agaçait de nombreux adhérents du *Bund der Vertriebenen*. En effet, traditionnellement, les représentants des Réfugiés n'hésitent pas à adopter une certaine outrance verbale pour que leurs revendications ne passent pas inaperçues, ainsi Ehrenfried Mathiak, ex-président de la *Landsmannschaft Ostpreußen-NRW* et initiateur de la Fiduciaire prussienne¹⁶⁴ comme nous l'avons précisé, affirmait-il, dans une circulaire de mai 2000 aux adhérents de l'association dont il fut longtemps président : « Qui veut faire valoir son droit, doit y aller carrément¹⁶⁵ ». S'agissant de la question allemande, qui avait pourtant très officiellement trouvé

¹⁵⁸ Hriberski, Michaela, « Vorwort », in *Bund der Vertriebenen, Zehn Jahre Präsidentin des Bundes der Vertriebenen*, 2008, www.bund-der-vertriebenen.de/download/zehnjahre.pdf, « Erika Steinbach ist eine Politikerin, die etwas gestalten will. »

¹⁵⁹ Voir *infra*, deuxième partie.

¹⁶⁰ « Steinbach hat erstmals einen notorischen Auschwitzleugner als Funktionsträger abwählen lassen ('Glauben Sie mir, das war nicht einfach!') », Lau, Jörg, « Gedenken mit Schmiss », in *Die Zeit*, 27 mai 2004, n° 23.

¹⁶¹ Entretien de l'auteur avec Ehrenfried Mathiak.

¹⁶² « Die Wahrheit », ce concept central dans le milieu Réfugiés revient, par exemple, dans tous les discours de Wilhelm von Gottberg.

¹⁶³ Dans son commentaire sur les dix ans de présidence de Mme Steinbach au *Bund der Vertriebenen*, la secrétaire générale de cette organisation parle de « sa façon pondérée et persévérante d'exposer les revendications des réfugiés ». Hriberski, Michaela, « Vorwort », in *Bund der Vertriebenen, Zehn Jahre Präsidentin des Bundes der Vertriebenen*, 2008, www.bund-der-vertriebenen.de/download/zehnjahre.pdf.

¹⁶⁴ *Infra*, dans cette partie II. B. 1.

¹⁶⁵ « Wer sein Recht einfordern will, muss derb auftreten », voir Reinle, Dominik, « Die Rückgabe AG/Wer steckt

solution avec l'unification du territoire de l'ex-RDA avec la RFA, l'acceptation de sa clôture définitive survint donc dans ces années de recentrage politique, recentrage qui n'est absolu que pour la question territoriale. En effet, pour les autres pans de l'engagement politique de la *Landsmannschaft Ostpreußen* et du *Bund der Vertriebenen*, l'aspect consensuel de leurs positions et déclarations (ainsi que des associations qu'ils regroupent) varie selon le moment. Nous le verrons notamment dans la sous partie suivante dédiée à la ligne de la *Landsmannschaft Ostpreußen* à travers les discours de son président (jusqu'en 2010) Wilhelm von Gottberg¹⁶⁶.

Pour autant, il serait inexact de dire que le courant Steinbach est identique aux convictions des membres du *Bund der Vertriebenen* en général. Si beaucoup ont accepté d'adopter des revendications plus modestes pour rendre possible la réalisation du Centre contre les expulsions, les difficultés actuelles rencontrées par leur présidente et la restriction des activités de l'organisation sur l'unique projet de centre à Berlin donnent un nouvel éclairage sur l'absence d'unanimité chez les Réfugiés quant à la politique menée actuellement. En effet, une minorité non négligeable prône le retour à une ligne dure, le retour à la confrontation, c'est-à-dire au style traditionnel du *Bund der Vertriebenen*.

Parallèlement aux efforts de Mme Steinbach pour policer le discours de ses troupes et rendre suffisamment consensuels les objectifs de l'organisation qu'elle présidait, la *Landsmannschaft Ostpreußen* lançait un projet d'envergure qui remplaça le vide créé par le renoncement (au moins au niveau du discours) à l'objectif de réunification de la (de l'ex-) Prusse orientale avec l'Allemagne. Ce projet, celui de la Fiduciaire prussienne, vit « la fondation d'une organisation [...] qui rassemble, administre et s'emploie à faire valoir les titres de propriété [des réfugiés] – comme par exemple les organisations juives pour les victimes de l'Holocauste¹⁶⁷ ». Cette référence aux victimes juives mit le *Bund der Vertriebenen* dans l'embarras : elle discréditait ses tentatives de se montrer sous un jour nouveau, loin de l'image qui était la sienne/ qui est toujours, plus ou moins, la sienne aujourd'hui : celle d'un groupe restant attaché à des revendications dépassées et aspirant à la revanche. On assista donc à une prise de distance progressive d'avec la Fiduciaire prussienne devenue trop gênante. Pour la *Landsmannschaft Ostpreußen* fédérale, ce fut un véritable dilemme puisque c'est elle qui était à l'origine de cette initiative et que c'est un de ses groupes régionaux les plus dynamiques, celui de Rhénanie du Nord-Westphalie, qui travaillait depuis l'origine sur la question et lui avait, d'ailleurs, donné corps. En 2004, dans un article de la *PAZ*, Wilhelm von Gottberg déclarait encore qu'il n'y avait pas de raison de se distancier de la Fiduciaire prussienne et que la *Landsmannschaft*

hinter der Preußischen Treuhand ? », première partie, 10 novembre 2004, www.wdr.de/themen/politik/deutschland/preussische_treuhand/.

¹⁶⁶ Dans cette partie II. A. 2.

¹⁶⁷ « Gründung einer Organisation [...], die die einzelnen Eigentumsansprüche sammelt, verwaltet und ihre Durchsetzung betreibt – wie z. B. jüdische Organisationen für die Holocaust-Opfer. » Discours d'Ehrenfried Mathiak à l'occasion du 43ème rassemblement des « Lyckois » [originaires de la ville de Lyck en Mazurie] à Hagen [ville de Westphalie] en juin 1998, Mathiak, Ehrenfried, *Festansprache beim 43. Kreistreffen der Lycker in Hagen*, archives personnelles de l'orateur, non publié, juin 1998, 11 p.

Ostpreußen et le *Bund der Vertriebenen* avaient toujours pour objectif une possible réparation de la confiscation de la propriété des réfugiés¹⁶⁸. Deux ans plus tard, cela n'était plus vraiment d'actualité, sous la pression du *Bund der Vertriebenen* et, pleine d'amertume, voire avec le sentiment de trahir les siens, la *Landsmannschaft Ostpreußen* par l'intermédiaire de son président s'était déjà publiquement distanciée plusieurs fois de la Fiduciaire prussienne. Lors de l'entretien accordé à l'auteur, l'embarras de W. von Gottberg était bien sensible et du ton de ses propos on ne pouvait que conclure que cette distanciation n'avait pas été spontanée : « Oui, nous avons dit que nous nous étions distanciés de cette organisation. Je trouve cette politique de la Fiduciaire fondamentalement... comment dire, c'est légitime¹⁶⁹ ». Une impression confirmée à l'occasion du dernier grand rassemblement de la *Landsmannschaft Ostpreußen* à Berlin en mai 2008, à l'occasion duquel W. von Gottberg déclara : « La Fiduciaire prussienne est une initiative privée légitime »¹⁷⁰, opérant là une distanciation de la distanciation, en quelque sorte.

2. La ligne politique de la *Landsmannschaft Ostpreußen* depuis la réunification : analyse des discours de son président

Nous avons vu qu'à propos de la question allemande, la position de la *Landsmannschaft Ostpreußen* avait fini par évoluer. Pour autant, cette question spécifique mise à part, la ligne politique de l'organisation connaît une continuité certaine. Pour montrer cela, nous avons choisi d'étudier les constantes et les variables de fond ou saisonnières dans les discours de son président lors des grands rassemblements triennaux (en règle générale) de l'organisation. Il s'agit de déclarations d'ordre programmatique, publiques et solennelles faisant l'objet d'une publication sous forme de brochures éditées par la *Landsmannschaft Ostpreußen* ainsi que dans la *PAZ* qui y consacre sa première page et reproduit tout ou partie de ces discours selon leur longueur. Elles sont un baromètre fidèle de l'évolution des priorités que l'organisation entend donner à son action.

Le type de rassemblements, cadre de ces déclarations, est nommé *Deutschlandtreffen der Ostpreußen*, littéralement « rassemblement d'Allemagne des Prussiens orientaux », ce nom indique qu'il ne concerne pas une région particulière, mais toute l'Allemagne, le fait que le nom ne soit pas *Bundestreffen*, « rassemblement fédéral », peut laisser penser qu'il concerne toute

¹⁶⁸ Von Gottberg, Wilhelm, « Nur Gerechtigkeit schafft Frieden/zur Diskussion um die Preußische Treuhand », in *PAZ*, n° 36, 4 septembre 2004. « *Die Heimatvertriebenen haben keinen Grund, zur Preußischen Treuhand auf besondere Distanz zu gehen. Es ist unstrittig: Die zumutbare Entschädigung für konfisziertes Eigentum war immer auch eine Forderung der Landsmannschaften und des BdV.* » « Les Réfugiés n'ont pas besoin de se distancier particulièrement de la Fiduciaire prussienne. Ceci ne fait aucun doute : la réparation exigible pour la propriété confisquée a toujours été également une exigence de la *Landsmannschaft* et du BdV. »

¹⁶⁹ « *Ja wir haben gesagt wir haben uns von dieser Treuhand distanzieren. Ich finde diese Politik der Treuhand grundsätzlich... wie soll ich sagen, es ist legitim* », entretien avec l'auteur en août 2006.

¹⁷⁰ « *Die preußische Treuhand ist eine legitime Privatinitiative* », in *Rede des Sprechers der Landsmannschaft Ostpreußen Wilhelm von Gottberg beim Deutschlandtreffen in Berlin*, 11. Mai 2008, p. 3. Voir également dans cette partie, II. B. 1. La Fiduciaire prussienne.

l'Allemagne, au-delà du territoire actuel de la République fédérale. La seconde dimension contenue dans cette dénomination laisse entendre qu'il sera là question, non seulement de la Prusse orientale, mais également de l'Allemagne en général. Ces manifestations réunissent tous les trois ans des dizaines de milliers de participants, principalement les membres de la *Landsmannschaft Ostpreußen* et leur famille. Elles avaient traditionnellement lieu à Düsseldorf (comme en 1994 et 1997), capitale de la Rhénanie du Nord-Westphalie, un *Land* où se sont installés depuis 1945 de nombreux réfugiés de Prusse orientale, notamment. À partir des années 2000, ce sont les nouveaux *Länder* qui en furent le théâtre. Tout d'abord la Saxe et Leipzig (en 2000 et 2002), grande ville dans laquelle certains membres de la *Landsmannschaft Ostpreußen* ou de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* furent/sont particulièrement actifs¹⁷¹ et dont le passé de ville de foire revit actuellement, puis Berlin depuis 2005. La dernière eut lieu les 10 et 11 mai 2008 au « parc des expositions » de la ville¹⁷². La devise en était « *Ostpreußen bleibt* », « la Prusse orientale reste et demeure ». Le message est le suivant : elle existe toujours et demeure une mission pour tous ceux qui y sont attachés.

Lorsqu'on examine les interventions du président de l'organisation lors de ces rassemblements depuis la réunification, on constate l'évolution ou la permanence de certaines caractéristiques. Pour la période qui nous intéresse ici, c'est-à-dire celle qui s'est ouverte avec la chute du Mur et la réunification au tournant des années 1990, le poste de président est occupé par Wilhelm von Gottberg¹⁷³. Les discours que nous prenons ici en compte ont donc tous été tenus par cette personnalité et s'illustrent par un style particulier et reconnaissable¹⁷⁴, style qu'on retrouve également dans les contributions régulières du président à la *PAZ*. La structure de ces textes n'est pas toujours très claire et l'orateur semble parfois apprécier ou tenir à ré-évoquer des points pourtant déjà traités précédemment dans son discours. C'est pour lui un moyen de placer des mots ou expressions dont il sait qu'ils feront réagir son auditoire, s'assurant ainsi son attention et cherchant là l'expression de son assentiment. Entreprise naturellement couronnée de succès puisque l'orateur connaît parfaitement les attentes de ce public acquis d'avance. Ecrits par une seule et même personne, ces discours suivent toutefois une évolution progressive et l'on remarque une forme de roulement concernant les thématiques et/ou formulations. Certaines citations entrent dans le discours une année donnée, s'y retrouvent à nouveau trois ans plus tard, avant, la plupart du temps, de céder la place à d'autres qui connaîtront, à leur tour, un destin semblable, à moins de se voir réutilisées après un temps d'absence plus ou moins long. Ainsi en est-il, par exemple, d'une phrase de Carlo Schmid, homme politique et constitutionnaliste éminent de l'après-guerre, issu du SPD, affirmant, en 1948 : « Peut-être pourra-t-on nous forcer à endurer et supporter ce qui nous a été infligé jusqu'ici. Mais on ne

¹⁷¹ Par exemple Bernhard Knapstein, ancien responsable de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* et toujours membre de la *Landsmannschaft Ostpreußen* ainsi que collaborateur de la *PAZ*.

¹⁷² *Die Messe Berlin*.

¹⁷³ Plus précisément depuis 1992.

¹⁷⁴ La période que nous étudions débute certes en 1990 mais les deux premières années de la décennie n'ont pas été le cadre de *Deutschlandtreffen der Ostpreußen*.

pourra nous forcer à le considérer comme du droit¹⁷⁵. » On la trouve d'abord en 1994, puis en 2002 et à nouveau en 2005. Il arrive également que l'on trouve des paragraphes entiers réemployés à l'identique, comme copiés-collés. Une des raisons à cela est l'absence de toute évolution de la situation ou de la position de la *Landsmannschaft* à ce propos. Il en va ainsi, par exemple, de la représentation de l'attitude des Polonais ou de l'Etat polonais, auxquels il est instamment demandé de s'excuser pour les exactions qu'ils commirent à l'encontre des réfugiés allemands après 1945. Généralement ces similitudes ne dépassent pas quelques phrases. La lecture suivie de ces discours peut, de ce fait, être monotone, même si elle l'est probablement moins que dans les années précédant la chute du Mur, lorsque la situation sur le terrain ne changeait pas, du fait de la forme de glaciation inhérente à la période de la Guerre froide.

On notera tout d'abord qu'au fil des ans les discours s'allongent. Le nombre de pages des brochures dans lesquelles ils sont publiés jusqu'en 2005 en est l'illustration. On passe de quinze pages en 1994 à vingt-cinq en 2002 et 2005 ; si les premiers se consacrent avant tout à la Prusse orientale et aux problématiques très spécifiques des territoires de l'Est, au fil du temps l'actualité politique générale prend place au cœur de ces discours, surtout les années d'élection, ce qui ne peut surprendre étant donné le caractère politique de la *Landsmannschaft Ostpreußen*. Si ces textes abordent, au fil du temps, de plus en plus de sujets d'actualité¹⁷⁶, c'est en partie parce que, après des dizaines d'années passées plus ou moins dans l'ombre, l'histoire et le destin des réfugiés allemands d'après 1945 connaît une nouvelle phase d'exposition médiatique. Une phase dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui encore. Précisons que les discours antérieurs à la *Wende* sont différents à bien des égards, sur le fond, dans leur taille et leur structure. Leur auteur est le prédécesseur de Wilhelm von Gottberg au poste de président de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, Ottfried Hennig. Cela s'explique en partie par le fait suivant, bien que tous deux membres de la CDU, O. Hennig était un homme politique professionnel, contrairement à son successeur, retraité de la police. Le premier était député et dirigea un temps la CDU du Schleswig-Holstein, tandis que le second n'a de responsabilités que locales. La position de O. Hennig le liait donc beaucoup plus aux orientations générales du parti. Le texte de ses discours n'est pas disponible sous forme de brochure¹⁷⁷, mais on peut en étudier la reproduction dans la *PAZ*¹⁷⁸. Le discours de 1988 est le dernier tenu par O. Hennig. En 1991, il

¹⁷⁵ « *Vielleicht können wir gezwungen werden, zu erleiden und zu ertragen, was uns bisher angetan worden ist. Aber man wird uns nicht zwingen können, es als Recht anzuerkennen.* » in von Gottberg, Wilhelm, *Mit dem Kreuz der Wahrheit zum Frieden/Ansprache des Sprechers der Landsmannschaft Ostpreußen anlässlich des Deutschlandtreffens der Ostpreußen am 21. und 22. Mai 2005 in Berlin*, Landsmannschaft Ostpreußen, Hambourg, 2005, p. 20 et von Gottberg, Wilhelm, *Ostpreußen verpflichtet, Rede des Sprechers der Landsmannschaft Ostpreußen anlässlich des Deutschlandtreffens der Ostpreußen am 22. und 23. Juni 2002 in Leipzig*, Landsmannschaft Ostpreußen, Hambourg, 2002, p. 16.

¹⁷⁶ Citons ici les débats autour du Centre contre les expulsions, la Fiduciaire prussienne ou encore les différents « docu-fictions » réalisés sur des événements de la Seconde Guerre mondiale au cours desquels des populations allemandes furent victimes de bombardements, d'expulsion, etc., voir II. de la seconde partie de ce travail.

¹⁷⁷ Le bureau de la *Landsmannschaft Ostpreußen* fédérale à Hambourg nous a déclaré ne plus en posséder (échange de message électronique avec l'auteur en décembre 2009).

¹⁷⁸ L'année 1985 de la publication étant manquante à la BDIC, nous n'avons pu étudier que les discours de 1982 et 1988 à Cologne et Düsseldorf, Hennig, Ottfried, « Ostpreußen - Deutschland/Kant : 'Die Politik muß dem Recht angepaßt werden' », in *Ostpreußenblatt*, 5 juin 1982, p. 5, et Hennig, Ottfried, « Die Jugend ist unser Schicksal/Sie wird die Stafette unserer Hoffnung in die Zukunft tragen », in *Ostpreußenblatt*, 28 mai 1988, p. 5.

n'y eut pas de *Deutschlandtreffen der Ostpreußen* du fait de la crise que traversait l'association des Prussiens orientaux, en 1994, Wilhelm von Gottberg tint son premier discours.

Les deux discours en question sont caractérisés par un style beaucoup moins agressif et revendicatif que ceux de W. von Gottberg. Ils partagent six grandes thématiques communes. La première est l'affirmation que la germanité de la Prusse orientale est indiscutable et que l'expulsion de ses habitants (allemands) constitue un déni de justice. L'accent est également mis (surtout en 1988) sur l'importance d'impliquer la jeunesse dans la poursuite de la lutte de l'organisation. Ensuite l'orateur se penche sur la situation au-delà du rideau de fer et en appelle aux Polonais et aux Soviétiques afin qu'il mette fin à l'« *Unrechtszustand* », « l'état de non-droit », dans la partie sud et nord de la Prusse orientale, conformément aux règles du droit international. Pour cela il faut également que les membres de la *Landsmannschaft Ostpreußen* s'engagent pour la défense des « *Volksgruppenrechte* », « droits de groupe ethnique », des Allemands restés dans la *Heimat*. Il rappelle ensuite que « *das Selbstbestimmungsrecht* », « le droit à disposer d'eux-mêmes » des Allemands est toujours valable. Enfin, il termine ses discours par une invocation à l'Allemagne unie et à l'Europe. En 1982, il en appelle à « *das ganze Deutschland in einem freien Europa* », « l'Allemagne toute entière dans une Europe libre » avant d'affirmer « *wir sind stolz darauf Deutsche zu sein* », « nous sommes fiers d'être allemands » et d'inviter l'assemblée à chanter « *unsere Nationalhymne, Lied von Einigkeit und Recht und Freiheit für das ganze Vaterland* », « notre hymne national, chant d'unité, droit et liberté pour la patrie toute entière », les termes « patrie tout entière » remplaçant les paroles originales « *das deutsche Vaterland* », « patrie allemande ». En 1988, avec plus de mesure, il évoque une solution européenne globale qui « *die Grenzen Schritt für Schritt überwindet* », « dépasse les frontières pas à pas » avant de déclarer : « *Deutschland wird leben, das ganze Deutschland* », « l'Allemagne vivra, toute l'Allemagne ». Ces discours sont également significativement plus courts que ceux de W. von Gottberg dont nous allons étudier les caractéristiques et l'évolution.

Une communauté bien vivante et particulière

À une exception près, en 2000, les discours du président actuel commencent toujours par un rappel de la vitalité de la communauté des Prussiens orientaux¹⁷⁹, vitalité qui ne saurait être remise en cause puisque « descendants des expulsés et [...] amis [de la Prusse orientale] continuent à répondre à l'invitation du bureau directeur fédéral de la *Landsmannschaft Ostpreußen*¹⁸⁰ ». Au fil du temps le terme communauté se voit ajouter des composantes telles que « destin » ou « conviction »¹⁸¹. L'accent est, de ce fait, porté, d'une part, sur le destin commun, celui de

¹⁷⁹ « *Eine lebendige Gemeinschaft* », « une communauté vivante ».

¹⁸⁰ « *Folgen immer noch [...] nachgeborene Ostpreußen und [...] Freunde [...] der Einladung des Bundesvorstandes der LO* », Von Gottberg, Wilhelm, *Rede des Sprechers der Landsmannschaft Ostpreußen Wilhelm von Gottberg beim Deutschlandtreffen in Berlin*, 11 mai 2008, www.ostpreussen.de.

¹⁸¹ *Ibid.* « *Schicksal* », « *Gesinnung* ».

victime (un aspect mis en avant par les associations de réfugiés depuis une dizaine d'années seulement, suivant là le courant du « nouveau discours victimaire allemand »), d'autre part, sur les convictions qui cimentent la communauté. On l'a vu précédemment, ces convictions sont, en effet, particulières et sont l'un des éléments qui limitent fortement la représentativité de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, mais qui lui permettent de compter sur des troupes bien soudées. La particularité de tout ou partie de ces convictions provoque, dans le reste de la société allemande, une forme plus ou moins consciente de rejet qui resserre encore les liens de cette communauté. Le terme de communauté n'est d'ailleurs pas choisi au hasard. Il désigne un groupe donné, au sens de non délibérément constitué : on ne s'est pas choisi, on est là tous ensemble parce qu'il en est ainsi¹⁸². En allemand l'expression appropriée est *weil wir zusammengehören*, ce qui littéralement signifie « parce que nous appartenons ensemble », la notion de communauté opposée à celle de société est en effet fondamentale pour ces associations.

On retrouve ici l'idée que l'organisation ne représente pas des intérêts particuliers¹⁸³ mais incarne tout un pays : la Prusse orientale. Wilhelm von Gottberg rappelle régulièrement dans ses discours que la Prusse orientale est également là où les Prussiens orientaux sont rassemblés (1997, 2005). Il se félicite également que des personnes issues de chaque *Kreis* de la province soient présentes aux grands rassemblements, n'hésitant pas à en énumérer un bon nombre, « de A à Z¹⁸⁴ ».

Chargée d'une mission

Cette communauté, l'orateur lui assigne, dès les premières lignes de ses discours de 1994 à 2002¹⁸⁵, une mission qu'il ne définit pas d'emblée mais qui implique « *politische, kulturelle und wissenschaftliche Aufgaben* », « des tâches politiques, culturelles et scientifiques¹⁸⁶ ». Si, en 1994, cette mission ou ces tâches, concernent « *das Vaterland* », « la patrie¹⁸⁷ », dans les discours postérieurs elles concernent : « la Prusse orientale, la République fédérale (allemande) et l'Europe¹⁸⁸ », vaste domaine et ambition qui semble démesurée quand on considère la résonance très limitée que peuvent avoir l'action et les conceptions intellectuelles et politiques de la *Landsmannschaft Ostpreußen* en particulier et des associations de réfugiés en général, même si certains, en France notamment, mettent en garde contre un danger qu'ils ressentent comme majeur et imminent¹⁸⁹. L'extension à l'Allemagne entière et à l'Europe que l'on constate

¹⁸² C'est la détermination objective de la conception de la nation holiste fichtéenne.

¹⁸³ Cette idée est ancienne et commune à toute la mouvance Réfugiés, voir Stickler, Matthias, « *Ostdeutsch heißt Gesamtdeutsch* »/Organisation, *Selbstverständnis und heimatpolitische Zielsetzungen der deutschen Vertriebenenverbände 1949-1972*, Droste, Düsseldorf, 2004, 511 p.

¹⁸⁴ Discours de 2005, p. 2, ou de 2008, p. 17, par exemple.

¹⁸⁵ Le discours de 2000 constitue à cet égard, une nouvelle fois, l'exception. Cela s'explique par le fait qu'il est tenu pour la première fois dans une ville de l'ex-RDA, ce qui a poussé l'auteur à commencer par rendre hommage à la ville et à ses liens avec la Prusse orientale. La structure de ce discours est donc unique en son genre.

¹⁸⁶ Discours de 1994.

¹⁸⁷ C'est-à-dire la grande patrie : l'Allemagne, et non pas, en l'occurrence, la petite patrie, *die Heimat*, c'est-à-dire la Prusse orientale.

¹⁸⁸ Page 1 des discours de 1994, 1997 et 2002.

¹⁸⁹ Il est ici fait référence à certains auteurs français se réclamant de Jacques Bainville, spécialiste français de

dans les thématiques des discours de W. von Gottberg traduit plusieurs objectifs. Un de ceux là est sans doute de faire valoir le statut de patriotes de la *Landsmannschaft Ostpreußen* et de ses membres, quant à leur petite et leur grande patrie, mais également leur appartenance et leur attachement ainsi que leur volonté d'être des fers de lance spirituels et moraux d'une Europe et d'un Occident qu'ils envisagent comme essentiellement chrétien. C'est ainsi que certains discours (2000, 2002) sont le cadre d'évocations souvent abruptes car peu ou mal liées au reste du texte, à la chrétienté de l'Europe et à ses valeurs : « Les hommes dans les Etats européens sont tous issus – mis à part les immigrants des 40 dernières années – de la civilisation de l'Occident chrétien. Ce que l'Europe est aujourd'hui, elle l'est devenu par la croix et sous la croix¹⁹⁰. » Dans son discours de 1994, l'orateur évoque « la profession de foi au patriotisme et à la patrie justifiable d'un point de vue ethnique et biblique¹⁹¹ ». À la fin de ses discours, il ne manque, par ailleurs, jamais de confier la Prusse orientale et les Prussiens orientaux à Dieu.

Plus récemment, on observe une propension à se réclamer de l'humanité, tout simplement, mais uniquement dans le cadre des débats concernant le Centre contre les expulsions, pour souligner l'égalité de dignité de victime de ceux qui ont subi une expulsion, quelqu'en ait été le lieu géographique¹⁹².

La mission dont il est question, von Gottberg la définit progressivement dans ces textes. Comme nous l'avons dit, il la qualifie d'emblée de politique, culturelle et scientifique. S'agissant du dernier aspect, il fait référence à l'action d'un certain nombre d'institutions plus ou moins directement liées à la *Landsmannschaft Ostpreußen*. Ainsi en est-il, par exemple, de l'*Ostpreußisches Landesmuseum*, le musée spécifiquement dédié à la Prusse orientale à Lünebourg en Basse-Saxe¹⁹³ et de tous les membres de la Fondation Prusse orientale (*Stiftung Ostpreußen*), institutions qui se consacrent à la préservation des différents éléments constituant la culture est-prussienne¹⁹⁴. Sont également concernés, les travaux édités, entre autres, par la *Kulturstiftung der Vertriebenen*, Fondation culturelle des expulsés, qui finance et édite de nombreux ouvrages et études sur les territoires perdus et plus généralement sur tous les Allemands qui ont dû quitter leur *Heimat* après la Seconde Guerre mondiale. Il fait également référence aux cycles de conférences ou interventions ponctuelles organisés ou tenus par des

l'Allemagne de la première moitié du vingtième siècle qui mettait en garde, sans être véritablement entendu, contre les visées et menées politiques de l'Allemagne de l'époque. Citons Yvonne Bollman ou encore Pierre Hillard. Voir Bollman, Yvonne, *La Tentation allemande*, Michalon, Paris, 1998, 195 p., ou encore Hillard, Pierre, *Minorités et régionalismes dans l'Europe Fédérale des Régions/Enquête sur le plan Allemand qui va bouleverser l'Europe*, 2^{ème} édition augmentée, François-Xavier de Guibert, Paris, 2002, 405 p.

¹⁹⁰ « *Die Menschen in den Staaten Europas kommen alle – abgesehen von den Zuwanderern in den letzten 40 Jahren – aus dem Kulturkreis des christlichen Abendlandes. Was Europa geworden ist, das ist es durch das Kreuz und unter dem Kreuz geworden.* », discours de 2000, p. 9.

¹⁹¹ « *Das ethnische und auch biblisch begründbare Bekenntnis zu Patriotismus und Vaterland* », discours de 1994, p. 8.

¹⁹² Voir (entre autres) le catalogue de l'exposition berlinoise organisée par la Fondation Centre contre les expulsions, *Erzwungene Wege/Flucht und Vertreibung im Europa des 20. Jahrhunderts/Ausstellung im Kronprinzenpalais*, Berlin, 2006, p. 22. Les termes employés sont « *unteilbare Humanitas* ».

¹⁹³ *Landsmannschaft Ostpreußen e.V., 50 Jahre Landsmannschaft Ostpreußen 1948-1998*, Hambourg, 1999 (2^{ème} édition révisée, 1^{ère} parution : 1998), p. 192-199.

¹⁹⁴ *Ibid.*, p. 183-199.

membres de la *Landsmannschaft Ostpreußen*. Un des lieux, théâtre de ces activités, est le Foyer de l'Est (*Ostheim*) à Bad Pyrmont, une ville thermale bien connue de Basse-Saxe. Y sont organisés réunions et séminaires dont les sujets sont aussi bien « scientifiques », que politiques ou culturels¹⁹⁵. Par ailleurs, W. von Gottberg lui-même se déplace en Allemagne ou à l'étranger pour participer à des séminaires « scientifiques », les guillemets étant là pour traduire le fait que les cercles dans lesquels il intervient se situent la plupart du temps à droite de la droite et que les sujets dont ils se saisissent sont traités dans une perspective d'instrumentalisation, ce qui remet en cause le caractère véritablement scientifique des séminaires et réunions en question. Ainsi en est-il de son intervention auprès de la *Burschenschaft Danubia* de Munich¹⁹⁶, une de ces organisations d'étudiants traditionnelles¹⁹⁷ se situant très à droite du champ politique allemand - que nous avons évoquées plus haut. Comme on peut s'en douter à la lecture de ces lignes, la mission scientifique est étroitement, sinon essentiellement, liée, dans l'esprit des dirigeants de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, aux autres types de missions : politiques et culturelles.

En croisade pour « la vérité historique¹⁹⁸ »

Quand l'auteur s'empare des questions historiques, il en appelle à la mission de la *Landsmannschaft Ostpreußen* de protéger, faire respecter et proclamer la vérité historique. Par là, il entend la vision de l'histoire des associations de réfugiés et des forces politiques les plus conservatrices. Cette « vérité historique » est (ceci est un point littéralement fondamental) la base de la quasi totalité des raisonnements et revendications de la *Landsmannschaft* et de ses membres, qu'il s'agisse de leurs intérêts propres, ou de ceux qu'ils estiment être ceux de leur *Heimat* et de leur *Vaterland* : c'est-à-dire de l'ancienne Prusse orientale et de l'Allemagne. C'est à partir de cela que se construit tout l'argumentaire des discours de von Gottberg, c'est la référence justifiante du discours, au sens le plus large du terme : qui le rend exact et qui le rend juste. La récurrence de l'emploi des termes « *Wahrheit* », « *historische Wahrheit* », « *wahrheitsgemäß* », « vérité », « vérité historique », « conforme à la réalité » dans certains discours est véritablement frappante. Ainsi en est-il, en particulier, de celui de 2000 et *a fortiori* de celui de 2005 intitulé : « *Mit dem Kreuz der Wahrheit zum Frieden* », « Avec la croix de la vérité vers la paix ». L'orateur emploie également à plusieurs reprises l'expression « *um der historischen Wahrheit willen*¹⁹⁹ », qui fait écho à la locution courante *um Gottes willen*, pour l'amour de Dieu. Le dernier discours en date, celui de 2008, en est l'éclatante illustration, il y

¹⁹⁵ *Ibid.*, p. 190.

¹⁹⁶ Pour consulter les programmes des colloques et autres séminaires organisés par cette *Burschenschaft*, voir www.danubia-muenchen.de.

¹⁹⁷ Le terme « traditionaliste » s'il n'était pas si connoté religieusement dans le contexte français serait probablement plus adapté. Voir Cops, Juliette, *Wahrnehmung der Burschenschaften im heutigen Deutschland*, mémoire de maîtrise sous la direction de Brigitte Krulic, Université Paris X, non publié, 66 p.

¹⁹⁸ « *Die historische Wahrheit* », le discours de 2005, s'intitule d'ailleurs « *Mit dem Kreuz der Wahrheit zum Frieden* », littéralement « Avec la croix de la vérité vers la paix ».

¹⁹⁹ « Pour l'amour de la vérité historique », discours de 1994, p. 7 et 2000, p. 8.

est question de vérité (ou de négation de la vérité) une page sur deux²⁰⁰.

Une vision de l'histoire singulière et fondatrice

Ces incessantes invocations de la vérité historique et les constants appels à son respect sont la traduction du fait que la *Landsmannschaft Ostpreußen* ne partage pas un certain nombre de représentations historiques courantes. Ces divergences sont tantôt partielles, tantôt totales.

Remontant les siècles de l'histoire de la Prusse orientale telle qu'évoquée dans les discours, on constate que ces divergences commencent avec l'arrivée même d'Allemands dans ce qui fut la Prusse orientale. Les représentations véhiculées par la *Landsmannschaft Ostpreußen* (ainsi que par les autres associations de réfugiés et les milieux les plus conservateurs) présentent l'arrivée des Chevaliers teutoniques et la colonisation germanique de façon idyllique. Ainsi en 2002 von Gottberg parle-t-il de la manière dont « la population originelle, les Vieux-Prussiens, furent christianisés et assimilés²⁰¹ », avant de rappeler que dans « d'autres régions du monde on procéda de façon complètement différente avec la population originelle²⁰². » Sont visés ici, avant tout, les Etats-Unis et le traitement infligé aux Indiens d'Amérique, mais on peut également penser à l'Amérique du Sud et à l'action de l'Espagne et du Portugal ou encore au Royaume-Uni en Australie. Quoiqu'il en soit et quoi qu'on pense d'une telle comparaison, la colonisation de la Prusse orientale, telle que présentée par le président de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, contraste singulièrement avec la représentation historique généralement admise de cet événement, l'aspect paisible et organisé de cette dernière laissant la plupart du temps la place à l'évocation d'un processus d'autant plus sanglant que l'ennemi n'était pas chrétien²⁰³.

La différence de conception commence donc dès les origines historiques de la Prusse orientale. Pour autant, là n'est pas le point névralgique de divergence. Il se trouve dans la vision du second conflit mondial, de ses causes et de ses conséquences. S'agissant des causes, l'orateur semble - et cela est confirmé par la lecture de ses contributions à la *PAZ*, entre autres - être parfois tenté de rouvrir la question de la responsabilité dans le déclenchement de la Première Guerre mondiale²⁰⁴. Cette polémique avait, à l'époque, empoisonné l'atmosphère de la République de Weimar naissante et ne fut pas étrangère à l'échec de ce régime²⁰⁵. Après la Seconde Guerre mondiale, cette question fit encore l'objet d'un débat acharné et d'un retournement de représentation majoritaire en Allemagne fédérale. On passa d'une vision absolutrice pour l'Allemagne à une autre plus conforme à l'historiographie des pays d'Europe occidentale²⁰⁶. Toutefois, s'en tenir à la thèse de la responsabilité exclusive de l'Allemagne

²⁰⁰ En l'occurrence aux pages : 6-10, 12, 13, 15 et 17, discours de 2008.

²⁰¹ « *Die Urbevölkerung, die Prussen, wurden christianisiert und assimiliert.* » Discours de 2002, p. 16.

²⁰² *Ibid.*, « *Ganz anders ist man mit der Urbevölkerung in anderen Regionen der Welt umgegangen.* »

²⁰³ Voir par exemple Boockmann, Hartmut, *Der Deutsche Orden/Zwölf Kapitel aus seiner Geschichte*, C.H. Beck Verlag, Munich, 1981, 319 p., en particulier p. 107.

²⁰⁴ Discours de 2002, p. 3, citation en exergue.

²⁰⁵ Husson, Edouard, *Une culpabilité ordinaire/Hitler, les Allemands et la Shoah/Les enjeux de la controverse Goldhagen*, éditions François-Xavier de Guibert, Paris, 1997, 198 p., ici p. 195.

²⁰⁶ Husson, Edouard, *Comprendre Hitler et la Shoah/Les historiens de la République fédérale d'Allemagne et*

dans le déclenchement de la Première Guerre mondiale, voilà une attitude qu'à peu près plus personne n'adopte aujourd'hui même à l'extérieur de la RFA, les historiens ayant montré que si la responsabilité du *Reich* était grande, celle d'autres Etats était également engagée. Von Gottberg semble pourtant faire mine de ne pas s'en être véritablement aperçu. Il semble également ne pas vouloir s'apercevoir que la séparation de la Prusse orientale et du *Reich* est effectivement considérée comme une des causes du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale aussi bien à l'étranger qu'en Allemagne. Pour autant, ce simple facteur d'explication, quand bien même lui ajouterait-on la politique des minorités de l'Etat polonais entre 1919 et 1939 (tout sauf exemplaire, il est vrai), ne saurait en aucun cas alléger le poids ou remettre en cause les responsabilités allemandes quant au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale et quant au judéocide, comble de l'horreur. Comme le dit Edouard Husson, avoir soutenu ne serait-ce qu'une partie des objectifs d'Hitler c'est « déjà avoir mis le doigt dans l'engrenage qui mène à Auschwitz²⁰⁷ », et c'est ce qu'ont fait nombre des membres des associations de réfugiés comme l'illustrent les succès électoraux du NSDAP dans les provinces orientales du *Reich*, en Prusse orientale notamment, plusieurs années avant l'arrivée d'Adolf Hitler au pouvoir²⁰⁸. Comprendre pourquoi ce fut le cas, n'enlève rien à la réalité du processus, ni à ses conséquences. On peut même dire que « mettre le doigt dans cet engrenage », les associations de réfugiés le firent *a posteriori* puisque elles s'opposèrent longtemps à toute annulation du traité de Munich de 1938, par lequel la diplomatie de l'Allemagne hitlérienne avait acquis le pays des Sudètes. W. von Gottberg le fait encore aujourd'hui, par exemple, lorsqu'il affirme qu'en 1939 le gouvernement allemand fit tout son possible pour préserver la paix avec la Pologne, mais que celle-ci voulait la guerre²⁰⁹. Ces affirmations nourrissent régulièrement la réputation sulfureuse des associations de réfugiés et vont à l'encontre d'un consensus dans l'espace public outre-Rhin voulant que les acquis de la diplomatie d'Adolf Hitler et du III^{ème} *Reich* ne soient jamais valorisés.

Cela illustre l'aspect « politiquement incorrect » des prises de positions et, à certains égards, du positionnement même de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, ce dont elle se glorifie d'ailleurs, à l'image de nombreux groupes situés à la droite du champ politique allemand. C'est le cas par exemple des *Burschenschaften*. De même, les attaques contre le politiquement correct se retrouvent régulièrement dans les tracts de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* ainsi que dans la *PAZ* ou sur le site internet de la *Landsmannschaft Ostpreußen*. On peut dire qu'elles sont un lieu commun de la mouvance à laquelle appartient la *Landsmannschaft Ostpreußen*. Ce rapport au politiquement correct est un des facteurs à l'aune duquel on peut mesurer l'évolution des interventions de la *Landsmannschaft Ostpreußen* dans l'espace public (en allemand *das*

l'identité allemande depuis 1949, Presses Universitaires de France, Paris, 2000, p. 69 et suivantes.

²⁰⁷ Husson, Edouard, *Une culpabilité ordinaire/Hitler; les Allemands et la Shoah/Les enjeux de la controverse Goldhagen*, éditions François-Xavier de Guibert, Paris, 1997, p. 196.

²⁰⁸ Voir la carte intitulée « Das Anwachsen der NSDAP (1930-1933) », « La croissance du NSDAP (1930-1933) », in Hilgemann, Werner, *Atlas zur deutschen Zeitgeschichte 1918-1968*, Piper, Munich, Zurich, 1984, p. 63.

²⁰⁹ Discours de 2000, p. 7.

Auftreten, c'est-à-dire la façon d'apparaître en public). Dans les années 1990, il est question de façon récurrente de « *Tabuisierung* », « tabouisation » de la question des Réfugiés d'après 1945; le fait qu'on n'en parle pas est condamné. Puis, au fil du temps, on sort de l'évocation de cette « simple » question, pour se positionner expressément en dehors du camp de ceux que l'on nomme politiquement corrects : « Nous ne voulons pas faire partie de ceux que l'on nomme les 'politiquement corrects'²¹⁰ ». Dans ce discours récent, cette volonté de se démarquer trouve son fondement dans la vérité historique : « Notre pensée politique ne se fait pas en fonction de la classe politique ni de l'esprit du temps, mais se fonde sur la vérité historique²¹¹. »

Ce qu'ils ne veulent pas être, ce pour quoi ils ne veulent pas être pris, selon les dires de W. von Gottberg, nous venons d'en avoir un aperçu. Cela s'articule mécaniquement avec ce qu'ils veulent être, comment ils veulent être vus et ce pour quoi ils veulent être reconnus, autres sujets incontournables des discours que nous étudions ici.

Pour en revenir à la vision spécifique de l'histoire véhiculée dans ces discours (entre autres), la Seconde Guerre mondiale est naturellement largement évoquée. Il est souvent question de la *Shoah*. Ces régulières évocations, en quelques lignes à chaque fois, ont deux objectifs qui peuvent sembler contradictoires : se prémunir contre le reproche d'antisémitisme d'une part et comparer, sinon assimiler, le destin des Juifs d'Allemagne et d'Europe et celui des expulsés allemands d'autre part. Un procédé que l'on retrouve notamment dans le discours de 1994, dans lequel il est question de « l'Holocauste » dont furent victimes les « Prussiens orientaux, Poméraniens, Silésiens et Allemands des Sudètes²¹² ». En 2000, c'est « Auschwitz [qui] constitue un exemple sans précédent pour l'extermination des Juifs d'Europe sous la responsabilité de l'Allemagne²¹³ », assassinés « simplement parce qu'ils étaient Juifs²¹⁴ », qui est abordé et utilisé comme référence pour ce qui arriva à bien des Allemands « sous la responsabilité des Polonais, des Tchèques, des Soviétiques, des Serbes²¹⁵ », c'est-à-dire « plein de petits Auschwitz », « uniquement parce qu'ils étaient Allemands²¹⁶ ». En 2005, von Gottberg assimila le statut des Allemands au-delà de l'Oder et de la Neisse après 1945 à celui des Juifs et des Slaves avant 1945²¹⁷.

Cette assimilation n'est pas la seule que l'on retrouve régulièrement dans ces discours.

²¹⁰ Discours de 2008, p. 12, « *Wir wollen nicht zu den sogenannten 'Politisch Korrekten' gehören* ».

²¹¹ *Ibid.*, « *Wir denken nicht politisch im Sinne der politischen Klasse und des Zeitgeistes. Wir denken im Sinne der historischen Wahrheit.* »

²¹² Discours de 1994, p. 4 : « *den Holocaust an Ostpreußen, Pommern, Schlesiern und Sudetendeutschen* ».

²¹³ Discours de 2000, p. 8 : « *Auschwitz steht beispiellos für die Vernichtung des europäischen Judentums unter der Verantwortung Deutschlands* ».

²¹⁴ *Ibid.* : « *nur weil sie Jude waren* ».

²¹⁵ *Ibid.* : « *unter der Verantwortung der Polen, der Tschechen, der Sowjets, der Serben* ».

²¹⁶ *Ibid.* : « *viele kleine Auschwitz* », « *nur weil sie Deutsche waren* ». On retrouvera ce genre de propos et de formulation dans les tracts de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* notamment celui intitulé : « *Dresden – 13.2.4 / Völkermord aus der Luft [...]* », ou bien « *1000 Schritte für Dresden/Ein Trauermarsch/Wievieler Toter müssen wir bei jedem Schritt gedanken ? Schließen Sie sich uns an* », signés Mathias Rochow, la formulation choisie y est un peu différente : « *Nur weil wir Deutsche waren* », « *Simplement parce que nous étions allemand* » (nous soulignons), le dessein que le lecteur s'identifie aux victimes du bombardement est ici tout à fait patent.

²¹⁷ Discours de 2005, p. 8 : « *Sie waren Untermenschen, wie vorher die Juden und Slawen* ». « *Ils étaient des sous-hommes, comme les Juifs et les Slaves auparavant.* »

Les crimes perpétrés sur les Allemands pendant la fuite et l'expulsion sont régulièrement qualifiés de génocide. Ces crimes sont donc présentés comme de même nature que ceux commis par les nazis²¹⁸ ou d'autres, Von Gottberg cite : « l'archipel du goulag, le communisme âge de pierre du style Pol Pot ou Milosevic, les massacres d'un Idi Amin et d'un Saddam Hussein, les responsables de la terreur des bombardements de Dresde et d'Hiroshima²¹⁹. » Le processus même de l'expulsion est considéré comme criminel²²⁰. Toutefois on note, au fil du temps, une relative pondération du propos de W. von Gottberg sur ce point :

- en 1994 il est question de « *Genozid* », « *Völkermord* » (« génocide ») et de « *Holocaust* » commis sur les « Allemands de l'Est²²¹ » (p. 4),
- en 1997 le terme employé est « *Völkermord* » (p. 4),
- en 2000, on assiste à l'assimilation, déjà évoquée, avec Auschwitz (p. 8),
- en 2002, retour du terme « *Völkermord* » (p. 10 et 15),
- en 2005, il est question « d'expulsion de masse des territoires de la *Heimat* [qui] avait par moments le caractère d'un génocide²²² », « *Völkermord* » est le terme employé (p. 6), puis von Gottberg compare et assimile, comme nous l'avons précisé, statut des Juifs et des Slaves avant 1945 avec celui des Allemands après 1945 (p. 8) et enfin parle de « l'expulsion qui dégénéra en génocide²²³ » (p. 12),
- en 2008, il évoque « le génocide partiel lors de Fuite et Expulsion²²⁴ » (p. 9).

On le voit, si l'affirmation du caractère génocidaire, du statut de génocide, des crimes commis sur les Allemands est proclamée de façon moins stricte ces dernières années, puisque le terme génocide est employé avec l'adjectif « partiel », les comparaisons régulières entre Juifs (notamment) avant 1945 et Allemands après cette année là, enlèvent une grande part de la portée et de l'effectivité de cette relativisation. Précisons tout de même que sur ce point le dernier discours est réellement plus mesuré²²⁵.

²¹⁸ Discours de 1997, p. 4 : il y est question de ceux « qui se mirent au service de l'idéologie soviétique stalinienne et au service du nationalisme extrême tchèque et polonais, qui dans ses excès n'eut rien à envier au chauvinisme allemand de l'époque nazie. » « *die sich im Dienst der stalinistischen Sowjet-Ideologie und in Dienst des extremen polnischen und tschechischen Nationalismus stellten, der in seinen Auswüchsen dem deutschen Chauvinismus der NS-Zeit ebenbürtig war.* »

²¹⁹ « *Archipel Gulag, Steinzeitkommunismus nach Art Pol Pots oder Milosevic, die Massaker eines Idi Amin und Saddam Hussein, die Verantwortlichen des Bombenterrors von Dresden und Hiroshima.* » Discours de 1994, p. 4.

²²⁰ Discours de 2002, p. 10, par exemple : « *Verbrechen der Vertreibung* », « crime de l'expulsion », les deux termes étant utilisés au singulier.

²²¹ Rappelons une nouvelle fois qu'il s'agit ici des Allemands expulsés des territoires à l'est de la ligne Oder-Neisse.

²²² « *Die massenhafte Austreibung aus den Heimatgebieten hatte phasensweise den Charakter des Völkermordes.* »

²²³ « *Die zum Völkermord ausgeartete Vertreibung.* »

²²⁴ « *Den partiellen Völkermord bei Flucht und Vertreibung.* »

²²⁵ Au-delà du cas des expulsés allemands de l'après 1945, l'emploi de terme comme celui de « génocide » est extrêmement délicat, à tel point que certains préfèrent y renoncer. Voir : Valerin, Arnaud, « Rencontre/Le mot de génocide est ambigu, je préfère la notion de crime de masse/Jacques Sémelin, psychologue et historien, explique comment, en comparant la *Shoah*, la crise rwandaise et la purification ethnique en ex-Yougoslavie, il en est venu à remettre en question le mot de génocide, sujet à toutes sortes d'instrumentalisations, de passions et de frustrations. », in *Libération* 4 février 2006.

La question de la faute

Cette affirmation permanente du caractère génocidaire de l'expulsion a deux objectifs très étroitement liés à la question de la faute liée à la Seconde Guerre mondiale. Le premier est d'octroyer le statut de victime non seulement aux expulsés (cela ne serait en rien anormal), mais, au-delà de cela, à l'Allemagne en général. Rappeler le statut de victimes des premiers n'est, *a priori*, pas problématique : ils le furent bel et bien. Expulsés de leur petite patrie, ils durent fuir sous la pression de l'Armée rouge, ou des forces armées tchèques et polonaises. Accorder ou tenter d'octroyer à l'Allemagne dans son ensemble un statut de victime, voilà qui est infiniment plus problématique. Et c'est pourtant bien ce dont il est question, plus ou moins directement. Il s'agit de décharger l'Allemagne d'une partie du poids de sa faute, de sa responsabilité dans les événements de la Seconde Guerre mondiale et dans le même temps de charger Polonais, Tchèques, Russes (Soviétiques) et Alliés occidentaux d'une « *Mitschuld* », « co-culpabilité » et de « *Mitverantwortung* », « co-responsabilité²²⁶ » dont, selon, l'orateur, ils refusent d'assumer la charge²²⁷. Nous avons vu que Dresde et Hiroshima avaient été assimilées au génocide de Pol Pot par exemple. En 2000, il en est à nouveau question ainsi que d'autres épisodes de bombardements dus au Alliés occidentaux²²⁸. Les Polonais et leur historiographie se voient consacrer des pages entières exposant les crimes et fautes dont ils se rendirent coupables depuis l'issue du premier conflit mondial et même avant. Crimes qu'ils refusent de reconnaître, leur raison d'Etat voulant qu'ils n'aient été que victimes aux deux siècles derniers²²⁹, voire même dans toute l'histoire²³⁰. Si les déclarations pacifiques vis-à-vis de la Pologne sont très nombreuses, une hostilité, plus ou moins latente, à son égard flotte sur ces discours. En 1994, von Gottberg affirmait que tant qu'on empêcherait la vérité d'être dite, il ne pourrait y avoir de bonnes relations de voisinage et de collaboration amicale avec la Pologne²³¹. Cette affirmation est de nature à embarrasser tout gouvernement allemand, quel que soit son bord politique. La classe politique allemande en général est d'ailleurs durement critiquée dans ces discours, et il est reproché d'être pro-polonais et, à l'occasion, anti-allemands à des personnalités sociales-démocrates comme Gesine Schwan²³²,

²²⁶ Discours de 2002, p. 10.

²²⁷ *Ibid.* : « *Wo bleibt ein längst überfälliges Wort des Bedauerns der Staaten, die an der Potsdamer Konferenz teilgenommen haben, insbesondere der angelsächsischen Siegermächte für ihre Mitverantwortung, für ihre Mitschuld am Völkermord an den Ostdeutschen, an den Ostpreußen ?* », « Qu'attendent les Etats qui ont pris part à la conférence de Potsdam, en particulier les Puissances anglo-saxonnes pour exprimer leur regret quant à leur co-responsabilité, leur co-culpabilité dans le génocide commis sur les Allemands de l'Est, sur les Prussiens orientaux ? ». Ainsi que le discours de 2005, p. 7 : « *die westlichen Siegermächte auch mitschuldig* », « *die Mitverantwortlichkeit der Westalliierten* », « les puissances occidentales également co-coupables », « la co-responsabilité des Alliés occidentaux ».

²²⁸ Discours de 2000, p. 10.

²²⁹ Discours de 1997, p. 7 : « *Die Vertreiberstaaten haben bisher auch nicht das Verbrechen beim Namen genannt und sich zu dieser Schuld bekannt* », « Les Etats expulseurs n'ont jusqu'ici pas nommé le crime par son nom et n'ont pas confessé leur faute », et le nom de cette faute est « *Verbrechen gegen die Menschlichkeit* », « crime contre l'humanité ». Discours de 2002, p. 12 : « *Es ist gewissermaßen seit den politischen Teilungen des 18. Jahrhunderts polnische Staatsräson, daß Polen und die Polen immer nur Opfer waren.* », « Il n'y a aucun doute à avoir sur ce fait, depuis les partages de la Pologne du XVIII^{ème} siècle la raison d'Etat polonaise veut que la Pologne et les Polonais aient été uniquement victimes. »

²³⁰ Discours de 2005, p. 12.

²³¹ Discours de 1994, p. 10.

²³² Femme politique en charge des relations avec la Pologne auprès du gouvernement allemand jusqu'à la fin de la

ce qui n'est guère surprenant, mais également (et cela l'est beaucoup plus) à Helmut Kohl, dont von Gottberg cite des propos tenus en 1976, dans lesquels l'ancien chancelier affirmait que, dans sa famille, on était traditionnellement « *Propolnisch* », « pro-polonais²³³ ». Nous reviendrons un peu plus loin sur le traitement réservé aux hommes politiques et au(x) gouvernement(s) allemands. Le destin des Expulsés d'après 1945 et la responsabilité des Alliés et des Polonais (ou Tchèques) dans les crimes qu'ils subirent sont rehaussés d'une qualification régulière et bien particulière, celle d'unicité, d'« *Einmaligkeit* », de « singularité » dans l'histoire. Cette qualification est calquée sur le statut largement accordé à la *Shoah* dans le monde occidental, événement qui constitue le véritable point de fuite, au sens des lois de la perspective, de toute considération historique en Allemagne pour l'époque moderne, même pour ceux qui, à l'image de von Gottberg, luttent pour réduire la place et la portée données à cet événement historique outre-Rhin²³⁴. Dans les premiers discours, c'est du point de vue de l'ampleur que le destin des expulsés allemands d'après 1945 est qualifié de singulier : « du point de vue de la taille, [...] singulier dans l'histoire de l'humanité jusqu'à aujourd'hui²³⁵ ». En 2005, le simple point de vue quantitatif n'est plus seul évoqué et, parlant du destin de la ville de Königsberg et des ses habitants, l'orateur indique : « cela a, dans l'histoire de l'humanité jusqu'aujourd'hui, un caractère singulier²³⁶ ». En 2008, cette singularité est restreinte au continent européen, suivant là le relatif parti pris de modération propre à ce discours particulier²³⁷. Quoiqu'il en soit, il est fait régulièrement usage du champ lexical de la singularité. Par ailleurs, on note l'utilisation de termes tels que : « *unfaßbar* », « unimaginable²³⁸ », « *in riesiger Dimension* », « dans une dimension gigantesque », « *unbeschreiblichem Ausmaß* », « mesure indescriptible²³⁹ », qui, pour leur part, en appelle indirectement au concept de la singularité, d'autres termes tels que « *Verbrechen gegen die Menschlichkeit* », « crime contre l'humanité²⁴⁰ », ou « *unverjährbar* », « imprescriptible²⁴¹ », venant compléter ce tableau.

Pour résumer le propos, on note :

- d'une part, une tendance très forte à assimiler les crimes allemands/nazis à d'autres crimes commis en d'autres lieux et en d'autres temps,
- d'autre part, une tendance moins affirmée, mais bien visible, d'élever les crimes subis par les Allemands après 1945 au statut de singularité dans l'histoire.

grande coalition entre SPD et CDU suite aux dernière élections législatives

²³³ Discours de 1994, p. 6.

²³⁴ Voire, notamment pour le débat sur le caractère comparable ou incomparable de la *Shoah*, Traverso, Enzo, « La singularité d'Auschwitz/Hypothèses, problèmes et dérives de la recherche historique », p. 128-140, in Coquio, Catherine, (Textes réunis par), *Parler des camps, penser les génocides*, Albin Michel, Paris, 1999, 683 p. Voir également Chaumont, Jean-Michel, *La concurrence des victimes/Génocide, identité, reconnaissance*, La Découverte & Syros, Paris, 2002, 381 p.

²³⁵ Discours de 1997, p. 4 : « *bezüglich der Dimension [...] bisher einmalig in der Menschheitsgeschichte* ».

²³⁶ « *dies hat in der bisherigen Weltgeschichte singulären Charakter* », discours de 2005, p. 13.

²³⁷ Discours de 2008, p. 10 : « *zumindest in der europäischen Geschichte ein einmaliger Vorgang* », « dans l'histoire européenne, tout au moins, un événement singulier ».

²³⁸ Discours de 2000, p. 8.

²³⁹ Discours de 2005, respectivement p. 10 et 9.

²⁴⁰ Discours de 1997, p. 7.

²⁴¹ Entre autres, discours de 2002, p. 15.

Dans les deux cas la référence est la *Shoah*, dans le premier pour l'assimiler à d'autres événements, c'est-à-dire la priver de tout statut de réelle singularité, dans le second cas pour élever, conférer à Fuite et Expulsion ce statut d'exception qui n'est généralement accordé qu'au judéocide.

Dans la lignée de cette argumentation, l'orateur aborde longuement la question de la faute abordée plus haut pour présenter les reproches qu'il adresse :

- à la Pologne (ou à la République tchèque), systématiquement,
- aux Alliés occidentaux, très souvent,
- à la Russie, à l'occasion seulement.

S'étant comportés, plus ou moins directement, comme des criminels, ils doivent reconnaître leur culpabilité ou leur responsabilité et, le cas échéant, réparer les conséquences de leurs actes. Avant d'en revenir à la question de ces réparations, il convient d'aborder encore deux points historiques sur lesquels von Gottberg met l'accent et qui eux aussi sont présentés de manière à décharger le plateau de la « balance historique » allemande correspondant au débit, pour, mécaniquement, relever le plateau crédit.

Le premier point concerne la *Wehrmacht* et son activité sur le front oriental à partir de 1944. Von Gottberg glorifie sans retenue le sacrifice de tout leur être²⁴² des soldats de la *Wehrmacht* qui, par leur héroïque combat²⁴³, ont préservé les « Allemands de l'Est » de pire encore (que ce qui leur est arrivé²⁴⁴). Ce sujet apparaît pour la première fois dans les discours tenus à l'époque des expositions sur les crimes de la *Wehrmacht*, qui remirent en cause la vision largement répandue dans le grand public, mais point du tout chez les historiens, que l'armée régulière n'avait pas été impliquée dans les crimes perpétrés sur le front de l'Est. Depuis, von Gottberg ne manque jamais d'évoquer le sujet en ignorant complètement ou en écartant *a priori* tout argument visant à illustrer le fait qu'au-delà même des crimes commis sur le front de l'Est, le simple fait que la *Wehrmacht* ait continué à se battre eut pour conséquence d'allonger le temps pendant lequel les camps tels Auschwitz ou Treblinka accomplissaient leur travail d'extermination.

Le second point, lié au premier, concerne l'interprétation du 8 mai 1945 que Richard von Weizsäcker, alors président de la République fédérale, donna en 1985. Il y affirmait que l'Allemagne avait été libérée en 1945, vision qualifiée de « *zur Staatsräson erhobene These* », « thèse élevée au rang de raison d'Etat²⁴⁵ » et rejetée de façon véhémente par les associations de

²⁴² Les termes employés sont « *Opfergang* » et « *Selbstloser Einsatz* », discours de 2002, p. 23

²⁴³ « *haben [...] heldenmütig gekämpft* », « ont [...] combattu héroïquement », discours de 2002, p. 22.

²⁴⁴ Discours de 2000, p. 10, discours de 2002, p. 22-23, discours de 2008, p. 13.

²⁴⁵ Discours de 2005, p. 14.

réfugiés : pour elles, cette date est (et reste) le jour de la défaite, de la « catastrophe allemande²⁴⁶ », entendue non comme la fin d'un conflit qui avait entraîné l'occupation de l'Europe dans sa quasi totalité, dont les combats, sur le front oriental tout du moins, avaient pris le caractère de guerre d'extermination et avait été le cadre du judéocide, mais comme le moment où « nous fûmes de par l'arbitraire des vainqueurs, au moins jusqu'à un certain point, ravalés au rang de peuple esclave²⁴⁷ ». Von Gottberg ajoute même « *Deutschland war vernichtet* », ce qui, dans une acception du terme, signifie que l'Allemagne était en ruines, ce qui n'est pas faux, mais le terme « *Vernichtung* » (« extermination ») renvoie également au traitement subi par la population juive d'Europe. L'orateur dans son discours de 2005, consacré en grande partie au traitement historique des 60 dernières années, ajoute : « jamais un pays ne fut dans sa totalité, sans distinction, plus terriblement puni pour l'*hybris* de ses criminels dirigeants²⁴⁸ ». Là encore, le sort de l'Allemagne se voit accorder le statut de singularité, sans qu'il soit bien sûr la question du « *Sonderweg* » allemand, le « chemin particulier », concept forgé par les historiens après 1945 pour décrire la voie que prit le *Reich* entre 1870 et 1945 : autoritaire et non démocratique, contrairement à des Etats de taille et d'importance comparables comme la France ou la Grande-Bretagne²⁴⁹. Quoiqu'il en soit, les affirmations de l'orateur ne cadrent pas du tout, ce qui est bien un de ses objectifs, avec le consensus public outre-Rhin, encore très imprégné de la politique d'ancrage à l'Ouest initiée par Konrad Adenauer dès la fondation de la RFA, mais également de convictions pacifistes et réconciliatrices très fortes (particulièrement dans les années 1970 et 1980). Dans la droite ligne de ces conceptions, von Gottberg parle à propos du 8 mai et de l'année 1945 en général de « *Zivilisationsbruch* », « rupture de civilisation²⁵⁰ » ou encore de « césure la plus terrible, que des Allemands pendant leur 1200 ans d'histoire aient eu à subir²⁵¹ ». Là encore, en Allemagne, l'expression « rupture de civilisation » est spontanément associé au judéocide. Ce terme désigne

²⁴⁶ Citons ici Peter Reichel : « *Die Wahrnehmung der Zeitgenossen war in der frühen Nachkriegszeit weit überwiegend geprägt durch das Chaos der Zerstörungen und des umfassend erlebten Zusammenbruchs. Diese Erfahrung hat sich zum Bewusstsein einer 'deutschen Katastrophe' verdichtet, in dem die Ermordung der europäischen Juden ein Randproblem blieb. Verbreitet war die Einstellung, dass Deutschland durch den Nationalsozialismus gleichsam von außen besetzt und seine Zivilbevölkerung ebenso wie seine Soldaten durch einen übermächtigen Diktator und seine verbrecherische Clique manipuliert und missbraucht worden waren. Namhafte Sprecher der großen Volksparteien sahen die Deutschen zu einem Großteil selbst als erstes Opfer des Nationalsozialismus. Dieses Opferselbstbild wurde durch die leidvolle Erfahrung des Krieges und der frühen Nachkriegszeit noch verstärkt.* » « La perception des contemporains dans l'immédiat après-guerre était avant tout marquée par le chaos des destructions et d'un effondrement ressenti comme total. Cette expérience fut la matière première de la formation de la conscience d'une 'catastrophe allemande', dans laquelle l'assassinat des Juifs d'Europe restait un problème marginal. La conception que l'Allemagne avait été manipulée et abusée par un dictateur surpuissant et sa clique criminelle était répandue. Des porte-parole renommés des grands partis populaires considéraient une grande partie des allemands comme eux-mêmes premières victimes du national-socialisme. Cette autoreprésentation en victime ne fut que renforcée par l'expérience douloureuse de la guerre et de l'immédiat après-guerre. », in Reichel, Peter, *Vergangenheitsbewältigung in Deutschland/Die politisch/justitielle Auseinandersetzung mit der NS-Diktatur nach 1945*, Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 2003, p. 203.

²⁴⁷ *Ibid.*, p. 14 : « *Wir wurden durch Siegerwillkür zumindest graduell für etliche Jahre zu einem Sklavenvolk degradiert.* »

²⁴⁸ *Ibid.* p. 15 : « *Nie wurde ein Land unterschiedslos und in seiner Gesamtheit für die Hybris seiner verbrecherischen Machthaber schrecklicher bestraft.* »

²⁴⁹ Winkler, Heinrich August, *Histoire de l'Allemagne XIX^e-XX^e siècle/Le long chemin vers l'Occident*, Fayard, Paris, 2005, p. 996 et suivantes.

²⁵⁰ Discours de 2002, p. 21.

²⁵¹ Discours de 2005, p. 10, « *schlimmste Zäsur, die Deutsche in ihrer 1.200-jährigen Geschichte haben hinnehmen müssen* ».

un moment historique où la civilisation, c'est-à-dire les codes que les sociétés humaines avaient mis en place dans et pour leur « convivance », le respect du caractère humain de chacun (des individus) et chacune (des sociétés) justement, sont bafoués complètement, ou, plus métaphoriquement, une phase de l'histoire pendant laquelle la « lumière de la civilisation s'éteint », en quelque sorte.

Intimement liée à la question de l'histoire, est, naturellement, celle de la mémoire. Les associations de Réfugiés, ayant mis progressivement la question territoriale de côté, durent mettre entre parenthèses, pour un temps au moins, la question de la propriété et des dédommagements pour faire avancer un autre projet, qui retint une grande part de l'attention publique outre-Rhin, le Centre contre les expulsions, qu'on retrouve pour la première fois dans le discours de 2002 sous la dénomination « Centre contre l'expulsion²⁵² », le terme « expulsion » étant au singulier, un impair qui ne sera plus commis par la suite, puisque le projet se vit, à l'époque, vertement reprocher sa dimension strictement germano-allemande. Dans les discours suivants, le pluriel est de rigueur. Nous traiterons cette question en profondeur dans la deuxième partie.

Nous l'avons dit, les considérations historiques dans les discours ont pour but (bien qu'on s'en défende²⁵³) de faire pencher la balance de l'histoire en faveur de l'Allemagne. Aussi n'est-il pas étonnant qu'ayant exposé ces conceptions (élevées au rang de faits²⁵⁴), l'orateur aborde la question de la faute pour affirmer que l'Allemagne, quant à elle, a effectué un travail sur soi jusque dans le détail²⁵⁵, a réparé, comme personne et autant que possible ses crimes²⁵⁶, tandis que chez les puissances vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale un tel travail n'a pas même été abordé²⁵⁷. Il affirme ensuite qu'il est grand temps qu'elles s'y astreignent et en tirent les conséquences en présentant leurs excuses et en dédommageant les victimes de leurs propres crimes. En bref, l'argument peut se résumer à ceci : nous avons payé et repayé, maintenant il faut que les autres payent. En 2000, l'orateur est particulièrement irrité par ceux qui, encore, réclament de l'argent à l'Allemagne, qui a pourtant déjà « versé des milliards et des milliards de marks de réparation au victimes des nazis [...] a tant dédommagé qu'à tous les travailleurs forcés encore vivant aujourd'hui une retraite pourrait être versée [...] [alors] que jusqu'ici aucune réparation n'a été mise à disposition pour les travailleurs esclaves allemands²⁵⁸ ». Parlant de l'Allemagne, W. von Gottberg affirme qu'« en cela - en forçant le trait - nous subissons un

²⁵² « Zentrum gegen Vertreibung » Discours de 2002, p. 24.

²⁵³ Le terme employé est « aufrechnen », (ici) « faire les comptes », discours de 2000, p. 8.

²⁵⁴ Discours de 2005, p. 15 : « Das sind die Fakten », « ce sont les faits ».

²⁵⁵ Discours de 2000, p. 9 : « Wir Deutsche haben bis ins Detail aufgearbeitet », « Nous les allemands avons fait un travail sur nous jusque dans les détails ».

²⁵⁶ « Noch kein Volk hat in der bisherigen Menschheitsgeschichte so große Opfer gebracht wie das deutsche Volk nach dem Zweiten Weltkrieg. » « Aucun autre peuple dans l'histoire de l'humanité n'a consenti autant de sacrifices que le peuple allemand après la Seconde guerre mondiale. » Discours de 2005, p. 8.

²⁵⁷ Discours de 2000, p. 9 : « die Aufarbeitung der Verbrechen an Deutschen bleibt noch aus », « le travail sur les crimes commis sur les Allemands n'a pas été encore fait ».

²⁵⁸ *Ibid.*, p. 13 : « Viele, viele Milliarden Entschädigung an die NS-Opfer gezahlt [...] so reichlich entschädigt, daß allen heute noch lebenden Zwangsarbeitern davon eine Rente gezahlt werden könnte [...], daß bisher für die deutschen Sklavenarbeiter keine Entschädigung bereit gestellt wurde. »

véritable chantage²⁵⁹ ».

La question des réparations

La problématique des réparations dues, selon l'orateur, aux expulsés allemands qui apparaît dans tous les discours se divise en deux parties :

- celle qui concerne les crimes commis sur la personne d'Allemands pendant la fuite et l'expulsion (c'est de celles-là dont il était plus ou moins directement question dans les lignes précédentes),
- celle qui concerne les pertes matérielles subies par les expulsés.

Sur ce second point se cristallise la problématique de la Fiduciaire prussienne. Dans les discours, la première référence y est faite dès 1994. Von Gottberg y consacre une page et demi et déclare que « dans tous les pays expulseurs doit être réglé le problème des dédommagements pour les pertes individuelles de patrimoine²⁶⁰ » et rappelle au gouvernement que la propriété est un droit constitutionnel, tout en annonçant, qu'en fait, le gouvernement, pour des raisons politiques et ce, quel que soit le parti qui le compose, n'entreprendra rien²⁶¹. En 1997, on ne note qu'une rapide évocation du problème de ces réparations, pour lesquelles on déplore que, dans les traités passés avec les pays voisins de l'Est, il n'y ait pas même un début de solution²⁶². En 2000, le sujet est traité de façon plus conséquente et l'orateur annonce franchement « nous ne voulons pas accepter sans protester l'injustice dans le traitement des réparations vis-à-vis des victimes allemandes²⁶³ » et que « le comité directeur de la *Landsmannschaft Ostpreußen* a réfléchi à ce que l'on pourrait entreprendre contre le fait que le destin des travailleurs forcés soit ignoré²⁶⁴. » Une chose est présentée comme sûre : il faudra en passer par les tribunaux²⁶⁵. On assiste donc là à la première véritable annonce de la création de ce qui deviendra par la suite la Fiduciaire prussienne. D'autant que von Gottberg précise que des millions seront nécessaires et que la *Landsmannschaft Ostpreußen*, pour sa part, ne les possède pas.

Nous le verrons plus loin, cette Fiduciaire prussienne pose tellement problème que les associations de réfugiés, *Landsmannschaft Ostpreußen* comprise (alors que c'est elle qui en

²⁵⁹ *Ibid.*, p. 13 : « Dabei werden wir – überspitzt formuliert – erpreßt ».

²⁶⁰ Discours de 1994, p. 10, « ... muß in allen Vertreiberstaaten das Problem der Entschädigung für individuelle Vermögensverluste geregelt werden. »

²⁶¹ *Ibid.* p. 11 : « Man ist nicht Willens, dieses Problem eine Lösung zuzuführen. » « On n'est pas prêt à solutionner ce problème ».

²⁶² Discours de 1997, p. 7 : « In den, nach der Wende mit den Nachbarstaaten im Osten abgeschlossenen Verträgen [...] ist [...], auch nicht ansatzweise, eine Lösung enthalten. » « Dans les traités passés avec les Etats voisins à l'Est [...] il n'y a [...] pas même le début d'une solution. »

²⁶³ Discours de 2000, p. 14 : « Wir wollen die Ungerechtigkeit bei der Behandlung der Entschädigung hinsichtlich der deutschen Betroffenen nicht protestlos hinnehmen. »

²⁶⁴ *Ibid.* : « Der Bundesvorstand der Landsmannschaft Ostpreußen hat überlegt, was man gegen die Ignorierung der deutschen Zwangsarbeiterschicksale unternehmen könnte. »

²⁶⁵ *Ibid.* : « Mann kann – das ist sicher – nur etwas auf dem Klageweg erreichen. » « On ne peut - cela est sûr - atteindre quoi que ce soit que par le biais d'une plainte ».

est à l'origine), durent s'en distancier. C'est ainsi que, dans le discours de 2002, il n'en est pas question nommément et que le sujet est traité en quelques lignes à peine. On parle « d'un geste de paix symbolique de réparation²⁶⁶ » puis on précise que « la *Landsmannschaft Ostpreußen* n'a jamais parlé de large réparation matérielle ou de restitution, potentiellement anxiogènes²⁶⁷ ». Autrement dit, l'action de la Fiduciaire prussienne, telle qu'elle est partout (c'est-à-dire en Allemagne et en Pologne principalement) perçue²⁶⁸, n'est pas ce que la *Landsmannschaft Ostpreußen* a dans l'idée d'entreprendre. Suivent plusieurs lignes dans lesquelles von Gottberg demande : devons-nous nous étonner que les Etats expulseurs n'adoptent pas l'attitude qu'avec raison l'on attendrait, quand toutes les instances morales allemandes, européennes et mondiales ont failli²⁶⁹ ? Trois ans plus tard, il n'est question que des décrets d'expropriation pris par la Pologne et la République tchèque à l'encontre des Allemands et exclusivement à leur encontre. Puis, il est question d'un cas particulier de personnes originaires de Prusse orientale désirant se réinstaller dans leur région natale et qui se voient soumis à la chicane des autorités et administrations polonaises. Il n'y est pas question de la Fiduciaire prussienne, ni de démarches devant des tribunaux, quels qu'ils soient²⁷⁰.

Enfin, en 2008, il en est à nouveau question et ce dans des termes qui ne s'apparentent guère à une véritable distanciation. La Fiduciaire prussienne y est décrite comme « une initiative privée légitime, une initiative citoyenne, en quelque sorte²⁷¹ ». Von Gottberg souligne « que dans l'Etat allemand pluraliste, l'engagement des citoyens est souhaitable²⁷² » et que la *Landsmannschaft Ostpreußen* a toujours traité la problématique de la propriété « avec toute la sensibilité nécessaire²⁷³ » et qu'il « serait catastrophique que, chez les voisins, [...] les gens puissent craindre de devoir quitter leur logement au profit des anciens possesseurs allemands. Personne ne veut cela, aucun des plaignants organisés dans la Fiduciaire non plus²⁷⁴. » Soulignons bien que les termes employés sont « anciens possesseurs ». En effet, ce sont les expulsés qui, dans la vision de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, détiennent les droits de propriété encore aujourd'hui. Avant cela, l'orateur avait rappelé que le gouvernement allemand n'avait jamais rien fait, en ce qui concerne la question de la propriété des biens des expulsés, sous-entendant là que les Réfugiés avaient été, de ce fait, contraints d'agir eux-mêmes. Cette légitimation *expressis verbis* de l'existence et de l'action de la Fiduciaire prussienne après plusieurs années de silence, peut s'expliquer par le fait qu'une des grandes revendications du *Bund der Vertriebenen*, la création d'un centre commémoratif contre les expulsions, a été

²⁶⁶ Discours de 2002, p. 10 : « *Eine friedensstiftende symbolische Wiedergutmachungsgeste* ».

²⁶⁷ *Ibid.* : « *Die Landsmannschaft Ostpreußen hat nie einer möglicherweise angstmachenden umfassenden materiellen Wiedergutmachung oder Restitution das Wort geredet.* »

²⁶⁸ Gabel, Markus, « Allemagne-Pologne/Revendications des expulsés et réparations de guerre », in *Le courrier des pays de l'Est*, n° 1049, mai-juin 2005, La Documentation française, Paris, p. 32 (entre autres).

²⁶⁹ Discours de 2002, p. 10 : l'orateur emploie le terme « *Versagen* », « défaillance ».

²⁷⁰ Discours de 2005, p. 21.

²⁷¹ Discours de 2008, p. 3 : « *eine legitime Privatinitiative, gewissermaßen eine Bürgerinitiative.* »

²⁷² *Ibid.*, « *daß im pluralistisch verfaßten Staat Deutschland Bürgerengagement wünschenswert ist.* »

²⁷³ *Ibid.* : « *mit der erforderlichen Sensibilität behandelt.* »

²⁷⁴ *Ibid.*, p. 3 et 4 : « *Es wäre verheerend, wenn bei Menschen in den Nachbarstaaten [...] Furcht aufkäme, daß sie ihre Häuser und Wohnungen für die deutschen Altbesitzer räumen müssten. Das will keiner, auch keiner der Kläger, die in der Treuhand organisiert sind.* »

satisfaite, sur le principe tout du moins, quelques mois avant la tenue de ce discours : il devenait donc, tout à coup, moins utile ou nécessaire de dissimuler son approbation de l'action de la Fiduciaire prussienne. On le voit, le combat contre le politiquement correct, prôné par von Gottberg, ne saurait être absolu : quand l'accord et, *a fortiori*, le soutien, des pouvoirs publics est nécessaire à un projet porté par les associations de réfugiés, même un orateur engagé ne peut faire autrement que modérer son propos, voire taire des problématiques particulières, ou certains de leurs aspects, momentanément au moins. Un tel va-et-vient illustre bien la position d'une organisation comme la *Landsmannschaft Ostpreußen*, partagée entre son scepticisme face à la société allemande telle quelle est aujourd'hui et sa volonté d'en faire partie pleinement, malgré tout.

Les réfugiés, leurs associations et la société allemande

Cette place, ce lien, avec la société allemande en général pose véritablement problème. En effet, la *Landsmannschaft Ostpreußen* comme les associations de réfugiés et leur fédération veulent faire partie intégrante de cette société que leurs dirigeants vilipendent à longueur de discours car, non seulement elle s'est désolidarisée d'eux, mais a elle-même perdu toute une série de valeurs, désignées souvent comme « les vertus prussiennes²⁷⁵ ». Dans ses discours, le président de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, parle régulièrement de valeurs, de plus en plus d'un point de vue quantitatif, mais il en parle également dans une perspective de plus en plus générale désormais, sans toujours préciser desquelles il est question.

Les valeurs dont il est question dans les premiers discours, ceux des années 1990, tournent, avec celles se rattachant au respect et à la proclamation de la vérité historique²⁷⁶, quasi exclusivement autour du patriotisme. Cela s'explique par le fait que ces textes traitent de façon extensive la problématique des frontières de l'Allemagne. L'encre des traités de réunification et de bon voisinage avec la Pologne est encore fraîche à cette date et les associations de réfugiés sont encore sous le choc de la non-réalisation de leurs revendications en la matière. Ainsi, la confirmation de la frontière occidentale de la Pologne est qualifiée en 1994 « d'acte honteux enfreignant le droit constitutionnel de l'époque²⁷⁷ ». Dès 1997, ce refus d'accepter les frontières issues de la Seconde Guerre mondiale et confirmées par les traités de réunification est couplé à des invocations de la liberté de conscience²⁷⁸, conscience qui ne permit pas aux Réfugiés de cautionner ces « frontières du non-droit²⁷⁹ ».

En 2000, von Gottberg affirme que « même le placement formel de la Prusse orientale

²⁷⁵ « *Die preußischen Tugenden* ».

²⁷⁶ Discours de 2008, p. 10 : « *Den Mut zur Wahrheit zu haben* », « avoir le courage de [dire et/ou accepter] la vérité » ; discours de 2000, p. 8 : « *Wer die Freiheit nennt und nicht benennt, ist der größte Feind der Wahrheit.* » « Qui connaît la vérité mais ne la proclame pas est le plus grand ennemi de la vérité. »

²⁷⁷ Discours de 1994, p. 3 : « ... *diesem beschämenden, gegen das damalige nationale Verfassungsrecht verstößende Ereignis* ».

²⁷⁸ Discours de 1997, p. 11 : « *Die Gewissensfreiheit* ».

²⁷⁹ *Ibid.* : « *Unrechtsgrenzen* ».

sous souveraineté étrangère ne nous délie pas de notre responsabilité envers la *Heimat*²⁸⁰ » et que les Réfugiés ont inscrit « leur protestation face à l'abandon de la Prusse orientale aux registres de l'histoire²⁸¹. » Il continue son discours en abordant la question au gouvernement posée cette année-là par le groupe PDS²⁸² au *Bundestag*. Il y était question des statuts de la *Landsmannschaft Ostpreußen* qui appelait à une réunification pleine et entière de l'Allemagne, Prusse orientale incluse. Von Gottberg balaye la question du PDS, arguant que la *Landsmannschaft Ostpreußen* ne veut pas d'une annexion, puisque ce mot sous-entend une « prise de possession par la violence²⁸³ », alors que les Réfugiés ont renoncé à la violence depuis 1950 et la publication de la Charte des Expulsés, une argumentation qui ne lève toutefois pas les ambiguïtés quant aux convictions profondes de la *Landsmannschaft Ostpreußen*. À la fin du discours, on trouve un long paragraphe consacré à la position que doivent adopter les Prussiens orientaux - c'est-à-dire les membres de la *Landsmannschaft Ostpreußen* : « en nageant contre le courant, les Prussiens orientaux conservent leur singularité²⁸⁴. » Il ajoute : « si nous lâchons, nous serons emportés et disparaîtrons dans la multitude de la société de masse²⁸⁵ ». Le discours est clos par un véritable appel à la « résistance »²⁸⁶ contre ceux qui, dans la politique et l'administration, leur conseillent de s'adapter²⁸⁷. Dans les années suivantes ce sera au tour de la liberté d'expression, plutôt qu'à celle de conscience, d'être invoquée.

En 2002, von Gottberg rappelle, une nouvelle fois, pour rester crédible²⁸⁸ que les frontières de l'Oder-Neisse ainsi qu'en Prusse orientale sont des frontières de non-droit. Il avait répété quelques lignes plus haut que, pour des raisons de conscience, la *Landsmannschaft Ostpreußen* n'avait pu cautionner les traités confirmant ces frontières toute démocratie devant garantir cette liberté (de conscience) et que la *Landsmannschaft Ostpreußen* avait inscrit aux registres de l'histoire ses protestations face à l'abandon de la Prusse orientale²⁸⁹. Quelques lignes plus haut encore, il avait précisé que la *Landsmannschaft Ostpreußen* reconnaissait malgré tout que ces traités « *gelten* », « sont valables²⁹⁰ » et que, pour elle, « la Prusse orientale est aujourd'hui sous souveraineté polonaise, russe et lituanienne²⁹¹ ». Le fait que von Gottberg ait estimé devoir faire cette précision montre à quel point les positions de la *Landsmannschaft Ostpreußen* en

²⁸⁰ Discours de 2000, p. 16 : « *Auch die formale Unterstellung Ostpreußens unter fremde Souveränität entbindet uns nicht von unserer Verantwortung für die Heimat.* »

²⁸¹ *Ibid.* « ... *Protest gegen die Preisgabe Ostpreußens [...] zu Protokoll der Geschichte.* »

²⁸² Parti héritier du SED, Parti Socialiste Unitaire, ayant exercé le pouvoir en RDA pendant toute l'existence de cette dernière.

²⁸³ Discours de 2000, p. 17 : « *gewaltsame Annexion* ».

²⁸⁴ *Ibid.* p. 19 : « *Im Schwimmen gegen den Strom bewahren die Ostpreußen ihre Einzigartigkeit.* »

²⁸⁵ *Ibid.* : « *Wenn wir uns treiben lassen, werden wir mitgerissen und gehen in der Vielfalt der Massengesellschaft unter.* »

²⁸⁶ *Ibid.* : « *Widerstehen* ».

²⁸⁷ *Ibid.* p. 19 : « *Die wohlmeinenden Menschen in der Politik und in den Verwaltungen sagen uns, wir sollten uns anpassen [...]. Hören wir nicht auf diese Ratgeber.* », « Les gens bien intentionnés dans le monde politique et les administrations nous disent que nous devrions nous adapter [...]. N'écoutez pas ces conseillers. », le verbe *sich anpassen* signifie « s'adapter » mais comporte pour les Réfugiés une dimension nettement péjorative tendant vers une signification plus proche de « s'arranger ».

²⁸⁸ Discours de 2002, p. 16 : « *Damit wir glaubwürdig bleiben* », « afin que nous restions crédible ».

²⁸⁹ *Ibid.*

²⁹⁰ *Ibid.* p. 15.

²⁹¹ *Ibid.* p. 15 : « *Ostpreußen steht heute unter polnischer, russischer und litauischer Souveränität.* »

particulier créaient des inquiétudes en RFA comme à l'étranger. Plus loin, il affirme : « Pendant plusieurs dizaines d'années on a tenté de fouler au pied le droit des Prussiens orientaux. Nous avons résisté. En Prusse orientale, dans ce qui fut la RDA et dans la République fédérale de l'époque²⁹². » Une fois encore, il se place dans la position d'un véritable résistant, ce qui est étonnant, d'autant que RFA et RDA se voient ainsi quasiment renvoyées dos à dos. Quelques pages plus loin, l'orateur rappelle que les Prussiens orientaux refuseront de se fondre dans le moule, à l'opposé de l'attitude des « *anpassungsbereiten Mehrheiten* », « majorités prêtes à s'adapter²⁹³ ». Dans ce discours, von Gottberg va beaucoup plus loin à propos des valeurs puisqu'il affirme que l'époque actuelle est une époque de renversement de toutes les valeurs et même de perte des valeurs²⁹⁴, avant d'affirmer que « la valeur éthique de la conviction qui permit aux soldats de la *Wehrmacht* de mener jusqu'à la fin leur sacrifice reste éternelle et exemplaire²⁹⁵ ». Von Gottberg conclut le discours de cette année là par une nouvelle exaltation du statut de résistants des Réfugiés d'après 1945 en RFA même, qui, malgré leur faiblesse numérique, ont prouvé leur force non pas en s'adaptant, mais en résistant²⁹⁶.

En 2005, on trouve peu de choses sur les valeurs en général, le discours cette année là prend une coloration très historique, c'est ainsi que l'orateur en appelle à la « *Wiedererlangung eines von einem aufgeklärten Patriotismus geprägten Geschichtsbewußtsein* », « réappropriation d'une conscience historique marquée par un patriotisme éclairé²⁹⁷. » Est rappelé, tout de même, que les frontières actuelles sont des frontières de non-droit, quand bien même ce fait serait progressivement en train de sombrer dans l'oubli²⁹⁸.

Le discours de 2008 présente une évolution notable, puisque von Gottberg déclare : « nous avons dû accepter la perte territoriale de la *Heimat* à l'issue d'un long et douloureux processus de reconnaissance²⁹⁹ ». S'agissant de valeurs en général, ce discours représente également une évolution importante puisque l'orateur développe ce qui n'était, auparavant, que de simples évocations du refus des Prussiens orientaux, selon lui, de s'adapter, de se ranger au politiquement correct, c'est-à-dire à l'esprit du temps :

Nous ne voulons pas faire partie de ceux que l'on nomme les 'politiquement corrects'. Nous nous efforçons de faire preuve du courage civil auquel la classe politique fait si souvent appel, et ce pas seulement quand il s'agit de combattre des extrémistes de droite désorientés. En matière politique nous ne pensons pas comme la classe politique ou l'esprit du temps. [...] Notre pensée va dans le sens de la dignité humaine et de la liberté d'expression. [...] Notre pensée, notre parole et notre action s'organisent sur des fondements

²⁹² Discours de 2002, p. 18 : « *Über Jahrzehnte hat man versucht, das Recht der Ostpreußen mit Füßen zu treten. Wir haben standgehalten. In Ostpreußen, in der untergegangenen DDR und in der Altbundesrepublik.* »

²⁹³ *Ibid.*, p. 20.

²⁹⁴ *Ibid.* p. 23 : « *In einer Zeit der Umwertung aller Werte, ja des Werteverlustes* ». « dans un temps de renversement de toutes les valeurs, de la perte des valeurs même ».

²⁹⁵ *Ibid.* : « *Der ethische Wert der Gesinnung, der die soldaten der Wehrmacht ihren Opfergang bis zu Ende gehen ließ, bleibt zeitlos und vorbildlich.* »

²⁹⁶ *Ibid.* p. 25.

²⁹⁷ Discours de 2005, p. 12-13.

²⁹⁸ *Ibid.* p. 20, une nouvelle fois est signalé que les Prussiens orientaux ont « inscrit leur protestation au registre de l'histoire ».

²⁹⁹ Discours de 2008, p. 9 : « *Wir haben den territorialen Verlust der Heimat in einem schmerzlich langen Erkenntnisprozeß akzeptieren müssen* ».

moraux³⁰⁰.

L'orateur y revient deux pages plus loin, en affirmant : « Ce ne sont pas les variations de l'esprit du temps qui importent, mais l'orientation, une vie durant, de l'action personnelle à des valeurs détachées du temps³⁰¹. »

On assiste donc à une évolution partant d'un discours mettant en relief les valeurs patriotiques avant tout³⁰² et se tournant progressivement vers l'invocation de valeurs plus générales. On est parallèlement passé de l'invocation de la liberté de conscience à celle d'expression, au fur et à mesure que le soulignement de la problématique des frontières s'estompait. Ce passage d'une exaltation restreinte à des valeurs strictement patriotiques à la promotion de valeurs plus générales est une des conséquences de l'acceptation progressive de l'intangibilité des frontières sur l'Oder et la Neisse, ainsi qu'entre Pologne et *Oblast* de Kaliningrad et entre cette dernière et la Lituanie. Cette évolution est concomitante à celle de la *Landsmannschaft Ostpreußen* elle-même : d'une association de natifs pour le retour dans une Prusse orientale allemande (au mieux), à une association liée émotionnellement à cette région mais dont l'activité se déplace dans le champ politique général afin de faire perdurer des valeurs essentiellement conservatrices, transformation que l'on note également dans l'organe de presse de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, dont le titre originel *Ostpreußenblatt*, littéralement Feuille de la Prusse orientale³⁰³, laissa place à un nom plus largement porteur *Preußische Allgemeine Zeitung*, Journal [d'information] général[e] prussien³⁰⁴, ou *PAZ*.

Précisons enfin que tous les discours sont clos par une invocation, directe ou indirecte, de valeurs bien déterminées :

- en 1997 et 2002 : « *Freiheit, Recht, Frieden* », « la liberté, le droit, la paix³⁰⁵ »,
- en 2000 et 2005, la valeur d'exemple du comportement, de l'attitude des Prussiens

³⁰⁰ *Ibid.*, p. 12. « *Wir wollen nicht zu den sogenannten 'Politisch Korrekten' gehören. Wir bemühen uns immer, die so häufig von der politischen Klasse geforderte Zivilcourage zu zeigen, nicht nur dann, wenn es darum geht, verwirrte Extremisten vom rechten Rand zu bekämpfen. Wir denken nicht politisch im Sinne der politischen Klasse und des Zeitgeistes. [...] Wir denken im Sinne der Menschenwürde und wir denken im Sinne der freien Meinungsäußerung. [...] Unser Denken, Reden und Handeln basiert auf sittlich-moralischen Kategorien.* »

³⁰¹ *Ibid.* p. 14. : « *Nicht die modischen Strömungen des Zeitgeistes sind von Bedeutung, sondern die lebenslange Orientierung für das persönliche Handeln an zeitlosen Werten.* »

³⁰² Valeurs elles-mêmes en perdition puisque « mis à part quelques patriotes ouest-allemands, ce sont les Réfugiés, seuls, qui ont vraiment tenu bon quant à la réunification. C'est à eux qu'on le devait si la volonté de réunification n'avait pas totalement disparu en Allemagne de l'Ouest. » « *Von wenigen westdeutschen Patrioten abgesehen, waren es die Heimatvertriebenen, die in der Altbundesrepublik an der Wiedervereinigung festhalten haben. Ihnen ist es zu verdanken, daß der Wille zur Einheit in Westdeutschland nicht völlig verlorengegangen war.* » Alors que, de leur côté, gouvernement et parlement allemands ont, quasiment unanimement, déclaré qu'ils étaient « prêts à renoncer aux territoires de l'Est. » « *Ihre Bereitschaft, auf die Ostgebiete zu verzichten.* » Discours de 1994, p. 7.

³⁰³ Traduire par « Feuille de Prusse orientale » serait plus élégant, mais ne permettrait pas de faire transparaître la volonté d'exclusivité de la publication.

³⁰⁴ Voir, *infra*, prochaine sous-partie, II. A. 3.

³⁰⁵ Respectivement, p. 11 et 25.

- orientaux (« nous montrons à tous le chemin menant à un avenir meilleur³⁰⁶ »),
- en 2008 : la liberté, la paix, le droit, la raison, « *für alle Ewigkeit* », « pour toute éternité³⁰⁷ ».

Depuis leur fondation, les associations de réfugiés, la *Landsmannschaft Ostpreußen* en particulier, ont pour ambition déclarée d'être une avant-garde nationale, tâche marquante socialement et politiquement dans un pays qui s'est, longtemps et majoritairement, considéré comme post-national³⁰⁸. Le « *Verfassungspatriotismus* », « patriotisme constitutionnel³⁰⁹ » (attachement à des valeurs propres à la démocratie, sans référence à une communauté ethnoculturelle, tel que prôné, entre autres, par Jürgen Habermas), n'est pas acceptable pour des personnalités comme Wilhelm von Gottberg ou Erika Steinbach qui y voient le signe d'une névrose propre à l'Allemagne, incapable de faire preuve d'un sain patriotisme³¹⁰. Cet engagement national avait pour arrière-plan la ferme volonté de récupérer les territoires perdus. Cela constituait le cœur de ce que l'on appelle les des Réfugiés, les « *Heimatpolitische Anliegen* », « revendications politiques concernant la *Heimat* ». Même si la question territoriale, de l'aveu même du *Bund der Vertriebenen* et de ses membres, est aujourd'hui résolue (évolution lente mais désormais achevée), il reste tout de même des revendications de ce type. En effet, elles n'ont pas toute été abandonnées. L'engagement national concerne, donc, également la situation dans les provinces perdues, non plus du point de vue de la souveraineté territoriale, mais de la situation politico-économique, ainsi que des droits des Allemands sur place, qu'ils en aient été

³⁰⁶ Discours de 2005, p. 23 : « *weisen wir den Weg für alle in eine bessere Zukunft* ».

³⁰⁷ Discours de 2008, p. 17, citant là Schiller.

³⁰⁸ Heinrich August Winkler parle de la « voie postnationale » empruntée par la RFA, tandis que la RDA suivait, dit-il, une « voie internationaliste ». Les deux Etats allemands constituaient de ce fait des exceptions en Europe. Cet état de fait prit fin avec la réunification. Voir Winkler, Heinrich August, *Histoire de l'Allemagne XIX^e-XX^e siècle/Le long chemin vers l'Occident*, Fayard, Paris, 2005, p. 999-1001. À l'origine, ce fut Karl Dietrich Bracher qui employa le terme « postnational » pour qualifier la RFA qu'il considérait comme une « *postnationale Demokratie unter Nationalstaaten* », « une démocratie postnationale parmi des Etats-nations », cité in Winkler, Heinrich August, *Der lange Weg nach Westen/Abschied von der deutschen Frage*, Friedrich Ebert Stiftung, 2008, 43 p., ici p. 15, www.feswar.org/pl/fes2009/e-books/Der_lange_Weg_nach_Westen.pdf. Voir également Le Rider, Jacques, « Retour à la normalité de la nation allemande ? » in Ménudier, Henri (sous la direction de), *L'Allemagne/De la division à l'unité*, Publications de l'Institut d'Allemand d'Asnières, 1991, p. 18 : « le sentiment d'identité nationale majoritairement répandu dans la RFA des années 1980 répugne à prendre en compte l'histoire allemande de la période 1871-1945, se définit volontiers en se démarquant du « communisme » de RDA, se réclame des valeurs culturelles des pays occidentaux, en particulier de celle des USA, et retient deux objets privilégiés de fierté : les performances économiques du pays et le fonctionnement irréprochable de ses institutions démocratiques. »

³⁰⁹ Voir discours de 1997, p. 8, il y oppose une conception universaliste fondée sur des valeurs abstraites telles que « droits de l'homme, Etat de droit, démocratie, société civile, économie de marché et [...] protection de l'environnement », « *Menschenrechte, Rechtsstaatlichkeit, Demokratie, Bürgergesellschaft, Marktwirtschaft und [...] Umweltschutz* », avec lesquelles il met en regard « langue, dialecte, vêtue traditionnelle, répertoire de chants populaires, coutume, marqués par le paysage de la *Heimat*, la religion, les parents, la famille, les voisins », « *Sprache, Dialekte, Tracht, Volksliedgut, Brauchtum, geprägt durch die heimatische Landschaft, die Religion, Eltern, Verwandtschaft, die Nachbarn* ». L'orateur ajoute que derrière la première conception il y a l'idée de globalisation, et encore derrière cela l'« *homo sovieticus* », « *der Sowjet-Mensch* ». S'agissant du rôle du folklore dans les discours identitaires nationaux, voir la deuxième partie intitulée « Folklore » in Thiesse Anne-Marie, *La création des identités nationales/Europe XVIII^e-XX^e siècle*, Editions du Seuil, Paris, 2001, p. 159-228, sur l'utilisation spécifique des « costumes traditionnels » (en allemand « *die Tracht* »), voir p. 194-201.

³¹⁰ Discours de 1994, p. 7, citant Erika Steinbach : « *Ein Mensch mit einem so zerstörten Selbstwertgefühl, wie wir als Nation, wäre ein schwerer Fall für den Psychiater. Der Ruf nach Verfassungspatriotismus ist einer der sichtbarsten Symptome unseres nationalen Selbstwertdefektes. Ein unverkrampfter Patriotismus ist auch [...] notwendig und hilfreich.* » « Une personne avec une estime de soi telle que la nôtre en tant que nation serait un cas grave pour un psychiatre. L'appel au patriotisme constitutionnel est un des symptômes les plus visibles de notre déficience en matière d'estime de soi nationale. »

expulsés après 1945, qu'ils les aient quittées dans les décennies suivantes, où qu'ils y vivent encore aujourd'hui.

Ces revendications tournent autour de ce que les associations de réfugiés (et un certain nombre d'universitaires et de scientifiques travaillant plus ou moins étroitement avec elles³¹¹) appellent le « le droit à la *Heimat*³¹² ». Celui-ci consiste en une *Gleichstellung* (littéralement « égalité de position ») totale des individus et des « groupes nationaux³¹³ », au sens de groupes ethnoculturels, sur leur terre natale, quel que soit le groupe en question. Dans son discours de 1994, von Gottberg s'en tient à un « *Rückkehr- und Niederlassungsrecht* », c'est-à-dire à un droit au retour et une « liberté de s'installer³¹⁴ », qu'il couple à la mise en place d'une « *konsequente Doppelstaatsbürgerschaft für die Landsleute in der Heimat* », « double-nationalité réelle pour les compatriotes dans la *Heimat*³¹⁵ ». Trois ans plus tard, on retrouve les mêmes revendications, sans évolution réelle de formulation, hormis l'utilisation, *expressis verbis*, de la locution « *Recht auf die Heimat*³¹⁶ ».

En 2000, le catalogue des revendications se précise sensiblement³¹⁷. Il débute par l'exigence d'une application très large du droit à la *Heimat* : que les Prussiens orientaux et leurs descendants puissent retourner fonder une « existence³¹⁸ » là-bas « *als gleichberechtigte deutsche Bürger neben der heutigen polnischen, russischen und litauischen Mehrheitsbevölkerung* », « en tant que citoyens allemands égaux en droits à côté de la population majoritaire actuelle polonaise, russe et lituanienne³¹⁹ ». En conséquence, on réclame la mise en place d'un statut des minorités et des groupes nationaux, notamment quant à l'autonomie culturelle et administrative, avec des sanctions conséquentes en cas de non-respect.

En 2002, on constate un simple retour sur cette exigence d'un statut protecteur pour le groupe ethnique allemand³²⁰ en Prusse orientale, en Poméranie et en Silésie, on demande qu'il bénéficie du même statut que les Sorbes ou les Danois en Allemagne³²¹. On note également le souhait que les Allemands puissent acquérir librement des propriétés dans la *Heimat*, sans que soit appliqué sur ce point un moratoire de douze ans après l'entrée de la Pologne dans l'Union européenne.

En 2005, les revendications ne sont pas directement présentées comme telles. L'orateur

³¹¹ Notamment Alfred Maurice de Zayas, spécialiste de droit international et auteur de nombreux ouvrages qui trouvent dans les membres des associations de réfugiés une clientèle quasi-captive, tellement elle est avide de ses travaux. Voir De Zayas, Alfred M., *Heimatrecht ist Menschenrecht/Der mühsame Weg zur Anerkennung und Verwirklichung*, Universitas, Munich, 2001, 294 p.

³¹² « *Recht auf die Heimat* ». On retrouve cette expression dans tous les discours du président de la *Landsmannschaft Ostpreußen* de 1997 à 2008.

³¹³ « *Volkgruppen* ».

³¹⁴ Ou de se ré-installer, « *Niederlassungsfreiheit* », expression présente dans la plupart des discours.

³¹⁵ Discours de 1994, p. 10.

³¹⁶ Discours de 1997, p. 7.

³¹⁷ Discours de 2000, p. 12.

³¹⁸ *Ibid.* : « *Existenzen begründen können* », « puissent fonder une existence ».

³¹⁹ *Ibid.*

³²⁰ Discours de 2002, p. 24 : « *deutsche Volksgruppe* ».

³²¹ *Ibid.* : « *Die Volksgruppenrechte, die [...] die Dänen und die Sorben bei uns genießen.* » « Les droits des groupes ethnoculturels, dont [...] les Danois et les Sorabes disposent chez nous. » Voir à ce propos la brochure diffusée par le ministère fédéral de l'Intérieur sur cette question : Bundesministerium des Innern, *Nationale Minderheiten in Deutschland*, mars 2004, www.bmi.bund.de, 32 p.

évoque l'action de la *Landsmannschaft Ostpreußen* et l'inaction du gouvernement fédéral en la matière³²². Ici et là est exposée la nécessité d'œuvrer pour que le droit à la *Heimat* s'applique et que la *Heimat* puisse conserver, jusqu'à un certain point, la langue allemande et, au delà de cela, « *ein wenig deutsche Identität* », « un peu d'identité allemande³²³ ». Von Gottberg rappelle que, désormais, la majeure partie de la *Heimat* appartient à l'Union européenne et, qu'à ce titre, sont garanties sur son territoire les libertés de s'installer ainsi que d'aller et venir.

Enfin, le dernier discours en date précise comment von Gottberg entend la notion de droit à la *Heimat*, une précision devenue nécessaire car cette revendication était « sans arrêt présentée de façon ambiguë ou confondue avec la liberté de circulation déjà en vigueur dans l'Union européenne³²⁴ » :

Le droit à la *Heimat* sera réalisé, lorsque les Prussiens orientaux expulsés ou leurs descendants seront les bienvenus dans la partie aujourd'hui polonaise, russe ou lituanienne de la Prusse orientale et qu'ils bénéficieront de droits des minorités répondant au standard de l'ONU. Cela vaut particulièrement pour l'autonomie culturelle, de propres écoles et les cours en langue maternelle³²⁵. Tous les droits et obligations de la population majoritaire valent également pour ceux qui se réinstallent, le droit d'acquérir et de posséder une propriété ainsi que des biens fonciers inclus. [...] La réalisation du droit à la *Heimat* est autre chose que la liberté de circulation déjà en vigueur dans l'Union européenne. La liberté de circulation n'implique que la liberté de s'installer, qui pour un individu peut-être révoquée. Aucun privilège particulier ne s'y rattache³²⁶.

Il s'agit donc d'un droit collectif par essence, dans l'une de ses dimensions. Une dimension qui, en Pologne en particulier, ne laisse pas d'inquiéter puisque, appliquée au-delà d'un certain point, elle pourrait « court-circuiter » la souveraineté nationale. Ces inquiétudes s'expriment également en Allemagne³²⁷ et parfois en France même³²⁸, où la notion de droit collectif ne s'appliquant pas à la totalité des membres de la collectivité nationale entendue, ni plus ni moins, comme l'ensemble des citoyens, est en opposition frontale avec notre tradition juridique.

Les revendications dont il a été question dans ces derniers paragraphes sont souvent liées

³²² Discours de 2005, p. 18.

³²³ *Ibid.* p. 22, « *ein wenig deutsche Identität* ».

³²⁴ Discours de 2008, p. 2 : « *immer wieder mißverständlich ausgelegt [...] oder aber mit dem heute schon in der EU geltenden Recht der Freizügigkeit verwechselt* ».

³²⁵ L'auteur du discours n'ignore pas que « la société moderne est une société où il est impossible à une sous-communauté de se reproduire si sa dimension est inférieure à celle qui permet d'entretenir un système éducatif indépendant », et cette connaissance est d'ailleurs pour lui une source d'inquiétude permanente. Citation issue de Gellner, Ernest, *Nations et nationalismes*, Bibliothèque historique Payet, Paris 1999, p. 52.

³²⁶ Discours de 2008, p. 2 : « *Das Recht auf die Heimat ist dann realisiert, wenn die vertriebenen Ostpreußen bzw. ihre Nachkommen als Rückwanderer im heutigen polnischen, russischen oder litauischen Teil Ostpreußens willkommen sind, und für diese Minderheitenrechte nach UNO-Standard gelten. Letzteres gilt insbesondere für die kulturelle Autonomie, eigene Schulen und muttersprachlichen Unterricht. Alle Rechte und Pflichten der Mehrheitsbevölkerung gelten auch für die Rückwanderer, einschließlich des Rechtes auf Erwerb und Besitz von Eigentum und Grundvermögen. [...] Die Realisierung des Rechtes auf die Heimat ist etwas anderes als das heute schon für die EU geltende Recht auf Freizügigkeit. Freizügigkeit meint ausschließlich Niederlassungsfreiheit, die für den Einzelnen jederzeit widerrufen kann. Besondere Privilegien sind damit nicht verbunden.* »

³²⁷ Schneider, Peter, *L'Allemagne dans tous ses états*, Grasset, Paris, 1991, 241 p.

³²⁸ Hillard, Pierre, *Minorités et régionalismes dans l'Europe Fédérale des Régions/Enquête sur le plan Allemand qui va bouleverser l'Europe*, 2^{ème} édition augmentée, François-Xavier de Guibert, Paris, 2002, 405 p.

directement ou indirectement à la question de la propriété. Il s'agit pour la *Landsmannschaft Ostpreußen* de faire en sorte que ses membres puissent acquérir des biens immobiliers dans la *Heimat*, mais également que ceux qui furent perdus ou confisqués après 1945 puissent revenir à leur propriétaire originel. Cette dernière problématique est, naturellement, étroitement liée à celle de la Fiduciaire prussienne. Dans chaque discours, l'évocation du problème de la propriété est toujours accompagnée de la condamnation et de la demande d'abrogation des décrets d'expropriation et d'expulsion pris, à l'époque, en Pologne et en Tchécoslovaquie à l'égard des Allemands. Ces décrets prirent le nom des hommes politiques qui les promulguèrent, en l'occurrence Bierut et Benes. Ce sont ceux signés par le second à l'encontre des Allemands des Sudètes qui sont les plus célèbres, ce qui ne manque d'ailleurs pas de provoquer une, relative, jalousie au sein de la *Landsmannschaft Ostpreußen* qui ne se trouve plus, en la matière, dans le rôle de la première des victimes, qui n'est plus la victime la plus exemplaire, statut que, sans le dire expressément, von Gottberg voudrait lui voir attribué³²⁹.

Un autre champ de revendications se concentre sur Königsberg (capitale historique de la Prusse orientale) aujourd'hui Kaliningrad et sa région. W. von Gottberg y a visiblement détecté un champ des possibles bien plus ouvert qu'en Mazurie, c'est-à-dire dans la partie aujourd'hui polonaise de l'ancienne Prusse orientale. Toutefois, on relève que les grands espoirs nés de l'ouverture au monde de la région, complètement isolée pendant près de quarante-cinq années, ont été assez vite déçus. En 1994, il affirmait encore « que l'installation planifiée de famille d'Allemands de Russie de par leur capacité à créer des ponts [entre la Russie et l'Allemagne] donne la possibilité d'apporter la paix et la prospérité économique à l'espace baltique³³⁰. » Trois ans plus tard, il déplore l'absence de volonté de l'administration fédérale de s'engager sur place, ainsi que sur l'obligation faite aux Réfugiés de se procurer un visa pour se rendre à Königsberg³³¹. Mais il voit de grandes possibilités dans le fait que le futur de la Russie puisse être celui d'un « *Russland der einzelnen Regionen* », d'une « Russie des régions³³² », plus indépendantes de Moscou.

En 2000, le ton a changé, le grand espoir fondé sur l'installation d'Allemands de Russie, ceux dont les ancêtres s'installèrent dans l'Empire de la Tsarine Catherine II, a fait long feu. Si bien que von Gottberg peut aller jusqu'à déclarer que « le slogan de regermanisation s'est avéré relever de la 'massue diffamatoire' [...] de la part des forces de gauche en République fédérale³³³ ». Deux ans plus tard à Leipzig, le ton est encore plus sombre : la situation à Königsberg est catastrophique, les plans « de Hong-Kong sur la Baltique se sont dégonflés comme des

³²⁹ On le voit particulièrement dans le discours de 2005, dans lequel la Prusse orientale et les Prussiens orientaux sont présentés comme exemplaires à tout point de vue, dans la souffrance, dans le combat politique et dans l'unité qui régnait dans la province avant le choc de civilisation de 1945.

³³⁰ Discours de 1994, p. 14 : « *Daß die organisierte Ansiedlung russlanddeutscher Familien mit ihrer Fähigkeit zum Brückenschlag die Möglichkeit bietet, dem Ostseeraum Frieden mit wirtschaftlicher Blüte zu geben.* »

³³¹ Le directeur administratif confiait d'ailleurs à l'auteur en 2006 que les autorités russes n'accordaient plus de *visa* à M. von Gottberg depuis plusieurs années.

³³² Discours de 1997, p. 8.

³³³ Discours de 2000, p. 19 : « *Das Schlagwort der Regermanisierung hat sich als Diffamierungskeule linker Kräfte in der Bundesrepublik [...] entpuppt.* »

ballons de baudruche³³⁴ », ce malgré tous les efforts de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, si peu aidée par le gouvernement allemand et exposée, selon ses dires, à la chicane de l'administration locale. En 2005, cette situation est jugée si préoccupante que von Gottberg se demande « qui bloque une évolution positive à Königsberg³³⁵ » ? Et déclare que Königsberg ne s'en sortira pas seule, que faisant partie de l'Europe, c'est à l'Europe de prendre les choses en mains, « on construit [bien] le train à grande vitesse en Espagne avec des fonds européens allemands », ajoute-t-il³³⁶.

2008 est également synonyme de changement sur cette question. L'espoir semble à nouveau de mise, la situation s'améliore et le rêve d'un Hong-Kong sur la Baltique, formulé en 1993, pourrait se réaliser « *mit 20 Jahren Verzögerung* », « avec vingt ans de retard³³⁷. » Il est une nouvelle fois question de la « *Brückenfunktion* », « fonction de pont³³⁸ » que la ville a toujours eue, « *zwischen Deutschland und dem westlichen Europa hinüber und hinein in die Weiten Russlands* », « entre l'Allemagne et l'Europe occidentale jusqu'au lointain russe³³⁹ ». L'orateur finit par un appel à Vladimir Poutine et Dimitri Medvedev pour qu'ils redonnent son ancien nom à la ville et lèvent l'obligation de visa pour les Allemands. Les motivations de ce renversement de tendance ne sont pas toutes très claires. Il semble toutefois que le président de la *Landsmannschaft Ostpreußen* a décidé, pour la question de Königsberg également, de donner un ton moins sombre et plus conciliant à son discours. Il nous confiait en 2006 que le temps était venu de « *loslassen* », « lâcher prise³⁴⁰ », ce qui constitue une explication au caractère plus conciliant et moins grave du dernier discours.

Quoiqu'il en soit, l'exposition des revendications de la *Landsmannschaft Ostpreußen* est toujours couplée à une condamnation du gouvernement et des forces politiques outre-Rhin qui, quand ils ne s'opposent pas directement et de façon éhontée à l'action de l'association, trahissent, ni plus ni moins, cette dernière, à l'exception de la CSU, considérée comme le seul appui politique fiable pour les Réfugiés³⁴¹. S'agissant du gouvernement, son inaction est considérée d'autant plus grave que la Constitution l'oblige à porter assistance aux citoyens et donc aux Réfugiés dans leurs démêlés avec des puissances étrangères³⁴², un manquement qui a motivé la création de la Fiduciaire prussienne. Les relations avec les partis politiques et le

³³⁴ Discours de 2002, p. 19 : « *eines Hong-Kongs an der Ostsee, haben sich als heiße Luft erwiesen.* »

³³⁵ Discours de 2005, p. 16 : « *Wer blockiert in Königsberg eine Aufwärtsentwicklung* ». On laisse ici flotter le spectre d'un possible complot.

³³⁶ *Ibid.* p. 17 : « *In Spanien wird mit deutschem EU-Geld der ICE gebaut* ».

³³⁷ Discours de 2008, p. 16.

³³⁸ *Ibid.*

³³⁹ *Ibid.*

³⁴⁰ Entretien avec l'auteur août 2006,

³⁴¹ Discours de 1994, p. 6 : « *Die CSU [...] ist die einzige im Bundestag verbliebene Partei, die die Belange der Heimatvertriebenen auch heute noch angemessen in ihrem Parteiprogramm verankert hat.* » « La CSU [...] est le seul parti encore présent aujourd'hui au *Bundestag* qui intègre encore de façon appropriée les intérêts des Réfugiés dans son programme. »

³⁴² « *Die Obhutspflicht* », terme récurrent dans les discours de Wilhelm von Gottberg, d'Ehrenfried Mathiak ou d'Erika Steinbach dans les années 1990. Voir par exemple Steinbach, Erika citée in Mathiak, Ehrenfried, *Festsprache beim 43. Kreistreffen der Lycker in Hagen*, archives personnelles de l'orateur, juin 1998, p. 10 : « *Wir dürfen die Bundesregierung nicht aus ihrer Schutz- und Obhutspflicht entlassen* », « Nous ne pouvons pas exonérer le gouvernement fédéral de son obligation de protection et de prise en charge ».

gouvernement seront l'objet de la deuxième partie de ce travail de thèse.

Si l'on veut brièvement résumer l'évolution globale des discours de 1994 à 2008, on peut dresser le tableau suivant.

Ceux de 1994 et 1997 sont assez semblables, peu différents du discours général du *Bund der Vertriebenen* avant la réunification. Il y est encore beaucoup question de la frontière orientale de l'Allemagne ainsi que de la question de la faute dans une dimension très incriminante pour « le reste du monde³⁴³ », c'est-à-dire à la fois les « Etats expulseurs³⁴⁴ » et les Alliés anglo-américains. Ces discours se restreignent, principalement, aux problématiques nationales et spécifiques à la Prusse orientale.

Ceux de 2000 et 2002 incriminent, quant à eux, essentiellement la Pologne. On note également le développement du « nouveau discours victimaire allemand », ainsi qu'un fort accent mis sur la nécessité d'un dédommagement individuel des Réfugiés, s'il le faut sans attendre l'appui du gouvernement, auquel on ne croit d'ailleurs plus (thématique de la Fiduciaire prussienne).

En 2005, c'est à l'histoire et son aspect profondément dramatique qu'est consacrée la plus grande partie du discours avec, en arrière-plan, la problématique du Centre contre les expulsions. La question de la propriété, par contre, est mise entre parenthèses, ou abordée indirectement.

Enfin, le dernier discours (2008) adopte un ton moins dramatique, moins agressif, la problématique de la propriété fait son retour, sans plus d'outrance, mais avec une présentation très conciliante de la Fiduciaire prussienne peu conforme à l'image publique que celle-ci donne d'elle-même et qu'on lui attribue généralement. On note l'évocation et l'appel appuyés et répétés à des valeurs politiques et morales générales, sans rapport direct avec la problématique de la Prusse orientale, ce qui constitue un changement important par rapport aux discours des années 1990. La reconnaissance de la perte (territoriale) définitive de la province est un changement qui, pour sa part, peut-être qualifié de fondamental, au sens propre du terme.

3. La PAZ et les autres entités ultra-conservatrices

« *Eine Zeitung, die an sich so wertvoll ist* », « Un journal qui, en lui-même, a tant de valeur³⁴⁵ », voilà comment Wilhelm von Gottberg qualifie l'organe de presse de la *Landsmannschaft Ostpreußen*. Il a quasiment le même âge que la RFA. Créé à Hambourg en 1950, il y est toujours édité. Il ne compte pas pour autant au nombre des publications de grand tirage, mais, sur son segment, il occupe une place qui n'est pas négligeable et bénéficie dans

³⁴³ Les guillemets sont de notre main.

³⁴⁴ « *Die Vertreiberstaaten* », autre terme récurrent dans les discours de Wilhelm von Gottberg ou d'Ehrenfried Mathiak, voir *supra*. dans cette partie II. A. 2.

³⁴⁵ Entretien avec l'auteur en août 2006.

le monde politique d'une notoriété qui dépasse celle que devraient lui accorder ses quelques dizaines de milliers d'exemplaires imprimés chaque semaine. Citons les mots du directeur administratif de la *Landsmannschaft Ostpreußen* : « c'est la seule publication conservatrice conçue de façon sérieuse³⁴⁶ » ; sans prendre aucunement position quant à l'exactitude de cette déclaration, on peut tout de même affirmer sans crainte de se tromper que la publication dépasse le cadre de son lectorat originel et naturel : les membres de la *Landsmannschaft Ostpreußen* et autres réfugiés ou originaires de Prusse orientale. En effet, elle est lue par un certain nombre de personnes qui n'ont pas de lien personnel avec la province perdue par l'Allemagne en 1945. Cela pour plusieurs raisons, la première étant qu'elle n'est pas loin d'être devenue, au fil du temps, un véritable hebdomadaire généraliste. Certes il n'y est que très rarement question de sport (seulement quand des sportifs allemands originaires de territoires à l'est de la ligne Oder-Neisse font parler d'eux, ou pour des événements exceptionnels tel le titre de champion d'Europe de football en 1996 par exemple), *a priori* jamais question de *design* ou de bricolage, toutefois les sujets abordés dépassent largement le spectre des questions est-prussiennes. L'accent est mis sur la politique non seulement fédérale mais également internationale, avec bien sûr, encore et toujours, un traitement exhaustif de tout ce qui concerne les réfugiés et les territoires qui constituaient la Prusse orientale historique, c'est-à-dire le cœur traditionnel de l'activité d'information du journal. La seconde raison est l'orientation politique de la ligne éditoriale, résolument conservatrice, à l'image de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, que M. von Gottberg qualifie lui-même³⁴⁷ de « *national-konservativ* » et de « *national-liberal* ». Comment faut-il entendre ces deux qualifications ? Par « *national* » est désigné le côté fondamentalement patriotique de la *Landsmannschaft Ostpreußen* et de son organe de presse. W. von Gottberg déclare ainsi : « nous sommes des patriotes allemands³⁴⁸ ». Quant aux deux adjectifs qui s'articulent avec la dimension nationale, le premier : « *konservativ* » se rapporte aux valeurs défendues et mises en avant par les deux entités, quant au second : « *liberal* », c'est exclusivement au domaine économique qu'il se rapporte. Comme nous le verrons, la *PAZ* soutient systématiquement toute tentative de fonder un parti qui se placerait à la droite de la CDU ou de la CSU. Ainsi, on observe pendant la dernière législature, marquée par un gouvernement de grande coalition entre l'Union et le SPD, des appels répétés à la fondation d'un parti qui serait libéral comme le FDP en matière économique et conservateur sur le plan des valeurs comme la CSU³⁴⁹. En cela la *PAZ* se fait instrument de la nouvelle

³⁴⁶ « *Das ist die einzige vernünftigmachte konservative Zeitung* », entretien avec l'auteur en août 2006.

³⁴⁷ Entretien avec l'auteur.

³⁴⁸ « *Wir sind deutsche Patrioten* », *ibid.*

³⁴⁹ On peut en voir l'illustration dans la tribune tenue par l'ancien député Wilfried Böhm, un de ceux qui, au début des années 1990, fit tout son possible pour que le traité de bon voisinage avec la Pologne ne soit pas ratifié en l'état, allant jusqu'à manifester devant le *Bundestag* (à l'époque encore à Bonn). Dans cette tribune de février 2007, il en appelle à la fondation d'un parti « conservateur-national-libéral », « *konservativ-national-liberal* », par exemple autour de Friedrich Merz, figure politique outre-Rhin, en « réserve de la CDU » du fait de son entente problématique avec Angela Merkel. Böhm affirme « qu'en cet homme politique se rejoignent, de façon conséquente, des convictions conservatrices et libérales en matière économique », « *verbinden sich doch in diesem Politiker in trefflicher Weise wirtschaftsliberale und konservative Überzeugungen* ». Böhm, Wilfried, « Hoffnung auf eine neue Partei », « Espoir d'un nouveau parti », in *PAZ*, 24 février 2007, p. 5. Le refus exprimé par cette personnalité de ce qu'il perçoit comme une dérive centriste, voire sociale-démocrate, initiée par Angela Merkel

droite allemande³⁵⁰ dont un des buts avoués « a d'abord été de constituer un grand parti à la droite de la C.D.U./C.S.U. Respectueux du système constitutionnel de la R.F.A., il réunirait des hommes et des femmes venus d'horizons différents, défenseurs des intérêts nationaux, attachés à des traditions romantiques et autoritaires, adversaires de l'égalitarisme socialiste ou du libéralisme laxiste³⁵¹. »

Les deux points que nous venons d'exposer expliquent pourquoi la *Landsmannschaft Ostpreußen* dispose aujourd'hui d'un instrument qui, depuis longtemps déjà, est la plus importante et la plus influente des publications dans le microcosme Réfugiés³⁵², et qui est lue au-delà de son cadre naturel, c'est-à-dire non seulement par un certain nombre de réfugiés issus d'autres territoires perdus et/ou quittés après 1945 que la Prusse orientale, mais également par des lecteurs n'ayant, *a priori*, aucun lien (direct) avec ces régions.

La *PAZ*, depuis sa fondation, est un journal d'abonnés qui, en 1970, était encore publié à 87 000 exemplaires³⁵³. En 1999, la *Landsmannschaft Ostpreußen* avançait le nombre de 40 000³⁵⁴ et si on se réfère aux données disponibles sur le site internet de cette publication, le nombre d'abonnés doit se trouver actuellement aux environs de 20 000³⁵⁵. Le titre historique, *Das Ostpreußenblatt*, n'est plus que sous-titre depuis avril 2003. Le nouvel intitulé : *Preußische Allgemeine Zeitung*³⁵⁶ (*PAZ*), traduit la volonté de s'adresser à un public dépassant largement la population constituée des seuls réfugiés est-prussiens de 1945 et de leur famille. Cette modification est un des moyens choisis afin d'enrayer la chute du nombre de lecteurs, importante et continue depuis plusieurs dizaines d'années. Le passage à la couleur ou la place accordée depuis quelques années au Brandebourg/Prusse (façon de se mettre sous la tutelle sanctifiante de la Prusse, puisque le Brandebourg est ce qu'il reste de cette dernière dans l'Allemagne d'aujourd'hui) répondent au même objectif. Bref, il s'agit de rendre la publication attractive au-delà des cercles de réfugiés. Le titre original était immédiatement identifié comme celui d'une

présente certaines analogies avec la position des *Republikaner* (voir *infra* dans cette sous-partie) dans leurs années de succès : « À l'époque, face à un Helmut Kohl seul maître à bord de la C.D.U./C.S.U., ils misaient sur le soutien de tous les opposants à une dérive centriste de la politique gouvernementale. » Casasus, Gilbert, *La nouvelle droite allemande*, Éditions Desjonquères, Paris, 2001, p. 69.

³⁵⁰ Voir *infra* dans cette même sous-partie les lignes consacrées aux relations entre *PAZ*, nouvelle droite et partis situés à la droite de l'Union.

³⁵¹ Casasus, Gilbert, *La nouvelle droite allemande*, Éditions Desjonquères, Paris, 2001, p. 99.

³⁵² Kossert, *Ostpreußen*, p. 376. Notons qu'en cette matière aussi la direction de la *Landsmannschaft Ostpreußen* a veillé à ce qu'aucune concurrence ne voit le jour. Ottomar Schreiber avait d'ailleurs bien précisé dès l'origine qu'il s'agissait du « seul organe de presse de notre *Landsmannschaft* ». *Landsmannschaft Ostpreußen e.V., 50 Jahre Landsmannschaft Ostpreußen 1948-1998*, p. 149. Cette précaution n'a pas été prise par les autres *Landsmannschaften*, provoquant la disparition de bien des publications du fait de la concurrence qu'elles se faisaient entre elles.

³⁵³ Gaida, Hans-Jürgen, *Die offiziellen Organe der ostdeutschen Landsmannschaften/Ein Beitrag zur Publizistik der Heimatvertriebenen in Deutschland*, Duncker & Humboldt, Berlin, 1973, p. 46. Précisons que, à titre d'essai, depuis le printemps 2010, la publication est également disponible dans un certain nombre de kiosques à travers l'Allemagne.

³⁵⁴ *Landsmannschaft Ostpreußen e.V., 50 Jahre Landsmannschaft Ostpreußen 1948-1998*, p. 160.

³⁵⁵ Des indications sur le nombre de lecteurs sont présentes sur le site internet de la publication, mais le nombre d'exemplaires vendus n'est pas indiqué, cette information n'étant, de manière générale, pas communiquée, voir www.preussische-allgemeine.de.

³⁵⁶ Comme il existe une *Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ)*, « Journal généraliste de Francfort ». Voir Geede, Ruth, « Wie der Titel Preußische Allgemeine Zeitung geboren wurde », in *PAZ*, 12 avril 2003.

publication de la *Landsmannschaft Ostpreußen*. En se réclamant de la Prusse et des vertus qui lui sont associées, on espère attirer un lectorat plus large, ce qui serait déjà le cas selon Wilhelm von Gottberg³⁵⁷. Le lectorat qu'il s'agit d'attirer est qualifié de *wertkonservativ*, c'est-à-dire « maintenant certaines valeurs, certaines conceptions en termes de valeurs³⁵⁸ ». Nous l'avons dit, le directeur administratif³⁵⁹, Sebastian Husen présente son journal, la *PAZ*, comme la seule offre sérieuse sur ce créneau entre les feuilles extrémistes qui ont « la bave aux lèvres³⁶⁰ » et les publications anciennement conservatrices qui ont « glissé vers la gauche³⁶¹ ». Pour ces dernières, il cite en exemple le quotidien *Die Welt* du groupe Springer dont la réputation de conservatisme affirmé est pourtant incontestée. Notons que la *PAZ* fut dirigée sous le nom d'*Ostpreußenblatt* de 1967 à 1995 par une personnalité controversée. Il s'agit de Hugo Wellems, un temps employé au ministère de la propagande de Joseph Goebbels³⁶² et auteur de plusieurs ouvrages publiés aux éditions Arndt³⁶³. Celles-ci sont sous la surveillance des services de protection de la Constitution depuis de nombreuses années, qui les ont rangées dans la catégorie tendance extrême-droite, au chapitre média d'agitation³⁶⁴. Un des ouvrages de Wellems est intitulé : « *Eradiquer l'Allemagne* ». *Le XX^{ème} siècle à travers des citations révélatrices*³⁶⁵, réédité en 2003, il présente une masse de citations de dirigeants étrangers qui sont censées être l'illustration de la volonté des puissances étrangères (avant 1945) d'éradiquer l'Allemagne³⁶⁶. Un rédacteur en chef ne fait certes pas un journal à lui tout seul, mais le nombre d'années passées par Wellems à la tête de ce qui était alors l'*Ostpreußenblatt* ne laisse pas de doute quant au soutien que lui apportait la *Landsmannschaft Ostpreußen*, qui lui a, d'ailleurs, décerné sa plus haute décoration, le « *Preußenschild* », « blason de Prusse³⁶⁷ ».

³⁵⁷ Entretien avec l'auteur le 9 août 2006.

³⁵⁸ Définition du dictionnaire *Duden, Deutsches Universal Wörterbuch A-Z*, Dudenverlag, Mannheim, 1996, « *Wertkonservativ : bestimmte Werte, Wertvorstellungen bewahrend* ».

³⁵⁹ « *Bundesgeschäftsführer* », c'est-à-dire « directeur administratif fédéral », l'adjectif qualificatif indiquant qu'il s'occupe de l'échelon national de la *Landsmannschaft Ostpreußen* et non d'un groupe régional.

³⁶⁰ « *Schaum vor dem Mund* », entretien avec l'auteur le 9 août 2006.

³⁶¹ « *Nach links geruscht* », *ibid.*

³⁶² Un passé évoqué dans un article du *Deutschland Journal* à l'occasion de son décès : www.swg-hamburg.de/Deutschland_Journal/Abschied_von_Hugo_Wellems.pdf

³⁶³ Chez cet éditeur, on trouve justement une histoire de la Prusse, occidentale et orientale, *Lindenblatt, Bernhard, Preußenland/Geschichte Ost- und Westpreußens/1701-1945*, Arndt, Kiel, 2001, 446 p. Les dernières pages de cet ouvrage, tout en soulignant que des millions d'allemands furent expulsés de leur *Heimat* en 1945, affirme qu'on a très largement surévalué le nombre des victimes juives de la Seconde Guerre mondiale.

³⁶⁴ Rapport 2004 du « *Verfassungsschutz* » du Ministère de l'intérieur de RFA, voir www.verfassungsschutz.de/download/SHOW/vsbericht_2004.pdf, p. 116.

³⁶⁵ « *Deutschland ausradieren* ». *Das 20. Jahrhundert in entlarvenden Zitaten*.

³⁶⁶ Wellems, Hugo, Oltmann, Reinhard, « *Deutschland ausradieren* ». *Das 20. Jahrhundert in entlarvenden Zitaten*, Arndt, 2003, 286 p. Dans ce qui était alors l'*Ostpreußenblatt*, il n'était pas le seul de cette opinion puisque Peter Fischer, le 5 février 1994, dans un article intitulé « Bilanz : Ist Europa schon reif für Europa ?/EU-Länder lassen nicht von antideutschen Vorbehalt ab » (« Bilan : L'Europe est-elle mûre pour l'Europe ? / Les pays de l'UE s'accrochent à des préjugés anti-allemands »), pose lui aussi la question de l'« *Ausradieren Deutschlands* », l'« éradication de l'Allemagne » par cette Europe dont on doute qu'elle prenne en compte, « à l'avenir, les intérêts de notre peuple conformément à leur importance », « *künftig die Belange unseres Volkes bedeutungsgemäß* », in *Ostpreußenblatt*, 5 février 1994, p.1. Dans la même publication, le 22 janvier 1994, c'est Fritz Degenhart qui affirmait que le blocus britannique pendant la Première Guerre mondiale constituait un génocide, que cet aspect de l'histoire était encore un tabou de plus et qu'il n'était fait aucune place aux victimes allemandes de façon générale, alors que « toute la place » était occupée par les crimes allemands. En intertitre de cet article, le secrétaire de rédaction avait inséré la formule suivante : « *Deutsche Rasse vernichten* », « Exterminer la race allemande ». Degenhart, Fritz, « Ein verschwiegener Völkermord/Englands Hungerblockade - totaler Krieg schon 1914 », in *Ostpreußenblatt*, 22 janvier 1994, p. 24.

³⁶⁷ Voir *Landsmannschaft Ostpreußen e.V., 50 Jahre Landsmannschaft Ostpreußen 1948-1998*, p. 149 : « Hugo

Cette personnalité était, par ailleurs, le co-fondateur d'une société de *lobbying* politique, ou comme elle le dit elle-même d'influence « *im vorparlamentarischen Raum* », « dans l'espace pré-parlementaire³⁶⁸ », qui se nomme *Staats- und Wirtschaftspolitische Gesellschaft* (SWG³⁶⁹). Sise à Hambourg, tout comme la *Landsmannschaft Ostpreußen*, la Société d'économie politique et d'état est un relais des thèses de la nouvelle droite allemande et publie chaque année le *Deutschland Journal*. Son auto-représentation (à lire en page d'accueil de son site internet³⁷⁰) la définit comme une association d'utilité publique ayant pour but d'informer les citoyens sur les « *brisante Themen* », « sujets brûlants³⁷¹ ». Selon ses propres dires, elle n'a que faire du politiquement correct et des « *Mitläufer* », « conformistes³⁷² », tenants de l'opinion dominante, qui la stigmatisent en la classant à l'extrême-droite, et elle s'enorgueillit de sa proximité avec des associations et groupements comme le *Bund der Vertriebenen* et les *Landsmannschaften*. Les termes employés sont souvent les mêmes que ceux de l'autodéfinition de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*³⁷³. Il lui arrive d'ailleurs d'organiser des séminaires politiques avec le mouvement successeur de cette dernière, le *Bund Junges Ostpreußen*³⁷⁴.

Le responsable de la publication du *Deutschland Journal* est également président de la SWG. Il s'agit du Général en retraite Reinhard Uhle-Wettler, qui publie régulièrement dans la *PAZ*, et qui ne cache pas son respect pour David Irving (auteur anglais, révisionniste notoire), voire pour les thèses de ce dernier³⁷⁵. Les articles publiés dans ce *Journal* sont de la main de conservateurs patentés qui, pour un certain nombre, collaborent, eux aussi, à la *PAZ*. Ils se situent idéologiquement à la droite de la CDU/CSU : soit dedans, soit au-delà, sachant qu'il est toujours difficile de déterminer où se situe la limite. Erika Steinbach, par exemple, a rédigé une contribution pour l'édition de 1999 intitulée « *Opfer und Täter* », « Victimes et bourreaux³⁷⁶ ».

Wellems, der dem Ostpreußenblatt in nahezu drei Jahrzehnten kraftvollen Wirkens (1967-1995) seinen Stempel aufdrückte. » (« Hugo Wellems, qui, en presque trois décennies d'une activité vigoureuse, marqua l'*Ostpreußenblatt* de son sceau »).

³⁶⁸ www.swg-hamburg.de.

³⁶⁹ Sigle que nous utiliserons désormais pour la désigner.

³⁷⁰ www.swg-hamburg.de.

³⁷¹ *Ibid.*

³⁷² *Ibid.*

³⁷³ Voir dans cette même partie : I. A.

³⁷⁴ Par exemple en 2003 à Bad Pyrmont, séminaire auquel le Centre d'études Weikersheim (*Studienzentrum Weikersheim*), dont nous reparlerons plus loin, contribua également. Cette institution est un bastion du conservatisme politique et se présente comme une « *christlich-konservative Denkfabrik* », « fabrique de pensée chrétienne-conservatrice », www.studienzentrum-weikersheim.de/. S'agissant de la collaboration entre ce Centre et le *Bund Junges Ostpreußen*, voir Landtag von Baden-Württemberg, 13. Wahlperiode, Drucksache 13/3446 ; Antrag der Abg. Stephan Braun u. a. SPD und Stellungnahme des Innenministeriums ; « Zusammenarbeit des Studienzentrums Weikersheim mit Rechtsextremisten », 28/07/2004, 4 p. (Parlement régional de Bade-Wurtemberg, 13^{ème} législature, Imprimé 13/3446 ; requête des députés Stephan Braun entres autres SPD et position du Ministère de l'Intérieur ; « Collaboration du Centre d'études *Weikersheim* avec des extrémistes de droite ». Gilbert Casaus affirme que « depuis 1979, ce Centre a pour objectif de retenir dans le giron chrétien-démocrate tous ceux que séduiraient des thèses plus droitières. », Casaus, Gilbert, *La nouvelle droite allemande*, Editions Desjonquères, Paris, 2001, 219 p., ici p. 118.

³⁷⁵ Il a d'ailleurs publié un ouvrage de soutien à Irving : Uhle-Wettler, Reinhard (sous la direction de), *Wagnis Wahrheit: Historiker in Handschellen? Festschrift für David Irving*, Arndt, 1998, 286 p. Pierre Vidal-Naquet distingue différentes composantes du discours idéologique révisionniste : « nationalisme allemand, néo-nazisme, anticommunisme, antisionisme, antisémitisme. » S'agissant du général Uhle-Wettler, le premier ainsi que le troisième facteur (au moins) peuvent être mis en avant pour expliquer cette sympathie pour Irving. Voir Vidal-Naquet, Pierre, *Les assassins de la mémoire*, édition revue et augmentée, La Découverte, Paris, 2005, p. 34.

³⁷⁶ Steinbach, Erika, « Opfer und Täter », in *Deutschland Journal*, 1999 : www.swg-hamburg.de/Deutschland_Journal/Opfer_und_Tater.pdf

Il s'agit là, signalons-le, d'une des contributions les plus modérées de la publication. Les grands axes sont les suivants :

- les soldats allemands (de la *Wehrmacht*) comme les autres Européens se sont battus pour leur patrie, et non pas pour une idéologie,
- ils furent les « victimes de leurs gouvernements et jamais ne furent, globalement, les bourreaux³⁷⁷ »,
- « les réfugiés allemands de l'Est savent ce qu'ils doivent aux soldats de la *Wehrmacht*³⁷⁸ [...] » : d'avoir été protégés des exactions de l'Armée rouge,
- les véritables bourreaux allemands, ce sont « les nazis haut-placés³⁷⁹ »,
- celle qu'on appelle *Wehrmachtausstellung* (Exposition sur la *Wehrmacht*³⁸⁰) est en fait une *Anti-Wehrmachtausstellung*. Elle est a-scientifique ; elle consiste en une diffamation scandaleuse de toute une génération de soldats, celle qui a construit la RFA, c'est-à-dire l'Allemagne démocratique et prospère ; les procédés qui y sont employés ne sont pas différents de la « *Verhetzungsmethodik der Nazis* », des « méthodes de terreur des nazis³⁸¹ » ; on devrait commémorer à leur juste valeur les soldats de 1939-1945.
- « c'est en représentants de tous les Allemands que les réfugiés ont subi leur destin,
- c'est en représentants de tous les Allemands que les soldats de la *Wehrmacht* ont exposé et donné leur vie,
- c'est en représentants de tous que sont mortes les victimes des nuits de bombardements³⁸² »,
- « c'est par le biais de leur gouvernement que les Etats deviennent des bourreaux. Les habitants de ces Etats, eux, deviennent, pour la plupart, des victimes, par millions. Cela vaut également pour les Allemands³⁸³. »

S'agissant du rôle de la *Wehrmacht*, on observe la reprise d'une partie des termes du débat qui eut lieu lors de la célèbre querelle des historiens. Une controverse violente qui agita la société ouest-allemande, principalement en 1986 et 1987. Des historiens célèbres s'opposèrent

³⁷⁷ *Ibid.*, « sie alle waren Opfer ihrer Regierungen und nie pauschal die Täter ».

³⁷⁸ *Ibid.*, « die ostdeutschen Vertriebenen wissen, was sie den Soldaten der Wehrmacht [...] zu verdanken haben ».

³⁷⁹ *Ibid.*, « die NS-Größen ».

³⁸⁰ Voir *supra*, dans cette même partie, II.A.2. Sur cette question et les débats qu'elle provoqua on peut consulter l'article d'un grand spécialiste de la *Wehrmacht* : Bartov, Omer, « Review of *Die Wehrmachtausstellung* » H-German, H-Net Reviews, mars 1997. <http://www.h-net.msu.edu/reviews/showrev.cgi?path=438>. Voir également *Bielefelder Universitätszeitung* 09/2002, 27.02.2002, (BUZ-Online), « Wehrmachtausstellung im Bielefelder Historischen Museum eröffnet/Hans-Ulrich Wehler: Mit der Wehrmachtausstellung steht die deutsche Gesellschaft noch einmal auf dem Prüfstand », www.uni-bielefeld.de/buz-online/.

³⁸¹ Steinbach, Erika, « Opfer und Täter », in *Deutschland Journal*, 1999 : www.swg-hamburg.de/Deutschland_Journal/Opfer_und_Tater.pdf.

³⁸² *Ibid.*, « Die Vertriebenen haben ihr Schicksal stellvertretend für die anderen Deutschen erlitten. Die Soldaten der Wehrmacht haben stellvertretend für alle Deutschen ihr Leben eingesetzt und hingegeben.

Die Toten der Bombennächte sind stellvertretend für alle gestorben. »

³⁸³ *Ibid.*, « Staaten werden durch ihre Regierungen zu Tätern. Die Menschen aber in diesen Staaten werden zumeist millionenfache Opfer.

Das gilt auch für Deutsche ».

par presse interposée sur l'interprétation à donner au nazisme. Deux camps (à l'homogénéité toute relative) se formèrent :

- celui des historiens conservateurs, avec Ernst Nolte, personnalité à l'origine de la querelle de par ses thèses sur le judéocide comme « acte asiatique, reproduction du génocide de classe perpétré par les bolcheviques », mais aussi Michael Stürmer (alors conseiller du chancelier Kohl), Klaus Hildebrand, ou encore Andreas Hillgruber.
- celui des historiens de sensibilité sociale-démocrate, avec à leur tête le philosophe Jürgen Habermas, critique le plus connu des thèses des historiens conservateurs.

La personnalité de Hillgruber est la plus pertinente à étudier dans notre travail. Non seulement parce que cet historien est né en Prusse orientale et que sa famille en fut expulsée, mais surtout parce qu'il consacra une partie de ses recherches au rôle des soldats allemands dans sa région d'origine à la fin du second conflit mondial.

En 1986 Hillgruber défendait la thèse selon laquelle les soldats du front Est, dans les derniers mois de la guerre, avaient combattu non plus pour défendre l'hitlérisme mais pour sauver ce qui pouvait être sauvé de la présence allemande séculaire en Europe centrale et orientale, face à ce qu'il peignait comme les hordes déferlantes d'une Armée rouge prête à déchaîner des 'orgies de vengeance'. À la fin de 1944, donc, l'armée allemande serait passée du bon côté : celui de la défense des valeurs occidentales contre l'emprise communiste en Europe³⁸⁴.

On voit ici la parenté avec les propos d'Erika Steinbach³⁸⁵, qui va cependant plus loin que l'historien décédé en 1989 (A. Hillgruber). L'éditeur du *Spiegel* de l'époque avait alors qualifié ce dernier de « *konstitutioneller Nazi* », « nazi constitutionnel³⁸⁶ », illustration de la violence verbale des débats. Ce qui était reproché à Hillgruber était non seulement son appréciation considérée comme apologétique du rôle de la *Wehrmacht*, mais surtout d'avoir (supposément³⁸⁷) comparé la disparition des Allemands de l'Est de l'Europe avec l'extermination des juifs dans un ouvrage intitulé *Deux disparitions : la destruction du Reich allemand et la fin du judaïsme européen*³⁸⁸.

De manière générale, les arguments et affirmations développés dans l'article d'E. Steinbach sont semblables aux représentations qui dominaient dans l'Allemagne de l'après-

³⁸⁴ Husson, Edouard, *Comprendre Hitler et la Shoah/Les historiens de la République fédérale d'Allemagne et l'identité allemande depuis 1949*, Presses Universitaires de France, Paris, 2000, p. 239.

³⁸⁵ Dans l'article cité à la page précédente.

³⁸⁶ Augstein, Rudolf, « Die neue Auschwitz-Lüge », in *Der Spiegel*, 6 octobre 1986, p. 62-63.

³⁸⁷ En effet, l'historien s'est défendu d'avoir voulu opérer une telle comparaison et affirmait que les deux parties de cet ouvrage n'avaient pas été réunies par lui mais par son éditeur, Wolf Jobst Siedler.

³⁸⁸ Nous traduisons. Voir Hillgruber, Andreas, *Zweierlei Untergang : Die Zerschlagung des Deutschen Reiches und das Ende des europäischen Judentums*, Siedler, Munich, 1986, 110 p.

guerre. Comme l'indique Peter Reichel :

Répondue était l'opinion selon laquelle l'Allemagne avait été, pour ainsi dire, occupée de l'extérieur par le national-socialisme et sa population civile tout comme ses soldats manipulés et abusés par un dictateur surpuissant et une clique de criminels. Des porte-parole renommés des grands partis considéraient les Allemands comme étant eux-mêmes, en grande partie, les premières victimes du national-socialisme. Cette vision victimaire de soi fut encore renforcée par l'expérience douloureuse de la guerre et de l'immédiat après-guerre³⁸⁹.

Le philosophe Karl Jaspers dans sa célèbre réflexion sur la culpabilité allemande³⁹⁰ récusait certes l'idée de culpabilité collective en tant que telle³⁹¹. Pour autant, la culpabilité politique (l'un des quatre types de culpabilité qu'il expose³⁹²) telle qu'il la concevait, celle qui « réside dans les actes des hommes d'Etat et dans le fait que, citoyen d'un Etat, je dois assumer les conséquences des actes accomplis par cet Etat³⁹³ », frappe, par nature, tous ceux qui ne sont pas activement opposés au régime nazi, c'est-à-dire la très grande majorité du peuple allemand. Précisons que, si l'on suit Jaspers : « alors que la responsabilité métaphysique ne concerne pas seulement les Allemands, la responsabilité politique ne concerne qu'eux³⁹⁴ » et, en l'absence de résistance numériquement importante, elle les concerne quasiment tous, tous ceux qui étaient adultes à l'époque³⁹⁵. Il affirmait ainsi que « l'atmosphère de soumission [telle qu'observable en Allemagne entre 1933 et 1945] entraîne déjà une culpabilité collective³⁹⁶ ». C'est principalement ce point de la doctrine du philosophe que récusent les visions du second conflit mondial et de ses conséquences que l'on observe dans l'article de Mme Steinbach que nous avons présenté³⁹⁷ ; le contenu de cet article est tout à fait représentatif des positions de la droite la plus conservatrice outre-Rhin. Précisons tout de même, que, contrairement à certains autres auteurs de ce genre de publication, Mme Steinbach reconnaît que la domination nazie a créé un terrain favorable aux expulsions. Pour autant, celles-ci devraient, selon elle, être tout autant interprétées comme « la réalisation du [...] vieux rêve panslaviste d'un Est européen nettoyé des 'Germaines' jusqu'à la

³⁸⁹ « *Verbreitet war die Einstellung, dass Deutschland durch den Nationalsozialismus gleichsam von außen besetzt und seine Bevölkerung ebenso wie seine Soldaten durch einen übermächtigen Diktator und seine verbrecherische Clique manipuliert und missbraucht worden waren. Namhafte Sprecher der großen Volksparteien sahen die Deutschen zu einem Großteil selbst als erstes Opfer des Nationalsozialismus. Dieses Opfer selbstbild wurde durch die leidvolle Erfahrung des Krieges und der frühen Nachkriegszeit noch verstärkt.* » Reichel, Peter, *Vergangenheitsbewältigung in Deutschland/Die politisch/justitielle Auseinandersetzung mit der NS-Diktatur nach 1945*, Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 2003, p. 202.

³⁹⁰ Jaspers, Karl, *La Culpabilité allemande*, Paris, Minuit, 1990, 128 p.

³⁹¹ Il affirmait qu'il était « dénué de sens d'inculper d'un crime un peuple tout entier », de même qu'il était « dénué de sens d'accuser moralement un peuple tout entier », *ibid.*, p. 53-54.

³⁹² Les autres types sont la culpabilité criminelle, morale et métaphysique, *ibid.*, p. 46-47 en particulier ; le philosophe y présente non seulement les différentes formes de culpabilité, mais également qui elles concernent ainsi que les instances à même de juger les actes qui en relèvent ainsi que les auteurs de ces derniers.

³⁹³ *Ibid.*, p. 46. Il développe sa conception de ce type de culpabilité et de responsabilité p. 71-73.

³⁹⁴ Husson, Edouard, *Une culpabilité ordinaire/Hitler, les Allemands et la Shoah/Les enjeux de la controverse Goldhagen*, éditions François-Xavier de Guibert, Paris, 1997, p. 106.

³⁹⁵ Jaspers affirmait par ailleurs : « tout allemand, sans exception, a sa part de responsabilité politique », *op. cit.*, p. 82.

³⁹⁶ Jaspers, Karl, *op. cit.*, p. 87, il parlait également de « quelque chose qui ressemble à une culpabilité partagée », *ibid.*, p. 88.

³⁹⁷ Voir p. 93-94.

ligne Stettin-Trieste³⁹⁸ ». Il faut, par ailleurs signaler qu'elle ne passe pas sous silence le fait que la Pologne, en particulier, a beaucoup souffert du national-socialisme.

S'agissant de culpabilité criminelle en particulier et de culpabilité en général, les forces les plus conservatrices en Allemagne les restreignent à un nombre très réduit d'individus considérés comme totalement irrécupérables, les autres se voyant accorder l'absolution du fait de leur condition de subordonnés tenus d'obéir aux ordres. C'est là une des problématiques principales des procès d'après-guerre, notamment celui d'Adolf Eichmann³⁹⁹.

Les objectifs de cet argumentaire et les fondements de cette argumentation sont connus et ne présentent aucun caractère de nouveauté. On pourrait les résumer ainsi : « nous aussi, réfugiés en particulier et Allemands en général, nous sommes des victimes, ce sont les dirigeants nazis qui sont les bourreaux ». Le but est de disculper la génération qui a participé en masse au national-socialisme avant de contribuer à la construction de la RFA après-guerre et, dans le même temps, de sauver, récupérer les idées et les forces conservatrices, en premier lieu l'armée, qui ont permis (avec d'autres) à Hitler d'arriver au pouvoir (idées et forces dont E. Steinbach est une des héritières, au propre comme au figuré, puisqu'elle fait partie de la droite de la CDU et que son père était officier de la *Wehrmacht*, issu de la région de Francfort, mais affecté en Prusse occidentale⁴⁰⁰). Précisons un point extrêmement important et qui différencie la présidente du *Bund der Vertriebenen* de personnalités plus à droite encore, hors du champ politique constitutionnel : elle ne se borne pas à évoquer la souffrance des Allemands, elle proclame également « qu'avec les victimes des camps de concentration on a porté une grave atteinte, on a blessé l'honneur et la dignité de tous les Allemands⁴⁰¹ ». Toutefois son raisonnement, bien que dénué de tout négationnisme, n'est (paradoxalement) que le négatif, au sens photographique du terme, de celui contre lequel elle lutte ardemment et qui voudrait que tous les Allemands, sans beaucoup d'exceptions, soient des bourreaux ; il se résume à la formule suivante : les Allemands, bien loin d'être en bloc⁴⁰² des bourreaux, sont en bloc des victimes, à quelques exceptions près⁴⁰³. Enfin, Erika Steinbach a fait usage de son pouvoir et de son influence pour écarter du *Bund der Vertriebenen* des personnalités à la réputation troublée, révisionnistes parfois.

La vision de la Seconde Guerre mondiale que nous venons de présenter n'est pas différente de celle qui prévaut au sommet de la *Landsmannschaft Ostpreußen* et qui est relayée

³⁹⁸ « Die Verwirklichung des [...] alten Panslawistentraumes eines bis zur Linie Triest-Stettin von 'Germanen' gesäuberten europäischen Ostens. » Steinbach, Erika, « Opfer und Täter », in *Deutschland Journal*, 1999 : www.swg-hamburg.de/Deutschland_Journal/Opfer_und_Tater.pdf.

³⁹⁹ Voir Arendt, Hannah, *Eichmann à Jérusalem*, traduction d'Anne Guérin, révisée par Martine Leibovici, folio histoire, 2002, 519 p.

⁴⁰⁰ Voir Goedel, Denis, « Les débats autour du totalitarisme et du fascisme/Deux moments d'intégration politico-culturelle occidentale de la RFA », in *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, Tome 38, n° 4, octobre-décembre 2006, p. 595-607, plus précisément p. 597, citant Kühnl et Greiffenhagen (*Totalitarismus. Zur Problematik eines politischen Begriffs*, Munich, List, 1972) à propos des théories du totalitarisme : « leur tendance à vouloir disculper à tout prix les responsables de la montée du nazisme, à savoir la grande bourgeoisie. »

⁴⁰¹ « Mit den Opfern der Konzentrationslager sind Ehre und Würde aller Deutschen schwer beschädigt und verletzt worden. », Steinbach, Erika, « Opfer und Täter », in *Deutschland Journal*, 1999 : www.swg-hamburg.de/Deutschland_Journal/Opfer_und_Tater.pdf.

⁴⁰² Pauschal.

⁴⁰³ Une vision que l'on retrouve, appliquée à la *Wehrmacht*, une nouvelle fois dans le discours de Wilhelm von Gottberg lors du *Deutschlandtreffen* de la *Landsmannschaft Ostpreußen* de mai 2008.

constamment par la *PAZ*. S'agissant des événements historiques antérieurs, il semble également qu'on s'en tienne à des conceptions qui n'ont, certes, rien de néo-nazies⁴⁰⁴, mais qui sont marquées par le principe d'interprétation suivant : l'histoire est une continuité dans laquelle la survenue de la *Shoah* (en Allemagne le mot employé est *Holocaust*) ne constitue pas un changement paradigmatique. Sur ce point, les tenants de cette vision se meuvent donc sur un plan fondamentalement différent de celui de la majorité de leurs concitoyens et des représentations majoritaires courantes de l'histoire récente en Allemagne. Les réfugiés organisés, les Prussiens orientaux les premiers, voient l'histoire, avant tout, à travers le prisme de leur expérience⁴⁰⁵. Pour eux, leur destin tragique particulier ne débute pas avec l'expulsion en 1945, mais en 1919. C'est le *diktat* de Versailles qui est à l'origine de la Seconde Guerre mondiale. En conséquence, plus ou moins consciemment ou ouvertement, le second conflit mondial et ses conséquences ne sont considérés que comme le superlatif du premier⁴⁰⁶ : en 1919 la Prusse orientale est séparée du *Reich* par le corridor, en 1945 ses habitants (allemands) en sont chassés et elle est découpée en deux (en trois si l'on prend en compte le territoire de Memel qui, lui, avait déjà été annexé en 1923 par la Lituanie). Par ailleurs, l'Allemagne dans son ensemble avait déjà perdu un certain nombre de territoires en 1919, mais finalement peu d'Allemands (la Posnanie et le corridor étaient principalement peuplés de polonophones, le Schleswig du nord de Danois⁴⁰⁷). Après 1945 elle perdit un quart de son territoire, dont la population, très majoritairement allemande, fut expulsée violemment, et fut elle-même divisée en quatre zones d'occupation puis en deux Etats à souveraineté (plus ou moins) limitée. C'est ainsi qu'est lue la Seconde Guerre mondiale. La *Shoah* est considérée, quand elle l'est⁴⁰⁸, comme un événement certes tragique, mais pas assez exceptionnel au point de changer de façon radicale le regard à porter sur l'histoire.

Ajoutons tout de même, en guise de synthèse quant aux représentations de l'histoire véhiculées dans ces milieux et dans la *Landsmannschaft Ostpreußen* en particulier, que si la possibilité d'un certain rééquilibrage des représentations historiques concernant l'Allemagne et la Prusse, vers des conceptions moins strictement négatives ne doit pas être qualifiée, d'emblée, d'illégitime⁴⁰⁹, l'entreprise dans laquelle certains semblent engagés, notamment au sein de la

⁴⁰⁴ Dissocier le nationalisme allemand d'Hitler et non Hitler de ses crimes est d'ailleurs la stratégie que la nouvelle droite allemande adopta dès son apparition. Voir Staud, *op. cit.* p. 76.

⁴⁰⁵ On peut en voir, ou en entendre, des échantillons directement en lisant les publications de leurs cercles ou en étudiant les forums qui leur sont dédiés sur internet, par exemple : www.ostdeutsches-forum.net/default.htm

⁴⁰⁶ Une vision théorisée par Carl Schmitt, voir Cumin, David, « Impérialisme et droit international/Le point de vue de Carl Schmitt », www.stratisc.org, site de l'Institut de stratégie Comparée, ISC - Ecole pratique des Hautes Etudes/Sciences historiques et philologiques, p. 1. Schmitt met en parallèle « le système 'Weimar-Genève-Versailles' instauré après 1918-1919 » et le « système Bonn-Nuremberg-Potsdam établi après 1945-1949 ».

⁴⁰⁷ Bendick, Rainer, « *Wo liegen Deutschlands Grenzen ?* » in Rohlfes, Joachim, Schulze, Winfried, *Geschichte in Wissenschaft und Unterricht*, n° 1, 2000, Erhard Friedrich Verlag, p. 17-36.

⁴⁰⁸ En effet, la plupart du temps, elle est tue, peut-être est-ce, d'ailleurs, un moindre mal, car quand il en est question c'est souvent avec des comparaisons très problématiques. Voir dans cette même partie II. A. 2., la sous-partie consacrée aux discours du président de la *Landsmannschaft Ostpreußen*.

⁴⁰⁹ Certaines recherches récentes tout à fait sérieuses, sur la Prusse notamment, illustrent, d'ailleurs, l'intérêt potentiel de démarches de ce type. Citons par exemple celles du chercheur australien Christopher Clark, voir « Ein Bollwerk der Demokratie », entretien avec Doerry, Martin et Wiegrefe, Klaus, in *Spiegel Special Geschichte*, n° 3, 2007, p. 156-159. Précisons que la Prusse a été l'objet d'une forme avancée de réhabilitation des deux côtés du mur dans les années 1980. Les deux régimes tentaient d'en capter l'héritage dans ce qu'il avait de bénéfique pour chacun, voir Tournadre, Jean-François « La Prusse/Tentatives de réhabilitation idéologique d'un espace géopolitique » in *Hérodote/revue de géographie et de géopolitique* n° 28, janvier-mars 1983, La Découverte/Maspéro, Paris, p.

PAZ, ne vise pas à donner des éclairages nouveaux permettant de relativiser certaines vues et certains jugements peut-être trop entiers : l'objectif est manifestement situé bien au-delà, il s'agit d'une véritable réhabilitation d'un passé qui aurait été délibérément criminalisé. Faire en sorte que l'Allemagne ne soit pas malade de son histoire, ou qu'elle ne le soit pas outre mesure, voilà une tâche que l'on n'est pas, *a priori*, obligé de condamner : trouver un juste traitement de la place de la *Shoah* dans l'histoire allemande est une gageure bien difficile à relever ; la difficulté de déterminer la forme concrète à donner à la commémoration de cet événement vient s'ajouter aux difficultés philosophiques et morales qui s'y rattachent. Pour autant, les efforts de la *PAZ* semblent aller dans une direction contestable : celle d'une constante ré-orientation du traitement de l'histoire, toujours à décharge s'agissant de l'Allemagne, quasiment toujours à charge s'agissant de ceux qui furent ses ennemis à un moment ou à un autre de l'histoire, ainsi que celle d'un traitement du judéocide qui, *sotto voce*, remet en cause non seulement l'interprétation qu'on lui donne généralement mais, à l'occasion, une partie des faits mêmes⁴¹⁰. Soulignons toutefois que dans ses pages on ne trouve pas de contributions relevant du négationnisme. C'est plutôt une aspiration à la révision, plus ou moins visible mais constante, qui dirige la ligne éditoriale en matière historique.

À l'exception d'articles de circonstance ou relevant de l'activité strictement sociale de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, on peut mettre la ligne éditoriale générale de la *PAZ* sous un seul et même dénominateur commun : L'Allemagne, le peuple allemand⁴¹¹ est en danger. Cette mise en danger déclarée provient :

- de l'intérieur même de l'Allemagne ; elle est le fait de partis politiques et de médias inaptes, voire criminels, ainsi que d'une perte de valeurs.
- de l'extérieur : de cette Europe qui empêche l'Allemagne de se développer conformément à sa nature, de la pression migratoire qu'elle subit et qui remet son identité propre en question.

Il convient donc de :

- décriminaliser l'histoire allemande,

60-71. Voir également, à cet égard, Lachaise, Francis : *Histoire d'un Etat disparu : la République démocratique Allemande de 1945 à nos jours*, Ellipses, Paris, 2001, 160 p., particulièrement la page 99 : « Lothar Beier, dans son ouvrage *Un allemand né de la dernière guerre, essai à l'usage des Français* (Éditions Complexe, 1985) écrit que 'l'on a réussi en RDA à rejeter sur l'Ouest tous les vices de l'histoire allemande, à se fabriquer une continuité historique exempte de mauvaise conscience et à se réappropriier l'héritage prussien miraculeusement purifié des inconvénients qu'il pouvait présenter' ».

⁴¹⁰ Voir von Gottberg, Wilhelm, « ... und der Zukunft zugewandt », in *Ostpreußenblatt*, 6 janvier 2001, éditorial, p. 1-2, article dans lequel l'auteur et président de la *Landsmannschaft Ostpreußen* cite les propos de Mario Consoli tenus dans une revue italienne remettant en cause l'interprétation donnée de nos jours à l'Holocauste, ainsi que le nombre des victimes qu'il causa. Von Gottberg, à la fin de cette longue citation, précise qu'à ces propos, « il n'y a rien à ajouter », « *Dem ist nichts hinzufügen* ».

⁴¹¹ Les deux termes ayant tendance à fonctionner dans ses pages comme des synonymes.

- revenir aux vraies valeurs et vertus (prussiennes et nationales-allemandes) aussi bien dans le gouvernement du pays qu'au quotidien,
- mettre fin à l'afflux de populations étrangères jugées non-assimilables.
- reprendre en main l'éducation,
- reprendre son indépendance vis-à-vis de l'Union européenne (et de l'étranger en général).

Cette présentation est le fruit d'une analyse de plusieurs années de publication de la *PAZ*, entre le début des années 1990 et aujourd'hui. Les invariants de la ligne éditoriale ne sont naturellement pas toujours visibles dans chaque numéro, dans chaque article, immédiatement. C'est plutôt de grands courants de fond qu'il s'agit. Nous verrons qu'ils inscrivent la publication dans la « nouvelle droite », dans la mesure où, comme le dit Rainer Benthin :

S'agissant de la nouvelle droite, d'un point de vue idéologique, du contenu et des thématiques, presque tout tourne autour du primat de l'homogénéité nationale, d'un nationalisme chargé positivement, qui tente de préparer et de justifier un état-nation allemand fort. À cela se subordonnent largement d'autres thèmes, la critique de l'Europe, l'anti-multiculturalisme, 'l'ethnopluralisme', l'Etat fort fondé sur la domination d'élites restreintes, etc⁴¹².

Sur la forme, la publication a beaucoup évolué depuis 1990, puisque conformément à l'ambition de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, l'objectif est d'atteindre une population de plus en plus large et, ainsi, de rendre l'hebdomadaire, non seulement viable, mais profitable, au point que l'action de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, en RFA et en (ex-) Prusse orientale puisse continuer à être financée.

À la lecture de cette publication, ce qui frappe en tout premier lieu, c'est la place extrêmement importante qui y est accordée aux problèmes d'immigration. C'est moins vrai ces dernières années, depuis que l'*Ostpreußenblatt* est devenue *Preußische Allgemeine Zeitung* et que les thématiques abordées ont été notablement diversifiées, mais cela reste toujours frappant. Le propos stigmatise en permanence la pression migratoire à laquelle est exposée la RFA, de façon constante, depuis maintenant des années, alors que ses capacités d'intégration sont considérées comme depuis longtemps dépassées. L'Allemagne est ainsi réputée souffrir d'*Überfremdung*, de « sur-étrangérisation », un thème central de la rhétorique de la nouvelle droite. Heinz Gehle prédit même, en 1995, que si rien ne change, toute l'Allemagne finira par être « *überfremdet*⁴¹³ », « submergée par les étrangers ». Cette thématique, notamment dans sa

⁴¹² « *Ideologisch und inhaltlich-thematisch dreht sich bei der NEUEN RECHTEN fast alles um den Primat der nationalen Homogenität, einem positiv besetzten Nationalismus, der einen starken deutschen Nationalstaat vorzubereiten und zu begründen versucht. Dem ordnen sich die anderen Themen weitgehend unter; die Europakritik, der Anti-Multikulturalismus, der ‚Ethnopluralismus‘, der starke, auf die Herrschaft kleiner Eliten basierende Staat, etc.* » Benthin, Rainer, *Die Neue Rechte in Deutschland und ihr Einfluß auf den politischen Diskurs der Gegenwart*, Peter Lang, Francfort/Main, 1996, 158 p., ici p. 52.

⁴¹³ Gehle, Heinz, « Von inneren und äußeren Frieden », in *Ostpreußenblatt*, 4 mars 1995.

dimension « d'inassimilabilité » de certaines populations, revint en force en 2008 suite à la visite du premier ministre turc, M. Erdogan, à Cologne en 2008. Ce dernier affirma devant plusieurs milliers de ses compatriotes installés en Allemagne, que l'assimilation était le plus grand crime qui soit et qu'il était du devoir des Turcs vivant en Allemagne de préserver l'identité de leurs pères. Propos très bien accueillis par une partie importante de l'assistance, mais qui consternèrent la grande majorité des forces politiques du pays, Angela Merkel en tête. D'autant que la RFA a entamé, depuis une quinzaine d'années, une révision profonde de sa vision de l'identité nationale, notamment du fait de la nécessité d'intégrer les « *Gastarbeiter* », « travailleurs invités » qui ne sont, désormais, plus censés rentrer chez eux leur vie active terminée, mais dont l'avenir et celui de leurs enfants se trouvent bien, aujourd'hui, en Allemagne. Les propos de M. Erdogan furent, *a contrario*, pain béni pour les rédacteurs des publications les plus à droite : ils confirmaient leur conviction que les Turcs d'Allemagne ne sont pas assimilables, et quand bien même le seraient-ils, ne veulent pas s'intégrer. Notons le conflit usuel entre intégration et assimilation, réglé ici par l'impossibilité factuelle de l'une et de l'autre⁴¹⁴. L'« *Ausländerkriminalität* », « criminalité des étrangers » est également une thématique récurrente, omniprésente même, par phases.

Le second plan incontournable du journal qui, selon Wilhelm von Gottberg, est un des plans sur lesquels la *PAZ* fonde son succès, est la partie historique. Elle occupe une place importante et se trouve, semaine après semaine, toujours à la même place. Elle constitue un véritable pilier de la publication. Dans le cadre de sa mission fondamentale de réhabilitation de l'Allemagne, elle procède à une revue hebdomadaire de crimes qui ont été imputés à tort à l'Allemagne (ou à la Prusse) au fil du temps, ou, au contraire, à la révélation de ceux commis (selon ses rédacteurs) par les Alliés, notamment. On apprend ainsi, par exemple, que ce sont les partisans qui commirent les atrocités sur la population civile dans les pays occupés à l'Est par la *Wehrmacht*⁴¹⁵. On voit confirmer, car c'est un lieu commun dans ces milieux, que l'opération Barbarossa se justifiait pleinement et ne constituait qu'une action préventive, puisque Staline prévoyait déjà depuis longtemps d'envahir l'Allemagne⁴¹⁶. Plus étonnante, véritable surprise, même pour un lecteur compétent sur ces sujets, est l'affirmation qu'en 1934 le *Reich* et la République de Pologne avait entrepris de bannir la guerre pour toute éternité en concluant un accord de non agression⁴¹⁷. Dans cet article, on loue l'accord intervenu entre Hitler et Pilsudski et on regrette que le second soit mort et qu'ainsi l'influence britannique ait repris le dessus, ce qui, selon l'auteur, provoquera quelques années plus tard les exactions du « dimanche sanglant

⁴¹⁴ Voss, Klaus D. : « Die Lektion sitzt/Erdogan zieht die Grenze zwischen Türken und Deutschen », in *PAZ* n° 7, 2008, p. 1.

⁴¹⁵ Anonyme, « *Generationenbetrug* », courrier des lecteurs, in *Ostpreußenblatt*, 27 janvier 2001, p. 8.

⁴¹⁶ Mahlitz, Hans Jürgen, « Ende eines Antifa-Märchens/Schon lange vor der Machtergreifung Hitler plante Stalin den Krieg gegen Deutschland » (« Fin d'un rêve antifasciste/Bien avant l'arrivée au pouvoir d'Hitler, Staline prévoyait la guerre contre l'Allemagne »), in *PAZ* n° 18/2008, p. I.

⁴¹⁷ Schickel, Alfred, « Zeitgeschichte : Krieg für alle Zukunft ausschließen/Vor 60 Jahren schlossen das Deutsche Reich und die Republik Polen eine Nichtangriffsvereinbarung », « Histoire du temps présent : Bannir la guerre pour toute éternité/Il y a 60 ans le *Reich* allemand et la République de Pologne concluaient un pacte de non-agression », in *Ostpreußenblatt*, 29 janvier 1994, p. 5.

de Bromberg⁴¹⁸ » et, finalement, la guerre, dont le déclenchement incombe, cela est présenté comme évident, aux Polonais.

Etroitement liée à cette facette est la défense des soldats allemands dont la publication fait ouvertement sa mission : « À une époque où le soldat allemand de la *Wehrmacht* et de la *Bundeswehr* est exposé à de terribles diffamations, l'*Ostpreußenblatt* s'engagera sans compromis pour l'honneur des soldats allemands⁴¹⁹ », ce qui s'avère particulier dans le paysage éditorial outre-Rhin où le rapport à la chose militaire est problématique. Cette proclamation remonte à l'époque de l'exposition sur les crimes de la *Wehrmacht*⁴²⁰ qui provoqua une controverse longue et importante au milieu des années 1990⁴²¹. Cet engagement pour le soldat allemand est toujours de mise aujourd'hui, puisqu'en 2007 H.J. von Leesen s'élève contre l'acharnement dont est victime, selon lui, un ancien capitaine SS (Erich Priebke), poursuivi jusqu'en Argentine pour sa participation au massacre des fosses ardéatines en Italie en 1944, qui reste en prison « alors qu'on libère les terroristes d'extrême-gauche »⁴²². Enfin, la *Bundeswehr* est mise en avant, on réclame constamment que lui soient donnés les moyens financiers et spirituels de fonctionner et, en 2001, la *PAZ* s'élève contre les tentatives du gouvernement SPD-Verts de l'époque de dégermaniser la troupe par la violence. Cela fait référence à la consigne donnée à la *Bundeswehr* d'apurer son rapport à certains de ses fondateurs dont le rôle dans la *Wehrmacht* portait à caution et à la demande faite à la publication de l'Armée *Soldat im Volk* (« Soldat au sein du peuple ») d'opérer un « *Gesinnungswandel* », « changement dans sa ligne », c'est-à-dire de se recentrer un peu. Pour l'auteur de l'article, cette exigence est scandaleuse⁴²³. Précisons que tout ceci faisait suite à une série de questions au gouvernement sur ces sujets. Précisons également que, si l'Allemagne ne parle pas volontiers de son armée, l'organe de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, lui, en parle beaucoup et voudrait que lui soient accordés une place et un prestige qu'elle a perdus depuis que la Prusse n'existe plus et que les *Panzer* de la *Wehrmacht* ont roulé sur la plus grande partie de l'Europe.

À en croire les articles de l'hebdomadaire, l'histoire en général, telle qu'on la présente aux Allemands, n'est qu'un vaste mensonge, fruit de la volonté de rééducation et de criminalisation pour toute éternité de l'Allemagne vaincue par les Alliés. Helmut Kamphausen affirme, en

⁴¹⁸ « *Bromberger Blutsonntag* », émeutes ethniques qui firent un certain nombre de victimes, avant tout allemandes, dans cette ville, prussienne jusqu'en 1918. S'agissant des territoires prussiens devenus polonais après la Première Guerre mondiale, voir Serrier, Thomas, *Entre Allemagne et Pologne, Nations et identités frontalières, 1848-1914*, Belin, Paris, 2002, 351 p.

⁴¹⁹ « *In einer Zeit, da der deutsche Soldat der Wehrmacht und auch der Bundeswehr schlimmen Diffamierungen ausgesetzt ist, wird das Ostpreußenblatt kompromißlos für die Ehre des deutschen Soldatentums eintreten*, von Gottberg, Wilhelm, « Die Freiheit der Presse sichern », », in *Ostpreußenblatt*, 15 avril 1995, p. 3.

⁴²⁰ Sur la *Wehrmacht* et son action, voir Bartov, Omer, *L'armée d'Hitler*, Hachettes Littératures, 1999, 317 p.

⁴²¹ Voir *supra*, dans cette même partie, nos commentaires sur l'article qu'Erika Steinbach consacra, en partie, à ce sujet.

⁴²² Von Leesen, H.J., « Keine Gnade für Erich Priebke/Während Terroristen freikommen, sitzt der Soldat weiter », in *PAZ*, 17 mars 2007, « Pas de grâce pour Erich Priebke/Alors que les terroristes sont libérés, le soldat reste emprisonné ».

⁴²³ Arp, Jochen, « Bundeswehr : der Abschied vom Vaterland/Die Truppe wird deutscher Tradition und Identität gezielt und brachial entfremdet » (« *Bundeswehr* : adieu à la patrie/On ampute la troupe délibérément et de façon barbare de la tradition et de l'identité allemande », in *Ostpreußenblatt*, 31 mars 2001, p. 24.

1994, que « depuis, 49 années sont passées, et les générations d'après-guerre ne sont toujours pas prêtes à accepter que la Seconde Guerre mondiale n'était en aucun cas une intervention d'ordre moral d'inspiration occidentale contre Hitler, mais une confrontation avec l'Allemagne pour des positions de pouvoir⁴²⁴ ». Cette citation est symptomatique de la vision relayée par l'organe de la *Landsmannschaft Ostpreußen* qui veut que l'Allemagne de 1933 à 1945 ait été un Etat tout comme un autre, comme si chaque semaine passée par Hitler au pouvoir n'avait pas eu pour corollaire l'accroissement du nombre de victimes des camps de concentration. Dans la même ligne, pour tout abonnement, les lecteurs se voyaient promettre, en 1997, l'ouvrage d'Hugo Wellems, l'ancien rédacteur en chef, *Le siècle du mensonge*⁴²⁵, promesse accompagnée du commentaire suivant : « suivant la volonté de rééducation, l'Allemagne doit, pour tous les temps, être stigmatisée comme une éternelle nation de criminels⁴²⁶ ». Ce destin et cette mise sous tutelle sont réservés aux Allemands et ne frappent pas les Français, par exemple, qui « maintiennent sans entrave l'héritage de leur histoire et de leur culture⁴²⁷ », ces lignes étant illustrées par une photo, accompagnée du commentaire suivant : « *Franzosen am Grab von Marshall Pétain* », « Des Français sur la tombe du Maréchal Pétain⁴²⁸ ». Cette vision particulière des usages commémoratifs dans notre pays illustre quelles amitiés et/ou affinités les rédacteurs de l'organe de la *Landsmannschaft Ostpreußen* entretiennent de l'autre côté du Rhin. À l'occasion, les pages historiques proposent des articles très étonnants, par exemple une contribution sur la *UFA*, compagnie cinématographique berlinoise, devenue compagnie officielle du *Reich* en 1933. L'auteur y affirme que le « Dr. Goebbels, responsable du cinéma à partir de ce moment là, exigea la primauté de l'art dans toutes les représentations à l'écran⁴²⁹. »

Les rédacteurs de la *PAZ* sont naturellement conscients de l'originalité de leur vision de l'histoire, ainsi n'hésitent-ils pas à relayer l'idée voulant que ceux qui donnent le ton dans les médias et la politique sont plus ignorants que n'importe quelle génération depuis 1850, et que la génération actuelle ne comprend rien aux quarante-cinq premières années du XX^{ème} siècle, « mais croit savoir exactement comment tous ceux qui vivaient à l'époque auraient dû agir⁴³⁰ ». Une défense de cette génération qui se compromet largement par son adhésion, voire

⁴²⁴ « *Es sind seither 49 Jahre vergangen, und immer noch sind die Nachkriegsgenerationen nicht bereit zu akzeptieren; daß der zweite Weltkrieg keinesfalls eine moralische Intervention der Demokraten westlicher Prägung gegen Hitler war, sondern eine Auseinandersetzung um machtpolitische Positionen mit Deutschland.* » Kamphausen, Helmut, « Zeitgeschichte : ... 'sie wissen nicht was sie tun'/Militärgeschichtliches Forschungsamt bezweifelt mit dünnen Argumenten Bombenopfer von Dresden. », in *Ostpreußenblatt*, 2 avril 1994.

⁴²⁵ Wellems, Hugo, *Das Jahrhundert der Lüge/Von der Reichsgründung bis Potsdam 1871-1945*, Arndt, Kiel, 1989, 255 p.

⁴²⁶ « *Nach dem Willen der Umerziehung soll Deutschland für alle Zeit als ewige Verbrechernational gebrandmarkt werden* », in *Ostpreußenblatt*, 30 avril 1994, p. 17.

⁴²⁷ « *Halten das Erbe ihrer Geschichte und Kultur uneingeschränkt hoch* », Von Leesen, Hans Joachim, « Kultur vor 'Gleichschaltung' schützen/Paris versucht den alles überwuchernden, anglo-amerikanischen Kulturimperialismus' einzudämmen », in *Ostpreußenblatt*, 12 mars 1994, p. 5.

⁴²⁸ *Ibid.*

⁴²⁹ Anonyme, « Achtung Aufnahme », in *Ostpreußenblatt*, 18 février 1995, p. 24 : « *Dr. Goebbels, fortan für den Film verantwortlich, forderte das Primat der Kunst in allen Leinwanddarstellungen.* »

⁴³⁰ « *Glaubt aber ganz genau zu wissen, wie alle anderen, die damals lebten, hätten handeln sollen.* » Ruoff, Manuel, « Preußen – eine Idee, die lebendig bleibt » (« La Prusse - une idée qui reste vivante »), in *Ostpreußenblatt*, 10 février 2001.

son soutien actif, au régime hitlérien, mais dont il conviendrait, selon eux, de défendre les élites (tout particulièrement compromises). Ces élites à propos desquelles Hans Helmut Knütter affirme, qu'entre 1945 et 1947, le SPD et le KPD (Parti communiste allemand de l'époque, interdit par la suite en RFA), « comme le SPD et le PDS aujourd'hui⁴³¹ » voulaient faire de la dénazification une « *künstliche Revolution* », « révolution artificielle⁴³² », l'objet n'étant pas de démanteler le national-socialisme, mais de mener « une politique anti-bourgeoise, par laquelle les 'anciennes' élites prétendument coupables devaient être dépossédées du pouvoir du point de vue économique, social et politique au profit de la domination socialiste⁴³³ ».

Les médias de masse, en général, sont l'objet d'attaques résolues et régulières. Face à eux, inféodés aux « *Etablierten* », à « l'*establishment* », il faudrait pérenniser et sécuriser la liberté de la presse, qui est considérée comme menacée. Une position renforcée après que la *Junge Freiheit* (JF en abrégé), hebdomadaire de la droite de la droite (voir *infra* dans cette même partie), ait été mise officiellement sous surveillance par le service de protection de la Constitution de Rhénanie du Nord-Westphalie, un scandale selon Hans Heckel, pour qui on ignore « le fait que la JF se situe, certes, à droite du centre politique, mais qu'elle est, malgré tout, bien enracinée dans le champ démocratique⁴³⁴ ». On le verra plus loin, les opinions divergent quant à l'appartenance de cet hebdomadaire à l'extrême-droite, beaucoup la percevant plutôt comme un média de la zone grise entre le radicalisme de droite et le champ démocratique⁴³⁵. Dans la presse outre-Rhin, telle qu'elle est perçue par la *Landsmannschaft Ostpreußen*, il revient à son organe, en particulier, d'œuvrer pour « la préservation de la paix et du droit, le rayonnement des vertus prussiennes, le caractère libre et démocratique du fonctionnement de l'Allemagne, [qui] furent et sont les lignes directrices des pages politiques de l'*Ostpreußenblatt*⁴³⁶. » Une autre des missions de la presse consciente de ses responsabilités est de « mettre en harmonie les libertés acquises et l'identité nationale et, ainsi, de lier démocratie et Etat national⁴³⁷. » On le voit, dans ces deux dernières citations, de la plume même de Wilhelm von Gottberg, il est à chaque fois question de démocratie, et d'une démocratie garante de certaines libertés, un modèle qui n'est pas partagé par toute la tendance politique à laquelle appartient l'organe de la *Landsmannschaft Ostpreußen*. Rappelons ici, une fois encore, que la *Landsmannschaft Ostpreußen* se dit depuis toujours fermement attachée à la Constitution. Un attachement qui ne vaut donc pas forcément pour tous ceux qui y apportent leur contribution. C'est dans cette mesure également qu'on peut

⁴³¹ « *Wie SPD und PDS heute* », Knütter, Hans Helmut, « Opportunischer Griff zur Faschismuskeule », in *Ostpreußenblatt*, 27 janvier, 2001, p. 3.

⁴³² *Ibid.*

⁴³³ « *Eine antibürgerliche Politik, mit der die angeblich schuldigen 'alten' Eliten zugunsten der sozialistischen Herrschaft ökonomisch sozial und politisch entmachtet werden sollten.* » *Ibid.*

⁴³⁴ « [Dies alles ungeachtet] der Tatsache, daß die JF zwar recht der politischen Mitte, aber dennoch fest im demokratischen Lager, verwurzelt ist. » Heckel, Hans, « Wer jetzt schweigt.../Skandal : Staatsschutz überwacht 'Junge Freiheit' », in *Ostpreußenblatt*, 18 mars 1995.

⁴³⁵ Gessenharter, Wolfgang, Pfeiffer, Thomas (sous la direction de), *Die Neue Rechte - eine Gefahr für die Demokratie?* VS Verlag für Sozialwissenschaften, Wiesbaden 2004, p. 230.

⁴³⁶ « *Die Wahrung des Friedens und des Rechts, die Bedeutung der preußischen Tugenden, die freiheitlich-demokratische Grundordnung waren und sind die Leitlinien für den politischen Teil des Ostpreußenblattes* », von Gottberg, Wilhelm, « Die Freiheit der Presse sichern », in *Ostpreußenblatt*, 15 avril 1995, p. 3.

⁴³⁷ *Ibid.*, « *freiheitliche Errungenschaften und nationale Identität im Einklang zu bringen und damit Demokratie und Nationalstaat zu verbinden.* »

parler, à propos du rôle joué par la *Landsmannschaft Ostpreußen* et son organe de presse, de fonction de charnière entre le champ démocratique et ceux qui se trouvent plus à droite sans y appartenir⁴³⁸.

Parmi les organes « établis » ou leaders d'opinion, on compte d'une part les grands médias, mais également les grands partis. Dans la vision relayée par la *PAZ*, il n'y a pas de différence entre les uns et les autres⁴³⁹. Dans un article intitulé « Bonn n'est pas Weimar – ou bien si ? - La démocratie en marche arrière⁴⁴⁰ », les partis représentés au *Bundestag* sont présentés comme « les partis monopolistiques sans lien avec le peuple⁴⁴¹ ». Les arguments utilisés trouvent un écho dans la rhétorique de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* qui sera abordée plus loin. Ils consistent en une critique systématique des élites actuelles et en une assimilation, *sotto voce*, de la RFA avec la République de Weimar, comparaison motivant des appels aux grands auteurs de la « révolution conservatrice⁴⁴² » de l'entre-deux-guerres. S'adressant à sa clientèle particulière, la publication affirme qu'elle n'est en rien représentée par les partis présents au *Bundestag*⁴⁴³. Plus généralement, ce sont les intérêts allemands même qui ne sont pas représentés par le gouvernement, même quand celui-ci est dans la main des conservateurs⁴⁴⁴. La politique allemande est décrite comme désorientée de toute façon, situation qui ne pourra s'améliorer avec « le comportement du cartel des partis⁴⁴⁵ ».

La conséquence logique est qu'il faut développer une presse réellement indépendante et non soumise au *diktat* du politiquement correct, mais également soutenir toute alternative politique ayant le conservatisme pour fondement. Ainsi et malgré toute l'admiration qui peut lui être portée dans ces milieux, la déclaration de Franz-Josef Strauß (ministre-président historique

⁴³⁸ Voir Pfahl-Traugher, Armin, « Die 'Umwertung der Werte' als Bestandteil einer Strategie der 'Kulturrevolution' », in Gessenharter, Wolfgang, Pfeiffer, Thomas (sous la direction de), *Die Neue Rechte - eine Gefahr für die Demokratie?* VS Verlag für Sozialwissenschaften, Wiesbaden 2004, p. 73-94, et plus particulièrement « Die politische Absicht einer Deligitimation des demokratischen Verfassungsstaates » (« Le dessein politique de délégitimation de l'Etat démocratique constitutionnel »), p. 81-83.

⁴³⁹ Voir à ce propos : Von Leesen, H. J., « Deutsche Tragödien : 'Ist es möglich'/'Der Krebsgang' – Seelenschau eines zerrissenen Volkes », in *Ostpreußenblatt*, 6 avril 2002, voir également « l'éloge funèbre » réservé à la Comtesse Marion Dönhoff, originaire de Prusse orientale, longtemps rédactrice en chef de l'hebdomadaire (plutôt libéral, de centre gauche) *die Zeit*, qui s'engagea en faveur de l'*Ostpolitik* du chancelier Willy Brandt, von Gottberg, Wilhelm, « Mit der kühlen Distanz einer Intellektuellen/Anmerkung zum Tode der 'Zeit'-Herausgeberin Marion Gräfin Dönhoff » (« Avec la froide distance d'une intellectuelle/Réflexions suite au décès de la rédactrice en chef du *Zeit*, la comtesse Marion Dönhoff »), in *Ostpreußenblatt*, 23 mars 2002.

⁴⁴⁰ Thüne Wolfgang, « Bonn ist nicht Weimar – oder doch ? – Demokratie im Rückwärtsgang », in *Ostpreußenblatt*, 11 juin 1994, p. 32.

⁴⁴¹ *Ibid.* : « Die Monopolparteien ohne Bindung an das Volk ».

⁴⁴² « Die konservative Revolution », s'agissant des forces antidémocratiques pendant la République de Weimar et de la révolution conservatrice ainsi que de leurs prolongements en RFA, voir Sontheimer, Kurt, « Die Kontinuität antidemokratischen Denkens/Von der Weimarer Republik zur Bundesrepublik », p. 19-29, in Gessenharter, Wolfgang, Pfeiffer, Thomas (sous la direction de), *Die Neue Rechte - eine Gefahr für die Demokratie?* VS Verlag für Sozialwissenschaften, Wiesbaden 2004, 248 p.

⁴⁴³ Voir par exemple, in *Ostpreußenblatt*, 23 novembre 1996, p. 24, la citation en ce sens de Wilhelm von Gottberg, précisant « que les Réfugiés ne peuvent plus compter, s'agissant de leurs revendications légitimes, sur le soutien du monde politique et des groupes sociétaux pertinents », « daß die Vertriebenen nicht mehr mit der Unterstützung ihrer berechtigten Anliegen durch die Politik und die gesellschaftlich relevanten Gruppen rechnen können ».

⁴⁴⁴ Fischer, Peter, « Aus für nationale Außenpolitik ?/Klaus Kinkel will offenbar auf deutsche Interessen verzichten » (« Fin de la politique étrangère nationale ? / Klaus Kinkel veut manifestement renoncer aux intérêts de l'Allemagne »), in *Ostpreußenblatt*, 8 avril, 1995.

⁴⁴⁵ « Das Verhalten des Parteienkartells », l'expression est employée par Knütter, Hans Helmut, « Opportunistischer Griff zur Faschismuskule », in *Ostpreußenblatt*, 27 janvier, 2001, p. 3.

de Bavière et chef pendant plusieurs décennies des chrétiens-sociaux bavarois) voulant « qu'à la droite de la CDU (et de la CSU), il ne puisse y avoir de parti démocratique⁴⁴⁶ » est considérée comme prononcée « en un moment moins éclairé⁴⁴⁷ ». Hans Helmut Knütter conteste cette affirmation et rappelle que « de 1949 à 1961, deux partis de ce type existaient bien⁴⁴⁸ », le DP et le BHE (*Deutsche Partei* et *Bund der Heimatvertriebenen und Entrechteten*⁴⁴⁹) et que « dans la pratique politique et de par les membres qui les constituaient, ils se positionnaient bien plus à droite qu'aujourd'hui les 'Republikaner'⁴⁵⁰ » et pourtant la CDU faisait alliance avec eux. Il ajoute enfin que « c'est pour cette raison que les 'Republikaner' sont apparus, fondés avant tout par d'anciens adhérents patriotes déçus de la CDU/CSU⁴⁵¹ » : parce qu'il n'y avait pas d'offre politique à la droite de l'Union. Rappelons qu'en effet ce parti fut fondé par deux membres de la CSU en rupture de ban qui ne trouvaient pas leur parti suffisamment à droite. Sachant bien que celui-ci était l'offre la plus conservatrice qui soit dans le champ politique constitutionnel de RFA, ils en fondèrent un nouveau⁴⁵². Ces « déçus de l'Union », Gilbert Casasus en dresse une liste éclairante, il s'agit des « adhérents des quatre tendances de la C.D.U./C.S.U. [que la nouvelle droite⁴⁵³ considère, ou qui se sentent] laissées pour compte. D'abord les chrétiens pratiquants, révoltés par les attaques contre l'Eglise et par la libéralisation de l'avortement. Puis les 'nationaux', à la pointe de la défense du pays contre toute intrusion étrangère, notamment européenne, et du combat contre la société multiculturelle. Ensuite les anticommunistes virulents, mécontents de la manière dont l'Allemagne s'accommode de la présence du P.D.S. au *Bundestag*. Enfin les néo-libéraux, partisans d'un système économique sans la moindre intervention de l'Etat⁴⁵⁴. » Autrement dit, tous ceux (avec les réfugiés de Prusse orientale), nous le verrons, à qui la *PAZ* s'adressent en priorité.

Le parti des *Republikaner* avait le vent en poupe au début des années 1990, époque à laquelle la question nationale revint en force en RFA, pour la simple raison que les uns et les autres avaient dû se positionner quant à la réunification : en voulait-on ? et si oui, pour quand ? Le consensus postnational, plusieurs fois évoqué ici, consensus qui caractérisait la RFA des années 1980, volait en éclat et la conception parallèlement toujours existante de « deux Etats, une nation » devint également obsolète. La RFA était désormais à la fois une nation et un Etat. La sympathie portée par la publication de la *Landsmannschaft Ostpreußen* aux *Republikaner*

⁴⁴⁶ *Ibid.* : « Rechts von der CDU (und CSU) dürfe es keine demokratische Partei geben. »

⁴⁴⁷ *Ibid.* : « In einem weniger erleuchteten Augenblick ».

⁴⁴⁸ *Ibid.* : « Es hat doch 1949 bis 1961 zwei derartige Parteien gegeben ».

⁴⁴⁹ « Parti allemand » et « Fédération des expulsés de la *Heimat* et des dépossédés ».

⁴⁵⁰ « Beide standen in politischer Praxis und personeller Zusammensetzung erheblich weiter rechts als heute die 'Republikaner' », Knütter, Hans Helmut, « Opportunistischer Griff zur Faschismuskeule », in *Ostpreußenblatt*, 27 janvier, 2001, p. 3.

⁴⁵¹ *Ibid.* : « Aus diesem Grunde sind ja die Republikaner entstanden, als Gründung vor allem von enttäuschten patriotischen ehemaligen CDU/CSU Anhängern. »

⁴⁵² Il existait bien des partis plus à droite dans l'absolu (voir *infra*, partie sur la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*), par exemple le *Nationaldemokratische Partei Deutschlands* (NPD) ou la *Deutsche Volksunion* (DVU), mais ceux-ci ne s'inscrivent pas dans le cadre de la Constitution, contrairement aux préceptes que se sont donnés les *Republikaner*. Voir Wahl, Alfred, *Les forces politiques en Allemagne/XIX^e-XX^e siècle*, Armand Colin, Paris, 1999, p. 316.

⁴⁵³ Voir *infra* dans cette sous-partie la présentation de ce courant politique.

⁴⁵⁴ Casasus, Gilbert, *La nouvelle droite allemande*, Editions Desjonquères, Paris, 2001, p. 101.

est patente, même si les marques directes et parfaitement explicites de soutien ne sont pas nombreuses⁴⁵⁵. Cette sympathie s'explique par le fait que pour les deux entités « la criminalité, l'immigration, l'opposition à l'Europe de Maastricht, le droit d'asile surtout constituent [une partie de] leurs principaux thèmes⁴⁵⁶. » On ne remarque plus aujourd'hui dans la *PAZ* de soutiens ouverts à ce parti pour la simple raison qu'il a perdu toute signification dans le paysage politique actuel. Une donnée que son ancien président et fondateur, Franz Schönhuber, avait bien comprise, puisqu'il quitta le parti et s'afficha alors avec les plus hauts responsables de la DVU puis du NPD, comme ce fut le cas à Dresde en 2005, lors des commémorations du grand bombardement de 1945, quelques mois avant sa mort⁴⁵⁷. En 1994, Hans Heckel, réagissant aux attaques que le parti avait connues suite à l'incendie criminel d'une synagogue à Lübeck, affirmait que celui-ci, contrairement à la réputation qu'on s'efforçait en permanence de lui faire, était un parti parfaitement démocratique se réclamant de la « *Freiheitlich-demokratische Grundordnung* », du « modèle démocratique fondé sur les libertés⁴⁵⁸ ». Cette opinion n'est pas, c'est le moins qu'on puisse dire, majoritairement partagée en Allemagne et elle ne l'a jamais été. Notons toutefois que, lorsque le gouvernement répond à des questions au *Bundestag* concernant les partis d'extrême-droite, il est toujours question des *Republikaner*, mais avec la restriction suivante : contrairement aux autres partis radicaux de droite, celui-là ne s'oppose pas ouvertement à la Constitution⁴⁵⁹. Au contraire, sur le plan du discours au moins, il s'en réclame tout comme la *Landsmannschaft Ostpreußen* l'a toujours fait. Il est intéressant de préciser que c'est dans le cadre de la surveillance effectuée sur ce parti par le service de protection de la Constitution de Rhénanie du Nord-Westphalie, que ce dernier a été amené à s'intéresser à la *Junge Freiheit*⁴⁶⁰.

En dehors des *Republikaner*, dont l'heure de gloire est passée, la *PAZ*, soutient toute alternative apparaissant à la droite de l'Union, tant qu'elle ne s'oppose pas ouvertement à la Constitution. En cela, elle peut donc être considérée comme un des instruments de la nouvelle

⁴⁵⁵ Citons ici le soutien à ce parti exprimé par Hans Heckel ou Klaus Kunze en avril 1994. Heckel, Hans, « Demokratie: Wer nur mit einem Flügel schlägt/Politisches Gleichgewicht - Basis unserer Grundordnung », « Démocratie : qui ne bat que d'une aile/Equilibre politique - Fondement de notre système », in *Ostpreußenblatt*, 16 avril 1994, ainsi que Kunze, Klaus, « Die unendliche Geschichte einer Stiftung », « L'histoire sans fin d'une fondation », in *Ostpreußenblatt*, 9 avril 1994, p. 4. Voir également : Heckel, Hans, « Urteil : 'Partei der Republikaner nicht verfassungsfeindlich'/ Bundesverwaltungsgericht weist Disziplinarverfahren gegen zwei Soldaten in letzter Instanz zurück », « Jugement : 'le parti les Républicains pas contraire à la Constitution'/La Cour administrative fédérale annule la procédure disciplinaire contre deux soldats en dernière instance », in *Ostpreußenblatt*, 2 février 2002.

⁴⁵⁶ Casaus, Gilbert, *La nouvelle droite allemande*, Editions Desjonquères, Paris, 2001, p. 69.

⁴⁵⁷ Voir *infra*, dans cette même partie, la sous-partie consacrée à la *Junge Landmannschaft Ostpreußen*, II. B. 2. a. ; voir également Finger, Evelyn, « Die Rosenkavalier/In Dresden gaben sich die Brandstifter der NPD als Biedermänner. Damit verwischen sie gezielt die Grenze zwischen Trauer und Revanchismus », « Les chaevaliers à la rose/À Dresde les incendiaires du NPD font les hommes tranquilles. Ainsi ils rendent floue à dessein la limite entre deuil et 'revanchisme' », in *Die Zeit*, n° 8, 2005.

⁴⁵⁸ Heckel, Hans, « Demokratie : Wer nur mit einem Flügel schlägt/Politisches Gleichgewicht - Basis unserer Grundordnung », in *Ostpreußenblatt*, 16 avril 1994.

⁴⁵⁹ Voir par exemple, Deutscher Bundestag, Drucksache 16/4675, 16. Wahlperiode, 14. 03. 2007, « Antwort der Bundesregierung auf die Große Anfrage der Abgeordneten Ulla Jelpke, Petra Pau, Sevim Dagdelen, weiterer Abgeordneter und der Fraktion DIE LINKE, 'Entwicklung der extremen Rechten und die Maßnahmen der Bundesregierung' » (« évolution des droites extrêmes et les mesures du gouvernement fédéral »), p. 4.

⁴⁶⁰ Voir Puttkamer, Michael, « 'Jedes Abo eine konservative Revolution'/Strategie und Leitlinien der 'Jungen Freiheit' », in Gessenharter, Wolfgang, Pfeiffer, Thomas (sous la direction de), *Die Neue Rechte - eine Gefahr für die Demokratie?* VS Verlag für Sozialwissenschaften, Wiesbaden 2004, p. 211.

droite allemande, ce courant politique, « réseau aux contours mal définis [...] [qui] regroupe à la fois un ensemble politique et un mouvement intellectuel⁴⁶¹ » et qui fut particulièrement actif dans les années 1990. Il visait à repositionner la droite sur l'échiquier politique constitutionnel allemand. En effet, depuis le second conflit mondial les conservateurs, principal mouvement de ce côté du spectre politique, ne s'en réclamaient plus et le terme *die Rechten* (ceux de droite) qui s'opposait traditionnellement à *die Linken* (ceux de gauche) désignait l'extrême droite et non la droite classique. Pour autant, cette nouvelle droite ne défend pas de simples idées de droite, mais professe des convictions très éloignées de celles du centre. Il ne s'agit pas d'un parti déterminé mais d'une mouvance que Gilbert Casarus, spécialiste français de la question, définit ainsi : « la nouvelle droite allemande doit être considérée [...] comme un mouvement politique et intellectuel, philosophiquement imprégné par une pensée autoritaire, hégémonique et ethnopluraliste issue, notamment, de la 'révolution conservatrice' de Weimar, et qui, conscient d'une perméabilité même partielle, mais réciproque de leur corps doctrinal, sert de passeur entre l'extrême droite et la droite conservatrice ; après avoir dénigré le système constitutionnel de la République fédérale, elle a pour but principal d'établir un modèle de société nationaliste, xénophobe, anti-européen et fondamentalement opposé à toute forme de démocratie représentative. Ce que veut en un mot la nouvelle droite, c'est 'une autre Allemagne'⁴⁶² ». Les travaux de G. Casarus s'appuient sur les recherches effectuées sur la nouvelle droite en France par Pierre-André Taguieff⁴⁶³ (notamment sur la mouvance autour d'Alain de Benoist⁴⁶⁴ qui a beaucoup inspiré la tendance ethnopluraliste de la nouvelle droite allemande), aux Etats-Unis par Elliot Neaman et en Allemagne par Wolfgang Gessenharer⁴⁶⁵, entre autres. Ces différents chercheurs ont établi des nomenclatures dont l'objectif est de cerner le mouvement hétérogène que constitue la nouvelle droite outre-Rhin.

Elliot Neaman⁴⁶⁶ distingue quatre groupes « néo-droitiers » :

- les « ethnopluralistes », leur objectif est de « préserver l'identité nationale, s'opposer à l'invasion multiculturelle, se prémunir contre les influences extérieures » ;
- les « admirateurs de la pensée étatique et autoritaire de Carl Schmitt », qui « se veulent les défenseurs de la '*Volksgemeinschaft*' », et « préconisent un Etat fort pour renforcer l'homogénéité entre les gouvernants et les gouvernés » ;
- les « réactionnaires spirituels », par exemple Botho Strauß, écrivain et dramaturge allemand ;

⁴⁶¹ Casarus, Gilbert, *La nouvelle droite allemande*, Editions Desjonquères, Paris, 2001, 219 p., ici p. 13.

⁴⁶² Casarus, Gilbert, *La nouvelle droite allemande*, Editions Desjonquères, Paris, 2001, p. 40.

⁴⁶³ Taguieff, Pierre-André, *Sur la Nouvelle droite/Jalons d'une analyse critique*, Descartes & Cie, Paris, 1994, 426 p.

⁴⁶⁴ Dont les oeuvres sont d'ailleurs publiées en Allemagne par l'Édition JF (*Junge Freiheit*). Voir Stein, Dieter, *Phantom « Neue Rechte »/Die Geschichte eines politischen Begriffs und sein Mißbrauch durch den Verfassungsschutz*, Édition JF, Berlin, 2005, 190 p.

⁴⁶⁵ Il s'agit d'un des concepteurs de la « fonction de charnière » assumée selon lui par la nouvelle droite entre droite conventionnelle et extrême droite. Voir infra dans cette même sous-partie, ainsi que dans cette même partie B. 2. c.

⁴⁶⁶ Les citations entre guillemets de l'énumération sont issues de Casarus, Gilbert, *La nouvelle droite allemande*, Editions Desjonquères, Paris, 2001, p. 147-148.

- les « historiens néo-nationalistes », « protagonistes d'une conception selon laquelle le nazisme serait une réponse légitime au stalinisme » ou bien pour qui « l'holocauste ne serait qu'un effet secondaire d'une situation générale », parmi lesquelles G. Casarus compte Ansgar Graw qui fut un contributeur régulier de la *PAZ* dans les années 1990.

G. Casarus, lui-même, en distingue cinq⁴⁶⁷, parmi eux :

- « les intellectuels nationalistes et réactionnaires traditionnels », le chercheur cite Hans-Helmut Knütter ou Alfred Schickel, contributeurs réguliers de la *PAZ* dans les années 1990 en particulier ;

- « les héritiers de la 'révolution conservatrice' », ce courant de pensée de l'époque de la République de Weimar qui, comme nous le verrons, constitue un modèle pour nombre de contributeurs de la *PAZ* ;

- « les égarés de 1968 », G. Casarus cite Klaus-Rainer Röhl, ancien mari d'Ulrike Meinhof, passé d'un extrême à l'autre, et qui tient une chronique hebdomadaire dans la *PAZ* depuis plusieurs années ;

- « les responsables et stratèges politiques », tels Manfred Brunner, qui tentèrent de noyauter le FDP comme Jörg Haider le fit en son temps avec le parti libéral autrichien, le FPÖ. Cette personnalité, nous le verrons, fonda un nouveau parti dont l'objectif premier était de lutter contre l'intégration européenne. Il reçut l'appui sans faille de la *PAZ* et tint des meetings à travers l'Allemagne, dont certains en compagnie du leader populiste autrichien. En 2002, il fut de ceux à soutenir publiquement la *Junge Freiheit* dans ses démêlés avec les services de protection de la Constitution.⁴⁶⁸

Nous l'avons dit, la *PAZ* encouragea tout mouvement à droite des partis de l'Union qui ne sortait pas ouvertement du cadre constitutionnel. Ainsi en va-t-il de partis ou mouvements plus ou moins anecdotiques ou ayant connu une existence éphémère sur la scène politico-médiatique de RFA, par exemple la *Deutsche Soziale Union*, DSU, qui se voulait le pendant de la CSU dans les nouveaux *Länder*, ou bien encore le mouvement nommé « Parti de l'offensive de l'Etat de droit⁴⁶⁹ » qui se coalisa autour de la figure de Ronald Schill⁴⁷⁰ à Hambourg, notamment, avec un succès électoral important dans cette ville. En 2001, l'action de ce mouvement est saluée régulièrement dans la mesure où elle dérange les gens établis⁴⁷¹. L'année suivante Eberhard

⁴⁶⁷ Les citations entre guillemets de l'énumération suivante sont issues du même ouvrage, p. 149-152.

⁴⁶⁸ Dieter Stein, rédacteur en chef de cette publication évoque l'article que M. Brunner rédigea dans *Die Welt* le 19 février 2002, voir Stein, Dieter, *Phantom « Neue Rechte »/Die Geschichte eines politischen Begriffs und sein Mißbrauch durch den Verfassungsschutz*, Edition JF, Berlin, 2005, 190 p., ici p. 40.

⁴⁶⁹ « Partei Rechtsstaatlicher Offensive ».

⁴⁷⁰ Figure généralement qualifiée de populiste de droite.

⁴⁷¹ Voir, entre autres, Heitmann, Jan, « Dem Bürger aufs Maul geschaut/Ronald Schills Partei verstört für die Herbstwahl schon jetzt die Etablierten », littéralement « On examine la bouche des citoyens/Le parti de Ronald Schill, dans la perspective des élections d'automne, dérange déjà l'establishment », in *Ostpreußenblatt*, 28 avril 2001.

Wenzel lui exprime simplement son « respect⁴⁷² ».

Au milieu des années 1990, c'était au tour du député Manfred Brunner, alors membre du FDP, de quitter ce dernier pour fonder son propre parti le *Bund Freier Bürger* (Fédération des citoyens libres, BFB, sigle que nous utiliserons désormais pour le désigner), généralement qualifié de national-libéral. Comme nous l'avons dit, sa principale raison d'être était de lutter contre la politique européenne du gouvernement que la branche bavaroise de l'Union, notamment, n'infléchissait pas en direction d'une Europe de peuples libres, c'est-à-dire dans une voie contraire à celle de l'intégration. Devant la tendance du parti à virer de plus en plus à droite, son fondateur le quitta pour rejoindre à nouveau les rangs du FDP, avant la dissolution du mouvement en 2000. Un autre avatar, de la CSU cette fois-ci, dont la figure marquante fut longtemps le député Ortwin Lowack, figure importante des Réfugiés silésiens, est la *Freie Bürger Union* (Libre Union des citoyens). On voit que le patronyme de ces deux *Splitterparteien*, littéralement « partis éclats » est très proche.

Le BFB fut suivi de près par l'organe de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, qui nous apprend qu'au printemps 1994, Manfred Brunner fit campagne à travers l'Allemagne, à l'occasion avec Jörg Haider, contre la ratification du traité de Maastricht, ce que les différents rédacteurs qui en rendirent compte à l'époque ne semblent pas trouver problématique⁴⁷³. Cet événement est intéressant à plusieurs égards. Tout d'abord, parce qu'il illustre le fait que, dans la vision portée par la publication, J. Haider et son parti sont considérés, avant la mort de celui-ci, certes à droite, mais pas à l'extrême-droite, affirmer le contraire relèverait en fait « d'une croisade fanatique contre la droite [à laquelle on assiste], au cours de laquelle on ne fait plus la différence, de façon bien intentionnelle, entre [être] de droite et d'extrême droite⁴⁷⁴ ». Déclaration complétée en 2001 par Hans Helmut Knütter dénonçant en Allemagne une « atmosphère 'd'ostracisme', de délation, de harcèlement maccarthyste, vue d'un bon œil et activement menée contre une partie de la population (le soi-disant potentiel de 15% d'électeurs d'extrême droite, en réalité uniquement des citoyens loyaux envers l'Etat⁴⁷⁵) ». Cet événement est également intéressant, dans la mesure où il vient illustrer le dégoût profond qu'inspire à la rédaction de l'hebdomadaire la construction européenne, telle qu'elle est menée depuis des dizaines d'années.

L'opposition à l'Union européenne se cristallisa autour du traité de Maastricht tout d'abord, puis de l'entrée en vigueur de l'euro qui prit la place du *Deutsche Mark*, un des rares

⁴⁷² Wenzel, Eberhard, « Kommentar : Respekt », in *Ostpreußenblatt*, 27 avril 2002.

⁴⁷³ Voir in *Ostpreußenblatt*, 4 juin 1994, Kamphausen, Helmut, « Demokratie dulden », p. 1 et Heckel, Hans, « Grundrecht auf den Kopf gestellt », p. 2.

⁴⁷⁴ « Ein fanatischer Kreuzzug gegen 'rechts', wobei zwischen eigentlich rechts und rechtsextrem wohl ziemlich bewußt nicht mehr unterschieden wird », Heckel, Hans, « Bis alles verspielt ist », in *Ostpreußenblatt*, 7 mai 1994, p. 1.

⁴⁷⁵ « Eine Atmosphäre der 'Ausgrenzung', der Denunziation, der Mc Carthyistischen Hetze gegen einen Teil der Bevölkerung (das angebliche Potential von 15 Prozent rechtsextreme Wähler, in Wirklichkeit alles staatsstreue Bürger) wird billigend hingenommen und aktiv betrieben. » Knütter, Hans Helmut, « Opportunistischer Griff zur Faschismuskeule », in *Ostpreußenblatt*, 27 janvier, 2001, p. 3. À propos de cette personnalité, contributeur actif à *Criticon*, une des principales revues de la nouvelle droite allemande, G. Casarus affirme qu'elle joue « un rôle de multiplicateur et de soutien d'organisations politiques comme les *Republikaner* à l'Ouest ou la très minoritaire *Deutsche Soziale Union* à l'Est », G. Casarus, *op. cit.*, p. 111.

symboles de fierté nationale que la RFA et ses citoyens s'autorisaient, l'incarnation tangible du miracle économique allemand et de sa pérennité. Franz Josef Strauß n'avait-il pas affirmé à l'époque qu'un peuple capable de réalisations économiques aussi conséquentes méritait qu'on arrête de lui ressasser son passé ? L'opposition au traité de Maastricht avait déjà pour objet le *Mark*, décrit alors comme victime d'un complot dont l'objectif serait le suivant : vider totalement l'Allemagne de sa substance, avec la participation active de son propre gouvernement⁴⁷⁶. En intertitre de l'article en question on pouvait lire : « *Ein neues Versailles - Doch diesmal ist es freiwillig* », « Un nouveau Versailles – mais cette fois de plein gré⁴⁷⁷ ». Pour l'introduction de l'euro, c'est une atmosphère proche de celle du deuil qui imprègne les pages de la publication. On interroge ironiquement le lecteur « Comment, vous n'avez pas crié votre enthousiasme, vous⁴⁷⁸ ? », pour lui avouer que soi-même, comme bien d'autres, et contrairement à ce que les médias veulent bien dire, eux qui déforment la réalité, on ne s'est pas réjoui non plus, bien au contraire.

Quand un rédacteur se félicite d'une évolution de l'UE, fait rarissime, c'est pour des raisons bien particulières. Par exemple en 1994, pour célébrer l'adhésion de l'Autriche qui corrige la « *Südlastigkeit* », « tendance à pencher au sud⁴⁷⁹ », de l'Union, un vrai succès qui « autorise, en particulier grâce à la Finlande de constituer un arc⁴⁸⁰ autour des parties de la Prusse orientale administrées par la Pologne et la Russie, ainsi qu'autour du *Baltikum*⁴⁸¹, c'est-à-dire des Pays baltes et du Pays de Memel et, enfin, jusqu'à la Russie, si seulement le pouvoir à Bonn/Berlin et à Vienne garde cela en ligne de mire à l'avenir⁴⁸² ». Dans cet article, Peter Fischer se félicite d'autant plus de l'entrée de l'Autriche dans l'Union qu'elle est la réalisation d'une « exigence des hommes de 1848, qui avaient pour objectif le rassemblement de tous les hommes de langue maternelle allemande⁴⁸³ ». Dans cette mesure, l'Union est donc vue comme le moyen, paradoxal, de réalisation des objectifs de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, entre autres⁴⁸⁴. La fin de l'article est à cet égard éloquente, puisqu'on y agite la perspective

⁴⁷⁶ « *Über ein Komplott gegen die D-Mark soll Deutschland ausgesogen werden - unter aktiver Anteilnahme seiner eigenen Regierung* », « Par le biais d'un complot contre le *D-Mark*, l'Allemagne doit être vidée de sa substance - avec le concours actif de son propre gouvernement », Heckel, Hans, « Europa : Der Kanzler der Selbstaufgabe ?/ Das Maastricht-Dossier : Deutschlands Weg in Finanzchaos », « Le chancelier du renoncement à soi ?/Le dossier-Maastricht : le chemin de l'Allemagne vers le chaos financier » in *Ostpreußenblatt*, 19 février 1994, p. 3.

⁴⁷⁷ *Ibid.*

⁴⁷⁸ Heckel, Hans, « Was, nicht mitgejubelt ? », in *Ostpreußenblatt*, n° 1, 2002, p. 2.

⁴⁷⁹ Fischer, Peter, « Europäische Union : Mitte wird stärker/Der Beitritt Österreichs stützt uns entscheidend » (« Union européenne : le Centre devient plus fort/L'entrée de l'Autriche nous renforce de façon décisive »), in *Ostpreußenblatt*, 12 mars 1994.

⁴⁸⁰ *Ibid.*, le terme employé est « *Bogenschluss* », il fait penser à la stratégie militaire et à la géopolitique allemande de la première moitié du XX^{ème} siècle.

⁴⁸¹ Terme générique qui fait immédiatement penser à la période de domination allemande sur la région, d'un point de vue politique puis économique-culturel. Cette domination s'incarnant dans la célèbre figure des germaniques barons baltes. Voir Plasseraud, Yves, *Les Etats baltiques/Les sociétés gigognes*, Editions Armeline, Crozon, 2003, 435 p., p. 70 plus particulièrement.

⁴⁸² « *Insbesondere durch Finnland auch den Bogenschluß zum polnisch und russisch verwalteten Ostpreußen, zum Baltikum mit Memelland und endlich auch zu Russland erlaubt, wenn nur die Führung in Bonn/Berlin und Wien dies für die Zukunft im Blick behält.* » Fischer, Peter, « Europäische Union : Mitte wird stärker/Der Beitritt Österreichs stützt uns entscheidend », in *Ostpreußenblatt*, 12 mars 1994.

⁴⁸³ *Ibid.* : « *Forderung der Männer von 1848, die den Zusammenschluß aller Menschen deutscher Muttersprache anstrebten.* »

⁴⁸⁴ Rappelons que le chancelier Kohl, pour ne pas s'aliéner les associations de réfugiés, leur donna la perspective d'une solution européenne de leurs problèmes : avec l'effacement des frontières, ils pourraient récupérer tout

qu'un jour la France ne voie plus de sens à l'Europe et que, par conséquent, cette dernière ne fonctionne plus. On pourrait alors espérer au moins, selon l'auteur, que les barrières de douanes entre Bavière et Tyrol ne retombent plus jamais et « *das wär' doch was !* », « ça, ce serait quelque chose⁴⁸⁵ ! » Sont ici exprimées, en des termes tantôt techniques, tantôt triviaux, des visées clairement pangermanistes : une sorte d'*Anschluß* par le biais de l'intégration à l'Union européenne. Cette dernière n'est envisagée que comme le moyen permettant une telle aubaine. Une situation paradoxale à plusieurs titres, non seulement puisque le souhait exprimé par l'auteur de l'article en question est que l'Union européenne disparaisse par la suite, mais également du fait du rejet de l'intégration de l'Autriche à l'Union exprimé par la droite de la droite autrichienne elle-même (le FPÖ autour de Jörg Haider), dont on a vu qu'elle bénéficiait de la sympathie, sinon du soutien, de la PAZ.

Dans les représentations observables dans l'organe de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, le résultat de l'action des ennemis de l'intérieur et de l'extérieur est que le peuple allemand est malade⁴⁸⁶. *Das Deutschtum*, la germanité même, est en danger :

- En Prusse orientale ou en Silésie, les minorités allemandes locales ne sont pas protégées, ni par les gouvernements locaux, ce qui est tout sauf une surprise, ni par Strasbourg (comprendre par le Conseil de l'Europe), ce qui est anormal, ni par le gouvernement allemand, ce qui est incompréhensible et/ou scandaleux. Dans un commentaire signé des initiales A. B., il est question de l'accord cadre du Conseil de l'Europe sur la protection des minorités nationales, signé en 1995 par la RFA (entre autres). L'auteur déclare « qu'on se frotte les yeux à la lecture de cette annonce 'humaniste', car, à Strasbourg, il n'a pas été question des plus grands groupes de population [le mot minorité est soigneusement évité, n.d.l.a.] dignes de protection en Allemagne, c'est-à-dire les Silésiens, Poméraniens, Prussiens orientaux, etc.⁴⁸⁷ ». Savoir s'il est question de ces groupes en RFA ou bien dans l'Allemagne dans ses frontières de 1937 serait intéressant, mais la lecture de l'article ne permet pas de trancher.
- En Alsace-Lorraine et en Belgique également, puisque, selon Jörg Hörn, lorsqu'on

une série de droits dans/sur (l'ambiguïté entre ces deux prépositions étant naturellement décisive) leur ancienne *Heimat*. Voir Korinman, Michel « La longue marche des organisations de réfugiés allemands de 1945 », p. 41-66, plus particulièrement p. 52, où Korinman évoque l'argument du chancelier Kohl : « ce qu'ils n'ont pu obtenir *juridiquement* parce que la conjoncture ne s'y prêtait pas, ils l'obtiendront *géopolitiquement* en jouant l'Europe », in *Hérodote* n° 68, janvier-mars 1993, *La question allemande*, La Découverte, Paris, 189 p.

⁴⁸⁵ Fischer, Peter, « Europäische Union : Mitte wird stärker/Der Beitritt Österreichs stützt uns entscheidend », in *Ostpreußenblatt*, 12 mars 1994.

⁴⁸⁶ « *Wenn das Volk der Deutschen psychisch gesund wäre* », « Si le peuple des Allemands était psychologiquement en bonne santé », in Von Leesen, H. J., « Deutsche Tragödien : 'Ist es möglich'/'Der Krebsgang' – Seelenschau eines zerrissenen Volkes », « Tragédies allemandes : 'Est-ce possible'/'En crabe' – image de l'âme d'un peuple déchiré », in *Ostpreußenblatt*, 6 avril 2002.

⁴⁸⁷ A.B., « Minderheitenschutz : Ostdeutsche Stämme blieben ausgespart/'Rahmenübereinkommen des Europarats zum Schutz Nationaler Minderheiten' unterzeichnet », in *Ostpreußenblatt*, 24 juin 1995, p. 2.

se définit comme « *deutschsprachige Belgier* », « Belge de langue allemande⁴⁸⁸ », « on a fondamentalement, abandonné son appartenance au peuple allemand⁴⁸⁹ ».

- Mais aussi en Allemagne même, du fait de l'action visant à créer une société multiculturelle (*eine Multikultigesellschaft*) à la place du peuple allemand, dont les conséquences sont, entre autres, les résultats catastrophiques constatés par l'étude PISA, dus à la surcharge des classes par des élèves étrangers, qui de toute façon font l'école buissonnière, sont souvent des dealers, etc. mais également la constitution à l'intérieur même de l'Allemagne de sociétés parallèles, illustration s'il en était besoin de l'échec de l'intégration « des étrangers vivant ici⁴⁹⁰ ». Face à cette dérive, ainsi que face à celle qui veut faire de l'Allemagne, « *ein Einwanderungsland* », « un pays d'immigration⁴⁹¹ », il conviendrait donc de réagir et d'en revenir à des valeurs oubliées ou dénigrées aujourd'hui. Ces valeurs sont celles du christianisme ainsi que les « *preußischen Tugenden* », « vertus prussiennes⁴⁹² », vues comme le remède à tous les maux touchant l'Allemagne. Avec les valeurs chrétiennes sont articulées des conceptions particulières en matière d'appartenance aux groupes humains. En effet, adaptant là les conceptions de Herder, est véhiculée la vision du peuple comme « *eine Gabe Gottes* », « un don de Dieu⁴⁹³ », « sol sur lequel Dieu nous pose et nous maintient. Personne ne naît et personne ne devient quelqu'un sans être un des membres d'un peuple déterminé⁴⁹⁴ ». Contrairement au chemin suivi par l'Eglise évangélique (luthérienne) qui a abandonné tout ce qui a trait au national et n'écoute plus « *das Wort Gottes* », « la parole de Dieu⁴⁹⁵ », ce n'est pas l'objectif d'une « *Weltunion* », « union mondiale⁴⁹⁶ » qu'il faut poursuivre, affirme-t-on, mais celui de la « *Volksgemeinschaft*⁴⁹⁷ ». Quand le *Volk* n'est pas désigné comme une création divine, alors il l'est comme une donnée de nature, on le compare à l'occasion à une famille. Le concept qui revient le plus souvent est toutefois celui de *Gemeinschaft*, communauté.

⁴⁸⁸ Hörn, Jörg, « Los von Lüttich – aber wohin ? », in *Ostpreußenblatt*, 3 février 2001, p. 3.

⁴⁸⁹ « *Hat man im Prinzip die deutsche Volkszugehörigkeit aufgegeben* », *ibid.*

⁴⁹⁰ « *Die Integration der hier lebenden Ausländer ist größtenteils mißlungen* », « l'intégration des étrangers vivant ici a, en grande partie, échoué », Von Leesen, Hans Joachim, « Projekt Multikulti durch die Hintertür ? », in *Ostpreußenblatt*, 20 avril 2002, p. 24.

⁴⁹¹ Conception contre laquelle lutte de toutes ses forces la droite de la CDU, mais que le gouvernement allemand finit par adopter il n'y a qu'une dizaine d'années, ce en quoi il avait été devancé par la majorité des démographes. Voir Schäfers, Bernhard, *Atlas de l'Allemagne/Années 1989/1999 : société, économie, Etat*, Autrement, Paris, 1998, 126 p. Plus particulièrement les pages 25 et 99 : « De par le nombre de travailleurs immigrés étrangers et de membres de leurs familles, de rapatriés, de demandeurs d'asile et de réfugiés de guerre, l'Allemagne est, de fait, un pays d'immigration. » Malgré ce que le gouvernement fédéral proclamait encore à l'époque à laquelle cet ouvrage parut.

⁴⁹² Franz-Lothar Kroll en dresse une liste étendue, in « *Ideengeschichte : Preußische Tugenden/Zwischen Staatsräson und Idealismus* », in *Ostpreußenblatt*, 30 mars 2002, p. 3.

⁴⁹³ Evertz, Alexander (Pasteur), « *Evangelische Kirche und Nationalbewußtsein* », in *Ostpreußenblatt*, 15 janvier 1994, p. 20.

⁴⁹⁴ *Ibid.*, « *Niemand wird geboren und niemand wird zur Person, ohne daß es Glied eines bestimmten Volkes ist.* »

⁴⁹⁵ *Ibid.*,

⁴⁹⁶ *Ibid.*,

⁴⁹⁷ *Ibid.*

L'opposition de ce concept à celui de *Gesellschaft* (société) est un des lieux communs de la prose des milieux politiques les plus conservateurs outre-Rhin. C'est un des ressorts de la rhétorique de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* que nous étudierons plus loin. C'est également un point expressément développé par Wilhelm von Gottberg, notamment dans son article d'ouverture pour l'année 2008 :

La cohésion même du peuple allemand sera, en temps de crise, difficile à garantir, car nous ne voulons plus ou ne devons plus être une *Volksgemeinschaft*, mais une société. Cependant, une société se compose d'individus isolés, et ce sont des intérêts individuels ou de groupe qui y sont poursuivis. [...] Avec la question sociale, la question nationale est également d'importance pour la capacité à faire face à l'avenir de l'Allemagne. [...] La *Landsmannschaft Ostpreußen* depuis sa fondation il y a 60 ans s'est toujours comprise comme conscience nationale du peuple allemand⁴⁹⁸.

Cette déclaration dense, teintée de nostalgie, sous-entend que cette société n'est pas une forme enviable et qu'elle fut/est imposée au peuple allemand. Face à ce « forçement⁴⁹⁹ », il conviendrait de retrouver le sens de la fierté nationale, contre laquelle on a tant lutté en RFA. À cette fierté, ou conscience, nationale est intimement liée l'idée de *Reich*, dont, selon Hans Heckel, elle ne peut tout simplement se passer⁵⁰⁰, alors que le mot même de *Reich*, (considéré comme un) déplorable effet d'une « *späte Umerziehung* », « tardive rééducation⁵⁰¹ », tend à disparaître, alors que les « deux concepts [Allemagne et *Reich*] sont, dans la durée, inséparables⁵⁰² ». Rappelons que le positionnement juridique de la RFA postulait la persistance du *Reich* malgré la capitulation de 1945 et la division qui s'en suivit. Les milieux les plus à droite de RFA postulent encore aujourd'hui cette persistance, mais d'un point de vue bien plus large. À tel point qu'un ancien cercle des lecteurs de la *Junge Freiheit* s'est transformé en *Deutsches Kolleg* dont l'ambition affichée est d'être « l'organe de pensée du *Reich* allemand⁵⁰³ » et l'objectif de « rendre le *Reich* – censé toujours exister – [...] capable d'agir⁵⁰⁴ »).

Revenons-en à cette lutte contre la nature même du peuple allemand. Comme nous l'avons dit, elle est réputée l'avoir rendu malade, l'avoir désorienté (thème de la *Desorientierung*⁵⁰⁵),

⁴⁹⁸ Von Gottberg, Wilhelm : « Zum Geleit », in *PAZ*, n° 1, 2008, p. 1 : « *Der Zusammenhalt des deutschen Volkes wird in Krisenzeiten schwierig zu gewährleisten sein, weil wir nicht mehr eine Volksgemeinschaft sein wollen oder sollen, sondern eine Gesellschaft. Eine Gesellschaft aber besteht aus Einzelindividuen, in der Einzelbeziehungsweise Gruppeninteressen verfolgt werden. [...] Neben der sozialen Frage hat die nationale Frage für die Zukunftsfähigkeit Deutschlands Bedeutung. [...] Die Landsmannschaft Ostpreußen hat sich seit ihrer Gründung vor 60 Jahren immer auch als nationales Gewissen des deutschen Volkes verstanden.* »

⁴⁹⁹ Ce mot avait, par le passé, le sens de « viol ».

⁵⁰⁰ « *Am 'Reich' kommen sie selbsternannten Bundesrepublikaner [nicht] vorbei.* » « Ceux qui se désignent eux-mêmes habitants de la République fédérale ne peuvent se passer du 'Reich'. » Heckel, Hans, « *Späte Umerziehung/ Nicht nur ein Wort verschwindet/Am 'Reich' kommt das deutsche Nationalbewußtsein nicht vorbei* », in *Ostpreußenblatt*, 8 janvier 1994, p. 4.

⁵⁰¹ *Ibid.*,

⁵⁰² *Ibid.*, « *Die beiden Begriffe sind auf der Dauer nicht zu trennen.* »

⁵⁰³ « *Denkorgan des deutschen Reiches* », p. 8 in Aydt, Frank, « *Grenzgänger zwischen Alter und Neuer Rechter* », p. 108, in Gessenharter, Wolfgang, Pfeiffer, Thomas (sous la direction de), *Die Neue Rechte - eine Gefahr für die Demokratie?* VS Verlag für Sozialwissenschaften, Wiesbaden 2004, p. 107-116.

⁵⁰⁴ *Ibid.*, « *das - angeblich nach wie vor bestehende - Deutsche Reich [...] handlungsfähig zu machen* ».

⁵⁰⁵ Le terme *Orientierungsschwäche* est également employé, voir Heckel, Hans, « *Geschichtsbild ganz auf Hitler verengt* », in *Ostpreußenblatt*, 13 mai, 1995, p. 2.

troublé ou confus (*verwirrt*⁵⁰⁶), lui avoir inculqué la haine de soi (*Selbsthaß*⁵⁰⁷), tant de concepts que l'on retrouvera, la plupart du temps, tels quels dans les tracts de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*. Dans ce cadre, il conviendrait également de lutter contre l'esprit du temps, celui qui fit dire au président fédéral Rau qu'il était le président de tous ceux qui vivent en Allemagne et non de tous les Allemands, « comme cela est en fait prévu si l'on s'en remet à la compréhension commune de la Constitution⁵⁰⁸ ». En opposition à cela, il aurait fallu choisir le chemin de la « revitalisation nationale de notre peuple⁵⁰⁹ [le peuple allemand] » et non l'abandonner « au profit d'une nébuleuse idée européenne⁵¹⁰ », idée qui ne peut-être que néfaste puisque les voisins de l'Allemagne sont tous vus comme lui voulant, à un niveau ou à un autre, du mal :

- les Pays-Bas où « *heute gehört Deutschenhaß zu einer Art Volksräson* », « aujourd'hui, la haine des Allemands fait partie d'une sorte de raison du peuple⁵¹¹ »,
- la France, dont il faut se libérer de la « *Zwangsumarmung* », « étreinte forcée⁵¹² », elle qui fait tout pour « rendre plus difficile l'enseignement de l'allemand en Alsace-Lorraine⁵¹³ »,
- la Pologne et la République tchèque, les « Etats expulseurs », qui refusent de reconnaître leurs torts et leurs obligations vis-à-vis des Allemands,
- ou bien le monde entier, puisque se pose la question d'un « *Antigermanismus als Weltreligion* », « antigermanisme comme religion mondiale⁵¹⁴ ».

Le retour aux valeurs chrétiennes et nationales sonne donc comme un retour de l'Allemagne à son essence, ce qui passe par une décriminalisation du passé, de l'histoire allemande. Le processus est étroitement lié à un retour à tout ce qui est national, dans un sens à la fois traditionaliste, historique (référence aux grands penseurs du conservatisme et du mouvement national allemand, de Ernst Moritz Arndt à Carl Schmitt, en passant par Arthur Moeller van den Bruck, voire Oswald Spengler⁵¹⁵, entre autres) et ethnique fermé, fondé sur la *Kultur* propre à chaque peuple et non susceptible d'acquisition. Cela se traduit par un appel

⁵⁰⁶ Gehle, Heinz, « Europas Teilung überwunden », in *Ostpreußenblatt*, 12 février 1994, p. 3 : « *Selten gab es eine Größere Verwirrung.* » « Rarement il y eut plus grande confusion. »

⁵⁰⁷ Heckel, Hans, « Linke : Rumpfland erneut spalten ?/Nationaler Selbsthaß treibt neue Blüten : Neueste Phantasien zur Abschaffung unseres Landes », « La gauche : diviser à nouveau l'Etat-croupion ?/La haine de soi nationale refléurit : nouvelles rêveries d'une disparition de notre pays », in *Ostpreußenblatt*, 29 janvier 1994, p. 2.

⁵⁰⁸ Mahlitz, Hans Jürgen, « Zuwanderungsgesetz : Weiter wie im Drehbuch/Schröder setzt auf Rau und Karlsruhe, Stoiber auf den Wähler », in *Ostpreußenblatt*, 6 avril 2002, p. 1 : « *wie es nach allgemeinem Verfassungsverständnis eigentlich vorgesehen ist.* »

⁵⁰⁹ « ... *nationalen Revitalisierung unseres Volkes* », Deutsch, Michael, « Kommentar », in *Ostpreußenblatt*, 11 mars 1995, p. 2.

⁵¹⁰ *Ibid.*, « *zugunsten eines nebulösen europäischen Idee.* »

⁵¹¹ Heckel, Hans, « Abwälzen ist doch viel leichter », in *Ostpreußenblatt*, 9 avril 1994, p. 2.

⁵¹² Von Arneth, Alfred, « Die Präsidenten kommen und gehen », in *Ostpreußenblatt*, 13 mai 1995, p. 5.

⁵¹³ « *Erschwert das Deutschunterricht in Elsaß-Lothringen* », *Ibid.*

⁵¹⁴ Bremer, Jan, « Faschismus 'differenziert' sehen/Fazit einer Debatte : Nur 'deutsche' Despoten sind wirklich böse. », in *Ostpreußenblatt*, 28 mai 1994, p. 2.

⁵¹⁵ Un auteur d'ailleurs très concerné par la prussianité comme le montre son ouvrage intitulé *Prussianité et socialisme*. Spengler, Oswald, *Prussianité et socialisme*, Actes sud, 1986, 136 pages. À propos de certains de ces auteurs, voir également : Stern, Fritz, *Politique et désespoir/Les ressentiments contre la modernité dans l'Allemagne préhittlerienne*, Armand Colin, 1990, 359 p.

à une autre politique migratoire (fermeture des frontières), à une autre Europe : « *Ein Europa freier Völker* », « une Europe des peuples libres », à un retour à une conscience nationale décomplexée. Il faut, par exemple : chanter l'hymne national dans sa forme traditionnelle, avec ses trois strophes⁵¹⁶, la première proclamant, rappelons le, « L'Allemagne par dessus tout,/par dessus tout au monde⁵¹⁷ », puis « De la Meuse jusqu'au Niémen, de l'Adige jusqu'au Belt⁵¹⁸ ». Cette strophe présente naturellement un double intérêt pour la *Landsmannschaft Ostpreußen* : relayer des conceptions notoirement « nationales » et une évocation du Niémen, frontière du *Reich* et de... la Prusse orientale.

Citons encore deux points sur lesquels il est fait appel à un réveil national : la natalité, puisque de tous les peuples d'Europe c'est le peuple allemand qui « rétrécit » le plus⁵¹⁹, et l'éducation, notamment, scolaire, pour laquelle la place des enfants de migrants est un sujet quasi permanent. S'agissant de l'école, il est également régulièrement fait état du traitement, ou plutôt du « non-traitement » qu'il y est fait de l'histoire des réfugiés⁵²⁰, avec les commentaires de rigueur sur la tabouisation du thème et l'incapacité de la RFA à traiter ces pans là de son histoire, au profit exclusif d'autres événements⁵²¹.

La *PAZ* assure deux fonctions pour la *Landsmannschaft Ostpreußen*, d'une part lui procurer les fonds nécessaires à son fonctionnement⁵²², d'autre part être le relais de sa vision du monde fondamentalement conservatrice. À l'occasion, la rédaction laisse passer des articles d'auteurs « officiellement » d'extrême-droite⁵²³ et fait de la publicité pour des « *rechtsextremistische Erzeugnisse* », « produits d'extrême-droite⁵²⁴ ». De la *Landsmannschaft Ostpreußen* et de son

⁵¹⁶ Knütter, Hans Helmut, « Opportunischer Griff zur Faschismuskeule », in *Ostpreußenblatt*, 27 janvier 2001, p. 3 : « dénoncer cela comme négatif, comme potentiellement nuisible à la Constitution, ne fait que montrer le pourrissement moral abyssal des critiques. » « *Dies als negativ, als potentiell verfassungsfeindlich zu denunzieren, zeugt von der abgrundtiefen moralischen Verkommenheit der Kritiker.* »

⁵¹⁷ « *Deutschland über alles, über alles in der Welt* », Hoffman von Fallersleben, August Heinrich, « *Das Lied der Deutschen* », « Le Chant des allemands », 1841. À propos des intentions de l'auteur et de l'utilisation qui fut faite, par la suite, de ce chant, voir Theile, Merlind, « Ode an Die Einheit », in *Spiegel Special Geschichte*, n° 1, 2007, p. 108-109.

⁵¹⁸ « *Von der Maas bis an die Memel, Von der Etsch bis an den Belt* ». *Der Belt* désigne la frontière avec le Danemark au Schleswig.

⁵¹⁹ Anonyme, « Trauriger Rekord : Die Deutschen schrumpften von allen Nationen in der Europäischen Union im vergangenen Jahr am meisten. », in *Ostpreußenblatt*, n° 1, 2002, p. 5, « Triste record : de toutes les nations de l'Union européenne, ce sont les Allemands qui ont le plus rétréci l'année dernière. »

⁵²⁰ Heckel, Hans, « BdV für nationalen Gedenktag », in *Ostpreußenblatt*, 19 janvier 2001, p. 1.

⁵²¹ Par exemple, cahier spécial, « Preußen hat Zukunft », in *PAZ*, 3 mars 2007, p. I, sur la « tabouisation » présumée de l'histoire de la Prusse, entre autres.

⁵²² L'organisation ne communique pas de chiffres à ce sujet, nous nous en remettons donc aux affirmations de son directeur administratif M. Sebastian Husen qui déclarait que le budget de la *Landsmannschaft* s'appuyait sur les bénéfices de la *PAZ* et de dons, entretien et échange de messages électroniques avec l'auteur, août 2006 et décembre 2009.

⁵²³ Qualifiés comme tels par les services compétents. La *PAZ* publie également fréquemment des articles à « tonalité anti-occidentale, anti-Maastricht, anti-polonaise... et parfois pro-russe ! » Du Castel, Viviane, *De Königsberg à Kaliningrad : L'Europe face à un nouveau « département d'outre-terre » russe sur la Baltique*, L'Harmattan, Paris, 1996, 388 p., ici p. 302.

⁵²⁴ Deutscher Bundestag, *Drucksache 14/3469*, 14. Wahlperiode 29. 05. 2000, « Haltung der Bundesregierung zu territorialen Ansprüchen auf 'Ostpreußen' innerhalb des Bundes der Vertriebenen »/Antwort der Bundesregierung auf die Kleine Anfrage der Abgeordneten Ulla Jelpke und der Fraktion der PDS – Drucksache 14/3323.

organe de presse, il est à l'occasion question au *Bundestag*. S'agissant de la période qui nous intéresse au premier chef, au début des années 1990, le groupe parlementaire Vert posait, à l'occasion, des questions au gouvernement à son propos. Depuis la fin du siècle dernier, la relève est prise par le groupe PDS, l'ancien parti communiste de RDA (SED, puis PDS après la réunification) aujourd'hui rebaptisé *Die Linke* (« La Gauche »), suite à sa fusion avec la gauche de la gauche de la RFA d'avant la réunification (autour d'Oskar Lafontaine ex-président du SPD). Les réponses des différents gouvernements, « noir-jaune » ou « rouge-vert⁵²⁵ », sont souvent évasives et marquées du sceau de la volonté de ne pas marginaliser ou radicaliser plus qu'il ne l'est déjà le milieu Réfugiés, qu'il s'agisse de la question de sa proximité avec la droite de la droite, ou (à l'époque) de son aspiration à la révision de la frontière orientale de l'Allemagne.

Quoiqu'il en soit, la *PAZ* s'inscrit dans un paysage bien particulier, celui de la presse d'obédience ultra-conservatrice dont la figure de proue est sans aucun doute la *Junge Freiheit*, fondée au milieu des années 1980 et dont la renommée remonte au milieu de la décennie suivante. Cette renommée trouve, en partie, son origine dans les plaintes qu'elle porta contre son évocation officielle dans le rapport annuel du service de protection de la Constitution de Rhénanie du Nord-Westphalie, dans la rubrique consacrée aux publications présentant « des fondements pour le soupçon d'extrémisme de droite⁵²⁶ ». Les protestations engagées en 1997 devant le tribunal administratif de Düsseldorf pour l'évocation dans le rapport du service de protection de la Constitution des années 1994 et 1995 restèrent infructueuses, tout comme l'appel interjeté en 2001 devant la Cour administrative d'appel de Rhénanie du Nord-Westphalie⁵²⁷. L'évocation d'une publication doit être justifiée (ou justifiable) année après année et en cas d'évolution satisfaisante, ladite publication ne doit plus apparaître dans le rapport en question. L'éditeur de la *Junge Freiheit* porta ainsi, finalement, réclamation devant la Cour fédérale constitutionnelle qui, au nom de la liberté de la presse, déclara, dans un arrêt de mai 2005, qu'on ne pouvait classer la publication, sans plus de précision, dans la catégorie extrême-droite. L'affaire fut donc renvoyée devant la Cour administrative d'appel de Düsseldorf, qui n'eut cependant pas à la rejurer puisque les deux parties, *Junge Freiheit* et service de protection de la Constitution de Rhénanie du Nord-Westphalie, s'accordèrent finalement. Précisons qu'un accord du même type intervint avec le service de Bade-Wurtemberg⁵²⁸. La *Junge Freiheit*, depuis, n'apparaît

⁵²⁵ CDU-FDP (conservateur-libéral) ou SPD-Verts (social-démocrate-vert).

⁵²⁶ Dans le jargon des services de protection de la Constitution : « *Anhaltspunkte für den Verdacht rechtsextremer Bestrebungen* ».

⁵²⁷ *Das Oberverwaltungsgericht für das Land Nordrhein-Westfalen*, voir la déclaration que fit le ministère de l'intérieur de Rhénanie du Nord-Westphalie à ce sujet : Innenministerium Nordrhein-Westfalen, « NRW-Verfassungsschutz warnt weiter vor Gefahren durch 'Junge Freiheit' - Nach BVG-Beschluss muss Verwaltungsgericht erneut entscheiden », http://www.im.nrw.de/pe/pm2005/news_1427.htm. Voir également : Puttkamer, Michael, « 'Jedes Abo eine konservative Revolution'/Strategie und Leitlinien der 'Jungen Freiheit' », in Gessenharter, Wolfgang, Pfeiffer, Thomas (sous la direction de), *Die Neue Rechte - eine Gefahr für die Demokratie?* VS Verlag für Sozialwissenschaften, Wiesbaden 2004, p. 212-220.

⁵²⁸ Le service de protection de la Constitution du Land de Bade-Wurtemberg avait, également, jugé bon de placer officiellement la *Junge Freiheit* sous observation. Gessenharter, Wolfgang, Pfeiffer, Thomas (sous la direction de), *Die Neue Rechte - eine Gefahr für die Demokratie?* VS Verlag für Sozialwissenschaften, Wiesbaden 2004, p. 228. Précisons que cette dernière région est dirigée par la CDU depuis bien longtemps, alors que la Rhénanie du Nord-Westphalie l'était, à l'époque, par le SPD.

donc plus dans la liste stigmatisante, voire infamante, des publications de l'extrême-droite ou présentant des liens avec elle.

Cette publication n'en reste pas moins le relais privilégié des thèses de la nouvelle droite outre-Rhin. Une mouvance politique que le service de protection de la Constitution de Rhénanie du Nord-Westphalie considère comme partie intégrante de l'extrême-droite, tandis que certains scientifiques la voit plutôt comme une charnière entre « le spectre démocratique⁵²⁹ » et cette dernière, effectuant un transfert d'idées et parfois de personnes entre ces deux entités. On peut postuler un rôle et un positionnement comparable pour la *PAZ*, qui d'ailleurs fut un défenseur ardent de la *Junge Freiheit* dans sa lutte contre le service de protection de la Constitution de Rhénanie du Nord-Westphalie. S'agissant des publications relayant les thèses de la nouvelle droite, on observe qu'elles emploient bien souvent les mêmes rédacteurs. Reinhard Uhle-Wettler, dont il fut question voilà quelques pages, en est un exemple frappant puisqu'il collabore non seulement au *Deutschland-Journal*, mais également à la *PAZ* et à la *Junge Freiheit*⁵³⁰. La *PAZ* quant à elle, pour des raisons stratégiques, a connu une indéniable évolution vers plus de mesure ce qui rend son appartenance à cette tendance moins visible au premier regard. Pour autant, les idées forces et la vision du monde qui la structurent restent inchangées.

B. Les organisations fondées autour de la *Landsmannschaft Ostpreußen*

1. La Fiduciaire prussienne

Dans l'allemand *Heimat*, il est un excès d'histoire, de mystique de la propriété qui est intraduisible⁵³¹.

La relation entre la *Landsmannschaft Ostpreußen* et la Fiduciaire prussienne est soumise au climat politique général en RFA, la première prenant ses distances ou se rapprochant de la seconde au gré des variations de ce dernier. Pour autant, il est incontestable que la *Landsmannschaft Ostpreußen* a voulu mettre en place une entité telle que la Fiduciaire prussienne, l'idée est issue de ses rangs et c'est dans ceux-ci que ses fondateurs se trouvent.

⁵²⁹ « *Das demokratische Spektrum* », Pfeiffer Thomas, « Avantgarde und Brücke/Die Neue Rechte aus Sicht des Verfassungsschutzes NRW », in Gessenharter, Wolfgang, Pfeiffer, Thomas (sous la direction de), *Die Neue Rechte - eine Gefahr für die Demokratie?* VS Verlag für Sozialwissenschaften, Wiesbaden 2004, p. 52-70, plus particulièrement p. 53.

⁵³⁰ Entre autres, voir Maegerle, Anton, « Blätter gegen Zeitgeist und Dekadenz/Profile und Beziehungen neurechter Periodika an Beispielen. », in Gessenharter, Wolfgang, Pfeiffer, Thomas (sous la direction de), *Die Neue Rechte - eine Gefahr für die Demokratie?* VS Verlag für Sozialwissenschaften, Wiesbaden 2004, p. 199-209, plus particulièrement p. 202.

⁵³¹ Steiner, George, *Errata/Récit d'une pensée*, Gallimard, 1998, p. 124.

L'un de ceux-là est Ehrenfried Mathiak. Il a accepté de nous rencontrer au printemps 2007, sur son lieu de travail, un ministère fédéral d'un quartier administratif de Bonn, ancienne capitale fédérale. Cette rencontre ayant eu lieu quelques mois après celle de Wilhelm von Gottberg, président au niveau fédéral de la *Landsmannschaft Ostpreußen* jusqu'en 2010, nous a permis de confronter les versions de l'un et de l'autre sur ce sujet controversé et d'en savoir plus sur la genèse de cette Fiduciaire prussienne.

a. L'idée de départ et la fondation

À l'origine, il y a une revendication historique des associations de réfugiés, ainsi qu'une demande réitérée faite au gouvernement fédéral d'accompagner d'actions concrètes la politique adoptée sur la question de la propriété des Réfugiés vis-à-vis des Etats aujourd'hui souverains sur les territoires dont ils furent expulsés après 1945. Cette politique consistait à déclarer la question toujours ouverte, de la même manière, qu'officiellement, on avait, jusqu'en 1990, déclaré la question territoriale toujours ouverte, jusqu'à signature d'un traité de paix. Le discours de Wilhelm von Gottberg au rassemblement d'Allemagne des Prussiens orientaux organisé par la *Landsmannschaft Ostpreußen* en juin 2000 à Leipzig⁵³² aborde ce point avec insistance, posant la question suivante : dix ans après la signature des traités avec les « voisins à l'Est », « qu'a entrepris le gouvernement fédéral [...] pour honorer son devoir d'assistance et de défense quant aux intérêts des Réfugiés ? Rien ! Rien de rien⁵³³ ! » La conséquence qu'il en tire est la suivante « On ne peut – cela ne fait aucun doute – atteindre quoi que ce soit, que par le biais d'une action sur le terrain judiciaire⁵³⁴ ». L'orateur ajoutait « sera-ce un succès, l'avenir le dira. Il faudrait essayer, en tout cas. Mais pour cela de l'argent est nécessaire, beaucoup d'argent, environ un million de *Deutsche Mark*. Qui nous donnera cet argent ? La *Landsmannschaft Ostpreußen* ne l'a pas⁵³⁵ ! »

Quand W. von Gottberg fait cette annonce publique, la réflexion est avancée puisqu'il a lui-même déjà confié au groupe de Rhénanie du nord-Westphalie de l'organisation une étude de faisabilité sur le sujet. La réponse du groupe de travail était assez encourageante pour que l'orateur fasse une déclaration comme celle citée à l'instant et que la seconde phase puisse être abordée : la constitution de la Fiduciaire prussienne. La première étape concrète dans cette direction eut lieu en novembre 2000, lors de la réunion de l'*Ostpreußische Landesvertretung*⁵³⁶

⁵³² Voir dans cette partie, II., A., 1.

⁵³³ « Was hat die Bundesregierung, [...] unternommen, um ihrer Schutzpflicht gegenüber den Interessen der Vertriebenen nachzukommen ? Nichts ! Rein gar nichts ! » Von Gottberg, Wilhelm, *Ostpreußen - für friedlichen Wandel, Rede des Sprechers der Landsmannschaft Ostpreußen anlässlich des Deutschlandtreffens der Ostpreußen am 10. und 11. Juni 2000 in Leipzig*, Landsmannschaft Ostpreußen, Hambourg, 2000, p. 11.

⁵³⁴ « Mann kann – das ist sicher – nur etwas auf dem Klageweg erreichen », *Ibid.*, p. 14.

⁵³⁵ « Ob dieser Weg Erfolg hat, steht dahin. Man müsste es auf alle Fälle versuchen. Aber dazu braucht man Geld, viel Geld, etwa eine Millionen [sic] DM. Wer gibt uns dieses Geld ? Die Landsmannschaft Ostpreußen hat es nicht. » *Ibid.*

⁵³⁶ Voir I. de cette partie.

à Berlin. Cet organe, littéralement la « représentation régionale est-prussienne » (plus haute instance décisionnaire de la *Landsmannschaft Ostpreußen*) vota à une large majorité les statuts de la Fiduciaire prussienne, qui fut effectivement fondée le 14 décembre 2000. La forme juridique que prit cette entité est complexe. Se constituer en association, statut qui est celui de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, du *Bund der Vertriebenen* et de ses composantes ne convenait pas. C'est ainsi que les réflexions du groupe de travail en charge de la question s'orientèrent vers une société à responsabilité limitée, permettant, entre autres, à la fois larges possibilités et souplesse d'action, ainsi que limitation des risques financiers encourus⁵³⁷. La gérance de la société fut prise en charge par la *Landsmannschaft Ostpreußen* qui acquit 40% des parts, le reste allant à « quatre représentants haut placés de l'association⁵³⁸ [la *Landsmannschaft Ostpreußen*] ». On le voit, la *Landsmannschaft Ostpreußen* est indiscutablement à l'origine de la Fiduciaire prussienne. Un an plus tard, son *alter ego* silésienne acquit une participation à hauteur de 10% des parts de la société. Là aussi le pôle nord-rhénan des associations de réfugiés se révélait être le plus actif puisque la figure silésienne qui s'engagea le plus visiblement est celle de Rudi Pawelka, président régional puis fédéral de la *Landsmannschaft Schlesien* (de Silésie) et personnalité très active dans la Fiduciaire prussienne, à laquelle il est spontanément associé dans l'espace public outre-Rhin. À cette même époque la société à responsabilité limitée acquit, en complément, le statut de société en commandite par action, forme jugée plus adéquate encore par ses dirigeants.

Revenons aux objectifs de cette entité. Le constat de départ est que la « *Eigentumsfrage* », « question de la propriété⁵³⁹ », malgré ce que peuvent en dire les gouvernements depuis des dizaines d'années, ne fera pas l'objet d'actions concrètes de la part de Berlin. Il convient donc de s'aider soi-même, ce qu'en allemand on appelle *die Selbsthilfe*. À cette fin, « il faut mettre en place une organisation qui puisse assurer ou maintenir les revendications en matière de propriété de chaque réfugié, de façon individualisée, une organisation qui en dispose, sur le plan juridique et économique, sous mandat, pour chaque réfugié concerné ou ses héritiers⁵⁴⁰ ». C'est ce qui fut fait. Plus concrètement et selon ses propres termes, l'action et la raison d'être de la Fiduciaire prussienne se compose comme suit :

- « Maintien ou sécurisation de revendications de droits de propriété foncière et d'autres valeurs patrimoniales dans les provinces prussiennes d'outre-Oder-Neisse.
- La Fiduciaire prussienne doit être un instrument stratégique porté par toutes les associations

⁵³⁷ Le groupe de travail définit tout d'abord les objectifs à atteindre et par la suite la forme juridique la plus adaptée à ces fins. Ce processus dura un certain temps, les considérations juridiques étant très complexes. Voir l'onglet « *Juristische Form der Verwirklichung der Grundidee* » (« Aspect juridique de la réalisation de l'idée fondatrice »), sur le site de la Fiduciaire prussienne, www.preussischetreuhand.de.vu/, ce site propose une interface en langue anglaise.

⁵³⁸ « *Vier führenden Repräsentanten des Verbandes* », *Ibid.*, onglet intitulé : « *Die praktische Verwirklichung der Grundidee* », « La réalisation pratique de l'idée fondatrice ».

⁵³⁹ www.preussischetreuhand.de.vu/.

⁵⁴⁰ *Ibid.*, onglet « *Die Grundidee* », « *Es muß eine Organisation aufgebaut werden, die die Eigentumsansprüche der einzelnen Vertriebenen jeweils individuell sichern bzw. erhalten kann und diese treuhänderisch für die jeweiligen Vertriebenen oder dessen Erben rechtlich und wirtschaftlich handhabt.* »

- de réfugiés, par tous les groupes de victimes et autres personnes concernées.
- Acquisition de propriétés foncières et autres valeurs patrimoniales dans les provinces prussiennes d'outre-Oder-Neisse.
- Sécurisation de valeurs patrimoniales issues ou sises dans les provinces prussiennes d'outre-Oder-Neisse⁵⁴¹. »

Plusieurs choses frappent immédiatement. Tout d'abord, la dénomination « provinces prussiennes d'outre-Oder-Neisse ». Il s'agit donc, *a priori*, des provinces perdues en 1945, à l'exclusion de toutes autres n'appartenant pas à la Prusse à cette date là, où n'ayant même jamais été prussienne. L'exemple le plus frappant, est évidemment celui du pays des Sudètes, qui n'est donc pas concerné par les activités de la Fiduciaire prussienne. Un document publié en novembre 2006 permet de supposer que les territoires dont fut chassée la population allemande après 1945, mais qui « avant le début de la guerre avaient été territoire polonais⁵⁴² », sont toutefois, eux aussi, concernés par ces activités.

Frappant également est l'accent mis sur les divers types d'opérations concernant des valeurs avant tout immobilières : non seulement la pérennisation de droits à revendiquer des propriétés foncières, mais également l'acquisition éventuelle de ce type de propriétés. On le sait, cela est également une des revendications centrales des associations de réfugiés (notamment de la *Landsmannschaft Ostpreußen*⁵⁴³). C'est également un point auquel E. Mathiak tient énormément, cette impossibilité ou plutôt ces grandes difficultés faites aux Allemands pour l'acquisition de biens dans leur *Heimat*, le scandalisant littéralement⁵⁴⁴.

« *Treuhand* » signifie donc « fiduciaire », un modèle dans lequel les gérants n'agissent ni en leur nom propre ni pour leur intérêt personnel. Cela est loin d'être anodin, la dimension désintéressée de l'entreprise étant cruciale dans l'apparence publique que la Fiduciaire prussienne désire se donner. En effet cette gestion désintéressée fait écho aux vertus prussiennes de service, et de bonne gestion. Ce qui nous amène à parler de l'adjectif « prussien » qui, pour sa part, fait référence :

- non seulement à ces vertus et caractéristiques auxquelles compte l'Etat de droit et le

⁵⁴¹ *Ibid.*, onglet « *Der Geschäftsbetrieb* » (« L'activité »), « *Erhaltung bzw. Sicherung von Ansprüchen auf Grundeigentum und anderen Vermögenswerten in den Preußischen Provinzen jenseits von Oder und Neiße. Die Preußische Treuhand soll ein von allen Vertriebenenverbänden bzw. Opfergruppen und sonstigen Betroffenen getragenes strategisches Instrument sein. Erwerb von Grundeigentum und anderen Vermögenswerten in den Preußischen Provinzen jenseits von Oder und Neiße. Sicherstellung von Vermögenswerten aus und in den Preußischen Provinzen jenseits von Oder und Neiße.* »

⁵⁴² « *Vor Kriegsbeginn polnisches Territorium gewesen waren* », Gertner, Thomas, Avocat, « Thesen der Beschwerde der Preußischen Treuhand für diverse Heimatvertriebene zum EGMR » (« Thèses des plaintes déposées par la Fiduciaire prussienne au nom de divers Expulsés auprès de la CEDH »), 28 novembre 2006, www.preussischetreuhand.de.vu/.

⁵⁴³ Voir *supra*, sous partie consacrée au discours de W. von Gottberg, ainsi que Discours de 2005, p. 21, exemple des difficultés rencontrées par un couple est-prussien pour acquérir un appartement dans leur *Heimat*.

⁵⁴⁴ Entretien avec l'auteur, avril 2007.

caractère précurseur d'un royaume en avance sur son temps en matière d'indépendance de la justice, et de l'Etat,

- mais aussi à un monde vu comme injustement « supprimé d'un trait de crayon⁵⁴⁵ » par les puissances victorieuses de la Seconde Guerre mondiale,
- et enfin au dénominateur commun entre les différentes provinces concernées : Prusse orientale et occidentale, Poméranie, Silésie, Brandebourg oriental, etc. qui firent toutes partie intégrante, à un moment ou à un autre de l'histoire, du Royaume de Prusse.

Les *Landsmannschaften* qui représentent ces régions sont appelées *Reichslandsmannschaften*, pour signaler l'appartenance de leurs populations au *Reich* et particulièrement au second *Reich*, celui dont la fondation est étroitement liée à l'œuvre du chancelier Bismarck et qui ne disparut qu'avec l'arrivée d'Adolf Hitler au pouvoir et la création du III^{ème} *Reich*. En effet, la République de Weimar se définissait, dans sa Constitution même, comme la forme étatique du *Reich* allemand⁵⁴⁶. Plus tard la Cour constitutionnelle de la République fédérale affirmera que le *Reich* n'a pas disparu ; une posture juridique que les milieux les plus conservateurs adoptent encore aujourd'hui, tout en lui faisant dépasser, de beaucoup, le simple cadre juridique. Pour en revenir aux *Reichslandsmannschaften*, elles représentent donc ceux que l'on appelait « *Reichsdeutsche* », « Allemands du *Reich* » (c'est-à-dire citoyens de l'Etat allemand), les distinguant là des « *Volksdeutsche* », « Allemands ethniques⁵⁴⁷ », habitant au-delà des frontières du *Reich* de l'époque. Cette distinction n'est pas sans conséquence puisque les *Landsmannschaften* dont il est question ici, ne portaient et ne portent pas les mêmes revendications que celles des Allemands ethniques, en matière territoriale avant tout. Ces différences qui, à l'occasion, se transformèrent en divergences, ont créé des solidarités particulières ainsi que l'habitude de se réunir et de travailler ensemble, ce qui pour une entreprise comme celle de la Fiduciaire prussienne s'avère d'une importance certaine. Lors de la visite de l'auteur au siège de la *Landsmannschaft Ostpreußen* à Hambourg, les présidents des *Reichslandsmannschaften* étaient d'ailleurs tous réunis en ce lieu sous l'égide de leur hôte, Wilhelm von Gottberg.

Les fondateurs de la Fiduciaire prussienne, conscients dès l'origine de la portée internationale que leur démarche ne manquerait pas de revêtir (elle a pour objectif de réclamer à l'Etat polonais restitution ou dédommagement de biens ayant fait l'objet d'une expropriation

⁵⁴⁵ Suppression dont les hommes comme Wilhelm von Gottberg ont un certain mal à se remettre. Discours au *Deutschlandtreffen* des Prussiens orientaux en 2005, p. 15 : « *Mit einem Federstrich und einer unglaublich verlogenen Begründung löschten sie die Existenz des deutschen Bundesstaates Preußen aus.* » « D'un trait de plume et avec une justification incroyablement mensongère, ils supprimèrent l'existence de l'Etat allemand fédéré de Prusse. »

⁵⁴⁶ Le premier article de cette Constitution édictait le principe suivant : « *Das deutsche Reich ist eine Republik* », « Le *Reich* allemand est une république ».

⁵⁴⁷ Ce terme désigne les Allemands qui s'installèrent un peu partout en Europe centrale et orientale du Moyen-Âge jusqu'à la première partie du XX^{ème} siècle et qui conservèrent leur identité allemande siècle après siècle, une identité dont la nature variait naturellement énormément d'une région à l'autre, peu de points communs, par exemple, entre un baron germano-balte et un Allemand de Yougoslavie.

et, le cas échéant, d'une nationalisation), lui donnèrent un nom en anglais : « *Prussian Claims Conference* ». Cette dimension internationale était souhaitée et non simplement subie : les associations de réfugiés, depuis bien longtemps, tentent de trouver des appuis à leur cause au-delà des frontières de la République fédérale (sans réel succès à ce jour). En conséquence, le projet ne trouva pas uniquement une exposition en allemand, mais fut (et est toujours) largement présenté en anglais, à l'image du site internet de la Fiduciaire prussienne qui comporte une version intégrale en cette langue. Ce site est d'ailleurs hébergé par celui de la *Landsmannschaft Ostpreußen-NRW*⁵⁴⁸. Le nom choisi en anglais pour la Fiduciaire prussienne est donc : *Prussian Claims Conference*, la référence étant, en l'espèce, la *Jewish Claims Conference*, entité créée après la Seconde Guerre mondiale afin de réclamer pour leur propriétaires juifs ou leurs héritiers les biens confisqués entre 1933 et 1945. Cette similitude n'est pas une coïncidence, elle est délibérément souhaitée. Selon E. Mathiak, l'idée de ce nom fut lancée par un des membres du groupe de travail ayant posé les jalons de l'entreprise Fiduciaire prussienne. Cette personne l'aurait proposé, avançant que l'idée fondatrice était comparable et que cela permettrait à tout le monde de savoir de quoi il s'agit, rien de plus, rien de moins. E. Mathiak précise que l'idée fut adoptée de cette manière, sans plus de façon⁵⁴⁹. Mais, loin d'être anodine ou simplement éclairante, cette dénomination provoqua un trouble important. Qu'une association allemande s'assimile (apparemment, en tout cas) de façon aussi ostentatoire à une organisation juive ayant pour but de recouvrer les biens des victimes juives poursuivies par les Nazis provoqua des réactions fortes de rejet en RFA et dans les pays voisins. C'est ce que les fondateurs ne virent point ou ne voulurent pas voir, qu'ils en aient été incapables, ou qu'il y ait eu là une volonté assumée, consciente ou non, de provoquer. Rappelons que le *Bund der Vertriebenen* et ses composantes considèrent traditionnellement la provocation comme un instrument utile pour ne pas disparaître de l'espace public et de la conscience des Allemands. Quoiqu'il en soit, la Fiduciaire prussienne, pour cette raison, et du fait de son objectif fondateur même, acquit très rapidement une réputation délétère qui amena ses propres commanditaires ou inspirateurs à s'en distancier. Cette question du nom fut, aux propres dires de Wilhelm von Gottberg, « *sehr schädlich* », « très néfaste⁵⁵⁰ » et E. Mathiak reconnaît lui-même à cet égard une erreur ; et il semble véritablement sincère lorsqu'il affirme qu'il fut, qu'ils furent, très surpris par le scandale provoqué, ou du moins par son ampleur⁵⁵¹. Notons que le fait de donner une dimension anglophone à la Fiduciaire prussienne est également le signe d'une autre motivation. On la détecte dans certains discours de Wilhelm von Gottberg tenus lors des grands rassemblements triennaux de la *Landsmannschaft Ostpreußen*. L'Allemagne, que ce soit l'Etat allemand directement ou bien des grandes entreprises, a entrepris de dédommager les victimes du nazisme, notamment les survivants du travail forcé dans les camps ou dans des usines « civiles ». Ces dédommagements eurent lieu en plusieurs vagues, les premières remontant aux années 1950, à l'ère Adenauer,

⁵⁴⁸ www.preussischetreuhand.de.vu/ ; www.ostpreussen-nrw.de

⁵⁴⁹ Entretien avec l'auteur en avril 2007.

⁵⁵⁰ Entretien avec l'auteur, août 2006.

⁵⁵¹ Entretiens avec l'auteur, août 2006, avril 2007.

les dernières ayant été mises en place à la fin des années 1990 ou au début des années 2000. Certaines entités, notamment les grandes entreprises héritières de celles qui avaient tiré bénéfice du travail forcé, Siemens ou BASF (héritière de l'IG Farben) par exemple, s'étaient vues placées dans la situation de procéder à de tels dédommagements sous peine de se voir attaquées devant les tribunaux américains⁵⁵². Une situation que von Gottberg avait plus ou moins directement assimilée à du chantage⁵⁵³. La Fiduciaire prussienne, en réaction, paraît cultiver l'espoir, laisse en tout cas le doute planer quant à un dépôt de plainte de sa part devant ces tribunaux. Ainsi affirmait-elle rechercher un avocat ayant de l'expérience dans les affaires jugées par des tribunaux internationaux et ayant des connexions avec des cabinets d'avocats américains⁵⁵⁴. De quelle manière voulait ou voudrait-on procéder ? Nous ne disposons pas d'éléments de réponse sur ce point. Nonobstant, la probabilité d'une telle démarche est aujourd'hui faible, voire très faible.

b. Le monde politique, les associations de réfugiés et la Fiduciaire prussienne

La (mauvaise) réputation de la Fiduciaire prussienne fut quasiment simultanée à son apparition effective dans l'espace public outre-Rhin. Lorsque les responsables politiques, même les mieux disposés à l'égard des associations de réfugiés, s'exprimèrent sur le sujet, ils ne laissèrent planer aucun doute sur leur absence totale de soutien à la démarche de la Fiduciaire. C'est Angela Merkel, pourtant soutien indéfectible d'Erika Steinbach, qui, peu avant son arrivée à la chancellerie, en fit l'illustration la plus éclatante devant un parterre de dirigeants du *Bund der Vertriebenen*⁵⁵⁵. Le président fédéral d'alors, Horst Köhler, lui même descendant d'Allemands de Bessarabie ayant dû quitter leur *Heimat* au siècle dernier, salua à son tour, un an après Mme Merkel et devant la même assemblée, le fait que le *Bund der Vertriebenen* se soit distancié de la Fiduciaire, précisant qu'il convenait de commémorer la souffrance et d'affirmer sa détermination à ne plus laisser advenir de telles souffrances et non d'exiger des réparations

⁵⁵² Effectivement susceptibles de se déclarer compétents pour de tels faits.

⁵⁵³ Discours de 2000, p. 13.

⁵⁵⁴ « *Gegenwärtig recherchieren wir, welche Rechtsanwälte am besten geeignet sind, unsere Ansprüche zu vertreten. Als Kriterien gelten vor allem bisherige Erfolge, Erfahrungen vor internationalen Gerichten sowie Verbindungen zu amerikanischen Anwaltskanzleien.* » « Actuellement, nous recherchons quels avocats seraient les plus à même de représenter nos revendications. Les critères principaux sont les succès rencontrés jusqu'ici, l'expérience des tribunaux internationaux ainsi que les connexions avec des cabinets d'avocats américains. » Onglet « *Der Geschäftsbetrieb* » du site de la Fiduciaire prussienne, information non datée, postérieure à janvier 2005, quoiqu'il en soit, www.preussischetreuhand.de.vu/.

⁵⁵⁵ Merkel, Angela, (à l'époque) présidente du groupe parlementaire CDU/CSU au *Bundestag* et présidente de la CDU, *Rede anlässlich des 'Tages der Heimat' am 6. August 2005 in Berlin*, www.bund-der-vertriebenen.de/files/redemerkel.pdf, p. 10 : « *Entschädigungsforderungen, wie sie etwa die Preussische Treuhand vorträgt, rufen [...] in Polen neue Ängste hervor. Für sie gibt es, lassen Sie mich das an dieser Stelle klar und deutlich sagen, von uns keine politische Unterstützung. Ich freue mich [...], dass die Führung des Bundes der Vertriebenen das genau so sieht.* » « Des exigences de dédommagements comme celles portées par la Fiduciaire prussienne, provoque [...] de nouvelles peurs en Pologne. Pour ces exigences, laissez moi le dire clairement et distinctement, il n'y a de notre part aucun soutien politique. Je me réjouis [...] que la direction de la Fédération des Expulsés voit les choses exactement de la même façon. »

matérielles⁵⁵⁶.

Avant cette distanciation au plus haut niveau de l'Etat, on avait assisté à un véritable abandon généralisé de la Fiduciaire prussienne et de ses dirigeants. Ainsi, Erika Steinbach elle-même, pourtant longtemps porteuse de revendications parfaitement dans la ligne de la Fiduciaire, avait choisi, plus contrainte par les événements que véritablement de son plein gré, de se distancier de cette initiative qui venait pourtant de ses propres rangs. En tant que co-présidente de la Fondation centre contre les expulsions, qui avait déjà bien du mal à faire avancer sa propre cause, elle ne pouvait se permettre de soutenir une entreprise n'ayant trouvé aucun défenseur capable de compenser le rejet massif et immédiat qu'elle avait rencontré dès sa présentation au public. On assista donc à une distanciation formelle de la part de celle qui est également la présidente du *Bund der Vertriebenen*, démarche qu'elle dut même répéter à plusieurs reprises devant l'ampleur du mouvement d'opposition à la Fiduciaire prussienne⁵⁵⁷. Précisons que Mme Steinbach était déjà, du fait de ses diverses responsabilités, à une place très élevée dans le classement des personnalités les moins appréciées en Pologne, une situation qui n'aurait pu qu'empirer sans cette distanciation régulièrement réitérée. La première de ces distanciations dans le cadre de ses fonctions à la tête de la Fondation centre contre les expulsions date du 21 mars 2004, il s'agit d'une déclaration commune de ses principaux dirigeants et/ou soutiens, certains noms étant connus de tout un chacun outre-Rhin, par exemple, Peter Glotz, avant son décès co-président de la Fondation et par le passé secrétaire général du SPD, Joachim Gauck, célèbre spécialiste de droit public s'étant fait connaître à l'époque de la *Wende* et de la réunification, Otto von Habsbourg, homme politique, descendant de la famille régnante autrichienne, Helga Hirsch journaliste de sensibilité sociale-démocrate, György Konrad écrivain (juif) hongrois, entre autres, affirmant qu'ils condamnaient les activités de la Fiduciaire prussienne et plus encore la provocation que constituait la référence assumée faite à la *Jewish Claims Conference*. Par ailleurs, ils affirmaient que toute revendication d'ordre matériel ne ferait que « durcir encore les fronts entre nos deux peuples » « et rendre plus difficile le dialogue si urgemment nécessaire⁵⁵⁸ ». Cette démarche de distanciation, E. Steinbach fut amenée à la réitérer en septembre 2005, au gré des rebondissements du débat autour de la question. Dans un communiqué de presse, elle affirma que « la souffrance humaine et les destins difficiles ne se soignent pas par l'argent ou la restitution de propriété⁵⁵⁹ ».

Avec elle, Wilhelm von Gottberg, également vice-président du *Bund der Vertriebenen*, dut, lui aussi, faire cette démarche, contraint et forcé. Rappelons que l'initiative de la Fiduciaire prussienne prit forme au sein de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, W. von Gottberg en confiant

⁵⁵⁶ Köhler, Horst, (Discours au rassemblement annuel de la Fédération des Expulsés, le 2 septembre 2006 à Berlin), *Rede von Bundespräsident Horst Köhler beim Tag der Heimat des Bundes der Vertriebenen am 2. September 2006 in Berlin*, www.bundespraesident.de, p. 7.

⁵⁵⁷ Voir le site de la Fondation Centre contre les expulsions : www.z-g-v.de.

⁵⁵⁸ « Zentrum gegen Vertreibungen distanziert sich von Preußischer Treuhand », 21 mars 2004, www.z-g-v.de

⁵⁵⁹ « Zentrum gegen Vertreibungen (ZgV) distanziert sich erneut von Preußischer Treuhand », 30 septembre 2005. www.z-g-v.de

même personnellement le projet au groupe de Rhénanie du Nord⁵⁶⁰. Du côté des responsables de la Fiduciaire prussienne, on a bien l'impression d'avoir subi une trahison, même si le mot est prononcé avec prudence. Pour Ehrenfried Mathiak, il n'y a aucun doute, la démarche d'Erika Steinbach est purement politique et n'a qu'un seul but : faire avancer son projet de Centre contre les expulsions. Il n'est bien évidemment pas d'accord avec cette démarche de la présidente du *Bund der Vertriebenen*, dont il remettait également en question la justesse du calcul lorsqu'il nous fut donné de le rencontrer personnellement au printemps 2007. Il objectait, à l'époque, que rien ne garantissait que le projet de centre avancerait ou aboutirait effectivement, que distance avec la Fiduciaire prussienne eût été prise ou non. Il affirmait également, que si c'était tout de même le cas, on aurait alors probablement dû lâcher la proie pour l'ombre, puisque ce Centre n'aurait certainement plus grand chose à voir avec le projet initial⁵⁶¹. Celui qui fut longtemps président de la *Landsmannschaft Ostpreußen-NRW* se référait également aux propos même d'Erika Steinbach en 1998, illustrant le fait qu'elle ne s'était pas toujours tenue à distance des motivations ayant présidé à la fondation de la Fiduciaire prussienne. À l'époque elle affirmait encore : « Nous ne pouvons décharger le gouvernement fédéral de son devoir de protection. Nos droits humains ne peuvent être sacrifiés à n'importe quel prix sur l'autel d'un élargissement à l'Est⁵⁶² ». À l'époque, dans ces « *Menschenrechte* », « droits de l'homme », était inclus sans doute possible, le droit à la propriété. Savoir si les convictions d'Erika Steinbach ont réellement évolué sur la question ou si sa position actuelle n'est qu'une posture est évidemment plus que difficile. On peut toutefois affirmer que ses différents voyages en Pologne, tous aussi pénibles les uns que les autres, tant ce qu'elle représente, ou est censée représenter, provoque une aversion très large, voire générale, sont susceptibles d'avoir provoqué chez la dirigeante une prise de conscience telle que celle-ci : le point de vue des associations de réfugiés dans sa forme la plus dure, la plus cristallisée autour de convictions épurées (au sens chimique du terme) par des dizaines d'années de lutte et d'isolement politique toujours croissant n'est peut-être pas si indiscutablement juste que cela et que le porter dans toute sa raideur doctrinaire n'est peut-être pas dans l'intérêt même des réfugiés ou de leurs associations. Une argumentation à laquelle les membres desdites associations semblent toutefois rester relativement insensibles, si l'on en croit les personnalités qui sont à leur contact au plan local, loin de la politique fédérale menée à Berlin⁵⁶³. Précisons toutefois que si la présidente du *Bund der Vertriebenen* s'est bel et bien distanciée de la Fiduciaire prussienne, de sa façon de faire et de ses activités même, c'est-à-dire « la démarche de faire valoir des revendications de réparations matérielles⁵⁶⁴ » qui « ne [sont] pas en phase avec les objectifs politiques du *Bund der Vertriebenen*⁵⁶⁵ », elle ne soutenait,

⁵⁶⁰ Entretien avec E. Mathiak.

⁵⁶¹ Voir la deuxième partie de ce travail.

⁵⁶² « *Wir dürfen die Bundesregierung nicht aus ihrer Schutz- und Obhutspflicht entlassen. Unsere Menschenrechte dürfen nicht auf dem Altar einer Osterweiterung um jeden Preis geopfert werden.* » Cité in Mathiak, Ehrenfried, *Festansprache beim 43. Kreistreffen der Lycker in Hagen*, archives personnelles de l'orateur, juin 1998, p. 10.

⁵⁶³ Entretiens avec Jochen Zauner et Ehrenfried Mathiak.

⁵⁶⁴ « *Die Geltendmachung von materiellen Entschädigungen* », anonyme, « Steinbach bietet Verzicht an », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 6 août 2004, www.faz.net.

⁵⁶⁵ « *Die nicht mit den politischen Zielen des Bundes der Vertriebenen im Einklang [sind]* », *ibid.*

en août 2004 encore, que sous condition le renoncement aux revendications matérielles ; elle proposait par ailleurs que le gouvernement trouve un cadre légal, « qui fasse de tout cela un problème intérieur allemand⁵⁶⁶ ». En 2006, elle affirmait, à l'occasion du dépôt de plainte de la Fiduciaire prussienne devant la Cour européenne des droits de l'homme que le *Bund der Vertriebenen* s'en était déjà « cent fois distancié⁵⁶⁷ » et que si ce point était à nouveau abordé, c'est qu'il restait justement « des questions non-réglées⁵⁶⁸ ». On remarque donc que la prise de distance d'avec la Fiduciaire prussienne est bien réelle, mais qu'Erika Steinbach ne peut complètement condamner l'idée de réparations matérielles, quand bien même le désirerait-elle. En effet, cela provoquerait de trop grands troubles dans l'organisation qu'elle dirige et risquerait de la couper de sa base. Rudi Pawelka, n'était-il pas allé jusqu'à affirmer, en 2004, qu'elle devrait démissionner de son poste « puisqu'elle ne représentait plus la majorité des membres du BdV » et n'était plus en accord avec « le comité directeur de la fédération⁵⁶⁹ » ?

Quant à la position de von Gottberg, également marquée du sceau de la distanciation officielle, E. Mathiak en concevait, cela n'est en rien étonnant, une très grande amertume ainsi qu'une déception que l'on devine encore bien plus grande que celle que ses propos laissent transparaître. Il était également surpris car son président fédéral passait (et passe toujours) pour une personne au discours engagé et ne reculant devant rien quand il s'agit de faire avancer les revendications des Réfugiés, quelle qu'en soit leur nature. D'autant qu'après la première distanciation de la part d'Erika Steinbach, le comité directeur de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, sans s'exprimer clairement et publiquement sur ce point, avait décidé de continuer à soutenir les démarches concernant la question des droits de propriété⁵⁷⁰.

S'agissant du SPD, il va sans dire qu'aucune distanciation n'était nécessaire puisque personne n'aurait envisagé qu'il puisse ne pas être viscéralement opposé à une telle entreprise. Le geste le plus spectaculaire d'un membre de ce parti à l'égard de la Fiduciaire prussienne fut accompli par Gerhard Schröder, non en tant que social-démocrate, mais en tant que chancelier fédéral. Lors d'un voyage à Varsovie il affirma « qu'il ne pouvait plus y avoir de place pour des demandes de restitutions allemandes » vis-à-vis de la Pologne⁵⁷¹. Ce message s'adressait autant à l'opinion publique et au gouvernement polonais qu'à l'opinion publique allemande qui, à partir de cet instant ne put plus ignorer l'existence de cette organisation, dès lors mise sous le

⁵⁶⁶ « *Das Ganze zu einem innerdeutschen Problem macht* », *ibid.*

⁵⁶⁷ « *Hundert Mal davon distanziert* », anonyme, « Vertriebene verklagen Polen/Kaczynski: Ernsthafte Gefahr für die Beziehungen zu Deutschland », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 15 décembre 2006, www.faz.net.

⁵⁶⁸ « *Ungelösten Fragen* », anonyme, « Polen und Deutsche kritisieren 'Preußische Treuhand' », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 16 décembre 2006, www.faz.net.

⁵⁶⁹ « 'Preußische Treuhand' legt Steinbach Rücktritt nahe », 14 septembre 2004, www.welt.de.

⁵⁷⁰ Comme l'affirmaient Ehrenfried Mathiak et Rudi Pawelka dans une interview donnée au *Kölner Stadt-Anzeiger*, citée in « 'Preußische Treuhand' legt Steinbach Rücktritt nahe », 14 septembre 2004, www.welt.de.

⁵⁷¹ *Bulletin der Bundesregierung*, Nr. 73-1 vom 1. August 2004, « Rede von Bundeskanzler Gerhard Schröder bei seinem Besuch zum 60. Jahrestag des Warschauer Aufstandes am 1. August 2004 in Warschau » (« Discours du chancelier Gerhard Schröder lors de sa visite à Varsovie à l'occasion du 60^{ème} anniversaire du soulèvement de Varsovie le 1^{er} août 2004 »), p. 2.

feu des projecteurs des plus grands médias allemands. Le message du chancelier s'adressait également à ceux parmi les réfugiés organisés qui ne fondaient aucun espoir dans les activités de la Fiduciaire prussienne. Le discours eut un grand retentissement, notamment en RFA, où les uns y virent une mise au point salutaire et définitive sur la question, les autres une nouvelle trahison de leurs « revendications légitimes » (les « *berechtigte Anliegen* » dont les communiqués de presse de la CDU et de la CSU sur toutes questions concernant les Réfugiés n'omettaient jamais de faire mention depuis des dizaines d'années, sans toutefois vraiment les définir⁵⁷²). Par la suite on assista à une bataille d'expertises sur la question, les uns et les autres faisant appel à des spécialistes qu'ils savaient, *a priori*, favorables à leur point de vue, sans que ces expertises n'acquiescent ne serait-ce qu'une part du retentissement du discours de Varsovie.

Les gouvernements allemands et polonais commandèrent un rapport sur le sujet qui excluait toute perspective de réussite pour les plaintes susceptibles d'être posées devant des tribunaux aussi bien allemands, que polonais, européens (ceux de l'Union ainsi que la Cour européenne des droits de l'homme) ou extra-européens (en l'occurrence américains [Etats-Unis]) et qui donnait au discours de G. Schröder une portée engageante pour la RFA⁵⁷³. En 2005, un rapport élaboré pour le *Bundestag*, par un spécialiste de droit public et du droit international de Potsdam, déclarait pour sa part, que le discours du chancelier ne liait en rien la République fédérale⁵⁷⁴.

c. Nouveau rapprochement de la *Landsmannschaft Ostpreußen* et de la Fiduciaire prussienne

Si Erika Steinbach maintient la distance avec la Fiduciaire, on ne peut pas en dire autant de la *Landsmannschaft Ostpreußen* et de son président. Nous avons précisé que les propos par lesquels il s'en était distancié lui avait beaucoup coûté. Dans l'entretien que nous avons pu avoir avec lui, il indiquait bien que c'était l'apparence publique que l'organisation se donnait (et uniquement elle) qu'il condamnait car elle était néfaste pour la cause et pour l'Allemagne. Mais il précisait que, dans un Etat de droit, une telle démarche était légitime, devait être possible dans tous les cas. Dans son discours de 2008 lors de la grande réunion triennale de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, il affirme simplement que c'est une « action légitime », « *legitimes Handeln*⁵⁷⁵ », sans relativisation d'aucune sorte. Lors de notre entretien, il avait argué du fait que la branche de la *Landsmannschaft Ostpreußen* qui hébergeait en son sein la Fiduciaire prussienne, celle de Rhénanie du Nord-Westphalie, était parfaitement indépendante

⁵⁷² Voir la deuxième partie, notamment la sous-partie consacrée aux rapports entre associations de réfugiés et partis politiques.

⁵⁷³ Barcz, Jan, Frowein, Jochen A., *Gutachten zu Ansprüchen aus Deutschland gegen Polen in Zusammenhang mit dem zweiten Weltkrieg (Expertise sur les revendications allemandes envers la Pologne en rapport avec la Seconde Guerre mondiale)*, réalisée à la demande des gouvernements de la République fédérale d'Allemagne et de la République de Pologne, 2 novembre 2004, 40 p.

⁵⁷⁴ Rapport établi par Eckart Klein et daté du 15 février 2005 cité dans un communiqué de la Fiduciaire prussienne signé de Rudi Pawelka et intitulé « *Vertreibung darf sich nicht lohnen* », www.preussischetreuhand.de/vu/.

⁵⁷⁵ Voir *supra*, II. A. 2., partie consacrée aux discours du président de la *Landsmannschaft Ostpreußen*.

de lui et de la *Landsmannschaft Ostpreußen* fédérale, sise à Hambourg, puisque, en vertu de l'organisation fédérale de l'organisation, ce sont les composantes régionales indépendantes qui délèguent leur pouvoir vers le haut et non le siège hambourgeois vers le bas. Pour autant, ces arguments n'étaient pas vraiment convaincants. On pourrait même dire qu'ils étaient de pure forme. La distanciation de la distanciation opérée en 2008 ne peut donc être perçue comme une réelle surprise. D'autant que la *Landsmannschaft Ostpreußen-NRW* reste un appui constitutif de taille pour la Fiduciaire prussienne qui y a recruté des membres et des soutiens importants. Précisons également que, dans ses discours, W. von Gottberg n'a jamais ouvertement critiqué la Fiduciaire prussienne. Quand il ne convient pas, pour des raisons conjoncturelles, d'en parler, il s'en abstient. Quand la situation le rend possible, il défend l'action de l'organisation, allant même jusqu'à affirmer qu'elle avait toujours agi « avec le tact nécessaire⁵⁷⁶ ».

On sait que la *Landsmannschaft Ostpreußen-NRW* est une cheville ouvrière de la Fiduciaire prussienne. Début décembre 2008, le groupe de Rhénanie-Palatinat de l'organisation apporta à son tour, par le biais de son président, un soutien total à la Fiduciaire prussienne. Wolfgang Thüne parle de « plainte justifiée de la Fiduciaire prussienne SARL pour une réparation de la confiscation de la propriété⁵⁷⁷ ». Les termes choisis ne laissent aucun doute quant au soutien total apporté ici à la Fiduciaire prussienne. L'auteur de cette lettre aux membres de la *Landsmannschaft Ostpreußen-Rhénanie-Palatinat*, fait référence à la plainte portée devant la Cour européenne des droits de l'homme par la Fiduciaire prussienne au nom d'une vingtaine de Réfugiés. Ces plaintes furent rejetées par cette cour, sans avoir été étudiées sur le fond. Le motif est d'une part que la Pologne n'a ratifié la Convention européenne des droits de l'homme qu'en 1993 et que cette dernière ne la lie donc juridiquement que pour des événements postérieurs, d'autre part que l'Etat polonais n'avait, dans les premières années après la fin du second conflit mondial, pas de réel contrôle sur les territoires dont furent chassées les populations allemandes et qui furent mis sous administration polonaise lors de la conférence de Potsdam⁵⁷⁸. Thüne qualifie l'arrêt de la Cour de « scandale qui offense la saine compréhension du droit⁵⁷⁹ », une phraséologie qui n'est pas sans rappeler celle des discours de Wilhelm von Gottberg ou d'Ehrenfried Mathiak, ses homologues de la région voisine ou au niveau fédéral.

Quant aux politiques allemands, il ne s'en trouve pas un seul d'importance pour déplorer publiquement cette fin de non-recevoir de la Cour européenne des droits de l'homme. Bien au contraire, Angela Merkel s'en félicite, précisant que « la décision était un 'signal d'importance',

⁵⁷⁶ Discours de 2008, voir *supra*, II. A. 2..

⁵⁷⁷ « *Berechtigte Klage der Preußischen Treuhand GmbH auf Wiedergutmachung des Eigentumsraubes* », Thüne, Wolfgang, « Ehre sei Gott in der Höhe und Friede auf Erden..... », p. 1, www.ostdeutsches-forum.net.

⁵⁷⁸ Voir anonyme, « 'Preußische Treuhand' scheitert mit Beschwerde », 9 octobre 2008, www.tagesschau.de, ainsi que : The European Court of Human Rights (Fourth Section), sitting on 7 October 2008 « FOURTH SECTION/ DECISION AS TO THE ADMISSIBILITY OF Application no. 47550/06 by PREUSSISCHE TREUHAND GMBH & CO. KG A. A. against Poland », <http://cmiskp.echr.coe.int/tkp197/view.asp?action=html&documentId=841872&portal=hbkm&source=externalbydocnumber&table=F69A27FD8FB86142BF01C1166DEA398649>.

⁵⁷⁹ « *ein Skandal, der das gesunde Rechtsempfinden beleidigt* », *ibid.*, p. 2.

pour qu'à l'avenir il n'y ait plus d'insécurité⁵⁸⁰ [sur ces questions] », tout comme son ministre des Affaires étrangères Franck-Walter Steinmeier (SPD) qui souligne que cet arrêt ne fait que confirmer la position du gouvernement selon laquelle il n'existe plus dans les relations germano-polonaises de « question patrimoniale ouverte en rapport avec la Seconde Guerre mondiale⁵⁸¹. »

La Fiduciaire prussienne et ses tenants condamnent ces réactions, surtout celle de la chancelière qu'ils avaient pensée acquise ou en tout cas favorable à leur cause, malgré les distanciations publiques sans équivoque qu'elle avait professées à plusieurs reprises. La Fiduciaire prussienne, dans une prise de position quant à l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme, dénonce la réaction du gouvernement allemand, de la chancelière et du ministre des Affaires étrangères, qu'elle qualifie d' « offense éhontée faite au sentiment du droit de tous ceux dont la pensée est raisonnable et juste⁵⁸² ». Rudi Pawelka, par le biais du service de presse de la *Landsmannschaft Schlesien* parle à propos des prises de position du ministère des Affaires étrangères excluant toute revendication d'ordre patrimoniale à l'égard de la Pologne depuis le discours du chancelier Schröder le 1^{er} août 2004, d'une « grave entorse au droit et d'une rupture du lien de confiance avec les Réfugiés⁵⁸³ ». W. Thüne, pour sa part, s'attaque directement à Mme Merkel qui, de par sa réaction à l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme, a « brisé le lien avec les Réfugiés et considérablement alourdi le climat politique⁵⁸⁴ ». On peut, pour la deuxième partie de cette déclaration, clairement affirmer le contraire, la position sur la question toujours très claire et ferme de la chancelière, ayant permis et permettant de préserver un climat de confiance dans les relations germano-polonaises et dans la société allemande, au sein de laquelle les soutiens à la Fiduciaire prussienne ne sont pas sensiblement plus nombreux que dans la classe politique.

d. La décision de la Cour européenne des droits de l'homme : échos et résonances

Pourquoi la Fiduciaire prussienne a-t-elle porté plainte contre la Pologne devant la Cour européenne des droits de l'homme ? Pourquoi ne pas s'adresser d'abord à des tribunaux polonais

⁵⁸⁰ « Die Entscheidung sei 'ein wichtiges Signal', damit es künftig keine Unsicherheiten mehr gebe », in anonyme, « Preußische Treuhand scheidet vor Gericht », 9 octobre 2008, www.sueddeutsche.de.

⁵⁸¹ « Keine offenen Vermögensfragen im Zusammenhang mit dem Zweiten Weltkrieg », anonyme, « 'Preußische Treuhand' scheidet mit Beschwerde », 9 octobre 2008, www.tagesschau.de.

⁵⁸² « Schamlose Verletzung der Rechtsgefühle aller billig und gerecht denkenden Menschen », in « Die Preußische Treuhand stellt zur Entscheidung des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte (EGMR) in Straßburg vom 7.10.2008 fest : », www.Preussische-Treuhand.org, p. 5.

⁵⁸³ Pawelka, Rudi, Bundesvorsitzender der Landsmannschaft Schlesien, « Vertreibung auch 1945 völkerrechtswidrig – Zweifel aus dem Außenministerium verwundern - », Pressedienst Schlesien Nr. 25/2008, 14 août 2008, www.Preussische-Treuhand.org, p. 3.

⁵⁸⁴ « Das Band gegenüber den Heimatvertriebenen zerschnitten und das politische Klima erheblich belastet », Thüne, Wolfgang, « Ehre sei Gott in der Höhe und Friede auf Erden..... », p. 1, www.ostdeutsches-forum.net, p. 2.

après tout premiers compétents pour des affaires concernant des biens aujourd'hui en territoire polonais ? Les perspectives n'étaient tout simplement pas très engageantes, voire nulles, les lois polonaises ne prévoyant pas la possibilité pour un étranger de porter plainte contre l'Etat polonais pour obtenir ce genre de réparations⁵⁸⁵. Lorsque les frères Kaczynski étaient tous deux au pouvoir, les déclarations globalement hostiles à l'Allemagne n'étaient pas rares et celles violemment hostiles à la Fiduciaire prussienne (et, au-delà, aux associations de réfugiés en général) régulières. Il était même question de promulguer des lois interdisant spécifiquement aux Allemands de recourir aux tribunaux polonais s'agissant de toute question de propriété.

Quant à des recours devant les tribunaux allemands, il y en eut en 1992 notamment, lorsque la Cour constitutionnelle se refusa à condamner le gouvernement allemand suite à la plainte de réfugiés⁵⁸⁶. De nouveaux recours en Allemagne même semblent donc ne pas avoir plus d'espoir de succès : la jurisprudence et la législation allemande reconnaissent que « l'Etat peut renoncer à ses droits pour ne pas mettre à mal ses relations diplomatiques avec un autre pays⁵⁸⁷ ». Malgré tout, quatre plaintes furent déposées en décembre 2007 auprès du Tribunal administratif de Berlin. Les plaignants par ce biais attaquent l'attitude du gouvernement qui refuse de leur assurer un soutien diplomatique face à la Pologne, soutien sans lequel ils ne peuvent espérer faire valoir leurs droits sur les biens confisqués après 1945⁵⁸⁸. Rien n'indique que le sort de ces plaintes doive différer de celui des précédentes.

Il restait/reste donc la possibilité de s'adresser à la Cour européenne des droits de l'homme qui a, comme on l'a vu, rejeté ces plaintes, attendu que la Pologne n'avait, d'une part, pas ratifié la Convention européenne des droits de l'homme à l'époque des faits et que, d'autre part, elle ne contrôlait pas effectivement les territoires où se déroulèrent les faits incriminés, à l'époque où ils eurent lieu⁵⁸⁹. La Fiduciaire prussienne laisse donc entendre qu'elle portera devant la même cour des plaintes concernant des événements postérieurs, survenus à une époque où, sans ambiguïté possible, l'Etat polonais était maître de la situation dans les territoires en question. Ces plaintes seront-elles vraiment portées devant la Cour ? Cela n'est pas invraisemblable. En effet, rien n'indique que la détermination de la Fiduciaire prussienne doive fléchir, à moins

⁵⁸⁵ Gabel, Markus, « Allemagne-Pologne/Revendications des expulsés et réparations de guerre », in *Le courrier des pays de l'Est*, n° 1049, mai-juin 2005, La Documentation française, Paris, p. 33. Voir également le texte de l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme, note 52, p. 13, dans lequel il est fait référence au texte de la plainte déposée par la Fiduciaire prussienne, affirmant que certes, on s'adressait directement à la Cour européenne des droits de l'homme sans être passé par les tribunaux polonais (ce qui, *a priori*, va contre les procédures de saisine de la Cour), mais que cette omission est légitime, car une telle démarche n'aurait bénéficié « d'aucune base légale en Pologne et qu'on ne peut attendre des plaignants d'avoir recours à des procédures coûteuses qui, de façon évidente, n'auraient aucune chance d'aboutir. »

⁵⁸⁶ Communiqué de la Fiduciaire prussienne, Preußische Treuhand GmbH & Co. Kommanditgesellschaft auf Aktien, « Vertriebene Alteigentümer verklagen Bundesregierung – Diplomatischer Schutz wird eingefordert - » (« D'anciens propriétaires réfugiés portent plainte contre le gouvernement fédéral – Une protection diplomatique est exigée - »), non daté, postérieure à décembre 2007, www.Preussische-Treuhand.org.

⁵⁸⁷ Gabel, *op. cit.* p. 35. Les droits en question sont ceux de réclamer réparation à un Etat tiers, en représentation de ses citoyens lésés par l'Etat en question.

⁵⁸⁸ Communiqué cité deux notes plus haut.

⁵⁸⁹ Précisons que la Cour aurait pu se pencher sur des faits antérieurs à cette ratification si ceux-ci venaient à être considérés comme des actes produisant « une situation continue de privation de droit », « *a continuing situation of 'deprivation' of a right* », et non comme des « actes instantanés », « *instantaneous acts* », ne produisant donc pas de situation perdurant jusqu'à aujourd'hui. Arrêt cité de la Cour européenne des droits de l'homme, point 57, p. 15.

que les moyens financiers viennent à lui manquer, ce qui pour l'instant n'est pas le cas. Les pressions sociales et politiques que subissent les responsables de l'organisation et ses soutiens, dont il convient de ne pas négliger l'intensité, ne semblent pas non plus freiner outre mesure leur action. En effet la Fiduciaire prussienne est une entité indépendante qui n'a donc d'ordre à recevoir de personne en dehors de ses administrateurs et actionnaires. Ainsi les divisions à son sujet au sein du *Bund der Vertriebenen* ne sont ni un véritable frein ni, *a contrario*, un véritable accélérateur à son action. Quant aux condamnations régulières de son existence même de la part du gouvernement, elles ne l'atteignent pas vraiment non plus, bon nombre de dirigeants⁵⁹⁰ des associations de réfugiés ayant l'habitude de travailler dans une ambiance très hostile. De même les pressions sociales ou médiatiques qu'ils subissent, parfois avec violence⁵⁹¹, ne remettent pas véritablement en cause leur engagement. Même si certains avouent en souffrir ou en avoir souffert de telle manière que cet engagement se fait désormais de façon moins ouverte⁵⁹².

La Fiduciaire prussienne s'est tournée vers la Cour européenne des droits de l'homme, non seulement par manque de perspective auprès d'autres tribunaux, mais également car celle-ci avait donné raison à une Chypriote grecque qui s'était vu privée de sa propriété du fait de l'invasion et de l'occupation de la partie nord de son île natale par l'armée turque⁵⁹³. Forte de ce précédent, la Fiduciaire prussienne a voulu exploiter cette ouverture significative et, pour elle, porteuse d'espoir. Aujourd'hui, ces espoirs sont déçus. Pour autant, il serait présomptueux d'affirmer que d'autres plaintes, motivées de façon différente, subiraient forcément le même sort.

Quoi qu'il en soit, le motif premier ouvertement exposé de ces plaintes : se voir restituer les propriétés perdues ou, à défaut, se voir dédommager de cette perte, n'est pas l'unique motif. En effet, au moins aussi importante est la volonté d'obtenir reconnaissance, d'une façon ou d'une autre, du statut de victime non seulement d'une expropriation indue, mais également d'exactions sur la personne physique des plaignants et, d'un point de vue collectif, d'une « *ethnische[n] Säuberung* », « épuration ethnique⁵⁹⁴ » dont l'expropriation

⁵⁹⁰ Ceux qu'on appelle *Funktionäre* outre-Rhin.

⁵⁹¹ En Allemagne, existe un mouvement organisé qui se définit comme antifasciste. Il est usuellement appelé « *Antifa* » et s'appuie, entre autre, sur la tradition antifasciste telle quelle fut cultivée en RDA. Ce mouvement est historiquement et activement opposé aux associations de réfugiés, considérées comme des foyers de « revanchisme ». Voir *Kalte Heimat/Die Geschichte der deutschen Vertriebenen nach 1945*, Siedler Verlag, 2008, Munich, p. 188-189. Dans certains *Länder*, comme la Rhénanie du Nord, ce mouvement est sous surveillance du service de protection de la Constitution du fait de la « *Gewaltbereitschaft* » de certains de ses membres, le fait qu'il soit prêt à faire usage de la violence. Voir *Innenministerium des Landes Nordrhein-Westfalen*, « Antifaschismus », 8 novembre 2008, <http://im.nrw/sch/409.htm>.

⁵⁹² Ainsi en est-il de E. Mathiak qui nous confiait que certes l'activité politique (« *das politische Geschäft* ») était un monde très dur, mais que là, on atteignait un stade qui devenait véritablement difficile à supporter. Cela est probablement une des explications au relatif recul qu'il prit quant aux responsabilités qui étaient les siennes dans le cadre de la *Landsmannschaft Ostpreußen* et de la Fiduciaire prussienne. Ainsi en est-il aussi de Jochen Zauner qui nous confiait désormais signer certains articles de revues telles que celle du *Bund Junges Ostpreußen* (association de jeunesse de la *Landsmannschaft Ostpreußen*) par un pseudonyme par peur des conséquences possibles dans le domaine professionnel.

⁵⁹³ La Cour a refusé d'appliquer la jurisprudence issue de ce cas aux plaignants représentés par la Fiduciaire prussienne, car l'expropriation de cette Chypriote n'était fondée sur aucun texte de loi, ce qui n'est pas le cas ici. Arrêt cité de la Cour européenne des droits de l'homme, point 61, p. 16.

⁵⁹⁴ « Die Preußische Treuhand stellt zur Entscheidung des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte (EGMR) in

de masse fut un moyen privilégié, bref « *eines Verbrechens gegen die Menschlichkeit* », « d'un crime contre l'humanité⁵⁹⁵ ». La Cour s'est déclarée incompétente sur ces questions pour les raisons énoncées plus haut. Elle a par ailleurs refusé de déclarer l'Etat polonais responsable de ces actions de confiscation et d'expulsion. Ces décisions ou absences de décision provoquent du côté de la Fiduciaire prussienne une colère certaine, de l'incompréhension ainsi que l'impression de ne pas avoir bénéficié d'un procès équitable⁵⁹⁶. L'argumentaire développé dans la prise de position de la Fiduciaire prussienne face à l'arrêt de la Cour sont proches de ceux des discours de W. von Gottberg, entre autres. Ils partent du principe que la conférence de Potsdam et le traité qui l'a conclue ne constituent pas une source de droit, contrairement aux juges de la Cour européenne des droits de l'homme qui s'appuient dans leur arrêt, notamment, sur ce traité conclu le 2 août 1945 ainsi que sur les accords passés entre Alliés à la conférence de Yalta⁵⁹⁷. La Fiduciaire prussienne affirme également que les Allemands sont, de façon générale, victimes de discrimination ; on assisterait donc à un jugement à la carte, dans lequel les règles de droit international n'auraient pas la même valeur pour tout le monde. Référence est également faite au tribunal de Nuremberg, au droit des vainqueurs prenant le pas sur le droit international et, enfin, au fait que la Chambre ayant rendu l'arrêt ait compté dans ses rangs un juge polonais, ce qui justifierait qu'on se pose la question suivante « dans quelle mesure la vision polonaise a eu, seule, une influence décisive⁵⁹⁸ ».

Au-delà de ces considérations juridiques relativement complexes dans un domaine, celui du droit international, par essence sujet à discussions et controverses, il nous faut ici préciser deux points en particulier.

Premièrement, il existe chez de nombreux réfugiés allemands une rancœur parfois extrêmement vive face à la Pologne et aux Polonais. Chez certains, comme E. Mathiak, elle paraît constitutive de son engagement. Dans son discours transparaît, d'une part, une rancœur très forte qui mériterait peut-être un autre nom, ainsi que, d'autre part, une condescendance certaine face à ceux qui se révèlent incapables d'administrer correctement la *Heimat*⁵⁹⁹. Une des

Straßburg vom 7.10.2008 fest », www.Preussische-Treuhand.org, p. 2, il s'agit d'une prise de position de la Fiduciaire prussienne quant à l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme du 7 octobre 2008,

⁵⁹⁵ *Ibid.*

⁵⁹⁶ *Ibid.*, p. 4., « *Verstoß gegen die Forderung eines fairen Verfahrens* », « enfreinte à l'exigence d'une procédure équitable ».

⁵⁹⁷ Arrêt du 7 octobre 2008, de la Cour européenne des droits de l'homme sur l'admissibilité de la plainte posée par la Fiduciaire prussienne contre la Pologne, The European Court of Human Rights (Fourth Section), sitting on 7 October 2008 « FOURTH SECTION/DECISION AS TO THE ADMISSIBILITY OF Application no. 47550/06 by PREUSSISCHE TREUHAND GMBH & CO. KG A. A. against Poland », p. 8, <http://cmiskp.echr.coe.int/tkp197/view.asp?action=html&documentId=841872&portal=hbk&source=externalbydocnumber&table=F69A27FD8FB86142BF01C1166DEA398649>.

⁵⁹⁸ « Die Preußische Treuhand stellt zur Entscheidung des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte (EGMR) in Straßburg vom 7.10.2008 fest », www.Preussische-Treuhand.org, p. 5, « *inwieweit nur die polnische Sicht entscheidenden Einfluß erhalten hat* ».

⁵⁹⁹ Faisant à cette occasion usage d'un certain nombre de stéréotypes, notamment celui de la « *polnische Wirtschaft* », littéralement « l'économie polonaise », c'est-à-dire l'incapacité supposée des Polonais à gérer de façon efficace quelque entreprise que ce soit. Lorsque l'on connaît les difficultés qui furent celles de la famille de cette personnalité, expulsée de Prusse orientale vers une Franconie peu accueillante pour des réfugiés considérés comme des « *Polacken* », eux qui, une génération plus tôt, parlaient le mazure, c'est-à-dire un dialecte polonais, la définition suivante du stéréotype est particulièrement intéressante : c'est un « produit déterminé par des

explications de cette condescendance se trouve dans la volonté héritée de la génération de ses parents qui ont subi l'expulsion de se démarquer des Polonais auxquels les *Einheimischen*, les habitants des régions dans lesquelles les réfugiés, contraints par les événements et les autorités, s'installèrent, les assimilaient. Ce processus était d'autant plus problématique que la germanité des familles mazures était souvent assez récente. Dans la famille de E. Mathiak, au moment de Fuite et Expulsion, on ne parlait allemand que depuis, au plus, une génération, le mazure, dialecte polonais, ayant été, des générations durant, l'idiome maternel. Précisons toutefois que bien des réfugiés étrangers aux *Landsmannschaften*, voire défiants à leur égard, entretiennent un rapport très problématique avec leurs voisins orientaux et déclarent ne vouloir « rien avoir à faire avec les Polonais⁶⁰⁰ », tant l'effet du traumatisme subi est profond et toujours vivace. Historiquement, les populations de ce qui était l'Est de l'Allemagne jusqu'en 1918 ou en 1945 ont été entretenues de façon délibérée dans l'esprit du *Grenzlanddeutschtum*, de la germanité des confins. Cet esprit voulait qu'elles soient à la fois les avant-postes et les gardiens de la culture germanique/allemande face aux populations slaves réputées en retard du point de vue du développement aussi bien techniques que culturel/civilisationnel. Ce véritable complexe de supériorité, dont la RFA en général s'est défait, est encore perceptible dans certaines publications relevant de la littérature Réfugiés⁶⁰¹ et d'une historiographie aujourd'hui dépassée conférant aux Allemands de l'Est de l'époque, ainsi qu'aux Allemands implantés plus loin à l'Est encore⁶⁰², une véritable mission civilisatrice du fait de leur « supériorité culturelle⁶⁰³ ». Notons qu'en Pologne, en miroir, on note parfois encore l'expression d'un certain complexe d'infériorité correspondant.

Le second point à préciser, sans considérer non plus les tenants et aboutissants juridiques⁶⁰⁴, est le suivant : les deux gouvernements, aussi bien allemand que polonais, appellent de tous leurs vœux la cessation des activités de la Fiduciaire considérée comme un facteur de trouble important entre les deux Etats. L'éditorial du *Courrier des pays de l'Est* mai-juin 2005 affirmait avec raison, parlant des exécutifs allemand, polonais et tchèque, que « les gouvernements temporisent, souhaitant avant tout clore définitivement ce chapitre⁶⁰⁵ ». Dans cette ligne, Angela Merkel, même du temps où le premier ministre de Pologne était M. Kaczynski

circonstances particulières qui se veut et se présente comme la perception d'une essence, il exerce une fonction affective et mobilisatrice essentielle : il classe, organise, attribue, différencie, et ce faisant rassure et conforte les identités fragiles et incertaines. », Krulic, Brigitte, *Fascination du roman historique*, Autrement, Paris, 2007, p. 105.

⁶⁰⁰ « *Nichts mit den Polen zu tun* », réfugiés de Silésie rencontrés par l'auteur à Solingen et qui ont désiré garder l'anonymat.

⁶⁰¹ Voir *infra*, deuxième partie, II.

⁶⁰² Voir Münz, Rainer, Ohliger, Rainer, « *Auslandsdeutsche* », p. 370-388 in, François, Etienne, Schulze, Hagen, (sous la direction de) *Deutsche Erinnerungsorte*, tome 1, C. H. Beck, Munich, 2001, 724 p.

⁶⁰³ « *Kulturelle Überlegenheit* », voir Hahn, Eva, Hahn, Hans Henning « *Flucht und Vertreibung* », p. 335-351, in, François, Etienne, Schulze, Hagen, (sous la direction de) *Deutsche Erinnerungsorte*, tome 1, C. H. Beck, Munich, 2001, 724 p., ici p. 345-346 en particulier.

⁶⁰⁴ S'agissant de l'état de ceux-ci en 2005, voir Gabel, Markus, « *Allemagne-Pologne/Revendications des expulsés et réparations de guerre* », in *Le courrier des pays de l'Est*, n° 1049, mai-juin 2005, La Documentation française, Paris, p. 30-41.

⁶⁰⁵ « *Allemagne-Est/Séquelles du passé et nouvelle architecture des relations/Avant-propos* », in *Le courrier des pays de l'Est*, n° 1049, mai-juin 2005, La Documentation française, Paris, p. 3.

développait et développe aujourd'hui encore de très nombreux efforts pour que la relation soit la plus constructive et paisible possible, tâche des plus ardues à l'époque mais qui, aujourd'hui, semble plus aisée, étant donné que le nouveau chef du gouvernement de Varsovie, Donald Tusk, ne partage pas les vues national-conservatrices de son prédécesseur. National-conservatrices, ironie du sort, c'est ainsi que l'on nomme outre-Rhin les conceptions politiques défendues par la PAZ, mais également par la présidente d'une association polonaise qui s'est créée en réaction à la Fiduciaire prussienne. Celle-ci s'est donnée le nom (en allemand) de *polnische Treuhand*, Fiduciaire polonaise. Elle est dirigée par Dorota Arciszewska-Mielewczyk qui promettait en 2006 que si la Fiduciaire prussienne persistait dans ses desseins de porter plainte, « les 15 millions de Polonais, dont la famille a été lésée pendant la Seconde Guerre mondiale [devraient] porter plainte au civil contre le gouvernement allemand⁶⁰⁶ ». Une perspective qu'on redoutait particulièrement outre-Rhin. On comprend donc aisément que l'on se soit félicité, à Varsovie comme à Berlin, de l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme. D'autant que, à l'exception de l'ère Kaczynski, les deux gouvernements partageaient la conception suivante : ne pas compromettre le présent avec des questions du passé, éviter à tout prix d'entrer dans le mécanisme infernal des revendications et contre-revendications et pour cela opter pour « l'option zéro⁶⁰⁷ », renoncement à toutes réparations des deux côtés de l'Oder. Cette conception avait d'ailleurs fait l'objet de plusieurs déclarations officielles unilatérales ou bilatérales⁶⁰⁸.

En conclusion on peut affirmer que cette organisation a échoué, notamment, dans sa poursuite d'un objectif bien particulier : celui de s'attirer la bienveillance de l'opinion publique. En effet, elle ne bénéficie que de très peu de soutien en RFA. Plus que la validité juridique même de ces revendications⁶⁰⁹, c'est l'inopportunité de sa démarche dans le contexte germano-polonais et européen depuis la chute du Mur de Berlin qui lui vaut un tel rejet. Même au sein des associations de réfugiés, les avis sont partagés : non pas sur la légitimité dans l'absolu des revendications en matière de propriété et la volonté de se voir reconnu (juridiquement en l'occurrence⁶¹⁰) comme victime d'un préjudice d'une toute autre nature⁶¹¹, mais parce qu'elles sont néfastes non seulement à l'Allemagne⁶¹², mais également à l'avancée du projet de Centre

⁶⁰⁶ « Die 15 Millionen Polen, deren Familien im Zweiten Weltkrieg geschädigt wurden, Zivilklage gegen die deutsche Regierung einreichen », « Polen und Deutsche kritisieren ‚Preußische Treuhand‘ », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 16 décembre 2006, www.faz.net.

⁶⁰⁷ Voir Gabel, Markus, « Allemagne-Pologne/Revendications des expulsés et réparations de guerre », in *Le courrier des pays de l'Est*, n° 1049, mai-juin 2005, La Documentation française, Paris, p. 41.

⁶⁰⁸ Citons ici la déclaration du chancelier Schröder à Varsovie en 2004, ou bien la déclaration de Gdansk des présidents Rau et Kwasniewski quelques années plus tôt.

⁶⁰⁹ Dont on peut se demander s'il elle est réellement examinée.

⁶¹⁰ Citons à cet égard les mots de Jean-Michel Chaumont qui illustrent très bien une des dimensions de l'action de la Fiduciaire prussienne : « si la revendication de plus en plus fréquente d'un statut de victime est porteuse de dérives spécifiques, il n'en reste pas moins qu'elle exprime virtuellement une aspiration à une résolution juridique des conflits, un espoir de voir l'attente de reconnaissance honorée par l'intermédiaire d'un tribunal. », p. 323, in Chaumont, Jean-Michel, *La concurrence des victimes/Génocide, identité, reconnaissance*, La Découverte & Syros, Paris, 2002, 381 p.

⁶¹¹ Le déracinement, la perte de la *Heimat* et les traitements auxquels les réfugiés furent soumis lors de Fuite et Expulsion.

⁶¹² C'est ce que déclare par exemple Jochen-Konrad Fromme, député CDU au *Bundestag* et chargé de la question

contre les expulsions⁶¹³. S'agissant de la société allemande dans son ensemble, elle ignore, pour une part importante, l'existence même de la Fiduciaire prussienne. Chez ceux qui ne l'ignorent pas, le sentiment qui domine est, au mieux, celui d'une grande incompréhension, soixante ans après les faits en question. À la décharge de cette entité, précisons que lorsqu'on décrypte ses motivations, on en trouve qui ne sont pas de nature financière ou qui ne relèvent pas simplement de la provocation. Même si ses fondateurs ont des arrière-pensées teintées de nationalisme et de revanche, face à la Pologne notamment, derrière les plaintes que porte la Fiduciaire prussienne et les plaignants qu'elle représente il y a chez un nombre important de réfugiés une douleur réelle, un traumatisme qui n'a pas pu être dépassé et qui, chez certains, provoquent des déclarations parfois très dures envers la Pologne et les Polonais, la plupart dans le cadre privé, celles-ci ayant été identifiées comme néfastes à la cause⁶¹⁴, depuis à peine quelques années.

Quoi qu'il en soit, on décèle ce traumatisme même chez des représentants haut placés n'ayant vécu la fuite et l'expulsion que par procuration, mais qui furent littéralement élevés dans le culte de l'injustice subie⁶¹⁵. Cette injustice n'ayant pas été reconnue à sa juste valeur, certains ont décidé de se tourner vers les tribunaux desquels ils exigent que justice soit enfin faite. La disparition dans un avenir proche de la génération ayant vécu l'expulsion explique probablement la radicalisation de la forme que prit ce besoin, cette exigence de reconnaissance. Ainsi, quand Rudi Pawelka affirme à propos des membres de la Fiduciaire prussienne : « nous ne sommes pas cupides⁶¹⁶ », il convient de ne pas balayer cette affirmation d'un revers de la main, de même que celle-ci : « nous réclamons la restitution. Ainsi une part du crime que représente l'Expulsion serait réparée⁶¹⁷ ». Précisons qu'une reconnaissance limitée à la société allemande ne suffirait pas à Pawelka, puisqu'il rejette l'idée d'un dédommagement versé par le gouvernement fédéral (c'est-à-dire par le contribuable allemand) qui constituerait, selon lui, un renoncement à une part de leur droit à la *Heimat*⁶¹⁸, renoncement inacceptable selon lui⁶¹⁹. On le voit, il s'agit bien, au moins en partie, de faire payer Pologne et Polonais pour les souffrances infligées, mais aussi pour l'affront subi⁶²⁰. Le fait que les plaintes aient été

des réfugiés, « je rejette sans réserve les activités et le style de cette institution, car il provoque un préjudice notable à l'Allemagne dans le domaine de la politique étrangère. » déclaration faite au *Berliner Zeitung*, citée in « Polen und Deutsche kritisieren ‚Preußische Treuhänder‘ », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 16 décembre 2006, www.faz.net.

⁶¹³ D'autre part les attentes en terme de reconnaissance chez un nombre important de réfugiés requièrent de l'Etat qu'il remplisse certains de ces « devoirs moraux : ceux d'écoute, d'attention, d'interprétation, de sollicitude et de compréhension, voire de pardon, d'excuse, d'intervention ou de réparation », alors que le « mode d'intervention privilégié de l'Etat est le droit », voie sur laquelle la Fiduciaire prussienne voudrait justement l'attirer. Genard, Jean-Louis, « Reconnaissance et citoyenneté/Vers une psychologisation de l'intervention étatique », p. 9-26, ici p. 19-20, in Larouche, Jean-Marc (sous la direction de), *Reconnaissance et citoyenneté/Au carrefour de l'éthique et du politique*, Presses de l'Université du Québec, 2003, 173 p.

⁶¹⁴ Ceci ne vaut que relativement pour Helmut Sauer, président de l'OMV, groupe des Réfugiés de la CDU, auteur, à l'occasion de dérapages verbaux.

⁶¹⁵ On pense ici à Ehrenfried Mathiak, entretien avec l'auteur.

⁶¹⁶ « *Wir sind nicht geldgierig* », cité in Holtz, Torsten, « Deutsche Vertriebene wollen Besitz zurück », 4 août 2004, www.stern.de/politik/ausland/Polen-Deutsche-Vertriebene-Besitz/527920.html?pr=1.

⁶¹⁷ « *Wir verlangen die Rückgabe. Damit würde ein Teil des Vertriebensverbrechens wieder geheilt* ». *Ibid.*

⁶¹⁸ Pour cette notion, voir *supra*, II. A. 2., sous-partie consacrée aux discours de W. von Gottberg.

⁶¹⁹ « *Damit würden wir ein Stück unseres Heimatrechts aufgeben* », « ce faisant, nous abandonnerions une partie de notre *Heimatrecht* », cité in Holtz, Torsten, « Deutsche Vertriebene wollen Besitz zurück », 4 août 2004, www.stern.de/politik/ausland/Polen-Deutsche-Vertriebene-Besitz/527920.html?pr=1.

⁶²⁰ Affront d'avoir été chassé de chez soi par un peuple, qu'on méprise/méprisait à l'époque à demi-mot, affront

portées devant la Cour européenne des droits de l'homme est, à cet égard, loin d'être anodin. Les attentes des membres de la Fiduciaire prussienne, en quelques mots, peuvent être définies ainsi : une décision de justice leur donnant, à la fois, raison sur le principe, faisant droit à leurs revendications et réparant le préjudice subi. Ces attentes n'ont aujourd'hui reçu aucune réponse positive et les perspectives ne sont pas favorables.

2. La *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, une crise de la représentation qui mène à l'extrémisme

a. Des ambitions initiales à la dérive progressive

La distanciation contrainte d'avec la Fiduciaire prussienne ne fut pas la première difficulté de la *Landsmannschaft Ostpreußen* depuis le début de ce siècle. Elle connut en effet des déboires à répétition avec les différentes associations de jeunesse qu'elle créa au fil du temps. À l'origine les *Landsmannschaften* ne disposaient pas d'association de jeunesse. Une fois que la moyenne d'âge commença à s'élever et que, le temps passant, les enfants des familles de réfugiés naissaient sur le sol de la RFA et n'avaient donc plus d'expérience directe de la *Heimat*, la *Landsmannschaft Ostpreußen* jugea nécessaire d'encadrer les enfants de ses membres. Ainsi naquit la *Gemeinschaft Junges Ostpreußen* (communauté jeune Prusse orientale, GJO). Selon l'historiographie propre de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, ce pas était nécessaire « pour lutter, avec en arrière-plan les débuts de la nouvelle *Ostpolitik*, contre une potentielle dilution des convictions nationales de la jeunesse prussienne-orientale⁶²¹ ». Malgré cette préoccupation, la *Gemeinschaft Junges Ostpreußen* mit l'accent sur la conservation de la culture populaire de Prusse orientale, ses chants et ses danses principalement, et se désintéressa des buts politiques poursuivis par la *Landsmannschaft Ostpreußen* dont elle était pourtant l'émanation. Il n'y eut pas de critique ou d'opposition active à l'*Ostpolitik* de la coalition sociale-libérale et c'est seulement à la fin des années 1970, sous l'impulsion du président Ottfried Hennig, qu'on tenta de relancer une politique de jeunesse active qui ne fit que marquer encore davantage le fossé entre visées culturelles et visées politiques. La *Gemeinschaft Junges Ostpreußen* s'était, aux yeux de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, rendue à l'esprit du temps et se réfugiait dans la « neutralité politique⁶²² », voire avait « glissé à gauche⁶²³ ». Ceux de ses membres qui cultivaient des visées politiques, devant cette évolution, finirent par créer, fin 1990, la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* que la *Landsmannschaft Ostpreußen* reconnut comme son association de jeunesse en 1991. La collaboration débuta sous le signe de

infligé également par la société allemande réticente à les intégrer tout d'abord, à reconnaître et défendre leurs revendications par la suite.

⁶²¹ « Um vor dem Hintergrund der beginnenden neuen Ostpolitik einer möglichen Auflösung des nationalen Bekenntnisses der ostpreußischen Jugend entgegenzuwirken. » *Landsmannschaft Ostpreußen e.V., op. cit.*, p. 161.

⁶²² *Ibid.* : « politische 'Neutralität' ».

⁶²³ « Nach links abgedriftet », entretien avec Jochen Zauner, en avril 2007.

l'enthousiasme, les responsables de la *Landsmannschaft Ostpreußen* apportant tout leur soutien au mouvement nouvellement créé, voyant en lui la pépinière dans laquelle seraient formés leurs propres successeurs. La *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* prit donc dès l'origine, en réaction à l'évolution de sa devancière, une coloration toute politique. À l'époque on affirmait encore : « le futur de la *Landsmannschaft Ostpreußen* est inséparablement lié à l'évolution de la JLO⁶²⁴ ». En conséquence, une grande marge de manœuvre fut laissée à cette dernière. Elle se dota rapidement d'une publication propre, intitulée *Fritz*, du nom de Frédéric II de Prusse (dit) le Grand. Celle-ci servit de caisse de résonance aux idées développées par les membres les plus engagés de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* qu'elle ne recrutait non plus seulement parmi la descendance des réfugiés de 1945, mais parmi tous ceux qui se sentent « liés⁶²⁵ » à la Prusse orientale en particulier et aux territoires de l'Est en général⁶²⁶. En effet le réservoir naturel de l'organisation se restreint inexorablement : les réfugiés de 1945 se sont remarquablement bien intégrés en RFA, la seconde génération n'a, la plupart du temps, pas été élevée dans l'idée d'un retour ou d'une identité distincte de celle des « autochtones⁶²⁷ » (les Allemands dont les racines se situent dans l'Allemagne actuelle : ceux dont la famille n'a pas fait l'expérience de l'expulsion), quant à la troisième génération, elle ne sait parfois même plus qu'une partie de ses racines se trouvent au-delà de l'Oder. Si certaines des personnes recrutées furent des « bonnes pioches⁶²⁸ », à l'image de Nanette Kaiser qui relayait une image positive de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*⁶²⁹, d'autres se révélèrent être des chevaux de Troie de mouvements radicaux peu enclins à se contenter d'un positionnement à leurs yeux simplement conservateur (ultra-conservateur en fait). Une des activités importantes de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, caractéristique de sa volonté de ne surtout pas être timorée, constitua en des manifestations dans ou devant des lieux symboliques, devant le *Bundestag* en 1995 par exemple⁶³⁰. Un an auparavant dans un lieu historique, avait été proclamé solennellement le programme de Potsdam, à Sanssouci, c'est-à-dire dans le (parc du) château de Frédéric II de Prusse. Dans le but de lutter contre l'image de contestataire de l'organisation, l'accent fut mis sur toutes les positions *pour* lesquelles elle s'engageait. Il s'agissait là d'une profession de foi dans la ligne de la *Landsmannschaft*.

⁶²⁴ « *Die Zukunft der Landsmannschaft Ostpreußen ist mit der entwicklung der JLO untrennbar verbunden* », Landsmannschaft Ostpreußen e.V., *op. cit.*, p. 168.

⁶²⁵ « *Verbunden* ».

⁶²⁶ Voir tract « *JLO, wir sind die Jugend* », annexe 3 : « *Müssen die Eltern aus Ostpreußen sein, wenn man bei der JLO mitmachen will ? Keineswegs ! [...] Wir sind: junge Menschen aus ganz Deutschland, die sich für die deutschen Gebiete jenseits von Oder und Neiße interessieren/junge Menschen, die sich mit Ostpreußen, Pommern, Schlesien, Westpreußen und dem Sudetenland verbunden fühlen* ». « Est-il nécessaire que les parents soient de Prusse orientale ? Pas du tout ! Nous sommes des jeunes gens de partout en Allemagne qui s'intéressent aux territoires allemands au-delà de l'Oder et de la Neisse/des jeunes gens qui se sentent liés à la Prusse orientale, la Poméranie, la Silésie, la Prusse occidentale et au Pays des sudètes. »

⁶²⁷ « *Die Einheimischen* ».

⁶²⁸ En allemand « *Glücksgriffe* ».

⁶²⁹ Voir Kloth, Hans Michael, « *Zauberwort Europa/'Die Erlebnisgeneration' stirbt aus, die Grenzfragen sind geklärt: Haben die Vertriebenenverbände noch eine Zukunft ?* » (« Europe, mot magique/La génération de la fuite se meurt, les questions frontalières sont réglées : les associations de réfugiés ont-elles encore un avenir ? »), in *Der Spiegel*, n° 16, 2002, p. 74-75.

⁶³⁰ Landsmannschaft Ostpreußen e.V., *op. cit.*, p. 163, à cette occasion étaient réclamées à la Pologne des excuses pour l'expulsion des Allemands en 1945.

On se proposait donc de s'engager en faveur d'une liste de 10 points :

1. « *Für Ostpreußen* », « pour la Prusse orientale⁶³¹ »
« La *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* est une communauté de jeunes gens qui se sentent liés à la Prusse orientale du fait de leurs racines familiales, du sentiment d'appartenance nationale ou bien leur adhésion à l'héritage spirituel et moral de la Prusse orientale⁶³². »

Elle s'engage, entres autres, pour les trois objectifs suivants :

- a. « rétablir et fortifier chez les jeunes d'origine est-prussienne le lien avec la terre des pères⁶³³ ».
 - b. « renforcer chez les jeunes Allemands la conscience de l'appartenance commune de tous les 'pays allemands' [*deutsche Länder*, Prusse orientale et autres provinces perdues incluses, naturellement] et de toutes les *Landsmannschaften* [prises ici au sens de communautés d'origine des différents 'pays allemands' sus-cités, notion qui se rapproche de celle de *Stamm*, qu'on traduit par « tribu », qui est en fait une forme de « souche », terme qui se rapproche, toutes proportions gardées, de celui d'ethnie], et provoquer leur enthousiasme pour la Prusse orientale en tant que mission commune⁶³⁴. »
 - c. « gagner, dans l'esprit de l'entente entre les peuples, des jeunes habitant dans les régions voisines de la Prusse orientale à l'idée de relations de bon voisinage en Prusse orientale et aux alentours⁶³⁵. »
-
2. « *Für die Achtung der Menschenrechte* », « pour le respect des droits de l'homme » et du droit des peuples (*Völkerrecht* ou *Jus cogens*)
Par là elle n'entend pas le droit international public, mais un droit intemporel et inaliénable, autant dire un droit naturel, qu'aucun traité entre Etats ne peut atteindre. Visés sont ici, avant tout, ceux signés entre l'Allemagne et la Pologne et qui entérinent définitivement le tracé de la frontière entre les deux pays sur la ligne Oder-Neisse,

⁶³¹ Les passages entre guillemets sont extraits du « Programme de Potsdam de la jeune *Landsmannschaft* de Prusse orientale » du 12 mars 1994, *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, « Potsdamer Programm der jungen *Landsmannschaft Ostpreußen* », 12 mars 1994. voir annexe 2 et www.ostpreussen.org. Les annotations entre crochets à l'intérieur des citations sont de notre main.

⁶³² « *Die JLO ist eine Gemeinschaft junger Menschen, die sich mit Ostpreußen durch familiäre Abstammung, nationales Zusammengehörigkeitsgefühl oder das Bekenntnis zu dem geistigen und sittlichen Erbe Ostpreußens verbunden fühlen.* »

⁶³³ « *Bei den jungen Menschen ostpreußischer Herkunft die Verbindung zum Land der Väter wiederherstellen und festigen.* »

⁶³⁴ « *Bei den jungen Menschen in Deutschland das Bewußtsein der Verbundenheit aller deutschen Länder und Landsmannschaften stärken und sie für Ostpreußen als eine gemeinsame Aufgabe begeistern.* »

⁶³⁵ « *Junge Menschen in den Nachbarländern Ostpreußens im Sinne der Völkerverständigung für den Aufbau einer guten Nachbarschaft in und um Ostpreußen gewinnen.* »

laissant ainsi les territoires perdus en 1945 hors de l'Etat allemand.

3. « *Für den Wiederaufbau Ostpreußens* », « pour la reconstruction de la Prusse orientale »

Elle réclame « la collaboration d'égal à égal de tous ceux qui ont cette région pour *Heimat* [c'est-à-dire ceux qui y habitent aujourd'hui tout autant que ceux qui y sont nés ou y ont leurs racines] ainsi que pour ceux qui s'engagent pour elle⁶³⁶. » Il faut comprendre ici qu'on s'élève contre les limites imposées par l'Etat polonais et l'Etat russe à l'activité de citoyens, de sociétés ou d'associations allemandes en ex-Prusse orientale. Elle salue également « l'installation d'Allemands de Russie en Prusse orientale⁶³⁷ ». Ces Allemands sont les descendants de migrants appelés pour beaucoup par la Tsarine Catherine II, elle-même d'origine allemande, pour peupler des terres où la place ne manquait pas. Ces *Russlanddeutschen* n'ont aucun lien avec les territoires qui constituèrent la Prusse orientale, mais ils étaient considérés comme le possible premier maillon d'un début de « *Regermanisierung* », « regermanisation » qui n'a jamais dépassé le stade embryonnaire, de la région. La *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* considère même que « le rétablissement d'une identité allemande à côté de la russe est le préalable à un avenir porteur de succès pour Königsberg⁶³⁸ », et que « les Allemands de Russie peuvent contribuer de façon décisive à la renaissance de la Prusse orientale⁶³⁹ ». Une politique que la *Landsmannschaft Ostpreußen* soutint un temps mais qui ne s'avère pas concluante selon les dires mêmes de son président⁶⁴⁰.

4. « *Für die Rechte der Volksgruppen in Europa* », « pour les droits des minorités en Europe »

Est réclamée ici, en écho au point précédent la possibilité pour les Allemands de s'installer sans restriction sur ces territoires (*Niederlassungsfreiheit*). Autre revendication : l'autonomie culturelle pour le groupe ethnoculturel allemand sur place, le mot employé n'est pas « *Minderheit* », « minorité », mais *Volksgruppe*⁶⁴¹, l'objectif étant de présenter cette population non pas comme un groupe à simplement ménager, mais comme une communauté enracinée historiquement sur un territoire qu'elle détient (au pire) en partage et sur lequel elle détient un certain nombre de droits, notamment celui de « *Freie Entfaltung* », « libre épanouissement » sur place, ce qui implique pour les Est-Prussiens ayant quitté leur *Heimat* le droit de la regagner et de s'y installer librement. L'appel à des droits égaux pour chaque *Volksgruppe* fait, entre autres, implicitement appel aux

⁶³⁶ « *Die gleichberechtigte Zusammenarbeit aller Menschen, denen Ostpreußen Heimat oder Anliegen ist.* »

⁶³⁷ « *Die Ansiedlung von Russlanddeutschen in Ostpreußen* »

⁶³⁸ « *Die Wiederherstellung einer deutschen Identität neben der russischen ist die Voraussetzung für eine erfolgreiche Zukunft Königsbergs.* » in : *Zehn Thesen zur Zukunft von Königsberg*, point 5, www.ostpreussen.org. « Dix thèses pour l'avenir de Königsberg ». Document paru au début des années 1990, au plus tard en 1994

⁶³⁹ « *Die Rußlanddeutschen können entscheidend zur Wiedergeburt Ostpreußens beitragen* », *Ibid.* point 5.

⁶⁴⁰ Entretien avec l'auteur, août 2006.

⁶⁴¹ « Groupe présentant les (/des) caractères d'un peuple », groupe ethnoculturel donc.

théories herdériennes⁶⁴² sur l'égalité de dignité de tous les *Stämme*⁶⁴³ présents sur Terre, dont la diversité est vue comme divine d'origine, chaque « tronc » (*Stamm*) étant, en fait, une branche du grand arbre de l'humanité dont il convient de préserver instamment la spécificité. La défense du *Volksgruppe* allemand de Prusse orientale (sur place mais tout autant en RFA même) est, selon les auteurs du texte, la mission et le devoir, aujourd'hui et à l'avenir, du gouvernement allemand.

5. « *Für die Solidarität aller Deutschen* », « pour la solidarité de tous les Allemands »
La *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* « somme tous les Allemands de maintenir et renforcer l'unité de l'Allemagne jusqu'au-delà des frontières et de garantir soutien et protection conséquents aux Allemands vivant hors des territoires sur lesquels la Loi fondamentale est en vigueur⁶⁴⁴. »

Implicitement, on invite ici les Allemands à ne pas se contenter d'une « réunification partielle », « *Teilvereinigung*⁶⁴⁵ », limitée aux territoires de l'ex-RDA. On reprend par ailleurs la terminologie de la Loi fondamentale promulguée en 1949 qui partait du principe que la RFA assumait une responsabilité vis-à-vis des Allemands (de souche) qui ne vivaient pas sur son territoire mais en RDA et dans les provinces perdues en 1945 et au-delà.

Plus loin, elle milite dans le sens d'une obligation pour « toute puissance publique [...] de protéger la survie de la culture 'est-allemande' [celle des territoires perdus] et de soutenir de toutes leurs forces les efforts des réfugiés et des Allemands 'restés au pays' [les *Heimatverbliebenen* dans leur *Heimat* d'au-delà de l'Oder-Neisse] pour conserver leur identité⁶⁴⁶. »

L'objectif est donc de donner aux « Est-Allemands », ceux que la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* conçoit comme tels, qu'ils vivent actuellement sur le sol de la RFA ou non, tous les moyens de préserver leur culture et leur identité particulière. Il faut, par conséquent lutter contre, par exemple, la « *Polnisierung* », « polonisation » des Allemands de souche vivant encore en Mazurie, ou bien, par exemple la « bavarisisation⁶⁴⁷ » d'un est-prussien d'origine (né entre Nogat et Memel ou descendant d'un réfugié de cette région) vivant en Bavière.

⁶⁴² Crépon, Marc, *Les géographies de l'esprit/Enquête sur la caractérisation des peuples de Leibniz à Hegel*, Editions Payot et Rivages, Paris 1996, Chapitre IV. « Défense et illustration de l'identité. Leibniz, Herder et quelques figures du romantisme allemand », p. 121-155.

⁶⁴³ On traduit généralement ce terme par « tribus », ici le terme « ethnies » serait plus adéquat s'il n'était pas si connoté.

⁶⁴⁴ « *Fordert alle Deutschen auf, die nationale Einheit über die Grenzen hinweg zu wahren und zu festigen und den Deutschen außerhalb des Geltungsbereiches des Grundgesetzes umfassenden Beistand und Schutz zu garantieren.* »

⁶⁴⁵ Le terme n'est pas utilisé ici, mais il l'est dans d'autres tracts de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*. Voir dans cette partie *infra* II. B. 2. b.

⁶⁴⁶ « *Alle staatliche Gewalt Den Fortbestand der ostdeutschen Kultur zu schützen und die Anstrengungen der Vertriebenen und der in der Heimat Verbliebenen zur Bewahrung ihre Identität nach besten Kräften zu unterstützen.* »

⁶⁴⁷ Le terme n'est pas employé par les *Landsmannschaften*, nous le forgeons ici pour expliciter de façon concise le processus dont il est question.

6. « *Für die Wahrung des Kultur-Erbes* », « pour la conservation de l'héritage culturel »
 En particulier « les traditions spirituelles et morales positives de la Prusse⁶⁴⁸ ». Elle réclame « la représentation adaptée [quant à la taille de son contenu] et non falsifiée de 'l'Allemagne de l'Est' [les guillemets sont mis par l'auteur] dans les médias, en cours à l'école et dans la vie culturelle ainsi que le soutien à un travail vers la jeunesse, culturel et social visant à la conservation de l'identité individuelle et collective de la population est-prussienne, également pour les générations montantes⁶⁴⁹. »
 Cela signifie que les descendants des réfugiés et des *Heimatverbliebenen* doivent être entretenus dans la conscience de leur identité particulière ; d'autre part est réclamée la juste désignation des provinces perdues par la locution « Allemagne de l'Est », les territoires de l'ex-RDA constituant pour leur part l'Allemagne médiane⁶⁵⁰.
7. « *Für eine kritische Aufarbeitung der Geschichte* », « pour un traitement critique de l'histoire »
 Contre « le refoulement et la manipulation de certaines parties de l'histoire⁶⁵¹ ». L'interprétation de ce point n'est pas sans poser problème : est-il fait appel à un traitement plus important de l'expulsion des Allemands après 1945, une visée tout sauf illégitime pour une association comme la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, ou bien s'agit-il d'une révision de l'histoire telle qu'écrite en RFA ces dernières années ? La lecture d'autres textes produits par la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* ou la *Landsmannschaft Ostpreußen* correspond à la seconde possibilité : le 8 mai n'est pas vu comme un jour de libération mais comme une défaite pure et simple, le destin (tragique) des expulsés est exalté, leur statut de victimes constamment rappelé, les crimes commis par des Allemands passés sous silence ou, pour partie, niés⁶⁵².
8. « *Für ein Ende von Gewalt und Vertreibung* », « pour une fin de la violence et de l'expulsion »
 Pour que les Allemands restés dans leur *Heimat* aient les mêmes droits que les autres habitants actuels de « l'Allemagne de l'Est » (Polonais ou Russes principalement), pour que les expulsés de 1945 puissent rentrer chez eux, pour qu'il soit mis fin à l'injustice

⁶⁴⁸ « *Die positiven geistigen und sittlichen Traditionen Preußens* ».

⁶⁴⁹ « *Sie fördert die angemessene und unverfälschte Darstellung Ostdeutschlands in den Medien, im Schulunterricht und im kulturellen Leben und die Förderung einer Jugend-, Kultur- und Sozialarbeit, die auf die Erhaltung der Identität und der landsmannschaftlichen Verbundenheit der ostpreußischen Bevölkerung auch in den nachfolgenden Generationen gerichtet ist.* »

⁶⁵⁰ *Mitteldeutschland*. Cette opposition entre Allemagne de l'Est et Allemagne médiane pour désigner les territoires de l'ex-RDA constitue une survivance des débats autour de la reconnaissance, implicite, de la frontière Oder-Neisse en RFA.

⁶⁵¹ « *Die Verdrängung und Manipulation einzelner Teile der Geschichte* ».

⁶⁵² Voir dans cette partie *supra* II. A. 2. et *infra* II. B. 2. b.

que constitue l'expulsion et aux conséquences de celle-ci.

9. « *Für Ausgleich und friedlichen Wandel* », « pour la conciliation et le changement dans la paix »

La *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* s'inscrit dans la tradition de la Charte des expulsés de 1950 qui n'envisage de retour (des territoires perdus à l'Allemagne, des réfugiés dans leur *Heimat*) que dans la paix. Elle affirme qu'en l'absence d'une conciliation et d'une compensation justes et raisonnables il ne peut y avoir de paix durable, et que la situation issue des expulsions de 1945 ne saurait être définitive.

10. « *Für eine gemeinsame Zukunft in Ostpreußen* », « pour un avenir commun en Prusse orientale »

« La *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* tend la main à tous les habitants de Prusse orientale et des régions avoisinantes, à tous les Allemands et Russes, à tous les Polonais et Litvaniens qui ont la Prusse orientale à cœur,⁶⁵³ pour un avenir commun. » La répétition du nom de la province n'est pas sans importance, on peut l'interpréter de deux façons : soit il est simplement question d'un attachement à ces territoires, soit à cette province avec toute son histoire, c'est-à-dire sa germanité pendant de longs siècles, deux choses très différentes.

Ce programme de 1994 s'inscrit parfaitement dans la ligne politique directrice de l'action de la *Landsmannschaft Ostpreußen* à l'époque, telle qu'on a pu la présenter dans la sous-partie consacrée aux discours du président de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, elle en constitue même une sorte de *compendium* articulé autour des points suivants :

- refus de reconnaître quelque validité que ce soit aux traités de réunification du début des années 1990 quant à leur portée normative en matière de frontières,
- volonté de préserver ou recréer le caractère allemand ou germanique des territoires de l'ancienne Prusse orientale,
- proclamation du droit au retour des réfugiés et de leurs descendants,
- affirmation de la nécessité de la solidarité de tous les Allemands pour cette partie de la patrie particulièrement souffrante,
- affirmation du devoir de préservation de l'identité et de l'héritage culturel de la Prusse orientale et des Prussiens orientaux, sur place ou en RFA, en première, seconde ou troisième génération,
- exigence d'un réexamen de l'histoire et du rétablissement de la « vérité historique »,

⁶⁵³ « *Die JLO reicht allen Menschen in und um Ostpreußen, allen Deutschen und Russen, allen Polen und Litauern, denen Ostpreußen am Herzen liegt, die Hand für eine gemeinsame Zukunft.* »

- invocation des droits des minorités, d'une volonté de conciliation dans la paix dans « l'Europe, maison commune ».

L'action de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* avait notamment pour but d'être vue, remarquée, pour cela on n'hésita pas à recourir au levier de la provocation, on s'adjoignit également des personnalités engagées, capables de descendre dans la rue et d'y organiser des manifestations. La revue *Fritz*, reprise aujourd'hui par le *Bund Junges Ostpreußen*⁶⁵⁴, la nouvelle association de jeunesse de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, permit aux plus intellectuels d'entre eux d'exposer leurs idées, opinions et convictions. Celles-ci furent remarquées, à tel point que le service de protection de la Constitution de Hambourg s'émut dans un rapport de 1997 du contenu de cette revue destinée à la jeunesse. Le responsable de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* de l'époque Bernhard Knapstein qualifia ce rapport de scandaleux⁶⁵⁵. Quoiqu'il en soit, il ne constituait pas le premier signe de l'attention portée par les institutions allemandes aux activités de l'organisation, qui firent d'ailleurs l'objet d'une série de questions au gouvernement, certaines reprenant des citations du *Fritz* et s'interrogeant sur les mesures à prendre face à la radicalisation de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*⁶⁵⁶. B. Knapstein, dans sa contribution à l'ouvrage publié par la *Landsmannschaft Ostpreußen* à l'occasion de son cinquantenaire⁶⁵⁷, indique que, dès sa fondation en 1991, à Wurtzbourg, la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* se reconnut dans les principes traditionnels et idées-forces, loin d'être dépassés selon elle, de la *Heimat* est-prussienne, du droit international entendu comme un droit naturel des peuples et des droits de l'homme ; mais il constata également la nécessité d'adapter les moyens employés aux exigences de l'époque. Il résuma cela ainsi : « les buts patriotiques restent, les moyens changent⁶⁵⁸ ». Une identité d'objectifs entre *Landsmannschaft Ostpreußen* et *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* (à l'époque) que l'on constate à la simple lecture, dans le même ouvrage, du chapitre rédigé par Bernd Hinz et Wilhelm von Gottberg. Il est intitulé : fondements et objectifs de la « *Heimatpolitik*⁶⁵⁹ » et débute ainsi : « l'objectif de notre *Heimatpolitik*, même après le traité '2+4', les traités de confirmation des frontières et de voisinage entre la République fédérale d'Allemagne et la République de Pologne, demeure la réunification de la Prusse orientale avec tout le reste de l'Allemagne dans la paix et la liberté⁶⁶⁰ ».

⁶⁵⁴ *Bund Junges Ostpreußen*, « Union jeune Prusse orientale ».

⁶⁵⁵ *Landsmannschaft Ostpreußen e.V., op. cit.*, p. 163, le texte n'est certes pas signé, mais une lecture attentive des notes de fin d'article permettent de conclure qu'il en est bien l'auteur.

⁶⁵⁶ Deutscher Bundestag, Drucksache 13/8304 vom 23.07.1997, <http://dip.bundestag.de/btd/13/083/1308304.asc>

⁶⁵⁷ *Landsmannschaft Ostpreußen e.V., op. cit.*, p. 161-170.

⁶⁵⁸ « *Die landsmannschaftlichen Zielen bleiben, die Wege ändern sich* ». Nous traduisons *landsmannschaftlich* par patriotique dans la mesure où il est ici question autant de la petite patrie, *die Heimat*, que de la grande, *das Vaterland*.

⁶⁵⁹ On pourrait traduire par « politique patriotique », mais il s'agit simplement de la politique en matière de *Heimat*, on laissera donc ce terme tel quel par la suite.

⁶⁶⁰ *Landsmannschaft Ostpreußen e.V., op. cit.*, p. 102 : « *Ziel unserer Heimatpolitik bleibt auch nach dem ‚Zwei-plus-Vier‘-Vertrag sowie dem Grenzbestätigungs- und Nachbarschaftsvertrag zwischen der Bundesrepublik Deutschland und der Republik Polen die Wiedervereinigung Ostpreußens mit ganz Deutschland in Frieden und Freiheit* ».

Pour arriver à ces fins, telles qu'énumérées dans les cinq pages précédentes, on assista à une répartition des rôles. La *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* développa un activisme de terrain, tandis que la *Landsmannschaft Ostpreußen* s'en tint à son créneau habituel : *lobbying* dans l'espace politique parlementaire et « para-parlementaire », fidélisation de sa clientèle naturelle et recherche d'une plus grande audience, notamment par le biais de la *PAZ*⁶⁶¹. Notons que la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, dès sa création, avait décidé de ne pas se limiter à la seule thématique est-prussienne, mais de s'intéresser également à l'évolution politique et sociétale de la RFA, la Prusse orientale faisant office de symbole⁶⁶². La *Landsmannschaft Ostpreußen* n'est pas en reste sur ce point, ce qui explique qu'elle ait rebaptisé son organe de presse *Preußische Allgemeine Zeitung* voilà quelques années. Cette politisation de son association de jeunesse provoqua une crise grave avec la *Landsmannschaft Ostpreußen* qui ne trouva de solution que dans la séparation. Celle-ci intervint en 2000 et illustre la propension de la *Landsmannschaft* à jouer avec des thématiques scabreuses et à entretenir des relations avec des personnalités ou des cercles à l'image trouble ou troublée. Ainsi en va-t-il de diverses *Burschenschaften*, corporations d'étudiants très conservatrices⁶⁶³, ou bien des associations ou groupes d'informations et de *lobbying* politique, par exemple la *Staats- und Wirtschaftspolitische Gesellschaft* dont il fut question dans le sous-chapitre précédent. Pour autant, les groupes ou groupuscules qui nuisirent tant à l'image de la *Landsmannschaft Ostpreußen* n'étaient pas issus des milieux ultra-conservateurs (ouest-allemands en très grande majorité) qu'elle connaît parfaitement et fréquente régulièrement (puisqu'elle en est une des composantes), mais étaient des groupes actifs sur un terrain qu'elle ne connaissait ni ne maîtrisait et dont elle avait pensé qu'elle pourrait faire le champ d'une nouvelle expansion, d'un renouveau, si désirés. Ce dont il s'agit ici, ce sont les nouveaux *Länder* qui, pour des raisons historiques notamment, s'avèrent être un terrain tout trouvé pour des activités de type nationaliste. Comme l'affirme une étude sur « les causes historiques de la xénophobie dans les nouveaux *Bundesländer* » menée au sein du Centre de recherche sur le temps présent de Potsdam : « Contrairement à la République fédérale, il n'y avait pas en RDA de dévalorisation officielle des conceptions du monde (*Weltanschauungen*) nationalistes – la nation allemande restait un point de repère mental central pour le régime et la population⁶⁶⁴. La nation socialiste, en conséquence, a tendance à être conçue comme une communauté fermée, dont les ressources devraient rester hors d'accès aux 'étrangers' ('ennemis de classe' ou 'étrangers⁶⁶⁵') ». Les problèmes d'adaptation à l'économie

⁶⁶¹ Bernhard Knapstein, dans l'interview déjà mentionnée plus haut accordée à la *Junge Freiheit*, soulignait que l'âge de l'immense majorité des membres de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, empêchait d'envisager de leur part toute manifestation dans la rue que les *media* ne pourraient pas ne pas voir, sous-entendant par là que cette tâche ne pouvait être remplie que par la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*. Interview de Bernhard Knapstein, in *Junge Freiheit* 21/1997, 16.05.1997.

⁶⁶² « *Das Sinnbild 'Ostpreußen'* », *Landsmannschaft Ostpreußen e.V., op. cit.*, p. 162.

⁶⁶³ Cops, Juliette, *Wahrnehmung der Burschenschaften im heutigen Deutschland*, mémoire de maîtrise sous la direction de Brigitte Krulic, Université Paris X, non publié, 66 p.

⁶⁶⁴ Ainsi l'armée de RDA s'appelait *nationale Volksarmee*, « Armée nationale populaire », alors que celle de RFA se nommait et se nomme toujours *Bundeswehr*, ce qui, littéralement, signifie « défense fédérale ».

⁶⁶⁵ Behrends, Jan C., Kuck, Dennis et Poutrus, Patrice, (ZZF Potsdam/Projektgruppe « Herrschaft und Eigen-Sinn »)

de marché et l'absence relative, mais dans certaines régions très forte, de perspectives d'avenir, ne laissant plus à certains que leur nationalité comme motif de fierté. On peut donc affirmer que le succès que certaines des franges de la population des nouveaux *Länder* réserva à la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* et aux partis d'extrême-droite (qui collaborent depuis le début de ce siècle) est due à une crise de la représentation. Cela à plusieurs égards que nous nous proposons d'examiner.

Nous nous appuyons ici tout particulièrement sur les théories de Pierre Rosanvallon sur la représentation au sens de représentation et de mandat dans la démocratie moderne. Ce régime pose plusieurs problèmes fondamentaux :

- comment définir le peuple, lui qui est réputé être titulaire de la souveraineté ?
- comment le représenter, prendre les décisions en son nom ?
- comment le représenter, c'est-à-dire lui donner forme ?

La *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* est en désaccord fondamental avec les réponses qu'apporte à ces questions le consensus public en RFA. Ce désaccord, la *Landsmannschaft Ostpreußen* le partage, mais son ancienne association de jeunesse le pousse, de façon décisive, beaucoup plus loin. Elle cherche ainsi, à l'image des partis extrémistes, non pas à transformer la RFA à l'intérieur même du système qu'elle s'est donné (la Constitution), mais à mettre à bas ce système. C'est cette évolution, entre autres, qui a motivé la démarche de séparation entreprise par la *Landsmannschaft Ostpreußen* à l'égard de son ex-association de jeunesse.

La démocratie pose encore un autre problème de représentation. « Ni le peuple ni la nation n'ont dorénavant de chair sensible. Ils vont devoir être construits, avec le double secours de la vision politique et de l'élaboration intellectuelle. » En effet « La politique [...], engage toujours un travail de l'imagination, de la projection de soi dans le rapport avec les autres : ce travail a partie liée avec le processus même de la constitution-représentation du lien social⁶⁶⁶ ». C'est précisément cela qui constitue, particulièrement pour certains Allemands des nouveaux *Länder*, une difficulté insurmontable d'autant que la représentation est donc non « seulement un processus de type réflexif mais un 'véritable travail'⁶⁶⁷ ». Ce sont ces difficultés qui les poussent dans les bras de mouvements répondant de façon bien particulière à certains de leurs

für das Aktionsbündnis gegen Gewalt, Rechtstextremismus und Fremdenfeindlichkeit des Landes Brandenburg « Historische Ursachen der Fremdenfeindlichkeit in den Neuen Bundesländern », in : *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B 39/ 2000, 22 septembre 2000, p. 15-21. Nous traduisons. Voir également la sous-partie intitulée « National-communisme », p. 277-284, in Thiesse Anne-Marie, *La création des identités nationales/Europe XVIII^e-XX^e siècle*, Editions du Seuil, Paris, 2001, 311 p.

⁶⁶⁶ Rosanvallon, Pierre, *Le peuple introuvable/Histoire de la représentation démocratique en France*, Gallimard, Paris, 1998, p. 18 et 21.

⁶⁶⁷ *Ibid.*, p. 464.

besoins spécifiques⁶⁶⁸, notamment en termes de « compréhension du monde⁶⁶⁹ », un domaine où le relativisme propre aux démocraties modernes (parlementaires) les laissent douloureusement insatisfaits. Notamment en matière identitaire puisque, pour reprendre Pierre Rosanvallon, « la contradiction entre la nature de la société démocratique (la société sans corps) et les présupposés de la politique démocratique (la constitution d'une personne fictive représentée) entraîne [...] une quête permanente d'identité qui ne peut être satisfaite⁶⁷⁰ ».

« L'institution d'un ordre politique ne saurait se passer d'une mise en commun de valeurs, et elle peut encore moins faire l'économie d'une figuration de l'être-ensemble. Elle implique dans tous les cas que les individus puissent donner du sens au 'nous'. » Nous le verrons, c'est précisément là que le bât blesse : dans l'absence de réponse à leur convenance, ressentie par certains, à la question du « nous⁶⁷¹ », c'est-à-dire à la question première : celle de la définition du peuple⁶⁷². L'inquiétude, ou l'insatisfaction induite de ce fait, se conjugue avec celle concernant les formes de la représentation jugées, de fait, par trop abstraites et/ou en dichotomie avec ce qui est ressenti comme l'essence du peuple, comme le « vrai » peuple.

Si la *Landsmannschaft Ostpreußen* est fondamentalement critique face à l'évolution des réponses apportées par la RFA aux questions que nous avons présentées ici (et c'est en cela que son conservatisme profond, radical, s'exprime), la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* du « troisième millénaire », passe à un autre stade qui lui donne un aspect proto-révolutionnaire, une évolution du national-conservatisme vers le national-révolutionnaire, qui n'est pas sans rappeler celle du NPD (*Nationaldemokratische Partei Deutschlands*), le parti d'extrême-droite rencontrant le plus de succès en Allemagne ces dernières années⁶⁷³. Le NPD, traditionnellement porteur de valeurs conservatrices-anticommunistes (un créneau partagé à un autre niveau d'intensité par des associations telles que la *Landsmannschaft Ostpreußen*) a, en effet, opéré une mue fondamentale, adoptant ces dernières années une doctrine révolutionnaire-anticapitaliste,

⁶⁶⁸ Krulic, Brigitte *La Nation/Une idée moderne*, Ellipses, Paris, 1999, p. 141 : « La référence à la nation apparaît ainsi comme constitutive du lien social, dans les sociétés démocratiques ou en voie de démocratisation. Les crispations identitaires exprimées par les mouvements nationalistes ou nationaux-populistes correspondent, dans une certaine mesure, à la tentative de reconstituer en communauté homogène une société perçue comme travaillée en profondeur par l'atomisation des individus. Les débats actuels sur la pertinence de l'idée nationale comme vecteur de lien social et des principes républicains illustrent le désarroi des sociétés démocratiques confrontées à une crise de la cohésion sociale et de la représentation politique. »

⁶⁶⁹ On aurait pu également dire « de perception du réel ». Citons ici les mots de Michel Winock à propos du populisme qui, bien que prononcés pour des phénomènes observés en France, sont tout à fait applicables au cas qui nous occupe ici : « il flatte un fantasme de clôture et d'immobilité dans un univers soumis aux bouleversements des conditions d'existence et de perception du réel. », Winock, Michel, « Les populismes français », p. 154, in Rioux, Jean-Pierre (sous la direction de), *Les populismes*, Perrin, Paris, 2007, p. 131-154.

⁶⁷⁰ Rosanvallon, Pierre, *op. cit.*, p. 23.

⁶⁷¹ D'où leur adhésion à « la conception ethnique et culturelle [de la nation], qui met l'accent non sur l'émancipation, mais sur le besoin d' 'encadrement et de communion' de l'individu, définit la nation comme un 'individu collectif', à la différence de la conception politique et universaliste qui l'assimile à une 'collection d'individus'. » in Krulic, Brigitte *La Nation/Une idée moderne*, Ellipses, Paris, 1999, p. 146.

⁶⁷² S'agissant de cette notion en droit constitutionnel allemand, voir Rambaud, Thierry, « Volk et droit constitutionnel allemand/Eléments de réflexion », *Documents/Revue du dialogue franco-allemand*, 2/07, avril 2007, p. 13-16.

⁶⁷³ Staud, Toralf, *Moderne Nazis/Die neuen Rechten und der Aufstieg der NPD*, Kiepenheuer & Witsch, Cologne, 2006, 235 p.

bien plus porteuse sur le terrain de l'Allemagne orientale⁶⁷⁴. La *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, l'y a suivi, sous la férule de sa branche saxonne notamment.

La séparation entre *Landsmannschaft Ostpreußen* et *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* remonte au tournant des années 2000. Il convient d'en présenter les prémises. Parmi les jeunes générations les pertes de territoires à l'Est ne sont que peu ou pas connues⁶⁷⁵. Parmi les générations plus âgées parfois et chez les réfugiés, évidemment, elles sont un point important, à l'occasion incontournable, dans l'histoire de l'Allemagne. La partie de la jeunesse allemande qui s'y intéresse est très restreinte et lorsqu'elle est organisée, c'est toujours sur (ou à) la droite du champ politique. La *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* en est l'exemple récent le plus frappant, la rhétorique que l'on retrouve dans ses tracts en est une illustration saisissante. Nous avons vu sous quels auspices la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* avait été fondée. En 1998, Bernhard Knapstein déclarait qu'elle se voulait une « jeunesse pour l'Allemagne », signifiant par là que la question de Prusse orientale faisait partie intégrante de la question allemande, cette dernière étant considérée comme non-résolue, c'est-à-dire comme encore ouverte. Ce thème de la question ouverte, sur lequel joua longtemps la CDU/CSU, était une rengaine de la période antérieure à la chute du Mur, qui disparut cependant tout à fait de l'espace public dans les années 1990⁶⁷⁶, seuls les réfugiés organisés et les forces nationalistes continuant à le développer. Comme l'a montré Mathias Stickler, le NPD, *Nationaldemokratischer Partei Deutschlands*⁶⁷⁷, principal parti nationaliste de la RFA d'après-guerre, est, depuis des dizaines d'années, le seul parti qui inscrit dans son programme (sans retenue aucune) les revendications historiques des associations de réfugiés : le rattachement des provinces perdues à l'Allemagne, y incluant également le territoire des Sudètes. Le risque de virer à l'extrême-droite est donc présent pour ces associations depuis plus d'un demi-siècle. Mais ses dirigeants en sont conscients, depuis longtemps, et savent qu'un tel virage les mettrait définitivement hors du jeu politique et social⁶⁷⁸. Pour autant les thématiques développées par le *Bund der Vertriebenen* et ses membres constituaient *de facto* (et constituent encore dans une certaine mesure) une proximité de discours avec le NPD. Cette proximité posa moins problème après la défaite de la CDU/CSU aux élections de 1969 qui virent l'arrivée à la chancellerie de Willy Brandt. En effet, à partir de ce moment

⁶⁷⁴ Toralf Staud décrit dans son ouvrage cette évolution tout à fait significative qui permet au NPD de profiter de la dynamique du succès qui l'a amené au Parlement régional de Saxe. *Op. cit.* p. 68-106 : « *Sozialismus nur für Deutsche/Das Programm der neuen NPD : revolutionär-antikapitalistisch statt konservativ-antikommunistisch.* »

⁶⁷⁵ L'éditeur Arndt, dont il fut ici déjà souvent question en a publié un *compendium* : Weinhold, Manfred, *Deutschlands Gebietsverluste 1919-1945, Handbuch und Atlas*, Arndt Verlag, Kiel, 1999, 128 p.

⁶⁷⁶ Sur, Etienne, « Allemagne (géopolitique interne et externe de l') », p. 108, in Lacoste, Yves (sous la direction), *Dictionnaire de géopolitique, op. cit.* : les « débats récents quant à l'unification ont clairement mis en lumière le caractère minoritaire de cette irrédentisme », l'auteur, dans l'article intitulé « Allemagne (formation territoriale de l') », p. 114-117 du même ouvrage, parle de façon significative du « mécontentement, le sentiment d'inachèvement, voire les frustrations laissées par la réunification parmi certaines minorités allemandes à l'étranger, ou parmi certains groupes en Allemagne (les réfugiés de 1945), de même que [des] difficiles restructurations territoriales internes et les revendications de plusieurs régions. » Sont évoqués ici les nouveaux *Länder* (avant tout).

⁶⁷⁷ Ce parti fut créé en 1964 et connu sa première heure de gloire quatre ans après en remportant aux élections régionales du *Land* de Bade-Wurtemberg 9,8% des voix. Coup d'éclat qui s'est reproduit en 2004, cette fois-ci en Saxe, où la liste du NPD a obtenu 9,2% des suffrages, puis en 2006 au Mecklembourg-Poméranie occidentale (score supérieur à 7%). Aux élections nationales, il n'a jamais atteint la barre des 5% nécessaires pour entrer au *Bundestag*.

⁶⁷⁸ Stickler, *op. cit.*, p. 433.

là, l'Union (CDU/CSU) radicalisa son opposition aux préceptes de l'*Ostpolitik* brandtienne et offrit une « *Heimat* politique⁶⁷⁹ » aux réfugiés, sans toutefois faire pleinement écho à leurs revendications. Quand l'Union revint au pouvoir au début des années 1980, certaines voix au sein du *Bund der Vertriebenen* se firent entendre pour réclamer une politique plus activement favorable à leurs revendications, mais ce n'est qu'après la signature des traités de réunification entérinant la frontière occidentale de la Pologne qu'un risque nouveau de radicalisation se développa. C'est également à cette époque que la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* naquit, dix ans plus tard était achevé le glissement qui l'avait menée du camp ultra-conservateur, c'est-à-dire de la périphérie du champ politique constitutionnel, mais encore à l'intérieur, au camp que l'on désigne usuellement comme l'extrême-droite, nationaliste à coloration néo-nazie plus ou moins forte, qui ne s'inscrit pas dans le cadre de la Constitution, qui la rejette même. C'est ce basculement qui poussa la *Landsmannschaft Ostpreußen* à se séparer d'elle. Pour autant, toute une série de problématiques leur est restée commune et la rhétorique de l'une et de l'autre ne sont pas fondamentalement différentes, celle de la seconde apparaissant, au fur et à mesure de sa radicalisation, plutôt comme un superlatif de celle de la première. Il est deux aspects toutefois que la nouvelle *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* mettra de côté, tout d'abord les appels à l'entente entre les peuples, à la collaboration, comme elle pouvait les proclamer dans le programme de Potsdam en 1994⁶⁸⁰ ou dans ses dix thèses pour l'avenir de Königsberg, où elle affirmait : « on a mésusé des vieilles peurs de domination allemande depuis bien trop longtemps déjà, à notre époque, elles sont dépassées. Il faut qu'aujourd'hui ce soit clair pour tout le monde : c'est seulement ensemble que nous avons un avenir⁶⁸¹ ». Puis la thématique même de la Prusse orientale sera abandonnée ou fondue dans des évocations générales de la germanité des territoires perdus.

Dans le communiqué de presse annonçant la création du *Bund Junges Ostpreußen*⁶⁸² en 2000 sont présentés les différents points qui ont suscité la séparation entre *Landsmannschaft Ostpreußen* et *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* et de ce fait présidé à la fondation de la nouvelle association. On peut y lire, en filigrane, le déroulement des événements de 1998, époque à laquelle le soutien de la *Landsmannschaft* à la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* était encore total, au 29 janvier 2000, date à laquelle la *Landsmannschaft Ostpreußen* a fait juridiquement entériner sa séparation d'avec celle qui devenait dès lors son *ancienne* association de jeunesse. L'auteur de ce communiqué de presse, B. Knapstein, y affirme que la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* « avait été dernièrement insidieusement noyauté par des

⁶⁷⁹ L'expression est celle employée par les associations de réfugiés et par l'Union.

⁶⁸⁰ Notamment dans le point 10. : « Pour un avenir commun en Prusse orientale ». « La JLO tend la main à tous les hommes en Prusse orientale et autour, tous les Allemands et Russes, tous les Polonais et Lituanais, à qui la Prusse orientale tient à cœur, pour un avenir commun. C'est uniquement en commun que nous pouvons parvenir à faire du grand passé de la Prusse orientale un pont vers un meilleur avenir. »

⁶⁸¹ « *alte Ängste vor deutscher Übermacht sind schon zu lange mißbraucht worden, sie passen nicht mehr in unsere Zeit. Heute muß jedem klar sein: Nur gemeinsam haben wir eine Zukunft.* » *Zehn Thesen zur Zukunft von Königsberg*, point 7, www.ostpreussen.org.

⁶⁸² Knapstein, Bernhard, vice-président du *Bund Junges Ostpreußen*, « Pressemitteilung/Landsmannschaftliche Leistungsträger der jungen und mittleren Generation wollen Jugendarbeit der *Landsmannschaft Ostpreußen* sichern », Berlin, 13. Februar 2000, www.ostpreussen-info.de/bjo/bjopresse_fr.htm.

fondamentalistes aucunement intéressés par la *Heimat*, mais orientés vers la politique générale et, pour partie, par des forces radicales se mouvant en dehors du cadre constitutionnel. Le nouveau comité directeur de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* a aussi peu de rapport avec la jeunesse allemande de Prusse orientale, que l'*Ostpreußenlied*⁶⁸³ avec leur répertoire musical⁶⁸⁴ ». Noyautage qui, si l'on en croit S. Husen⁶⁸⁵, directeur administratif de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, fut directement signalé à la direction de la *Landsmannschaft Ostpreußen* par le ministre de l'Intérieur bavarois de l'époque; l'avertissement d'autant plus pris au sérieux que les relations entre le gouvernement régional bavarois et la *Landsmannschaft Ostpreußen* sont excellents⁶⁸⁶. De plus, si les services de protection de la Constitution du *Land* de Rhénanie du Nord-Westphalie ne sont guère appréciés au sein de la *Landsmannschaft Ostpreußen*⁶⁸⁷, les avis de leur *alter ego* bavarois, n'y sont pas pris à la légère. En effet, on a souligné les bon rapports entre la *Landsmannschaft Ostpreußen* et la Bavière qu'un conservatisme très affirmé rassemble, tandis que la Rhénanie du Nord-Westphalie est, plus ou moins ouvertement, considérée comme un bastion de la social-démocratie à tendance soixante-huitarde, une caractérisation synonyme de disqualification dans les milieux les plus conservateurs.

Parmi les personnalités qui participèrent à la prise de pouvoir au comité directeur de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* à la fin du siècle dernier, il en est une qui fait indirectement parler d'elle depuis, notamment dans un rapport du service de protection de la Constitution, de Basse-Saxe cette fois-ci. Il s'agit de Mathias Rochow, rédacteur d'un certain nombre de tracts dont nous étudierons plus loin le contenu et qui constituent des archétypes du genre. Le service bas-saxon indiquait dans son rapport de 2002 que son frère Stefan, lui-même « ancien vice-président de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*⁶⁸⁸ », avait été élu en 2002 président fédéral de l'organisation de jeunesse du NPD, les JN, « *Jungen Nationaldemokraten* », « jeunes nationaux-démocrates⁶⁸⁹ ». De cette dernière Mathias Rochow fut directeur administratif fédéral de 2004 à 2007. Cela illustre bien les liens existant entre dirigeants (ou ex-dirigeants) de la

⁶⁸³ Hymne de la *Landsmannschaft Ostpreußen*.

⁶⁸⁴ « *War zuletzt von nicht landsmannschaftlich, sondern allgemeinpolitisch orientierten Fundamentalisten und z.T. radikalen und nicht mehr auf der Grundlage des Grundgesetzes stehenden Kräften schleichend unterwandert worden. Eine Beziehung zu der heimatverbliebenen Jugend hat der jüngste JLO-Bundesvorstand ebensowenig, wie das Ostpreußenlied zu dem von ihm gepflegten Liedgut gehört.* » Knapstein, Bernhard, vice-président du *Bund Junges Ostpreußen*, « Pressemitteilung/Landsmannschaftliche Leistungsträger der jungen und mittleren Generation wollen Jugendarbeit der *Landsmannschaft Ostpreußen* sichern », Berlin, 13. Februar 2000, www.ostpreussen-info.de/bjo/bjopresse_fr.htm.

⁶⁸⁵ Entretien avec l'auteur.

⁶⁸⁶ Pour des raisons de proximité idéologique (relative) tout d'abord, la Bavière et la CSU étant sans conteste les foyers d'un conservatisme affirmé, mais également du fait des relations personnelles qui se sont tissées entre Hambourg (siège fédéral de la *Landsmannschaft Ostpreußen*) et Munich. Ainsi Wilhelm von Gottberg déclarait-il à l'auteur que lorsque la *Landsmannschaft Ostpreußen* avait un problème qu'elle ne pensait pouvoir résoudre seule, la porte était toujours ouverte à Munich. Par ailleurs, Edmund Stoiber, l'année de sa « candidature » à la chancellerie fédérale n'avait pas manqué d'intervenir au *Deutschlandtreffen* de la *Landsmannschaft Ostpreußen* (en 2002) à Leipzig, honneur d'importance fait à l'organisation.

⁶⁸⁷ Heckel, Hans, « NRW-Schlapphüte rücken sich erneut ins Zwielficht », in *PAZ*, 15 juin 2006, p. 1 : parlant des membres du service de protection de la Constitution de Rhénanie du Nord-Westphalie, il les qualifie littéralement de « chapeaux mous [qui] une fois de plus se mettent dans une situation floue et embarrassante ».

⁶⁸⁸ « *Vormalige stellvertretende Bundesvorsitzende der Jungen Landsmannschaft Ostpreußen* » Voir la page 51 du rapport 2002 du service de protection de la Constitution de Basse-Saxe, *Verfassungsschutzbericht 2002 Niedersachsen*, http://cdl.niedersachsen.de/blob/images/C2054647_L20.pdf.

⁶⁸⁹ *Ibid.*

Junge Landsmannschaft Ostpreußen et du NPD. Face à cette collusion, les fondateurs du *Bund Junges Ostpreußen* avaient affirmé d'emblée, le 13 février 2000, que « l'avenir de la jeunesse est-prussienne se trouvait dans un lien étroit à la *Landsmannschaft*, non dans un sectarisme politique global mal dégrossi, loin de la réalité de la politique de la *Heimat*. La voie, c'est l'intégration pas l'isolement⁶⁹⁰ ». Cela confirme le point de vue selon lequel les forces issues de la *Landsmannschaft Ostpreußen* et la *Landsmannschaft Ostpreußen* elle-même bien qu'en opposition avec la société de RFA telle qu'elle est aujourd'hui, entendent la transformer de l'intérieur, là où la nouvelle *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* a pour objectif de mettre à bas le système actuel. Cette opposition fondamentale se transcrit parfois dans les propos tenus par des membres de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* sur ceux du *Bund Junges Ostpreußen*, ces derniers étant qualifiés de *Spießler*, terme clairement péjoratif qualifiant les (petits-) bourgeois⁶⁹¹. À cet égard, la personnalité de Bernhard Knapstein est intéressante puisque dans une interview qu'il donnait à la *Junge Freiheit* en 1997⁶⁹², il y avouait avoir une certaine affinité avec l'action des « gauchistes⁶⁹³ » des nouveaux *Länder*, notamment en matière de « politique pratique d'opposition extraparlamentaire⁶⁹⁴ » aux partis bourgeois établis, ainsi qu'avec « ce caractère révolutionnaire⁶⁹⁵ ». Il y décrivait également, sans utiliser toutefois le terme de *Spießler*, les jeunes de la *Junge Union* (association de jeunesse de la CDU), comme portant la cravate dès l'âge de seize ans pour masquer leur manque intérieur de valeurs et stigmatisant leur refus de se battre (au sens propre du terme) pour leurs idéaux. Il concluait par un appel à prendre exemple sur ces gauchistes. Cette déclaration est tout à fait étonnante quand on sait que pour les membres de la *Landsmannschaft Ostpreußen* ceux-ci sont de véritables anti-exemples. Elle illustre bien le fait que la *Landsmannschaft Ostpreußen* en donnant une dimension d'activisme politique à la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* lors de sa fondation avait fait œuvre d'apprenti sorcier et avait fini par se faire littéralement « doubler par la droite » par son association de jeunesse dont elle attendait pourtant le meilleur. Notons que la figure controversée⁶⁹⁶ et originale⁶⁹⁷ de Bernhard Knapstein ne sera pas sacrifiée par la *Landsmannschaft Ostpreußen* qui le conservera

⁶⁹⁰ « *Die Zukunft der ostpreußischen Jugend liegt in der engen Anbindung an die Landsmannschaft, nicht aber in einem unausgegorenen allgemeinpolitischen Sektierertum fern der heimatpolitischen Realität. Der Weg ist die Integration, nicht die Isolation.* » In Knapstein, Bernhard, vice-président du *Bund Junges Ostpreußen*, « Pressemitteilung/Landsmannschaftliche Leistungsträger der jungen und mittleren Generation wollen Jugendarbeit der *Landsmannschaft Ostpreußen* sichern », Berlin, 13. Februar 2000, www.ostpreussen-info.de/bjo/bjopresse_fr.htm.

⁶⁹¹ On peut en voir l'illustration dans des commentaires insérés à l'occasion sur le site internet de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, www.ostpreussen.org/jlo.

⁶⁹² Interview de Bernhard Knapstein, in *Junge Freiheit* n° 21/1997, 16 mai 1997.

⁶⁹³ « *Die Linken* », *ibid.*

⁶⁹⁴ « *Praktische Politik der außerparlamentarischen Opposition* », *ibid.*

⁶⁹⁵ « *Diesen revolutionären Charakter* », *ibid.*

⁶⁹⁶ Il sera question de certaines de ses déclarations jusqu'au sein du *Bundestag*, mais il bénéficiera du soutien de ses camarades, par exemple de celui d'un de ses successeurs à la tête de l'organisation de jeunesse de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, Jochen Zauner, personnalité dont nous reparlerons dans la troisième partie de ce travail, celle consacrée au système scolaire. Voir : Deutscher Bundestag: Drucksache 13/8304 vom 23.07.1997, « Antwort der Bundesregierung auf die Kleine Anfrage der Abgeordneten Ulla Jelpke und der Gruppe der PDS - Drucksache 13/8197 - Die Junge Landsmannschaft Ostpreußen (JLO) und der Rechtsextremismus III. » « Réponse du gouvernement fédéral à la question des députés Ulla Jelpke et du groupe PDS – Imprimé 13/8197 – La *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* (JLO) et l'extrémisme de droite III. »

⁶⁹⁷ Un temps membre du SPD, il finira par en être exclu.

non seulement dans le *Bund Junges Ostpreußen*, mais qui l'intégrera également dans la rédaction de la *PAZ*. La création du *Bund Junges Ostpreußen* peut donc être décrite comme une marche arrière en urgence vers une association aux prérogatives limitées, contrôlée de près par la *Landsmannschaft Ostpreußen*. Le *Bund* dut, à sa fondation, prouver qu'il ne représentait pas de danger et professer son attachement, non seulement aux grands principes de la *Landsmannschaft Ostpreußen* et à la *Landsmannschaft Ostpreußen* elle-même, « mais également aux fondements démocratiques essentiels de l'Allemagne, aux droits de l'homme et des 'Volksgruppen', ainsi qu'à l'ordre juridique national et international. Le *Bund Junges Ostpreußen* s'engageait également à effectuer un travail de jeunesse actif pour la Prusse orientale en collaboration paisible avec tous ceux qui sont concernés, indépendamment de leur appartenance nationale. » Le *Bund*, enfin, voulait, conformément à ce que la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* devait être à sa fondation une dizaine d'années plus tôt, assurer la relève au sein de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, ainsi que la perpétuation de cette dernière⁶⁹⁸. Près d'une dizaine d'années après sa fondation, le *Bund Junges Ostpreußen* reste à la place qu'on lui assigna alors. Sa fidélité à la *Landsmannschaft Ostpreußen* est exemplaire et régulièrement réaffirmée par ses dirigeants. En 2002, sa présidente de l'époque, Nanette Kaiser, eut même droit à quelques colonnes et à sa photo dans un article du *Spiegel* sur l'avenir des associations de réfugiés⁶⁹⁹. Pour autant, on dut bien admettre qu'il fallait désormais conjuguer au passé les rêves d'actions politiques flamboyantes et de présence médiatique forte faits au moment de la création de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* voilà presque vingt ans.

La *Landsmannschaft Ostpreußen*, forcée de se séparer de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* subit un revers cinglant, à plusieurs égards : son travail auprès de la jeunesse dix années durant était un échec, les dégâts en terme d'image étaient considérables alors qu'elle faisait justement des efforts pour rénover son image de regroupement de « vieux revanchards réactionnaires⁷⁰⁰ ». Le paroxysme de la notoriété de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* fut atteint en 2005 à l'occasion des commémorations du cinquantième des bombardements de Dresde à la fin de la Seconde Guerre mondiale⁷⁰¹. La *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* organisait depuis un certain nombre d'années déjà une commémoration pour les victimes (allemandes) de cet événement tragique, commémorations qui étaient devenues ces dernières

⁶⁹⁸ « *Fortbestand* », le fait qu'elle continue à exister. Communiqué de presse déjà cité du 13 février 2000.

⁶⁹⁹ Kloth, Hans Michael, « Zauberwort Europa/'Die Erlebnisgeneration' stirbt aus, die Grenzfragen sind geklärt: Haben die Vertriebenenverbände noch eine Zukunft ? » (« Europe, mot magique/La génération de la fuite se meurt, les questions frontalières sont réglées : les associations de réfugiés ont-elles encore un avenir ? »), in *Spiegel*, n° 16, 2002, p. 74-75.

⁷⁰⁰ Les trois termes sont ici mis entre guillemets car ils ne sont que l'expression de l'image publique courante des associations de réfugiés, ils ne constituent pas une qualification véritablement scientifique.

⁷⁰¹ Nous avons relaté la teneur, les tenants et les aboutissants de cette manifestation dans un article publié par la revue Sens Public, nous en reproduisons ici certaines analyses. Voir Besnault, Etienne, « La Prusse orientale, invitée inattendue de l'extrême-droite aux commémorations de Dresde », www.sens-public.org, contribution également parue p. 188-194, in Wormser, Gérard, (sous la direction de), *Europe le miroir brisé*, Editions Parangon, Lyon, 2006, 206 p.

années, selon les mots du service bavarois de protection de la Constitution : « un point de concentration pour les milieux d'extrême-droite⁷⁰² ».

Les célébrations du sixantième anniversaire du grand bombardement de Dresde devaient être un nouveau signe de la réconciliation entre l'Allemagne et ses anciennes puissances occupantes : les pays sortis vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale qui, quinze ans auparavant, étaient encore les puissances tutélaires des deux Etats allemands de l'époque. En effet, aux célébrations officielles étaient présents les ambassadeurs des Etats-Unis, de France et de Grande-Bretagne ainsi qu'un représentant diplomatique de la République de Russie.

Une ombre obscurcissait cependant ce tableau réconfortant quant aux capacités des différents pays et de leur peuple à surmonter leur passé respectif. Cette ombre est celle portée par une manifestation qui a réuni, en marge des cérémonies officielles, plusieurs milliers d'extrémistes de droite et autres néonazis (les estimations vont de 3 500 à plus de 5 000, ses organisateurs⁷⁰³ avançaient le nombre de 8 000).

Dans le défilé, on pouvait voir un grand nombre de drapeaux. Parmi eux, des spécimens noirs et blancs avec, en leur milieu, un blason frappé d'un aigle. C'est-à-dire, non pas un symbole nazi, mais le drapeau historique de l'ancienne Prusse orientale⁷⁰⁴. Sa présence dans une telle manifestation pouvait paraître étonnante. Elle s'explique par le fait que l'organisation qui avait demandé l'autorisation de manifester auprès des autorités de la ville de Dresde était la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*.

Comme nous l'avons dit, celle-ci recrute ses membres en priorité parmi les descendants des réfugiés. Mais les années et les générations se succédant, cette population a vu son identité est-prussienne se diluer ou disparaître, la très grande majorité s'étant parfaitement intégrée dans l'Allemagne post 1945. La *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* ne peut exclusivement compter sur cette source naturelle de recrutement pour exister. Elle s'adresse donc à tous les jeunes se sentant « *verbunden* », « liés⁷⁰⁵ » à la Prusse orientale et plus généralement à ce qu'elle appelle « l'Allemagne de l'Est » (les territoires à l'est de la ligne Oder-Neisse).

Se sentir lié à ces territoires au riche passé historique n'implique pas, *a priori*, une sensibilité d'extrême-droite. Cependant, en Allemagne, ce créneau est occupé en grande partie par des associations de cette obédience. Précisons que la Prusse orientale a une grande valeur

⁷⁰² « *Anziehungspunkt für die rechtsextremistische Szene.* », p. 32 in Bayerisches Staatsministerium des Innern, *Verfassungsschutzinformationen/Bayern*, 1. Halbjahr 2005 (premier semestre 2005), 57 p., www.innenministerium.bayern.de.

⁷⁰³ Le rapport du service bavarois de protection de la Constitution, cité deux notes plus haut, avance le nombre de 5200, précisant que l'année précédente il s'élevait à 2400, p. 32.

⁷⁰⁴ Différent de celui du royaume de Prusse qui reprenait, lui aussi, le blanc et le noir des Chevaliers Teutoniques, premiers colonisateurs de la région, différent également de celui du II^{ème} *Reich* reprenant pour sa part les couleurs historiques de la Prusse, c'est-à-dire à la fois le noir et le blanc des Teutoniques et le rouge des Chevaliers Porte-Glaive (autre ordre religieux colonisateur des régions baltes qui se fonde dans le premier en 1237). Voir l'évocation littéraire de ce drapeau par Michel Tournier in *Le Roi des Aulnes*, Gallimard, 1996, p. 312.

⁷⁰⁵ On retrouve ce terme dans les extraits des statuts de l'organisation présentés sur le site www.ostpreussen.org/jlo.

de symbole⁷⁰⁶. Elle est, entre autres, à l'origine de l'Etat qui unifia l'Allemagne au XIX^{ème} siècle et c'est de sa capitale, Königsberg, que fut organisée la résistance contre Napoléon Bonaparte. Enfin, elle est un des symboles du *diktat* de Versailles et de « l'injustice » de 1918, qui la vit séparée du reste de l'Allemagne par le corridor de Dantzig. Cette forte symbolique, les « vertus prussiennes⁷⁰⁷ » et le prestige qui y est associé sont incontestablement des arguments auxquels certaines franges de la population⁷⁰⁸ ne sont pas insensibles ; cela explique le succès de cette organisation auprès des jeunes de l'extrême-droite qui se reconnaissent par ailleurs dans les buts officiels et officieux de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*.

Parmi les premiers figurent le retour des territoires perdus en 1945 au sein de l'Allemagne (la propagande hitlérienne utilisait l'expression « *heim ins Reich* », de retour au sein du *Reich*) et la restitution des biens confisqués aux Allemands dans ces régions, ce qui implique le droit au retour des réfugiés et expulsés.

Parmi les seconds on trouve l'acceptation des partis à la droite de la CSU⁷⁰⁹ et, comme nous l'avons vu, ce qu'elle appelle un traitement critique de l'histoire.

Les activités de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, n'ont, *a priori*, rien d'original pour une organisation de jeunesse d'outre-Rhin. Au programme, on trouve des excursions à pied, à vélo ou encore en kayak, des soirées « barbecue » et, une fois par an, un camp d'été, en Prusse orientale, il est vrai⁷¹⁰. Les autres activités relevant, en réalité, d'une organisation politique, on assiste à un mélange des genres certain. Des tables rondes sont organisées régulièrement dans un certain nombre de villes du pays, et la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* propose des séminaires de politique et d'histoire. Une partie de ces cours et conférences se consacre bien à l'histoire de la Prusse orientale du Moyen-Âge à aujourd'hui (même si celle-ci n'existe plus en tant que telle), mais dans une perspective ouvertement nationaliste. L'accent est mis avant tout sur le caractère hautement et originellement allemand de ce territoire, ainsi que sur les exactions - bien réelles - dont les populations allemandes des régions à l'est de la ligne Oder-Neisse furent victimes. Au passage, aucune occasion de relativiser, minimiser voire nier les crimes nazis n'est négligée.

⁷⁰⁶ Von Thadden, Rudolf, *Frage an Preußen : zur Geschichte eines aufgehobenes Staates*, Beck, Munich, 1981 ; von Thadden, Rudolf, *La Prusse en question, histoire d'un Etat perdu*, traduit de l'allemand par Hélène Cusa et Patrick Charbonneau, Actes Sud, 1985.

⁷⁰⁷ *Ibid.*

⁷⁰⁸ Apparaît ici la problématique de la fierté d'être allemand. Un thème abordé en son temps par le premier président de la RFA, Theodor Heuss, dans son discours du 7 décembre 1949 : « Le pire que Hitler nous ait infligé – et il nous a infligé beaucoup – c'est précisément qu'il nous a contraints à la honte de porter ensemble avec lui et ses séides le nom d'Allemands », cité in Alfred Grosser, *Le Crime et la Mémoire*, Flammarion, 1989, p. 101.

⁷⁰⁹ Dans les premières années après la chute du Mur, la CSU tenta d'ailleurs de tailler des croupières à la CDU en s'essayant à la constitution d'un parti « fils » dans les nouveaux *Länder*, la DSU, la *Deutsche Soziale Union*, avec un profil clairement plus à droite que l'*Ost-CDU*, la *CDU-Est*, le rêve de certains bavarois étant apparemment de « rattraper [la CDU] et marcher jusqu'à la mer », la mer dont il s'agit est la Baltique. Si cette tentative avait été couronnée de succès (ce ne fut pas le cas), la CSU aurait été présente des Alpes à cette mer sans discontinuité, plutôt qu'exclusivement en Bavière. Voir anonyme, « CSU/DSU - Sünde am Volk/Die ostdeutsche CSU-Schwester DSU driftet weiter nach rechts - weg von der DDR-CDU. », in *Der Spiegel* n° 17/1990 du 23 avril 1990, p. 24b et 25.

⁷¹⁰ Depuis lors la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* n'organise plus ce type de camp en Prusse orientale, officiellement du moins.

Cette organisation, qui a des ramifications dans plusieurs régions allemandes⁷¹¹, en Autriche et en Suisse⁷¹², ne compterait qu'un millier de membres. Toutefois, la manifestation du 13 février 2005 - sa seule véritable heure de gloire jusqu'à présent - et son site internet remis à neuf à cette époque tendait à prouver qu'elle était décidée à monter en puissance. Sa proximité avec les partis d'extrême-droite, NPD (*Nationaldemokratische Partei Deutschlands*⁷¹³) et DVU (*Deutscher Volksunion*⁷¹⁴), observée lors de la manifestation de Dresde, ne laissait plus de doute quant à la nature de cette organisation et sa vocation est-prussienne, de plus en plus instrumentale. Elle n'était plus qu'un paravent à des thèses nationalistes et extrémistes⁷¹⁵. Parmi les slogans utilisés à Dresde, tout particulièrement choquants étaient ceux utilisant le terme d'holocauste pour qualifier la tragédie vécue par la ville des bords de l'Elbe et ceux qui se trouvaient alors en ses murs, habitants et réfugiés.

Ce terme n'avait naturellement pas été choisi par hasard. Au-delà de la provocation, il est symptomatique de toute une rhétorique de l'extrême-droite outre-Rhin, visant selon elle à rétablir la fierté nationale allemande⁷¹⁶. Pour cela elle utilise simultanément deux leviers. Le premier consiste à relativiser la faute allemande, c'est-à-dire, comme nous l'avons dit à minimiser, quand ce n'est pas systématiquement nier les crimes commis par le III^{ème} Reich et de leur portée inédite dans l'histoire ; le second est une exaltation de la souffrance allemande pendant et à l'issue de la Seconde Guerre mondiale⁷¹⁷.

Le premier relève du révisionnisme – le cas échéant du négationnisme – d'une histoire déjà écrite et abondamment commentée. Le second est dans sa nature différent, puisqu'il s'attaque à une histoire qui, elle, n'a pas été véritablement écrite à ce jour. Cette histoire, c'est d'abord celle des souffrances endurées par les Allemands pendant la guerre. Les plus marquantes sont sans doute celles occasionnées par les bombardements massifs des villes allemandes – Dresde en est l'exemple le plus célèbre – qui laissèrent dévasté un pays autrefois riche en

⁷¹¹ Le pôle le plus actif est celui de Saxe (siégeant justement à Dresde).

⁷¹² À cette ambition de couvrir l'ensemble des régions germanophones se conjugue la volonté de lier ses membres par un calendrier récurrent fixant certaines dates clés dans ce dernier et dans les esprits, par exemple le « jour de la fondation du Reich », « *Reichsgründungsfeier* », le 18 janvier, ou le « jour de la captivité », « *Tag der Gefangenschaft* », le 8 mai, en 2004 on note l'organisation de la semaine Andreas Hofer au Tyrol du Sud (voir JLO-Faltblatt, www.ostpreussen.org/jlo). Est réactivé ici le souvenir d'une personnalité tyrolienne du début du XX^{ème} siècle, à propos duquel Eric Hobsbawm affirme pourtant qu'en « 1809 sous la direction d'Andreas Hofer on trouvait aussi bien des Italiens que des Allemands. » Il ajoute qu'en « 1809 les tyroliens ne se soulevèrent pas tant contre les français que contre leurs voisins bavarois », une lecture de l'histoire que ne partage manifestement pas la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, Hobsbawm, Eric, *Nations et nationalismes de puis 1780*, Gallimard, 1992, p. 86 et 68.

⁷¹³ Il compte actuellement cinq mille membres environ.

⁷¹⁴ La fondation de ce parti remonte à 1987. Il est financé par l'éditeur Gerhard Frey qui en est le président. Ses succès électoraux se limitent à la ville de Bremerhaven et au *Land* de Brandebourg, dans lequel il recueillit 6,1% des voix en 2004. Actuellement il compte environ 11 000 membres.

⁷¹⁵ Conclusion à laquelle sont également arrivés ses premiers fondateurs, la *Landsmannschaft Ostpreußen* et une partie de ses anciens dirigeants.

⁷¹⁶ Notons toutefois que ce terme avait déjà été utilisé dans les années soixante par les Verts allemands qui parlaient alors d'un « holocauste écologique » à propos du traitement que l'humanité infligeait à l'environnement. Gaudard, Pierre-Yves, *Le Fardeau de la mémoire*, Paris, Plon, 1997, p. 215.

⁷¹⁷ Le rapport du service bavarois de protection de la Constitution, déjà cité ici, parle de : « la volonté de faire paraître le peuple allemand non plus comme un 'peuple bourreau', mais comme un peuple uniquement victime », « *die Absicht, das deutsche Volk nicht mehr als Tätervolk, sondern als reines Opfervolk erscheinen zu lassen* », p. 32.

merveilles architecturales et en industries productives – ainsi que la fuite ou l’expulsion de millions d’Allemands installés en Europe centrale et orientale.

Quatre ans après les événements de Dresde, le bilan que nous tirions à l’époque reste valide⁷¹⁸. Il convient de faire un point sur l’évolution de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* depuis lors et préciser que, contrairement à ce que l’on aurait pu penser, elle ne s’est pas particulièrement développé. Au contraire, elle a depuis sombré dans l’anonymat. Certes, elle a pu garder son sigle, source de bien des déboires pour la *Landsmannschaft Ostpreußen*, mais son nom a changé, désormais elle s’appelle *Junge Landsmannschaft Ostdeutschland*, Jeune *Landsmannschaft* d’Allemagne de l’Est. Son site internet est toujours disponible, il présente encore des liens avec des sites à caractère profondément nationaliste ainsi que des documents qui font aujourd’hui preuve, entre autres, d’une polonophobie fondamentale et profondément simpliste. La solution au problème de la Prusse orientale et à celui de la situation en Europe centrale depuis la fin du premier conflit mondial étant présentée comme excessivement simple : la disparition sans autre forme de procès de la Pologne. On trouve par ailleurs des textes censés servir d’argumentaire face à des jeunes portant selon leur auteur les cheveux soit trop longs, soit trop courts, l’objectif étant de convaincre les uns et les autres non seulement de s’engager auprès de la *Junge Landsmannschaft Ostdeutschland*, mais également d’avoir « une coiffure correcte⁷¹⁹ ». La *Junge Landsmannschaft Ostdeutschland* est donc devenue en tous points une caricature ayant perdu une part importante de son influence et tout lien réel avec la Prusse orientale.

Nous avons affirmé que la rhétorique et l’argumentaire de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* post 2000 (que nous appellerons désormais *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland*) constituaient ni plus ni moins qu’un superlatif de ceux de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* avant cette date et de la *Landsmannschaft Ostpreußen* en général. Il va de soi, en conséquence de ce que nous venons d’exposer, que cette affirmation ne vaut que jusqu’en 2006, environ.

b. Rhétorique et argumentaire de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*

Un des objectifs de l’organisation est de mettre un terme au « nationalmasochisme⁷²⁰ » régnant en RFA. L’argumentation et la rhétorique qu’elle développe dans ses tracts, notamment,

⁷¹⁸ Besnault, Etienne, « La Prusse orientale, invitée inattendue de l’extrême-droite aux commémorations de Dresde », p. 188-194, in Wormser, Gérard, (sous la direction de), *Europe le miroir brisé*, Editions Parangon, Lyon, 2006, 206 p. Egalement paru sur le site internet de l’association Sens public, www.sens-public.fr.

⁷¹⁹ « *Anständig* ». Ce souci d’une apparence correcte fait partie de la stratégie d’un mouvement comme le NPD qui, pour s’ancrer dans les *Länder*, a besoin que ses adhérents ne fassent pas peur aux habitants. Voir Staud, Toralf, *op. cit.*, p. 115, entre autres.

⁷²⁰ « *Nationalmasochismus* », l’expression a cours dans les milieux à droite de la droite, notamment au sein du NPD, le terme est naturellement à rapprocher de celui de national-socialisme.

utilisent à cette fin des ressorts très reconnaissables. Un des plus importants est de faire, sans complexe, appel à la fierté d'être allemand. Un thème problématique qui renvoie à la complexité de l'identité allemande d'après-guerre, c'est-à-dire après Auschwitz, principalement.

La *Shoah* est un point majeur de décalage de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland* en particulier, mais également de toutes les organisations nationalistes, et sur un mode mineur de la *Landsmannschaft Ostpreußen* encore aujourd'hui, d'avec la société allemande actuelle. La RFA, dès sa création, a expressément déclaré assumer l'héritage allemand, à la différence de ces organisations qui revendiquent et sont, de manière militante, fières d'un tel héritage. Mais il ne s'agit naturellement pas du même. Pour qu'il leur soit possible d'en être fier il leur faut absolument taire, minimiser, ou pire, nier l'extermination symbolisée par Auschwitz, tache indélébile sur l'histoire allemande⁷²¹.

La *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland*, jusqu'à aujourd'hui, ne nie pas Auschwitz, mais le tait presque en permanence et, quand elle l'évoque, ce n'est que pour systématiquement minimiser son ampleur et sa portée. Plus généralement, elle se fait le chantre des souffrances allemandes et, sans jamais citer (ou très rarement) les crimes allemands, expose les crimes qu'implicitement elle considère de même nature commis par les alliés lors de leur conquête des territoires allemands, à l'Est en particulier, mais pas seulement ceux de l'Armée rouge ; le bombardement de Dresde par les Anglo-saxons est stigmatisé dans nombre de leurs tracts.

Ainsi, implicitement, oppose-t-elle⁷²² au génocide des juifs et des tziganes l'épuration ethnique, « *ethnische Säuberung*⁷²³ », des Allemands de Prusse orientale, Poméranie et Silésie et le « *Völkermord aus der Luft* », « génocide depuis les airs⁷²⁴ », c'est-à-dire le bombardement systématique et la destruction de nombre de villes allemandes. Bombardement censé, dans sa rhétorique (même si elle s'en défend), rendre anecdotique la destruction de Coventry par la *Luftwaffe*, qui, selon elle, aurait été effectué « *versehentlich* », « par erreur⁷²⁵ » et n'aurait fait « que » 387 morts⁷²⁶, contre, toujours selon elle, 350 000 rien qu'à Dresde (notons que les

⁷²¹ Gaudard, Pierre-Yves, *Le fardeau de la mémoire/Le deuil collectif allemand après le national-socialisme*, Plon, 1997, 286 p.

⁷²² Là où la *Landsmannschaft Ostpreußen* met plutôt en résonance ces différents phénomènes.

⁷²³ Depuis quelques années, le terme est également employé par la recherche historique allemande sérieuse pour décrire des événements qui en relèvent bel et bien. Toutefois l'utilisation de ce terme reste sensible puisqu'il est fondamentalement associé à la notion de génocide et, au-delà, à un génocide bien particulier, le judéocide. Voir Krieg-Planque, Alice, « *Purification ethnique* »/*Une formule et son histoire*, CNRS Editions, Paris, 2003, 523 p. Ainsi que Beer, Mathias, (sous la direction de) (pour le compte de la Maison de la *Heimat* du Land de Bade-Wurtemberg), *Umsiedlung, Flucht und Vertreibung der Deutschen als internationale Problem/Zur Geschichte eines europäischen Irrwegs*, Haus der Heimat des Landes Baden-Württemberg, Stuttgart, 2002, 92 p. En l'occurrence p. 18 : « Jusqu'à la conférence de Potsdam il fallait autant que possible créer des faits accomplis, c'est-à-dire 'nettoyer ethniquement' [*ethnisch zu säubern*] les territoires » à l'est de la ligne Oder-Neisse. Yves Lacoste emploie également ce terme s'agissant de l'expulsion des Allemands d'Europe centrale et orientale après 1945, voir Lacoste, Yves, *Géopolitique/La longue histoire d'aujourd'hui*, Larousse, Paris, 2006, p. 113 : « Une telle décision de 'purification ethnique' avant la lettre avait fait affluer en Allemagne quelques douze millions de réfugiés. »

⁷²⁴ Par exemple dans le tract intitulé : « *Dresden – 13.2.4 /Völkermord aus der Luft [...]* », signé Mathias Rochow.

⁷²⁵ In Rochow, Mathias, « 1000 Schritte für Dresden/Ein Trauermarsch/Wievieler Toter müssen wir bei jedem Schritt gedanken ? Schließen Sie sich uns an ».

⁷²⁶ *Ibid.*

dernières estimations officielles donnent un nombre dix fois inférieur), la ville et les victimes ayant subi une « destruction planifiée » « seulement parce que nous étions allemands⁷²⁷ ».

Le but est manifestement de minimiser les crimes allemands et de majorer ceux commis à l'encontre d'Allemands (et, dans sa vision des choses, des Allemands en général). Ainsi prétend-elle que les bombardements de civils n'ont jamais fait partie des stratégies de guerre côté allemand, renvoyant ainsi aux oubliettes de l'histoire l'épisode du *Blitz* et des V1 et V2 que les Londoniens, eux, n'ont pas oubliés. Ce n'est qu'un exemple parmi d'autres qui voient opposés, presque toujours implicitement (répétons-le) mais sans qu'il soit possible de ne pas voir à quoi cela fait référence, Dresde et Coventry donc, mais aussi Nemmersdorf, village de Prusse orientale dont le destin n'est pas sans rappeler celui d'Oradour sur Glane⁷²⁸ et les atrocités commises sur les populations civiles slaves (sans même parler des populations juives) pendant la campagne de l'Est et l'Opération *Barbarossa*.

Un autre pan important de son argumentaire consiste à mettre sur un plan strictement identique Auschwitz et le Goulag⁷²⁹, le nazisme et le communisme soviétique, et dans un amalgame frappant, d'affirmer que les Allemands furent simplement victimes des deux totalitarismes, « oubliant » là les responsabilités qui leur incombent en la matière.

L'objectif est de libérer « *das deutsche Volk* », « le peuple allemand⁷³⁰ » du poids jugé comme insupportable de ce qu'elle nomme la « prétendue culpabilité collective⁷³¹ » dont elle s'efforce par tous les moyens de démontrer l'inexistence. À cela s'ajoute une argumentation fondée sur le mythe du complot et la défiance vis-à-vis des partis politiques établis⁷³², elle relaie l'idée que ce sont les ennemis de l'Allemagne, ceux qui sont « *antideutsch* », « anti-allemands⁷³³ », qui, à dessein, ont forgé et entretenu cette légende historiquement fautive de la culpabilité du peuple allemand. Des affirmations comme « le peuple allemand ne savait pas⁷³⁴ » ou, parlant des victimes du bombardement de Dresde, « des gens qui étaient tout aussi

⁷²⁷ *Ibid.* : « *planmäßige Zerstörung* » « *nur weil wir Deutsche waren* », allusion au caractère industriel, hautement organisé et ethnique de l'extermination nazie, opérant là un mécanisme d'*Umkehrung*, de renversement.

⁷²⁸ Ce village, après avoir été pris par l'Armée rouge, fut reconquis par la *Wehrmacht* qui retrouva la population civile massacrée, certaines personnes ayant été clouées en croix sur des portes maisons. Toute la lumière n'a pu être faite sur ces événements atroces, car les services de la propagande de Joseph Goebbels s'emparèrent de cette « scène de crime » pour faire du sort de ce village un avertissement susceptible de motiver les Allemands à s'engager, jusqu'à leurs dernières forces, dans la défense du *Reich* face à l'avancée de l'Armée Rouge.

⁷²⁹ Tentation à laquelle la *Landsmannschaft Ostpreußen* ne résiste pas toujours, voir dans cette partie II. A. 2., sous-partie consacrée aux discours de son président.

⁷³⁰ On reviendra plus tard sur l'utilisation militante du terme *Volk*, qui, depuis 1945, est très problématique.

⁷³¹ « *Angebliche kollektive Schuld* », Junge Landsmannschaft Ostpreußen, « Der 8 Mai : Tag der Gefangenschaft », tract non daté, postérieur selon toute vraisemblance à 2000.

⁷³² L'idée d'un complot est également avancée par Hans Heckel, « Europa : Der Kanzler der Selbstaufgabe ?/Das Maastricht-Dossier : Deutschlands Weg in Finanzchaos », « Le chancelier du renoncement à soi ?/Le dossier-Maastricht : le chemin de l'Allemagne vers le chaos financier », in *Ostpreußenblatt*, 19 février 1994, p. 3 : « *über ein Komplott gegen die D-Mark soll Deutschland in der Substanz getroffen und ausgesogen werden - unter aktiver Anteilnahme seiner eigenen Regierung* », « par le biais d'un complot contre le D-Mark, l'Allemagne doit être touchée et pompée totalement – avec la participation active de son propre gouvernement. »

⁷³³ Le terme revient régulièrement.

⁷³⁴ « *Das deutsche Volk war ahnungslos* », in Rochow, Mathias, « 1000 Schritte für Dresden/Ein Trauermarsch/Wievieler Toter müssen wir bei jedem Schritt gedanken ? Schließen Sie sich uns an ».

innocents⁷³⁵ » en sont l'expression la plus visible. Cela n'est d'ailleurs pas sans rappeler « la légende du coup de poignard dans le dos », née à l'issue de la Première Guerre mondiale et qui voulait que l'armée allemande ait été trahie par l'arrière, par les politiques. Le tract consacré au 8 mai 1945 se livre même à un exercice plus osé encore, non pas seulement celui de mettre en question l'aspect libérateur de cette date pour les Allemands, mais de le qualifier de « *Tag der Gefangenschaft* », « jour de la détention⁷³⁶ », aussi bien pour les Allemands de l'Est que ceux de l'Ouest. Cette détention aurait rendu possible une longue série de crimes commis sur le corps du peuple allemand ainsi érigé en victime parmi les victimes et aujourd'hui plus que jamais sous la menace de l'étranger. La vision du 8 mai 1945 exposée par Wilhelm von Gottberg dans ses discours ou dans la *PAZ* est assez semblable, quoique moins outrée⁷³⁷. Ce qui fut nommé jusqu'à la chute du Mur « *die jüngste Vergangenheit*⁷³⁸ », le passé récent, ainsi délivré de sa charge inhibante et de la honte, le peuple allemand ainsi réhabilité, une nouvelle fierté allemande peut être prônée et revendiquée.

S'agissant de la question territoriale, la stabilité (quasi totale) des frontières de la Prusse orientale entre le XV^{ème} et le XX^{ème} siècle, exceptionnelle dans cette région⁷³⁹, joue un grand rôle dans l'argumentaire des dirigeants des organisations comme la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland* qui ne manquent pas d'utiliser la silhouette très reconnaissable du territoire de Prusse orientale⁷⁴⁰. De manière générale, bien consciente que les cartes sont, par nature, un instrument privilégié de communication ou de propagande, la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland* n'hésite pas à y recourir. La *Landsmannschaft Ostpreußen* en fait un usage certes moins intensif, mais elle se sert, dans son logo, de la silhouette de la Prusse orientale, à la fois symbole évident, représentation par excellence et vecteur de fixation dans les consciences.

La carte en général est un outil particulier. Didier Poidevin dans son ouvrage *La carte,*

⁷³⁵ *Ibid.*, « *Menschen die genauso unschuldig waren* ». La question, si l'on peut dire, est : « tout aussi innocent » que qui ? On retrouve ce genre d'affirmation dans tous les tracts traitant de Dresde ou de l'expulsion des Allemands d'au-delà de la ligne Oder-Neisse.

⁷³⁶ In « Der 8 Mai : Tag der Gefangenschaft ».

⁷³⁷ Voir sous-parties II. A. 2. et 3., ainsi que von Gottberg, Wilhelm, « Vor 59 Jahren : Nicht befreit – besiegt/Betrachtungen zum 8. Mai », « Il y 59 ans : pas libérés – vaincus/Considérations sur le 8 mai » in *PAZ*, 8 mai 2004.

⁷³⁸ C'est ainsi que l'on nommait la période nazie (au moins) jusqu'en 1990 et les événements qui aboutirent à la réunification.

⁷³⁹ Voir Bibo, Istvan, *Misère des petits Etats d'Europe de l'Est*, Albin Michel, Paris 1993, p. 127-192.

⁷⁴⁰ Ainsi que de faire référence aux principes édictés par l'OSCE en 1975 à Helsinki et confirmés après la chute du Mur en matière de frontières : celui de leur stabilité et celui du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes « Ces deux principes, édictés lors de la première conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, au seuil d'une relance de la guerre froide, sont contradictoires dès lors que les groupes ethniques et nationaux sont mêlés dans l'espace. Le second privilégiait la stabilité territoriale et les constructions fédérales. Il cède le pas devant le premier, qui a légitimé l'unification allemande. » C'est ce qu'affirme Michel Foucher pour la période qui s'est ouverte en 1989, in *Fragments d'Europe/Atlas de l'Europe médiane et orientale*, Fayard, Paris, 1993, p. 11. Selon le cas il peut-être fait appel à l'un et à l'autre de ces deux principes, l'arbitrage est donc toujours extrêmement délicat et sujet à controverse. Dans le cas de la Prusse orientale cependant, le débat n'a jamais vraiment été (ré-)ouvert.

*moyen d'action/guide pratique pour la conception et la réalisation de cartes*⁷⁴¹, la décrit donc comme un véritable moyen d'action. Dans la préface à cet ouvrage, Pierre Mongin affirme avec raison que « devant la masse toujours croissante des données, la cartographie offre des possibilités de communiquer synthétiquement et de dégager les informations stratégiques » et précise que l'amélioration constante des performances des ordinateurs permet de disposer aujourd'hui de logiciels de cartographie autrefois réservés aux gros systèmes. Ainsi, au même titre que les traitements de texte, tableurs et bases de données, les logiciels de cartographie sont en passe de devenir des outils de grande diffusion », d'autant que l'internet permet d'en faire circuler les produits sans limites. Produire vos propres cartes permet donc de « communiquer vos 'images du monde'. Ces représentations qui fondent notre jugement et qui influencent nos contemporains⁷⁴² ». Poidevin précise pour sa part que « la carte est une représentation, un dessin », une représentation « plane, réduite, simplifiée, conventionnelle » ; il ajoute encore :

- « la carte est un support de *rêve* également parce qu'elle offre à son concepteur la possibilité de remodeler le territoire, bref de simuler. », p. 20.
- « la carte est porteuse d'images plus ou moins naïves véhiculées par l'inconscient collectif, les médias, la personnalité et le passé du lecteur. Le pouvoir d'évocation de la carte est très puissant. », p. 20,
- « communiquer, dans le sens où nous l'entendons ici, suggère la *volonté* du concepteur de la carte *d'attirer l'attention* et de *démontrer*. », p. 21,
- « les cartes de propagande (...) sont à la lisière des cartes publicitaires mais elles sont bien plus pernicieuses. C'est une cartographie classique des régimes totalitaires qui abusent de l'universalité du langage géographique pour manipuler l'information. », p. 23,
- « la carte est capable de suggérer une dynamique, un mouvement », p. 27.

L'utilisation de l'outil cartographique faite par la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland* prend exemple (consciemment ou pas) sur celle qu'en fit la géopolitique allemande jusqu'en 1945⁷⁴³. Plusieurs exemples sont à cet égard frappants : le premier est la carte du tract intitulé « Les territoires allemands de l'Est... et ce qu'on devrait en savoir⁷⁴⁴ » elle rappelle celle, élaborée par le célèbre Karl Haushofer⁷⁴⁵, dont le titre est « *Das Deutschtum*

⁷⁴¹ Poidevin, Didier, *La carte, moyen d'action/guide pratique pour la conception et la réalisation de cartes*, Ellipses, 1999, 200 p.

⁷⁴² *Ibid.*, p.4 pour toutes les citations de ce paragraphe.

⁷⁴³ Un usage qui ne s'est jamais vraiment perdu, comme l'illustre l'exemple de la carte produite au début des années 1960 par l'*Aktion Oder-Neiße* (AKON), groupement ayant fait de l'opposition à une frontière de l'Allemagne sur l'Oder et la Neisse sa raison d'être, voir p. 90, in Hansjakob Stehle, *Deutschlands Osten- Polen Westen ?*, Fischer, Francfort/Main, 1965, 167 p.

⁷⁴⁴ www.ostpreussen.org/jlo.

⁷⁴⁵ Général et le plus célèbre géopoliticien allemand du XX^{ème} siècle, qui s'est suicidé peu après la fin du second conflit mondial.

*in Mitteleuropa*⁷⁴⁶ ». Sur cette carte, pour symboliser les zones de peuplement allemand, on les a grisées, que les Allemands y aient été majoritaires (ce qui était loin d'être toujours le cas) ou pas, les territoires perdus en 1945 étant de plus hachurés. Ce procédé pose problème et souffre de la confusion de deux critères de classement *a priori* antinomiques : sont ainsi grisés des territoires n'ayant jamais appartenu au *Reich* mais ayant été peuplé d'Allemands au sens ethnique du terme, c'est le cas du Pays des Sudètes. Sont également grisés des territoires ayant appartenu au *Reich* jusqu'à la Première Guerre mondiale (la Posnanie, par exemple) ou jusqu'en 1945, mais dont le peuplement était majoritairement slave, la Mazurie par exemple⁷⁴⁷. Cette confusion, volontaire ou non, renseigne sur la conception qui prévaut de ce qui fait d'un territoire un territoire allemand :

- appartenance au second *Reich* (les régions annexées par le III^{ème} *Reich* ne sont pas revendiquées) que la population ait été majoritairement allemande ou non⁷⁴⁸,
- peuplement allemand historique au contact des frontières du *Reich* (les territoires peuplés, en partie, d'Allemands, dans le passé ou encore aujourd'hui, mais ne se trouvant pas au contact desdites frontières : en Hongrie, Yougoslavie, Roumanie, etc. ne sont pas revendiqués).

Le second exemple évoque de façon encore plus évidente la *Geopolitik* de l'entre-deux-guerres. Il s'agit d'une carte à très petite échelle, à certains égards d'un croquis, de la RFA dans ses frontières actuelles et des territoires perdus après la Seconde Guerre mondiale⁷⁴⁹. Le territoire de la RFA est grisé, les autres, laissés en blanc sont toutefois entourés du même gris et le territoire de ce qui fut la Prusse orientale voit ses frontières surlignées en gras. Au centre de la RFA on voit en blanc la silhouette de la Prusse orientale, trou béant, occultant un bon quart du territoire grisé (celui de l'Allemagne d'aujourd'hui). Cette représentation cartographique, pour le moins inhabituelle, partage bien des caractéristiques avec celles dessinées à l'époque par les *Geopolitiker*⁷⁵⁰ : la très petite échelle, le caractère schématique, l'usage du contraste noir/blanc, l'inclusion d'un territoire dans un autre, etc. Elle en partage également les objectifs : créer un choc visuel, exercer une fascination, suggérer enfin les objectifs à atteindre. Ici il s'agit du retour des territoires considérés comme injustement perdus – et en premier lieu de la Prusse orientale – à l'Allemagne.

⁷⁴⁶ Carte reproduite in Moreau Defarges, Philippe, *Introduction à la géopolitique*, Le Seuil, 1994, p. 94.

⁷⁴⁷ Précisons pour cette dernière que si le peuplement était majoritairement slave, c'était d'un point de vue « ethnique », en effet, les Mazures votèrent massivement pour le maintien de leur région dans le *Reich* en 1920. Kossert, Andreas, *Masuren, Ostpreußens vergessener Süden*, Pantheon Verlag, 2006, p. 243-258 : « *Grenz- und Volkstumskampf (1918-1933)/Ostpreußen oder Polen* ». Ils faisaient partie de ces « groupes de Polonais et de Slovénes par la langue qui, pour quelque raison que ce soit, préféraient se considérer politiquement comme allemands ou autrichiens. », in Hobsbawm, Eric, *Nations et nationalismes de puis 1780*, Gallimard, 1992, p. 79.

⁷⁴⁸ À l'exception de l'Alsace. Le regard est décidément tourné vers l'Est.

⁷⁴⁹ JLO-Faltblatt, www.ostpreussen.org/jlo, annexe 5.

⁷⁵⁰ Raffestin, Claude, Lopreno, Dario et Pasteur, Yvan, *Géopolitique et histoire*, éditions Payot, Lausanne, 1995, p. 247-272.

Les cartes, schémas et croquis ne sont naturellement pas les seuls outils employés par la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland*. Ceux-ci sont accompagnés de légendes et insérés dans des documents dont la prose présente, elle aussi, certains caractères récurrents et très reconnaissables. On note, par ailleurs, une certaine cohérence dans son argumentaire, dans son discours, que l'on peut qualifier de national-populiste. En effet, ces deux pôles sont à la fois omniprésents et intimement liés l'un à l'autre.

Les deux adjectifs qui conviennent le mieux pour qualifier la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland* sont : « national » et « populiste ».

Le premier se traduit, dans son discours, par le recours aux termes :

- « *Land* », en français « pays », mais pas au sens d'Etat, « *Staat* » en allemand, un terme que l'on ne retrouve d'ailleurs quasiment jamais dans les textes de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland* puisqu'il relève d'une logique juridique (formaliste, artificielle) que récuse fondamentalement la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland*. L'attachement au sol est une vertu particulièrement vantée, ce qui ne constitue pas une surprise pour une organisation nationaliste qui affiche le retour à la patrie des territoires perdus comme un de ses objectifs principaux.
- « *deutsch* », là aussi, la présence de l'adjectif « allemand » est tout sauf étonnante. Le retrouver même plusieurs fois par phrase est le signe d'une véritable et permanente obsession, celle d'une ethnicité qu'il convient de défendre (aussi bien en Prusse orientale pour les Allemands ou descendants d'Allemands restés sur place, qu'en Allemagne même⁷⁵¹).

Au regard de l'utilisation faite de ces deux termes, on peut donc ici évoquer la fameuse idéologie « *Blut und Boden* », fondement du nationalisme allemand d'avant 1945⁷⁵².

Le second par le recours aux termes :

- « *Wir* », « *alle* », « *ganz* », « *zusammen* », « *verbunden* »... en français « nous », « tous », « entier » « ensemble », « lié ». La notion de groupe est primordiale et l'un des buts de l'organisation est la création d'un « *Wir-Gefühl* », d'un

⁷⁵¹ « *Wir rufen alle Deutschen auf, sich mit ganzer Kraft und gegen alle Widerstände für die Freiheit, das recht und den Fortbestand unseres Volkes und unserer Nation einzusetzen.* » « Nous en appelons à tous les allemands pour que de toutes leurs forces et contre toutes les résistances, ils s'engagent pour la liberté, le droit et la survie de notre peuple et de notre nation. » in *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, « *Kyffhäuser Erklärung/In Sorge um Freiheit und Demokratie* », 19 novembre 2000, p. 10, www.ostpreussen.org/jlo. L'idée de la nécessité de s'engager pour la préservation de l'identité des Allemands restés en Prusse orientale et de leurs descendants était déjà présente dans le Programme de Potsdam de 1994 (voir *supra*), *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, « *Potsdamer Programm der jungen Landsmannschaft Ostpreußen* », 12 mars 1994, voir annexe 2 et www.ostpreussen.org.

⁷⁵² Une idéologie qui eut son pendant en France, symbolisée par le slogan « la terre et les morts ».

« sentiment du nous », celui précisément qui est si problématique dans une démocratie moderne (parlementaire⁷⁵³), référence devant être ici à nouveau faite au concept de *Gemeinschaft*.

- « *Volk* », en français « peuple ». Il est l'incarnation par excellence du groupe. La *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland*, comme les autres organisations d'extrême-droite en Allemagne use du terme de manière militante, c'est-à-dire en le sur-utilisant pour montrer qu'elle n'a aucun complexe à cet égard et que le tabou, ou du moins les précautions aujourd'hui habituelles, du fait de la connotation que lui confère l'usage qu'en fit le III^{ème} *Reich*, lui sont égales.

Un slogan de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland* est d'ailleurs « *Wir sind ein Volk* ». Slogan que l'on retrouve dans le tract consacré au 9 novembre 1989, jour de la chute du Mur, qui récupère le « *Wir sind das Volk* » des manifestations qui ont accéléré la chute de la RDA. Ce dernier rappelait aux dirigeants est-allemands *qui* était véritablement le peuple, le fondement de cet Etat. Le slogan de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland*, lui, profite de cette réhabilitation du terme *Volk* pour l'instrumentaliser à son profit. Il faut préciser que la conception allemande traditionnelle du peuple est ethnique⁷⁵⁴ et qu'en Allemagne, depuis de nombreuses années, a lieu un débat autour de l'utilisation du mot *Bevölkerung*, « population », dans le but avoué de ne pas se servir de *Volk*⁷⁵⁵. Ainsi l'organisation proclame-t-elle que les Allemands ne sont pas la population de l'Allemagne, mais le peuple allemand⁷⁵⁶.

En guise de synthèse de ces deux thématiques on trouve le substantif *Nation* et, bien

⁷⁵³ Voir Rosanvallon, Pierre, *op. cit.*

⁷⁵⁴ Comme l'affirme Otto Dann (pour la période de la République de Weimar en particulier, mais cela est vrai avant et le reste après) : « *Nationales Denken in der Weimarer Republik war stets ethnisch fundiert, es war volksdeutsches Denken.* » ; « *Nicht der gemeinsame Staat, sondern das gemeinsame Volkstum (Ethnie) gilt als die Grundlage einer Nation.* » ; « La pensée nationale pendant la République de Weimar fut en permanence ethniquement fondée, c'était une pensée *volksdeutsch*. » ; « Ce n'est pas l'Etat, mais le *Volkstum* (l'ethnie) commun qui est considéré comme le fondement d'une nation. » ; in Dann, Otto, *Nation und Nationalismus in Deutschland/1770-1990*, Beck'sche Reihe, Munich, 1996 (3^{ème} édition), 438 p.

⁷⁵⁵ Ce débat atteint son paroxysme dans le cadre de l'installation dans le bâtiment du *Reichstag* à Berlin d'une œuvre d'art mêlant de la terre de tous les cantons de RFA et formant l'inscription « *Der Deutschen Bevölkerung* », « à la population allemande » (« à ceux qui habitent l'Allemagne »), en miroir à celle inscrite au fronton du bâtiment « *Dem Deutschen Volke* », « Au peuple allemand ». On s'éloignait donc d'une vision « *Blut und Boden* », « le sang et le sol » pour adopter une vision relevant du *jus soli*, du droit du sol. Précisons que cette initiative provoqua une levée de boucliers dans les milieux conservateurs et, *a fortiori*, nationalistes.

La dimension identitaire du débat était très forte, citons ici Krulic, Brigitte, *Ecrivains, identités, mémoire/Miroirs d'Allemagne/1945-2000*, Autrement, Paris, 2001, p. 30 : « la relation conflictuelle et douloureuse que les Allemands entretiennent avec le passé pose par ailleurs le problème de l'élaboration d'une identité allemande susceptible de surmonter les clivages nés de la séparation des deux Allemagnes, identité qui pourrait s'articuler - mais le débat est loin d'être clos - autour des notions rivales de 'peuple', de 'population', de 'nation', de 'Constitution'. Chacune de ces notions renvoie à une conception très différente du lien social des relations entre l'Etat et la société, du fondement de l'appartenance nationale. »

⁷⁵⁶ Voir Mahlitz, Hans-Jürgen, « *Zuwanderungsgesetz : Weiter wie im Drehbuch/Schröder setzt auf Rau und Karlsruhe, Stoiber auf den Wähler* », in *Ostpreußenblatt*, 6 avril 2002, p. 1, l'auteur y stigmatise le président fédéral de l'époque Johannes Rau qui déclare se vouloir le président de tous ceux qui habitent en Allemagne et non de tous les Allemands, « *wie es nach allgemeinem Verfassungsverständnis eigentlich vorgesehen ist* », « comme la compréhension commune de la Constitution le prévoit. »

plus encore, l'adjectif *national* porteur et évocateur de toutes les vertus. Il est comme magique car contient à lui seul tous les autres éléments. Un résumé à l'extrême de ce pan de la théorie pourrait être l'enchaînement : « Nous, nous peuple, nous Allemands, nous peuple allemand ».

Toutes ces thématiques, on les retrouve, sous forme plus ou moins policée, d'un texte à l'autre. Cependant on note une importante évolution et un basculement déjà sensible dans la *Kyffhäuser Erklärung* (déclaration de la *Kyffhäuser*⁷⁵⁷), de novembre 2000, qui, après de longues et lénifiantes condamnations de ce qu'elle nomme « toute forme d'extrémisme, en particulier le 'national-socialisme historique' et le 'communisme et le socialisme totalitaire' » « appelle tous les Allemands à s'engager de toutes leurs forces et, contre toutes résistances, pour la liberté, le droit et la survie de notre peuple et de notre nation⁷⁵⁸ ». De manière générale, cette déclaration fait appel, de façon paradigmatique, à un modèle de nation populiste tel que défini par Pierre Rosanvallon :

La nation populiste déborde le seul cadre d'une approche totalisante du social par une personnification de la collectivité. Elle fait dériver l'identité d'un double mouvement d'occultation des divisions intérieures et d'exacerbation des différences avec ce qui lui est extérieur ou étranger. La nation-personne qui constitue l'horizon de l'opinion publique comme forme sociale s'efface derrière la nation-organisme dont l'unité et l'intégrité obéissent à des critères quasi biologiques. Le peuple qui lui est associé ne prend forme, du même coup, que dans le mouvement de désignation de ses ennemis supposés : élites suspectées de cosmopolitisme, puissances occultes menaçant son intégrité, immigrés faisant planer le risque d'un métissage, multinationales complotant contre sa souveraineté. La constitution de l'identité est dans ce cas suspendue à la dénonciation de ce qui la menacerait⁷⁵⁹.

Il précise que la vision populiste nécessite une agitation permanente du « spectre d'un ennemi intérieur ou extérieur⁷⁶⁰ » pour faire vivre le peuple. L'impossibilité, présente, en Allemagne, d'une agitation permanente peut donc être avancée comme explication de l'anonymat dans lequel la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland* est retombée actuellement.

Les tendances nationales et populistes de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland* se trouvaient en puissance dans l'organisation depuis sa fondation même.

⁷⁵⁷ Il s'agit d'une colline en Thuringe au cœur de laquelle, selon la légende, l'Empereur Barberousse dort avant son grand retour. Sur cette colline fut érigé, à la fin du XIX^e siècle, un imposant monument à la gloire de Barberousse, mais, avant tout, à celle du roi de Prusse devenu Guillaume I^{er}, Empereur Allemand, en 1871. Sur la face ouest du monument on trouve un bas-relief monumental sur lequel sont inscrits les noms des états unifiés dans le second *Reich* la même année, notamment l'Alsace-Lorraine. Ce monument est donc un lieu très symbolique, tout particulièrement pour les groupes nationalistes.

⁷⁵⁸ « *rufen alle deutsche auf, sich mit ganzer Kraft und gegen alle Widerstände für die Freiheit, das Recht und den Fortbestand unseres Volkes und unserer Nation einzusetzen* ». Cette déclaration s'inscrit pour partie dans ce que le NPD et son leader en Saxe, Holger Apfel, (lui-même fils de réfugiés silésiens de 1945) nomment « *genosuidale Entwicklung* », « évolution suicidaire ethniquement ». Staud, *op. cit.* p. 117. Notons qu'Apfel est l'une des personnalités ayant tenu un discours lors de la manifestation de Dresde en 2005 organisée par la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*. La *PAZ* parlait dans son n° 1 de l'année 2002, p. 5, dans une brève anonyme, « d'un triste record », « de toutes les nations de l'Union européenne, ce sont les Allemands qui ont le plus 'réduit'/'rétréci' l'année dernière. »

⁷⁵⁹ Rosanvallon, Pierre, *op. cit.* p. 445.

⁷⁶⁰ *Ibid.*

L'évolution qui avait provoqué en janvier 2000 la séparation d'avec l'association mère, la *Landsmannschaft Ostpreußen*, la première considérant que la radicalisation politique de la seconde ne lui laissait pas d'autre choix⁷⁶¹, prouve que cette analyse était lucide, d'autant que cette évolution a suivi son cours, comme en témoignent les déclarations officielles de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland* depuis lors. Aujourd'hui on ne trouve plus trace des précautions d'usage et le discours relativement policé, héritage de son affiliation passée à la *Landsmannschaft Ostpreußen*, laisse désormais place à l'expression sans fard et libérée de tout complexe de son nationalisme fermé. Les invocations d'amitié et de réconciliation entre les peuples sont laissées de côté et ce n'est plus un certain patriotisme qui s'exprime, mais une xénophobie de moins en moins latente. Ce qui fut, un temps, implicite est désormais proclamé, avec une dimension « provocatoire » bien plus importante que celle que les associations de réfugiés se permettent encore aujourd'hui.

Nous avons commencé une analyse des tracts de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland* et de ses activités politiques, son activisme politique, en 2005. Les conclusions auxquelles nous étions parvenues restent pertinentes aujourd'hui puisque cette activité a très vite décliné, dès l'année suivante et qu'elle versa dès lors dans une telle caricature qu'elle n'assuma plus sa fonction charnière entre droite et extrême-droite, abandonnant presque totalement sa dimension est-prussienne et sombrant d'ailleurs dans l'anonymat. Ces tracts constituent, de façon comparable aux cartes, une forme de précipité (au sens que la chimie donne à ce terme) des arguments de l'organisation, puisque cette forme de communication implique de transmettre des informations fondamentales dans un cadre de dimension restreinte. À la lecture de ces tracts, la concordance de leurs caractéristiques essentielles et celles « du nationalisme des nationalistes » tel que présenté par Pierre-André Taguieff dans son article de 1991 sur le sujet⁷⁶² nous avait frappé, nous en présentons donc ici l'analyse au regard des critères établis par le politologue. Il s'agit de textes généralement courts, mais qui peuvent occuper parfois plusieurs feuilles au format A4. Leur objectif est d'informer sur l'existence de l'organisation, d'en présenter l'activité et les convictions et, également, de recruter de nouveaux membres. Ces tracts sont reproduits en annexes de ce travail, la dimension visuelle de ce type de documents étant fondamentale.

Une des dimensions fondamentales de ces documents est leur orientation nationaliste, c'est cette dimension que nous analysons tout d'abord. Dans son analyse du nationalisme, Pierre-André Taguieff s'appuie sur la définition apportée par John J. Breuilly qui le définit

⁷⁶¹ Ce que la *Landsmannschaft Ostpreußen* a jugé bon de rappeler récemment, voir déclaration de presse de la *Landsmannschaft Ostpreußen* du 11 février 2005 sur www.ostpreussen.de.

⁷⁶² Taguieff, Pierre-André, « Le nationalisme des 'nationalistes'. Un problème pour l'histoire des idées politiques en France », in Delannoi, Gil, Taguieff, Pierre-André (sous la direction de), *Théorie du nationalisme/Nation, nationalité, ethnicité*, Kimé, Paris, 1991, p. 47-124.

comme suit :

- « il existe une nation dotée d'un caractère spécifique explicite »,
- « les intérêts de cette nation ont priorité sur tout autre intérêt et valeur »,
- « la nation doit être aussi indépendante que possible, ce qui requiert la reconnaissance de sa souveraineté politique⁷⁶³ ».

Pierre-André Taguieff associe à cette définition la typologie de Jean Leca⁷⁶⁴ qui pose une hiérarchie d'intensité :

- « la version 'ultra-faible' du nationalisme » : « l'aspiration au '*self-government*' nécessaire pour maintenir une identité culturelle collective, sans impliquer pour autant qu'il revendique un Etat souverain »,
- la version faible sur le principe « une culture un Etat », aspiration à la superposition entre entité culturelle et entité politique,
- la version forte, sorte de déterminisme communautaire répondant selon Taguieff à deux thèses couplées : « la nature crée les nations, non les Etats » et « le national au-dessus de tout⁷⁶⁵ ».

Le nationalisme de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland* entre dans cette dernière catégorie. Nous le qualifierons d'historique dans la mesure où il se réclame en permanence de l'histoire, mais également dans la mesure où il est l'héritier d'un nationalisme qui trouve ses racines au XIX^{ème} siècle et répond aux critères « barrésiens » de la classification de Taguieff :

- « L'acceptation d'un déterminisme »
- « L'appel à réagir contre la décadence »
- « La centration exclusive sur 'l'intérêt de la France' » c'est-à-dire de la Nation
- « Le sens du sacrifice et l'esprit de croisade ou de reconquête⁷⁶⁶ »

Il s'agit d'un nationalisme historique également, dans la mesure où il trouve ses sources dans un fonds idéologique nettement antérieur au second conflit mondial. Cela a pour conséquence qu'il n'est pas fondamentalement dissemblable d'autres nationalismes européens, avec lesquels il est d'ailleurs en relation. Le fonds idéologique commun et les influences réciproques qu'il

⁷⁶³ Breuilly, John J., *Nationalism and the State*, Manchester, Manchester University Press, 1982, cité in Taguieff, Pierre-André, « Le nationalisme des 'nationalistes'. Un problème pour l'histoire des idées politiques en France », in Delannoi, Gil, Taguieff, Pierre-André (sous la direction de), *Théorie du nationalisme/Nation, nationalité, ethnicité*, Kimé, Paris, 1991, p. 60.

⁷⁶⁴ Leca, Jean, « Nationalisme et universalisme », in Pouvoirs, n° 57, 1991, p. 39, cité in Taguieff, Pierre-André, *op. cit.*, p. 60.

⁷⁶⁵ Taguieff, Pierre-André, *op. cit.*, p. 60.

⁷⁶⁶ *Ibid.* p. 80.

peut y avoir entre nationalisme (historique) « français » et « allemand » (entre autres) a, par exemple, été exposé par Louis Dumont⁷⁶⁷.

Ces points communs sont véritablement patents lorsqu'on passe la rhétorique de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland* au crible de la classification par P. A. Taguieff des critères « barrésiens » d'autodéfinition du nationalisme. Nous effectuerons cette opération et citerons à chaque fois de courts extraits caractéristiques issus des tracts de l'organisation. Ces tracts sont notamment rédigés par Mathias Rochow qui fut, comme nous l'avons dit, directeur administratif de l'organisation de jeunesse du NPD ainsi que de la *Burschenschaft Rugia* de Greifswald qui est régulièrement citée s'agissant des liens qu'entretiennent certaines corporations étudiantes avec l'extrême-droite. Le frère de cette personnalité, également membre de la *Rugia* fut un temps attaché parlementaire du groupe NPD au parlement régional de Saxe⁷⁶⁸.

Le premier critère est celui de « l'acceptation d'un déterminisme⁷⁶⁹ », Cela s'illustre par les affirmations suivantes :

- la nationalité n'est pas un choix : la haine de soi, en allemand *Selbsthaß*, refuser ce que l'on est, ou ne pouvoir en prendre conscience ne mène qu'à la démence et au dépérissement, pour la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland* : « qui, dans son propre pays, se voit dépossédé de la *Heimat*, dépérit et meurt lentement⁷⁷⁰ »,
- la nationalité est même une responsabilité : comme l'indiquent les appels faits aux lecteurs des tracts, « Sois libre et fier, - pas lâche, paresseux et traître », « Tu es le peuple – l'Allemagne a besoin de toi⁷⁷¹ ».

On voit également, en corollaire, le thème cher à Barrès de l'énergie et de l'action élevée au rang de vertu cardinale : « La JLO, ils font vraiment quelque chose⁷⁷² », « jeunes, actifs, politiquement incorrects⁷⁷³ ». Cette responsabilité s'applique également à l'héritage culturel et historique auquel on ne peut renoncer, « *das unverzichtbare Erbe* », chose que le slogan historique « *Verzicht ist Verrat* », « renoncer, c'est trahir » confirme s'il en était besoin.

⁷⁶⁷ Dumont, Louis, *L'idéologie allemande/Allemagne-France et retour*, Gallimard, Paris, 1991, 324 p.

⁷⁶⁸ Nandlinger, Gabrielle, « 'Ehre, Freiheit, Vaterland !'/Burschenschaften als Refugium für intellektuelle Rechtsextremisten », www.bpb.de/themen/TGE8K9,0,Ehre_Freiheit_Vaterland!.html, site internet de la *Bundeszentrale für politische Bildung*.

⁷⁶⁹ Taguieff, Pierre-André, « Le nationalisme des 'nationalistes'. Un problème pour l'histoire des idées politiques en France », in Delannoi, Gil, Taguieff, Pierre-André (sous la direction de), *Théorie du nationalisme/Nation, nationalité, ethnicité*, Kimé, Paris, 1991, p. 80.

⁷⁷⁰ « *Wer im eigenen Lande der Heimat beraubt ist, verkümmert und stirbt langsam* », in *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, « Der 8. Mai : Tag der Gefangenschaft », « Le 8 mai : jour de la détention », tract non daté, postérieur selon toute vraisemblance à 2000, annexe 4.

⁷⁷¹ « *Sei frei und stolz, - nicht feige, faul, verräterisch* », « *Du bist das Volk – Deutschland braucht dich* », in *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, « Faltblatt », « Tract à plier », tract de 2004, annexe 5.

⁷⁷² « *JLO-Die tun was* », in *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, « Faltblatt », tract de 2004.

⁷⁷³ « *Jung, aktiv, politisch unkorrekt* », in *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, « JLO/Wir sind die Jugend/Ein Jugendverband stellt sich vor », « JLO/La jeunesse, c'est nous/Une association de jeunesse se présente », tract postérieur à 2000 selon toute vraisemblance.

En conséquence, les Allemands et les jeunes Allemands en priorité, sont régulièrement appelés à se reconnaître comme tels, comme l'illustrent de nombreux termes issus de ce champ lexical, par exemple : « confession » (le fait de se reconnaître de), « *Bekennnis* », « se reconnaître de », « *sich bekennen* », « être conscient de ses origines », « *sich seiner Herkunft bewußt sein* », « être fier et sûr de soi », « *Stolz und Selbsbewußt sein*⁷⁷⁴ » ; ils sont également appelés à ne pas refouler leur germanité, la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland* prône ainsi la lutte « contre [...] la négation et le refoulement de pans entiers de notre patrie et de notre histoire⁷⁷⁵ ».

La notion « barrésienne » d'enracinement est également bien présente : « l'enracinement des hommes dans le pays où ils font souche⁷⁷⁶ », un enracinement à la fois temporel, dans l'histoire, et spatial, dans la *Heimat*.

Le second critère est « l'appel à réagir contre la décadence⁷⁷⁷ ». Le slogan suivant est à cet égard programmatique : « L'objectif est la conservation et la guérison de l'Allemagne en toutes ses parties. On entend par là, la conservation de notre culture et de notre spécificité, en particulier⁷⁷⁸ ».

On retrouve par ailleurs régulièrement les termes « *Untergang* » (idée de déclin, de disparition) et « *Dekadenz* » : « là où l'horizon du sens fait défaut, c'est la décadence qui s'épanouit⁷⁷⁹ », processus réputé constituer une véritable menace sur la continuité et l'existence même du peuple et de la nation allemande : « Nous appelons tous les Allemands à s'engager de toutes leurs forces et contre toutes les résistances pour la liberté, le(s) droit(s) et la perpétuation [la survie même] de notre peuple et de notre nation⁷⁸⁰ ». Ce péril de disparition serait dû à une politique de « dissociation ethnique⁷⁸¹ » (concept cher à Barrès), qui implique une perte d'authenticité et menace l'essence même de la nation/du peuple (les deux termes sont utilisés indifféremment).

Par là on entend plusieurs choses :

- l'immigration qui dilue l'identité nationale,

⁷⁷⁴ *Ibid.*

⁷⁷⁵ « *Gegen [...] das Verleugnen und Verdrängen großer Teile unseres Vaterlandes und unserer Geschichte* », in *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, « Faltblatt ».

⁷⁷⁶ « *die historische Verwurzelung der Menschen in ihrer angestammten Ländern* », in *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, « Potsdamer Programm der jungen Landsmannschaft Ostpreußen », 12 mars 1994.

⁷⁷⁷ Taguieff, Pierre-André, « Le nationalisme des 'nationalistes'. Un problème pour l'histoire des idées politiques en France », in Delannoi, Gil, Taguieff, Pierre-André (sous la direction de), *Théorie du nationalisme/Nation, nationalité, ethnicité*, Kimé, Paris, 1991, p. 80.

⁷⁷⁸ « *Ziel ist die Erhaltung und Gesundheit Deutschlands in allen seinen Teilen. Gemeint ist damit besonders die Bewahrung unserer Kultur und Eigenart* », in *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, « Faltblatt ».

⁷⁷⁹ « *Wo der Sinnhorizont fehlt, blüht die Dekadenz* », in *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, « Der 8. Mai : Tag der Gefangenschaft », tract non daté, postérieur selon toute vraisemblance à 2000.

⁷⁸⁰ « *Wir rufen alle Deutsche auf, sich mit ganzer Kraft und gegen alle Widerstände für die Freiheit, das Recht und den Fortbestand [nous soulignons] unseres Volkes und unserer Nation einzusetzen* », in *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, « Kyffhäuser Erklärung », « Déclaration de la Kyffhäuser », 19 novembre 2000, p. 10.

⁷⁸¹ « *Ethnische Zersetzung* », *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, « Kyffhäuser Erklärung », 19 novembre 2000, p. 8.

- le déplacement de population qui coupe celle-ci de ses racines (référence indirecte faite à la Prusse orientale qui apparaît extrêmement peu dans ces tracts à partir de l'an 2000 et dans la « déclaration de la Kyffhäuser », véritable programme de la « nouvelle » *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland*).

De ces menées « *antideutsch* » (qui peuvent faire penser à « l'Antifrance » de Maurras) sont responsables deux sortes d'ennemis :

a. ceux de l'intérieur :

- ceux qui sont dans l'indifférence, le « suivisme », « l'opportunisme », « *Mitläufertum* », « *Opportunismus*⁷⁸² »,
- ceux qui refoulent ou refusent leur germanité⁷⁸³, certes,
- mais avant tout ceux qui entravent « le sentiment national⁷⁸⁴ » et empêchent les allemands de prendre conscience de leur germanité⁷⁸⁵,
- et, pire encore, ceux qui mènent un combat contre l'Allemagne, en premier lieu l'*Antifa*, les anti-fascistes (souvent d'extrême-gauche), qualifiés « d'héritiers de Staline⁷⁸⁶ ».

b. ceux de l'extérieur : potentiellement le monde entier :

- expressément les quatre puissances d'occupation de l'après 1945 : geôlières de l'Allemagne prise en otage,
- l'Union européenne qui, passé l'an 2000, n'est plus jamais citée. Mais lorsque des prix ou des valeurs sont indiqués, ils le sont en *deutsche Mark* avec une estimation en euros⁷⁸⁷.

⁷⁸² « Kyffhäuser Erklärung », p. 3.

⁷⁸³ Un processus qui, selon les conceptions fondamentalement holistes de l'organisation, ne peut mener qu'à la démenace puisque l'identité de l'individu se trouve résorbée dans celle du peuple, voir Crépon, Marc, *Les géographies de l'esprit/Enquête sur la caractérisation des peuples de Leibniz à Hegel*, Editions Payot et Rivages, Paris 1996, p. 403 : à propos de la notion de *Volkstum* : « tout dépend du peuple auquel il [l'individu] appartient dès sa naissance, et dont il ne peut s'éloigner sous peine de se perdre lui-même ».

⁷⁸⁴ « Kyffhäuser Erklärung », p. 9 : « *den nationalen Gedanken* », cette idée, on la retrouve également dans nombre d'articles de la *PAZ*, mais également dans des écrits programmatiques des *Burschenschaften*, « *jeder Versuch der Abwertung des Nationalbewusstseins ist [...] als unmittelbarer Angriff auf das deutsche Volk anzusehen* », « toute tentative de dévalorisation de la conscience nationale est [...] à considérer comme une attaque directe contre le peuple allemand », cité in Heither, Dietrich, « 'In irgendeiner Form national und oppositionnell'/Ansichten, Akteure und Aktivitäten in der 'Deutschen Burschenschaft' », in Gessenharter, Wolfgang, Pfeiffer, Thomas (sous la direction de), *Die Neue Rechte - eine Gefahr für die Demokratie?* VS Verlag für Sozialwissenschaften, Wiesbaden 2004, p. 117-134, ici p. 127.

⁷⁸⁵ *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, « Der 8. Mai : Tag der Gefangenschaft », tract non daté, postérieur selon toute vraisemblance à 2000 : l'auteur y pointe la politique de rééducation des alliés qui a rendu leur patrie étrangère aux générations montantes. « *Den nachwachsenden Generationen wird ihr Vaterland fremd* », « leur patrie devient étrangère aux générations montantes. »

⁷⁸⁶ « *Kampf gegen Deutschland* », « *die Erben Stalins* », Rochow, Mathias, *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, « Der 9. November : Ein Tag der Befreiung/Ein Tag der Freude für alle Deutschen – an diesem Tag sollte auch die offizielle Bundesrepublik mit Stolz und Selbstbewußtsein der deutschen Freiheitsbewegung von 1989 gedenken », « Le 9 novembre : Un jour de libération/Un jour de joie pour tous les Allemands – ce jour là, la République fédérale officielle devrait commémorer le mouvement allemand de liberté de 1989 », tract postérieur à 2000.

⁷⁸⁷ Dans le tract intitulé : « Die deutschen Ostgebiete... und was man darüber wissen sollte », « Les territoires allemands de l'Est... et ce qu'on devrait en savoir », par exemple : « 10 DM (ungefähr 5 €) », « 10 DM (environ 5 €) », annexe 1.

Ces deux types d'ennemis tiennent le peuple allemand dans « l'esclavage de la faute⁷⁸⁸ », ce qui provoque une psychose de masse, rend le peuple allemand étranger à lui-même et est réputé constituer un génocide⁷⁸⁹.

La participation de la RFA à l'OTAN est, quant à elle, naturellement dénoncée car elle la place sous le « contrôle militaire » des Etats-Unis⁷⁹⁰.

Le troisième critère de classification mis en avant par P. A. Taguieff est « la centration exclusive⁷⁹¹ » sur l'intérêt de l'Allemagne, qui doit prendre le pas sur tout égoïsme. L'intérêt de la nation est, naturellement, celui qui prime sur tout autre.

On retrouve dans la prose de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland* plusieurs tirades contre l'égoïsme : « La poursuite d'intérêts égoïstes rendait beaucoup de gens aveugles au destin général⁷⁹² ». Dans les communiqués de presse de 2005, on trouve, en particulier, la condamnation des forces politiques qui négligent l'intérêt de la nation : parlant des manifestants de février de la même année à Dresde : « une majorité [...] à qui manque, dans le monde politique, la défense des intérêts allemands propres⁷⁹³ » (ce qui explique et justifie l'association avec le NPD, publiquement assumée depuis les fameuses manifestations de Dresde en 2005).

La nation, le peuple allemand occupe tout simplement le sommet de la hiérarchie des valeurs : « La dignité du peuple allemand est inaliénable. La protéger est la mission de tout pouvoir étatique⁷⁹⁴ », ce qui constitue un pastiche de l'article premier alinéa 1 de la Loi fondamentale de RFA, ce dernier disposant toutefois que c'est « la dignité de l'être humain⁷⁹⁵ » qui est inaliénable.

Le quatrième critère de classification est « le sens du sacrifice et l'esprit de croisade

⁷⁸⁸ « *In Schuld knechtschaft* », Junge Landsmannschaft Ostpreußen, « Der 8. Mai : Tag der Gefangenschaft » et « Kyffhäuser Erklärung », p. 9.

⁷⁸⁹ *Ibid.*

⁷⁹⁰ « *Unter militärischer Kontrolle* », in « Der 8. Mai : Tag der Gefangenschaft ».

⁷⁹¹ Taguieff, Pierre-André, « Le nationalisme des 'nationalistes'. Un problème pour l'histoire des idées politiques en France », in Delannoi, Gil, Taguieff, Pierre-André (sous la direction de), *Théorie du nationalisme/Nation, nationalité, ethnicité*, Kimé, Paris, 1991, p. 80.

⁷⁹² « *Die Verfolgung egoistischer Interesse machte viele Menschen blind für das Schicksal des Ganzen* », in « Kyffhäuser Erklärung », p. 3.

⁷⁹³ « *eine Mehrheit [...], die in der Politik die Vertretung eigener deutscher Interessen vermisst [...]* », in « Presseerklärung der Jungen Landsmannschaft Ostpreußen e.V. zum Trauermarsch am 13. Februar 2005 in Dresden », « Communiqué de presse de la Junge Landsmannschaft Ostpreußen concernant la marche de deuil du 13 février 2005 à Dresde », www.ostpreussen.org/jlo.

⁷⁹⁴ « *Die Würde des deutschen Volkes ist unantastbar. Sie zu schützen, ist die Aufgabe aller staatlichen Gewalt.* », in « Der 8. Mai : Tag der Gefangenschaft ».

⁷⁹⁵ « *Die Würde des Menschen* », Landeszentrale für politische Bildung Mecklenburg-Vorpommern, *Grundgesetz für die Bundesrepublik Deutschland/Verfassung für Mecklenburg-Vorpommern*, Schwerin, 1998 (quatrième édition), 172 p., ici p. 17.

et de reconquête⁷⁹⁶ ». L'imagerie des tracts qui ont pour but de présenter l'organisation et de recruter des membres affiche une jeunesse saine et sportive, chantant autour d'un feu de camp, cheminant dans la forêt, pédalant sur les routes bordées d'arbres typiques des régions des rives de la Baltique, ramant sur un lac (probablement mazure), bref active, en groupe, dans la nature.

On peut voir également une iconographie que nous qualifierons d'iconographie de « l'homme fort », présentant, par exemple, un colosse (un peu à la Arno Breker⁷⁹⁷) habillé à la mode médiévale portant lourde lance, glaive à la ceinture et couvant du regard un convoi que l'on jurerait sorti d'une bande dessinée sur la conquête de l'Ouest américain... une collision temporelle qui évoque probablement la colonisation de l'Est par des populations allemandes à partir du XII^{ème} siècle. Le sous-titre de l'image en question : « *Wir wollen nach Ostland fahren* », « Nous voulons aller à l'Est », contredit quelque peu le mouvement observable sur l'image qui va de la droite vers la gauche, donc vers l'Ouest⁷⁹⁸.

Les cartes, quant à elles, cultivent le sentiment de perte et de manque et indiquent la direction à suivre/prendre (n'oublions pas que l'Allemagne est perçue comme désorientée), le slogan étant là aussi : « *Wir wollen nach Ostland fahren* », « Nous voulons aller à l'Est ». En effet, l'*Ostland* dont il est question, c'est l'Est tout simplement, celui qui commence à partir des rives de l'Oder et qui s'étend dans l'infinité de la plaine germano-polonaise, russe et ukrainienne. Ce terme d'*Ostland* était également utilisé par l'administration du III^{ème} Reich pour qualifier le gouvernorat installé dans des régions comme celles de la Biélorussie ou de la Lituanie⁷⁹⁹, un *Ostland* pour lequel à l'époque « les *Landser* du Reich de Guillaume II, conscients de la perspective de défaite à l'Ouest, luttaient quant à eux, avec l'intention avérée de 'se rattraper' à l'Est et de coloniser après la guerre ces provinces baltiques qu'ils considéraient comme allemandes depuis les croisades teutoniques⁸⁰⁰ ». Une approche qu'adoptèrent, à leur manière, les corps francs d'après la Première Guerre mondiale⁸⁰¹.

On remarque également, comme nous l'avons déjà précisé, nombre de tirades contre l'égoïsme et la couardise, des exhortations à ne pas être « *feige, faul, verräterisch* », « lâche, paresseux, traître⁸⁰² », ainsi que d'autres au courage, à l'engagement, à la prise de responsabilité (« *sei frei und stolz* », « *mitmachen* », « sois fier et libre », « participer⁸⁰³ »), à l'acceptation de la mission, du devoir, de la tâche, du défi, etc.

⁷⁹⁶ Taguieff, Pierre-André, « Le nationalisme des 'nationalistes'. Un problème pour l'histoire des idées politiques en France », in Delannoi, Gil, Taguieff, Pierre-André (sous la direction de), *Théorie du nationalisme/Nation, nationalité, ethnicité*, Kimé, Paris, 1991, p. 80.

⁷⁹⁷ Sculpteur favori d'Adolf Hitler dont les oeuvres sont des colosses de plusieurs mètres de haut à la musculature très développée et à l'expression énergique.

⁷⁹⁸ Cela est probablement dû à la réutilisation de l'image évoquant l'Ouest américain, in « Faltblatt ».

⁷⁹⁹ Plasseraud, Yves, *Les Etats baltiques/Les sociétés gigognes*, Editions Armeline, Crozon, 2003, p. 172.

⁸⁰⁰ *Ibid.*, p. 95.

⁸⁰¹ On peut en voir l'illustration littéraire in Yourcenar, Marguerite, *Le Coup de Grâce*, Gallimard, Paris, 2006 (première parution en 1939), 121 p., adapté par Volker Schlöndorff en 1976 (*Der Fangschuß*).

⁸⁰² In « Faltblatt ».

⁸⁰³ *Ibid.*

À cette dimension nationaliste s'ajoutent plusieurs autres, celles d'une vision organiciste, d'un populisme affirmé, ainsi qu'une dimension d'héritage pangermaniste.

La vision organiciste implique une présentation de tout ce qui est coupé de la nature, privé de ses racines, comme dénaturé, donc corrompu et devant être rejeté. On voit ici la très grande influence du philosophe Johann Gottlieb Fichte qui affirmait dans ses *Discours à la nation allemande* que les langues germaniques et l'allemand au premier chef, conservaient, contrairement aux langues qu'il appelait « néo-latines », son rapport direct avec l'origine, avec ses racines et étaient donc seules capables de connaître une évolution naturelle et de servir de parfait outil à l'esprit⁸⁰⁴.

La doctrine de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland* utilise de façon récurrente un vocabulaire relevant de la botanique et notamment des notions de souche, d'épanouissement, d'enracinement. Elle considère le peuple et la nation comme des entités vivantes (par exemple dans la citation suivante : « La nation allemande gît au sol bâillonnée, ne peut pas crier à l'aide⁸⁰⁵ »), et donc, en tant que telles, susceptibles de s'épanouir mais aussi de dépérir et disparaître.

C'est une vision « gemeinschaftienne » biologisante qui sous-tend ces propos. Elle est illustrée, par exemple, par cette déclaration : « Les peuples et nations sont un ordre naturel de l'Humanité, ils sont le préalable à la liberté, la démocratie et les droits de l'homme⁸⁰⁶ », ou par des termes comme : « lié⁸⁰⁷ », « lien sacré⁸⁰⁸ ».

Citons ici la réception « durkheimienne » des théories de Tönnies : « *Gemeinschaft vs Gesellschaft* » :

- « La *Gemeinschaft*, c'est la communauté. Ce qui la constitue, c'est une unité absolue qui

⁸⁰⁴ Fichte, Johann Gottlieb, *Discours à la nation allemande*, Aubier Montaigne, Paris, 2009, 278 p. Voir à ce propos : Briu, Jean-Jacques, « Origine des langues, origine des peuples », 3 février 2007, www.sens-public.fr, p. 6 et 7.

⁸⁰⁵ « *Die deutsche Nation liegt geknebelt am Boden, kann nicht um Hilfe schreien* », in « Der 8. Mai : Tag der Gefangenschaft ».

⁸⁰⁶ « *Völker und Nationen sind eine natürliche Ordnung der Menschheit, sie sind Grundlage jeder Kultur, Voraussetzung von Freiheit, Demokratie und Menschenrechten* », in « Kyffhäuser Erklärung ».

⁸⁰⁷ « *Verbunden* », in « JLO/Wir sind die Jugend/Ein Jugendverband stellt sich vor »

⁸⁰⁸ « *Heiliges Band* », « Faltblatt ». On remarque ici (et à bien d'autres endroits des textes de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland*) l'influence de Herder. Krulic, Brigitte *La Nation/Une idée moderne*, Ellipses, Paris, 1999, p. 26 : « La référence organiciste, assimilant le développement et l'épanouissement tant de l'être humain que des sociétés à la croissance du règne végétal - arbres, plantes - est constante dans les œuvres de Herder [...]. Elle aboutit à la valorisation d'une communauté rassemblée par une langue, des coutumes, traditions, mœurs et institutions communes, 'communauté authentiques', car dotée d'une réalité concrète héritée de génération en génération. »

exclut la distinction des parties. Un groupe qui mérite ce nom n'est pas une collection même organisée d'individus différents en relation les uns avec les autres ; c'est une masse indistincte et compacte qui n'est capable que de mouvements d'ensemble, que ceux-ci soient dirigés par la masse elle-même ou par un de ces éléments chargé de la représenter. C'est un agrégat de consciences si fortement agglutinées qu'aucune ne peut se mouvoir indépendamment des autres. C'est, en un mot, la communauté ou, si l'on veut, le communisme porté à son plus haut point de perfection. Le tout seul existe ; seul il a une sphère d'action qui lui soit propre. Les parties n'en ont pas. »

- La *Gesellschaft* implique « un cercle d'hommes qui, comme dans la *Gemeinschaft*, vivent et habitent en paix les uns à côté des autres mais, au lieu d'être essentiellement unis, sont au contraire essentiellement séparés, et tandis que dans la *Gemeinschaft* ils restent unis malgré toutes les distinctions, ici ils restent distincts malgré tous les liens. Par conséquent, il ne s'y trouve pas d'activités qui puissent être déduites d'une unité existant *a priori* et nécessairement et qui expriment la volonté et l'esprit de cette unité... Mais chacun est ici pour soi et dans un état d'hostilité vis-à-vis des autres. Les divers champs d'activité et de pouvoir sont fortement déterminés les uns par rapport aux autres de sorte que chacun interdit aux autres tout contact et toute immixtion... Personne ne fera rien pour autrui à moins que ce ne soit en échange d'un service similaire ou d'une rétribution qu'il juge être l'équivalent de ce qu'il donne... Seule la perspective d'un profit peut l'amener à se défaire d'un bien qu'il possède⁸⁰⁹ ».

Ce qui est affirmé dans le même temps, c'est le primat de la *Kultur* sur la civilisation : la première étant « de l'homme même » et liée au sol, à la *Heimat*, alors que la seconde n'est que pose, affectation, exportable certes, mais sans authenticité aucune⁸¹⁰.

L'acculturation est donc synonyme de mort : « La victoire de l'étranger, s'agissant de la langue et de la pensée, des mœurs et de la tradition fait des Allemands des étrangers dans leur propre pays⁸¹¹ ».

Une des phobies principales de l'organisation est la « mutation rampante du peuple allemand en une société multiculturelle⁸¹² ».

⁸⁰⁹ Durkheim, Emile, « Communauté et société selon Tönnies », in *La Revue philosophique*, 27, 1889. Réimpression dans Emile Durkheim. Textes. 1. Eléments d'une théorie sociale, p. 383 à 390, Collection Le sens commun, Paris, Editions de Minuit, 1975, 512 p., pour ces citations p. 384-386.

⁸¹⁰ Krulic, Brigitte *La Nation/Une idée moderne*, Ellipses, Paris, 1999, p. 24-25 : *Kultur* = authenticité, élan profond, nature ; *Zivilisation* = vernis, artifice, étranger. Voir également Hobsbawm, Eric, *Nations et nationalismes depuis 1780*, Gallimard, 1992, p. 84, l'auteur, cite Hans Hanak, *Kreisleiter* (administrateur du canton) national-socialiste d'Innsbruck : « La culture (*Kultur*) ne peut être acquise par l'éducation. La culture est dans le sang. Les juifs en sont aujourd'hui la meilleure preuve, qui ne peuvent faire mieux que s'approprier notre civilisation (*Zivilisation*) mais jamais notre culture. ».

⁸¹¹ « *Der Sieg des Fremden in Sprache und Denken, in Gesittung und Tradition macht die Deutschen zu Fremden im eigenen Land* », « *Kein Volk darf durch eine Politik der ethnischen Zersetzung zum Verschwinden gebracht werden* », respectivement in « *Der 8. Mai : Tag der Gefangenschaft* » et « *Kyffhäuser Erklärung* », p. 8.

⁸¹² « *Schleichende Umwandlung der deutschen Volkes in eine Multikulti-Gesellschaft* », une préoccupation qu'on

Cette vision *gemeinschaftliche* s'applique tout particulièrement au droit. En cela fidèle au modèle *gemeinschaftlich*, le droit qui l'emporte est celui des peuples et non celui des individus. Dans le programme de Potsdam par exemple, on retrouve quinze fois le terme « droit » seul, ainsi que les expressions : « droit des peuples », « droits des groupes nationaux », « droits de l'Homme », « normes générales des droits de l'Homme et des groupes nationaux », « droits des minorités », « droit fondamentaux démocratiques », « les droits des Réfugiés », « suite à la garantie réciproque de droits, d'atteindre une égalité en droits des Allemands et des habitants actuels en 'Allemagne de l'Est' [mis entre guillemets par l'auteur] ⁸¹³ ». Le seul droit considéré comme valable est, par ailleurs, le droit naturel et non le droit positif. Cette opposition vaut tout particulièrement pour le droit international public face au droit des peuples, entendu comme droit naturel des peuples. Le premier est inopérant, car il traite des Etats et non des peuples, seuls sujets légitimes de ce droit : « *La Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland* considère le respect des humains et des peuples dans leur *Heimat* d'origine comme un droit acquis de façon intemporelle et inaliénable, qui ne peut être rendu inopérant par des accords contractuels entre pouvoirs étatiques ⁸¹⁴ ». Même si dans cet extrait il est question, à côté des peuples, des hommes, ces derniers ne bénéficient de ce droit qu'en tant que membres des peuples. Tout particulièrement visé par cette déclaration est le traité 4+2 fixant définitivement la frontière germano-polonaise sur la ligne Oder-Neisse ⁸¹⁵.

On note également la présence de la thématique de l'unité, état idéal à préserver à tout prix : unité du peuple, *ein Volk*, unité du territoire, du sol, *ein Reich*. L'idée directrice est donc un peuple sur un sol. C'est à dessein que le terme *Staat*, Etat, entité par trop artificielle, n'est pas employé ⁸¹⁶. L'unité, état idéal et originel, est donc pertinente sur deux plans :

- celui de la *Gemeinschaft* : il faut rejeter les corps étrangers,

retrouve également dans les pages de la *PAZ* ainsi que dans certaines brochures publiées par l'OMV, le groupe des Réfugiés de la CDU, par exemple : OMV/Deutschlandpolitische Vereinigung in der CDU Schleswig-Holstein, *Volk oder Gesellschaft*, Kiel, 2000, 43 p.

⁸¹³ « *Recht* », « *Völkerrecht* », « *Volkgruppenrechte* », « *Menschenrechte* », « *allgemeinen Menschen- und Völkerrechtsnormen* », « *Rechte von Minderheiten* », « *demokratische Grundrechte* », « *die Rechte der Vertriebenen* », « *Im Zuge der gegenseitigen Gewährung von Rechten eine Gleichberechtigung der Deutschen und der heutigen Bewohner in Ostdeutschland zu erreichen* », in « *Potsdamer Programm* »,

⁸¹⁴ « *Die JLO betrachtet die Achtung der Menschen und Völker in ihrer angestammten Heimat als überzeitliches und unveräußerliches Rechtsgut, das durch vertragliche Vereinbarungen staatlicher Gewalten nicht außer Kraft gesetzt werden kann.* », in *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, « *Potsdamer Programm der jungen Landsmannschaft Ostpreußen* », 12 mars 1994, voir annexe 2 et www.ostpreussen.org.

⁸¹⁵ Soutou, Georges-Henri, « Le statut international de l'Allemagne/Des traités de Westphalie aux accords '2+4' », *Revue Etudes Germaniques* 59 (2004) n° 4, Klincksieck, Paris, 300 p. Voir également Monnet, Pierre, « L'Allemagne en ses frontières : histoire, mémoire et identité de l'espace », in *Bulletin d'Information de la Mission Historique Française en Allemagne*, 36, 2000, p. 157-174.

⁸¹⁶ Suivant là, consciemment ou pas, des conceptions herdériennes. Voir Krulic, Brigitte *La Nation/Une idée moderne*, Ellipses, Paris, 1999, p. 27 : « La 'nation', réalité organique enracinée dans la tradition et la filiation biologique, a donc une primauté incontestable sur l'Etat, structure artificielle qui relève de la pensée abstraite ; l'appartenance sociale et culturelle l'emporte sur la volonté politique, laquelle résulte d'une construction et non d'un fait donné. 'Le génie national (*Volksggeist*) se trouve ainsi défini non d'en haut et politiquement par la dynastie ou l'Etat, mais d'en bas et littérairement par le langage et la vie culturelle, c'est-à-dire par des phénomènes collectifs à la fois populaires et nationaux' ». »

- sur le plan territorial : il faut rétablir l'unité de l'Allemagne, toute province restant à l'écart provoquant un déséquilibre, un véritable manque, comme l'indique ce slogan « sans la Prusse orientale, il nous manque quelque chose⁸¹⁷ », inscrit en titre d'une carte présentant le vide que provoquerait la suppression d'un territoire aux dimensions de la Prusse orientale en plein milieu de la RFA actuelle.

Pour la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland* il n'y a pas de liberté sans cette unité : « L'unité de l'Allemagne est intrinsèquement liberté, la mener à son terme signifie rendre la liberté pleine et entière. Pour que l'Allemagne puisse redevenir 'une' – trouver son identité propre –, il faut qu'elle devienne libre⁸¹⁸ ».

Le populisme est une autre des dimensions fondamentales des tracts de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland*. La *Gemeinschaft* dont il est sans cesse question est le peuple allemand ou la nation, les deux termes étant utilisés indifféremment.

Ce populisme s'exprime par : le refus de la médiation entre le peuple et le pouvoir, visible dans des affirmations telles que : « Le peuple a besoin d'un accès direct à la puissance publique⁸¹⁹ », ou encore « notre futur nous est trop précieux, pour le laisser en d'autres mains [que les nôtres⁸²⁰]. Il s'exprime, en conséquence, également par de la défiance vis-à-vis du pouvoir politique en général : « étant donné que les plus grands crimes de l'histoire ont été commis par des hommes politiques, le citoyen doit particulièrement faire attention à ce que les gouvernants n'abusent pas de leur pouvoir⁸²¹ », ainsi qu'à l'égard des partis politiques en particulier : parlant de la NSDAP et des partis communistes de l'Est avant la chute du Mur, la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland* affirme :

Il se sont déclarés tuteurs des masses et ont dépossédé le peuple de sa souveraineté s'agissant des principales questions de la vie de l'Etat⁸²² » mais le fait que ces remarques sont destinées à la RFA est transparent, ce qui est d'ailleurs concédé dans un tract où, dénonçant le système de la RDA, on parle de « tendance comparable en RFA⁸²³ ».

On peut résumer cette attitude en la plaçant sous le terme d'antiparlementarisme. La *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland* déclare d'ailleurs s'engager « au-dessus

⁸¹⁷ « Ohne Ostpreußen fehlt uns was », « Faltblatt ».

⁸¹⁸ « Die deutsche Einheit ist in ihrem Kern Freiheit, sie zu vollenden heißt die Freiheit zu vollenden. Damit Deutschland wieder eins werden kann – auch eins mit sich selbst -, muß es frei werden. » Rochow, Mathias, Junge Landsmannschaft Ostpreußen, « Der 9. November... ».

⁸¹⁹ « Das Volk braucht einen direkten Zugang zur Staatsgewalt », in « Kyffhäuser Erklärung », p. 9.

⁸²⁰ « Unsere Zukunft ist uns zu wichtig, um sie anderen zu überlassen. Wer nur zuschaut wird irgendwann zum Opfer der Politik anderer », in « JLO/Wir sind die Jugend/Ein Jugendverband stellt sich vor ».

⁸²¹ « Da die größten Verbrechen in der Geschichte von Politikern verübt wurden, muß der Bürger besonders darauf achten, daß die Herrschenden ihre Macht nicht mißbrauchen », in « Kyffhäuser Erklärung », p. 2.

⁸²² « Sie haben sich zum Vormund der Massen erklärt und das Volk in den wesentlichen Fragen seines Staatlebens entmündigt. » « Kyffhäuser Erklärung », p. 3.

⁸²³ « ähnliche Tendenzen », « Der 9. November... ».

des partis pour les intérêts de l'Allemagne de l'Est et donc, indissociablement, pour les intérêts de l'Allemagne dans sa globalité⁸²⁴ », contrairement aux partis politiques réputés représenter des intérêts particuliers et traîtres à la cause de l'unité de l'Allemagne et des terres « irrédentes » de l'Est. Ces tendances sont confirmées par les nombreuses attaques dédiées :

- aux élites politiques : « caste de politiciens sélectionnés avec soins », ,
- aux médias : il est question de « lavage de cerveaux médiatique et de dictature des médias »,
- au système en général qui est une « dictature sous le masque de la démocratie⁸²⁵. »

Nouvelle conséquence : seul le peuple peut se sauver lui-même, se sauver de ces forces qui :

- veulent le tromper, le désorienter, lui mentent : il est question de « falsification de l'histoire/du passé », du « degré de subjectivité des informations des grands journaux allemands »,
- le font sombrer dans la « confusion »,
- lui font perdre la « vision claire des réalités » (processus d'opacification),
- veulent le rendre muet et le flouer de son pouvoir, le réduire au statut de mineur, concept exprimé par le terme « *entmündigen*⁸²⁶ ».

Contre tous ces dangers le peuple est appelé à être « vigilant⁸²⁷ », et à s'engager pour ne pas devenir « victime de la politique d'autres⁸²⁸ ».

On peut regarder comme un précipité de cette facette de la rhétorique de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland* le tract consacré au 9 novembre 1989, présenté comme « une révolution pacifique – libération d'une classe politique à la solde d'une puissance étrangère et d'un système de persuasion des masses qui a trompé le peuple en permanence⁸²⁹ ». Une tirade complétée par celle-ci : « se confronter avec le système de RDA, avec l'absence de

⁸²⁴ « *Parteiübergreifend für ost- und damit untrennbar verbunden, gesamtdeutsche Interessen* », in « Kyffhäuser Erklärung », p. 8.

⁸²⁵ *Ibid.*, p. 4 pour ces trois citations : « *sorgfältig selektierte Kaste von Politikern* », « *mediale Hirnwäsche und Mediendiktatur* », « *Diktatur unter der Maske der Demokratie* ».

⁸²⁶ *Ibid.*, p. 3, 4, 7 : « *Geschichtsverfälschung* » ou « *Fälschung der Vergangenheit* », « *Wie wenig objektiv die Berichterstattung der großen deutschen Zeitungen...* », « *die Verwirrung* », « *des klaren Blicks für die Realitäten* ».

⁸²⁷ « *Wachsam* », *ibid.*, p. 3.

⁸²⁸ « La JLO est active [...] Qui se contente de regarder sera à un moment ou à un autre victime de la politique [menée par] d'autres », « *Die JLO ist aktiv, [...] Wer nur zuschaut, wird irgendwann zum Opfer der Politik anderer* » in « JLO/Wir sind die Jugend/Ein Jugendverband stellt sich vor ».

⁸²⁹ « *Friedliche Revolution – Befreiung von einer politischen Klasse, die im Solde einer fremden Macht stand und von einem System der Massenbeeinflussung, das das Volk systematisch belogen hat.* » in Rochow, Mathias, *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, « Der 9. November : Ein Tag der Befreiung/Ein Tag der Freude für alle Deutschen – an diesem Tag sollte auch die offizielle Bundesrepublik mit Stolz und Selbstbewußtsein der deutschen Freiheitsbewegung von 1989 gedenken ».

liberté, le suivisme et la manipulation – et des tendances comparables en RFA également – est nécessaire à l’achèvement de l’unité⁸³⁰ ». On assiste à une comparaison entre les deux Etats allemands dont la légitimité est plus que sujette à caution, mais qui est un des lieux commun de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland*. En cela, elle se distingue bien de la *Landsmannschaft Ostpreußen* (et du *Bund Junges Ostpreußen*, son successeur) qui, bien que très critique vis-à-vis de la RFA et de son univers politique, n’envisage pas sérieusement de l’assimiler à la RDA, ou alors exceptionnellement, à des fins alors provocatrices. L’orientation anti-parlementaire de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland* et sa dimension fondamentalement populiste est également illustrée dans le tract consacré au jour de la chute du Mur de Berlin par un récapitulatif des 9 novembre importants dans l’histoire de l’Allemagne. Quatre d’entre eux sont détaillés :

- 1918 : proclamation de la République par Philip Scheidemann « *durch das Volk und für das Volk - Deutschland wird Republik* », « par le peuple et pour le peuple – l’Allemagne devient République⁸³¹ »,
- 1923 : « *Ohne und Gegen das Volk / Putschversuch in München* », « sans et contre le peuple/Tentative de putsch à Munich⁸³² », c’est de la tentative d’Adolf Hitler qu’il est ici question,
- 1938 : « sans et contre le peuple/La nuit de cristal », « *ohne und gegen das Volk / Reichskristallnacht* », « le peuple allemand sans défense est livré à la dictature, impuissant face aux débordements mis en scène par le régime⁸³³ »,
- 1989 : « Par le peuple et Pour le peuple – chute du Mur et libération », « *Durch das Volk und Für das Volk – Mauerfall und Befreiung* ». « Cette date est l’événement le plus important de l’histoire allemande du XX^{ème} siècle⁸³⁴ ». Cette dernière affirmation s’oppose naturellement à la vision qui accorde généralement cette place au 30 janvier 1933, lorsque Hitler devint chancelier. L’auteur du tract poursuit en affirmant que la volonté de liberté du peuple allemand « n’est pas disqualifiée par les méfaits de la dictature, même si ceux qui y ont intérêt continuent à s’en servir pour discréditer les Allemands⁸³⁵ ».

On le voit, rien de ce qui est « mauvais » n’est de la responsabilité du peuple. Tout ce qui est négatif est fait sans lui et contre lui, il en est, *a fortiori*, la victime. *A contrario*, tout événement positif est à mettre à son actif, le 9 novembre étant l’illustration majeure, la preuve

⁸³⁰ *Ibid.*, « *Die Auseinandersetzung mit dem DDR-System mit Unfreiheit, Mitläufertum und Manipulation – und ähnlichen Tendenzen auch in der BRD – ist notwendig, um die Einheit zu vollenden.* »

⁸³¹ *Ibid.*

⁸³² *Ibid.*

⁸³³ *Ibid.*, « *ist das deutsche Volk wehrlos der Diktatur ausgeliefert, hilflos gegenüber den vom Regime inszenierte Ausschreitungen.* »

⁸³⁴ *Ibid.*, « *Dieses Datum ist das wichtigste Ereignis der deutschen Geschichte des 20. Jahrhunderts.* »

⁸³⁵ *Ibid.*, « *ist durch die Untaten der Diktaturen nicht disqualifiziert, auch wenn sie von interessierter Seite weiter zur Diskreditierung der Deutschen benutzt wird.* »

que c'est seul qu'il se sauve, malgré les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur : « la libération de 1989, le peuple allemand ne la doit pas à la géniale politique de ses dirigeants, ni à la bonté de ses voisins, mais uniquement à cette partie du peuple qui s'est soulevée contre le pouvoir communiste⁸³⁶ ». Tout le crédit de cet événement est donc bien à mettre sur le compte du peuple. On assiste ici à une accumulation qui va jusqu'à la saturation.

Citons enfin un dernier passage de ce tract : « La révolution de 1989 est un acte révolutionnaire d'auto-libération, elle est le symbole du retour du souverain allemand dans l'histoire⁸³⁷ ». Ce souverain n'est autre que le peuple allemand, naturellement. Cette libération s'applique, sans surprise, à la population allemande vivant en RDA, mais, également, ce qui est implicite dans le discours de l'auteur, à son *alter ego* ouest-allemand. En effet, l'Etat allemand réunifié recouvra l'intégralité de sa souveraineté avec la signature du traité 4+2 et le renoncement de la part des quatre grandes puissances à leur droit particulier sur Berlin et « l'Allemagne dans sa totalité » (enfin pas tout à fait si l'on suit l'argumentation de l'auteur puisque les territoires de l'Est restent sous souveraineté étrangère et que la RFA est toujours membre de l'OTAN).

Ayant présenté la rhétorique de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland*, nous pouvons maintenant la confronter aux éléments de définition du populisme présentés par Jean-Pierre Rioux :

Tout se passe « comme si le populisme venait exalter l'idée simple de peuple pour mieux dénoncer sa défaillance comme communauté politique instituée ». [...] « Le discours populiste devient alors une technique de mobilisation qui oppose à une communauté politique institutionnalisée gravement affaiblie, l'appel à un peuple dépouillé de toutes ses médiations et critiquant les errements des institutions censées le représenter et l'organiser⁸³⁸ ».

La RFA contemporaine, la « communauté politique institutionnalisée » n'est pas « gravement affaiblie », ce qui explique l'audience, somme toute très limitée, dont bénéficie le discours (à coloration) populiste de la *Landsmannschaft Ostpreußen* et, *a fortiori*, de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland*.

Les éléments de définition apportés par P. A. Taguieff⁸³⁹, s'appuyant sur les travaux de M. Canovan, dans l'ouvrage dirigé par J. P. Rioux, sont également concordants :

Ce qui reste commun aux populismes, c'est une rhétorique structurée par le blâme et l'éloge : elle est « antiélitiste, exalte 'le peuple' et insiste sur le pathos de 'l'homme du commun' », sur la communication

⁸³⁶ *Ibid.*, « Die Befreiung von 1989 verdankt das deutsche Volk nicht der genialen Politik seiner Repräsentanten, nicht der Güte seiner Nachbarn, sondern allein jenem Teil des Volkes, der gegen die kommunistische Herrschaft aufgestanden ist. »

⁸³⁷ *Ibid.*, « Die Revolution von 1989 ist ein revolutionärer Akt der Selbst-Befreiung, sie bedeutet das Wiedereintreten des deutschen Souveräns in die Geschichte. »

⁸³⁸ Rioux, Jean-Pierre, « Le peuple à l'inconditionnel », p. 7-16, in Rioux, Jean-Pierre (sous la direction de), *Les populismes*, Perrin, Paris, 2007, 436 p., cette citation se trouve en p. 14, les guillemets indiquent que l'auteur cite ses propres travaux antérieurs.

⁸³⁹ Taguieff, Pierre-André, « Le populisme et la science politique », p. 17-59, in Rioux, Jean-Pierre (sous la direction de), *Les populismes*, Perrin, Paris, 2007, 436 p.

directe avec les hommes ordinaires, égaux entre eux par la simplicité, l'honnêteté et la santé qu'ils sont censés posséder⁸⁴⁰. [Il poursuit ainsi] Le message minimal de tout populisme, moins thématique que connoté, est un rejet des médiations, jugées inutiles, limitatives ou nuisibles. Ce rejet peut se transfigurer en des rêves d'immédiateté, de proximité, de contact direct, de transparence ou de retour à l'originel, au primordial, au naturel. Ce qui indique l'importance des mythes dans le populisme, qui relève ainsi d'une anthropologie de l'imaginaire sociopolitique moderne⁸⁴¹.

Le succès rencontré par la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland*, dans les nouveaux *Länder* devient plus compréhensible encore à la lecture de cette dernière citation de P. A. Taguieff sur une condition préalable à l'émergence d'une mobilisation populiste : « une crise de la légitimité politique affectant l'ensemble du système de représentation. Qu'il caractérise un mouvement social ou un régime politique, le populisme se manifeste comme un phénomène transitoire, il s'incarne dans des modes de transition paisibles ou chaotiques qu'ils soient prédémocratiques ou postdémocratiques. »

La dernière dimension du discours véhiculé par les tracts de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland* que nous traitons ici est celle qui est héritée du pangermanisme⁸⁴².

Historiquement, « on dénomme pangermanisme le mouvement politique, apparu à la fin du XIX^{ème} siècle en Allemagne mais aussi en Autriche, qui vise à la cohésion ou même à l'unification en Europe de toutes les populations de culture germanique, et notamment de langue allemande⁸⁴³ ». Cette dimension est présente dès la fondation de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen(/Ostdeutschland)*. Dans le programme de Potsdam, celle-ci appelle : « tous les Allemands à préserver et renforcer l'unité par-delà les frontières et à assurer assistance et protection aux Allemands vivant en dehors des territoires où la Loi fondamentale est en vigueur⁸⁴⁴ ». Cette phraséologie issue du temps où il existait deux Etats allemands antagonistes perdura dans les milieux réfugiés une dizaine d'années après la chute du Mur. Quand la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland* radicalisa un peu plus encore son propos, on vit qu'il était non seulement question de « tous les Allemands », mais également de toutes les terres allemandes, ou celles considérées comme telles.

⁸⁴⁰ *Ibid.* p. 24.

⁸⁴¹ *Ibid.* p. 24-25.

⁸⁴² Sur ce concept, voir Korinman, Michel, *Deutschland über alles, le pangermanisme 1890-1945*, Fayard, Paris, 1999, 701 p.

⁸⁴³ Korinman, Michel, « pangermanisme », p. 1191, in Lacoste, Yves (sous la direction), *Dictionnaire de géopolitique*, Flammarion, Paris 1993, 1680 p. Pour Hasse, figure historique du pangermanisme, la nation est un « groupe humain d'origine commune, qui parle la même langue et qu'unit la mémoire d'une histoire singulière. » c'est l'axiome fondamental du pangermaniste. De même « l'Etat-Nation de type idéal est configuré de telle sorte que frontières territoriales et extension géographique du groupe en question coïncident, tous les Etats nationaux tendant vers ce stade suprême. Corollaire important : le territoire de cet Etat doit être peuplé d'un maximum de 'nationaux' susceptibles d'imposer leur hégémonie aux minorités existantes jusqu'à les assimiler. » L'Objectif ultime c'est : « la réunion du groupe par-delà les frontières en un seul pays. » Cité in Korinman, Michel, *Deutschland über alles, le pangermanisme 1890-1945*, Fayard, Paris, 1999, p. 45.

⁸⁴⁴ « ... alle Deutschen auf, die nationale Einheit über die Grenzen hinweg zu wahren und zu festigen und den Deutschen außerhalb des Geltungsbereiches des Grundgesetzes umfassenden Beistand und Schutz zu garantieren », in « Potsdamer Programm ».

Un logo intitulé « terre allemande en des mains étrangères⁸⁴⁵ » en est l'illustration. Une illustration relative toutefois puisque sont, certes, représentées les provinces perdues en 1945, celles qui le furent après la Première Guerre mondiale, ainsi que le Pays des Sudètes, mais l'Alsace-Moselle, par exemple, ne l'est pas⁸⁴⁶. Quoiqu'il en soit, on ne trouve pas, dans ces tracts, de définition claire de ce qui fait d'un territoire un territoire allemand. Etant donnée la coexistence de provinces peuplées majoritairement d'Allemands (ethniques, *Volksdeutsche*⁸⁴⁷) ou abritant certes des populations non-germaniques mais ayant appartenu au second *Reich* (l'ancien corridor de Dantzig), on peut penser que sont considérées comme allemandes les terres occupées ethniquement ou politiquement par des Allemands, aujourd'hui ou par le passé, et qui se trouvaient à l'intérieur du *Reich* ou à ses frontières. L'exception alsaco-mosellane pouvant être interprétée comme due à l'orientation résolument orientale de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland*, illustrée par la devise « *Wir wollen nach Ostland fahren* ». Précisons enfin que les territoires de l'Est de l'Europe qui furent, certes, habités par des Allemands mais qui se trouvent loin en Europe centrale et orientale⁸⁴⁸ ne font pas l'objet de représentations dans ces tracts.

De même, les territoires de populations germaniques s'étant constitués en Etats (ou nations) indépendants au Moyen-Âge, Suisse et Pays-Bas, ne font pas l'objet de représentations particulières ; quant à l'Autriche, il n'en est pas question non plus. Ceci est assez étonnant, mais il faut ici absolument préciser que la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland* disposait en 2006 encore d'une division régionale pour l'Autriche ainsi que pour la Suisse. Savoir ce qu'il en est aujourd'hui de ces deux ramifications n'est pas aisé.

Quoiqu'il en soit, le regard est bel et bien porté vers l'Est et vers l'Est uniquement, le nouveau patronyme que la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland* s'est choisi suite à ses démêlés juridiques avec la *Landsmannschaft Ostpreußen* en est une illustration. En effet, gardant son sigle inchangé, elle a tout de même dû en modifier la teneur. Ainsi s'appelle-t-elle désormais « Jeune *Landsmannschaft* d'Allemagne de l'Est » (« *Junge Landsmannschaft Ostdeutschland* »). Dans ce cadre, son slogan traditionnel : « *Wir wollen nach Ostland fahren* », reste donc fidèle à son orientation précédemment affirmée.

Ces restrictions quant à la « pureté » de son pangermanisme n'enlève rien à l'objectif implicitement affiché : rien de moins que rétablir l'unité de l'Allemagne au-delà des frontières

⁸⁴⁵ « *Deutsches Land in fremder Hand* », in « Die deutschen Ostgebiete... und was man darüber wissen sollte ».

⁸⁴⁶ Des représentations qui rappellent celles conditionnant les revendications de partis comme les *Republikaner* ou plus à droite encore le NPD. Voir Korinman, Michel, « pangermanisme », p. 1194, in Lacoste, Yves (sous la direction), *Dictionnaire de géopolitique*, Flammarion, Paris 1993, 1680 p., s'agissant de la position des *Republikaner*, parti d'extrême-droite ayant rencontré ses plus grands succès dans les années 1980, mais désormais largement dépassé et remplacé, de fait, par le NPD dont la radicalité est nettement plus affirmée. Ce qui explique que la *PAZ* ait longtemps fait comprendre, à demi-mot, qu'elle n'était pas hostile au premier, alors qu'elle se défend de toutes ses forces contre toute velléité de la rapprocher du second.

⁸⁴⁷ Le Pays des Sudètes.

⁸⁴⁸ En Roumanie, en Hongrie, en Yougoslavie et jusqu'en Russie.

actuelles de la RFA. Il convient donc selon elle de « parachever la réunification⁸⁴⁹ » (jugée) partielle du tournant des années 1990 : dépasser cette « *Teilvereinigung* », « réunification partielle ». Si le mot n'est pas prononcé ici, le concept, lui, est bien présent, et est un lieu commun dans la mouvance nationaliste⁸⁵⁰.

Procédons maintenant à un bilan de cette analyse des tracts de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland*. Une des questions qui se posent est la suivante : cette organisation est-elle nationaliste ? La réponse ne peut être que positive. Le nationalisme qu'elle prêche est même un nationalisme intégral, ethnique, fermé, fondé sur la *Kultur*, propriété intrinsèque et profonde à caractère biologique qui s'oppose à la « civilisation », simple vernis ou appareil de normes que professent et dont disposent (selon des théories et une opposition remontant aux origines du siècle dernier principalement) des Etats comme la France, la Grande-Bretagne ou les Etats-Unis⁸⁵¹. Cette opposition est déjà ancienne, on en trouve notamment l'expression dans l'abondante littérature consacrée et destinée aux réfugiés (et à leurs territoires d'origine) publiée depuis 1945⁸⁵².

Une des illustrations de cette vision est l'appel et le soutien de la part de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland*, dès le début des années 1990, à l'installation d'Allemands de Russie à Kaliningrad, ceci permettant de réimplanter de la *Kultur* (allemande) sur le sol de Prusse orientale, une *Kultur* imaginée comme véritablement portée par ces populations dont beaucoup ne parlent pourtant plus l'allemand et dont la germanité est bien difficile à cerner autrement que par la stigmatisation qu'elles provoquent à leur rencontre de la part des « vrais » Russes. Notons que ceux qui s'installèrent dans l'*Oblast* ne le firent que de façon transitoire, avant de rejoindre la RFA, cela consacrant le manque de viabilité d'une politique qui ne désirait rien tant que l'installation d'Allemands ethniques sur une terre considérée comme toujours allemande⁸⁵³.

La *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland* est-elle populiste ? Là aussi la réponse est positive. Le traitement réservé aux médias établis, aux partis politiques majoritaires, ainsi qu'aux élites en général est univoque à cet égard. Ce qui est présenté, c'est la vision d'un peuple innocent, menacé, certes, mais seul capable de se sauver, lui-même.

⁸⁴⁹ « *Die deutsche Einheit zu vollenden* », in « Der 9. November... ».

⁸⁵⁰ Selon ces conceptions, et contrairement à ce que Bismarck affirmait pour le *Reich* après 1871, « l'Allemagne n'est pas saturée » territorialement. Voir Bled, Jean-Paul, *Bismarck de la Prusse à l'Allemagne*, Alvik éditions, 2005, p. 196 : « L'Allemagne est une 'puissance saturée' se plaît à proclamer Bismarck. »

⁸⁵¹ Voir Elias, Norbert, *La civilisation des mœurs*, Pocket, Paris, 2002, 510 p., traduction du tome 1 de : *Über den Prozeß der Zivilisation* (1^{ère} parution : 1939).

⁸⁵² Les fonds de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC) à Nanterre sont, à cet égard, très éclairants. Voir sur ce sujet : Besnault, Etienne, « Entre politisation et acceptation/L'histoire des provinces perdues en 1945 en RFA », in *Documents/Revue du dialogue franco-allemand*, n° 5, 61^{ème} année, octobre 2006, p. 30-33. De cette littérature, il sera également question dans la seconde partie de ce travail.

⁸⁵³ Point 3 du programme de Potsdam.

Au regard de la présente étude de ses tracts et autres programmes, on peut donc bien parler, s'agissant de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland*, d'un national-populisme.

Posons ici une dernière question, la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland* doit-elle être considérée comme une organisation néo-nazie ? Tout d'abord, précisons que l'organisation a subi une évolution conséquente entre les temps de sa fondation et ceux de sa séparation d'avec la *Landsmannschaft Ostpreußen* dix ans plus tard, une évolution patente à la lecture comparée de son programme de Potsdam (1994) et de sa déclaration de la Kyffhäuser (2000). Le premier laisse voir, en germes, des tendances auxquelles il sera laissé libre cours par la suite. Ainsi dans le premier c'est l'*Ostpreußentum*, la prussianité orientale, qui est en danger, alors que dans la seconde c'est le *Deutschtum*, la germanité, en général. Une radicalisation conséquente du propos et de la menace agitée.

La *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland* doit-elle être pour autant rangée dans la mouvance néo-nazie ? Nous répondrons par la négative s'agissant de l'organisation dans la forme qu'elle prit jusqu'au tournant du siècle. Pour la période postérieure, c'est un peu plus difficile puisqu'elle s'allia par la suite (évolution achevée au plus tard en 2005 à Dresde) à des forces qui, elles, ne se contentent plus d'euphémismes quant à leur appréciation de la période nazie. Quoiqu'il en soit, le nationalisme⁸⁵⁴ dont la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland* fait profession (jusqu'en 2006 en tout cas) est bien antérieur au national-socialisme et se rapproche de celui d'un parti d'avant-guerre comme le DNVP, Parti national allemand du peuple, parti nationaliste et pangermaniste au nom si évocateur quand on traite d'un mouvement comme la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland*. Le DNVP, dirigé par Hugenberg, magnat de la presse ayant facilité l'arrivée d'Hitler au pouvoir, menait en son temps un combat acharné contre le régime de Weimar, incarnation du démocratisme parlementaire originellement toléré, mais finalement honni. Il rejetait et qualifiait de « *Verleumdung* » (« diffamation », terme récurrent dans le discours de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland*) l'« *Alleinschuld des Deutschen Reichs* » (« responsabilité exclusive de l'Allemagne dans le déclenchement de la Première Guerre mondiale ») et se voyait comme le seul qui pût sauver la Prusse du déclin. La Prusse et l'Allemagne avec elle étant vues comme premières victimes des conséquences de la Première Guerre mondiale, une Allemagne « victime de la coalition des vainqueurs » dans « un monde d'ennemis⁸⁵⁵ ». Il est difficile de nier qu'il y a là continuité de vision et, dans une mesure (bien) plus relative, de programme, ce dernier ayant d'ailleurs subi une évolution qui n'est pas sans rappeler, toutes proportions gardées, celle de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/*

⁸⁵⁴ S'agissant de l'histoire du sentiment national et du nationalisme en Allemagne en particulier voir Langewiesche, Dieter, *Nation, Nationalismus, Nationalstaat in Deutschland und Europa*, Verlag Ch. Beck, Munich, 2000, 267 p, voir également Weidinger, Dorothea (sous la direction de), *Nation – Nationalismus - Nationale Identität, Bundeszentrale für politische Bildung*, Bonn, 2002, 128 p., plus particulièrement p. 45-63 et 79-94.

⁸⁵⁵ Wahl, Alfred, *Les forces politiques en Allemagne/XIX^e-XX^e siècle*, Armand Colin, Paris, 1999, 368 p., ici p. 217.

Ostdeutschland elle-même⁸⁵⁶. Cette continuité est d'autant plus frappante que, si l'on en croit les recherches effectuées par Andreas Kossert, élites de Prusse orientale, de Mazurie en tout cas, et direction locale du DNVP étaient identiques⁸⁵⁷. Ces élites s'étant retrouvées après la Seconde Guerre à la tête de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, on peut retracer ce lien des années 1920 à aujourd'hui.

Cette filiation ne se limite pas à la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland*, elle semble tout à fait valable pour la *Landsmannschaft Ostpreußen* également, elle qui, à l'image des mouvements les plus conservateurs en Allemagne, considère la Seconde Guerre mondiale avant tout comme un superlatif de la Première. C'est-à-dire, non comme l'épisode pendant lequel l'Allemagne s'est couvert d'opprobre, mais au contraire, avant tout comme celui qui l'a vu subir un destin encore plus injuste qu'en 1918, infligé par des vainqueurs cruels et hypocrites foulant le droit au pied. Une vision théorisée par Carl Schmitt qui mettait en parallèle deux systèmes : « Weimar-Genève-Versailles » et « Bonn-Nuremberg-Potsdam⁸⁵⁸ ». Dans la vision véhiculée par la *Landsmannschaft Ostpreußen* et la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland* on observe alternativement un refoulement de la Seconde Guerre mondiale, puis un traitement se résumant à dédouaner l'Allemagne et les Allemands et à mettre en avant ceux d'entre eux qui peuvent se voir accorder le plus facilement le statut de victime (les réfugiés étant là des candidats parfaitement adaptés).

Pour la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland*, comme pour la *Landsmannschaft Ostpreußen*, le second conflit mondial ne constitue pas un changement de paradigme : leur doctrine et la langue qu'elles emploient est encore, dans une certaine mesure, celle du nationalisme allemand du XIX^{ème} siècle et d'avant 1945. L'utilisation militante et ouvertement provocante de termes tels que *Volk*, ou *national* pourtant rendue extrêmement problématique par celle qu'en firent les propagandistes du III^{ème} Reich en est une illustration. Le slogan « *Wir wollen nach Ostland fahren* » en est une autre puisque cette *Ostland* désignait pendant la guerre l'entité administrative regroupant les Pays baltes et la Biélorussie. La *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland* utilise aussi le substantif *Lebensraum* (espace vital) : mais, précisons le, dans le sens de *Heimat* : *angestammter Lebensraum*, espace de vie dans lequel on s'est enraciné, comme l'entendait la géographie politique et la géopolitique allemande du XIX^{ème} siècle (Friedrich Ratzel par exemple⁸⁵⁹) et pas forcément comme le firent

⁸⁵⁶ *Ibid.*, p. 216-217. Dans son premier programme, celui de 1918 le DNVP déplore « la menace de l'écroulement de toute chose » et affirme que « seul un État fort et la loi peuvent y parer. » En 1932, est élaboré un nouveau programme, l'Article 11 consiste en une affirmation de l'orientation *völkisch* et antisémite du parti et pose comme fondement de l'État allemand, le *Volkstum* allemand et rien d'autre, un *Volkstum* qui « sauvegarde son essence et qui se préserve de l'influence étrangère. » Précisons que le DNVP considérait les troupes allemandes comme « pleines de gloire et invaincues », *Ibid.* p. 217.

⁸⁵⁷ Kossert, Andreas, *Masuren, Ostpreußens vergessener Süden*, Pantheon Verlag, 2006, p. 263.

⁸⁵⁸ Cumin, David, « Impérialisme et droit international/Le point de vue de Carl Schmitt », www.stratisc.org, ISC, Institut de Stratégie comparée - Ecole pratique des Hautes Etudes/Sciences historiques et philologiques - Sorbonne, 23 p.

⁸⁵⁹ Korinman, Michel « Friedrich Ratzel et la Politische Geographie (1897) », in *Hérodote/Revue de géographie et*

ses successeurs au siècle suivant, parlant d'un espace vital à conquérir⁸⁶⁰.

Conclusion : la fonction de charnière⁸⁶¹

Le concept de « fonction de charnière » est discuté parmi les scientifiques se consacrant à la nouvelle droite. Nous l'avons vu, des nomenclatures diverses ont été élaborées pour définir celle-ci. S'il n'y a pas identité de vue, un consensus se dégage quant aux contenus et aux personnalités qui s'y rattachent. Cependant le positionnement de ce mouvement hétérogène auquel la *Landsmannschaft Ostpreußen* et ses différents organes doivent être comptés fait débat. Des spécialistes comme Armin Pfahl-Traugher ou Rainer Benthin considère que la nouvelle droite relève pleinement de l'extrémisme de droite ou du radicalisme de droite⁸⁶², tandis que Wolfgang Gessenharter défend l'idée que celle-ci est un ensemble présentant des intersections à la fois avec la droite conservatrice et l'extrême-droite. S'agissant de la *Landsmannschaft Ostpreußen* et des entités qui en relèvent plus ou moins directement, c'est cette deuxième position qui est la plus adéquate. En effet, si l'on adopte la définition de l'extrémisme de droite ainsi que les critères de détermination posés par Richard Stöss et repris par Rainer Benthin, on ne peut les appliquer sans restriction aux groupes en question. Pour autant, nous avons clairement identifié des tendances de ce type dans leur discours. Quant à la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland*, elle correspond parfaitement aux critères fixés par ces deux chercheurs. Richard Stöss définit : « l'extrémisme de droite comme ennemi de la démocratie. [...] Par là on entend des tendances, qui ont pour objectif de supprimer ou de limiter de façon substantielle les structures et processus démocratiques⁸⁶³. » Il dégage quatre critères :

- a. « Un nationalisme outré avec une aspiration impérialiste au statut de grande puissance ou bien, au moins, avec une attitude hostile vis-à-vis d'autres Etats ou peuples. »
- b. « La pensée antidémocratique nie les droits de liberté et d'égalité de l'homme... »
- c. « Les concepts antidémocratiques s'opposent aux systèmes de gouvernement

de géographie politique n° 28, janvier-mars 1983, p. 128-140.

⁸⁶⁰ Korinman, Michel, *Quand l'Allemagne pensait le monde. Grandeur et décadence d'une géopolitique*, Fayard, Paris, 1990, 412 p., ainsi que Haushofer, Karl, *De la géopolitique*, traduit de l'allemand par André Meyer, préface de Jean Klein, introduction de Hans-Adolf Jacobsen, Fayard, Paris, 1986, 268 p.

⁸⁶¹ L'analyse spécifique des tracts de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* étant terminée, nous reprenons ici le cours du plan général, ce c. venant à la suite du b. Rhétorique et argumentaire de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, p. 149.

⁸⁶² Rainer Benthin préfère utiliser cette dernière expression qui, selon lui, évite l'assimilation de l'extrême droite et de l'extrême gauche, et même si pour lui la nouvelle droite appartient bien à l'espace radical, il la place, de façon comparable à W. Gessenharter, entre le néoconservatisme et le radicalisme de droite, d'un point de vue idéologique et organisationnel, et non « dans une zone grise idéologique » (« in einer ideologischen Grauzone ») voir Benthin, Rainer, *Die Neue Rechte in Deutschland und ihr Einfluß auf den politischen Diskurs der Gegenwart*, Peter Lang, Francfort/Main, 1996, 158 p., ici p. 15 et 46.

⁸⁶³ « *Rechtsextremismus ist Demokratiefeindschaft. [...] Damit sind Bestrebungen gemeint, die auf die Beseitigung oder die nachhaltige Beeinträchtigung demokratischer Strukturen und Prozesse gerichtet sind*, Stöss, Richard, cité in Benthin, Rainer, *Die Neue Rechte in Deutschland und ihr Einfluß auf den politischen Diskurs der Gegenwart*, Peter Lang, Francfort/Main, 1996, p. 54.

parlementaires-pluralistes, qui reposent sur la souveraineté du peuple et le principe majoritaire. »

d. « Le modèle de société des concepts antidémocratiques est la *Volksgemeinschaft* correspondant prétendument à l'ordre naturel⁸⁶⁴. »

Le discours de la *Landsmannschaft Ostpreußen* et des entités qui lui sont proches correspondent donc plus ou moins à ces critères selon le lieu et le moment.

L'expression « fonction de charnière » n'est pas réservée aux entités faisant le lien, assurant les connexions, entre droite citoyenne (le terme est propre à la France, la traduction allemande serait *bürgerlich*, mais elle est par trop associée à la notion de partis bourgeois) et extrême-droite. Elle est également utilisée pour l'autre bord politique. Cependant, le concept même d'extrême-droite, malgré les définitions qu'on peut en trouver, n'est pas sans poser problème car il a, entre autres, pour référents des partis comme le NPD qui, comme nous l'avons vu, ont, aujourd'hui, des visées révolutionnaires à caractère socialiste⁸⁶⁵, ce qui ne saurait être une caractéristique attribuée aux partis de droite. Mais le parti national-démocrate, dans le même temps, restreint aux Allemands et rien qu'à eux le droit de bénéficier de ce socialisme, définissant la germanité sur des critères ethniques, biologisant⁸⁶⁶, ce qui le range à droite, en l'occurrence, très à droite dans la sphère conservatrice du champ politique. Quoi qu'il en soit, c'est bien à l'extrême-droite, dans le sens courant de ce terme, et faute d'alternative à l'usuelle classification droite-gauche⁸⁶⁷, qu'il convient de le ranger, même si le nationalisme n'est pas, *a priori*, une exclusivité de la droite, comme en témoigne d'ailleurs l'évolution du concept dans l'histoire.

L'aspect fondamentalement conservateur des sympathisants de la ligne de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, nationale-conservatrice, ne saurait donc constituer une impossibilité majeure à une fonction de charnière entre *Landsmannschaft Ostpreußen* et NPD, par exemple, alors que comme nous l'avons vu, bien des thématiques, à des niveaux de radicalités différents naturellement, leur sont communes. C'est sur le point de l'organisation économique à adopter pour l'Allemagne et à la volonté de transformer radicalement la « société » allemande (ce qu'ils appellent tous de leur vœux étant, justement, une véritable communauté, non une société), pour les uns en la transformant de l'intérieur, pour les autres en mettant à bas ce système dont rien ne mérite d'être préservé, qu'il faut chercher leur différence. Qui

⁸⁶⁴ a. « ...übersteigerten Nationalismus mit imperialistischem Großmachtstreben oder zumindest mit einer feindseligen Haltung gegenüber anderen Staaten oder Völkern, » b. « Antidemokratisches Denken negiert die universellen Freiheits- und Gleichheitsrechte des Menschen... » c. Antidemokratische Konzepte richten sich gegen parlamentarisch-pluralistische Regierungssysteme, die auf Volkssouveränität und dem Mehrheitsprinzip beruhen. » d. « Gesellschaftliches Leitbild antidemokratischer Konzepte ist die angeblich der natürlichen Ordnung entsprechende Volksgemeinschaft. » *ibid.*

⁸⁶⁵ Staud, *op. cit.*, p. 90, 91 et suivantes : « 'Nichts, was sich lohnt, es zu erhalten' – Die neue NPD ist... sozialistisch und revolutionär... ».

⁸⁶⁶ *Ibid.* p. 68 : « Sozialismus nur für Deutsche ».

⁸⁶⁷ Voir à ce propos, Mayer, Nonna, « Permanences et fondements du clivage gauche/droite », p. 141-151, in Peschanski, Denis, Pollak, Michael, Rousso, Henri (sous la direction de), *Histoire politique et sciences sociales*, Editions Complexe, Bruxelles, 1991, 285 p.

dit fonction de charnière implique une proximité, à l'image d'un pont qui, reliant deux rives, est automatiquement en contact avec les deux. Sur le plan idéologique cette proximité est, notamment, assurée par l'importance accordée aux théories de la révolution conservatrice du début du XX^{ème} siècle, notamment à des auteurs comme Arthur Moeller van den Bruck⁸⁶⁸, remises au goût du jour par la nouvelle droite allemande depuis les années 1970, ou d'autres auteurs s'inscrivant dans cette mouvance et dans cet héritage, Carl Schmitt par exemple⁸⁶⁹. L'expression même de « révolution conservatrice » semble d'ailleurs agir comme un pont entre ces deux concepts pourtant, *a priori*, opposés. C'est donc d'un terreau favorable à la circulation, dans un sens ou dans l'autre, d'ailleurs, que l'on peut parler, c'est en tout cas l'idée que développa S. Husen quand nous lui posâmes la question de l'attirance toute particulière que semblaient porter les partis d'extrême-droite aux membres des organisations de jeunesse des associations de réfugiés et à ces dernières⁸⁷⁰.

Ce terreau, s'agissant de la jeune génération, ne se restreint pas aux associations de jeunesse des associations de réfugiés. Il s'étend notamment aux *Burschenschaften* dont certaines font l'objet d'une surveillance plus ou moins officielle de la part des services de protection de la Constitution, certaines ayant même été déclarées en danger de noyautage par l'extrême-droite par Günther Beckstein, alors ministre de l'Intérieur bavarois⁸⁷¹ et ministre-président du *Land* le plus conservateur d'Allemagne en 2007-2008, habituellement plus prompt à stigmatiser la « gauchisation » de la RFA que quelque danger d'extrême-droite que ce soit. Parmi les *Burschenschaften* en question, on comptait *Danubia München*, dont le nom revient dès qu'il s'agit de la question de la proximité des corporations estudiantines et de la droite radicale. C'est, par exemple, en 1989, dans la maison de *Danubia* à Munich qu'eut lieu la fondation de l'association des étudiants républicains⁸⁷², le dernier terme ne se rapportant pas à au concept de république en général, mais au parti les Républicains, ce parti à la droite de la droite qui rencontrait (alors) un certain succès avant d'être totalement dépassé par le NPD ces dernières années. Cette corporation invite régulièrement des intervenants du monde scientifique, économique, politique, ou associatif. Dans ce cadre, Wilhelm von Gottberg vint parler de « la conscience est-allemande de la *Heimat* aujourd'hui⁸⁷³ », « est-allemande » se rapportant, évidemment, aux territoires perdus suite au second conflit mondial. *Danubia* organise également, à intervalles réguliers, ce qu'elle nomme les « conversations de Bogenhausen » auxquelles elle convia, par exemple, en 2001, des personnalités comme Alain de Benoist, figure et théoricien de la nouvelle

⁸⁶⁸ Cet auteur à forte personnalité s'est d'ailleurs vu consacrer plusieurs pages dans la *PAZ*, voir Paulwitz, Michael, « Denker 'des preußischen Stils'/Vor 70 Jahren schied Arthur Moeller van den Bruck aus dem Leben », in *Ostpreußenblatt*, 27 mai 1995, p. 3.

⁸⁶⁹ Carl Schmitt est une source d'inspiration majeure dans l'étayage juridico-théorique de la vision de l'histoire typique de la *Landsmannschaft Ostpreußen* et des milieux les plus conservateurs en RFA. Voir à ce sujet : Cumin, David, « Impérialisme et droit international/Le point de vue de Carl Schmitt », www.stratisc.org.

⁸⁷⁰ Entretien avec l'auteur.

⁸⁷¹ Heither, Dietrich, « 'In irgendeiner Form national und oppositionnell'/Ansichten, Akteure und Aktivitäten in der 'Deutschen Burschenschaft' », in Gessenharter, Wolfgang, Pfeiffer, Thomas (sous la direction de), *Die Neue Rechte - eine Gefahr für die Demokratie?* VS Verlag für Sozialwissenschaften, Wiesbaden 2004, p. 117-134, ici p. 121.

⁸⁷² *Republikanischer Hochschulverband* (RHV), *ibid.* p. 122.

⁸⁷³ « Ostdeutsches Heimatbewußtsein heute », intervention du 31 janvier 2007, www.danubia.de.

droite française, ou encore Luc Pauwels, théoricien de la droite nationaliste de Flandres⁸⁷⁴.

Il convient également d'évoquer ici le milieu, quelque peu opaque, de la « *bündische Jugend* », « jeunesse des ligues ». Celles-ci sont des organisations ayant vu pour la plupart le jour dans la première moitié du siècle dernier. L'idée fondatrice était un rejet de la société moderne industrielle et citadine. Sur cette base se créèrent des groupements dont la politisation variait/varie du tout au tout. Un nombre important d'entre elles prirent toutefois une orientation foncièrement nationale, de droite ou de gauche, adoptant, selon les cas, une ligne allant du national-socialisme au national-bolchévisme⁸⁷⁵. De l'aveu même de Bernhard Knapstein, alors président de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, cette dernière partage nombre de convictions avec le mouvement des ligues et y trouve même une part de ses origines⁸⁷⁶ ; elle partageait également (jusqu'en 2005 environ), une certaine imagerie, notamment l'utilisation de symboles, runiques à l'occasion⁸⁷⁷. Bernhard Knapstein affirmait même en 1998 que l'opposition entre les membres de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* attachés à l'obédience chrétienne des ligues et ceux qui le sont à l'obédience « *bündisch-völkisch* » est manifeste, mais qu'elle passe, au sein de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, au second plan puisque tous poursuivent un objectif plus élevé et partagent des convictions fondées sur la liberté⁸⁷⁸. On voit donc ici confirmé que les conceptions du monde *völkisch*, c'est à dire fondées sur l'ethnicité, ont toute leur place à la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, même avant l'an 2000 et le virage à l'extrême-droite⁸⁷⁹.

Le terreau que constituent, entre autres, les associations de jeunesse de la *Landsmannschaft Ostpreußen* est donc bien favorable d'un point de vue idéologique, mais également du point de vue des individus : de jeunes personnes en majorité qui ne se retrouvent pas dans ce qu'est l'Allemagne aujourd'hui, qui comme toute démocratie moderne constitue « un monde où les individus ont une difficulté croissante à s'orienter » auquel ils tentent « de donner sens et forme⁸⁸⁰ ». Et, dans cet « univers où les critères de l'éligibilité sont devenus plus flous, la naturalisation des identités peut donner l'illusion d'une consistance renouvelée du social, d'une organicité retrouvée⁸⁸¹ », bref d'une véritable communauté. Le thème de l'*Orientierungslosigkeit* (la perte de repère) de l'Allemagne est d'ailleurs un thème majeur à la fois de la nouvelle droite et des entités qui nous occupent ici, celui de l'*Überfremdung*, littéralement la « sur-

⁸⁷⁴ Sur le programme passé et à venir de ces « *Bogenhausener Gespräche* », voir www.danubia.de.

⁸⁷⁵ Voir à ce sujet la thèse à soutenir par Marguerite Kjellberg à l'Université Paris X Nanterre, sous la direction de Madame le Professeur Brigitte Krulic.

⁸⁷⁶ *Landsmannschaft Ostpreußen e.V., 50 Jahre Landsmannschaft Ostpreußen 1948-1998*, Hambourg, 1999 (2^{de} édition révisée, 1^{ère} parution : 1998), p. 166.

⁸⁷⁷ On peut en voir certains sur les tracts de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, ou bien dans certaines manifestations d'extrême-droite, comme celle commémorant les bombardements de Dresde, voir *infra*, dans cette même partie, II. B. 2. a.

⁸⁷⁸ *Landsmannschaft Ostpreußen e.V., 50 Jahre Landsmannschaft Ostpreußen 1948-1998*, Hambourg, 1999 (2^{de} édition révisée, 1^{ère} parution : 1998), p. 167.

⁸⁷⁹ Notons que le terme se voyait, à l'origine, assigner une signification tendant vers « populaire », « régionaliste » et qu'il n'avait donc pas (pas exclusivement en tout cas) la portée strictement ethniciste qui est la sienne aujourd'hui.

⁸⁸⁰ Rosanvallon, *op. cit.*, p. 459.

⁸⁸¹ *Ibid.*

étrangérisation⁸⁸² », un afflux d'étrangers tel que l'identité même du pays serait menacée, également⁸⁸³.

Suite à ces constats, on peut affirmer la chose suivante : qu'ils le veuillent ou non, le milieu des Réfugiés, ses associations de jeunesse en particulier, ainsi que ceux de la nouvelle droite constituent bien une charnière entre droite constitutionnelle et extrême-droite. En est une illustration patente le glissement de la *Junge Landsmannschaft Ostpreussen/Ostdeutschland* dans le camp de ceux qui désirent mettre à bas le système établi et construit en RFA et par la RFA depuis maintenant soixante ans, c'est-à-dire ceux qui lancèrent voilà quelques années, à Dresde notamment, un « *Volksfront* », « front du peuple⁸⁸⁴ », réunissant toutes les forces « nationales » d'Allemagne, jusqu'aux néo-nationaux-socialistes⁸⁸⁵, l'usage de ce terme est naturellement une provocation vis-à-vis de la gauche qui se voit là disputer une désignation qu'elle avait fait sienne. Cette utilisation est un des exemples de détournement du sens d'un mot très connoté, un autre exemple est l'emploi du terme « holocauste » pour qualifier le bombardement de Dresde⁸⁸⁶. Ce « front du peuple » est particulièrement actif dans les nouveaux *Länder*, particulièrement en Saxe où la question de savoir s'il est devenu un « nouveau creuset du nationalisme allemand » se pose⁸⁸⁷. Quand bien même ce processus serait-il profondément douloureux et gênant pour la *Landsmannschaft Ostpreussen*, pour le *Bund Junges Ostpreussen* (son successeur auprès de la jeunesse se sentant liée à la Prusse orientale) et pour le *Bund der Vertriebenen* tout entier, il serait naïf de le nier. Il serait tout aussi naïf et faux de nier la fonction de charnière que peut remplir, à l'occasion, et à son corps défendant ou non, le milieu des réfugiés organisés avec ce que l'on a coutume d'appeler « l'extrême-droite », malgré toutes les distanciations d'avec la *Junge Landsmannschaft Ostpreussen* ou le NPD que pourra produire la *Landsmannschaft Ostpreussen* et son président. Précisons toutefois qu'entre NPD et *Landsmannschaft Ostpreussen* (ou *Bund der Vertriebenen*) il n'existe aucun lien formel ou direct, seulement des passerelles en terme d'idéologie et, à l'occasion, de personne.

⁸⁸² Rosanvallon, *op. cit.*, p. 455.

⁸⁸³ Wilhelm von Gottberg employa ces deux termes dans l'entretien qu'il nous accorda. La *PAZ* est, par essence, une illustration des théories qui y sont liées, on y trouve des articles concernant les dangers et excès de l'immigration ainsi que l'incapacité des partis et hommes politiques à diriger l'Allemagne.

⁸⁸⁴ « *Volksfront* », traduire par front populaire, serait inadapté car ce *Volksfront* en appelle à deux notions incluses dans le terme « *Volk* » : la dimension « populaire » au sens de « ceux qui sont gouvernés », mais qui sont dans le même temps le souverain nominal, c'est-à-dire ceux qui ne constituent pas les élites dirigeantes, mais de façon tout à fait aussi importante la dimension ethnique, celle de l'*ethnos*.

⁸⁸⁵ La DVU (*Deutsche Volkunion*) de Gerhard Frey, le NPD d'Udo Voigt et d'Holger Apfel (*leader* du parti en Saxe, là même où la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, par le biais de sa branche locale notamment, a finalisé son glissement vers les forces de la droite « non-constitutionnelle »), jusqu'aux néo-nazis avérés, auxquels s'était joint Franz Schönhuber, ancien Président des *Republikaner*. Voir Bayerisches Staatsministerium des Innern, *Verfassungsschutzinformationen/Bayern*, 1. Halbjahr 2005 (premier semestre 2005), p. 32.

⁸⁸⁶ Voir *infra* 2. a., dans cette partie.

⁸⁸⁷ Voir Besnault, Etienne, « La Saxe creuset du nationalisme », in *Documents/Revue du dialogue franco-allemand*, n° 1, 61^{ème} année, février 2006, p. 5-9.

Seconde partie

La Prusse orientale dans le jeu politique et la mémoire publique en Allemagne

La Prusse orientale enjeu politique à l'échelle fédérale ? Quel enjeu peut bien recouvrir cette province perdue par l'Allemagne et disparue, en tant que telle, voilà soixante ans ? En deçà des marges politiques fédérales, elle est redevenue un enjeu non pour elle seule, mais en tant que partie de l'espace géographique dont furent chassées les populations allemandes après 1945. Ce n'est pas elle directement qui est « en jeu » mais la mémoire et la commémoration de la fuite et de l'expulsion des Allemands d'Europe centrale et orientale après 1945. Ce sujet est réapparu dans l'actualité politique et médiatique de la RFA au milieu des années 1990 avec les événements d'ex-Yougoslavie, du Kosovo en particulier. Il prend un tour réellement politique depuis le lancement du projet de « Centre contre les expulsions » par la fondation créée à cette fin, la *Stiftung Zentrum gegen Vertreibungen*⁸⁸⁸.

Le traitement par les partis politiques (ouest-) allemands de la question des territoires perdus et leurs relations avec les associations de réfugiés connaît, avant la réunification, deux phases principales :

- les années 1950 et 1960 qui voient un soutien total de tous les partis sauf le KPD⁸⁸⁹ aux associations et à leur cause,
- les années 1970 et 1980 théâtre d'une répartition des rôles très claire. L'Union, CDU/CSU, apporte son soutien aux Réfugiés, les autres les ignorent quasi totalement et/ou les condamnent.

À l'issue de la guerre règne un consensus sans faille au niveau des partis politiques : la situation ne peut durer, la réunification doit se faire, dans les frontières de 1937, les réfugiés doivent rentrer chez eux (ce que ces derniers désirent, d'ailleurs). Les partis en présence sont :

- le SPD, seul grand parti survivant de l'avant-guerre, avec à sa tête Kurt Schumacher, figure de la résistance au régime nazi, résistance qui l'avait mené en camp de concentration. Il prônait une réunification rapide sous le signe de la neutralité sur le plan des relations internationales,

⁸⁸⁸ Voir www.z-g-v.de.

⁸⁸⁹ Le parti communiste allemand, téléguédé par Moscou, interdit quelques années après la création de la RFA.

- la CDU (et son pendant bavarois la CSU), démocratie-chrétienne nouvellement créée sur les ruines de l'ancien *Zentrum*⁸⁹⁰ (parti catholique de l'avant-guerre, ennemi désigné du chancelier Bismarck lors du *Kulturkampf*⁸⁹¹). À sa tête se trouvait le futur chancelier Adenauer, qui mena une politique d'ancrage à l'Ouest de la seule RFA, privilégiant une réunification, au plus tôt, à moyen terme, c'est-à-dire lorsque le système occidental aurait montré sa supériorité sur son antagoniste oriental,
- le FDP, parti libéral, uni, notamment, autour de Theodor Heuss, premier président fédéral. Il fut, jusqu'à l'apparition des Verts dans les années 1980, l'apport complémentaire, presque toujours nécessaire, permettant de construire les majorités et les coalitions gouvernementales,
- d'autres partis, plus petits encore, dont le BHE, *Bund der Heimatvertriebenen und Entrechteten* (Union des réfugiés et des dépossédés), parti dédié à la cause des réfugiés, mais dont les résultats électoraux furent assez rapidement trop faibles pour lui permettre de survivre.

Comme l'indique Matthias Stickler, assez rapidement, seuls la CDU/CSU et le SPD continuèrent à jouer un rôle dans la question, se disputant entre eux les suffrages des populations réfugiés, *a fortiori* après la disparition du BHE⁸⁹². Pour notre thématique cela est d'autant plus significatif que ces deux partis sont ceux qui se succèdent au pouvoir depuis 1949, en coalition avec un ou plusieurs plus petits partis, le FDP principalement, puis les Verts avec le SPD à partir des années 1990, ou en grande coalition, c'est-à-dire l'un avec l'autre.

⁸⁹⁰ Wahl, Alfred, *Les forces politiques en Allemagne/XIX^e-XX^e siècle*, Armand Colin, Paris, 1999, p. 123-135, 279 et suivantes.

⁸⁹¹ Bismarck tenta de venir à bout de l'influence du clergé catholique et des « papistes » qui représentaient une concurrence pour l'autorité de l'Etat. La tentative fut globalement un échec dont le *Zentrum* tira un certain prestige, notamment dans ses fiefs rhénans et bavarois.

⁸⁹² Stickler, *op. cit.*, p. 280.

I. Les *Volksparteien* structurent le paysage politique de RFA

Depuis la création de la RFA en 1949 par la promulgation de la Loi fondamentale le rôle des partis est fixé constitutionnellement. Il est de « participer à l'élaboration de l'opinion politique du peuple⁸⁹³ » (article 21, premier alinéa). Dès 1949, deux partis s'emparèrent du devant de la scène et incarnèrent l'opposition droite-gauche outre-Rhin.

La CDU (*Christlich-demokratische Union*) rassembla le camp chrétien-démocrate, c'est-à-dire, pour faire bref, conservateur⁸⁹⁴. Le particularisme bavarois s'affirma par la formation de la CSU, Union chrétienne-sociale, parti autonome présent au plan local (uniquement en Bavière), mais qui est bien plus qu'une simple branche bavaroise de la CDU. Plus conservatrice que cette dernière, elle borne traditionnellement le champ politique allemand sur sa droite, son ambition affichée étant d'empêcher l'existence de tout parti légitimé démocratiquement à sa droite selon les mots même de son président historique Franz Josef Strauß⁸⁹⁵, décédé en 1988 après plus de vingt ans à la tête de ce parti, et qui avait, un temps, caressé l'espoir d'en faire une formation présente sur tout le territoire fédéral.

Le SPD (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands*), le Parti social-démocrate fondé, selon son historiographie propre, par Ferdinand Lasalle en 1863 et qui, lui aussi, fut combattu par Bismarck et ses célèbres « lois des socialistes⁸⁹⁶ ». Interdit et combattu par le pouvoir nazi, il put, à l'issue de la guerre, s'appuyer sur une longue tradition et sur ceux de ses cadres qui avaient réussi à se réfugier à l'étranger ou qui avaient survécu à douze années de persécution. Son premier président après-guerre fut Kurt Schumacher, opposant au régime nazi, déporté, originaire de Prusse occidentale.

À eux deux, ces partis fournirent à la RFA la totalité de ses chanceliers et nombre de ses présidents. C'est donc toujours sous leur direction que les Allemands (de l'ouest jusqu'en 1990) se trouvent alternativement depuis 1949. Ils recueillent généralement entre 70% et 90% des suffrages exprimés⁸⁹⁷ et sont ainsi les deux forces de référence de la politique allemande, les autres partis n'apportant que l'éventuel complément nécessaire à la formation d'un gouvernement,

⁸⁹³ « [Die Parteien] wirken bei der politischen Willensbildung des Volkes mit. » Landeszentrale für politische Bildung Mecklenburg-Vorpommern, *Grundgesetz für die Bundesrepublik Deutschland/Verfassung für Mecklenburg-Vorpommern*, Schwerin, 1998 (quatrième édition), 172 p., ici p. 28.

⁸⁹⁴ Signalons tout de même que dès sa fondation il existe au sein de ce parti une « aile des salariés » (*Arbeitnehmerflügel*), plus sociale, plus à gauche. Le premier programme de la CDU, celui d'Ahlen, n'était d'ailleurs pas un programme typiquement conservateur.

⁸⁹⁵ « *Rechts von uns darf es keine demokratisch legitimierte Partei geben* », citation régulièrement employée par les dirigeants de la CSU.

⁸⁹⁶ « *Sozialistengesetze* », voir Müller, Helmut M., *Schlaglichter der deutschen Geschichte*, Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 1996, p. 190.

⁸⁹⁷ Un peu moins aux élections législatives de 2005 : 69,4% à eux deux, et encore un peu moins aux dernières élections de septembre 2009 : 67,30% , plus faible score cumulé depuis 1949. Voir www.bundeswahlleiter.de/de/bundestagswahlen/fruehere_bundestagswahlen/ (chiffres jusqu'en 2005) et www.bundeswahlleiter.de/de/bundestagswahlen/BTW_BUNDE_09/ergebnisse/bundesergebnisse/grafik_stimmenanteile_99-1 (résultats de 2009). On trouvera également ces chiffres (jusqu'en 1994) en français in Gougeon, Jacques-Pierre, *La civilisation allemande*, Hachette, Paris 1996, p. 41.

quand SPD et CDU/CSU ne forment pas à eux deux ce que l'on nomme une grande coalition, ce qui fut le cas jusqu'au élections de septembre 2009. Ils fournissent également la totalité des *Ministerpräsidenten*, les présidents de région, poste bien plus prestigieux et important en Allemagne qu'en France. Leur qualification de *Volksparteien*, « partis populaires » vient du fait qu'ils ont une large base militante et qu'ils s'adressent à tous les citoyens allemands et non, respectivement, aux ouvriers ou au catholiques comme c'était le cas de leurs prédécesseurs avant la Seconde Guerre mondiale, plus précisément avant la prise de pouvoir par le parti nazi en 1933.

A. La situation initiale : des approches différentes, un consensus de fond

L'Union avait des arguments à faire valoir pour attirer à elle le vote réfugié : elle s'opposait au communisme mais également au socialisme qui, dans l'esprit des réfugiés, était associé à la puissance qui les avait chassés de chez eux dans des conditions très douloureuses. D'autre part, avant la Seconde Guerre mondiale, les territoires perdus étaient majoritairement ruraux et conservateurs. Ils constituaient des fiefs électoraux pour le DNVP (parti ultra-nationaliste de Hugenberg⁸⁹⁸) et le NSDAP, la Prusse orientale en étant le meilleur exemple⁸⁹⁹. La conception du monde qui y dominait se rapprochait donc plus de celle de l'Union. Ces données étaient cependant contrebalancées par la confession et l'origine de la plus grande part des réfugiés, majoritairement protestants et prussiens, là où l'héritage du *Zentrum* était avant tout rhénan et, surtout, catholique ; contrebalancées également par le fait que l'Union, en général (tout particulièrement la CSU) était considérée comme le parti des locaux, de la *Heimat* face aux « étrangers » : ironie du sort pour des populations qui venaient justement de perdre la leur et qui, plus tard, firent de ce concept leur mot d'ordre et dont le premier soutien, aujourd'hui encore, est la CSU⁹⁰⁰. D'autre part, l'Union était considérée comme un parti de bourgeois de l'Ouest (c'est-à-dire là où le *Zentrum* était implanté avant la guerre), tandis que les réfugiés étaient, pour la plupart, complètement démunis et, par définition, tous issus des provinces orientales du *Reich* (à l'exception de ceux ayant quitté la zone d'occupation soviétique).

Le SPD avait, pour sa part, des handicaps de départ non négligeables, son adhésion

⁸⁹⁸ Wahl, Alfred, *Les forces politiques en Allemagne/XIX^e-XX^e siècle*, Armand Colin, Paris, 1999, p. 215 et suivantes.

⁸⁹⁹ Hilgemann, Werner, *Atlas zur deutschen Zeitgeschichte 1918-1968*, Piper, Munich, Zurich, 1984, p. 63, carte intitulée « Das Anwachsen der NSDAP (1930-1933) », « La croissance du NSDAP (1930-1933) ». On y voit la Prusse orientale tout premier fief du parti d'Hitler.

⁹⁰⁰ Wahl, Alfred, *op. cit.*, p. 217, c'est d'ailleurs cela qui détournera Herbert Hupka de la CSU à l'orée de sa carrière politique qu'il commença au SPD avant de rejoindre la CDU, marquant alors son refus de cautionner la nouvelle *Ostpolitik* brandtienne, voir Stickler, *op. cit.*, p. 216 et 217 : Hupka confia, en 1999, à l'auteur de cet ouvrage, qu'arrivé en Bavière après son expulsion de Silésie, il s'était détourné de la CSU car celle-ci se targuait d'être le parti de la *Heimat* (la Bavière) face aux « étrangers » (les réfugiés), alors même qu'Hupka était catholique, point qui ne pouvait que plaider en faveur d'une entrée chez les chrétiens-sociaux. Il rejoint, à l'époque, en conséquence, les rangs du SPD, qu'il quitta, au moment de la ratification des traités avec l'Est, pour ceux de la CDU.

aux principes du socialisme (du marxisme) tout d'abord, son implantation peu étendue dans les territoires perdus en 1945 ensuite. Mais il disposait également d'atouts, par exemple sa forte implication sociale qui ne pouvait que plaire à des populations dans une grande détresse matérielle ainsi qu'une orientation « nationale », symbolisée par la figure tutélaire de Kurt Schumacher, ce dernier s'engageant de tout son poids pour une réunification rapide et totale, ainsi que pour un Etat assez centralisé, là où Adenauer privilégiait une solution très fédérale⁹⁰¹. N'oublions pas que la plus grande partie des réfugiés habitaient, avant leur fuite, la Prusse, Etat qui connaissait un niveau de centralisation important. La seule exception notable était constituée des Sudètes qui n'avaient jamais appartenu au *Reich* allemand et qui, par ailleurs, avaient, dans une proportion importante, des convictions sociales-démocrates avant que Konrad Henlein (chef du parti nazi en Bohême) ne les convertissent en nombre au national-socialisme. Quoiqu'il en soit, après la guerre, le seul groupe de réfugiés d'importance et d'influence au SPD fut la *Seliger-Gemeinde*, organisation des sociaux-démocrates originaires de Bohême. Il exista bien, un temps, un regroupement des sociaux-démocrates de Breslau et de Silésie ainsi qu'un groupe d'anciens Prussiens orientaux, mais ils ne regroupèrent jamais plus que quelques dizaines de membres, ce dernier groupe étant plus petit encore en taille que son homologue silésien⁹⁰². Non qu'il n'y ait eu de sociaux-démocrates en Prusse orientale avant l'Expulsion, il y en eut même de célèbres (Hugo Haase ou Otto Braun, par exemple, pour l'avant Seconde Guerre mondiale), mais ceux-ci ne crurent pas nécessaire de fonder un groupe particulier au sein du parti. Quant à la génération de ceux qui avaient vécu la fuite comme enfants, elle était généralement indifférente à l'égard du *Bund der Vertriebenen*, voire se tenait déjà consciemment, ou délibérément, à distance, une attitude et une tendance qui se renforcera constamment et qui ne se trouve remise en cause, très partiellement, que depuis la fin des années 1990. Quoiqu'il en soit, le regard porté par le SPD sur la question des territoires perdus et sur les réfugiés était, dès l'origine, centré sur la dimension sociale de la question : intégrer des populations déracinées et défavorisées économiquement. Rapidement, le parti prit conscience du potentiel électoral de ces masses et ses réticences initiales face à la création d'une représentation organisée des réfugiés furent mises de côté. Pour autant, à l'intérieur du parti, on fit attention à ce qu'ils ne constituent pas un sous-groupe indépendant et, même si des commissions spécialisées dans ces questions furent créées à la direction du parti et au sein du groupe parlementaire au *Bundestag*, ceux-ci n'atteignirent jamais le rayonnement et l'importance de leurs pendants à la CDU/CSU. Almar Reitzner, membre de la *Seliger-Gemeinde*, déclara même que ces entités n'avaient qu'une

⁹⁰¹ Schumacher et le SPD à sa suite, quoique proeuropéen, posaient en préalable à toute union supranationale ou multinationale la réunification de l'Allemagne. Une démarche dont les dirigeants du parti reconnurent l'inadaptation à la toute fin des années 1950. Voir Gougeon, Jacques-Pierre, *La Social-Démocratie allemande/1830-1996/De la révolution au réformisme*, Aubier, Paris, 1996, p. 290-304.

⁹⁰² Il a été possible à l'auteur de rencontrer des membres des anciens sociaux-démocrates de Silésie, mais pas de Prusse orientale. On retrouve néanmoins trace de ces derniers dans des brèves de l'hebdomadaire *Die Brücke* (organe quasi officiel de la *Seliger-Gemeinde*), seule publication d'importance à l'intention des réfugiés émanant des cercles sociaux-démocrates. Elle existe encore aujourd'hui, après, toutefois, une interruption de plusieurs années (entre 2002 et 2004) et un changement de statut. Hier véritable « journal », elle est aujourd'hui une publication constituée de quelques feuilles volantes.

« *Alibifunktion*⁹⁰³ ».

Les deux partis ayant reconnu et, probablement, surestimé, l'importance du vote réfugié ainsi que la force des associations, *Bund der Vertriebenen* en tête, ils se livrèrent une véritable bataille pour obtenir leurs faveurs, sans que l'un ne prenne le dessus sur l'autre. La CDU fit des efforts pour se rapprocher des populations réfugiées, mais cette démarche n'était ni naturelle ni spontanée. D'autre part, l'Union, alors au pouvoir, était souvent mise dans des positions difficiles vis-à-vis de l'étranger par les positions très entières, ouvertement et fortement revendiquées par les associations. Cela eut pour conséquences des négociations régulières entre gouvernement et associations, le premier menaçant de ne plus soutenir les secondes, sur un plan symbolique : présence de certains de ses membres à leurs manifestations, et sur un plan financier : problématique des subventions (substantielles) qui leur étaient allouées par Bonn, les secondes mettant dans la balance leur capacité de nuisance, justement par le biais des manifestations de masse et naturellement à travers le poids électoral représenté par leurs nombreux membres.

Le SPD, quant à lui, développa une politique couronnée de succès au plan local. Les grandes déclarations politiques de soutien aux Réfugiés ne firent pas défaut, notamment de la part du futur chancelier Brandt, mais l'étude approfondie de Matthias Stickler montre que, loin du célèbre « *Verzicht ist Verrat* », « renoncer c'est trahir », qu'il avait lui-même solennellement lancé lors d'une réunion publique de Silésiens à Cologne en 1963, slogan qui eut une longue carrière, Brandt avait adopté depuis longtemps l'idée d'une acceptation de la frontière sur l'Oder-Neisse⁹⁰⁴. Le chercheur de Wurtzbourg affirme même, qu'après 1963, le discours tenu par le SPD aux réfugiés ne correspond plus à ses conceptions quant à l'*Ostpolitik* à mener à l'avenir⁹⁰⁵. L'objectif de Brandt était donc de se retrancher derrière des affirmations auxquelles les réfugiés n'avaient rien à redire, mais qui, d'un autre côté, n'engageaient pas son parti pour l'avenir. Une situation finalement comparable à celle de la CDU qui, certes, soutenait le *Bund der Vertriebenen* et les associations, mais qui, au-delà des positions officielles, n'était pas prête à céder à leur pression quant à une concrétisation desdites positions et cherchait des formules de compromis pour se dégager de cette situation inconfortable. Un exercice d'équilibriste que l'Union poursuivit jusqu'à la réunification.

B. Le début des années 1970, premier tournant

À partir de 1966, au sein du *Bund der Vertriebenen*, on ne pouvait plus vraiment ignorer

⁹⁰³ Stickler, *op. cit.*, p. 237. Almar Reitzner était originaire des Sudètes et membre du SPD, ce qui explique son adhésion à la *Seliger-Gemeinde*. Anonyme, « Reitzners Ausfall », in *Die Zeit*, 21 novembre 1966, n° 43, www.zeit.de.

⁹⁰⁴ *Ibid.*, p. 244.

⁹⁰⁵ *Ibid.*, p. 247.

que les positions du SPD allaient de moins en moins dans son sens, comme en témoigne, dans l'organe de communication officiel de l'organisation⁹⁰⁶, une interpellation du parti quant à la distance sans cesse croissante prise vis-à-vis des revendications des réfugiés et la tendance à adopter « une politique de la faiblesse⁹⁰⁷ ». En 1968, il n'était pas possible d'ignorer plus longtemps les voix hostiles au *Bund der Vertriebenen* au sein du SPD. Enfin, à partir de 1970, il n'y eut tout simplement plus de place dans le parti pour ceux qui s'opposaient à la nouvelle *Ostpolitik*. Pour autant, les départs furent très peu nombreux, mais, de ce fait, d'autant plus spectaculaires, notamment celui de Herbert Hupka, figure emblématique des réfugiés organisés, et, également, celui de Reinhold Rehs, président de la *Landmannschaft Ostpreußen* de 1966 à sa mort en 1971, et du *Bund der Vertriebenen* après la mort de Wenzel Jaksch (célèbre dirigeant sudète, également issu des rangs du SPD, mort dans un accident de voiture en 1966). Ces deux députés, Hupka et Rehs, membres du SPD respectivement jusqu'en 1969 et 1972, firent leur possible pour apaiser les tensions entre le *Bund der Vertriebenen* et leur parti, mais le changement de gouvernement et le lancement de la nouvelle *Ostpolitik* ne permirent plus de préserver la relation entre les deux organisations. Il leur fallut choisir à qui irait leur loyauté. Les autres députés SPD originaires des territoires perdus privilégièrent leur parti, Hupka et Rehs donnèrent priorité à leur engagement dans les associations de réfugiés. La suite logique consista en leur adhésion à la CDU, un changement qui marqua quasiment la fin de la carrière politique de Rehs (décédé en 1971), tandis que Hupka devint une des deux figures les plus marquantes de la mouvance Réfugiés aux côtés d'un autre Silésien, président du *Bund der Vertriebenen* pendant plusieurs dizaines d'années, Herbert Czaja.

Le tournant de 1970 marqua la frontière des camps politiques en ce qui concerne la question des réfugiés et de leur *Heimat*. La CDU devint la « *Heimat* politique⁹⁰⁸ » des membres des associations de réfugiés et de leur dirigeants, tandis que le SPD feignit d'ignorer leur existence. Comme le dit M. Stickler :

Malgré des interpellations et une ignorance officielle mutuelle dans les années 1970, 1980 et 1990 qui ne prit fin qu'avec le discours du chancelier Schröder au 'Tag der Heimat' de l'an 2000 pour laisser la place à un prudent rapprochement, le contact entre SPD et *Bund der Vertriebenen* n'avait jamais été totalement rompu. Le soutien financier public aux associations de réfugiés fut [...] en grande partie maintenu, il continua à y avoir des sociaux-démocrates au *Bund der Vertriebenen*, la plupart à des postes subalternes il est vrai, qui firent office de charnière avec le SPD, qu'on pense ici à la *Seliger-Gemeinde*, par exemple⁹⁰⁹.

⁹⁰⁶ Le DOD, *Deutscher Ostdienst* (service allemand de l'Est, qui n'avait, bien entendu, aucun rapport avec la RDA).

⁹⁰⁷ « *Politik der Schwäche* », cité in Stickler, *op. cit.*, p. 252.

⁹⁰⁸ « *Politische Heimat* ».

⁹⁰⁹ *Ibid.* p. 279 : « *Trotz heftiger gegenseitiger Anwürfe und offizieller Nichtbeachtung in den 70er, 80er und 90er Jahren, die erst mit der Rede von Bundeskanzler Schröder auf dem 'Tag der Heimat' im Jahr 2000 einer vorsichtigen Wiederannäherung wich, wurde das Tischtuch zwischen SPD und BdV nie völlig zerschnitten. Die institutionelle Förderung verblieb den Vertriebenenverbände, [...] weitgehend, es gab weiterhin, wenn auch meist nicht in führender Position, Sozialdemokraten im BdV, die eine Scharnierfunktion zur SPD wahrnahmen, man denke etwa an die Seliger-Gemeinde.* »

En résumé, après 1972, la politique du SPD vis-à-vis des réfugiés organisés est assez simple : ne relayer en rien leurs revendications territoriales et se contenter de continuer à gérer les mesures sociales en faveur de ceux que l'on nomme déjà les « *Altvertriebenen* », « ex-réfugiés », une qualification motivée par leur intégration économique, achevée à cette époque. Les postes au sommet des *Landsmannschaften* et du *Bund der Vertriebenen* ne seront, dès lors, plus occupés que par des membres de la CDU/CSU, seuls des postes secondaires resteront dans les mains d'hommes politiques sociaux-démocrates, qui s'y feront d'ailleurs très discrets. Ils permettront toutefois au parti de ne pas perdre tout contact avec ces entités qui gardaient (et gardent encore aujourd'hui) une certaine influence. Il y eut bien quelques tentatives de créer des associations alternatives d'obédience sociale-démocrate, mais elles ne rencontrèrent jamais de succès autres que strictement locaux, à l'image du *Zentralverband Mittel- und Ostdeutscher* (Organisation centrale des Allemands de l'Est et de l'Allemagne médiane [les territoires de la RDA de l'époque]) qui devint par la suite *Zusammenarbeit mit Europa/Zentralverband Deutscher und Osteuropäer* (collaboration avec l'Europe/Organisation centrale des Allemands et Européens de l'Est) communément désigné ZMO. Cette association existe encore aujourd'hui mais selon les dires de celui qui fut longtemps son président (de 1997 à 2001), puis son président d'honneur au niveau fédéral, Klaus Frank⁹¹⁰, elle eut « toujours des problèmes d'effectifs et de moyens⁹¹¹ ».

Pendant que le SPD s'appliquait à se tenir informé, à distance, des activités et évolutions du *Bund der Vertriebenen* et des différentes associations de réfugiés, la CDU prit la place ainsi laissée libre. On assista donc à un rapprochement spectaculaire entre Union et Réfugiés qui ne présentait pas, pour les uns comme pour les autres, que des avantages. Les Réfugiés ne pouvaient plus, naturellement, faire fonctionner la concurrence entre les deux grands partis et la CDU se voyait contrainte de donner un écho plus important aux revendications des associations qu'elle ne l'aurait souhaité à l'origine. En effet, c'est seulement au cours des débats mouvementés autour de la ratification des traités avec l'Est que la CDU/CSU et son chef, Rainer Barzel⁹¹², radicalisèrent leur opposition à l'*Ostpolitik* du chancelier Brandt⁹¹³.

Quoi qu'il en soit la situation ne pouvait plus rester en l'état d'avant l'année 1970. En effet, en 1966, le *Bund der Vertriebenen* avait exposé ses « quatre objectifs vitaux⁹¹⁴ » tous incompatibles avec la nouvelle *Ostpolitik* sociale-démocrate⁹¹⁵ :

1. pas de reconnaissance de la RDA,

⁹¹⁰ Après l'avoir été de nombreuses années pour la Rhénanie du Nord-Westphalie. Il avait également été un des membres fondateurs de cette association. Voir Bernhardt, Erni, « Bundesdelegiertenkonferenz des ZMO », in *Die Brücke*, 15 août 1998, p. 16.

⁹¹¹ Entretien avec l'auteur, propos également rapporté par Giez, Thomas, « ZMO mit Blick nach vorn », in *Die Brücke*, 15 février 1994, p. 14.

⁹¹² Originaire de Prusse orientale.

⁹¹³ Wahl, Alfred, *Histoire de la République fédérale d'Allemagne*, Armand Colin, Paris, 1995, p. 112-113 et 119.

⁹¹⁴ « *Vier lebenswichtigen Interessen* », Stickler, *op. cit.*, p. 255.

⁹¹⁵ *Ibid.*, « *Keine Anerkennung der DDR, kein Sonderstatus für West-Berlin, keine Anerkennung der Oder-Neiße-Linie, keine Annullierung des Münchener Abkommens* ». L'*Ostpolitik* verra la réalisation de l'inverse de toutes ces revendications.

2. pas de statut particulier pour Berlin-ouest,
3. pas de reconnaissance de la ligne Oder-Neisse,
4. pas d'annulation du traité de Munich (celui par lequel les Sudètes furent rattachées au *Reich* en 1938).

Ces objectifs mettaient la CDU elle-même en difficulté de par leur caractère entier, mais celle-ci était après 1969 (et jusqu'en 1982) dans l'opposition et pouvait donc sans trop de risque affirmer qu'un changement de gouvernement provoquerait un changement d'*Ostpolitik*. Une promesse qui, on le vit dans les années 1980 et 1990, ne fut pas suivie d'effets, tant les acquis de la politique brandtienne se révélaient précieux pour la RFA⁹¹⁶. Quoi qu'il en soit, le *Bund der Vertriebenen* donna pour la première fois des consignes de vote pour les élections de 1972 qui virent le succès du SPD et de son allié le FDP, succès qui fut très largement interprété comme l'approbation de la nouvelle politique à l'Est. À partir de là, on assista à un rapprochement très fort qui, souvent, eut pour conséquence l'identité entre instances des associations de réfugiés et référents chargés de ces questions au sein de la CDU et de la CSU. Une situation qui n'a pas fondamentalement changé, les grands responsables des associations de réfugiés étant tous membres des partis de l'Union, à l'image de Ottfried Hennig et Wilhelm von Gottberg, présidents de la *Landsmannschaft Ostpreußen* respectivement de 1979 à 1990 et de 1992 à aujourd'hui, ou encore d'Erika Steinbach, présidente du *Bund der Vertriebenen* issue de la *Landsmannschaft Westpreußen* (association des natifs de Prusse occidentale, les régions de l'ancien corridor de Dantzig).

C. Helmut Kohl et l'Union au pouvoir

Tant que la CDU fut dans l'opposition, la collaboration avec les associations de réfugiés se fit d'autant mieux que celles-ci, bien loin de leur parti pris initial de neutralité face aux partis politiques, ne cessèrent de dériver vers la droite du champ politique fédéral, ou, si l'on veut adopter une autre perspective, complémentaire en quelque sorte, au fur et à mesure que la société ouest-allemande évoluait, les réfugiés organisés, eux, restaient indéfectiblement sur leurs positions dont le caractère très « national » détonait forcément dans un Etat dans lequel régnait un consensus postnational, non seulement à gauche, mais aussi dans des cercles importants de la CDU⁹¹⁷ (la CSU pouvant être considérée comme un cas particulier, notamment du fait de son particularisme bavarois). À l'heure où Helmut Kohl devint chancelier, la CDU reprit le pouvoir et donc la possibilité d'agir. Certes, elle augmenta substantiellement les subsides

⁹¹⁶ Fritsch-Bournazel, Renata, *L'Allemagne/Un enjeu pour l'Europe*, Editions Complexe, Bruxelles, 1987, p. 95.

⁹¹⁷ Winkler, Heinrich August *Histoire de l'Allemagne XIX^e-XX^e siècle/Le long chemin vers l'Occident*, Fayard, Paris, 2005, p. 999, l'auteur y affirme que l'idée même d'Etat-Nation faisait littéralement peur en RFA, jusqu'au sein de la CDU.

alloués aux *Landsmannschaften* pour leur travail de préservation de la culture des provinces qu'elles représentaient, mais, en termes de « *Heimatpolitik* », « politique de la *Heimat*⁹¹⁸ », lesdites associations n'obtinent rien de plus qu'auparavant, c'est-à-dire rien de plus que les discours bienveillants à leur égard déjà tenus avant l'arrivée de l'Union au pouvoir. L'entente, bonne jusque là, le devint de moins en moins au fil du temps ; c'est ainsi que les articles sélectionnées par le service de presse de la *Konrad-Adenauer-Stiftung* dans le classeur intitulé « Réfugiés et CDU⁹¹⁹ » pour la période débutant en juillet 1980, traitent très majoritairement de dissensions entre ces deux entités. La première recensée remonte toutefois à juillet 1986. Elle fut causée par la non reconduction d'Herbert Hupka à une place haute (c'est-à-dire éligible à coup sûr) sur la liste CDU de Rhénanie du Nord-Westphalie aux élections au *Bundestag*. Un arrangement fut, certes, recherché en Basse-Saxe, mais sans succès. Les regroupements de réfugiés y virent un acte hostile à leur égard, la direction fédérale tenta d'arranger les choses, mais la CDU de Rhénanie et celle de Basse-saxe, décisionnaire en l'espèce, entendaient réaliser à leur façon leur changement de génération. H. Hupka, alors âgé de 71 ans, malgré la menace d'un boycott électoral, n'eut pas satisfaction⁹²⁰. Cela provoqua, toutefois, une mise au point d'un haut responsable de la CDU qui dut expliquer qu'après une forte opposition à la nouvelle *Ostpolitik* lancée par Brandt, son parti s'était rallié au principe de la détente⁹²¹. Le mois suivant, en août, le *Bund der Vertriebenen* s'indigne de l'intitulé du nouveau slogan électoral de la CDU : « *Weiter so Deutschland !* », « Allemagne, continue comme ça ! ». En soi, il n'avait, *a priori*, rien de choquant, en fait c'était un impair important vis-à-vis des Réfugiés et de leur conception de l'Allemagne, qui théoriquement était également celle de la CDU et la position juridique officielle de la RFA. En effet, le slogan impliquait, sous-entendait *volens nolens*, l'identité RFA/Allemagne, une hérésie pour les dirigeants et adhérents des associations de réfugiés : l'Allemagne ne sachant être restreinte à la seule République fédérale, il fallait y ajouter la RDA pour la majorité de ceux-là, et les territoires perdus, pour une minorité d'entre eux⁹²². La plupart des habitants de RFA ne fit apparemment pas ce lien et la CDU sortit vainqueur, sans grandes difficultés, de cette joute électorale.

En 1987, c'est le dialogue entretenu par le gouvernement allemand avec les pays de l'Est à propos du désarmement qui déplut à certains dirigeants Réfugiés. Puis la CDU publia un communiqué de presse pour justifier son engagement en faveur des droits de l'homme à l'étranger, qui ne remettait pas en cause son engagement pour les Allemands d'au-delà du Rideau de fer et

⁹¹⁸ Les positions revendicatives quant aux territoires perdus.

⁹¹⁹ « *Vertriebene und CDU* ».

⁹²⁰ Anonyme, « Hupka warnt vor Wahlboykott durch die Vertriebenen », in *Kölner Stadt-Anzeiger*, 22 juillet 1986. Quatre autres articles sur le même sujet, extraits de différentes publications, sont également conservés dans ce classeur.

⁹²¹ Melder, Heinz Joachim, « Die Schlesier stellen sich bei der CDU selbst ins Abseits », in *Kölner Stadt-Anzeiger*, 7 août 1986.

⁹²² Bund der Vertriebenen, *DOD, Deutscher Ostdienst-Pressedienst*, « CDU-Motto verhöhnt Deutschland/Was ist für die CDU eigentlich Deutschland ? Fragt BdV Generalsekretär Kalus Lackschewitz », Bonn, 5 août 1986. Voir également Osberger, Falk, « Klamheimliche Retuschen ? », in *Kieler Nachrichten*, 6 août 1986.

de l'Oder⁹²³. En septembre de la même année, Herbert Czaja ne fut pas reconduit à la direction de la CDU en Bade-Wurtemberg ce qui provoqua sa colère et celle du *Bund der Vertriebenen* également. Un sondage quant à leur position par rapport au *Recht auf Heimat* fut lancé auprès des députés CDU au parlement régional par Czaja et ses soutiens. Les résultats furent publiés précisant la position de chacun des députés, séparant le groupe en deux sous-groupes : ceux à qui l'on pouvait faire confiance... et les autres. Un procédé qui, on l'imagine, fut très peu apprécié au sein du parti chrétien-démocrate⁹²⁴. En février 1988, ce fut au tour des Sudètes de menacer la coalition au pouvoir de lui retirer son soutien si sa « politique allemande⁹²⁵ » venait à changer. En mars de la même année, le groupe CDU/CSU au *Bundestag* éprouva le besoin de provoquer une rencontre entre son président Alfred Dregger, soutien indéfectible, année après année, des associations de réfugiés⁹²⁶, et des représentants du *Bund der Vertriebenen* menés par Herbert Czaja. Il s'en suivit une déclaration visant à rassurer quant à la permanence des principes de la *Deutschlandpolitik* de la CDU⁹²⁷. Enfin, en 1989 le *Münchener Merkur* annonça, pour les élections européennes, des pertes de voix dramatiques pour l'Union dans les circonscriptions où la population de réfugiés de l'après-guerre était la plus forte⁹²⁸, beaucoup de dissensions donc, la plupart mettant toutefois en cause la *Landsmannschaft* de Silésie/et ou certains de ses dirigeants, les Prussiens orientaux ne semblant pas avoir été concernés au premier chef en cette circonstance.

Le caractère conflictuel de ces relations entre Réfugiés et Démocratie-chrétienne culmina avec les discussions autour de la réunification et des traités qui la scellèrent. On assista à une prise de distance importante, écho de celle d'avec le SPD vingt ans plus tôt. Dans les années 1970 avait commencé, rappelons-le, une ignorance mutuelle, sur le plan officiel en tout cas, entre sociaux-démocrates et associations de réfugiés, ces dernières se liant dès lors étroitement à la CDU. Qu'allait-il advenir des préférences politiques des *Landsmannschaften* au tournant des années 1990 ? Allaient-elles désormais se positionner à droite des partis de l'Union, c'est-à-dire encore à l'intérieur du champ politique consensuel de la RFA désormais réunifiée, ou bien céder à la tentation, à bien des égards suicidaire, à laquelle elles avaient pourtant jusque là résisté avec succès, c'est-à-dire virer à l'extrême-droite ?

⁹²³ *Pressemitteilung der CDU*, « Zum offenen Brief des Bundes der Vertriebenen an CDU-Generalsekretär Dr. Heiner Geißler, erklärt der stellvertretende Sprecher der CDU, Hans-Christian Maaß », 7 août 1987.

⁹²⁴ Anonyme, *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, « Das Verhältnis verschlechtert sich/Die CDU und die Vertriebenen/ Eine Umfrage », 16 septembre 1987.

⁹²⁵ « *Deutschlandpolitik* », les positions quant à l'Allemagne dans son ensemble, c'est-à-dire pas uniquement la RFA, anonyme, « Sudetendeutsche drohen der CDU », in *Münchener Merkur*, 18 février 1988.

⁹²⁶ Que cette figure ait été un soutien fidèle des associations de réfugiés, on peut le voir dans les numéros de la *PAZ* du milieu des années 1990. Il y est souvent cité pour sa participation à des manifestations organisées par la *Landsmannschaft Ostpreußen*, photos à l'appui.

⁹²⁷ CDU/CSU-Fraktion im Deutschen Bundestag, *Pressedienst*, « Der Sprecher der CDU/CSU-Bundestagsfraktion, Michael Maiworm, und der Generalsekretär des Bundes der Vertriebenen, Hartmut Koschyk, erklären gemeinsam », 3 mars 1988.

⁹²⁸ Anonyme, *Münchener Merkur*, « Dramatische Verluste der Union bei den Vertriebenen », 27 juin 1989.

Du côté du SPD, l'ignorance mutuelle, ponctuée d'interpellations qui auraient mérité la plupart du temps le nom de stigmatisations, se poursuivit, l'avis des uns sur les autres et réciproquement étant bien établi. Pour autant, au sein du parti social-démocrate, certains, issus pour la plupart des provinces perdues, ne renoncèrent pas à toute activité dans le domaine qui nous intéresse et se refusèrent à abandonner tout à fait le terrain aux conservateurs. En Rhénanie du Nord-Westphalie, paraissait jusqu'en 1981 un trimestriel nommé *Ausgleich* dont le contenu illustre bien la position de ces milieux pendant les années 1970 et 1980. Wilhelm Matull (natif de Prusse orientale), qui fut longtemps responsable de cette publication, en fit à l'époque le portrait suivant : « cette publication au nom symbolique '*Ausgleich*' [qu'on peut, dans ce cas précis, traduire par 'terrain d'entente'] entre en 1978 dans sa vingt-sixième année. À l'origine bulletin d'information pour les réfugiés d'Allemagne de l'Est [*i.e.* les territoires perdus] attachés au mouvement ouvrier, notre '*Ausgleich*' est aujourd'hui considéré et apprécié comme organe de l'intégration. Ce décent et seul envisageable objectif, il le servira encore en 1978⁹²⁹. » Le portrait de Matull lui-même se trouve dans un numéro précédent d'*Ausgleich*, à l'occasion de son soixante-quinzième anniversaire. On peut y lire que ses réflexions sur les rapports qu'il convenait d'adopter à l'avenir avec la RDA et les Etats centre-européens et est-européens menèrent, fatalement, à une rupture d'avec ses « compatriotes⁹³⁰ » de la *Landsmannschaft Ostpreußen*.

Au fil des pages de cette publication de l'année 1974 jusqu'en 1981 (celles auxquelles nous avons pu avoir accès à la Fondation Friedrich Ebert), année où la publication, hautement tributaire du travail de son directeur, disparut, on remarque que les positions défendues étaient bien particulières. Les recensions d'ouvrages en sont une illustration : les publications trop défavorables aux Allemands expulsés en 1945 sont aussi vertement critiquées que celles trop marquées par le style Réfugiés, hagiographique quant aux réalisations allemandes dans les territoires perdus. La nécessité de se démarquer des publications et activités du *Bund der Vertriebenen* est clairement affirmée⁹³¹, ainsi que la nécessité d'accepter la perte de 1945 pour que la réconciliation entre les peuples puisse se faire⁹³². Par ailleurs, on voit qu'avec Wilhelm Matull, *Ausgleich* disposait d'un responsable faisant clairement partie de la branche « nationale » du SPD, celle symbolisée par Kurt Schumacher que Matull érige en véritable exemple, régulièrement, d'année en année. L'héritage prussien est également mis en avant, tout comme la nécessité que chacun fasse son devoir. Cette évocation et invocation à la vertu

⁹²⁹ « Diese Zeitschrift mit dem symbolträchtigen Titel '*Ausgleich*' beginnt 1978 den 26. Jahrgang ihres Erscheinens. Ursprünglich als Mitteilungsblatt für die Arbeiterbewegung verbunden Heimatvertriebenen aus Ostdeutschland begonnen, stellt unser '*Ausgleich*' heute ein geschätztes und beachtetes Organ der Integration dar. Diesem anständigen und allein möglichen Ziel wird er auch 1978 dienen. » Matull, Wilhelm, éditorial, « Zuversichtlich ins Jahr 1978 », in *Ausgleich/Zeitschrift des Ost- und Mitteleuropäischer Arbeitskreis in NRW*, n° 7/8, 1978, p. 1.

⁹³⁰ *Ausgleich*, n° 3/4, 1978, p. 3, Le terme employé est *Landsmann*, il s'emploie aussi bien pour la grande que pour la petite patrie.

⁹³¹ *Ausgleich*, n° 1/2, 1981, p. 1. Une des raisons de cette nécessité étant, selon la rédaction de la publication, le peu de cas fait par le *Bund der Vertriebenen* du mouvement ouvrier.

⁹³² Granicky, Günther, « Ostpreußen, Schlesier und Sudetendeutsche trafen sich/So können Wunden vernarben », *Ausgleich*, n° 5/6, 1978, p. 2.

prussienne par excellence est réellement originale dans une publication sociale-démocrate. Que l'auteur en question soit né au début du XX^{ème} siècle explique en partie cela. Matull écrit d'ailleurs, à l'occasion, que laisser la thématique du « national » aux conservateurs est très risqué, l'histoire de l'Allemagne en étant un exemple éclatant. Le traitement réservé au parti Les Verts, alors dans sa prime jeunesse, est, également, une illustration du fait que la rédaction de la revue n'était pas située sur le flanc gauche du SPD, les termes employés positionnant même le parti social-démocrate comme un parti de l'ordre⁹³³. Les membres et composantes des Verts sont stigmatisés comme un groupe « d'idéalistes », de « mécontents », de « sectes » et de « communistes réformateurs⁹³⁴ ». La Prusse orientale en particulier est présente sous la forme d'articles sur son histoire, de petits entrefilets sur les réunions de sociaux-démocrates natifs de la région et par le biais de recensions d'ouvrages sur le sujet. Les reportages concernant des voyages au-delà de la ligne Oder-Neisse ne sont pas très nombreux et concernent avant tout la Silésie. La publication de ce périodique, très tributaire de l'activité du directeur comme nous l'avons précisé, prit fin en 1981. Elle avait toujours soutenu l'idée d'une réunification de l'Allemagne, territoires perdus exclus.

La publication rhénane n'était pas la seule issue des milieux sociaux-démocrates. À Munich, *Die Brücke* fut publiée jusqu'en 2002 avec le soutien direct du SPD. Cet hebdomadaire fondé en 1946 se voulait, lui aussi, « pont avec la *Heimat*⁹³⁵ » et fut, sans l'afficher plus que cela, une sorte d'organe de la *Seliger-Gemeinde*, la communauté des sociaux-démocrates sudètes. Son audience dépassait largement celle d'*Ausgleich* et sa parution hebdomadaire ne tenait pas dans les seules mains de quelques responsables bénévoles. En conséquence, elle eut la possibilité de traiter de sujets bien plus nombreux son lectorat était de taille plus importante. À travers l'évolution de sa ligne rédactionnelle, on peut suivre l'évolution des conceptions du SPD sur l'*Ostpolitik*. Le tournant des années 1960 aux années 1970 est à cet égard très intéressant, puisque l'on peut lire des articles du député H. Hupka, celui-là même qui rejoint la CDU à cette époque⁹³⁶. S'agissant de la période postérieure, comparés à ceux d'*Ausgleich*, les sujets traités sont d'ordre moins généraux et les reportages plus nombreux, la plume moins militante, les invocations à la Prusse tout simplement absentes. La situation délicate entre milieux trop favorables aux associations de réfugiés et ceux les ayant définitivement diabolisés, eux et leur histoire, est aussi celle dans laquelle se trouve ce journal munichoïse qui s'adresse à tous mais, *de facto*, atteint et atteint en priorité les sociaux-démocrates sudètes, et, dans un second temps seulement, les sociaux-démocrates issus des provinces perdues, Silésie d'abord, Prusse orientale ensuite. Nous reviendrons plus loin sur le contenu de cette publication une fois le Mur tombé.

⁹³³ Bien loin de l'image de gauchistes des opposants au chancelier Schmidt à l'intérieur même du SPD, opposants qui finiront par (contribuer à) provoquer sa chute.

⁹³⁴ « *Idylliker* », « *Unzufriedene* », « *Sekten* », « *reformerische Kommunisten* », Matull, Wilhelm, éditorial, in *Ausgleich*, n° 7/8, 1979, p. 1.

⁹³⁵ « *Brücke mit der Heimat* », comme la *PAZ*.

⁹³⁶ La Fondation Friedrich Ebert détient une collection quasiment complète de cette publication.

D. Le tournant des années 1990

1. La CDU et le SPD face à la réunification qui s'annonce

En 1989, le bloc communiste amorce son démantèlement. Le gouvernement est-allemand tente par tous les moyens de se maintenir, mais sans l'aide de l'Union soviétique cela se révèle impossible. La population de RDA manifeste, le Mur tombe, un gouvernement non issu du SED (parti communiste de RDA) se met en place. Helmut Kohl, pourtant en situation difficile dans ce qui n'est encore que la RFA d'entre Rhin et Elbe, enchaîne les tournées triomphales entre Elbe et Oder mais également à l'est de l'Oder⁹³⁷. Les réactions sont parfois plus réservées en Pologne, le chancelier s'étant donné tant de temps pour confirmer ce dont le monde entier était si convaincu que beaucoup ignoraient même que la question suivante existât : la frontière orientale de la Pologne, d'un point de vue de droit international, suivait-elle bien l'Oder et la Neisse ? H. Kohl ayant, par son retard⁹³⁸, attisé les inquiétudes, ne les apaise pas immédiatement et donne ainsi l'impression aux associations de réfugiés qu'il avait fait son possible, mais que le prix à payer pour une réunification jusqu'à l'Oder était le renoncement aux territoires situés à l'est de la frontière orientale de la (désormais défunte) RDA. Certains Réfugiés, parmi les responsables les plus importants, H. Czaja par exemple, refusant de s'en prendre à leur chef rejettent l'exclusivité de la faute sur le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Hans-Dietrich Genscher⁹³⁹, dont le patronyme sert alors à fonder un nouveau vocable, celui de « *Genscherismus*⁹⁴⁰ ». Celui-ci, extrêmement péjoratif dans la bouche des dirigeants du *Bund der Vertriebenen*, désigne la politique qui vit la RFA obtenir des puissances victorieuses de la Seconde Guerre mondiale, lesquelles avaient toujours un droit de regard sur la situation de Berlin et de l'« Allemagne dans son ensemble », leur accord quant à une réunification rapide ; en échange l'Allemagne renonçait officiellement et définitivement à toute modification de la frontière occidentale de la Pologne. L'ouvrage publié par Czaja en 1996, quelques années à peine avant sa mort, ouvrage dont le titre demande si « on est en marche vers la plus petite Allemagne [de tous les temps]⁹⁴¹ », constitue un véritable testament politique ; c'est un précieux document qui montre quelles représentations dominaient chez les Réfugiés, du moins chez une partie de ceux-là. En effet, il

⁹³⁷ Schneider, Peter, *L'Allemagne dans tous ses états*, Grasset, Paris, 1991, 241 p.

⁹³⁸ Retard qui fut largement critiqué dans la mesure où il nuisait à l'image de la RFA sur la plan international notamment. On lui reprocha son juridisme. Voir, par exemple, Grosser, Alfred, « Etat et nation en Allemagne/ Réflexions avant l'unité », in Ménudier, Henri (sous la direction de), *L'Allemagne/De la division à l'unité*, Publications de l'Institut d'Allemand d'Asnières, 1991, p. 9-16, plus particulièrement p. 13. Peter Schneider parle, quant à lui, d'une « interminable ambiguïté », *op. cit.* p. 76.

⁹³⁹ Lesch, Markus, « Bei den Vertriebenen blieben die Lichter aus/Geraten sie in der Union an den Rand?/Czaja und Kohl », in *Die Welt*, 4 octobre 1990.

⁹⁴⁰ Czaja, Herbert, *Unterwegs zum kleinsten Deutschlands ?/Mangel an Solidarität mit den Vertriebenen/Marginalien zu 50 Jahren Ostpolitik*, Verlag Joseph Knecht, Francfort/Main, 1996, 1010 p., particulièrement partie I, « Die historische Schuld des Genscherismus », p. 695-733.

⁹⁴¹ *Ibid.*, « *Unterwegs zum kleinsten Deutschlands ?* »

faut bien préciser que Czaja était plutôt un modéré et que ses idées de *condominium*, notamment, sur la Silésie, sa région natale, privilégiaient une solution d'internationalisation de la région sous un régime accordant des droits extrêmement élargis aux minorités, qu'il refusait d'ailleurs de nommer ainsi, prônant l'utilisation du terme « *Volksgruppe*⁹⁴² », c'est-à-dire aux groupes ethniques ou ethno-culturels. Pendant des années, Czaja a élaboré des modèles qui rappellent ceux conçus dans la première partie du XX^{ème} siècle pour résoudre les problèmes de minorités en Europe centrale. Le problème fondamental que rencontrèrent les constructions du Silésien fut que la Pologne ne voulait à aucun prix en entendre parler, puisqu'elles remettaient en cause sa souveraineté, internationalement acceptée, sur ces territoires et que le gouvernement de RFA savait bien que ces constructions intellectuelles ne sauraient être considérées sérieusement par les Puissances. De plus, mises à part les associations de réfugiés et des franges très restreintes de la population allemande, plus personne ne pensait aux territoires de l'Est dans le cadre d'une potentielle réunification.

S'agissant de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, ses conceptions étaient bien moins conciliantes que celles de H. Czaja. Conformément à ses statuts, son objectif numéro un restait le rattachement de la province à l'Allemagne⁹⁴³.

Là où H. Kohl s'était engagé totalement dans le processus qui mena à la réunification⁹⁴⁴, non seulement comme chance historique, mais aussi comme argument électoral principal, avec un succès total⁹⁴⁵, le SPD sous la direction d'Oskar Lafontaine s'en tenait à des conceptions de l'Allemagne comme nation culturelle, de confédération, etc.⁹⁴⁶ Bref, comme le dit Peter Schneider, « aucune citation empruntée aux grands fondateurs d'après 1945 - Ernst Reuter, Kurt Schumacher - ne peut changer quelque chose à cette impression générale : le SPD avait renoncé depuis vingt ans à l'unité allemande. » Le SPD contrairement aux années 1970, époque à laquelle il semblait en avance sur son temps, accusait là un indéniable retard et restait figé sur sa vision postnationale, postulant que de l'unité étatique de l'Allemagne n'étaient sorties et ne pouvaient sortir que les pires choses. Cette vision postnationale d'une RFA, antithèse

⁹⁴² *Ibid.*, p. 889.

⁹⁴³ Voir *supra*, première partie II. A. 1.

⁹⁴⁴ Commettant, à cette occasion, des erreurs qui coûtèrent cher à l'Allemagne, comme l'échange des marks de l'Est à un taux plus qu'avantageux pour les nouveaux citoyens de RFA.

⁹⁴⁵ Non seulement aux dépens du SPD, complètement désemparé par la réunification qui s'annonçait, réunification que le parti social-démocrate ne voulait pas, mais également aux dépens des *Republikaner*, parti catalogué à l'extrême-droite, rencontrant, à cette époque, un certain succès électoral, mais dont la politique de H. Kohl, visant une réunification très rapide, réduisit tous les espoirs électoraux. Le succès de la CDU fut obtenu, en partie, grâce à « l'interminable ambiguïté » dénoncée par Schneider comme une instrumentalisation condamnable de ce qui n'aurait jamais dû poser question, *op. cit.*, p. 76.

⁹⁴⁶ Winkler, Heinrich August *Histoire de l'Allemagne XIX^e-XX^e siècle/Le long chemin vers l'Occident*, Fayard, Paris, 2005, Chapitre 5 « L'unité dans la liberté (1989-1990) » p. 865-988, et plus particulièrement sur les positions d'Oskar Lafontaine, alors dirigeant en chef du SPD, p. 908 et 961. Citons ici également Gilbert Merlio : « La réunification de 1989 allait être l'occasion d'une mobilisation en quelque sorte à contresens de l'idée de *Kulturnation*. Les mêmes qui, à l'instar de Günter Grass, y voyaient le garant d'une certaine unité allemande, en tirèrent alors argument pour plaider contre l'unification. Les malheurs passés de l'Allemagne venaient selon eux d'un Etat national unifié qu'il fallait se garder de reconstituer. La division était une juste punition de l'Holocauste. L'Allemagne devait rester une nation culturelle répartie en plusieurs Etats pour ne pas retomber dans ses errements passés. », Merlio, Gilbert, « *Kulturnation* et lieux de mémoire littéraires », p. 99-117 (ici p. 105), in Demesmay, Claire et Stark, Hans, *Qui sont les Allemands ?* Presses Universitaires du Septentrion, Lille, 2006, 326 p.

et rédemption du nazisme, était très largement répandue. Notamment, et ce plus ou moins consciemment, dans les milieux intellectuels⁹⁴⁷, ainsi Günter Grass privilégiait « deux Etats issues d'une même histoire et d'une seule nation culturelle, (...) deux Etats confédérés au sein de la maison européenne⁹⁴⁸ », vision omniprésente chez les historiens également, aussi bien conservateurs que sociaux-démocrates, c'est, en tout cas, l'analyse paradoxale que fait Edouard Husson des positions défendues par ce qu'il convient d'appeler les deux camps lors de la « querelle des historiens ». À cette occasion, au cœur des années 1980, on s'affronta pour savoir quelle interprétation donner au nazisme⁹⁴⁹. Quoiqu'il en soit, le SPD, malgré le retour de Willy Brandt au premier plan, ne sut s'insérer dans le mouvement de l'histoire. Il faut préciser que les idées qui dominaient en son sein étaient bien loin de celles de son ancien président et mentor. On ne renonçait nullement à une réunification à venir, mais partait du principe qu'elle ne pourrait se faire qu'avec la RDA et que, pour ne pas anéantir toute chance de la réaliser un jour, il fallait entretenir des relations avec l'autre Etat allemand. Cela permettrait, par ailleurs, que la conscience de la nation divisée en deux états ne disparaisse pas, ou le moins possible⁹⁵⁰. Brandt raisonnait en termes nationaux, ce qui permettait aux cercles de réfugiés au sein de la sociale démocratie, raisonnant dans les mêmes termes, de se reconnaître dans sa politique à l'Est. Cette politique représentait, certes, une évolution majeure par rapport à celle de Kurt Schumacher, mais, tout autant, se différenciait profondément du consensus postnational régnant dans la RFA des années 1980 ; or, comme le précise Constance Grewe, « il a toujours existé au sein du SPD un courant plutôt national ou nationaliste qui n'aurait pas voulu abandonner l'idée de réunification⁹⁵¹. »

2. Les deux grands partis populaires et les traités de réunification

Le premier traité qui scellait l'unification de la RFA et de la RDA, la seconde disparaissant par là-même, est signé par les deux Etats en question et par les quatre puissances « tutélaires » depuis 1945 : Union soviétique, Etats-Unis, Grande-Bretagne et France. Il fut nommé traité « 4+2 » par les Puissances et « 2+4 » en RFA⁹⁵². Après une méfiance initiale forte en Grande-

⁹⁴⁷ Le Rider, Jacques, « Retour à la normalité de la nation allemande ? », in Ménudier, Henri (sous la direction de), *L'Allemagne/De la division à l'unité*, Publications de l'Institut d'Allemand d'Asnières, 1991, p.17-43, plus particulièrement p. 17 : « Avoir tiré les leçons de l'histoire, pour les Allemands de RFA, consiste le plus souvent à professer une grande méfiance envers l'idée d'Etat national, et à proclamer que la subdivision en plusieurs ensembles étatiques faisait l'affaire des Allemands eux-mêmes, et *a fortiori* de tous les Européens. »

⁹⁴⁸ Winkler, Heinrich August *Histoire de l'Allemagne XIX^e-XX^e siècle/Le long chemin vers l'Occident*, Fayard, Paris, 2005, p. 905.

⁹⁴⁹ Husson, Edouard, *Comprendre Hitler et la Shoah/Les historiens de la République fédérale d'Allemagne et l'identité allemande depuis 1949*, Presses Universitaires de France, Paris, 2000, 306 p.

⁹⁵⁰ S'agissant de l'*Ostpolitik* du chancelier Brandt et de la RFA en général, voir Martens, Stephan, *La politique à l'Est de la République fédérale d'Allemagne depuis 1949/Entre mythe et réalité*, PUF, Paris, 1998, 241 p.

⁹⁵¹ Grewe, Constance, « Aspects externes et internes de l'unité », in Ménudier, Henri (sous la direction de), *op. cit.*, p. 59.

⁹⁵² Voir Fritsch-Bournazel, Renata, *Europa und die deutsche Einheit*, Verlag Bonn Aktuell, Bonn, 1990, 280 p., ici p. 141.

Bretagne et en France, un soutien de la part de l'allié d'Outre-Atlantique, peu concerné par les craintes des pays européens d'un bouleversement de l'équilibre continental, et une collaboration soviétique ressemblant plutôt à un suivisme financé, la RFA faisant là usage de sa « diplomatie du carnet de chèque » qui permit d'accélérer sinon d'obtenir bien des choses, le processus de réunification fut engagé. Ce traité est la concrétisation de quarante ans de politique étrangère et plus particulièrement d'*Ostpolitik* en RFA. Adenauer avait œuvré pour que l'Allemagne puisse abandonner son statut d'objet de la politique internationale, Brandt, pour sa part, avait pour objectif de sortir la RFA de son isolement en la rendant actrice puis pionnière en matière de détente⁹⁵³ ; enfin, Kohl, gérant l'héritage de ses deux illustres prédécesseurs et précurseurs, saisit l'occasion de procéder à la réunification des deux Etats allemands, la RFA ayant, par l'attractivité de son modèle, provoqué la perte de la RDA comme Adenauer l'avait prévu, la conscience de la germanité commune des deux Etats ayant été d'autre part préservée grâce à la politique d'échange et d'ouverture avec l'Est instaurée par W. Brandt qui permit que RFA et RDA ne deviennent pas tout à fait étrangères l'une à l'autre.

La CDU, alors au pouvoir, à l'image du chancelier, se découvrit donc : disant oui à la réunification, bien entendu, mais non à une remise en cause de la ligne Oder-Neisse. On repoussa, certes, un temps l'inéluctable reconnaissance, Kohl affirmant que l'on ne pourrait statuer définitivement sur les frontières qu'une fois le peuple allemand réunifié et libre de s'exprimer. Les négociations sur le traité 4+2 arrivées à leur terme, la réunification put avoir lieu. Le traité, bien que conclu par la RFA et la RDA, engageait l'Allemagne réunifiée (quelle que fût la forme étatique que celle-ci prendrait, même s'il était établi que la RDA intégrerait la RFA), une précision expressément apportée par la lettre dudit traité (article huit⁹⁵⁴). L'article 1 du traité stipule :

- que l'Allemagne réunifiée aura pour territoire ceux de la RFA et de la RDA ainsi que Berlin dans son ensemble,
- que l'Allemagne et la Pologne confirment leur frontière commune dans un traité,
- que l'Allemagne n'a de revendications territoriales vis-à-vis d'aucun autre pays et qu'elle n'en aura pas à l'avenir,
- que l'Allemagne réunifiée modifiera le préambule et ôtera de sa Constitution les articles 23 et 146 alinéa 2 de la Loi fondamentale de la RFA qui prévoyaient les possibilités de reconstitution territoriale de l'Allemagne dans ses frontières de 1937 et donnait la réunification pour objectif à l'Etat allemand.

⁹⁵³ Fritsch-Bournazel, Renata, *L'Allemagne/Un enjeu pour l'Europe*, Editions Complexe, Bruxelles, 1987, p. 56.

⁹⁵⁴ « Vertrag über die abschließende Regelung in bezug auf Deutschland vom 12. September 1990 [A] mit vereinbarter Protokollnotiz [B] zum Abschluß der Zwei-plus-Vier-Gespräche in Moskau » ; (« Zwei-plus-Vier-Vertrag »), in *Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung* du 14 Septembre 1990, n° 109, p. 1153-1156, Politisches Archiv des Auswärtigen Amtes, Vertragsarchiv, version allemande du « traité portant règlement définitif concernant l'Allemagne », dit « traité 4+2 ».

On le voit, le dernier article dans son ensemble ne pouvait qu'être rejeté par les associations de réfugiés. Il le fut également par quelques députés au *Bundestag*, membres, à l'époque du moins, du groupe CDU/CSU, qui votèrent contre la ratification de ce traité, mais également contre celle du traité d'unification⁹⁵⁵ et, plus globalement, contre tous les dits traités de réunification⁹⁵⁶. Le député Ottfried Hennig, alors président de la *Landsmannschaft Ostpreußen* soutint son parti plutôt que sa *Landsmannschaft*⁹⁵⁷. À nouveau, comme au début des années 1970, la question de la loyauté se posa. À nouveau, chacun suivit ce que lui dicta sa conscience, ou son intérêt politique propre, ou les deux à la fois. Quoi qu'il en soit, O. Hennig, Prussien oriental éminent et charnière avec la CDU, dont il dirigeait le groupe du Schleswig-Holstein, vota en faveur de la ratification et, dès lors, fut poursuivi par ceux des Prussiens orientaux pour qui il avait commis une véritable trahison : acquiescer à la « *Preisgabe eines Viertels Deutschlands* », « 'bradage' d'un quart de l'Allemagne⁹⁵⁸ » (expression qui devint alors récurrente dans le discours des dirigeants du *Bund der Vertriebenen*) et, ce faisant, de sa propre *Heimat*. Les attaques qu'il subit étaient, selon ses propres mots « outrageantes » et « à faire se dresser les cheveux sur la tête⁹⁵⁹ ».

Le traité 4+2 prévoyait la signature d'un traité de bon voisinage avec la Pologne. Les négociations furent entreprises rapidement et, arrivées à leur terme, elles furent l'objet d'un vote de ratification au *Bundestag*, qui vit une minorité faible en nombre s'opposer, à nouveau, à la ratification de ce texte. À l'extérieur du Parlement, il se trouva certains dirigeants de la CDU (Alfred Dregger par exemple⁹⁶⁰) et de la CSU pour dire, devant des assemblées de Réfugiés et notamment celle des Prussiens orientaux, que certains points de ces négociations devaient être « *nachgebessert* », « améliorés⁹⁶¹ », sans vraiment préciser en quoi. La démarche visait à retarder le moment où l'on révélerait à cette fidèle clientèle politique que ce qu'on appelait traditionnellement ses « *berechtigte Anliegen* », « revendications légitimes », en matière territoriale, étaient simplement caduques⁹⁶² et qu'avaient perdu toute utilité les milliers de

⁹⁵⁵ Brauburger, Stefan, « Einigungsvertrag », in Weidenfeld, Werner, Korte, Karl-Rudolf, *Handwörterbuch zur deutschen Einheit*, Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 1991, p. 269 : 14 députés de la CDU/CSU votèrent contre le texte du traité. Leur critique concernait, notamment, la conception qui veut que la réunification de l'Allemagne soit achevée.

⁹⁵⁶ Il y eut, également, un « *Grenzbestätigungsvertrag* », « traité de confirmation de la frontière », conclu entre Allemagne et Pologne, comme le prévoyait le traité 4+2.

⁹⁵⁷ Landsmannschaft Ostpreußen e.V., *50 Jahre Landsmannschaft Ostpreußen 1948-1998*, Hambourg, 1999 (2^{de} édition révisée, 1^{ère} parution : 1998), p. 50-51.

⁹⁵⁸ On retrouve cette expression dans les discours de Wilhelm von Gottberg, les ouvrages d'Herbert Czaja, etc.

⁹⁵⁹ « *Ehrenrührig* », « *Haarsträubende Beleidigungen* », anonyme, « Hennig gibt Sprecheramt bei Vertriebenen ab », in *Die Welt*, 11 septembre 1990.

⁹⁶⁰ Voir anonyme, « Treffen der Ostpreußen und Banater Schwaben », in *Welt am Sonntag*, 19 mai 1991.

⁹⁶¹ *Ibid.*

⁹⁶² Voir Anonyme, « Vertriebene fordern Änderung des deutsch-polnischen Freundschafts-Vertrages/Windelen: Land jenseits von Oder und Neiße bleibt deutsch/Scharfe Attacken gegen Bundesaußenminister Genscher/SPD wendet sich gegen Aufrechnung », in *Frankfurter Rundschau*, 21 mai 1991. Un état de fait pourtant largement accepté en RFA. Theodor Schieder déclarait, par exemple, que les déplacements de population avaient créé des situations de fait accompli qui rendaient les prétentions et positions juridiques (quant aux territoires de l'Est) sans objet, et que le *Friedensvertragsvorbehalt* (clause du traité de paix) était devenu irréaliste, qu'il était devenu « une coquille vide » (« *eine leere Worthülse* »), p. 3, in Schieder Theodor, « Ostpreußen in der deutschen Geschichte », p. 1-15, in Rothe, Hans, *Ostdeutsche Geschichts- und Kulturlandschaften/Teil II : Ost- und Westpreußen*, Böhlau Verlag, Cologne, Vienne, 204 p. Schieder fut un historien majeur de RFA, il fut chargé par le gouvernement de

pages de considérations juridiques, tout à fait sérieuses sur un plan resté théorique⁹⁶³, justifiant ces revendications. Un état de fait que quelques chrétiens-démocrates extrêmement isolés se refusaient toujours à voir ou à reconnaître publiquement⁹⁶⁴, invitant à prendre exemple sur les Japonais et leur volonté de ne pas renoncer aux îles Kouriles occupées par l'Union soviétique/la Russie depuis 1945⁹⁶⁵. W. Brandt avait déclaré, au début des années 1970, qu'avec les traités avec l'Est, on n'avait renoncé à rien qui n'ait déjà été perdu, opinion rejetée à l'époque et assimilée à un blasphème par les associations de réfugiés. Ces dernières finirent par devoir pourtant s'y ranger, n'ayant pas voulu voir que leur position était devenue intenable dans l'Allemagne et le monde des années 1990. Avec l'historien Heinrich August Winkler, formulons ce constat :

en 1990 tous ceux qui avaient affirmé sans se lasser l'existence d'une citoyenneté allemande unique et le droit à l'autodétermination et à l'unité nationale étaient en droit de prétendre que leur opiniâtreté avait porté ses fruits. En revanche, réclamer une Allemagne dans ses frontières de 1937 ne pouvait que faire obstacle à la réalisation de ce qui était possible : après 1990, il ne fut plus guère question de cet aspect fâcheux de la position conservatrice⁹⁶⁶.

Ces problèmes, le SPD les avait connus au début des années 1970, subissant quelques défections retentissantes. Vingt ans après, ses soucis étaient bien différents. Du statut de précurseur, il devint spectateur ou plus exactement suiveur. Il accompagna, non sans peine, un mouvement qui lui déplaisait dans sa nature même. On vota donc, côté social-démocrate, en

RFA en 1954 de la direction d'un projet de grande ampleur de documentation des expulsions des Allemands après le second conflit mondial. Ces travaux, dont quelques parties seulement furent à l'époque publiées (dont le *Journal de Prusse orientale* de Hans von Lehndorff, voir *infra* dans cette partie « II. Le retour de la thématique des expulsions dans l'espace public »), ont été intégralement publiés en édition de poche entre 1995 et 2009 : Bundesministerium Für Vertriebene, *Dokumentation der Vertreibung der Deutschen aus Ost-Mittleuropa*, Edition complète en huit volumes, dtv, 5328 p. S'agissant de la place de ce projet de documentation dans la culture mémorielle de RFA, voir Beer, Mathias, « Die Dokumentation der Vertreibung der Deutschen aus Ost-Mittleuropa (1953-1962)/Ein Seismograph bundesdeutscher Erinnerungskultur », in Gauger, Jörg-Dieter, Kittel, Manfred, (sous la direction de), *Die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten in der Erinnerungskultur*, Fondation Konrad-Adenauer et Institut d'histoire du temps présent (Berlin-Munich), 2005, 146 p., www.kas.de, p. 17-35. S'agissant de la controverse autour de la personnalité de Schieder, voir Freie Universität Berlin, Arbeitsstelle für vergleichende Gesellschaftsgeschichte, discussion du 9 juin 1997, « Die Volksgeschichte der NS-Zeit: Vorläuferin der Sozialgeschichte der Bundesrepublik ? Werner Conze und Theodor Schieder in der Diskussion », rapport des débats ayant eu lieu lors de la conférence tenue à l'Université libre de Berlin, rédigé par Klimo, Arpad, <http://hsozkult.geschichte.hu-berlin.de/beitrag/TAGBER/nszeit.htm>.

⁹⁶³ StICKLER, M., *op. cit.*, p. 435 : « *Kritisch wird man erkennen müssen, daß sich die organisierten Vertriebenen, und hierbei insbesondere viele ihre Führer, in einen Kokon von Rechtspositionen eingewoben hatten, die zwar akademisch-völkerrechtlich einwandfrei waren, man darüber jedoch die Realisierbarkeit völlig aus dem Auge verloren hatte. So verfügte der BdV zwar theoretisch über hervorragend begründete Rechtstitel, diese nützten ihm jedoch nichts, da sie nach außen machtpolitisch nicht durchsetzbar waren und sich innenpolitisch die Mehrheit der Deutschen, aber auch die Mehrheit der Vertriebenen selbst bzw. deren Nachkommen, mit dem Verlust der Ostgebiete abgefunden hatte.* » « D'un point de vue critique, il faudra reconnaître que les réfugiés organisés et, en l'espèce, tout particulièrement leurs dirigeants, s'étaient tissés un cocon de positions juridiques, qui d'un point de vue juridico-universitaire étaient certes inattaquables, mais dont on avait totalement perdu de vue la faisabilité. Ainsi le BdV disposait-il de titres de propriété on ne peut mieux fondés, mais ceux-ci ne lui servaient de rien, puisque, vis-à-vis de l'extérieur, il était politiquement impossible de les faire valoir et que, d'un point de vue politique restreint à la RFA, la majorité des Allemands, et même la majorité des réfugiés eux-mêmes ou de leurs descendants, s'étaient faits à la perte des territoires de l'Est. »

⁹⁶⁴ C'était le cas par exemple de Heinrich Wendelen, ancien ministre fédéral et un des rares députés à avoir voté contre la ratification des traités de réunification, déclarant que les territoires de l'Est restaient allemands, malgré tout. Voir Sommer, Stefan, « 100 000 kamen zum Deutschlandtreffen der Ostpreußen/'Der Heimat verpflichtet' », in *Rheinische Post*, 21 mai 1991.

⁹⁶⁵ Anonyme, « Hennig gibt Sprecheramt bei Vertriebenen ab », in *Die Welt*, 11 septembre 1990.

⁹⁶⁶ Winkler, Heinrich August, *op. cit.* p. 986.

faveur de la ratification de chacun des traités de réunification, sans avoir eu directement part à la rédaction ou aux négociations puisque le SPD se trouvait dans l'opposition. Même le FDP, parti pourtant de bien moindre importance, tint un rôle bien plus notable puisque son chef, Hans-Dietrich Genscher, mena personnellement, en tant que ministre des Affaires étrangères de la RFA, les tractations avec les différents partenaires. C'est d'ailleurs son nom qui apparaît pour la RFA sur le traité 4+2. Il faut préciser que la position du SPD était politiquement délicate : il s'était engagé dans un dialogue avec les pays de l'Est qui prenait parfois l'aspect d'une « collaboration » et comme l'affirme Heinrich August Winkler : « S'agissant du SPD, il ne pouvait plus être question dans les années 80 d'un soutien aux aspirations de l'Europe de l'Est à la liberté⁹⁶⁷. » De plus, dans l'opposition, le parti voyait le gouvernement poursuivre une politique que l'Allemagne entière approuvait, très majoritairement en tout cas, et contre laquelle les arguments lui manquaient cruellement.

Contrairement au tournant des années 1970, celui des années 1990 ne fut pas le cadre d'une réelle polarisation entre ceux qui soutenaient la politique allemande du gouvernement de RFA (celle qui concernait la réunification) et ceux qui s'y opposaient. Entre le chancelier Kohl qui saisit cette chance historique et ceux qui voulaient prendre le temps, ce fut clairement le premier qui l'emporta, car il fut à cette occasion celui qui réussit à suivre « la musique de l'histoire ». On ne rejoua donc pas les scènes de débats parlementaires enflammés du début des années 1970. Bien au contraire, la réunification fut unanimement applaudie⁹⁶⁸.

⁹⁶⁷ Winkler, Heinrich August, *op. cit.*, p. 986.

⁹⁶⁸ À l'exception de quelques députés conservateurs qui n'entendaient pas renoncer aux frontières de 1937.

II. Le retour de la thématique des expulsions dans l'espace public. Une révolution culturelle

Nous entendons le terme « révolution » à la fois dans son sens de « bouleversement » et de « tour complet », de « retour au point de départ » (au sens que l'astronomie donne à ce terme), la résurgence mémorielle que nous allons traiter revêtant ces deux caractères.

Passée la ratification des traités scellant et accompagnant la réunification, on assista à une phase de stabilisation de quelques années dans la relation qu'entretenaient les *Volksparteien* avec les associations de réfugiés. La CDU, de par son cours réaliste et son action pour une réunification jusqu'à l'Oder et pas plus loin, avait provoqué la colère, sinon la défiance, des *Landsmannschaften*. Certaines personnalités (par exemple Alfred Dregger⁹⁶⁹, figure importante de la CDU, présent à l'époque à de nombreuses manifestations et réunions de la *Landsmannschaft Ostpreußen*) tentaient de faire perdurer la bonne entente construite sur des engagements flous et des principes très généraux, avec, désormais, une force de conviction entamée. Certains hommes politiques, acquis à la cause des Réfugiés, finirent par quitter la CDU ou la CSU ce qui, assez rapidement, pour ceux qui étaient députés, signifia la fin de leur carrière au *Bundestag*. Citons Ortwin Lowack, silésien d'origine, qui créa un nouveau parti dont le succès resta, au mieux, local. Quant aux autres députés Réfugiés, leur carrière parlementaire prit fin la plupart du temps au milieu des années 1990 (Herbert Czaja, par exemple).

La CDU avait tout intérêt à garder le potentiel d'électeurs Réfugiés, même si celui-ci diminuait année après année, au fur et à mesure que les expulsés de l'après-guerre disparaissent. Pourtant, le changement était bien trop important pour qu'on puisse simplement l'ignorer. On décida donc de réduire l'activité développée à l'intention des milieux Réfugiés. Ainsi fut supprimée, en 1992, la section indépendante du « service de l'Union pour l'Allemagne⁹⁷⁰ » (le service de presse de la CDU, portant le sigle DUD), intitulée « Nouvelles et commentaires de 'l'Allemagne dans sa globalité⁹⁷¹' », qui relayait nombre d'informations, parfois reprises dans le DUD général, sur les territoires de l'Est et ceux de RDA, dans une présentation très proche de celle du *Bund der Vertriebenen*. Y publiaient des personnalités Réfugiés elles-mêmes, ou bien les membres de la CDU les plus engagés dans la question de la réunification et dans la question nationale. L'OMV, il s'agit, rappelons-le, de l'*Ost- und Mitteldeutscher Vereinigung*, association

⁹⁶⁹ Dregger était, à l'instar de Franz-Josef Strauß ou de l'historien Michael Stürmer (ce dernier ayant joué un rôle dans la « querelle des historiens », voir première partie II. A. 3.), de ceux qui, dans les années 1980, affirmaient que « les Allemands doivent perdre leur mauvaise conscience liée au passé, au profit d'un consensus nourri par un sentiment d'identité nationale qui, lui-même, ne saurait être fondé que sur une conscience historique postulant et revendiquant la continuité de l'histoire allemande », une position qui ne pouvait que plaire aux Réfugiés, Hassner, Pierre, « L'Allemagne dans les relations Est-Ouest », in *Revue française de science politique*, n° 3, 1987, p. 309-319, ici p. 310.

⁹⁷⁰ « *Deutschland Union Dienst* » (DUD).

⁹⁷¹ « *Gesamtdeutsche Nachrichten und Kommentare* ». On retrouve ces publications dans leur intégralité à la bibliothèque de la Fondation Konrad Adenauer.

des originaires d'Allemagne de l'Est et d'Allemagne centrale, c'est-à-dire des territoires à l'est de l'Oder-Neisse et des régions constituant, jusqu'en 1990, la RDA, perdura également. Cependant, bien des membres de cette organisation ne la quittèrent pas pour une unique raison : ils ne disposaient d'aucune *Heimat* politique alternative crédible et ne pouvaient donc quitter la CDU sans quasiment quitter, *de facto*, le monde politique. Fut également conservé le groupe de travail des réfugiés et expulsés du groupe parlementaire CDU, seul réel relais des revendications des Réfugiés au *Bundestag*.

Le SPD ne vit dans le déroulement des premières années qui suivirent la réunification aucune raison de changer d'attitude quant aux réfugiés de 1945, à leurs associations et à leur histoire. Ces questions n'occupaient pas les sociaux-démocrates qui, contrairement aux chrétiens-démocrates, n'avaient pas à prendre en compte cette population aux exigences dérangeantes. Celle-ci ne constituait plus une clientèle potentielle depuis longtemps et son destin était encore très largement passé sous silence en RFA. Par conséquent, s'il était question d'elle au sein du SPD, c'était uniquement pour condamner ses associations quand c'était possible et/ou nécessaire, ou alors, il n'en était (spécifiquement) question qu'au sein de la *Seliger-Gemeinde*, seul véritable milieu Réfugiés au sein du SPD, en conséquence, jusqu'à l'arrivée du sujet du Centre contre les expulsions, il n'était jamais question des réfugiés et de leurs régions d'origine dans l'organe officiel du SPD, le célèbre *Vorwärts*, fondé en 1876⁹⁷². La *Seliger-Gemeinde* continue, d'ailleurs, aujourd'hui encore (bien que sous une forme nettement diminuée), à publier l'hebdomadaire *Die Brücke* dont la rédaction se trouve à Munich et qui fonctionne, avant tout, comme un lien parmi les sociaux-démocrates qui se reconnaissent comme issus de Bohême ou descendants de Sudètes. Leur situation est assez particulière puisque, contrairement aux Silésiens et autres Prussiens orientaux, l'idée de réunification ne concernait pas leurs régions d'origine⁹⁷³. La ligne éditoriale de la publication en question était certes sociale-démocrate, mais elle était moins à gauche que celle du parti, position renforcée (au plus tard) au début des années 1980, lors de la chute d'Helmut Schmidt. Le SPD soutint financièrement *Die Brücke* jusqu'en 2002, date à laquelle la publication cessa. Elle reprit deux années plus tard, mais sous la forme de feuilles volantes n'ayant rien de commun avec l'hebdomadaire très soigné du passé. Nous reviendrons un peu plus loin sur cette nouvelle *Brücke*, représentante d'un courant resté minoritaire au sein du SPD, notamment sur la question du Centre contre les expulsions.

Quant au « référent pour les questions des expulsés et des réfugiés au comité directeur du SPD⁹⁷⁴ », c'est un poste qui, sous la forme qu'il pouvait avoir jusqu'au années 1970, n'existait plus depuis longtemps. S'agissant de réfugiés au SPD, ceux dont il est question depuis cette

⁹⁷² L'intégralité des éditions de cette publication est consultable à la Fondation Friedrich Ebert à Bonn.

⁹⁷³ Dans l'esprit de la Loi fondamentale de 1949, n'étaient concernés par cette idée que les territoires appartenant au *Reich* allemand au 31 décembre 1937.

⁹⁷⁴ *Referent für Vertriebenen und Flüchtlingsfragen beim Parteivorstand der SPD*. Poste occupé au début des années 1970 par Hans Stephan, social-démocrate d'origine silésienne. Sa biographie est disponible sur le site internet de la Fondation Friedrich Ebert, www.fes.de. Il fut un collaborateur d'*Ausgleich*.

époque, ne sont pas ceux de 1945. Ceux-là sont nommés, rappelons-le, « *Altvertriebenen* », « anciens réfugiés⁹⁷⁵ ».

Mais, à partir de la moitié des années 1990, la situation changea, non pas d'abord dans les milieux de la politique, mais dans l'espace public en général, ce qui força les deux grands partis populaires à revoir leur attitude, non seulement quant à l'histoire des expulsés et des expulsions mais également, pour le SPD tout particulièrement, à revoir leur relation avec le *Bund der Vertriebenen* et les associations qui le constituent.

La résurgence mémorielle dont il est question ici ne trouve pas sa source dans les actions de communication des associations de réfugiés, qui ne s'adressaient, de fait, qu'à leur clientèle propre, celle qui constituait ce qu'on appelait le « ghetto Réfugiés ». Ce sont les déplacements forcés de population albanaise au Kosovo qui furent le détonateur de ce retour subit des expulsions de 1945 dans l'actualité de RFA. Ce retour fut facilité et amplifié par le fait que la génération qui avait vécu ces événements arrivait/arrive à la fin de son existence et qu'un certain nombre de ses représentants éprouvent, aujourd'hui, le besoin pressant de s'exprimer sur leur histoire. Cette résurgence fut également facilitée par le fait que la question territoriale est purgée depuis 1990, et que parler des territoires perdus et de Fuite et expulsion n'est plus automatiquement synonyme d'exprimer des revendications territoriales.

On assista donc à la fin d'une sorte de tabou qui n'avait cependant jamais été total. Parler de ces sujets n'était pas de bon ton, l'opprobre était d'autant plus fort que ceux-ci avaient été instrumentalisés et quasi confisqués par des mouvements soupçonnés, le plus souvent à juste titre, de nationalisme.

Les associations de réfugiés, concernant le destin de ceux qu'elles représentent, ou disent représenter⁹⁷⁶, parlent d'un tabou qui longtemps frappa leur destin et/ou leurs régions d'origine. Cette affirmation ne doit pas être écartée d'emblée. Cependant, si le terme de « tabou » est probablement trop fort⁹⁷⁷, le sujet n'était, *a priori*, plus politiquement correct depuis la fin des années soixante⁹⁷⁸. Il n'était toutefois pas impossible de l'aborder, même en dehors du ghetto Réfugiés. La RFA en vit des illustrations frappantes⁹⁷⁹, celles qui ne traitaient

⁹⁷⁵ En 1974, le groupe de travail sur les réfugiés fut d'ailleurs fondu dans celui consacré aux « seniors », voir Kittel, Manfred, *Vertreibung der Vertriebenen/Der historische deutsche Osten in der Erinnerungskultur der Bundesrepublik (1961-1982)*, Schriftenreihe der Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte, Oldenbourg, Munich, 2007, p. 174. Un pas semblable n'est pas loin d'avoir été franchi également par la CDU-NRW aujourd'hui, puisque l'administrateur de l'union des seniors et de l'organisation des Allemands de l'Est et du Centre dans la CDU est une seule et même personne, Heinz Soth que nous pûmes rencontrer le 7 décembre 2006 au siège de la CDU à Düsseldorf.

⁹⁷⁶ Voir *supra*, première partie, I. A. et B.

⁹⁷⁷ C'est en tout cas l'avis de l'historien Hans-Ulrich Wehler : « *Der Begriff Tabu ist zu stark* », « Le concept de tabou est trop fort », in Pieper, Dietmar, Wiegrefe, Klaus, « Spiegel-Gespräch, 'Die Debatte wirkt befreiend'/Der Historiker Hans-Ulrich Wehler über die verspätete Aufarbeitung von Leid und Elend der Vertriebenen. », in *Der Spiegel* n° 13, 2002, p. 61-64, ici p. 61.

⁹⁷⁸ Il était d'autant plus difficile d'aborder ce sujet que les écrivains allemands avaient dû après la Seconde Guerre mondiale mettre leur propre langue « en examen ». Voir Schlaffer, Heinz, *La brève histoire de la littérature allemande*, Editions de la maison des sciences de l'homme, 2004, p. 124.

⁹⁷⁹ Sur la place de la Prusse orientale dans la littérature allemande depuis 1918, voir Miroslaw Ossowski, « Ostpreußen in der deutschen Literatur nach 1945 », p. 40-55, in *Heimat in Europa/Beiträge der internationalen*

pas la question à des fins (par trop) politiques ou revanchardes. Ainsi en est-il des romans de Günter Grass, *Le Tambour*, par exemple, dans lequel le Dantzig d'avant le second conflit mondial revit littéralement⁹⁸⁰. Une autre des premières œuvre de ce type, à la fois grand succès de librairie et consacrée aux territoires perdus, fut le *Ostpreußisches Tagebuch, Journal de Prusse orientale*⁹⁸¹, du Comte Hans von Lehndorff qui, en 1961/1962, l'année de sa publication, se vendit à près de 200 000 exemplaires⁹⁸². L'auteur y contaït son expérience de médecin en Prusse occidentale et orientale entre 1945 et 1947, c'est-à-dire lorsque Soviétiques et Polonais prirent possession de ces territoires. Le succès de librairie perdue aujourd'hui encore. Si l'on veut se procurer l'ouvrage il n'est généralement pas nécessaire de le commander. Il fait partie des stocks permanents de bien des libraires allemands. Citons également certains des romans et nouvelles de Siegfried Lenz : *So zärtlich war Suleyken, Si douce était Suleyken*⁹⁸³, recueil de nouvelles paru en 1955, ainsi que la plus célèbre de ses œuvres intitulé *Heimatmuseum*⁹⁸⁴, dans lequel sont autant célébrés la mémoire de la Mazurie d'avant-guerre que l'instrumentalisation qu'en firent (qu'en font) les responsables de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, à l'image des autres associations de réfugiés, d'ailleurs. Ce roman et le succès qu'il connut, motivant d'ailleurs une adaptation pour la télévision, sont d'autant plus intéressants que la parution remonte à l'année 1978, époque à laquelle le tabou frappant la question des territoires perdus existait déjà depuis une dizaine d'années. On peut également évoquer l'œuvre d'Arno Surminski qui prend la Prusse orientale comme sujet ou comme décor en laissant une remarquable impression d'authenticité et de sobriété, le but avoué de l'auteur étant de faire vivre une mémoire et non d'attiser quelque idée de revanche que ce soit. Son roman le plus célèbre se nomme *Jokehnen/Chronique d'un village des confins allemands*⁹⁸⁵. Il a paru en 1974, mais l'auteur continue à publier des ouvrages de façon régulière⁹⁸⁶. Son dernier en date, *Die Vogelwelt von Auschwitz, Les oiseaux d'Auschwitz*, paru en 2008, fait exception et prend pour toile de fond Auschwitz⁹⁸⁷. Notons que ces œuvres ont toutes une dimension autobiographique forte, notamment celles de S. Lenz et G. Grass, auteurs reconnus et notoïrement engagés au côté du SPD et de Willy Brandt, à l'époque où celui-ci était chancelier, mais aussi celle de Surminski qui survécut à la fuite, contrairement à ses parents, et *a fortiori* celle de H. von Lehndorff, qui est un véritable

Konferenz/Literatur, Werte und Europäische Identität (II.), Dantzig, 23-26 Octobre 2003, Konrad-Adenauer-Stiftung, Varsovie, 105 p.

⁹⁸⁰ Ce roman, adapté par la suite pour le cinéma par Volker Schlöndorff, fait partie de la « Trilogie dantzigoise », cycle paru entre 1959 et 1963. Grass, Günter, *Die Blechtrommel*, DTV, Munich, 1993, 731 p.

⁹⁸¹ Von Lehndorff, Hans Graf, *Ostpreußisches Tagebuch*, Biederstein, Munich, 1961, 304 p.

⁹⁸² Beer, Mathias, « Die Dokumentation der Vertreibung der Deutschen aus Ost-Mitteleuropa (1953-1962)/Ein Seismograph bundesdeutscher Erinnerungskultur », in Gauger, Jörg-Dieter, Kittel, Manfred, (sous la direction de), *Die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten in der Erinnerungskultur*, Fondation Konrad-Adenauer et Institut d'histoire du temps présent (Berlin-Munich), 2005, 146 p., www.kas.de, p. 17-35, ici p. 28.

⁹⁸³ Lenz, Siegfried, *So zärtlich war Suleyken*, Fischer, Francfort/Main, 2004 (première parution : 1955), 118 p.

⁹⁸⁴ Lenz, Siegfried, *Heimatmuseum*, dtv, 15ème édition, Munich, 2006 (première parution : 1978), 799 p.

⁹⁸⁵ Surminski, Arno, *Jokehnen/Chronique d'un village des confins allemands*, Noir Sur Blanc, 2002, 411 p., *Jokehnen/oder wie lange fährt man von Deutschland nach Ostpreußen*, Ullstein, Munich, 2003 (première parution : 1974), 496 p. Cette œuvre fit également l'objet d'une adaptation pour la télévision.

⁹⁸⁶ Citons, par exemple, *Polninken/oder eine deutsche Liebe*, Ullstein, Munich, 2002 (première parution : 1984), 480 p.

⁹⁸⁷ Surminski, Arno, *Les oiseaux d'Auschwitz*, Gawsewitch, 2009, 190 p., *Die Vogelwelt von Auschwitz*, Munich, Langen/Müller, 2008, 191 p.

témoignage. S'agissant du traitement littéraire du thème de la souffrance allemande, thème qui inclut et dépasse celui des territoires perdus, Wolf Scheller affirme que si des manques furent à déplorer, c'est d'un point de vue quantitatif et non qualitatif⁹⁸⁸, cette réflexion venant relativiser encore un peu plus l'idée d'un tabou absolu.

Comme nous venons de le voir à la lumière de la littérature sur le sujet⁹⁸⁹, la mémoire des provinces perdues connut des hauts et des bas, des phases d'activité importante et de disparition de la scène publique. Cela correspond à ce qu'on nomme les cycles de la mémoire, marqués par le phénomène de résurgence, cette notion venant faire écho à « l'idée qu'explicitera [...] Halbwachs suivant laquelle on n'oublie jamais rien. La mise sous le boisseau n'est pas un oubli, elle est une mise en attente⁹⁹⁰ ». Le dernier en date, nous l'avons dit, fut principalement provoqué par les images de déplacements forcés, d'expulsions de populations lors de la Guerre de Yougoslavie à partir du début des années 1990. On assista à un effet de remémoration par l'image qui n'est pour autant pas l'unique cause de cette résurgence mémorielle ; il ne fut qu'un détonateur. Cette époque est également celle à laquelle la génération qui a vécu ces événements voit devant elle sa dernière chance de témoigner du destin qui fut le sien⁹⁹¹. Précisons aussi que l'Allemagne est alors réunifiée, événement qui pousse certains à se pencher sur l'histoire de leur pays, stimulés, par exemple, par la visite de villes et de régions qui leur étaient fermées jusque là, ou, tout du moins, peu accessibles.

Notons également que c'est dans ces années-là qu'apparut le phénomène que l'on nomme, à gauche majoritairement, « *neuer deutscher Opferdiskurs* », « nouveau discours victimaire allemand⁹⁹² ». Ce phénomène, non exempt de controverses, consiste en une évocation et un traitement des Allemands en tant que victimes. Sa conséquence première est que de nombreux auteurs consacrent désormais leurs œuvres à ce sujet. Le danger est bien sûr de préparer le terrain pour l'extrême-droite qui, dans son discours, accorde sans distinction ce statut aux Allemands pendant la Seconde Guerre mondiale et après 1945 (et avant également, faisant persister, par exemple, la légende du « coup de poignard dans le dos »). La *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, notamment, n'a pas réussi à se sortir de cette impasse⁹⁹³. La difficulté est de traiter des victimes allemandes de la guerre et de l'après-guerre sans laisser à penser qu'elles pourraient racheter, de quelque manière que ce soit, les crimes nazis. C'est l'équivoque qui menace tout auteur consacrant son travail, entre autres, aux expulsés de 1945.

⁹⁸⁸ Scheller, Wolf, « Die Deutschen als Opfer/Ein vergessenes Kapitel der Literatur über Krieg », in *Die Politische Meinung*, n° 401, avril, 2003, p. 87-91, « *Das Defizit ist von quantitativer, nicht qualitativer Art* », « le déficit est d'ordre quantitatif et non qualitatif ».

⁹⁸⁹ Concernant les phases de la mémoire dans le domaine de la littérature et du film entre 1961 et 1982, voir le chapitre X. « Silence généralisé jusqu'au film *Holocaust* en 1979 : Expulsion et 'Est allemand' dans les médias et la littérature », p. 147-167, in Kittel, Manfred, *op. cit.*

⁹⁹⁰ In Namer, Gérard, *Halbwachs et la mémoire sociale*, L'Harmattan, Paris, 2000, p. 233.

⁹⁹¹ Comme le disent A. Assmann et U. Frevert : s'agissant des témoignages directs le temps presse maintenant. On va passer d'une multitude d' « *individuelle Erfahrungsverarbeitung* » (un « travail individuel sur son expérience ») à une « *kulturelle Gerinnung* » (« coagulation [le fait de se fixer] culturelle »), Assmann, Aleida, Frevert, Ute, *Geschichtsvergessenheit - Geschichtsversessenheit : vom Umgang mit der deutschen Vergangenheit nach 1945*, Deutsche Verlags-Anstalt, Stuttgart, 1999, p. 28.

⁹⁹² Ce sujet est abordé par certains universitaires. Il le fut par exemple par Thomas Jung à l'Université de Potsdam en 2008. Voir www.uni-potsdam.de/u/germanistik/individual/jung/lehre-memory08.htm.

⁹⁹³ Voir *supra*, première partie.

Il ne faut toutefois pas en conclure que traiter ces sujets sans succomber à cette équivoque n'est pas possible. Parmi la multitude d'ouvrages qui y est consacrée, nombreux sont ceux qui ne posent pas problème.

Deux œuvres, symboliques du débat autour de la souffrance allemande, furent sujettes à controverse. La première est l'œuvre d'un historien qui traite du bombardement des villes allemandes entre 1942 et 1945, bombardement de masse, tout sauf sélectif. Elle est intitulée *Der Brand, L'incendie*⁹⁹⁴. Suite à sa parution, on assista en Allemagne à des débats posant la question de savoir si Winston Churchill devait désormais être considéré comme un criminel de guerre, une perspective dont rêve la droite de la droite allemande. L'autre œuvre qui provoqua un retentissement tout à fait conséquent est le roman *Im Krebsgang, En crabe*⁹⁹⁵. Son retentissement fut amplifié par la personnalité de l'auteur. Il s'agissait de Günter Grass, prix Nobel de littérature, et conscience (proclamée) de l'Allemagne, sorte de *praeceptor germaniae*⁹⁹⁶, comme l'Allemagne en connut un certain nombre par le passé, notamment Philipp Melancton : une des plus grandes figures de la Réforme luthérienne, professeur à l'Université de Wittenberg. Grass se voit contester ce statut depuis ses révélations sur son engagement dans la SS à la toute fin de la Seconde Guerre mondiale, révélations faites à l'occasion de la parution de son livre autobiographique *Beim Häuten der Zwiebel, Pelures d'oignon*⁹⁹⁷, dont le titre est une référence aux strates de la mémoire. Pour en revenir à *En crabe*, celui de ses romans cité en permanence lorsqu'il s'agit du nouveau discours victimaire allemand, son titre est également une référence à un phénomène mémoriel, celui de l'Allemagne qui se retourne vers son passé, non pas franchement et directement, « tout droit », chose par trop compliquée étant donnée la nature de ce passé, mais de biais et en marche arrière, à la manière d'un crabe, les louvoiements de cette mémoire menant à un passé particulier, celui de Fuite et Expulsion, dont le non-traitement constitua, selon Grass lui-même, un « *bodenloses Versäumnis* », « vertigineuse carence⁹⁹⁸ ».

Depuis la parution du roman de Grass, de nombreux ouvrages sont consacrés au monde disparu de la germanité à l'Est, aux expulsés et à leurs traumatismes⁹⁹⁹. Parallèlement à ces nombreuses publications on assiste également à la production de nombreux documentaires sur

⁹⁹⁴ Friedrich, Jörg, *Der Brand*, Propyläen Verlag, Munich, 2002, 592 p. ; *L'incendie*, traduction d'Isabelle Hausser, de Fallois, Paris, 2004, 542 p.

⁹⁹⁵ Grass, Günter, *Im Krebsgang*, Steidl Verlag, Göttingen, 2002, 224 p. ; *En crabe*, traduction de Claude Porcell, Le Seuil, Paris, 2002, 272 p.

⁹⁹⁶ Noack, Hans-Joachim, « Die Deutschen als Opfer/Mehr als ein halbes Jahrhundert nach Ende des Zweiten Weltkriegs bricht in der von Normalität beseelten Berliner Republik ein Thema auf, das längst vergessen schien: Die unbelastete nachgeborene Generation interessiert sich für Flucht und Vertreibung », in *Der Spiegel* 13/2002, p. 36-39, ici p. 37.

⁹⁹⁷ Voir Grass Günter, *Beim Häuten der Zwiebel*, Steidl Verlag, Göttingen, 2006, 480 p. ; *Pelures d'oignon*, Le Seuil, Paris, 2007.

⁹⁹⁸ Cité in Hahn, Eva, Hahn, Hans Henning, « L'exode et l'expulsion », p. 607-630, in François, Etienne, Schulze, Hagen, (sous la direction de), *Mémoires allemandes*, Gallimard, Paris, 791 p. (ici p. 624), version augmentée et actualisée de Hahn, Eva, Hahn, Hans Henning « Flucht und Vertreibung », p. 335-351, in, François, Etienne, Schulze, Hagen, (sous la direction de) *Deutsche Erinnerungsorte*, tome 1, C. H. Beck, Munich, 2001, 724 p.

⁹⁹⁹ On peut s'en faire une idée en consultant le site www.amazon.de. Rien qu'en tapant le nom de Helga Hirsch, par exemple, on se voit proposer un grand nombre d'ouvrages qui « pourraient également être intéressants ». Voir également Pätzold, Brigitte, « Polémiques sur les souffrances allemandes », in *Le Monde diplomatique*, avril 2004, p. 28.

les provinces perdues et sur leurs populations allemandes de l'époque, mais aussi sur leurs populations actuelles. La télévision est en effet active dans ce domaine. Elle finance et produit un nombre important de programmes d'un nouveau type, les « docu-fictions », au nom évocateur. Il y en eut, par exemple, un sur les bombardements de Dresde, diffusé sur la seconde chaîne publique allemande. Il rencontra une audience très importante. La Prusse orientale connut également cet honneur et ce succès par le biais d'un film intitulé *Die Flucht*¹⁰⁰⁰, en français *La Fuite*, diffusé d'abord sur Arte (en France et en Allemagne), puis sur la première chaîne publique allemande ainsi qu'en Autriche. Cette production n'est pas exempte de clichés et fait preuve d'un relatif manque de fluidité dans la narration. Pour autant, elle peut être qualifiée de succès dans la mesure où ces défauts sont, en grande partie, imputables au terrain sur lequel elle s'est engagée qui demeure « miné » encore aujourd'hui, même s'il l'est moins que par le passé. En effet, quand on aborde ces sujets, il est encore des passages obligés qu'il convient de respecter : ne pas présenter les troupes russes sous un trop mauvais jour, introduire une dimension critique quant à la société aristocratique est-prussienne de l'époque encore teintée de féodalité, sans toutefois lui ôter tout à fait sa dimension romantique, présenter de bons comme de mauvais Allemands, sans donner l'impression que les premiers rachètent les seconds, etc.

Quoi qu'il en soit, la grande nouveauté est que ces œuvres s'adressent au grand public et non plus uniquement au public Réfugiés. Leur ton n'a d'ailleurs pas grand chose en commun avec la littérature Réfugiés ; elles sont exemptes de la rhétorique caractéristique. Nombre d'entre elles précisent d'ailleurs que leur objet n'est en aucun cas de soutenir quelque revendication que ce soit (sous-entendu : celles des associations de réfugiés). Certaines rencontrent un grand succès de librairie qui motive leur réédition en format de poche. Ainsi en est-il, par exemple, du *En longue file sur la lagune/La fuite de Prusse orientale des Trakehner* de Patricia Clough¹⁰⁰¹ qui traite du sauvetage de la race chevaline typique de la province, en plein hiver et en pleine fuite des populations civiles, ou bien encore du *Lourd fardeau/Fuite et expulsion comme sujet d'une vie* de Helga Hirsch¹⁰⁰². Cet ouvrage se consacre à l'expérience d'enfants expulsés ou de familles d'expulsés et expose les traumatismes qu'ils subirent et durent supporter leur vie durant.

La personnalité de cette journaliste illustre de façon très intéressante l'évolution de la perception du sujet de la fuite et de l'expulsion et de ses conséquences dans la société (ouest-) allemande depuis les années 1970 : d'un thème réservé à la droite, voire à la droite de la droite, jusqu'à la situation actuelle (suite au tournant du milieu des années 1990) qui voit les clivages politiques traditionnels sur cette question remis en cause. En effet, H. Hirsch est ce qu'on aurait appelé en d'autres lieux et en d'autres temps une sorte de compagnon de route du Parti social-démocrate. En tant que tel, son intérêt subit pour ces questions pourrait étonner. Cela

¹⁰⁰⁰ Wessel, Kai (réalisateur), *Die Flucht*, première diffusion le vendredi 2 mars 2007 sur Arte.

¹⁰⁰¹ Clough, Patricia, *In langer Reihe über das Haff/Die Flucht der Trakehner aus Ostpreußen*, dtv, Munich, 2006, 180 p.

¹⁰⁰² Hirsch, Helga, *Schweres Gepäck, Flucht und Vertreibung als Lebensstema*, Körber Stiftung, Hambourg, 2004, 240 p.

ne manque d'ailleurs pas chez certains sympathisants sociaux-démocrates. Pour autant, de manière générale, ce pas audacieux franchi ne semble pas la discréditer outre mesure auprès de ces cercles qui ont tout de même parfois du mal à comprendre, sinon accepter, la proximité avec certaines personnalités très conservatrices que ce revirement implique. Mme Hirsch participe désormais aussi bien à des colloques et conférences organisés par les fondations culturelles de la CDU que du SPD. Elle rencontre tout de même de l'incompréhension due à ce qui reste perçu par certains comme un changement de camp¹⁰⁰³. Toutefois, elle ne subit pas la stigmatisation habituellement réservée aux transfuges, ce qui illustre le fait que la thématique des réfugiés est aujourd'hui réellement sortie de son ghetto, ou, du moins, en dépasse les limites. Le fait que la journaliste collabore, entre autres, à deux journaux renommés, représentants et symboles de sensibilités politiques tout à fait distinctes, est également assez éclairant quant à l'ouverture dont bénéficie aujourd'hui le sujet. Il s'agit de *Die Zeit* et de *Die Welt*. Le premier est un hebdomadaire généralement qualifié de libéral de gauche, associé à la figure de la Comtesse Marion Dönhoff originaire de Prusse orientale (aujourd'hui décédée), personnalité très peu appréciée dans les cercles Réfugiés ; il est associé également à l'ancien chancelier Helmut Schmidt qui en est un des dirigeants depuis qu'il a quitté ses fonctions politiques. La seconde publication est un quotidien dont la sensibilité conservatrice est affirmée. Précisons enfin que Helga Hirsch est devenue une personnalité importante du débat autour de ces questions, le fait que le président fédéral de l'époque, Horst Köhler, ai cité certains de ses propos dans son discours au jour de la *Heimat* du *Bund der Vertriebenen* en 2006¹⁰⁰⁴ en est une illustration¹⁰⁰⁵.

H. Hirsch, lors d'une intervention dans le cadre d'un colloque de la fondation Konrad Adenauer, retraçait d'ailleurs l'évolution qui avait mené au retour d'une thématique, celle de Fuite et Expulsion, *Flucht und Vertreibung*¹⁰⁰⁶, dans la société (ouest-allemande). Sans surprise,

¹⁰⁰³ Faulenbach, Bernd, Helle, Andreas (sous la direction de), *Zwangsmigration in Europa/Zur wissenschaftlichen Auseinandersetzung um die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten*, Klartext Verlag, Essen, 2005, p. 88. On peut y lire la retranscription d'une discussion entre une personne dans l'assemblée et H. Hirsch ayant eu lieu lors d'un colloque organisé par la commission des historiens auprès du comité directeur du SPD dont le sujet était les déplacements forcés de populations. L'anonyme membre du public faisait part à l'intervenante de sa grande incompréhension quant à son engagement pour le Centre contre les expulsions aux côtés d'E. Steinbach, un engagement perçu par cette personne comme une négation de l'œuvre de la journaliste jusque là. Le tutoiement employé par l'auteur du commentaire ne permet pas de conclure que les deux personnes se connaissent personnellement puisque dans les cercles sociaux-démocrates le vouvoiement n'est pas d'usage.

¹⁰⁰⁴ « Rede von Bundespräsident Horst Köhler beim Tag der Heimat des Bundes der Vertriebenen am 2. September 2006 in Berlin », www.bundespraesident.de, 8 p.

¹⁰⁰⁵ Une autre illustration de ce statut est sa participation à un grand colloque organisé par l'Institut allemand sur la Pologne de Darmstadt, entre autres. Ce colloque posait la question d'une commémoration européenne des phénomènes d'expulsion. Y prirent part plus de quarante spécialistes de ces questions venus de nombreux pays européens. On peut lire le texte des différentes interventions ainsi que des extraits des discussions qu'elles suscitèrent in Bingen, Dieter, Borodziej, Włodzimierz, Troebst, Stefan (sous la direction de), *Vertreibung europäisch erinnern ?/Historische Erfahrungen/Vergangenheitspolitik-Zukunftskonzeptionen*, Harrassowitz Verlag, Wiesbaden, 2003, 330 p., liste des participants : p. 321-326.

¹⁰⁰⁶ Hirsch, Helga, « Flucht und Vertreibung – Die Rückkehr eines Themas », p. 113-122, in Gauger, Jörg-Dieter, Kittel, Manfred, (sous la direction), *Die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten in der Erinnerungskultur*, Fondation Konrad-Adenauer et Institut d'histoire du temps présent (Berlin-Munich), 2005, 146 p., www.kas.de.

elle dégage trois phases¹⁰⁰⁷ :

- l'immédiat après-guerre, pendant lequel les récits traumatiques sont omniprésents et bientôt récupérés politiquement,
- la période ouverte à la fin des années 1960, pendant laquelle la génération montante ne perçoit plus sa devancière que comme une génération de bourreaux et de suivistes dont le moindre attachement à ses origines, ne serait-ce qu'à des souvenirs d'enfance, est suspect,
- l'ère ouverte au début des années 1990, marquée encore et toujours par une confrontation avec les compromissions des pères et grands-pères jusque dans le quotidien, mais également, et cela est nouveau, par l'absence d'obturation de la souffrance de sa propre famille. On peut en voir l'exemple dans le roman (à caractère fortement autobiographique) de Reinhard Jirgl *Die Unvollendeten, Les Inachevés*¹⁰⁰⁸.

Pour cette dernière période, c'est-à-dire la période actuelle, H. Hirsch affirme que « celui qui traite aussi de la souffrance allemande [...] ne relativise en rien la culpabilité des Allemands, ni ne marginalise les souffrances des victimes juives, polonaises ou russes¹⁰⁰⁹ ». Elle discerne par ailleurs plusieurs raisons à cette résurgence mémorielle. La première est que les enfants des expulsés sont déjà à la retraite, ou presque, et ont donc aujourd'hui d'autres soucis que leur carrière ou leur avenir. Ils regardent donc plutôt en arrière et observent ce que fut leur vie. L'ouverture du Mur a permis de donner un lieu géographique au deuil et, ainsi, de faire passer le présent devant le passé en se rendant avec enfants et petits-enfants dans la *Heimat* (ou ce qui fut la *Heimat*). C'est également ce qui permet que ces histoires familiales interrompues reviennent dans la lumière en même temps que ces espaces géographiques et soient à nouveau appréhendées comme partie intégrante « de l'histoire culturelle et spirituelle allemande¹⁰¹⁰ ».

La seconde raison qu'elle avance est la suivante : dans la société ouest-allemande (tout comme dans son *alter ego* est-allemande), à la fin des années soixante au plus tard, on se vantait d'avoir procédé à une intégration exemplaire. Les uns disaient : « *wir haben sie integriert* », « nous les avons intégrés ! », les autres « *wir haben es geschafft* », « nous y sommes arrivés¹⁰¹¹ ! ». Ce n'est qu'à la fin de leur vie que les réfugiés s'autorisèrent ou ne purent faire autrement que de laisser ressortir ces sentiments et émotions ; ils les avaient

¹⁰⁰⁷ *Ibid.* p. 114, 115 et 116.

¹⁰⁰⁸ Reinhard Jirgl, *Die Unvollendeten*, Hanser, Munich, 2003, 250 p., *Les Inachevés*, traduit par Martine Rémon, Quidam Editeur, Meudon, 2007, 264 p. Voir également le compte-rendu critique que nous en avons donné in *Documents/Revue du dialogue franco-allemand*, n° 5, octobre 2007, p. 72.

¹⁰⁰⁹ « *Wer auch das Leiden der Deutschen thematisiert [...] muß keineswegs die Schuld der Deutschen relativieren oder die Leiden der jüdischen, polnischen oder russischen Opfer marginalisieren.* » Hirsch, Helga, « Flucht und Vertreibung – Die Rückkehr eines Themas », p. 116.

¹⁰¹⁰ *Ibid.*, p. 117, « *der deutschen Kultur- und Geistesgeschichte* », une assertion qui n'est pas sans légitimité, mais qui emploie un vocabulaire et relève, dans une certaine mesure, d'une rhétorique qui, voilà quelques années, auraient probablement valu à son auteur d'être marqué de l'infamant sceau du « revanchisme ».

¹⁰¹¹ *Ibid.*, p. 117,

emmagasinés leur vie durant du fait du traumatisme fondateur que constituaient l'expulsion et l'arrivée dans des régions où ils n'étaient pas accueillis de bon cœur. Quant aux enfants et surtout aux petits-enfants d'expulsés, ils désirent aujourd'hui « remplir les cases blanches de la biographie familiale¹⁰¹² ». C'est un élément sur lequel la journaliste a des lumières toutes personnelles puisque ses parents furent eux-mêmes expulsés de Silésie.

Le temps qui a passé permet, selon elle, mais également selon Hans-Ulrich Wehler¹⁰¹³, célèbre historien de sensibilité de gauche, de parler de ces expériences de façon plus mesurée, plus souveraine, cela ayant à son tour pour conséquence de dépassionner le débat et de provoquer un soulagement général quant à ces questions : un véritable cercle vertueux, à leurs yeux. Cette vision n'est pas partagée outre-Oder. H. Hirsch, en spécialiste de la Pologne, n'est pas sans le regretter¹⁰¹⁴, d'autant plus qu'elle s'est personnellement engagée aux côtés d'Erika Steinbach dans le projet de Centre contre les expulsions, dont elle est d'ailleurs l'une des cautions morales¹⁰¹⁵. En effet, son appartenance à des groupuscules gauchistes au sein du mouvement étudiant dans les années 1970 rend, *a priori*, peu crédible son assimilation au camp représenté par les dirigeants des *Landmannschaften*. Quoi qu'il en soit, son crédit en Pologne ne suffit pas à légitimer l'idée que commémorer la souffrance allemande ne revient en aucun cas à remettre en cause celle des victimes de l'Allemagne nazie.

Nous venons d'aborder les grandes phases de la mémoire collective, notamment à travers les ouvrages qui rencontrèrent un succès de masse et qui restent aujourd'hui encore inoubliés. Il est un domaine qui touche, certes, moins directement le grand public mais dans lequel ces phases sont également observables. Il s'agit de l'historiographie. Elle rencontre moins d'intérêt que les grandes œuvres littéraires de Günter Grass ou de Siegfried Lenz, mais dans un pays littéralement obnubilé par son histoire, ce domaine a acquis une place très importante dans le débat public, situation que l'on retrouve avec cette intensité dans très peu d'autres pays¹⁰¹⁶. La querelle des historiens¹⁰¹⁷ du milieu des années 1980 en est une illustration éloquent, le succès auprès du grand public d'ouvrages d'historiens en est une autre. S'agissant de la Prusse orientale, ces dernières années, ce sont, par exemple, les ouvrages d'Andreas Kossert qui connurent un succès certes sans commune mesure avec ceux de Günter Grass, mais qui, pour des ouvrages

¹⁰¹² *Ibid.* p. 116 : « die weißen Lücken der Familienbiographie [...] füllen. »

¹⁰¹³ Il déclare que le débat a une action libératoire, Pieper, Dietmar, Wiegrefe, Klaus, « Spiegel-Gespräch, 'Die Debatte wirkt befreiend'/Der Historiker Hans-Ulrich Wehler über die verspätete Aufarbeitung von Leid und Elend der Vertriebenen. », in *Der Spiegel* n° 13, 2002, p. 61.

¹⁰¹⁴ Hirsch, Helga, « Flucht und Vertreibung – Die Rückkehr eines Themas », in Gauger, Jörg-Dieter, Kittel, Manfred, (sous la direction de), *Die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten*, p. 119.

¹⁰¹⁵ La présidente de la Fondation Centre contre les expulsions a réussi à réunir autour de son projet un nombre important de personnalités de tous horizons qui n'ont aucun lien avec le *Bund der Vertriebenen*, en furent parfois même des opposants déclarés par le passé, mais soutiennent aujourd'hui son projet. On peut en voir une liste exhaustive sur le site internet de la Fondation : www.z-g-v.de.

¹⁰¹⁶ « L'Allemagne est [...] un pays travaillé par la mémoire, un pays dans lequel les enjeux de mémoire et les débats autour du passé proche des dictatures et des guerres, des persécutions et des massacres d'un 'siècle de fer et de sang' [...] sont aussi intenses et récurrents, aussi passionnels qu'obsessionnels. », Introduction in François, Etienne, Schulze, Hagen, (sous la direction de), *Mémoires allemandes*, Gallimard, Paris, 2007, 791 p., ici p. 14.

¹⁰¹⁷ Voir *supra*, première partie II. A. 3. Voir également, Husson, Edouard, *Comprendre Hitler et la Shoah/Les historiens de la République fédérale d'Allemagne et l'identité allemande depuis 1949*, Presses Universitaires de France, Paris, 2000, p. 179-202.

scientifiques spécialisés, rencontrèrent un public assez large pour nécessiter des réimpressions en format de poche¹⁰¹⁸.

Retraçons maintenant les grandes phases de l'historiographie des territoires perdus après la Seconde Guerre mondiale¹⁰¹⁹.

En 1949, la RFA, réunissant les trois zones d'occupation occidentales, est créée. L'activité universitaire et éditoriale a déjà repris son cours. En conséquence, on recommence, ou plutôt on continue, à écrire l'histoire, notamment celle de ces provinces perdues. Une histoire qui s'écrit dans un climat peu propice à l'objectivité nécessaire à une telle entreprise. Tout comme en Pologne, la situation politique conditionne très fortement cette écriture. Les ouvrages qui paraissent ont des visées souvent au moins aussi politiques que scientifiques. Il s'agit, à l'époque, de prouver de façon incontestable la germanité des régions dont la population allemande fut chassée. Pour cela, deux lignes directrices principales : le sol est allemand, la population « titulaire », celle qui fut expulsée, l'est aussi. Du côté polonais, les visées sont parfaitement inverses : prouver que sol et population sont polonais, quitte à affirmer que la population, bien que germanophone en maints endroits, était (ou est), en fait, constituée de polonais germanisés. On peut donc parler, des deux côtés, d'une véritable « historiographie de combat ».

Cette lutte pour l'histoire, les associations de réfugiés l'investirent rapidement et nombre de publications traitant de ces régions relèvent de ce que nous avons choisi d'appeler la sensibilité Réfugiés. On la retrouve dans quantité d'ouvrages historiques, notamment ceux édités par la Fondation culturelle des Réfugiés et le Cercle de travail de Göttingen¹⁰²⁰, deux institutions qui relaient les idées dominantes dans ces associations. Une doctrine et une rhétorique très reconnaissables dont le maître-mot est, sans aucun doute, celui de « *Leistung* ». Ce vocable désigne, littéralement, « la production, la performance » et dans ce contexte les réalisations, c'est-à-dire ce que les populations allemandes ont accompli et construit dans ces régions depuis leur installation aux XII^{ème}, XIII^{ème} et XIV^{ème} siècles notamment, et qui est l'expression visible de la culture de ces régions, au sens de *Kultur*¹⁰²¹. Ce travail de défrichage et de mise en valeur des

¹⁰¹⁸ Ainsi en va-t-il de son premier ouvrage consacré à la Mazurie : Kossert, Andreas, *Masuren, Ostpreußens vergessener Süden*, Pantheon Verlag, 2006 (édition originale : 2001), 432 p. Voir la recension que nous en avons donnée in *Documents/Revue du dialogue franco-allemand*, n° 3, juin 2007, p. 70-71.

¹⁰¹⁹ Nous reproduisons ici les analyses parues in Besnault, Etienne, « Entre politisation et acceptation/L'histoire des provinces perdues en 1945 en RFA », in *Documents/Revue du dialogue franco-allemand*, n° 5, octobre 2006, p. 30-33.

¹⁰²⁰ *Kulturstiftung der Vertriebenen, Göttinger Arbeitskreis*.

¹⁰²¹ Cf. l'antithèse *Kultur/Zivilisation* in Norbert Elias *Über den Prozeß der Zivilisation*, traduction française *La civilisation des mœurs*, Pocket, Paris, 2002, une antithèse dont la perception allemande est résumée ainsi par Stephan Martens : « La *Kultur*, c'était la profondeur morale et l'humanité intériorisée alors que la *Zivilisation* était considérée uniquement comme un ensemble superficiel de règles concernant la vie sociale. Dans la même perspective, la *Kultur- und Sittengemeinschaft* (communauté de culture et de mœurs) – groupe naturel, car fondé sur une identité de sang et de tradition – s'oppose à la *Gesellschaft* (société) – groupe 'créé' dans le but d'atteindre un objectif commun. Les Allemands vivant au sein d'une *Volksgemeinschaft* (communauté de peuple), dans laquelle prévaut l'intérêt général, ne pouvaient ainsi que s'opposer aux valeurs occidentales, qui ne connaissent que l'individu et l'espèce, destructrices de l'identité allemande. » Martens, Stephan « L'occidentalisation de l'Allemagne », p. 25-41 (ici p. 30), in Demesmay, Claire et Stark, Hans, *Qui sont les Allemands ?* Presses

régions à l'est de l'Elbe, de l'Oder ou de la Vistule, accompli par les colons germaniques dans ces régions souvent ingrates¹⁰²², est considéré avoir rendu ces terres allemandes à jamais. On nomme cette colonisation « *Siedlung* » c'est-à-dire « installation » plutôt que « colonisation », ce mot étant en Allemagne aussi connoté péjorativement. Cette installation, objectivement bénéfique et souhaitée par les princes en de nombreux endroits, est toutefois décrite de façon idyllique. C'est ainsi qu'on parle d'apôtres de la civilisation colonisant des terres vides d'hommes ou convertissant pacifiquement de barbares païens, là où les territoires étaient, certes, peu peuplés, mais peuplés tout de même (de Slaves, en l'occurrence), ou bien là où les autochtones (baltes) furent baptisés dans le sang (en Prusse). Dans la même ligne, on se livre à des comparaisons sur le développement de ces régions d'Europe centrale à l'est de l'Allemagne, estimant que la frontière entre Occident et Asie est tout simplement celle séparant, jusqu'en 1945, Allemagne et Pologne. On en parle même parfois comme de la plus vieille « *Kulturgrenze* », « frontière culturelle » de l'Europe entière, celle censée séparer l'occident chrétien de l'orient communiste, c'est-à-dire païen ou athée.

Longtemps, cette historiographie Réfugiés a, de façon plus ou moins insidieuse, influencé significativement l'historiographie et les représentations courantes. En 1995, dans une publication d'une institution stipendiée par l'Etat allemand¹⁰²³, on pouvait encore lire que, le rideau de fer désormais tombé, il allait falloir procéder à une « réeuropéanisation de l'Europe du Centre-Est, de l'Est et du Sud-Est¹⁰²⁴ ». L'auteur se posait la question du nombre d'Allemands amenés à participer à cette tâche dont le succès est déclaré dépendre du savoir-faire ainsi que de la connaissance des habitants, des langues et de l'histoire de cet espace, dont ces « *Pioniere* », « pionniers¹⁰²⁵ » disposeront. Implicitement, il compare l'état de ces régions avec celui dans lequel elles étaient avant que les colons allemands ne le cultivent au sens allemand du terme, c'est-à-dire les mettent en valeur et lui apportent la *Kultur*¹⁰²⁶, ou bien avec celui qui fut le leur après la grande peste et ce que l'on nomme *Wüstungen*, ces pans entiers de territoires de l'Est totalement désertifiés suite à l'épidémie.

Cependant, cette influence est, aujourd'hui, marginale et on peut affirmer que la situation de monopole exercé sur la représentation (historique entre autres) de ces régions appartient, elle

Universitaires du Septentrion, Lille, 2006, 326 p.

¹⁰²² Sur ces questions l'ouvrage de référence en français est celui de Charles Higounet : *Les Allemands en Europe centrale et orientale au Moyen-Âge*, Aubier, 1989.

¹⁰²³ Schlau, Wilfried, Raupach, Hans (sous la direction), *Die Ostdeutschen : eine Dokumentarische Bilanz 1945-1995*, Langen Müller, Munich, 1996, 285 p.

¹⁰²⁴ « *Re-europäisierung Ostmittel-, Ost- und Südosteuropas* », Schlau, Wilfried, « Kehren die Deutschen in den Osten zurück ? » p. 181, in Schlau, Wilfried, Raupach, Hans (sous la direction), *Die Ostdeutschen : eine Dokumentarische Bilanz 1945-1995*, Langen Müller, Munich, 1996, p. 175-181. :

¹⁰²⁵ *Ibid.*, ces guillemets sont de l'auteur cité. « *Ein Gelingen dürfte von der fachlichen und menschlichen Qualifikation abhängig sein, die diese 'Pioniere' mitbringen - vor allem von ihrer Kenntnis des Raumes und seiner Menschen, ihrer Sprachen und ihrer Vergangenheit.* » « Une réussite dépendra probablement de la compétence spécialisée et humaine qu'apporteront ces 'pionniers' - avant tout de leur connaissance de l'espace et de ses habitants, leurs langues et leur passé. »

¹⁰²⁶ Ces représentations rappellent celles qui décrivaient l'Occident apportant la « civilisation » aux « sauvages ». Voir Lévi-Strauss, Claude, *Race et Histoire/Race et Culture*, Albin Michel, 2001, 172 p., en particulier « Cultures archaïques et cultures primitives », p. 53-60.

aussi, au passé¹⁰²⁷. On peut également affirmer qu'aujourd'hui c'est plutôt à l'est de l'Oder que le nationalisme a la plus grande influence sur les représentations historiques, dans ce pays où le rapport au passé, moins problématique qu'en Allemagne et en tout cas non marqué par la faute, ne semble pas toujours préserver de recours discutables à l'histoire. C'est ce que montre la comparaison scabreuse entre corridor de Dantzig et pipe-line de la Baltique faite en 2006 par le ministre polonais des Affaires étrangères de l'époque. Cette comparaison s'inscrivait dans un paysage où, plus généralement, tout acte ou parole allemand considéré comme contraire aux intérêts polonais se voyait couramment qualifié de « nazi¹⁰²⁸ ».

S'agissant de l'historiographie scientifique, les rencontres, puis le rapprochement sur le fond, entre historiens allemands et polonais (lui aussi entamé voilà plusieurs dizaines d'années¹⁰²⁹) portent leurs fruits, et c'est à juste titre qu'on peut parler d'une dépolitisation et d'une « *Verwissenschaftlichung* », « scientification¹⁰³⁰ » de cette discipline des deux côtés de l'Oder. Elle n'a désormais, pour parler en termes juridiques, plus fonction de revendication de la propriété, de contestation de la confiscation, ou de justification de la possession. Etant donné que, du côté allemand, même ceux qui se sont violemment opposés à la perte de ces provinces leur vie durant commencent à l'accepter¹⁰³¹, on peut s'attendre à ce qu'à moyen terme leur histoire ne vienne plus troubler, de quelque manière que ce soit, la normalisation des relations germano-polonaises. En effet, nombre de membres des associations de réfugiés et de leurs responsables se sont désormais faits à l'idée que l'Allemagne a trouvé ses frontières et que celles-ci sont intangibles¹⁰³². Cette reconnaissance *de facto* et *de jure* n'est plus remise en cause que par des éléments totalement marginaux qui ne sont en rien représentatifs de la société allemande et si ceux-ci, pour qualifier la réunification, ont forgé le terme de *Teilvereinigung*¹⁰³³ (unification partielle), appelant de leurs vœux la réintégration des provinces perdues dans l'Allemagne (*Heim ins Reich* en quelque sorte, comme disait la propagande nazie pour célébrer l'incorporation de terres germaniques ou le retour d'Allemands de souche sur des terres du *Reich*), ce concept reste l'apanage des forces de la droite extrême et n'est donc aujourd'hui qu'un élément de représentations ultra-minoritaires¹⁰³⁴.

Les paragraphes que nous venons de consacrer à l'historiographie s'appuient sur un *corpus* issu des fonds de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine de

¹⁰²⁷ Voir notre recension de l'ouvrage, Kossert, Andreas, *Ostpreußen*, Siedler Verlag, Munich, 2005, 448 p., in *Documents/Revue du dialogue franco-allemand*, n° 4, août 2006, p. 69-70.

¹⁰²⁸ La situation a changé depuis l'élection de Donald Tusk à la tête de l'exécutif polonais. Les rapports se sont apaisés, même si des divergences majeures demeurent, notamment quant au Centre contre les expulsions.

¹⁰²⁹ Voir l'introduction du II. de la troisième partie consacrée au système scolaire.

¹⁰³⁰ Voir Hackmann, Jörg, *Ostpreußen und Westpreußen in deutscher und polnischer Sicht : Landeshistorie als Beziehungsgeschichtliches Problem*, Harrassowitz, Wiesbaden, 1996, 462 p.

¹⁰³¹ À l'image de Wilhelm von Gottberg, président de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, déclarant le 9 août 2006 à l'auteur qu'il fallait, le moment venu, savoir « lâcher prise », « *loslassen* ». Entretien précédemment cité, voir *supra*, première partie.

¹⁰³² *Ibid.*

¹⁰³³ Voir première partie, II. B. 2.

¹⁰³⁴

Nanterre¹⁰³⁵. Il fut complété par ceux de la « Maison Gerhart Hauptmann » de Düsseldorf, ancienne « Maison de l'Est allemand » dont le nom dut être changé au cours des années 1990, car il était réputé sentir trop l'esprit de revanche¹⁰³⁶. Cette maison est le centre de rencontre le plus important de Rhénanie du Nord-Westphalie dédié aux réfugiés¹⁰³⁷. En ce qui concerne l'historiographie de la Prusse orientale (et occidentale) en particulier, le travail de référence sur le sujet est la thèse de doctorat de Jörg Hackmann parue en 1996 et qui traite du rôle de cette problématique dans les relations germano-polonaises¹⁰³⁸.

La résurgence mémorielle de grande ampleur dont il a été question ici se cristallise désormais autour de la question du Centre contre les expulsions. Ce phénomène ne laisse d'autre perspective aux grands partis politiques (notamment) que de s'y confronter.

¹⁰³⁵ Voir l'entrée : Littérature « Réfugiés », à destination des réfugiés, marquée par une vision de l'histoire héritée de l'entre-deux-guerres dans la bibliographie générale de ce travail.

¹⁰³⁶ Selon Sebastian Husen, administrateur de la *Landsmannschaft Ostpreußen* fédérale, entretien avec l'auteur, voir *supra* première partie II. A. 3.

¹⁰³⁷ La nomination du directeur de ce centre, dont les activités s'adressent *de facto* à des groupes profondément conservateurs dans leur grande majorité, mais qui se situe dans une région traditionnellement sociale-démocrate, ne fut d'ailleurs pas toujours sans poser problème (entretien accordé à l'auteur en novembre 2006, par M. Klaus Frank, président d'honneur de l'association d'obédience sociale-démocrate *Zusammenarbeit mit Osteuropa*, dont la vocation est d'entretenir des relations avec l'Europe orientale et de soutenir les *Spätaussiedler*, les Allemands de souche d'Europe centrale et orientale qui viennent s'installer en RFA).

¹⁰³⁸ Hackmann, Jörg, *Ostpreußen und Westpreußen in deutscher und polnischer Sicht : Landeshistorie als Beziehungsgeschichtliches Problem*, Harrassowitz, Wiesbaden, 1996, 462 p.

III. La question du Centre contre les expulsions et les relations entre Réfugiés et grands partis populaires

A. La controverse autour du projet de centre commémoratif

Le sujet qui pose problème dans les relations germano-polonaises, hormis le projet de pipe-line Russie-Allemagne passant par la Baltique, est celui du centre pour commémorer les expulsions dont furent victimes les Allemands après 1945¹⁰³⁹. Le *Bund der Vertriebenen* et sa présidente ayant renoncé à beaucoup de leurs revendications historiques concentrent leur activité quasi exclusivement sur ce projet à forte portée symbolique.

En 1973, Hans-Jürgen Gaida, dans son ouvrage sur les organes de presse des Réfugiés¹⁰⁴⁰, avait fait un certain nombre de constats, établi une liste d'objectifs à atteindre pour les associations de réfugiés et émis dans le même temps un avis sceptique quant à leur capacité à les relever. Gaida, à l'époque, pointait du doigt les difficultés croissantes des Réfugiés à mobiliser et à convaincre une société allemande en pleine évolution, ce qui les menait à un isolement toujours plus grand, un isolement qui, à son tour, nourrissait un particularisme virant progressivement à l'extrémisme. Egaleme nt constatée était l'incapacité à impliquer les générations montantes n'ayant pas vécu l'expulsion, ainsi qu'à élaborer un projet crédible de coexistence avec les populations habitant désormais les territoires dont les Réfugiés sont originaires.

Une trentaine d'années plus tard, l'évolution est arrivée à son terme, l'échec est patent. Les Réfugiés et leurs revendications sont très largement sortis du champ politique consensuel et, comme nous l'avons vu, ne se maintiennent véritablement que dans des institutions où ils sont traditionnellement influents. Sur le plan politique, on les trouve avant tout dans la branche la plus conservatrice de la CDU et, tout particulièrement, de la CSU. Hors de ces milieux bien particuliers, le *Bund der Vertriebenen* reste aujourd'hui largement considéré comme un reliquat d'une période révolue, celle de l'après-guerre et de la confrontation Est-Ouest. Bien plus inquiétant pour lui que cette image négative est l'indifférence, quasi généralisée, qu'il rencontre dans la société allemande. Ses positions ne font plus guère réagir hors des milieux politiques

¹⁰³⁹ Nous avons consacré deux articles dans *Documents/Revue du dialogue franco-allemand* en juin et octobre 2006 à la question de ce Centre et de la commémoration muséale de Fuite et Expulsion, le premier s'intitulait : « Le projet de Centre contre les expulsions, chant du cygne des associations de réfugiés ? » Nous en reproduisons ici les analyses actualisée et adaptée au cadre de ce travail. Voir Besnault, Etienne, « Derniers soubresauts/Une polémique germano-polonaise », in *Documents/Revue du dialogue franco-allemand*, n° 3, juin 2006, p. 9-12, le titre avait été modifié par la rédaction de la publication. L'expression « chant du cygne » avait été choisie à dessein, elle traduisait la conscience de la Fédération des réfugiés de se trouver à un moment charnière, celui de la « transition de la mémoire communicative à la mémoire culturelle : dernier moment pour les survivants d'influer directement sur la mémoire qui sera transmise aux générations qui n'auront plus le moindre lien personnel avec cette période de l'histoire », Tambarin, Marcel : « Le souvenir de l'Holocauste et l'évolution de la conscience historique » p. 43-58 (ici p. 56), in Demesmay, Claire et Stark, Hans, *Qui sont les Allemands ?* Presses Universitaires du Septentrion, Lille, 2006, 326 p.

¹⁰⁴⁰ Hans-Jürgen Gaida, *Die offiziellen Organe der ostdeutschen Landsmannschaften/Ein Beitrag zur Publizistik der Heimatvertriebenen in Deutschland*, Duncker & Humboldt, Berlin, 1973, 336 p.

et intellectuels, contrairement à ce qui peut se passer en Pologne ou en République tchèque où il inspire généralement haine et détestation. Le projet de centre apparaît donc comme une dernière tentative de laisser un *témoignage visible* du destin des populations expulsées après la Seconde Guerre mondiale et de leurs régions d'origine à l'époque où elles étaient allemandes. Autrement, leur mémoire, et c'est ce que le *Bund der Vertriebenen* redoute par-dessus tout, se résumera à une batterie de centres culturels, menacés de fermeture car peu fréquentés, et de réunions annuelles, elles-mêmes rabaissées au rang de folklore mis en vitrine. En effet, il n'existe au jour d'aujourd'hui aucun centre unitaire fédéral dans lequel soit conservée la mémoire de la germanité à l'Est, aussi bien celle des provinces perdues que celle des îlots de germanité en Europe orientale.

Un tel centre avait pourtant été appelé de ses vœux par une personnalité aussi influente que Günter Grass, mais son incompatibilité d'opinion avec les associations de réfugiés était trop importante pour qu'une collaboration soit envisageable. Son projet aurait été mis en place à Kassel, en plein centre de la RFA de l'époque, et aurait fonctionné comme « un grand phare en matière de culture mémorielle¹⁰⁴¹ ». Le gouvernement Willy Brandt, lui-même, avait évoqué l'idée d'un centre de ce type à Berlin, un projet qui, selon Manfred Kittel, n'aurait pas abouti du fait de dissensions entre Fédération et *Länder* ainsi que du fait de protestations véhémentes venant de Moscou. Le paysage mémoriel concernant la *Heimat* des expulsés reste donc, encore aujourd'hui, une mosaïque de centaines d'institutions de taille extrêmement variable, allant de toutes petites entités à de véritables musées régionaux comme celui de Prusse orientale à Lunebourg¹⁰⁴², de Prusse occidentale à Münster (en Westphalie), ou encore le Musée silésien de Görlitz¹⁰⁴³. Sur la page internet de ce dernier on retrouve d'ailleurs l'autre pan de ce paysage mémoriel, celui des petites, voire toutes petites structures, celui des « *Heimatstuben*¹⁰⁴⁴ ». Ces petites entités réparties à travers toute la République fédérale foisonnent véritablement, ainsi le site internet en question en établit une liste qui n'occupe pas moins de 17 pages, rien que pour la Silésie¹⁰⁴⁵. Leur nombre pourrait être un atout, mais c'est loin d'être le cas. Leur taille ne leur permet pas d'attirer un public conséquent dépassant les cercles de réfugiés. Ils sont par

¹⁰⁴¹ « *Einen großen erinnerungskulturellen Leuchtturm* », Kittel, Manfred, *Vertreibung der Vertriebenen/ Der historische deutsche Osten in der Erinnerungskultur der Bundesrepublik (1961-1982)*, Schriftenreihe der Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte, Oldenbourg, Munich, 2007, p. 171.

¹⁰⁴² Voir *supra*, première partie II. A. 2.

¹⁰⁴³ À propos de ces musées et collections, voir : Antoni, M.G.M., *Ostdeutsche Museen und Sammlungen in der Bundesrepublik Deutschland und in Österreich*, Bundesministerium des Innern, Schriftenreihe zur Ostdeutschen Kultur, 1987 (environ), 168 p. L'ouvrage date certes de 1987 mais donne une bonne impression du foisonnant paysage muséal concernant les provinces perdues.

¹⁰⁴⁴ Celles-ci, à bien des égards, recouvrent un caractère « folkloristico-ethnographique ». La tâche qui leur était assignée était la préservation de la *Kultur* spécifique de ces régions dans l'optique d'un retour dans la *Heimat*. S'agissant du rôle des « musées patriotiques » dans la création des identités nationales, voir la sous-partie consacrée à ce sujet in Thiesse Anne-Marie, *La création des identités nationales/Europe XVIII^e-XX^e siècle*, Editions du Seuil, Paris, 2001, p. 204-210. le terme « *Stube* », tombé assez largement en désuétude, du moins plus usité que dans certaines régions et dans certains dialectes, désigne une simple pièce, à l'occasion la salle d'une auberge ou d'une brasserie. On trouvait par exemple, fut un temps, dans les brasseries de Cologne une « *Herrenstube* », réservée à la « bonne société ». Voir Besnault, Etienne *Das Kölsch – Bestandteil der kölnischen Identität*, mémoire de maîtrise non publié, Cologne/Paris, 2002, 132 p., ici p. 59.

¹⁰⁴⁵ Voir le document intitulé « Projekt Heimatstuben » à l'adresse suivante : <http://www.schlesisches-museum.de/hst/dateien/Adressen.pdf>. Précisons que les Silésiens sont les plus actifs en la matière.

ailleurs hautement dépendants de subventions publiques qui, par nature, subissent une érosion progressive importante, du fait des contraintes budgétaires étatiques principalement, mais également du fait du peu d'efficacité¹⁰⁴⁶ constatée des fonds engagés¹⁰⁴⁷.

Cette évolution vers l'anecdote et la folklorisation de la mémoire des provinces perdues, que certains jugent, non sans raison, largement achevée, le *Bund der Vertriebenen* tente désespérément de l'arrêter au moyen du projet de Centre contre les expulsions censé refondre la légitimité dont la Fédération elle-même jouissait à ses débuts et qu'elle a perdue depuis bien longtemps.

C'est tout le sens de la démarche d'Erika Steinbach. L'idée de ce Centre a pris forme en 2000 avec la création d'une fondation qui lui est exclusivement dédiée, la *Stiftung Zentrum gegen Vertreibungen*¹⁰⁴⁸. Ses membres sont issus d'horizons divers et loin d'être tous d'« incorrigibles réactionnaires » comme les opposants au projet le disent parfois trop volontiers. Si certains relaient effectivement une image et une idée de l'Allemagne très conservatrice (on pense ici, par exemple, à des hommes de la trempe d'Arnulf Baring¹⁰⁴⁹), voire « réactionnaire », d'autres ne peuvent être soupçonnés de dissimuler des tendances de ce genre. C'était, par exemple, le cas du co-président de la fondation, Peter Glotz, décédé en 2005, dont l'engagement, au sein du SPD notamment, pour une société juste et assumant pleinement sa modernité, ne souffrait aucune ambiguïté. L'autre co-président, Erika Steinbach, est loin de bénéficier d'une image aussi positive ; elle a pu constater l'ampleur du rejet qu'elle provoque quand un magazine polonais l'a représentée à la une en officier SS chevauchant Gerhard Schröder alors chancelier. En Allemagne, ce rejet est plus diffus et son image y est certes bien moins négative, mais pas pour autant enviable. Or celle-ci déteint largement sur celle du projet que Mme Steinbach porte à bout de bras. En conséquence, la présidente à poigne du *Bund der Vertriebenen* s'efforce, depuis un certain temps déjà, de donner une forme plus consensuelle à ce projet.

Dans cette entreprise, elle bénéficie depuis longtemps de l'appui répété d'Angela Merkel, qui, aujourd'hui comme avant son accession à la chancellerie, soutient discrètement mais fermement, ce projet dont le principe ne devrait, en théorie, pas poser problème puisqu'il s'agit de documenter et condamner des transferts forcés de population et les exactions qui les accompagnèrent¹⁰⁵⁰. En théorie, certes, mais dans les faits le cas pose problème pour plusieurs

¹⁰⁴⁶ Lau, Jörg, « Blühende Museumslandschaften/Der Bund fördert die Kultur der Vertriebenen mit Millionen – zum Hintergrund des Denkmalstreits », in *Die Zeit*, 25 septembre 2003. L'auteur y parle de « joyeux gaspillage », « *fröhliche Verschwendung* » et de musées vides : « les musées restent vides », « *die Museen bleiben leer* ».

¹⁰⁴⁷ Deux facteurs entrent ici, entre autres, en ligne de compte : l'activité de conservation et la fréquentation. S'agissant des entités financées par la Fédération (l'Etat allemand) voir : Deutscher Bundestag, Drucksache 14/1432, 14. Wahlperiode, 22. 07. 99, « Antwort der Bundesregierung auf die Kleine Anfrage der Abgeordneten Hartmut Koschyk, Manfred Grund, Georg Janovsky, weiterer Abgeordneter und der Fraktion der CDU/CSU — Drucksache 14/1354 — : Unterstützung für Landsmannschaften und andere Organisationen der deutschen Heimatvertriebenen sowie für die Pflege des Kulturgutes der Vertreibungsgebiete », www.bundestag.de.

¹⁰⁴⁸ Son site internet peut être consulté à l'adresse suivante : www.z-g-v.de

¹⁰⁴⁹ Juriste de formation et historien dont les prises de position sur le passé allemand le firent qualifier de populiste de droite. Voir Klonovsky, Michael, « 'Das ist widerwärtig' Und wieder eine Schmäh-Kampagne ? Arnulf Baring wehrt sich gegen die Unterstellung, er sei ein NS-Verharmloser », www.focus.de/politik/deutschland/deutschland-das-ist-widerwaertig_aid_215533.html.

¹⁰⁵⁰ Notamment les viols systématiques des femmes allemandes par les soldats de l'Armée rouge, qui pousseront certaines à se chercher un « protecteur », si possible un officier, pour échapper au harcèlement et à la répétition des abus. Phénomène dont témoigna Ulrike Marek, elle-même réfugiée de Prusse orientale, à l'auteur lors d'un

raisons :

- le lieu prévu pour la construction : Berlin, capitale du III^{ème} *Reich* et lieu où a été érigé il y a à peine quelques années un monument commémorant l'holocauste, le mémorial pour les juifs d'Europe assassiné que l'on appelle couramment mémorial de l'holocauste,
- les populations dont il sera question : des Allemands, c'est-à-dire une partie du « peuple des bourreaux »,
- les promoteurs du projet : le *Bund der Vertriebenen* dont la réputation en Allemagne (et à l'étranger plus encore) est tout sauf celle d'une force progressiste et tolérante.

Pour contrer l'effet négatif de ces deux derniers points, Mme Steinbach a fait évoluer son projet en renforçant sa visée internationale, voire mondiale et insiste, depuis un certain nombre d'années maintenant, sur le pluriel : le « Centre contre **les** expulsions » documentera donc les déplacements forcés de population en Europe.

En 2006, on pouvait légitimement penser que la construction de ce Centre était incertaine, malgré le soutien et l'engagement d'Angela Merkel et celui (moins appuyé toutefois) de l'ancien ministre (SPD) de l'Intérieur Otto Schily (tous deux présents à la grande assemblée générale annuelle du *Bund der Vertriebenen* en août 2005). La situation de l'époque n'y était pas favorable. Il semblait que tant que la grande coalition serait au pouvoir le projet ne serait pas concrétisé. En effet, sans l'aval de Berlin et sans argent public, l'érection du Centre n'était pas réellement envisageable.

Ces prospectives ont été démenties puisque le projet, ou plutôt *un* projet, a reçu un début de concrétisation : la création de la *Stiftung Flucht, Vertreibung, Versöhnung*, Fondation fuite, expulsion, réconciliation¹⁰⁵¹ chargée de mettre en place un centre commémoratif, qui se voit attribuer des locaux à Berlin. Nous reviendrons un peu plus loin sur ces évolutions récentes.

Quoi qu'il en soit, le projet, depuis sa conception, fait assez peur pour avoir suscité de la concurrence. Une concurrence organisée par le député SPD Markus Meckel qui, d'emblée, a joué la carte européenne, en général, et la carte polonaise, en particulier. Son projet, lancé en 2003, a reçu le soutien de personnalités comme Vaclav Havel, Bronislaw Geremek ou Aleksander Kwasniewski qui furent respectivement président de République tchèque, ministre et président de Pologne. L'idée de M. Meckel est de mettre en place un véritable réseau européen contre les expulsions. Le financement de ce projet avant sa récente inclusion dans le projet fédéral¹⁰⁵² était aussi incertain que celui du projet représenté par Mme Steinbach. Malgré toutes les hypothèques, l'idée d'un tel centre a fait son chemin et fait couler beaucoup d'encre. Ainsi, au fil des années,

entretien à l'été 2005 et que l'on peut observer dans les impressionnants carnets anonymes intitulés *Une femme à Berlin/Journal 20 avril-22 juin 1945*, Gallimard, 2006, 394 p.

¹⁰⁵¹ Voir son site internet : www.dhm.de

¹⁰⁵² Voir *infra*, dans cette même sous-partie.

diverses personnalités ont proposé leur idée quant à l'implantation d'un centre européen ou au moins plurinational. Les noms des villes silésiennes de Wrocław (l'ancienne Breslau) et Görlitz ont été prononcés. La première présente l'intérêt d'être aujourd'hui polonaise mais d'avoir été, pendant des siècles, allemande. La seconde se trouve, pour sa plus grande partie, en Allemagne mais à la frontière polonaise, sur les rives de l'Oder et fut divisée entre les deux pays en 1945. Par ailleurs, on a entendu, entre autres, des noms tels que ceux de Gdansk, l'ancienne Dantzig, ou même celui de Sarajevo.

Ces dernières propositions représentaient tout ce que voulait éviter Mme Steinbach qui, ayant cédé sur le côté (quasi) exclusivement allemand du Centre, entendait que le drame que vécut sa famille et tant d'autres reste au centre du projet, et que celui-ci se construise à Berlin, la capitale de l'Allemagne réunifiée, et non dans une ville de province ou, pire, à l'étranger, crainte désormais sans fondement. Son objectif, encore aujourd'hui est de contribuer à ce que ces expulsions soient non seulement solennellement et durablement commémorées, mais également qu'elles le soient de la façon la plus proche possible des conceptions mémorielles relayées par les associations de réfugiés. Précisons que le principe d'une commémoration au niveau fédéral équivaut à leur reconnaissance sans réserve en Allemagne, sinon au plan international comme le *Bund der Vertriebenen* le souhaiterait dans l'idéal. Reste, entre autres, un obstacle majeur à une telle reconnaissance, un tabou pourtant en partie levé depuis plusieurs années, celui de la souffrance allemande : le « peuple des bourreaux » peut-il être également un peuple victime, dans quelque mesure que ce soit ?

Un second obstacle, encore plus grand peut-être, qui se dresse sur la route d'Erika Steinbach et de son projet, est, encore aujourd'hui, sa personne-même et l'association dont elle est présidente. Malgré les efforts faits en la matière pour rendre le projet (plus) consensuel, tant que celui-ci était principalement porté par ses promoteurs originels (le *Bund der Vertriebenen*), il n'avait, comme nous l'avons dit, guère de chance d'être réalisé.

En attendant une évolution favorable, ou bien pour provoquer une telle évolution, la Fondation Centre contre les expulsions organisait pour la première fois, en 2006, une exposition à Berlin, pour laquelle on avait fini par trouver, après plusieurs tentatives infructueuses, une date et un lieu : on pouvait la voir du 10 août au 29 octobre 2006 au *Kronprinzenpalais* sur *Unter den Linden*, la plus grande artère du centre de la capitale. C'était l'occasion pour Mme Steinbach et ses collègues de prouver que leurs intentions n'étaient pas celles qu'on leur prêtait. On y présenta sous le titre *Erzwungene Wege*, Itinéraires forcés, le XX^{ème} siècle, siècle des expulsions en Europe, sans se restreindre à celles dont furent victimes des Allemands. On parlait donc du génocide arménien pour arriver au cas de la Bosnie-Herzégovine, en s'efforçant de replacer les événements dans leur contexte historique.

Plusieurs questions se posaient. La première était de savoir si la fondation était capable d'organiser une telle exposition, la seconde si les Réfugiés, avant que la génération qui a vécu les expulsions ne disparaisse, allaient parvenir à ce qu'un centre officiel commémore leur destin,

dussent-ils pour cela partager l'espace avec d'autres¹⁰⁵³.

L'exposition, consacrée aux déplacements forcés de population dans l'Europe du XX^{ème} siècle, avait ouvert ses portes à la mi-août. Cette ouverture avait été précédée de mois de controverse. L'hebdomadaire *Die Zeit*, par exemple, dénonçait déjà ce qui allait être montré au public, avant même que l'exposition n'ait ouvert ses portes.

La presse conservatrice, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ)* notamment, y voyait l'illustration manifeste de la capacité du *Bund der Vertriebenen* à diriger le Centre contre les expulsions que celui-ci rêve, depuis l'an 2000, d'installer dans la capitale allemande. À l'opposé, *Die Zeit* (un de ses rédacteurs) voyait dans ces Itinéraires forcés des « *Trübe Wege* », de « troubles voies¹⁰⁵⁴ », entendant par là que l'objectif des organisateurs, ne se bornait pas à l'information des visiteurs mais visait à faire passer un message tout politique, voire, carrément, de remettre en question les frontières de la République fédérale¹⁰⁵⁵.

Fallait-il aller si loin dans l'interprétation des intentions des organisateurs ? La presse locale s'en tenait, pour sa part, à l'exposition elle-même, relevant son excessive brièveté¹⁰⁵⁶. Était passée en revue une période longue (plus d'un siècle), riche en événements tragiques et excessivement délicats à traiter. D'autant plus délicats que mémoire(s) et histoire s'entrechoquent violemment sur ces sujets.

L'exposition était présentée dans trois pièces principales d'inégale grandeur. On y accédait par un grand escalier donnant sur le hall d'entrée, on se retrouvait alors face à face avec le premier des nombreux textes qui couvrent les murs des salles d'exposition. Ce texte comportait les précautions usuelles et liminaires sur la difficulté inhérente à la réalisation d'une telle exposition :

- tout d'abord, le problème des chiffres qui, pour des événements de ce genre, ne peuvent être que des approximations et, dans bien des cas, peuvent aller du simple au double, voire bien plus,
- puis, celui des sources, les instances responsables des expulsions ou déportations ne faisant généralement rien pour leur conservation.

¹⁰⁵³ Nous nous appuyons dans les paragraphes suivants sur une chronique que nous avons consacrée à l'exposition évoquée ici. Organisée par la Fondation Centre contre les expulsions elle eut pour voisine directe l'exposition intitulée « Fuite, expulsion, intégration », organisée au Musée historique allemand. Cette chronique était intitulée : « L'exposition berlinoise '*Erzwungene Wege*' sur *Unter den Linden* peine à faire taire la polémique. » Voir Besnault, Etienne, « Itinéraires forcés/Une exposition qui peine à faire taire la polémique », in *Documents/Revue du dialogue franco-allemand*, n° 5, octobre 2006, p. 68-70, titre modifié par la rédaction de la revue.

¹⁰⁵⁴ Hofmann, Gunter « *Trübe Wege/Eine Ausstellung über Flucht und Vertreibung in Berlin entlastet die deutsche Geschichte und erschwert die Beziehungen zu Polen* », in *Die Zeit*, 10 août 2006.

¹⁰⁵⁵ Une vision relativisée par un rédacteur du même hebdomadaire qui ne voit rien de choquant dans cette exposition, simplement la preuve que le contexte européen l'emporte largement sur les « pleurnicheries » (« *Weinerlichkeit* ») et sentiments d'injustice allemands, si l'on considère, toutefois, que l'exposition servait de camouflage aux unes et aux autres. Voir Jessen, Jens « *Die Mitschuld der Opfer/Die Berliner Vertriebenen-Ausstellung 'Erzwungene Wege' ist zu Unrecht umstritten* », in *Die Zeit*, 17 août 2006.

¹⁰⁵⁶ Stephan Speicher : « *Falsch ist das nicht. Aber es ist zu wenig/Das Zentrum gegen Vertreibungen hat die Probe seines Könnens abgegeben : 'Erzwungene Wege'* », in *Berliner Zeitung*, 11 août 2006.

Ces précisions faites, le but de l'exposition était défini comme suit : « documenter les causes, effets et conséquences communes ou différentes¹⁰⁵⁷ » des expulsions de plus d'une trentaine de peuples à travers l'Europe au XX^{ème} siècle. Pour se prémunir des reproches qui lui sont régulièrement adressés, l'organisateur indiquait encore qu'il ne s'agissait pas d'établir un classement des souffrances endurées par les uns et les autres, mais de dénoncer les expulsions et transferts forcés de population et de les bannir à jamais de l'arsenal des instruments politiques, dans le monde entier. Il déclarait ensuite que la cause principale de ces expulsions à répétition est l'idée d'un Etat-Nation ethniquement homogène, mais que le racisme et l'antisémitisme sont, eux aussi à l'origine de déportations et d'exterminations, avant une dernière précision : « des chiffres abstraits masquent la souffrance de chaque individu. Même dans des chiffres relativement peu élevés, une catastrophe collective peut se refléter¹⁰⁵⁸. »

Le visiteur, ainsi prévenu, pouvait entrer dans la première salle, la plus grande, tapissée au sol et aux murs de la carte de l'Europe centrale et de l'Asie mineure. Aux murs également, une longue frise présentait, en texte et en image, l'histoire des transferts forcés de population au XX^{ème} siècle. On commençait par l'implosion de l'Empire ottoman victime de l'irrésistible ascension de l'idée d'Etats-Nations ethniquement homogènes. Etait exposé, ensuite, le génocide dont furent victime les Arméniens, puis les échanges de populations turques et grecques en Asie mineure et en Thrace. L'accent était ici mis sur les difficultés des déplacés « rentrant » dans un *Vaterland* qui, en fait, leur est étranger, qui n'est pas leur *Heimat*¹⁰⁵⁹.

On quittait alors l'Asie mineure et les bords de la Méditerranée pour rejoindre l'Allemagne d'après 1933. En quelques lignes étaient traitées l'exclusion des juifs de la vie publique, puis leur déportation d'abord en Allemagne et dans l'Europe entière ensuite. Un processus qui aboutit à leur extermination. Etait bien précisé « la représentation de l'assassinat des Juifs d'Europe n'est pas le sujet de cette exposition. L'exposition montre bien plus le processus progressif qui a conduit de l'expulsion à l'Holocauste¹⁰⁶⁰. » Dès cet instant se faisait jour un des problèmes majeurs rencontrés par les exposants : l'ambition démesurée du commanditaire : les thèmes corollaires au sujet de l'exposition ne pouvaient être traités qu'en quelques lignes, du fait du manque de place. Mais pour le cœur du sujet lui-même il n'y avait pas de place non plus. Ainsi, toutes les expulsions ou déportations ayant eu lieu pendant ou à l'issue de la Seconde Guerre mondiale étaient traitées de la même manière : celles des Baltes, des Polonais, des Ukrainiens, des Allemands bien sûr (avec une mesure notable dans le propos), des Caréliens et des Italiens de Dalmatie. Pour ces derniers, on précisait que, depuis 2002, leur expulsion est

¹⁰⁵⁷ « *Unterschiedliche Ursachen, Wirkungen, und Folgen von Zwangsmigrationen [zu dokumentieren]* », Texte affiché dans les salles de l'exposition, notes personnelles prises par l'auteur lors de sa visite.

¹⁰⁵⁸ *Ibid.* : « *Abstrakte Zahlen versperren die Sicht auf das Leiden der einzelnen Menschen. Auch in relativ niedrigen Zahlen kann sich eine kollektive Katastrophe widerspiegeln.* »

¹⁰⁵⁹ D'où la notion « d'apatriment », contrastant avec celle de rapatriement.

¹⁰⁶⁰ « *Die Darstellung der Ermordung der europäischen Juden ist nicht das Thema dieser Ausstellung. Die Ausstellung zeigt vielmehr den schrittweisen Prozeß der Vertreibung bis zum Holocaust.* » Notes personnelles prises par l'auteur lors de sa visite.

commémorée chaque 10 février, et qu'en 2005 tous les partis politiques se sont associés aux célébrations de ce « jour de la commémoration¹⁰⁶¹ ». Difficile de ne pas voir là le reproche fait aux politiques Allemands de leur incapacité à commémorer de façon unanime l'expulsion des Allemands en 1945, même si, comme en Italie, une telle journée est célébrée chaque année en Allemagne : le jour de la *Heimat*, qui n'a toutefois pas de caractère fédéral. Le « défilant », ce texte apposé au mur comme celui d'un rouleau déroulé dans sa totalité, était ainsi serti de ce genre de précisions dans lesquelles on reconnaît de nombreuses exigences du *Bund der Vertriebenen* (mal) camouflées.

Après les Italiens et le retour à la Méditerranée, on s'intéressait au cas des Chypriotes dont la patrie est divisée, selon des critères ethniques, depuis plusieurs dizaines d'années, une division qui n'est pas sans rappeler celle de l'Allemagne après 1945. Puis, pour finir, était traité le cas de l'ex-Yougoslavie qui, en Allemagne, provoqua un retour au premier plan de l'histoire des Réfugiés de 1945, une histoire qui, au grand dam du *Bund der Vertriebenen*, ne rencontrait, bien souvent, plus que désintérêt et indifférence. Les images de Bosnie puis du Kosovo provoquèrent, à l'époque, un regain d'intérêt et de solidarité pour des populations ignorées ou considérées comme passéistes. C'est lors de ces événements dans les Balkans que l'expression « purification ethnique » fit son entrée dans le vocabulaire de nombreuses langues européennes et dans la rhétorique de certaines associations de réfugiés. Pour autant, les organisateurs ont préféré ne pas le mettre en rapport avec l'expulsion des Allemands après la Seconde Guerre mondiale, considérant, avec justesse, que le mot est par trop associé à celui de génocide¹⁰⁶².

On voyait dans cette pièce, au fil de la lecture du texte mural toute la difficulté pour des Allemands de parler de ces sujets. Cette difficulté particulière et le caractère extrêmement délicat, dans l'absolu, d'une telle entreprise sont évidents, quel que soit celui qui s'y attelle. Cependant il est impossible pour une organisation allemande, et le *Bund der Vertriebenen* ne fait pas exception (au contraire, et même si cela contrecarre systématiquement ses projets), de traiter uniquement du destin tragique de ses membres. Trop grands sont les crimes commis au nom du peuple allemand qui ont précédé ces événements (tragiques eux aussi). Cette impossibilité confronte abruptement le *Bund der Vertriebenen* à ses limites, puisqu'il se voit, de ce fait, obligé de traiter d'événements pour lesquels il n'a ni compétence ni légitimité. Cela se traduisait dans cette exposition par une impression d'inabouti qui ne quittait pas le visiteur, d'autant que le texte naviguait en permanence entre un « elliptisme » parfois ambigu et ce style très économe en mots qui n'est pas sans rappeler celui des manuels d'histoire du collège.

Dans la même salle, on pouvait écouter de multiples témoignages de personnes ayant vécu les différents événements évoqués, du génocide arménien aux événements de Bosnie-Herzégovine, en passant par l'Holocauste et l'expulsion des Allemands d'Europe de l'Est. Ces récits tranchaient avec le caractère très sec des textes muraux. On entrait là dans le caractère

¹⁰⁶¹ « *Tag des Gedenkens* », *ibid.*

¹⁰⁶² Krieg-Planque, Alice, « *Purification ethnique* »/Une formule et son histoire, CNRS Editions, Paris, 2003, 523 p.

individuel et personnel des expulsions, aspect exposé également dans les deux petites pièces suivantes. Dans la première étaient présentés des objets emportés dans la fuite et qui devinrent pour certains des reliques (les exposants jouant sur les mots « *Relikt* » : ce qui reste, le reliquat en quelque sorte, et « *Reliquien* » : les reliques, au sens religieux du terme). On pouvait voir, par exemple, un trousseau de clefs qui illustrait de façon assez frappante l'intention de retour qui animait bien des réfugiés. Dans cette pièce, il était question de la *Heimat* et de sa perte. On y percevait, mais quasiment en filigrane, la signification du traumatisme que les réfugiés ont subi et, en faisant l'effort, on arrivait alors à comprendre et à lire entre les lignes les raisons de la survalorisation du folklore (souvent un peu ridicule vu de l'extérieur) vécu comme une sorte de refuge et comme lieu de libre expression d'une nostalgie souvent difficile à assumer.

Dans la pièce attenante on pouvait voir, en survol, la vie dans les habitations provisoires et dans les camps de réfugiés. À la sortie de cette salle était exposée un objet dont les organisateurs étaient très fiers. Il s'agissait d'un drapeau prêté par une association de *Sibiriaken*, des Polonais de l'Est chassés de leur patrie (ces territoires devenus soviétiques après la Seconde Guerre mondiale) et qui furent déportés en Sibérie. Il était accompagné d'un extrait d'une lettre du président de l'association se disant honoré de participer à la commémoration de ces événements tragiques. Une transition efficace pour le hall de sortie consacré au dialogue entre victimes, mais également entre anciens et nouveaux habitants des régions touchées par les expulsions.

C'est là qu'on trouvait la conclusion et l'envoi de l'exposition, une quarantaine de lignes au message quelque peu embrouillé. On y abordait, pêle-mêle, le travail effectué par la société allemande par rapport à l'Holocauste, la difficulté du dialogue et de la réconciliation dans certains contextes politiques et historiques ; on y louait l'action des Eglises, celles des Réfugiés allemands qui ont renoncé à la vengeance dès les années cinquante, pour finir par signaler que les initiatives privées ne sont pas à sous-estimer... un *patchwork* qui ne remplissait ni ses fonctions de conclusion ni d'envoi, et dont on se demande s'il était un appel à la société polonaise, invitée à accomplir le travail sur elle-même (concernant l'expulsion des Allemands) que la société allemande a pu faire (sur la période hitlérienne), ou bien, soulignant le dialogue entamé avec le voisin polonais, s'il déplorait, en creux, l'absence d'un tel dialogue avec le voisin tchèque (cas des Sudètes) ? En tout cas il délaissait le contexte européen global pour se concentrer sur le cas allemand, donnant à penser que l'exposition n'était qu'un habillage européen à un projet, en fait, purement germanocentré, un risque que renforçait l'absence de traduction en anglais, français, polonais ou tchèque du texte mural qui constituait, de fait, la pièce centrale de l'exposition.

L'exposition traverse depuis lors l'Allemagne tout entière¹⁰⁶³. Son manque de clarté et « l'elliptisme » constant dans la réalisation et quant aux intentions auraient probablement pu être compensés avec bonheur par une annonce de ce genre : « ceci est notre vision du problème,

¹⁰⁶³ On peut suivre une partie de son parcours en consultant le site de la Fondation Centre contre les expulsions : <http://www.z-g-v.de/aktuelles/?id=39>.

de notre problème, de notre destin ». Le point de vue adopté, celui d'une objectivité forcée, est forcément suspect. D'autant qu'à quelques mètres du *Kronprinzenpalais* (qui accueillait alors ces Itinéraires forcés), de l'autre côté d'*Unter den Linden*, se tenait jusqu'au 23 août 2006, au Musée historique Allemand, une exposition intitulée *Flucht, Vertreibung, Integration*, Fuite, expulsion, intégration, qui traitait de façon habile et politiquement neutre, autant que faire se peut, le problème des réfugiés allemands depuis 1945. Cette exposition, prolongée d'une quinzaine de jours (pour que les gens disposent d'une source d'information alternative), bénéficiait de moyens beaucoup plus importants, d'un lieu adapté (la nouvelle annexe du Musée historique allemand) et la grande compétence de la Maison de l'histoire de RFA¹⁰⁶⁴, fondation et institution réputée dont le siège est situé à Bonn, l'ancienne capitale fédérale.

La conclusion qui s'imposait à la sortie de cette exposition était la suivante : comme beaucoup s'y attendaient, le *Bund der Vertriebenen* n'avait pu prouver sa capacité à assumer un tel projet. Ce à quoi s'ajoutent les réserves suivantes :

- cela ne constitue pas sa mission : il est censé représenter les Réfugiés allemands. En s'emparant du destin de bien d'autres (des juifs notamment), il usurpe un droit qu'il ne détient pas. D'autant moins que, pendant des années, des postes de responsabilité élevés au sein de la Fédération furent occupés par des ex-membres du NSDAP (le parti nazi) voire de la SS¹⁰⁶⁵. Une partie de son histoire avec laquelle la Fédération refuse de se confronter, même si depuis les années 2000 et sous l'impulsion de sa nouvelle présidente elle a pris ses distances avec l'extrême-droite (processus d'ailleurs salué, en son temps, par l'ex-chancelier Schröder qu'on ne peut soupçonner d'aucune sympathie pour le *Bund der Vertriebenen*). Ainsi, avec une exposition s'en tenant à la mémoire des Réfugiés allemands (et éventuellement d'autres pays) cette organisation serait plus dans son rôle et son entreprise aurait, peut-être, été mieux acceptée ;
- cela est hors de ses compétences : comme le montre l'exposition au Musée historique Allemand, pour réaliser une entreprise pourtant moins ambitieuse, il faut tout de même disposer de moyens bien plus importants, aussi bien sur le plan financier que scientifique. D'autant que le *Bund der Vertriebenen* n'est pas réputé faire autorité sur ces questions, malgré l'expérience personnelle de ses membres et la collaboration de certains scientifiques, spécialistes, pour leur part, de ces sujets. Une autorité d'autant moins évidente que l'organisation a décidé de traiter de l'Europe entière.

Toutefois, à sa décharge, il faut reconnaître que l'ambition d'exhaustivité de l'exposition et du Centre contre les expulsions (dont elle est le précurseur), n'a grandi que sous la pression extérieure qui reprochait au projet d'être justement trop germano-allemand.

¹⁰⁶⁴ *Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland*.

¹⁰⁶⁵ Kloth, Hans Michael, Wiegrefe, Klaus « Unbequeme Wahrheiten/Der Bund der Vertriebenen weigert sich seit Jahren, die eigene Geschichte aufzuarbeiten. Nun belegen Aktenfunde, dass es in der Führung des BdV weit mehr Ex-Nazis gab als bekannt. », in *Der Spiegel*, 14 août 2006.

Quoi qu'il en soit, le projet étant amené aujourd'hui à se réaliser, en exclure le *Bund der Vertriebenen* serait plus que délicat. Non seulement parce qu'Angela Merkel a plusieurs fois soutenu le projet et que son parti trouve une clientèle fidèle chez les Réfugiés, mais aussi parce que cela ne serait pas juste. Non que le *Bund der Vertriebenen* soit à l'origine de l'idée, mais parce que la volonté de ses membres – conserver leur mémoire et écrire l'histoire de leur destin – est légitime. Il n'est d'ailleurs pas question de l'en exclure, même si sa représentation dans le directoire du Centre pose toujours problème.

Revenons sur les prémisses de la question du Centre contre les expulsions. Comme nous l'avons précisé, Erika Steinbach fut d'emblée consciente que ce projet ne se concrétiserait pas sans un recentrage du projet par rapport aux prises de position habituelles de son organisation. Malgré tout, le projet initial provoqua, dès qu'il fut rendu public, un tollé. Cette « *Haus der fünfzehn Millionen* », « Maison des 15 millions » sentait encore trop l'esprit de revanche, d'autant que sa dimension mémorielle se restreignait au destin des Allemands expulsés après 1945, les 15 millions de personnes en question. Étaient également prévues la possibilité pour chaque famille de poser une plaquette virtuelle ainsi que la construction d'une rotonde dans laquelle chaque *Landsmannschaft* serait représenté, et dans laquelle des cérémonies du souvenir seraient organisées avec un système de relève. Une perspective qui était un cauchemar non seulement en Pologne, mais également pour bien des sociaux-démocrates, qui ne comprirent d'ailleurs pas réellement pourquoi leur ancien secrétaire général Peter Glotz avait rejoint le projet d'Erika Steinbach, qu'il co-dirigeait en outre, et comment celle-ci avait réussi à lui faire franchir ce pas. Les deux personnalités paraissaient en effet, *a priori*, politiquement incompatibles, le premier ayant été un des chantres du postnational en RFA, tandis que l'autre appartient à un camp qui n'a jamais abandonné le « national », bien au contraire.

Quoiqu'il en soit, le SPD repoussa le projet mené par E. Steinbach (rejet illustré par un vote au *Bundestag* en 2002, affirmant qu'un centre était souhaitable, mais que tout projet se devait d'être européen), et c'est autour de la figure de Markus Meckel que s'organisa la réflexion autour d'un projet alternatif clairement conçu en opposition avec celui du *Bund der Vertriebenen*. À l'été 2003, comme nous l'avons signalé plus haut, parut en Allemagne et en Pologne, à l'initiative de celui qui fut le dernier ministre des Affaires étrangères de RDA et qui figure à la pointe du dialogue polono-allemand, une déclaration de principe dans différents grands journaux comme *Die Welt* ou la *Gazeta Wyborcza*. Elle était signée par cent vingt personnalités, historiens, hommes politiques et journalistes d'un certain nombre de pays d'Europe centrale. Le débat fit rage pendant de longs mois et après de longues négociations on en vint à la fondation du *Europäisches Netzwerk Erinnerung und Solidarität*, Réseau européen mémoire et solidarité¹⁰⁶⁶, une instance qui, sous l'impulsion de la responsable de la culture et

¹⁰⁶⁶ Le 2 février 2005, voir Meckel, Markus, « *Symbole und Netzwerke* », Dialog 79/07, http://markusmeckel.de/index.php?option=com_content&task=view&id=59&Itemid=75&limit=1&limitstart=1.

des médias du gouvernement de l'époque, Mme Christina Weiss¹⁰⁶⁷, regroupait l'Allemagne, la Pologne, la Hongrie et la Slovaquie. La République tchèque et l'Autriche, bien qu'ayant participé aux négociations, se tenaient à l'écart mais se déclaraient ouvertes à une collaboration sur des projets précis. Le gouvernement Schröder était certes heureux d'avoir réussi à mettre en place cette alternative (pour lui bien venue¹⁰⁶⁸) au projet Steinbach, mais encore fallait-il qu'elle fonctionne. Ce ne fut pas le cas, on en arriva même à la situation étonnante dans laquelle la fondation fut créée et installée à Varsovie, dotée de statuts de droit polonais, mais resta inactive. Elle dispose bien d'un employé allemand, mais celui-ci ne fut jamais envoyé prendre ses fonctions sur place. La période troublée correspondant au gouvernement des frères Kaczynski¹⁰⁶⁹ avait débuté et la motivation des différents Etats ainsi que leur entente sur le sujet étaient manifestement faibles¹⁰⁷⁰.

Le 11 novembre 2005, dans le *Koalitionsvertrag*, la convention de coalition¹⁰⁷¹, du gouvernement de grande coalition réunissant CDU/CSU et SPD, on se mit d'accord sur la déclaration suivante : « nous voulons installer à Berlin, dans un esprit de réconciliation, un signe visible, pour commémorer – en liaison avec le 'Réseau européen mémoire et solidarité', les pays qui y sont parties prenantes aujourd'hui, la Pologne, la Hongrie, la Slovaquie et d'autres encore à l'avenir - le déni de droit que constituent les expulsions et proscrire celles-ci à jamais¹⁰⁷². » L'Union avait imposé la localisation à Berlin, le SPD l'intégration au projet de son réseau en sommeil, quant à donner un nom au projet, on n'avait pu dépasser l'euphémisme du « signe visible », qui montrait une chose de façon patente : on était d'accord sur peu de chose.

Pourtant on avança sur le sujet, des discussions furent menées entre les différentes parties prenantes à la coalition ainsi qu'entre le responsable fédéral de la culture et des médias et le gouvernement polonais, dont il fallait, sinon s'assurer le soutien, du moins faire en sorte qu'il ne s'oppose pas publiquement à la réalisation du projet. L'accord est désormais une loi adoptée par le *Bundestag* en décembre 2008¹⁰⁷³ qui voit la création de cette nouvelle entité intitulée Fondation fuite, expulsion, réconciliation¹⁰⁷⁴, placée sous la tutelle d'une entité publique : le

¹⁰⁶⁷ Voir la tribune que tint cette personnalité dans l'hebdomadaire *Die Zeit* à l'automne 2003, dans laquelle elle exposait sa conception d'un réseau mémoriel, seul à même de faire avancer une large connaissance de l'histoire : Weiss, Christina, « Niemand will vergessen/Aber nur ein Netz von Geschichtswerkstätten in ganz Europa dient der historischen Aufklärung », in *Die Zeit*, 2 octobre 2003.

¹⁰⁶⁸ Entretien accordé à l'auteur en septembre 2006 par Friedrich Boll, responsable de ces questions à la fondation Friedrich Ebert.

¹⁰⁶⁹ S'agissant de l'instrumentalisation du projet de centre à des fins de politique intérieure par le gouvernement polonais de l'époque, voir : Dakowska, Dorota, « Le 'Centre contre les expulsions' : les enjeux d'un débat transnational », in Mink, George, Neumayer, Laure (sous la direction de), *L'Europe et ses passés douloureux*, 2007, p. 128-139, ici p. 10.

¹⁰⁷⁰ S'agissant de l'histoire de ce réseau européen et de ses nombreuses difficultés, on peut en suivre l'évolution sur le site internet de Markus Meckel, voir Meckel, Markus, « *Symbole und Netzwerke* », *Dialog* 79/07, http://markusmeckel.de/index.php?option=com_content&task=view&id=59&Itemid=75&limit=1&limitstart=1.

¹⁰⁷¹ *Ibid.*, « *Wir wollen im Geiste der Versöhnung auch in Berlin ein sichtbares Zeichen setzen, um - in Verbindung mit dem europäischen Netzwerk Erinnerung und Solidarität über die bisher beteiligten Länder Polen, Ungarn und Slowakei hinaus - über das Unrecht von Vertreibungen zu erinnern und Vertreibungen für immer zu ächten.* »

¹⁰⁷³ Voir la déclaration du responsable fédéral de la culture et des médias : Neumann, Bernd, « *Stiftung Flucht, Vertreibung, Versöhnung erfolgreich auf den Weg gebracht* », *Presse und Informationsamt der Bundesregierung, Pressemitteilung* n° 152, <http://www.bundesregierung.de/Content/DE/Pressemitteilungen/BPA/2009/04/2009-04-08-bkm-stiftung-flucht-vertreibung-versoehnung.html>.

¹⁰⁷⁴ Le texte du projet de loi (adopté depuis) est consultable sur le site internet du gouvernement fédéral à l'adresse

Musée historique allemand et dont le siège sera la Maison de l'Allemagne¹⁰⁷⁵ dans le centre de Berlin, dans l'arrondissement de *Kreuzberg*. Le Centre en question fera reposer ses premières expositions sur les devancières que nous avons traitées plus haut : celle du Musée historique allemand, Fuite, Expulsion, Intégration (en grande partie), mais aussi sur les Itinéraires forcés de la fondation de Mme Steinbach (dans une moindre mesure). On le voit, tout ici est compromis :

- une fondation spécialement dédiée au sujet, mais dépendante d'une entité de droit public,
- un siège berlinois, relativement central, certes, mais à distance des autres centres muséaux et mémoriaux,
- une entité se voyant attribuer les fonds de l'une et l'autre des deux dernières expositions sur le sujet,
- un directoire composé de membres du *Bundestag*, de différents ministères, des Eglises évangélique (protestante) et catholique ainsi que du Conseil central des Juifs, mais aussi du *Bund der Vertriebenen*.

On se retrouve dans une situation de pat¹⁰⁷⁶ qui n'est pas sans poser plusieurs problèmes. Le premier fut, à nouveau, la personnalité de Mme Steinbach, le SPD posant, *de facto*, son veto à une participation de la présidente du *Bund der Vertriebenen* au directoire de la fondation et les protestations venues de Pologne à cet égard faisant grand bruit. Pour éviter un nouveau blocage, le *Bund der Vertriebenen* (en cela conseillé par des membres influents de l'Union) décida de n'y envoyer personne, puis seulement deux représentants (mais pas sa présidente) pour les trois places qui lui étaient réservées, décision habile qui lui permet de ne pas être responsable plus longtemps de quelque blocage que ce soit. Le SPD se félicita de cette décision et proclama « qu'il doit être clair désormais pour toutes les parties concernées que la place ne peut pas être gardée libre pour Mme Steinbach¹⁰⁷⁷ ». Il déclara également qu'il fallait que les travaux de la fondation soient élaborés en collaboration avec des scientifiques polonais et d'autres pays d'Europe dans un esprit de réconciliation¹⁰⁷⁸, message adressé implicitement aux associations de réfugiés¹⁰⁷⁹ et un élément supplémentaire qui laisse à penser que le travail de cette fondation

suivante : <http://www.bundesregierung.de/Content/DE/Pressemitteilungen/BPA/2008/09/2008-09-03-pm-stiftung-flucht-vertreibung.html>.

¹⁰⁷⁵ *Deutschlandhaus*.

¹⁰⁷⁶ Situation dans laquelle le jeu est bloqué aux échecs, la conséquence étant que la partie n'est gagnée par aucun des deux joueurs.

¹⁰⁷⁷ « *Inzwischen sollte jedoch allen beteiligten klar sein, dass der Platz nicht für Frau Steinbach freigehalten werden kann* », in Meckel, Markus, Schwall-Düren, Angelica, « SPD begrüßt Verzicht Steinbachs », 4 mars 2009, www.markusmeckel.de. Communiqué de presse commun de Mme Schwall-Düren, présidente du groupe parlementaire SPD au *Bundestag*, et de M. Meckel, Vice porte-parole aux Affaires étrangères du groupe parlementaire SPD au *Bundestag* et président du groupe parlementaire germano-polonais.

¹⁰⁷⁸ « *Dazu ist es unerlässlich, die Inhalte unter Beteiligung von polnischen und anderen internationalen Wissenschaftlern im Geiste der Versöhnung und nachbarschaftlichen Verständigung zu erarbeiten* », « Pour cela il est indispensable que les contenus soient conçus avec des scientifiques polonais et d'autres nationalités dans un esprit de réconciliation et de bon voisinage », *ibid.*

¹⁰⁷⁹ Wilhelm von Gottberg nous déclarait par exemple qu'il ne voyait pas ce qui interdirait aux Allemands de

ne sera pas simple.

Le bilan (provisoire) est donc assez contrasté pour les deux camps qui s'opposent sur la question de ce Centre. Ils peuvent tous deux se targuer de succès importants, pour Erika Steinbach : avoir abouti à la réalisation effective d'un tel projet, pour Markus Meckel avoir infléchi de façon importante la direction qu'il aurait pris sans son intervention.

Au-delà de la simple question du Centre, il est un champ qui est ré-exploré depuis une quinzaine d'années et dont cette question n'est qu'un des aspects, c'est non seulement celui de Fuite et Expulsion, mais également, par ce biais et d'autres, celui des provinces perdues, de l'Est historique allemand. Les débats parfois houleux auxquels on assiste depuis la fin des années 1990 sont l'expression tangible d'un processus qui a débuté plusieurs années auparavant, la construction dans la société allemande d'un lieu de mémoire commun, unitaire, construction qui ne se fait pas sans heurts, d'autant que les fronts établis sur cette thématique sont remis en question depuis lors. Une des questions majeures qui se pose est alors de savoir si on se dirige vers un consensus politique autour d'une juste mémoire¹⁰⁸⁰.

B. La transformation des relations entre Réfugiés et grands partis

Nous venons de voir comment, après de longues tergiversations, on s'était mis d'accord sur le principe de la construction d'un centre consacré aux expulsions¹⁰⁸¹. L'idée émise à la fin des années 1990 ne fut donc validée qu'au bout de dix ans par le gouvernement de Berlin, ville dans laquelle le Centre sera construit.

Le fait que le projet voit le jour à Berlin est sans aucun doute une victoire pour la Fondation d'Erika Steinbach, largement soutenue par les partis de l'Union. L'inclusion dans un réseau européen conforte également les tenants de la vision de Markus Meckel, majoritaire au SPD. Il est important de préciser que le bâtiment prévu pour héberger le projet est situé à proximité et non au centre même de Berlin et que son apparence extérieure est très discrète¹⁰⁸², ce

commémorer sur un plan strictement national les expulsions et que les Polonais, de leur côté, avaient construit, seuls, un musée remarquable sur le soulèvement de Varsovie en 1944. À ce propos Gunter Hofmann déclarait en 2006 que le projet Steinbach « n'avait jamais été conçu comme européen et jamais vraiment comme germano-polonais », Hofmann, Gunter « Trübe Wege/Eine Ausstellung über Flucht und Vertreibung in Berlin entlastet die deutsche Geschichte und erschwert die Beziehungen zu Polen », *in Die Zeit*, 10 août 2006.

¹⁰⁸⁰ Au sens que Paul Ricœur lui donne, voir, entre autres, Abel, Olivier, Castelli-Gattinara, Enrico, Loriga, Sabrina, Ullern-Weitè, Isabelle (sous la direction de), *La juste mémoire/Lectures autour de Paul Ricœur*, Labor et Fides, Paris, 2006, 213 p. Voir, *infra*, conclusion générale.

¹⁰⁸¹ « Ein 'mühsam errungener Kompromiß' », « un 'compromis laborieusement acquis' », selon les mots même d'une note interne de la chancellerie, cités in Bota, Alice, Wefing, Heinrich, « Entspannt euch/Nach Jahrelangem Streit ist die schwierige Erinnerung an die Vertreibung plötzlich kein Problem mehr zwischen Deutschen und Polen. Ein Lehrstück aus dem Handbuch der Deeskalation », *in Die Zeit*, n° 13, 2008, p. 10.

¹⁰⁸² *Ibid.*, « Das 'sichtbare Zeichen' wird betont dezent ausfallen », « Le 'signe visible' sera d'apparence particulièrement discrète »,

qui permet d'éviter l'écueil, souvent pointé du doigt¹⁰⁸³, que constituerait l'érection d'un pendant au mémorial pour les Juifs d'Europe assassinés situé non loin de la Porte de Brandebourg, c'est-à-dire en plein cœur de la capitale fédérale.

Le principe d'un Centre contre les expulsions, signe visible installé à Berlin par la fondation *ad hoc* Fuite, expulsion, réconciliation est donc acquis. Le contenu sera celui des deux expositions dont il a été question plus haut : celle du Musée historique allemand conçue par la Maison allemande de l'histoire : Fuite, expulsion, intégration, ainsi que celle de la Fondation Centre contre les expulsions : Itinéraires forcés. Là encore on voit les gros traits du compromis global passé entre les différents partis de la coalition au pouvoir. Ce canevas relativement grossier, il faudra bien le compléter et le préciser et tout simplement déterminer quelle place on entend donner à Fuite et Expulsion dans la narration de l'histoire allemande. Ce processus de détermination est, de fait, engagé depuis plus d'une dizaine d'années, mais on entre désormais dans une phase d'accélération et de concrétisation. Au-delà de la place de la mémoire de ces événements, il en va également de la place de l'Est historique allemand dans cette narration. En effet, ces deux mémoires sont étroitement liées, à tel point que certains commentateurs affirment qu'elles ont tendance à être indistinctes. Ainsi, Eva et Hans Henning Hahn, dans leur contribution à la version française du projet des « Lieux de mémoire allemands » (titre français : *Mémoires allemandes*¹⁰⁸⁴), déclarent : « Il a existé dès l'origine, et il existe toujours, une tendance à identifier le lieu de mémoire 'exode et expulsion'¹⁰⁸⁵ au lieu de mémoire 'l'Est allemand', l'un et l'autre étant utilisés avec tous les contenus mythiques propres au second depuis le XIX^{ème} siècle. (...) On a donc l'impression que le lieu de mémoire 'exode et expulsion' sert de substitut à 'l'Est allemand', parce que ce dernier n'est plus politiquement correct¹⁰⁸⁶. »

Ces affirmations font allusion à certaines instrumentalisation de cette/ces mémoire(s) qui menèrent, selon ces deux commentateurs, à l'invocation aujourd'hui courante de « l'injustice » et de « l'atteinte aux droits de l'homme¹⁰⁸⁷ », là où on invoquait auparavant la « *Heimat* allemande » et « l'Est allemand », les deux types de locutions faisant référence, en réalité, à la fuite et à l'expulsion. Signalons tout de même que la locution « l'Est historique allemand », dont les deux personnalités en question ne font pas mention, fut également créée afin de remplacer « l'Est allemand » qui était considéré comme définitivement plus convenable

¹⁰⁸³ Par bon nombre de journalistes et par les tenants du projet Meckel au sein du SPD, par exemple Friedhelm Boll, expert sur ces questions à la Fondation Friedrich Ebert (entretien avec l'auteur, déjà cité). Ce dernier a d'ailleurs dirigé un ouvrage sur les déplacements forcés et autres expulsions : Boll, Friedhelm, Kruke, Anja (sous la direction de), *Zwangsmigration und Vertreibung/Europa im 20. Jahrhundert*, Verlag Dietz, Bonn, 2006, 240 p.

¹⁰⁸⁴ François, Etienne, Schulze, Hagen, (sous la direction de), *Mémoires allemandes*, Gallimard, Paris, 796 p.

¹⁰⁸⁵ Celui que nous nommons « Fuite et Expulsion ».

¹⁰⁸⁶ Hahn, Eva, Hahn, Hans Henning, « L'exode et l'expulsion », in François, Etienne, Schulze, Hagen, (sous la direction de), *Mémoires allemandes*, Gallimard, Paris, 2007, p. 607-630, ici p. 627. On retrouve cet article dans le projet original en langue allemande, mais les lignes que nous citons ici ne s'y trouvent pas, elle constitue une réactualisation, la traduction/adaptation française étant naturellement postérieure à l'édition originale : Hahn, Eva, Hahn, Hans Henning, « Flucht und Vertreibung », in François, Etienne, Schulze, Hagen (sous la direction de), *Deutsche Erinnerungsorte*, tome 1, C. H. Beck, Munich, 2001, p. 335-351.

¹⁰⁸⁷ « *Das Unrecht* », « *die Menschenrechtsverletzung* », voir *supra*, première partie, II. A. 2., entre autres.

la réunification une fois accomplie.

Sans nier d'aucune manière certaines instrumentalisation et les liens évidents entre les deux mémoires, d'autres commentateurs semblent, toutefois, récuser toute fusion ou confusion entre elles, c'est par exemple le cas de Manfred Kittel¹⁰⁸⁸. Précisons que les différents commentateurs cités ici collaborent avec des institutions qui sont elles-mêmes en lien plus ou moins étroit avec l'un et l'autre des deux grands partis populaires de RFA. Comme leurs analyses le laissent penser, leur vision respective s'accorde, l'une plutôt avec celle de la CDU, la seconde avec celle du SPD.

Qu'on considère que mémoire des expulsions et mémoire des territoires perdus sont distinctes ou non, on n'en assiste pas moins actuellement à la création d'un nouveau lieu de mémoire unitaire, ou du moins qui concerne la société allemande dans sa globalité et non plus seulement réfugiés et Réfugiés, c'est-à-dire ceux qui furent expulsés et leur famille ainsi que ceux parmi eux qui s'organisèrent dans les *Landsmannschaften*. La sortie du thème du ghetto dans lequel il était confiné est aujourd'hui établie, la société allemande s'y confronte à nouveau largement et il est difficile de l'ignorer, ne serait-ce que parce qu'il est bien représenté dans tous les types de médias. Ainsi se constitue actuellement le substrat sur lequel se fonderont à l'avenir les représentations collectives des événements de l'après-1945 et, le cas échéant, des territoires perdus à cette époque.

S'agissant de mémoire, on peut affirmer, suivant là les paradigmes élaborés par Maurice Halbwachs¹⁰⁸⁹, que chaque société se construit les représentations dont elle a besoin à un moment donné. À la notion de besoin ajoutons celle de capacité : pour l'Allemagne, sa condition d'Etat à souveraineté (relativement) limitée ayant pour objectif à long terme la réunification rendait certaines constructions quasiment impossibles, au grand dam de certains milieux, nostalgiques du *Reich* par exemple.

À propos de l'Allemagne, on peut parler de mémoires éclatées¹⁰⁹⁰. S'agissant de la mémoire qui nous intéresse ici au premier chef, l'expression est on ne peut plus pertinente, puisque celle-ci connut des variations importantes dans la société de RFA en général, tout en étant sans cesse cultivée ou maintenue, non seulement dans le ghetto Réfugiés, mais également dans le cadre familial¹⁰⁹¹ de ceux qui furent chassés de leur petite patrie de l'Est. Cette mémoire

¹⁰⁸⁸ Kittel, Manfred, *Vertreibung der Vertriebenen/Der historische deutsche Osten in der Erinnerungskultur der Bundesrepublik (1961-1982)*, Schriftenreihe der Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte, Oldenbourg, Munich, 2007, p. 182.

¹⁰⁸⁹ Halbwachs, Maurice, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Albin Michel, Paris, 1994 (1^{ère} édition 1925), 367 p., p. 290 notamment : « C'est pourquoi la société tend à écarter de sa mémoire tout ce qui pourrait séparer les individus, éloigner les groupes les uns des autres, et qu'à chaque époque elle remanie ses souvenirs de manière à les mettre en accord avec les conditions variables de son équilibre. »

¹⁰⁹⁰ Pour sa part, Hélène Miard-Delacroix parle « des mémoires concurrentes, des mémoires contestées », Miard-Delacroix, Hélène, « L'Allemagne face à son histoire », in *Revue internationale et stratégique*, 2009/2, n° 74, p. 182-190, ici p. 186.

¹⁰⁹¹ Comme l'indique Halbwachs : « Tant que les conséquences matérielles ou les répercussions psychiques de ce

familiale spécifique suivait son propre cours, indépendamment des cycles de la mémoire publique¹⁰⁹². Rappelons brièvement quels sont ces derniers :

- une première phase apologétique, une fois passé le choc de l'arrivée de millions de réfugiés ;
- une seconde phase de refoulement progressif d'événements par trop traumatisants à l'évocation malvenue ou gênante dans la société du miracle économique et de l'intégration (considérée comme) exemplaire de ces masses venues de l'Est ;
- une troisième phase pendant laquelle cette mémoire est inopportune car la RFA est engagée dans une politique d'ouverture à l'Est dans le cadre dans le mouvement global de la détente. Un autre élément important était que son évocation était susceptible en permanence de provoquer l'évocation d'un autre passé, d'une autre mémoire, celle de l'Holocauste ;
- la quatrième phase, celle que nous traitons ici, voit la question purgée de sa dimension territoriale. Elle est marquée par la disparition progressive des réfugiés, et voit la société ouest-allemande se rouvrir à ces pans de sa propre histoire.

Cette partition en quatre phases est discutable, pour plusieurs raisons. L'une d'entre elles et non des moindres est que, comme nous l'avons dit, parler de *la* mémoire allemande est délicat et que parler de mémoires allemandes¹⁰⁹³ au pluriel serait probablement plus opportun. Toutefois, au sein des multiples « courants de mémoire » en RFA, cette modélisation en quatre phases nous paraît pertinente, même si elle ne se veut en aucun cas définitive. Précisons également que ces différentes phases se chevauchent et que le passage de l'une à l'autre est, naturellement progressif, même si, pour certains, notamment les personnes concernées, le passage de la première à la seconde et, *a fortiori*, à la troisième, fut ressenti comme extrêmement soudain et brutal¹⁰⁹⁴.

fait se font sentir dans le groupe, celui-ci les retient, les met en bonne place dans l'ensemble de ses représentations... Du moment où l'événement considéré a en quelque sorte épuisé son effet social, le groupe s'en désintéresse alors même que l'individu en ressent encore le contrecoup. », *ibid.* p. 130, citation mise en exergue in Namer, Gérard, *Halbwachs et la mémoire sociale*, L'Harmattan, Paris, 2000, p. 56.

¹⁰⁹² Ce fossé entre mémoire officielle, centrée sur les victimes de l'Holocauste, « et une mémoire privée marquée par la perte des proches » est comblé du fait de la résurgence mémorielle amorcée au milieu des années 1990, Tambarin, Marcel : « Le souvenir de l'Holocauste et l'évolution de la conscience historique » p. 43-58 (ici p. 46), in Demesmay, Claire et Stark, Hans, *Qui sont les Allemands ?* Presses Universitaires du Septentrion, Lille, 2006, 326 p.

¹⁰⁹³ C'est d'ailleurs, comme nous l'avons précisé, le titre qui fut choisi pour la traduction française du projet éditorial consacré aux lieux de mémoire allemands : François, Etienne, Schulze, Hagen (sous la direction de), *Deutsche Erinnerungsorte*, tome 1, C. H. Beck, Munich, 2001, 724 p. (il en existe deux autres tomes) ; François, Etienne, Schulze, Hagen, (sous la direction de), *Mémoires allemandes*, Gallimard, Paris, 796 p.

¹⁰⁹⁴ Comme le dit Manfred Kittel, les positions soutenues par tous les partis démocratiques jusqu'en 1965 étaient « devenues soudainement, cinq ans plus tard, en 1970, moralement condamnables, sinon extrémistes », « *das galt schon fünf Jahre später; 1970, plötzlich als moralisch vollständig verwerflich, wenn nicht rechtsradikal* », il pose ensuite cette question : « était-il vraiment étonnant que les victimes de l'expulsion de l'Est n'aient pas été prêtes aussi rapidement que le reste de la société de RFA dans son ensemble à s'accommoder de la politique de détente ? », « *war es wirklich ein Wunder, wenn sich die Opfer der Vertreibung aus dem Osten nicht in demselben Tempo der Entspannungspolitik anzupassen bereit waren wie die bundesdeutsche Gesellschaft als ganzes ?* » Kittel, *op. cit.*, p. 171-172.

Quant aux deux grands partis populaires allemands, on l'a vu, leur position face à la mémoire des territoires perdus se décrypte assez largement par le biais de leur rapport avec les associations de réfugiés, jusqu'à ce que la « révolution culturelle » dont nous avons parlé et, *a fortiori*, la question du Centre contre les expulsions viennent remettre profondément en cause des relations qui suivaient jusque là des schémas bien établis.

Un des vecteurs de représentation pour chaque parti est constitué par son ou ses organes de presse officieux, officiels ou simplement soutenus, financièrement notamment. Pour le SPD, le nom qu'il faut citer à cet égard est sans aucun doute celui de *Vorwärts*. Ce journal fondé au XIX^{ème} siècle est à l'origine indépendant du parti, à la différence de l'*Humanité* (organe officiel du Comité Central du Parti communiste français jusqu'au milieu des années 1990) par exemple, mais son nombre d'abonnés diminuant drastiquement à la fin du siècle dernier, il fut repris en main directement par le parti qui en fit sa publication et de ce fait celle de tous les membres du SPD, c'est-à-dire de plusieurs centaines de milliers de personnes¹⁰⁹⁵. Quoiqu'il en soit, son lectorat, aujourd'hui comme hier, n'est que peu sensible aux questions des réfugiés et des territoires de l'Est. Comme au sein du SPD au général, la question nationale y était, jusqu'au tournant des années 1990, abordée avec une grande méfiance, voire avec une certaine défiance. Le Mur tombé, le consensus postnational dépassé, il fallut petit à petit réintégrer la question de la nation. On peut en voir l'illustration par le biais d'articles rédigés, entre autres, par Egon Bahr, conseiller « historique » de Willy Brandt sur l'*Ostpolitik*, ou encore par l'historien Heinrich August Winkler, le premier lançant un appel (citant là son mentor) à « une conscience nationale équilibrée¹⁰⁹⁶ », le second à « un patriotisme éclairé », ce dernier ajoutant que l'Allemagne n'est pas une « démocratie postnationale au milieu d'Etats-Nations, mais un Etat-Nation démocratique postclassique parmi d'autres¹⁰⁹⁷ ».

Toutefois, le sujet des territoires perdus n'en est pas pour autant remis (plus que cela) à l'ordre du jour ; de loin en loin on peut en trouver des traces dans un article consacré à l'Est de l'Europe, type d'article assez courant, notamment dans les années 1990. Au-delà de ces quelques traces éparses décelables par un œil averti et entraîné, dans les livraisons du *Vorwärts* de 1989 à 2006, toutes disponibles en microfilm à la Fondation Friedrich Ebert de Bonn, nous n'avons relevé qu'un seul article spécifiquement dédié à la Prusse orientale, ou du moins à un voyage dans l'enclave russe de Kaliningrad. Il s'agit d'une contribution dans le style d'un reportage du magazine *Der Spiegel*, quelques pages ponctuées de photos, faisant le point brièvement sur ce qui fut et présentant ce qui est aujourd'hui : une ville que les « touristes du 'mal du pays'¹⁰⁹⁸ »

¹⁰⁹⁵ S'agissant de l'histoire de cette publication vue par elle-même, voir cahier spécial « 125 Jahre Vorwärts », in *Vorwärts*, novembre 2001.

¹⁰⁹⁶ Bahr, Egon, « Visionär, Pragmatiker, Realist/Die Vergangenheit darf die Zukunft nicht behindern. Das war die Maxime Willy Brandts und ein Geheimnis seines Erfolgs. Am 8. Oktober jährt sich sein Todestag zum 10. Mal. », in *Vorwärts*, octobre 2002, p. 16-17.

¹⁰⁹⁷ Dohrn, Suzanne, entretien avec Heinrich August Winkler, in *Vorwärts*, novembre 2001, p. 5-6.

¹⁰⁹⁸ « *Heimwehtouristen* », ces originaires des territoires perdus qui s'y rendent en voyage depuis que le Mur est tombé. Ulrike Marek, expulsée de Prusse orientale avec qui nous avons pu nous entretenir fut l'une de ces

ne reconnaissent pas, à l'exclusion de la cathédrale décrite comme une simple coquille vide, une cité dans laquelle BMW fait assembler des limousines de luxe à des ouvriers qui jamais ne pourront s'en offrir une, et où la mafia russe exerce un racket permanent, entre autres sur les chauffeurs de taxis¹⁰⁹⁹.

Précisons tout de même que la publication consacre de façon permanente une partie de ses colonnes à des sujets historiques. Dans les années 1990, c'est la résistance sociale-démocrate qui en connaît les honneurs, dans les années 2000, on observe également le reflet des débats autour de la mémoire du passé allemand en général qui agite la société de RFA. À cet égard, H. A. Winkler, membre de la commission des historiens au sein du SPD intervient à l'occasion sur ces questions, mettant en garde contre une relecture du passé tendant à minorer la responsabilité allemande¹¹⁰⁰. L'article auquel nous faisons allusion constitue bien sûr une réaction aux ondes de choc provoquées par le débat autour du projet de Centre contre les expulsions. Son propos est de lutter contre toute tentative d'exonérer le peuple allemand de ses responsabilités quant au judéocide (avant tout), ou aux autres exactions et crimes commis par l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale, ou encore aux tentatives de minorer celles-ci, sous prétexte que certains Allemands (fussent-ils des millions) ont été victimes, eux aussi, d'actes absolument condamnables¹¹⁰¹.

Dans l'organe principal d'obédience sociale-démocrate, on ne trouve donc guère de trace de « l'Est historique allemand », ni même de cette locution peu appréciée dans ces milieux. On note bien la présence, dans la version électronique du journal, de quelques articles consacrés au Centre contre les expulsions, mais ils sont généralement peu étoffés et la réticence à traiter du sujet est tout à fait palpable. C'est dans une constituante bien particulière des milieux sociaux-démocrates que le sujet est véritablement traité. Le milieu dont nous parlons ici est le seul réunissant des réfugiés de l'après-guerre dans les sphères sociales-démocrates. Il s'agit de la *Seliger-Gemeinde*, l'organisation des sociaux-démocrates issus du Pays des Sudètes, qui porte d'ailleurs le nom d'un des premiers présidents du parti social-démocrate allemand (DSAP) de Bohême au début du siècle dernier. Elle publie, avec le soutien du parti, depuis la fin des années 1940 *Die Brücke*¹¹⁰², journal qui relaie les vues de ses dirigeants ainsi que de responsables sociaux-démocrates, que ceux-ci soient des réfugiés ou pas. On retrouve ainsi au début des années 1970 des contributions signées de la main du chancelier de l'époque, Willy Brandt, ou de Herbert Hupka éminent homme politique Réfugiés du SPD, avant qu'il rejoigne la CDU, marquant

touristes, retournés pour quelques jours ou quelques semaines dans leur province natale, voyage emprunt d'une nostalgie qu'elle décrit comme bien plus importante que ce à quoi elle s'attendait, entretien avec l'auteur à l'été 2005, voir *supra*, première partie I. B. 2.

¹⁰⁹⁹ Suplie, Frank : « Kein BMW für Galina/Ruinen und Luxuslimousinen, ein Volleyball-Trainer und ein Haus am Haff – eine Reise in die russische Enklave Kaliningrad », in *Vorwärts*, septembre 2001, p. 32-35.

¹¹⁰⁰ Winkler, Heinrich, August, « Ein Gleichgewicht der Schuld gibt es nicht », in *Vorwärts*, décembre-janvier 2003/2004, p. 21.

¹¹⁰¹ Actes injustifiables, même si leur généalogie remonte à la violence déclenchée par l'Allemagne nazie.

¹¹⁰² S'agissant de l'histoire de cette publication présentée par elle-même, voir Sandner, Erich (entre autres), « Die Brücke ist 50 », in *die Brücke*, p. 1-3, 15 juillet 1997.

là son désaccord total avec l'*Ostpolitik* brandtienne. Par essence, *Die Brücke* se consacre à l'Europe centrale et orientale, jusqu'à sa suspension en 2002, suite à l'arrêt du soutien du parti (ce qui ne permet désormais pas de dépasser l'impression de quelques feuilles volantes alors que la publication était auparavant riche et très soignée, en un mot : professionnelle). Il y était régulièrement (mais pas très fréquemment) fait mention de la Prusse orientale, parfois en la désignant par ce nom¹¹⁰³, parfois en n'évoquant nommément que la Mazurie, ou bien Königsberg, dont on rappelle toutefois qu'elle s'appelle aujourd'hui Kaliningrad¹¹⁰⁴. Quoiqu'il en soit, les précautions de langage sont infiniment moindres que dans *Vorwärts*, par exemple. Cela s'explique notamment par le fait que les contributeurs sont, pour certains encore, natifs de ces régions et continuent donc de les appeler par leur nom allemand, celui qu'ils ont toujours employé¹¹⁰⁵. On peut donc suivre dans cette publication l'évolution de ces territoires après la chute du Mur et leur réouverture au monde. Mais, naturellement, s'il est également question de la Silésie, plus souvent d'ailleurs que de la Prusse orientale ou que des autres régions dans lesquelles vécurent (vivent parfois encore) des Allemands, c'est du pays des Sudètes, de la Bohême en particulier, qu'il est le plus souvent question.

L'autre sujet largement traité dans les colonnes de *Die Brücke* est celui des réfugiés, ou anciens réfugiés comme on les appelle au sein du SPD, en RFA. Ainsi l'attitude du *Bund der Vertriebenen* se voit régulièrement dénoncée car jugée trop ouvertement hostile au SPD et ce de façon caricaturale et déloyale¹¹⁰⁶, de même les prises de position sont en général bien différentes, la plupart du temps en opposition avec celles que l'on peut trouver dans la *PAZ*, par exemple¹¹⁰⁷ : opposition au pathos à tendance nationaliste que les associations de réfugiés utilisent beaucoup, absence d'attaques (*a fortiori* d'attaques frontales) à l'encontre des Polonais ou des Tchèques. La vision de l'histoire et du second conflit mondial relayée est également fondamentalement différente, voire inverse : on rappelle que les expulsions ont pour cause la guerre qui fut déclenchée par l'Allemagne et que si éprouver de la tristesse quant à ce qui s'est passé : les expulsions, est naturel, il l'est aussi d'éprouver de la gratitude pour ce qui est : la situation actuelle en Allemagne¹¹⁰⁸. Le 8 mai, quant à lui, est présenté comme

¹¹⁰³ Ritschel, E., « Eine Sommerfahrt ins Land der dunklen Wälder/Die masurischen Seen haben nichts von ihrer Schönheit verloren. », in *Die Brücke*, 15 septembre 1993, p. 10.

¹¹⁰⁴ Anonyme, « Hermann-von-Helmholtz-Gastprofessur in Königsberg », in *Die Brücke*, 15 septembre 1993, p. 10.

¹¹⁰⁵ Mme Anika Fietz, présidente de l'association d'obédience sociale-démocrate Zusammenarbeit mit Osteuropa (ZMO) pour la région de Cologne, elle-même militante engagée du SPD, opposante farouche aux associations de réfugiés, nous précisait dans le cadre d'un entretien le 2 novembre 2006 au siège de l'association à Hürth (banlieue de Cologne) qu'elle ne voulait pas entendre dire qu'elle était née à Wrocław, mais bien à Breslau, puisque la ville, capitale de la Silésie, s'appelait ainsi lorsqu'elle y vit le jour. Que la ville ait par la suite changé de nom, elle ne le conteste en aucune manière, ni, du reste, le fait que ce changement soit définitif.

¹¹⁰⁶ On retrouve ce genre d'article depuis le début des années 1970. Voir par exemple : anonyme, « Die Dinge auf den Kopf gestellt », in *Die Brücke*, 15 octobre 1994, p. 15, ou bien Schwarz, Wolfgang, « Sei allem Abschied voraus/Ein Gedenken an Günther Granicky », in *Die Brücke*, 15 février, 1995, p. 11, article dans lequel l'auteur vilipende les « réfugiés officiels, professionnels », « die offiziellen, die Profi-Heimatvertriebenen », c'est-à-dire les grands responsables et porte-parole des Réfugiés.

¹¹⁰⁷ Voir première partie II. A. 3.

¹¹⁰⁸ « Wir haben [...] Anlaß, traurig zu sein über das, was geschah und dankbar für das, was ist », « Nous avons [...] de quoi être triste quant à ce qui s'est passé et de quoi éprouver de la gratitude quant à ce qui est », Lehmann, Heinz, « Vor 50 Jahren », in *Die Brücke*, 15 février 1995, p. 1-2.

« jour de la libération¹¹⁰⁹ ».

Pour autant, la ligne éditoriale n'est pas un reflet du positionnement ou, plus exactement, de la longue absence de positionnement réel du SPD sur les sujets afférant aux Réfugiés, et lorsque des responsables du parti sont interrogés dans ses colonnes, on remarque avec quelles précautions ils (ne) répondent (pas) aux questions qui leur sont posées¹¹¹⁰. Par ailleurs, le traitement que subirent les réfugiés allemands à la fin de la guerre, s'il n'est pas rappelé sans cesse, est tout de même évoqué sans les tendances à l'euphémisation qu'on trouve parfois dans d'autres publications de gauche¹¹¹¹. On ne craint pas non plus, surtout depuis l'arrêt du soutien financier du parti, d'exposer fermement son soutien à la réalisation du projet de Centre contre les expulsions tel que conçu par la Fondation que co-dirigea un membre éminent de la *Seliger-Gemeinde* et ancien secrétaire général du SPD : Peter Glotz, figure devenue tutélaire pour cette publication. On n'hésite d'ailleurs pas à se défendre vigoureusement contre toute critique de son engagement en faveur du Centre contre les expulsions, même émanant de la gauche du paysage politique allemand. Ce durcissement dans le ton est pourtant antérieur de quelques années à l'arrêt des subventions sociales-démocrates. En effet, il est réellement perceptible à partir de 1999, c'est-à-dire un à deux ans après qu'un nouveau responsable de la publication se soit installé¹¹¹². À cette époque on se démarque du ton employé jusque là, qui rappelait d'ailleurs celui d'une publication comme *Ausgleich* : strictement fidèle au parti et positionnée dans sa branche (plus) « nationale ». La similitude d'articles consacrés à des figures comme Kurt Schumacher ou Wenzel Jaksch est à cet égard tout à fait frappante¹¹¹³ et certains articles illustrent le fait qu'avant 1989 quelques uns au SPD n'avaient pas, *de facto*, tiré un trait sur toute perspective de réunification¹¹¹⁴ (avec les territoires de RDA exclusivement, contrairement aux associations de réfugiés et à certains de leurs soutiens politiques).

¹¹⁰⁹ « *Tag der Befreiung* », Weiser, Lothar, « Der 8. Mai 1945 – Tag der Befreiung und der Kapitulation », in *Die Brücke*, 15 mai, 1995.

¹¹¹⁰ Voir par exemple celle de Rudolf Scharping, figure sociale-démocrate de première importance de l'époque, puisqu'il dirigea un temps le parti et fut plusieurs fois ministre, « Aufruf des BdV zu den bevorstehenden Wahlen/ Interview mit dem Parteivorsitzenden und Kanzlerkandidaten der SPD, Ministerpräsident Rudolf Scharping », in *Die Brücke*, 15 septembre, 1994, p.5.

¹¹¹¹ Dans lesquels, par exemple, on parle parfois de transferts de population plutôt que d'expulsions.

¹¹¹² Il s'agit d'Erich Sandner, qui fut également président de la *Seliger-Gemeinde* en Bavière, son discours à l'occasion de la remise du prix mémorial Wenzel-Jaksch était par exemple intitulé « Bekenntnis zur Wahrheit und zum Recht », expression qui en appelle à la vérité et au droit et que l'on se serait plutôt attendu à voir dans une publication comme la *PAZ* ou dans les discours de Wilhelm von Gottberg (voir *supra*, première partie II. A. 2. et 3. Les principaux extraits du discours de Sandner sont reproduits in MKB, « Bundesversammlung der Seliger-Gemeinde 1997 : Dankrede des WENZEL-JAKSCH-GEDACHTNISPREISTRÄGERS 1997 », in *Die Brücke*, 15 juin 1998, p. 1.

¹¹¹³ Jäger, Willi, « Patriot und Europäer/Zum 100. Geburtstag von Wenzel Jaksch », in *Die Brücke*, 15 septembre 1996, ou encore, Haas, Josef, « Kurt Schumacher - ein deutscher Patriot », in *Die Brücke*, 15 août 2002, p. 3-4.

Voir *supra* dans cette partie I. C. Précisons également qu'on trouve également (extrêmement rarement toutefois) ce type d'articles dans le *Vorwärts*, voir Heimann, Horst, « Ein deutscher Patriot/Kurt Schumacher beugte sich den Nazis nicht und steht für den Wiederaufbau der SPD nach 1945. », in *Vorwärts*, juillet-août 2002, p. 24, voir également *Vorwärts*, octobre 1995, intitulé « Wiederbeginn mit Kurt Schumacher ».

¹¹¹⁴ Notons également que la branche « nationale » du SPD s'exprimait également dans le *Vorwärts*, quoique avec parcimonie. Ces prises de parole étaient, entre autres, l'illustration de la crainte historique de certains sociaux-démocrates de se voir qualifier de « *Vaterlandslose Gesellen* » (littéralement « camarades apatrides »). On en voit l'illustration dans le début des années 1990, par le biais de plusieurs articles critiques sur des parutions d'ouvrages consacrés au SPD et à la nation. Voir par exemple : Fichter, Tilman « Deutsche Patrioten oder vaterlandslose Gesellen ? », in *Vorwärts*, juillet 1993, p. 25 et 30, Borkenhagen, Franz, H. U., « Im richtigen Sinne patriotisch », in *Vorwärts*, décembre 1992, p. 23, entre autres.

À partir de 1999, le contenu des articles est bien plus engagé¹¹¹⁵ et la forme de routine qui s'était depuis longtemps installée cède le pas à de fermes prises de position sur des sujets qui se trouvaient soudain au cœur de l'actualité. *Exit* donc l'équilibre constitué par de nombreuses pages à caractère essentiellement (strictement) informatif d'un côté, complétées de l'autre par quelques « unes » marquant le soutien de la publication au SPD ou, de façon complémentaire, sa défiance vis-à-vis de l'Union en particulier, mais également, le cas échéant, vis-à-vis des autres partis de RFA. Ces sujets au cœur de l'actualité sont au nombre de deux : les décrets Benes¹¹¹⁶ et le Centre contre les expulsions.

Le premier concerne les Sudètes au premier chef puisqu'il s'agit des décrets par lesquels les Allemands de Bohême (principalement) furent dépossédés de leurs biens et déchus de leurs citoyenneté tchécoslovaque, événements suivis de leur expulsion, émaillée d'innombrables exactions commises sur leur personne, dont les auteurs furent, par la suite, amnistiés en bloc sans autre forme de procès¹¹¹⁷. La question de ces décrets fut à l'origine d'un refroidissement important entre RFA et République tchèque. Gerhard Schröder, alors chancelier annula même une visite à Prague, jugeant le climat entre Tchèques et Allemands par trop délétère. Dans ce cadre Peter Glotz publia son ouvrage intitulé *L'expulsion*¹¹¹⁸, dans lequel il se penchait sur la cohabitation entre les différents groupes ethno-culturels en Bohême et en Moravie. À cette fin, il remontait jusqu'au Moyen-Âge, époque à laquelle les premiers Allemands s'y installèrent, avant de dépeindre l'irruption du nazisme dans la région, puis l'expulsion des Sudètes qui en est une conséquence. Cette prise en main du sujet par une personnalité connue et reconnue pour son opposition farouche à tout nationalisme fut une des illustrations de la volonté d'une partie de la gauche de se confronter à nouveau au sujet et, en particulier, des réfugiés sociaux-démocrates (sudètes avant tout) de se réapproprier leur passé. Une composante essentielle de la nouvelle ligne éditoriale de *Die Brücke* fut donc de dénoncer d'une part le tabou qui pesait en Allemagne sur la question des expulsions, d'autre part de dénoncer les excès nationalistes côté tchèque où l'on ne voulait pas reconnaître l'injustice commise à l'encontre des expulsés et, *a fortiori*, à l'encontre des sociaux-démocrates qui comptèrent parmi les premiers résistants au régime nazi en Bohême. Bref, on entendait ne plus laisser bafouer son passé.

Une des conséquences logiques de ce changement important fut le soutien que la publication apporta (et apporte encore aujourd'hui sous sa nouvelle forme) au projet de

¹¹¹⁵ On en trouve, par exemple l'illustration dans cette brève : anonyme, « Nationale Identität nicht Rechtsextremisten überlassen » (« Ne pas abandonner l'identité nationale aux extrémistes de droite »), in *Die Brücke*, 15 juin 1999, p. 1.

¹¹¹⁶ Précisons que le débat autour de ces décrets est sensiblement antérieur à 1999, on en trouve d'ailleurs les premières traces dans cette publication au plus tard en 1994 : « Sind die Benes-Dekrete mit dem 'Aktionsplan' des Europarates vereinbar ? », in *die Brücke*, 15 juin 1994, p. 6. Dans cet article est relayée la déclaration de la *Seliger-Gemeinde* enjoignant les partis démocratiques tchèques de lever les décrets Benes.

¹¹¹⁷ Sur la question, relativement complexe des décrets Benes voir : « La question des décrets Benes par Jacques Rupnik », www.diploweb.com (mis en ligne sur ce site en 2004, cet article le fut un an plus tôt sur le site internet du Centre d'Etudes et de Recherches internationales (CERI) de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

¹¹¹⁸ Glotz, Peter, *Die Vertreibung/Böhmen als Lehrstück*, Ullstein Verlag, Munich/Berlin, 2003, 288 p. Ouvrage dont on peut lire un compte-rendu critique rédigé par un journaliste spécialiste de la Prusse orientale : Bednarz, Klaus, « Blutiges Finale/Peter Glotz zeigt, was der Vertreibung der Deutschen aus Böhmen vorausging », in *Die Zeit*, 9 octobre 2003.

Centre contre les expulsions tel que porté par Erika Steinbach et un de ses anciens « penseurs précurseurs¹¹¹⁹ », feu Peter Glotz.

Une autre conséquence, bien plus anecdotique dans l'absolu, mais importante pour notre sujet, fut la disparition des articles réguliers consacrés à la Mazurie ou à Königsberg/Kaliningrad. Il faut également préciser que les dernières années de la publication sous sa forme de presse quotidienne sont marquées non seulement par un changement de ton, mais également par une présence importante d'articles parus dans d'autres publications¹¹²⁰ et simplement reproduits. Le 5 décembre 2002 parut le dernier numéro de la publication sous son apparence de quotidien (même s'il était depuis longtemps un mensuel), et c'est en mai 2004 qu'elle reprit sous la forme de feuilles volantes papier et de pages électroniques. Celles-ci sont disponibles sur le site internet de la *Seliger-Gemeinde* et leur sous-titre, conjugué au changement de format, indique que la rédaction a revu ses ambitions à la baisse. Il ne s'agit plus des « Nouvelles d'Allemagne et d'Europe », mais simplement du « Bulletin d'information de la communauté des Sudètes de sensibilité sociale-démocrate¹¹²¹ ». Si *Die Brücke* ne relaie pas la ligne majoritaire et conductrice du SPD quant aux questions des réfugiés, elle reste toujours fidèle au parti, qu'elle remercie d'ailleurs pour son soutien dans son édition de reprise¹¹²² (sous sa nouvelle forme en 2004). Pour autant, il convient de garder à l'esprit qu'elle n'est le relais que d'une minorité du SPD, celle des Sudètes et des descendants de Sudètes, elle est donc marquée par un relatif tropisme bavarois, ses principaux contributeurs et son siège se trouvant à Munich et dans sa région¹¹²³.

En guise de conclusion quant à la *Seliger-Gemeinde*, rapportons le propos de Jürgen Schmude, ancien ministre du gouvernement Helmut Schmidt, originaire de Prusse orientale et soutien de toujours de l'*Ostpolitik* brandtienne et de son héritage, qui déclarait : « la *Seliger-Gemeinde* a joué un rôle non seulement positif mais également courageux, il ne lui était pas facile de s'affirmer parmi les Allemands des Sudètes¹¹²⁴. » Il lui revenait en effet une tâche difficile mais importante, celle préserver un lien entre les réfugiés, sudètes notamment, et le parti. Le fait que leur région d'origine n'ait jamais appartenu au *Reich* allemand simplifiait certes la tâche, mais celle-ci restait tout de même des plus délicates.

Garder le contact avec les Réfugiés, le SPD s'y employa sur un mode mineur en laissant certains de ses hommes en position subalterne au sein des associations de réfugiés. Le sujet des expulsions revenant au centre de l'actualité sociale et politique, le parti sentit progressivement

¹¹¹⁹ En allemand « *Vordenker* ».

¹¹²⁰ Par exemple la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, la *Süddeutsche Zeitung* ou encore le *Deutscher Ostdienst* (DOD), service d'information dévoué à la Fédération des réfugiés et donc, *a priori*, animé d'une grande défiance vis-à-vis du SPD.

¹¹²¹ « *Nachrichten aus Deutschland und Europa* », « *Mitteilungsblatt der Gesinnungsgemeinschaft sudetendeutscher Sozialdemokraten* », www.seliger-gemeinde.de.

¹¹²² Bachstein, Martin, Becher, Peter, « In eigener Sache », in *Die Brücke/Mitteilungsblatt der Gesinnungsgemeinschaft sudetendeutscher Sozialdemokraten*, 15 mai, 2004, p. 1.

¹¹²³ *Ibid.*

¹¹²⁴ « *Seliger-Gemeinde hat eine gute aber auch tapfere Rolle gespielt, es war nicht leicht für sie innerhalb der Sudetendeutschen sich zu behaupten.* » Entretien avec l'auteur à Duisburg le 6 décembre 2006.

le besoin de renouer un contact plus important avec ces milieux. On peut suivre l'histoire de ce rapprochement, tout relatif, dans *Die Brücke*. Une des premières traces visible est la reproduction d'extraits d'une lettre de Wilhelm von Gottberg répondant en des termes plutôt avenants aux salutations envoyées par Rudolf Scharping à l'occasion du rassemblement triennal des Prussiens orientaux, celles-ci étant elles-mêmes formulées de façon plutôt favorable aux revendications de la *Landsmannschaft Ostpreußen*. Von Gottberg y affirmait qu'il avait été « obligé de réprimander le SPD¹¹²⁵ » dans son discours du grand rassemblement précédent des Prussiens orientaux, mais que ces mots de salutation de M. Scharping avait été, quant à eux, très bien accueillis et qu'il les avaient donc non seulement lus à la tribune, mais également fait reproduire intégralement dans l'organe de presse de la *Landsmannschaft*. Il affirmait également que son organisation se félicitait de pouvoir travailler de façon harmonieuse avec les grands partis populaires.

Le SPD s'employait donc à améliorer les relations avec les Réfugiés, mais ces démarches ne restaient pas à sens unique. En effet, Erika Steinbach, une fois présidente du *Bund der Vertriebenen*, multiplia les signes en direction du SPD. Elle salua ainsi le gouvernement de Gerhard Schröder mis en place au printemps 1999¹¹²⁶, répondant à la politesse qui lui avait été faite lors de sa propre élection quelques mois plus tôt. Fritz-Rudolf Körper, alors porte-parole sur les questions de politique intérieure du groupe parlementaire SPD avait également, à cette occasion là, assuré Mme Steinbach de son soutien, notamment dans son travail de réconciliation avec l'Est. Il déclarait, par ailleurs, partir du principe que le « dialogue entamé entre le BdV et le SPD [pendant le mandat du président sortant du *Bund der Vertriebenen*] continuerait à être développé dans un esprit d'ouverture et sans préjugés¹¹²⁷ ».

En mai et juin 1999, le ministre fédéral de l'intérieur, Otto Schily, se rendit en personne à une cérémonie organisée par le *Bund der Vertriebenen* dans la grande cathédrale luthérienne de Berlin pour les cinquante ans de la RFA. Dans son discours il rappela que toute expulsion de population, quelle qu'elle soit, constituait un crime contre l'humanité¹¹²⁸.

Début mars de l'année suivante eut lieu une réunion entre le comité directeur du *Bund der Vertriebenen* et un certain nombre de députés sociaux-démocrates qui, si l'on en croit le court article consacré à cette rencontre reproduit dans *Die Brücke*, se déroula le mieux du monde, une grande unanimité de vue régnant quant aux mesures prises en faveur des *Aussiedler* (Allemands de souche installés en Europe orientale et en Russie). Le SPD promettait par ailleurs de se pencher sérieusement sur l'idée d'un centre contre l'expulsion¹¹²⁹ dès que le *Bund der*

¹¹²⁵ « Die SPD schelten müssen », in Bernhardt, Erni, « Deutschlandtreffen der Ostpreußen », in *Die Brücke*, 15 juillet 1997, p. 16.

¹¹²⁶ Voir « Vertriebene setzen auf Dialog mit der neuen Bundesregierung/Zum Amtsantritt von Bundeskanzler Schröder erklärt BdV-Präsidentin Erika Steinbach MdB », extrait du DOD, reproduit in *Die Brücke*, 15 février 1999, p. 12.

¹¹²⁷ « ... begonnene Dialog zwischen dem BdV und der SPD in Offenheit und ohne Vorurteile weiterentwickelt werde », anonyme, « Erika Steinbach BdV-Präsidentin », in *Die Brücke*, 15 juin 1998, p. 12.

¹¹²⁸ Anonyme, « Festveranstaltung des Bundes der Vertriebenen/Bundesinnenminister sprach für die Bundesregierung », in *Die Brücke*, 15 juin 1999, p. 7.

¹¹²⁹ Au singulier dans le texte, on verra plus tard que ce singulier sera abandonné pour donner une dimension plurinationale au projet. Voir *infra*, dans cette même partie, III.

Vertriebenen lui transmettrait un projet¹¹³⁰, déclaration d'ouverture reprise par le chancelier Gerhard Schröder en personne au mois de janvier 2000¹¹³¹.

Un peu plus tard en l'an 2000, ce fut à nouveau au tour d'Otto Schily de se déplacer. Il se rendit à la grande réunion des Silésiens où il essuya des sifflets nourris pour avoir rappelé dans un discours pourtant assez favorable aux Réfugiés que l'expulsion avait pour contexte et pour cause une guerre déclenchée par l'Allemagne¹¹³². Puis survint ce que même les plus optimistes des Réfugiés considéraient comme impossible : le chancelier en exercice se rendit au jour de la *Heimat*¹¹³³ 2000 du *Bund der Vertriebenen* pour y tenir un discours solennel, contrasté dans son contenu¹¹³⁴ :

- remplaçant les expulsions dans leur contexte historique,
- reconnaissant les épreuves traversées avec courage par les réfugiés,
- saluant le fait que leurs associations ne se soient pas radicalisées (il cita là le cas de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* avec laquelle elles avaient pris leurs distances) et qu'elles aient renoncé très tôt et solennellement à la violence,
- soulignant que la relation du SPD avec les associations de réfugiés n'avaient pas toujours été bonnes, mais espérant qu'elles le seraient à l'avenir, grâce à un esprit d'ouverture partagé et que malgré toutes les difficultés rencontrées par le passé, le parti n'avait jamais légitimé les expulsions,
- prévenant l'assemblée que le gouvernement ne ferait pas peser le poids de questions du passé sur les relations avec les Etats voisins,
- déclarant que le travail culturel des réfugiés était excellent et que le gouvernement continuerait à soutenir le réseau décentralisé à l'action dans ce domaine, travail dont il convient par contre, selon lui, de se demander s'il ne rend pas superflue une institution centralisée. Cette déclaration constitue le premier signe de refus du projet de Centre contre les expulsions alors que le SPD avait déclaré être ouvert à la question à peine quelques mois auparavant.

L'accueil réservé à ce discours fut assez glacial. Certes, le chancelier allait, sur un certain nombre de points, dans le sens des Réfugiés, mais sur bien d'autres, et pas des moindres, il marquait sa ferme opposition et dénonçait, en creux, des tendances nationalistes en leur sein. L'épisode des sifflets infligés à Otto Schily n'ayant pas contribué à améliorer l'image, déjà assez négative, des associations de réfugiés, l'auditoire de ce discours avait été discrètement enjoint à ne pas réitérer ce genre d'impair et resta donc silencieux, l'absence d'applaudissements valant

¹¹³⁰ Anonyme, « Konstruktiver Dialog zwischen SPD und Bund der Vertriebenen (BdV)/Zustimmung zur Aussiedlerpolitik der SPD », in *Die Brücke*, 15 avril 2000, p. 18.

¹¹³¹ Anonyme, « Bundeskanzler Gerhard Schröder steht Zentrum gegen Vertreibungen aufgeschlossen gegenüber », in *Die Brücke*, 15 avril 2000, p. 9, extrait du DOD.

¹¹³² Voir les différents articles consacrés à cet épisode in *Die Brücke*, 15 août 2001, notamment en première page.

¹¹³³ « *Tag der Heimat* », grande réunion annuelle du *Bund der Vertriebenen*, voir première partie.

¹¹³⁴ Schröder, Gerhard, « Rede zum 50. Jahrestag der Charta der deutschen Heimatvertriebenen am 'Tag der Heimat' am 3. September 2000 in Berlin ».

désapprobation.

Un des signes les plus marquants de cette forme de « réconciliation » entre SPD et *Bund der Vertriebenen* fut probablement l'élection en 2002 d'un social-démocrate au comité directeur de la Fédération des réfugiés, il s'agit d'Albrecht Schläger (député au parlement régional de Bavière), qui trouvait là un poste que plus aucun membre du SPD n'avait occupé depuis trente années¹¹³⁵.

Nous avons mis le terme réconciliation entre guillemets pour signifier que le processus alors engagé entre les deux entités n'en avait que partiellement le caractère. La méfiance réciproque reste profonde et, au sein du parti social-démocrate, on reste très divisé quant à l'attitude à adopter face au *Bund der Vertriebenen*, à sa présidente et à son projet de Centre. Otto Schily s'était personnellement engagé dans le dialogue avec les Réfugiés, il persista dans cette voie tant qu'il fit partie du gouvernement de Gerhard Schröder, malgré l'accueil qui lui fut réservé lors de ses interventions. Ainsi tint-il un discours au grand rassemblement annuel du *Bund der Vertriebenen* du 6 août 2005 à Berlin. Le fait que ce soit justement une personnalité comme celle d'Otto Schily qui s'engage le plus intensément dans le dialogue avec les Réfugiés peut-être considéré comme un paradoxe ou une ironie de l'Histoire. En effet, il fut, à l'époque, l'avocat de certains des membres de la Fraction Armée Rouge, organisée autour d'Andreas Baader, Ulrike Meinhof ou Gudrun Enslin. Il s'engagea par la suite dans le parti « Les Verts », avant de rejoindre plus tardivement le SPD. Son parcours est donc celui d'un « soixante-huitard », ce qui provoque, *a priori*, la plus grande défiance, voire le mépris dans les milieux Réfugiés. Ainsi Erika Steinbach affirme-t-elle qu'elle doit, paradoxalement, son entrée en politique à une autre personnalité soixante-huitarde, le président historique des Verts (aujourd'hui à la retraite) et ministre des Affaires étrangères des différents gouvernements Schröder, Joschka Fischer¹¹³⁶. En effet, c'est en constatant le désordre provoqué par une manifestation dans les rues de Francfort à laquelle prenait part J. Fischer qu'elle décida de s'engager en politique afin de lutter contre de tels phénomènes. Pour autant E. Steinbach et O. Schily ont prouvé que leur parcours si fondamentalement dissemblable ne constituait pas un obstacle insurmontable à une collaboration puisque la première qualifia le second de « nouvel ami » dans son discours au Jour de la *Heimat* en septembre 2000¹¹³⁷.

Revenons-en au discours d'O. Schily en 2005. Etant donné les expériences douloureuses qu'il avait vécues, il peut être qualifié de courageux, même si l'auditoire lui était peut-être moins ouvertement hostile que lors de son intervention devant les Silésiens, réputés pour rudoyer

¹¹³⁵ Anonyme, « Bund der Vertriebenen (BdV) wählte neues Präsidium/Präsidentin Erika Steinbach, MdB (CDU), im Amt bestätigt – Mit MdL Albrecht Schläger seit 30 Jahre wieder ein Sozialdemokrat im Präsidium », in *Die Brücke*, 15 août 2002, p. 5.

¹¹³⁶ Voir Lau, Jörg, « Gedenken mit Schmiss », in *Die Zeit*, 27 mai 2004.

¹¹³⁷ « Unseren neuen Freund, Bundesinnenminister Otto Schily », « notre nouvel ami, le ministre de l'Intérieur fédéral, Otto Schily », in Steinbach, Erika, « Tag der Heimat 2000 – 50 Jahre Charta der deutschen Vertriebenen/ Begrüßungsrede am 3. September 2000 in Berlin », discours faisant partie d'un dossier consacré aux interventions de la présidente du *Bund der Vertriebenen*, consultable à l'adresse internet suivante : <http://www.bund-der-vertriebenen.de/download/zehnjahre.pdf>, p. 14.

toutes les personnalités n'allant pas dans leur sens exclusif¹¹³⁸. Quelques sifflets accompagnèrent toutefois son discours¹¹³⁹. En voici les principales thèses¹¹⁴⁰ :

- les phénomènes de fuite et d'expulsion sont une des caractéristiques du XX^{ème} siècle,
- les nazis furent de ceux qui provoquèrent le plus grand nombre de déportés et d'expulsés,
- ce sort frappa particulièrement douloureusement les Polonais,
- la revanche des victimes fut terrible pour les Allemands et si elle s'explique par l'étendue des crimes nazis, rien ne la justifie pour autant : toute expulsion est une injustice et un crime contre l'humanité,
- les réfugiés ont participé de façon admirable à la reconstruction de la RFA et leur Charte publiée en 1950 est un exemple de volonté de dialogue,
- l'*Ostpolitik* brandtienne était la seule qui fût pertinente,
- les initiatives telles que celle de la Fiduciaire prussienne sont inacceptables et sont clairement contre-productives,
- il faut s'inspirer de Wenzel Jaksch, qui à son époque faisait un travail spirituel de pionnier en faveur du dialogue,
- dans cet esprit, il faut donner au projet de Centre contre les expulsions une dimension européenne,
- il faut, d'un côté, respecter les craintes qui se manifestent côté polonais, tout en proclamant, de l'autre, que le projet ne peut voir le jour sans la participation des associations de réfugiés (allemandes),
- il conviendra d'inclure ce Centre dans un réseau européen, véritable « *Geschichtswerkstatt* », « atelier d'histoire¹¹⁴¹ »,
- ce qui importe avant tout, c'est le « *Mut zum Dialog* », « courage de dialoguer¹¹⁴² »,
- il faut, enfin, honnir les expulsions à jamais et c'est à l'Europe réunifiée d'assumer cette mission,
- dans cet esprit l'orateur appelle de ses vœux la poursuite de la collaboration constructive avec la Fédération des réfugiés.

Un discours assez équilibré dans lequel l'orateur ne se renie pas, ni ne renie son parti et dans lequel il indique ce qui n'est ni de l'ordre du possible ni du souhaitable et, pour le reste,

¹¹³⁸ Une expérience que fit avant lui Helmut Kohl lors d'un rassemblement des Silésiens peu après la chute du Mur alors qu'il avait refusé de participer à la manifestation tant que le slogan de cette dernière ne serait pas changé. Au grand dam de tous les participants, les dirigeants durent s'y résoudre et, « La Silésie reste nôtre » devint « La Silésie reste notre avenir dans l'Europe du futur ». D'autres hommes politiques et non des moindres furent, quant à eux, qualifiés de « traîtres à la patrie », « *Vaterlandsverräter* ».

¹¹³⁹ Anonyme, « Tag der Heimat/Berliner Zentrum für Vertreibung heftig umstritten », 6 août 2005, www.faz.net.

¹¹⁴⁰ « Rede von Bundesminister Otto Schily bei der Festveranstaltung des Bundes der Vertriebenen zum Tag der Heimat am 6. August 2005 in Berlin. » www.bund-der-vertriebenen.de.

¹¹⁴¹ *Ibid.*

¹¹⁴² *Ibid.*

tend la main au Réfugiés.

Otto Schily est un personnage particulièrement intéressant également dans la mesure où il fut, dès le lancement du projet de Centre contre les expulsions, un des membres éminents toujours en activité du SPD qui s'engagea le plus dans la collaboration, sinon le dialogue, avec le *Bund der Vertriebenen*. Comme le dit Daniel Brössler, s'agissant du projet du *Bund der Vertriebenen*, « en Allemagne même, les lignes de front passent en plein milieu des partis, surtout au SPD¹¹⁴³. » Ce journaliste ajoute que Schily soutenait plutôt la ligne de la Fondation Centre contre les expulsions et qu'il pesa de tout son poids, notamment lors d'une réunion avec E. Steinbach, et Peter Glotz, mais également avec Markus Meckel, pour qu'une commission multipartite se réunisse afin de faire avancer efficacement le projet. Ces efforts furent contrés par les groupes parlementaires SPD et Verts au *Bundestag*¹¹⁴⁴. On peut également voir les dissensions créées par le projet au sein du parti dans une publication réputée de la gauche allemande : *Die Frankfurter Hefte*, dont Peter Glotz fut un collaborateur éminent. Dans l'édition de décembre 2003 est reproduite une discussion entre ce dernier et Micha Brumlik, intellectuel d'obédience sociale-démocrate et opposant farouche au projet Steinbach/Glotz¹¹⁴⁵. L'ancien secrétaire général du SPD déclare que « M. Meckel a rédigé une résolution franchement intempestive et a rassemblé des signatures¹¹⁴⁶ ». Cette phrase traduit, tout comme le reste des ses propos, la grande amertume causée par l'opposition au projet qu'il soutenait. Il se déclarait toutefois, malgré tout, prêt à discuter sur le fond.

S'agissant de Gerhard Schröder, nous l'avons vu, il s'opposa assez rapidement au projet de Centre. Son opposition était de très grande importance jusqu'à l'arrivée au pouvoir de la grande coalition dirigée par A. Merkel (jusqu'en septembre 2009). Ce n'est plus le cas aujourd'hui puisqu'il a quasiment disparu du paysage politique et est employé par un consortium dont l'objectif est la construction du pipe-line entre Russie et Allemagne traversant la Mer Baltique (autre projet qui inquiète en Pologne). Markus Meckel est, encore aujourd'hui, une personnalité du parti qui se trouve en première ligne de l'opposition au projet Steinbach, mais il n'est pas la seule. Ainsi, l'ancien président et actuel vice-président du *Bundestag*, Wolfgang Thierse s'oppose-t-il régulièrement et depuis longtemps à la présidente du *Bund der Vertriebenen*, les propos échangés étant parfois assez agressifs¹¹⁴⁷. Comme nous l'avons précisé, la majorité des membres du SPD s'est rangée derrière le projet Meckel qui eut le succès effectif que l'on

¹¹⁴³ Brössler, Daniel, « Ein 'nationales Projekt' verstört die Nachbarn/Gedenkstätte für deutsche Vertriebene trifft bei Polen und Tschechen auf Widerstand : Keine Aufrechnung von Unrecht », in *Süddeutsche Zeitung*, 15 juillet 2003, <http://www.sueddeutsche.de/deutschland/artikel/552/14538/print.html> ; « In Deutschland selbst laufen die Fronten quer durch die Parteien, vor allem in der SPD. »

¹¹⁴⁴ *Ibid.*

¹¹⁴⁵ Il a d'ailleurs consacré un ouvrage à la question de l'expulsion des Allemands dans lequel sa défiance totale vis-à-vis des associations de réfugiés est patente. Brumlik, Micha, *Wer Sturm sät/Die Vertreibung der Deutschen*, Aufbau-Verlag, Berlin, 2005, 300 p. Le titre très explicite de cet ouvrage se traduit comme suit : Qui sème la tempête/L'expulsion des Allemands, il transforme le proverbe « *wer Wind sät, wird Sturm ernten* », « qui sème le vent, récolte la tempête ».

¹¹⁴⁶ Seitz, Norbert, « Streitgespräch Micha Brumlik – Peter Glotz/Ein Zentrum gegen Vertreibungen », in *Neue Gesellschaft/Frankfurter Hefte*, 12/2003, p. 45-50.

¹¹⁴⁷ Voir par exemple, Graw, Ansgar, Kamann, Matthias, « Thierse sperrt sich gegen Vertriebenen-Chefin », www.welt.de, 28 octobre 2007.

sait¹¹⁴⁸. Pour autant, des personnalités du parti, certes moins connues que celles que l'on vient de citer, se sont engagés pour le projet porté par Mme Steinbach, entre autres, les principaux dirigeants de la *Seliger-Gemeinde*.

Ces divisions ne touchèrent pas que le SPD. L'Union en connut également ; ainsi Rita Süßmuth (ancienne présidente du *Bundestag*, appartenant à l'aile gauche de la CDU) soutint également la motion Meckel, qui ne rallia cependant que peu de chrétiens-démocrates. Pour autant, un nombre important de membres de l'Union ne se sentent pas réellement concernés par les revendications du *Bund der Vertriebenen* en général. En effet, celles-ci mirent souvent leur parti dans l'embarras, notamment du fait de leur caractère entier. Depuis l'arrivée de Mme Steinbach à la tête du *Bund der Vertriebenen*, le propos est plus policé et l'argumentaire affranchi de ses accents irrédentistes, remplacés par une invocation systématique des droits de l'homme qui chez un certain nombre de personnalités importantes et reconnues provoque le plus grand scepticisme¹¹⁴⁹. Au sein de l'Union, un tel scepticisme existe, mais il ne s'exprime quasiment pas, la clientèle Réfugiés devant être ménagée.

Voyons à présent les représentations que donnent les organes officiels de ces problématiques. Il s'agit notamment du service de presse de la CDU (qui se nomma jusqu'en septembre 1998 *Deutschland-Union-Dienst/DUD*¹¹⁵⁰) ainsi que de son journal interne (*Union in Deutschland/UID*, appelé UD depuis mai 2000¹¹⁵¹). La place qu'ils réservent à la thématique *stricto sensu* de notre travail, la Prusse orientale, est nulle depuis l'arrêt en 1992 des *Nouvelles de l'Allemagne dans sa globalité*¹¹⁵². Même le projet de Centre contre les expulsions n'est absolument pas traité en profondeur dans ces publications. L'UID/UD revêt la fonction de feuille d'information à l'intention des membres du parti, son sous-titre est « faits et arguments¹¹⁵³ », ce qui traduit bien la destination de cette publication, servir de lien entre le parti et les militants et non constituer un forum de discussion de grande (théorie) politique. C'est à partir du début des années 2000 que la question des réfugiés se voit à nouveau consacrer une certaine place, l'irruption du projet de Centre contre les expulsions dans le débat public n'en est pas la moindre cause. Cette réapparition n'est pas pour autant une marche triomphale. La place nouvellement acquise reste très réduite, à peine quelques articles chaque année, le plus souvent synthétiques.

¹¹⁴⁸ Voir *supra*, III. dans cette même partie.

¹¹⁴⁹ On pense ici à l'ancien ministre polonais des Affaires étrangères entre 1995 et 2000, Wladislaw Bartoszewski (survivant des camps nazis), qui voue à Erika Steinbach une véritable haine. En 2006 il la qualifiait « de menteuse et d'hypocrite », « *Lügnerin und Heuchlerin* » et en 2009 de « révisionniste », la comparant publiquement à Monseigneur Williamson de la Confrérie Saint Pie X. Interview de février 2006, « Erika Steinbach ist eine Heuchlerin », in *Polen-Rundschau-online*, http://www.polen-rundschau.de/index2.php?option=com_content&task=view&id=29&Itemid=53&pop=1&page=0.

¹¹⁵⁰ Il se présentait sous la forme de feuilles volantes, généralement quatre pages, imprimées quotidiennement depuis les temps de fondation du parti. La Fondation Konrad Adenauer (KAS) en possède une collection exhaustive.

¹¹⁵¹ Cette publication est également disponible à la KAS, voir « Union in Deutschland (UID) », p. 669, in Becker, Winfried, Buchstab, Günter, Doering-Manteuffel, Anselm, Morsey, Rudolf, (sous la direction de), *Lexikon der Christlichen Demokratie in Deutschland*, Ferdinand Schöningh, Paderborn, Munich, Vienne, Zurich, 2001, 809 p.

¹¹⁵² *Gesamtdeutsche Nachrichten und Kommentare*, voir *supra*, II., dans cette même partie.

¹¹⁵³ « *Fakten und Argumente* ».

De façon concise, ils présentent, conformément à la fonction de la publication, les positions défendues ou combattues par l'Union. Ces articles paraissent régulièrement, une ou deux fois par an, à l'occasion d'un congrès du parti ou du groupe parlementaire¹¹⁵⁴, de l'*Ost- und Mitteldeutscher Vereinigung*¹¹⁵⁵ (OMV, regroupement au sein de la CDU [et de la CSU] des originaires d'Allemagne médiane et orientale), du groupe de travail du parti sur les réfugiés¹¹⁵⁶, d'une rencontre entre direction du parti et du *Bund der Vertriebenen*¹¹⁵⁷ et, à l'occasion d'événements particuliers, comme, par exemple, l'ouverture d'une grande exposition, ou une prise de position d'un homme politique éminent¹¹⁵⁸.

Le fait que la place consacrée à ces sujets, notamment celui du projet de centre commémoratif, soit restreinte est relativement étonnant eu égard à la place qu'ils prennent dans l'espace médiatique outre-Rhin en général, mais assez significatif. En effet, quand la CDU communique sur le sujet, elle le fait principalement en direction des Réfugiés et par l'intermédiaire de son groupe de travail consacré au réfugiés et *Aussiedler*, ou de l'OMV, cette dernière communiquant, en fait, en premier lieu par (et souvent pour) elle-même, de sa propre initiative.

On a vu précédemment quel pouvait être le ton employé par les dirigeants de l'OMV¹¹⁵⁹, sa signification dans la CDU/CSU est double : d'une part elle intègre les milieux Réfugiés dans l'Union, d'autre part elle exerce une certaine influence sur la marche de cette dernière. Ainsi, Edmund Stoiber avait en elle un soutien inconditionnel tout trouvé ce qui, dans la lutte pour l'hégémonie dans l'Union, n'était pas sans importance. L'ex-ministre-président bavarois lui ayant damé le pion lors de la désignation du candidat à la chancellerie fédérale en 1999, Angela Merkel prit soin de donner des gages à cette frange du parti avant de partir à son tour en quête de cette responsabilité lors de l'élection suivante. Pour autant, il convient de ne pas exagérer l'importance de l'OMV, dont les soutiens au sein de l'Union ne se trouve qu'au sein de l'aile la plus conservatrice, cette entité se désignant elle-même comme « la conscience 'pas tranquille' »

¹¹⁵⁴ Voir par exemple : Anonyme, « Kongreß der CDU/CSU-Bundestagsfraktion/‘Historisches Erbe bewahren’ », in *Union in Deutschland (UD)*, 13 novembre 2003, « Bundesdelegiertentagung/Zukunft braucht Erinnerung », in *Union in Deutschland (UD)*, 11 décembre 2003.

¹¹⁵⁵ Anonyme, « Ost- und Mitteldeutscher Vereinigung (OMV)/Helmut Sauer als Bundesvorsitzender bestätigt/Das Heimatrecht der Vertriebenen nicht durch Übergangsregelungen beschädigen », in *Union in Deutschland (UD)*, 22 novembre 2001, ou encore : Anonyme, « OMV-Vorstandswahlen/Helmut Sauer im Amt bestätigt », in *Union in Deutschland (UD)*, 28 novembre 2005.

¹¹⁵⁶ Anonyme, « ‘Berliner Erklärung’ der Bund-Länder-Arbeitsgemeinschaft für Vertriebenen- und Aussiedlerfragen von CDU/CSU », in *Union in Deutschland (UD)*, 29 mars 2004, ou Anonyme, « AG ‘Vertriebene und Flüchtlinge konstituiert », in *Union in Deutschland (UD)*, 5 décembre 2005.

¹¹⁵⁷ Merkel, Angela, Steinbach, Erika (présidentes), « Der 5. August soll Gedenktag für die Opfer der Vertreibung werden », in *Union in Deutschland (UD)*, 19 juillet 2001, ou encore Anonyme, « Konstruktiver Dialog », in *Union in Deutschland (UD)*, 19 juin 2003.

¹¹⁵⁸ Par exemple la réaction du porte-parole du groupe parlementaire CDU/CSU au *Bundestag* sur la question des réfugiés au discours du chancelier Schröder lors du jour de la *Heimat* du *Bund der Vertriebenen* le 3 septembre 2000 (voir *supra* dans cette même sous-partie) : Koschyk, Hartmut, « Nicht nur Worte, sondern Taten, Herr Bundeskanzler ! », in *Union in Deutschland (UD)*, 7 septembre 2000, ou encore la confirmation expresse du soutien du parti au projet Steinbach de centre commémoratif, Anonyme, « Gedenkveranstaltung/Erinnerung als Brücke zwischen Vergangenheit und Zukunft », in *Union in Deutschland (UD)*, 26 septembre 2006, voire un commentaire élogieux sur l'exposition organisée par la Fondation Centre contre les expulsions à Berlin : Wulff, Otto, Mißfelder, Philipp, « Vertreibung weltweit ächten », in *Union in Deutschland (UD)*, 26 septembre 2006.

¹¹⁵⁹ Voir *supra*, introduction à la première partie.

au sein de la CDU/CSU, pour l'Allemagne et le peuple allemand¹¹⁶⁰ ». Cette autodésignation est certes mise en avant par l'OMV, mais pas par la CDU. Ainsi, dans la brochure qu'elle publia en 2004 pour se présenter elle-même et par la même occasion son siège berlinois flambant neuf (la maison Konrad Adenauer), l'OMV est présentée dans des termes très sobres et l'autodésignation en question n'apparaît nullement¹¹⁶¹.

Le rapport du parti avec ce regroupement¹¹⁶² particulier n'est pas toujours simple. La réputation des Réfugiés est parfois lourde à porter et leur mode de communication régulièrement embarrassant. La CDU comporte un certain nombre de regroupements. Ils constituent les relais de certains groupes sociaux, à l'exemple de la *Junge Union* pour la jeunesse, la *Senioren Union*, pour le troisième âge, ou encore la *Mittelstands- und Wirtschaftsvereinigung*, pour les classes moyennes et leurs rapports au monde économique, entre autres¹¹⁶³. L'influence dans le parti de chacune de ces entités est extrêmement variable non seulement dans le temps mais également les unes par rapport aux autres. Elles remplissent une double fonction, non seulement de relayer les intérêts et préoccupations de certains groupes de la société allemande dans le parti, mais également d'intégrer ces groupes à l'intérieur même du parti. Double mouvement donc, observable depuis la création du parti et de ces regroupements :

- d'un côté on intègre ledit groupe, on lui donne une représentation, ce qui, s'agissant des réfugiés, prévenait à l'origine et, dans une certaine mesure, encore aujourd'hui certains risques bien réels de radicalisation,
- d'un autre côté on ouvre la porte à leurs revendications, avec tout ce qu'elles peuvent avoir d'embarrassant pour le parti.

Sabine Lee, chercheuse britannique, a consacré un article qui fait autorité sur l'histoire des rapports entre CDU et OMV. Elle fait remarquer que, contrairement à ce qui se passait au SPD, qui disposait également d'une commission¹¹⁶⁴ consacrée aux réfugiés par le passé, l'OMV n'est pas cantonnée dans un simple rôle consultatif, mais, du fait de l'organisation de l'Union, a « un réel impact sur les prises de décision du parti à tous les niveaux¹¹⁶⁵. » Pour déterminer la nature de cet impact, Lee propose de croiser deux types de données correspondant

¹¹⁶⁰ « *Das unruhige Gewissen in der CDU/CSU für Deutschland und das deutsche Volk* », voir Kleinmann, Hans-Otto, « Union der Vertriebenen und Flüchtlinge in der CDU/CSU (UdVF) », p. 669 et Gimkiewicz, Barbara, « Ost- und Mitteldeutscher Vereinigung (OMV) », p. 610-611, in Becker, Winfried, Buchstab, Günter, Doering-Manteuffel, Anselm, Morsey, Rudolf, (sous la direction de), *Lexikon der Christlichen Demokratie in Deutschland*, Ferdinand Schöningh, Paderborn, Munich, Vienne, Zurich, 2001, 809 p.

¹¹⁶¹ CDU Bundesgeschäftsstelle/Marketing und Interne Kommunikation, *Hausbrochuere*, www.cdu.de, Hausbrochuere_2004_KAH OMV.pdf, 2004, 48 p., ici p. 43.

¹¹⁶² En allemand *Vereinigung*.

¹¹⁶³ *Ibid.*, p. 38-44.

¹¹⁶⁴ « Ausschuß », Lee, Sabine, « CDU Refugee Policies and the Landesverband Oder-Neiße : Electoral Tool or Instrument of Integration ? », in *German Politics/Journal of the Association for the Study of German Politics*, volume 8, n° 1, avril 1999, p. 131-149, ici p. 138.

¹¹⁶⁵ « *Impact on the decision making in the party at all levels* », *ibid.*

aux questions suivantes :

- dans quelle mesure ce regroupement est-il capable d'intégrer différents groupes d'intérêts à l'intérieur du parti ?
- dans quelle mesure l'intégration de ces groupes, dont les intérêts respectifs sont en conflit, réduit-elle l'efficacité du parti en tant qu'organisation « généraliste¹¹⁶⁶ » ?

Questions auxquelles il convient d'ajouter une troisième : dans quelle mesure ce regroupement est-il réellement capable de représenter les intérêts des groupes particuliers en question ? Dans le cadre de notre travail, cette question est particulièrement pertinente puisque l'on considère généralement que l'OMV et les associations de réfugiés ne représentent, justement, qu'une faible part des réfugiés.

S. Lee ajoute que plus un regroupement est dynamique et assure sa visibilité, plus il attire de membres et d'électeurs, plus il a de pouvoir au sein du parti et réciproquement, plus il a de pouvoir au sein du parti, plus il attire de membres et d'électeurs, convaincus que leur intérêts seront bien défendus¹¹⁶⁷, ce qui expliquerait au moins en partie le penchant pour les phrases « chocs » du président de l'OMV. La vision présentée est certes assez libérale, mais tout à fait cohérente, surtout pour un parti tel que la CDU. Précisons que le fonctionnement du SPD est fondamentalement différent.

S'agissant des rapports entre CDU (/CSU) et OMV depuis plusieurs dizaines d'années, se posent les questions suivantes :

- dans quelle mesure les réfugiés ont-ils réussi un lobbying efficace ?
- dans quelle mesure la CDU a-t-elle réussi à se servir de son rôle de représentation pour engranger des succès électoraux ?

La réponse donnée par la chercheuse britannique est contrastée. Certes les réfugiés (ou Réfugiés) trouvèrent dans l'Union une nouvelle *Heimat* politique, ce qui améliora d'autant leur intégration et réduisit quasiment à néant leur potentiel de radicalisation ; cela fut donc bénéfique au parti. Par ailleurs celui-ci devint leur voix officielle et le canal privilégié d'un certain nombre de leurs revendications (après 1970 naturellement) ; cependant, si on se place dans la perspective des R/réfuégiés, l'expression de leurs revendications resta une fin en soi, puisque la plupart d'entre elles ne trouvèrent jamais de réponse et l'appartenance à l'OMV fut même, selon M. Rummler son président à la fin des années 1980, ce qui empêcha certains de ses membres d'accéder aux positions qui « comptaient vraiment¹¹⁶⁸ ». Bref, la CDU avait donné une tribune à leur revendications, mais celles-ci restèrent en très grande partie lettre morte, et, par

¹¹⁶⁶ *Ibid.*

¹¹⁶⁷ *Ibid.*

¹¹⁶⁸ *Ibid.*, p. 147, « *mattered* ».

ailleurs, leurs représentants furent cantonnés à des postes visibles certes, mais pas décisionnels. Précisons que cette vision des choses est très répandue chez les Réfugiés et est source de grande amertume voire de désillusion¹¹⁶⁹.

Notre propre expérience en la matière s'est nourrie d'une rencontre avec le directeur administratif de l'OMV pour le *Land* de Rhénanie du Nord-Westphalie, dans les bureaux de la CDU, qui jouxte l'ancien parlement régional dans le centre ville de Düsseldorf. La rencontre fut courtoise mais après plusieurs minutes d'un exposé consacré à la question du troisième âge, il nous fallut rappeler à notre interlocuteur que notre sujet ne concernait pas son activité à la direction administrative régionale de la *Senioren Union*, mais de l'OMV. Son discours devint d'un coup beaucoup moins fluide et ses réponses parfois hésitantes. Nous apprîmes tout de même que les principales activités et les principaux actifs avaient la Silésie pour objet ou pour origine, que la Fiduciaire prussienne, bien que dirigée par des membres nord-rhéens de l'OMV, n'avait absolument rien à voir avec cette dernière, et enfin que les initiatives en Silésie de personnalités comme Helmut Sauer, président de l'OMV, étaient avant tout de nature personnelle... Une série d'informations assez étonnantes pour certaines, mais instructives sur la situation de ce regroupement au sein de la CDU, du moins en Rhénanie du Nord-Westphalie. La relative ignorance de cet interlocuteur sur les questions que nous lui posâmes fut en elle-même une information, tout autant que le fait qu'il nous offrit un ouvrage sur les pertes territoriales de l'Allemagne suite aux deux guerres mondiales¹¹⁷⁰ publié par une maison d'édition, Arndt, officiellement cataloguée comme d'extrême-droite¹¹⁷¹.

Pour trouver trace plus conséquente, d'un point de vue quantitatif en tout cas, des thématiques qui nous occupent dans ce travail, il faut consulter les communiqués de presse du parti¹¹⁷². Certains émanent, à l'occasion, de personnages importants et sont rédigés pour des occasions particulières¹¹⁷³. Mais c'est avant tout sur ceux émanant du « groupe des expulsés, réfugiés et *Aussiedler*¹¹⁷⁴ » du groupe parlementaire CDU/CSU qu'il convient de se pencher. Le nom de ce groupe de travail a évolué depuis le début des années 1990, ses attributions également. Il se consacre non plus seulement aux réfugiés et expulsés, mais également aux *Aussiedler* (comme l'indique sa dénomination actuelle) et aux « *deutsche Minderheiten* », « minorités

¹¹⁶⁹ Différents entretiens accordés par des responsables Réfugiés à l'auteur de ce travail.

¹¹⁷⁰ Weinhold, Manfred, *Deutschlands Gebietsverluste 1919-1945, Handbuch und Atlas*, Arndt Verlag, Kiel, 1999, 128 p.

¹¹⁷¹ Voir *supra*, première partie, II. A. 3.

¹¹⁷² Le texte de tous ces communiqués est disponible auprès du service presse de la Fondation Konrad Adenauer et, pour les plus récents sur le site internet de la CDU, www.cdu.de.

¹¹⁷³ Voir par exemple : Merz, Friedrich, « CDU/CSU-Bundestagsfraktion bleibt Sachwalter der Anliegen der Heimatvertriebenen », in *Pressedienst CDU/CSU Fraktion im deutschen Bundestag*, 9 juin 2000, l'auteur était à l'époque président du groupe parlementaire de l'Union au *Bundestag* ; voir également Merkel, Angela, « Pressemitteilung der CDU 114/01 », Berlin, 26 juin 2001, communiqué dans lequel la présidente de la CDU, à l'époque, déclarait son soutien de l'élévation du 5 août au rang de « journée nationale officielle de commémoration des victimes allemandes d'expulsion, de déportation et de travail forcé ».

¹¹⁷⁴ « *Gruppe der Vertriebenen, Flüchtlinge und Aussiedler* », à son propos voir www.cducsu.de/Titel__gruppe_der_vertriebenen_fuechtlinge_und_aussiedler/TabID__13/SubTabID__16/AGID__20/arbeitsgruppen.aspx.

allemandes¹¹⁷⁵ », c'est-à-dire à ce qui reste des communautés germaniques historiquement installées en Europe centrale et orientale et jusqu'au Kazakhstan. La plupart des communiqués sont de la main du président du groupe de travail en question : Hartmut Koschyk à partir du début des années 1990, Erwin Marschewski de 2003 à 2005 et Jochen Konrad Fromme depuis 2006.

Dans ces communiqués s'exprime en permanence le soutien du parti aux « revendications légitimes des réfugiés, *Aussiedler*, et minorités allemandes¹¹⁷⁶ », une expression que l'on peut légitimement qualifier de figée, puisqu'on la retrouve à longueur de communiqué, inlassablement répétée. De manière générale, le ton employé et les arguments développés sont très proches de ceux de la Fédération des réfugiés, ce qui s'explique simplement par le fait que leur auteur est également membre de cette dernière et s'adresse, *de facto*, principalement à ses membres et sympathisants. Le principal sujet traité jusqu'en 1998 est le sort de la minorité allemande de Pologne. Pratiquement, seule la Silésie (surtout la Haute-Silésie) est abordée.¹¹⁷⁷ À partir de 1999, c'est le sujet de la préservation de la culture des réfugiés qui est majoritairement traité, avec en toile de fond des attaques permanentes contre la gestion du problème par le gouvernement « rouge-vert¹¹⁷⁸ », le SPD étant principalement visé. On note aussi pendant cette période l'affirmation répétée que personne ne peut renoncer aux droits des Allemands sur les biens immobiliers qu'ils ont perdus suite aux expulsions¹¹⁷⁹. Également présente est l'expression de la revendication d'une abrogation des décrets ayant légalisé les expulsions et l'expropriation après la fin du second conflit mondial, sans toutefois que la satisfaction de celle-ci doive constituer une condition pour l'entrée des États concernés dans l'Union européenne¹¹⁸⁰.

À partir du début des années 2000, la question du Centre contre les Expulsions apparaît, d'abord sporadiquement¹¹⁸¹, puis de façon permanente, si bien que l'on peut suivre l'évolution du débat au fil des années en suivant ces communiqués, parfois rédigés par des personnages éminents du parti¹¹⁸². Jusqu'à aujourd'hui, on ne note pas de réel changement, les communiqués se consacrent toujours très majoritairement à la question de la mémoire et de la commémoration.

¹¹⁷⁵ Voir par exemple les communiqués de presse signé par Hartmut Koschyk à la fin des années 1990 (notes suivantes).

¹¹⁷⁶ « *Berechtigten Anliegen der deutschen Heimatvertriebenen, Spätaussiedler und deutschen Minderheiten* », voir par exemple, Pressestelle der CDU/CSU-Bundestagsfraktion, « CDU/CSU-Bundestagsfraktion und Bund der Vertriebenen setzen vertrauensvolle Zusammenarbeit fort », 6 juin 2003, www.cdu/csu.de/presse/pressemitteilungen_druck.jsp?ID=6416.

¹¹⁷⁷ Voir, par exemple, Koschyk, Hartmut, « Deutsche in Polen unter neuen Führung », in *Pressedienst CDU/CSU Fraktion im deutschen Bundestag*, 12 janvier 1994, ou Koschyk, Hartmut, « Die Unionsfraktion steht weiterhin zu den Vertriebenen, Aussiedler und deutschen Minderheiten in Mittel- und Osteuropa », in *Pressedienst CDU/CSU Fraktion im deutschen Bundestag*, 12 novembre 1998.

¹¹⁷⁸ Hartmut Koschyk, « Rot-grüne Haushaltspolitik gegen Vertriebene, Aussiedler und deutsche Minderheiten », in *Pressedienst CDU/CSU Fraktion im deutschen Bundestag*, décembre 1999 (la précision du jour est manquante).

¹¹⁷⁹ Voir le discours type envoyé à tous les députés CDU/CSU par Hartmut Koschyk à l'occasion du jour de la *Heimat* 1999 : Koschyk, Hartmut, « Musterrede zum 'Tag der Heimat' 1999 », in *Pressedienst CDU/CSU Fraktion im deutschen Bundestag*, 31 août 1999, 13 p. Voir particulièrement p. 2-4 et 11-13.

¹¹⁸⁰ *Ibid.* p. 6, voir également Koschyk, Hartmut, Lamers, Karl, Günter Nooke, Reiche, Katharina, « Konsens über gemeinsame Geschichte finden/Zum Unionsantrag 'Versöhnung durch Achtung von Vertreibung' », in *Pressedienst CDU/CSU Fraktion im deutschen Bundestag*, 6 juin 2000.

¹¹⁸¹ Koschyk, Hartmut, « CDU und CSU sind zuverlässige Partner der Heimatvertriebenen/Union betont Verpflichtung zur Wahrung des Geschichts- und Kulturerbes », in *Pressedienst CDU/CSU Fraktion im deutschen Bundestag*, 6 mai 2002, par exemple.

¹¹⁸² Par exemple, Schäuble, Wolfgang, « Besonnenheit und Zukunft », in *Pressedienst CDU/CSU Fraktion im deutschen Bundestag*, 17 octobre 2003.

Précisons qu'en 2006, c'est l'exposition Itinéraires forcés qui en constituait le principal propos, elle faisait l'objet d'éloges permanents¹¹⁸³.

Les deux grands partis populaires ont vu tous deux leurs relations avec les Réfugiés, la mémoire de l'Expulsion et de l'Est historique allemand évoluer avec l'irruption dans l'espace public allemand du projet de centre commémoratif. Le SPD, de manière générale, a dû s'adapter à un changement fondamental de la place de cette mémoire dans la société allemande qui l'a forcé à s'adapter, avec un succès certes relatif, mais assez satisfaisant pour ne pas nuire à son image publique ou à ces résultats électoraux ; ces derniers auraient d'ailleurs nécessairement souffert d'une attitude trop entière sur la question, or la position du SPD est assez mesurée. L'adaptation du parti social-démocrate, toutefois, n'est pas sans conséquence interne, puisque partisans et opposants du projet de la Fondation désormais dirigée par la seule Erika Steinbach se sont livrés à une lutte certes plus ou moins souterraine mais bien réelle.

Quant à la CDU, son rôle n'a pas fondamentalement changé, mais reste relativement délicat à jouer, puisque, pour certains de ses membres, c'est d'un rôle de composition qu'il s'agit. Il lui faut, en effet, fidéliser sa clientèle tout en la gardant, elle et ses revendications, sous contrôle.

Pour les deux partis en général et la question du Centre en particulier, une personnalité s'avère capitale et c'est d'ailleurs autour d'elle que se cristallise le débat. Il s'agit d'Erika Steinbach dont la politique d'ouverture a conduit le SPD à revoir son rapport aux R/réfugiés et à leur destin, tandis que la CDU a dû dépasser le stade du soutien formel pour faire avancer un projet bien concret. La présidente de la Fédération des réfugiés est devenue le symbole du retour sur la place publique de l'histoire des expulsions, et cette position lui vaut le soutien d'une partie de ceux qui prennent part au débat et l'opposition farouche, voire la haine (surtout en Pologne), de l'autre partie. Cette situation n'a pas pris fin avec son renoncement à siéger au comité directeur du futur Centre puisqu'elle reste présidente de la Fondation Centre contre les expulsions qui entend rester active sur son créneau. Elle présente, d'ailleurs, depuis l'été 2009 une nouvelle exposition intitulée *Die Gerufenen*, consacrée aux Allemands appelés (c'est le sens du terme *gerufen*) au fil des siècles par un certain nombre de princes (Catherine de Russie notamment) à s'installer sur leurs territoires et à les mettre en valeur, des Pays baltes au Caucase¹¹⁸⁴. C'est là l'expression de la volonté de cette fondation de rester une « force active¹¹⁸⁵ »

¹¹⁸³ Voir la sous-partie précédente.

¹¹⁸⁴ Voir le site de la fondation, www.z-g-v.de. Les territoires en question sont ceux qui jamais n'appartinrent au Reich allemand constitué en 1871, ce qui laisse à penser qu'on a voulu éviter tout soupçon de « revanchisme », toute possibilité de se voir reprocher de remettre, serait-ce implicitement, les frontières de l'Allemagne et de ses voisins orientaux (avant tout la Pologne), en cause. Précisons que cette « vie allemande à l'Est », « *deutsches Leben im Osten* », a aujourd'hui quasiment totalement disparu, seule de petits îlots persistant, en Transylvanie par exemple, mais pour combien de temps ? Ces populations, depuis la chute du Mur, prennent progressivement, définitivement, la direction de la RFA.

¹¹⁸⁵ « *Eine treibende Kraft* », www.z-g-v.de.

dans ce domaine, d'user de tout son poids dans cette forme de bataille pour la mémoire¹¹⁸⁶ à laquelle on assiste actuellement, « dont l'enjeu est de fixer ou au moins d'orienter l'image du passé qui sera transmise et dont l'intensité s'explique aussi par l'urgence que ressentent les témoins de faire entendre une dernière fois leur version des faits¹¹⁸⁷. »

Au jour d'aujourd'hui, la bataille pour la mémoire n'est pas achevée. Malgré les compromis trouvés dans le cadre de la grande coalition, la lutte se poursuit. Parfois de façon assez feutrée, parfois moins.

Un des enjeux de cette lutte, ou considéré comme tel (surtout par les associations de réfugiés), est le système scolaire qui, ces derniers temps, entérine lui aussi, avec un certain retard, la résurgence mémorielle autour du phénomène des expulsions.

¹¹⁸⁶ Certains parlent même pour ce genre de phénomène de « guerre des représentations du passé », voir Levi, Giovanni, « Le passé lointain/Sur l'usage politique du passé », p. 31, in Hartog, François, Revel, Jacques (sous la direction de), *Les usages politiques du passé*, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, 2001, p. 25-37.

¹¹⁸⁷ Tambarin, Marcel : « Le souvenir de l'Holocauste et l'évolution de la conscience historique » p. 43-58, ici p. 56, in Demesmay, Claire et Stark, Hans, *op. cit.*

Troisième partie

La Prusse orientale et le système scolaire de RFA, une éducation à la « non-revanche » ?

Ce que « tous les enfants savent » est en général la quintessence ultime et irréfutable d'un processus politique¹.

Dans l'optique d'une étude sur les enjeux politiques et identitaires liés à une province perdue, pourquoi étudier le système scolaire ? Tout d'abord parce qu'il est lui-même un enjeu de ce type, considéré comme tel par les principaux acteurs étudiés dans ce travail : les partis politiques, d'une part, les associations de réfugiés, d'autre part². Ensuite, parce qu'un tel intérêt pour le système scolaire n'est pas fait pour surprendre. En effet, suivant en cela les mots de Jörg-Dieter Gauger, auteur d'une étude très approfondie sur la place des territoires perdus dans le système scolaire allemand, on peut affirmer que l'école est le lieu d'une « transmission systématique³ » de ce qu'une société entend léguer aux générations montantes : ce que celles-ci doivent savoir en entrant dans l'âge adulte. L'auteur ajoute que l'école est l'unique institution de ce genre. En effet, depuis l'introduction de l'école obligatoire, tous les enfants se voient enseigner un certain nombre de connaissances jugées essentielles ou simplement utiles par la société à laquelle ils appartiennent. S'agissant plus spécifiquement de l'histoire, on peut ajouter que :

L'école a été et reste le lieu par excellence de vulgarisation de la connaissance historique, le lieu par excellence de l'usage civique et politique de l'histoire, le lieu où la socialisation des jeunes s'effectue largement à travers la transmission de modèles identitaires modelés par les événements historiques qui ont constitué les nations. Mais comme le mode de socialisation a changé⁴ [...] », qu'un certain nombre de nouveaux acteurs : internet, télévision, cinéma, etc. « ont créé un ensemble nouveau et puissant de modèles, qui a transformé le rôle même de l'école, appelée à affronter une quantité extraordinairement plus vaste et incontrôlée d'informations⁵.

¹ Haffner, Sebastian, *Histoire d'un Allemand/Souvenirs (1914-1933)*, Babel, 2002, p. 55.

² Rüdiger Goldmann parle d'une « expulsion des livres d'histoire », « Gedanken zur Zeit : Vertreibung aus dem Geschichtsbuch/Rüdiger Goldmann über unübersehbare Mängel in der deutschen Schulbuchliteratur » in *PAZ*, 8 juin 2002, p. 4.

³ « *Systematische Vermittlung* », Gauger, Jörg Dieter, *Der historische deutsche Osten im Unterricht*, Editions Dr Kovacs, Hambourg, 2001, p. 42.

⁴ Levi, Giovanni, « Le passé lointain/Sur l'usage politique du passé », in Hartog, François, Revel, Jacques (sous la direction de), *Les usages politiques du passé*, Editions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris, 2001, p. 25-37.

⁵ *Ibid.*

Il est, aujourd'hui, particulièrement difficile de savoir dans quelle mesure cet enseignement porte ses fruits.

C'est une question très large qui dépasse largement les limites fixées à ce travail, mais qui ne remet pas en cause la représentativité de la nature et des contenus de cet enseignement quant à ce qu'une société entend transmettre à ses jeunes générations. Comme le dit Falk Pingel, qualifiant plus spécifiquement les contenus des manuels scolaires, il s'agit de « quasiment tout le savoir reconnu qu'une société veut transmettre à ses enfants pour les préparer à une vie en tant que membres à part entière de cette société⁶ ».

Une éducation à la « non-revanche » ?

Nous avons choisi cette expression car elle signale bien la référence, négative en l'espèce, à laquelle est comparée l'éducation sur les territoires perdus après 1945 par l'Allemagne : l'éducation de l'entre-deux-guerres en Allemagne⁷ et de l'après-guerre de 1870 en France⁸. Dans ces deux pays, avec un décalage qu'explique leur défaite respective dans des conflits les opposant, la situation à l'issue des combats est présentée comme inacceptable, notamment en matière territoriale, celle qui nous intéresse ici avant tout. La France ne pouvait, ne voulait, consentir à la perte de l'Alsace-Lorraine (Alsace-Moselle, en fait), l'Allemagne à celle de la Prusse occidentale (les territoires du corridor de Dantzig) et de la Haute-Silésie, ainsi qu'à la séparation de la Prusse orientale d'avec le *Reich* (par ledit corridor), sans parler de l'annexion par la Lituanie du territoire de Memel qui avait été, jusque là, l'extrême pointe nord-est de la Prusse orientale et du *Reich* à la fois. Cette éducation à la revanche contribua à rendre d'emblée utopique l'idée de « der des ders », portée par les vétérans français de la Première Guerre mondiale.

La situation à la fin du second conflit mondial était profondément différente, comme le dit Gauger : « Une conscience nationale comme en Alsace ou en Palestine, dans l'Allemagne de l'Ouest d'après-guerre, il n'y en a jamais eu, la défaite était pour cela trop totale, les méfaits trop monstrueux, les blocs trop figés⁹. » La « catastrophe allemande » de 1945 est d'une ampleur

⁶ « *Almost all of the officially recognised knowledge a society wants to transmit to its children to prepare them for life as full members of that society* », in Pingel, Falk, *UNESCO Guidebook on Textbook Research and Textbook Revision*, Studien zur internationalen Schulbuchforschung, vol. 103, Verlag Hahnsche Buchhandlung, Hanovre, 1999, p. 7.

⁷ Bendick, Rainer, « L'esprit républicain tenu en échec. L'instruction civique dans la république de Weimar entre l'expérience de la Grande Guerre et le refus du traité de Versailles », in *Le cartable de Clio*, Revue romande et tessinoise sur les didactiques de l'histoire, n° 5, 2005, p. 281-290.

⁸ Bendick, Rainer, intervention à l'Université Paris X Nanterre intitulée « Images de soi, images de l'autre/Les manuels scolaires d'histoire en France et en Allemagne (1871-1914-1918) », dans le cadre du séminaire du Professeur Brigitte Krulic, le 6 janvier 2006. Voir la thèse de doctorat de cet auteur, Bendick, Rainer, *Kriegserwartung und Kriegserfahrung. Der Erste Weltkrieg in deutschen und französischen Schulbüchern (1900-1939/45)*, Centaurus, Pfaffenweiler, 1999, 508 p.

⁹ « *Ein Nationalbewußtsein à la Elsaß oder Palästina war im Nachkriegsdeutschland-West niemals vorhanden, dafür war die Niederlage zu total, waren die Untaten zu monströs, waren die Blöcke zu festgefügt.* » Gauger, Jörg-Dieter, *Der historische deutsche Osten im Unterricht*, Editions Dr Kovacs, Hambourg, p. 35.

telle que toute idée de revanche semble absurde, la défaite est acceptée, d'autant que les deux blocs antagonistes se constituent très vite et que chacune des deux Allemagnes intègre le sien rapidement et a, de ce fait, le sentiment d'être du « bon côté ». Dans les deux camps on fera le nécessaire pour se disculper tout en inculquant l'autre¹⁰. Une démarche dont le monde politique et celui de la recherche historique seront des acteurs principaux. D'un côté on mettra en place, entre autres, la recherche sur le totalitarisme¹¹, souvent instrumentalisée à des fins disculpatoires et qui dérivera, à l'occasion, vers une assimilation pure et simple des totalitarismes nazi et communiste ; de l'autre on dénoncera une prétendue similitude et/ou continuité entre système nazi et capitaliste/impérialiste. Notons que, malgré la fin de la guerre froide et l'effondrement du bloc communiste, les théories du totalitarisme subsistent, parfois, aujourd'hui encore, une instrumentalisation politique¹². Bref, l'idée de revanche était discréditée d'emblée dans l'Allemagne d'après-guerre. Pour autant il n'était, dans les années de fondation de la RFA, pas question d'accepter la situation territoriale issue du conflit. L'objectif était donc la réunification non seulement avec la « zone d'occupation soviétique¹³ » (la RDA), mais également avec les territoires perdus à l'est de l'Oder et de la Neisse. De la même manière, après la Première Guerre mondiale, on refusait de reconnaître la frontière orientale comme résultat juridique ou factuel du conflit perdu¹⁴. La différence fondamentale était qu'on déclarait renoncer solennellement à tout moyen guerrier pour corriger la situation du terrain et trouver le rééquilibrage adéquat, en allemand « *Ausgleich* »¹⁵.

Une telle déclaration fut notamment faite par les associations de réfugiés en 1955 lors d'une grande réunion à Stuttgart. Ce fut l'épisode, devenu légendaire dans ces milieux, de la présentation officielle de la « *Charta der Vertriebenen* », « Charte des réfugiés¹⁶ », et de la non moins célèbre phrase « nous renonçons à la vengeance et aux représailles¹⁷ ». Petit à petit, s'imposa l'idée que renoncer à la violence était, certes, très positif, mais que ce renoncement impliquait mécaniquement de renoncer à récupérer les territoires perdus, puisque ceux-ci ne pourraient l'être sans conflit armé¹⁸. L'enseignement scolaire de l'histoire adopta ces conceptions

¹⁰ Bendick, Rainer, « Zweierlei Entlastung des deutschen Volkes. Die Darstellung des zweiten Weltkriegs in Schulgeschichtsbüchern der DDR und der BRD », in Heukenkamp, Ursula (sous la direction de), *Schuld und Sühne ? Kriegserlebnis und Kriegsdeutung in deutschen Medien der Nachkriegszeit (1945-1961)*, Rodopi, Amsterdam, Atlanta, 2001, p. 541-554.

¹¹ Goeldel, Denis, « Les débats autour du totalitarisme et du fascisme/Deux moments d'intégration politico-culturelle occidentale de la RFA », in *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, Tome 38, n° 4, octobre-décembre 2006, p. 595-607. Voir en particulier p. 597-598, « Kühnl et Greiffenhagen [chercheurs des années 1970, notamment] reprochent également à ces théories leur anticommunisme foncier consistant à diaboliser le socialisme et l'économie planifiée, et ce en les assimilant au nazisme discrédité, ainsi que leur tendance à vouloir disculper à tout prix les responsables de la montée du nazisme, à savoir la grande bourgeoisie. »

¹² Par exemple, le centre de recherche sur le sujet, situé à Dresde, portant le nom de la célèbre philosophe Hannah Arendt, qui n'est, en effet, pas exempt de toute visée de ce type.

¹³ « *Die sowjetische Besatzungszone* », comme certains dans les milieux les plus conservateurs continuèrent à appeler la RDA jusqu'en 1989.

¹⁴ La RFA ne reconnaît la valeur juridique pleine et entière de la frontière de l'Oder-Neisse que depuis les traités de réunification postérieurs à la chute du Mur.

¹⁵ Titre que porta une revue d'obédience sociale-démocrate, destinée aux réfugiés, paraissant en Rhénanie du Nord jusqu'au début des années 1980, voir la deuxième partie de ce travail.

¹⁶ On peut en consulter le texte sur le site du *Bund der Vertriebenen*, www.bund-der-vertriebenen.de/derbdv/charta-dt.php3.

¹⁷ « *Wir verzichten auf Rache und Vergeltung* », *ibid.*

¹⁸ C'était par exemple la conviction de Jürgen Schmude, ministre de l'éducation du gouvernement Schmidt au

et c'est ainsi qu'à l'inverse de ce qui s'était passé après le premier conflit mondial, il oeuvra dans le sens d'une acceptation de la situation réellement existante, celle du terrain, restreignant donc l'objectif de réunification à la RFA et la RDA. Les « sujets qui fâchent » furent traités de telle manière qu'ils ne devaient plus constituer d'obstacle à la paix et au dialogue avec l'Est. Cette évolution ne fut, par la suite, jamais remise en question. Toutefois, la tendance à parfois taire certains événements jugés trop dérangeants semble s'infléchir désormais. Le traitement de la fuite et de l'expulsion paraît, par exemple, revenir en force. C'est sans doute une conséquence de la fin de la guerre froide et de la résolution de la question allemande, deux facteurs qui ont déchargé la question de toute implication territoriale et d'une part importante du fardeau idéologique qu'elle portait jusque là. Cela rendit possible un phénomène intéressant, celui de la repolitisation (au sens positif du terme) de la question. En parler n'est plus forcément signe d'un conservatisme acharné et n'expose plus mécaniquement à des reproches de « revanchisme¹⁹ ».

Nous venons de voir les raisons qui poussèrent à ne pas parler ou à ne parler qu'un minimum de la Prusse orientale et des territoires perdus : volonté de faire passer ce passé, crainte de le voir troubler les relations avec les voisins orientaux, crainte du « revanchisme », crainte de l'instrumentalisation du destin des expulsés à des fins révisionnistes quant au passé de l'Allemagne. Il existe également des raisons tout à fait valables de parler à l'école des régions de l'Est de l'Europe qui furent allemandes par le passé, d'un point de vue culturel et/ou étatique. La Prusse orientale ne fait pas exception, au contraire. Le simple fait qu'elle ait donné son nom à ce qui fut, pendant plusieurs siècles, le plus grand Etat allemand, celui autour duquel se fit l'unité de l'Allemagne, en est une. Cette région est également importante dans l'histoire de l'Allemagne dans la mesure où elle en constitua longtemps le pôle le plus oriental et septentrional et que la séparation de l'une et de l'autre (Allemagne/*Reich* allemand et Prusse orientale) fut l'une des causes de la Seconde Guerre mondiale. Pour l'histoire de la RFA en particulier, elle est importante, en premier lieu, pour expliquer la composition de sa population dans les premières années de sa fondation (problématique des réfugiés), puis, surtout, dans les années 1980 et 1990 pour rendre intelligible la problématique des *Aussiedler* (citoyens d'Etats d'Europe centrale et orientale, jusqu'au Kazakhstan en fait, d'origine allemande qui retournèrent dans le pays de leurs aïeux que ces derniers avaient quitté des siècles auparavant). Par ailleurs, d'un point de vue strictement culturel, le lien entre lieu de naissance et germanité de certaines personnalités du domaine de la littérature ou de la philosophie n'est compréhensible qu'en sachant que leur terre natale appartient à un Etat allemand ou fut le lieu d'installation de communautés allemandes qui conservèrent leur identité culturelle des siècles durant. Pour la Prusse orientale citons Immanuel Kant, pour la Prusse occidentale Arthur Schopenhauer, pour la Silésie Gerhart Hauptmann, entre autres nombreux exemples.

début des années 1980. Entretien avec l'auteur du 6 décembre 2006 à Duisburg.

¹⁹ C'est un des qualificatifs couramment donnés aux associations de réfugiés qui sont souvent désignées comme : « *die Revanchisten* », voir première partie de ce travail.

D'un point de vue historique plus large, européen, certains événements de l'histoire de la Prusse orientale permettent d'éclairer d'un jour nouveau le concept de croisade, généralement exclusivement associé à la « Terre sainte ». Le concept d'ordre religieux de chevalerie peut également être abordé par ce biais.

Enfin, les particularités du peuplement historique de ces territoires permettent de confronter les élèves, aux différentes conceptions traditionnelles de l'appartenance nationale (voir *supra*, première partie) : celle fondée sur l'ascendance et celle fondée sur l'adhésion, la Mazurie étant à cet égard un exemple tout à fait étonnant puisque sa population choisit en 1920 d'adhérer à l'Etat dans lequel, par excellence, c'est l'ascendance qui déterminait l'appartenance.

En préambule, précisons la différence fondamentale entre l'Education nationale à la française et le système scolaire de la République fédérale. La France éduque ses jeunes sur un modèle unitaire, centralisé, sous la houlette d'un ministre à la tête d'une administration nombreuse et du plus gros budget de la République. L'Allemagne, traditionnellement, connaît une compétence quasi exclusive des *Länder* en la matière. Les *Kultusministerien* (ministères des cultes, et de l'éducation) des capitales régionales ne manquent d'ailleurs pas de rappeler, quand elles en ressentent le besoin, la souveraineté que la Constitution leur octroie dans ce domaine²⁰. C'est ainsi que chaque région constitutive de la Fédération peut décider librement de ce qu'elle entend enseigner à ses enfants. Potentiellement, un élève peut donc, en théorie, se voir enseigner des « histoires » différentes si, quittant le Bade-Wurtemberg ou la Bavière, il s'installe à Hambourg ou à Brême. Dans les faits, on observe bien des nuances, mais jamais de différences notoires dans l'interprétation ou le choix des faits et des événements traités ; pour autant, chaque *Land* peut décider de mettre l'accent sur certains points particuliers, indépendamment des choix effectués par ses pairs, mais cela relève généralement du détail. Les différences d'une région à l'autre, sans être insignifiantes, ne sont donc pas fondamentales, d'autant que la Conférence permanente des ministres de la culture (KMK) veille à la cohérence des programmes. En effet, une trop grande diversité ne serait pas souhaitable, ne serait-ce que parce que certaines familles changent de région d'habitation durant la scolarité de leurs enfants et que les bacheliers allemands, traditionnellement, une fois leur diplôme en poche, essaient à travers tout le pays, ce qui implique que tous aient un niveau de connaissance relativement homogène à leur entrée à l'Université.

Ces nécessaires convergences empêchent donc de parler de véritables éducations régionales. Toutefois, on note des différences dans l'organisation du système scolaire dans les différents *Länder* : dans la durée du cursus, dans l'intitulé de certaines matières ainsi que dans les thématiques et les façons de les traiter au sein des programmes mis au point par les

²⁰ Le Gloannec, Anne-Marie (sous la direction de), *L'Etat de l'Allemagne*, La Découverte, Paris, 1995, p. 247.

commissions régionales *ad hoc*.

La scolarisation des enfants outre-Rhin débute à l'âge de six ans avec l'entrée à l'école primaire (*die Grundschule*). Quatre ans plus tard, ils sont traditionnellement répartis entre trois formes principales d'établissements²¹ :

- le *Gymnasium*,
- la *Realschule*,
- la *Hauptschule*.

Pendant six ans les écoliers suivent ce qu'on appelle la « *Sekundarstufe I* », le « cycle secondaire I ». Le premier type d'établissement mène à un cycle secondaire II d'enseignement général en trois ou deux ans (selon les *Länder*), puis au baccalauréat, « *das Abitur* », qui donne accès aux études supérieures, tandis que les deux autres mènent, plus ou moins rapidement, à la formation et à l'activité professionnelle²². Chaque type d'établissement accueille environ un tiers des écoliers allemands²³.

Etudier la place accordée à la Prusse orientale dans les systèmes scolaires de chaque *Bundesland* représentait une tâche dépassant les limites temporelles assignées à ce travail ; j'ai choisi de restreindre mon étude à deux *Länder* particulièrement représentatifs à plusieurs égards : de par leur superficie, ils sont tous deux très étendus, de par leur population, importante (et dont une part non négligeable a des racines familiales dans les territoires perdus) et de par leur orientation politique traditionnelle. L'un, la Bavière, est le bastion d'un conservatisme pleinement assumé, l'autre, la Rhénanie du Nord-Westphalie, un des fiefs de la sociale-démocratie allemande (même si le SPD a été défait aux dernières élections régionales, en 2005). D'autre part, ils furent, par le passé, fers de lance des deux camps qui se formèrent dans la RFA des années soixante et soixante-dix quant à la forme que devait prendre la représentation cartographique de l'Allemagne : soit dans ses frontières de 1937, soit dans celles de 1945/1949²⁴. La Bavière s'engagea pour que perdure la représentation de l'Allemagne incluant les territoires perdus, tandis que le *Land* rhénan prit le parti d'une représentation rénovée, (plus) conforme à la réalité du terrain²⁵. Signalons également que dans ces deux régions les associations de réfugiés sont traditionnellement très actives, à l'image de celle des Sudètes en Bavière ou de

²¹ Depuis quelques années certains *Länder*, la Sarre ou la Rhénanie-Palatinat par exemple, ont introduit d'autres formes d'écoles visant à améliorer leur système éducatif. Il s'agit pour ces deux régions d'un regroupement des *Realschulen* et des *Hauptschulen*.

²² *Ibid.* p. 248.

²³ Jonen, Gerdi, *Secondary education in Germany*, Council of Europe Press, Strasbourg, 1995, 80 p.

²⁴ Blumenwitz, Dieter, *Die Darstellung der Grenzen Deutschlands in kartographischen Werken/Zur Verpflichtung zum Gebrauch verfassungskonformer Bezeichnungen durch die deutschen Behörden, insbesondere in Bezug auf die Belange der Ostdeutschen*, Kulturstiftung der deutschen Vertriebenen, 1980, Bonn, 150 p. 30-35.

²⁵ Sperling, Walter, *Die deutsche Ostgrenze sowie die polnische West- und Nordgrenze in deutschen Schulatlanten seit 1946*, Studien zur internationalen Schulbuchforschung, Schriftenreihe des Georg Eckerts Instituts, Band 69, Diesterweg, Francfort/Main, 1991, p. 29.

celle des Prussiens orientaux en Rhénanie-du-Nord-Westphalie²⁶.

Il faut se remémorer que jusque dans les années 1970 (voire plus tard encore, dans certains cas) les élèves pouvaient se voir confrontés à des représentations cartographiques divergentes de l'Allemagne, une situation susceptible de semer le trouble, jusque dans des esprits plus expérimentés. Sur une seule et même carte, cohabitaient limites entre *Bundesländer*, ligne de démarcation/frontière entre RFA et RDA, entre RDA et Pologne, frontières de 1937 (Poméranie et Silésie) en plein territoire de l'Etat polonais, frontières sud et nord de l'ancienne Prusse orientale, ainsi que la frontière entre Pologne et Union soviétique (coupant l'ancienne Prusse orientale en deux, d'est en ouest), chacune représentée par des lignes de motifs différents, notamment celui de la « *Perlenkette* », du « collier de perle ²⁷ », devenu célèbre au cours des débats qui agitèrent le milieu des auteurs et utilisateurs/commentateurs d'ouvrages scolaires dans les années 1970 principalement²⁸.

Pour un professeur, expliquer sans ambiguïté la différence entre une ligne de démarcation et une frontière représentait déjà un problème délicat. La pléthore de délimitations de toutes sortes, les unes juridiquement valides (du point de vue ouest-allemand en tout cas), mais inexistantes sur le terrain, les autres bien réelles, mais selon la position juridique de la RFA, non valides, ou du moins provisoires en attendant la signature d'un traité de paix, compliquait encore une tâche relativement ardue dès l'origine. Le pourquoi de l'existence de deux Etats allemands représentait déjà une complexité certaine, faire comprendre aux élèves que ce qu'ils voyaient sur la carte, censée pourtant figurer la réalité du terrain, n'y correspondait pas, devait à l'occasion relever du casse-tête. Par chance, les cartes politiques permettaient d'y voir plus clair : les différentes couleurs signalaient/signalent le domaine sur lequel la souveraineté de chaque Etat s'exerçait/s'exerce.

La « querelle des cartes » fait partie du passé depuis maintenant longtemps. Pour autant, les représentations cartographiques restent des outils privilégiés de décryptage, car ils sont, par nature, de véritables « précipités », au sens chimique du terme, des conceptions qui ont dirigé leur élaboration, c'est-à-dire celles qui dominent dans la perception d'un territoire et/ou d'une problématique données (représentation au sens de *Vorstellung* : l'idée qu'on se fait d'une chose²⁹). Nous reviendrons, plus loin dans cette partie, sur ce point fondamental, déjà abordé

²⁶ Voir *supra*, première partie.

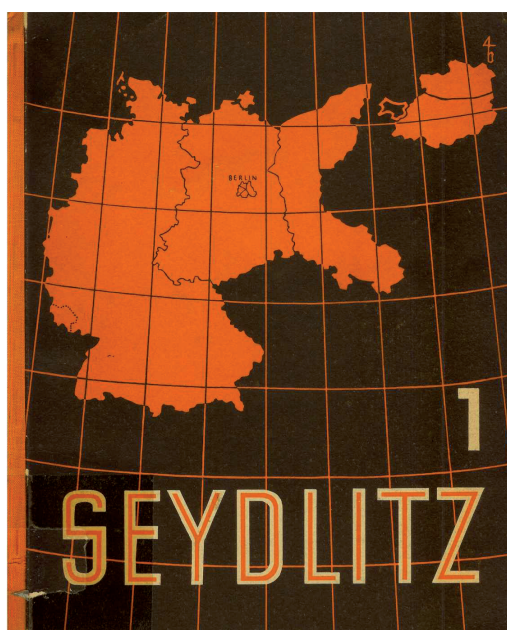
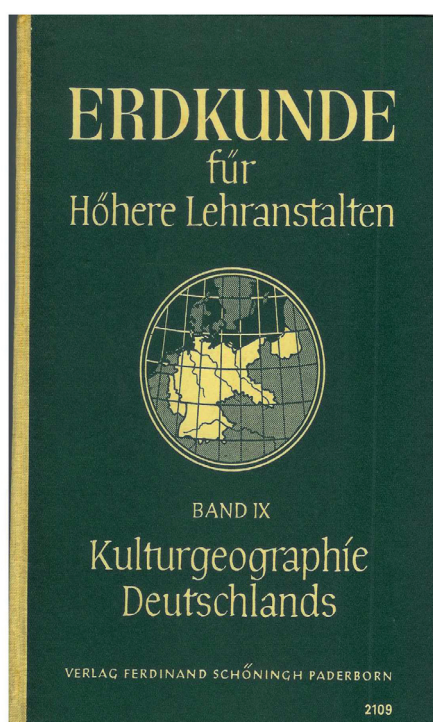
²⁷ *Ibid.* p. 31..

²⁸ On parla même de *Kartenstreit*, comme on avait eu, au Moyen-Âge, l'*Investiturstreit*, la querelle des investitures entre le Pape et l'Empereur. Cet épisode fut assez marquant pour être évoqué par un des orateurs présents à la représentation générale du *Land* de Basse-Saxe (sorte d'ambassade de la région auprès de la Fédération, le *Bund*) lors de l'inauguration de l'exposition célébrant les 35 ans de la Commission germano-polonaise sur les manuels scolaires, que nous aurons l'occasion de présenter plus loin. L'évocation par l'orateur en question donnait une franche impression d'anciens combattants se remémorant un combat acharné d'un passé bien passé, mais pas forcément toujours glorieux. L'exposition était intitulée « *Schulbücher im Fadenkreuz von Wissenschaft und Politik: 35 Jahre Gemeinsame deutsch-polnische Schulbuchkommission* », « Les manuels scolaires à la croisée des chemins entre science et politique : 35 ans de Commission germano-polonaise sur les manuels scolaires ».

²⁹ Sauer, Michael, « Karten und Kartenarbeit im Geschichtsunterricht », in Rohlfes, Joachim, Schulze, Winfried, *Geschichte in Wissenschaft und Unterricht*, n° 1, 2000, Erhard Friedrich Verlag, p. 38 : « *Denn Karten reduzieren die Komplexität historischer Verhältnisse und machen sie damit überschaubarer. Sie strukturieren, verdichten und verknüpfen Aussagen in kompakter Form: Viele Seiten Text wären nötig, um die Informationen zu vermitteln, die eine Karte bietet.* », « Car les cartes réduisent la complexité des circonstances historiques et les rendent plus facile à embrasser d'un seul coup d'oeil. Elles structurent, condensent et relient les unes aux autres des données en une

dans la première partie de ce travail.

Chercher des représentations de la Prusse orientale dans les atlas scolaires d'aujourd'hui ne se révèle fructueux que dans deux cas : d'une part dans les atlas historiques, naturellement, d'autre part sur les cartes de géographie physique de l'Europe centrale. La région, présentée en tant que telle, n'apparaît plus dans les manuels scolaires allemands de géographie depuis bien longtemps. Cela n'a pas toujours été le cas, loin de là. Dans les années 1950 et 1960, comme le montrent diverses couvertures de manuels de l'époque, on considérait que l'Allemagne s'étendait toujours dans ses frontières du 31 décembre 1937³⁰.



À l'intérieur de ces ouvrages, la Prusse orientale est, parfois, traitée exactement au même titre que les différents territoires de la RFA, de la RDA et que les autres provinces perdues après la Seconde Guerre mondiale (*Seydlitz*), d'autre fois le traitement se limite à la présentation du problème de la perte et des réfugiés (*Erdkunde für Höhere Lehranstalten*). Pour en revenir aux atlas scolaires, Walter Sperling en a fait une étude systématique, dont l'objectif est de déterminer « la conception des méthodes et principes géographiques, à l'aide desquels les frontières de la Pologne et de l'Allemagne, dans les atlas scolaires, furent transmises aux élèves³¹ ». On

forme compacte : bien des pages de texte seraient nécessaires pour retranscrire toutes les informations données par une carte. »

³⁰ Schäfer, Wilhelm (sous la direction de), *Erdkunde für höhere Lehranstalten, Band IX/Kulturgeographie Deutschlands*, Verlag Ferdinand Schöningh, Paderborn, 1956, 153 p. et Degn, Christian (sous la direction de), *Seydlitz, Erster Teil/Das deutsche Vaterland/Wir und die Welt* (première partie : La patrie allemande/Nous et le monde), Ferdinand Hirt & Hermann Schroedel Verlag, Kiel et Hanovre, 1956, 132 p.

³¹ « Die Vorstellung der kartographischen Prinzipien und Methoden, mit Hilfe derer die Grenzen Deutschlands und Polen in geographischen Schulatlanten an die Adresse der Schüler vermittelt worden sind », Sperling, *op. cit.*, p. 10.

remarque, « ce faisant, que l'interprétation de la situation territoriale telle que réellement existante s'imposa progressivement³² ». Autrement dit, même la Bavière, qui affirmait encore à la fin des années 1970 qu'on ne pouvait renoncer à la représentation des frontières de 1938, y renonça finalement, pour ne plus représenter (généralement) que la situation telle que sur le terrain³³. Précisons qu'il serait tout à fait inapproprié d'opposer strictement le modèle d'une éducation nationale à la française et celui d'éducatons régionales allemandes. L'histoire de France est un objet bien particulier auquel ne correspond pas exactement une « histoire d'Allemagne ». Pour autant, c'est bien l'histoire de l'Allemagne (dans le cadre européen et, dans une moindre mesure, mondial) qui est enseignée ; et si on note des différences entre l'enseignement de l'histoire en Bavière et en Rhénanie du Nord-Westphalie (en l'espèce), parler de « versions régionales » de l'histoire serait tout à fait exagéré et, donc, profondément inexact. Nonobstant, certaines spécificités restent bien visibles, la Bavière, par exemple, souligne son statut d'Etat depuis bien des siècles, ce que son *alter ego* rhénan ne peut, bien sûr, faire, puisque sa création est postérieure à la Seconde Guerre mondiale.

Pour trouver aujourd'hui des représentations de la Prusse orientale, la matière scolaire sur laquelle il faut se pencher n'est donc pas la géographie mais l'histoire. Ceci s'explique par l'évolution qu'a connue la société ouest-allemande puis allemande tout court au fil de ces dernières décennies. Les territoires perdus sont aujourd'hui envisagés comme des objets historiques qui, certes, furent allemands, mais ne le sont plus et ne sont pas destinés à le redevenir. Cette évolution peut être considérée plus aisément encore comme réellement aboutie, voire dépassée, quand on sait que nombre d'Allemands n'ont aujourd'hui aucune conscience ou connaissance du fait qu'ils le furent un jour. Qu'il n'en fut pas toujours ainsi, nous l'avons vu plus haut. On peut suivre l'évolution des représentations des territoires perdus dans les manuels scolaires ouest-allemands depuis la fondation de la RFA jusqu'en 2000 grâce au travail très minutieux effectué par le Professeur Gauger de la fondation Konrad-Adenauer (la fondation culturelle de la CDU). Cette appartenance, en aucun cas dissimulée, donne parfois à ce travail une teinte conservatrice, ce qui ne remet, quoi qu'il en soit, aucunement en question la qualité et le sérieux de ce travail de recherche. Son titre *Der historische deutsche Osten im Unterricht, L'Est historique allemand à l'école*³⁴ est une illustration du fait que la dimension germanique des territoires perdus n'est plus considérée que comme historique³⁵. Cette dénomination générique

³² « Dabei zeigt sich, dass die Interpretation des territorialen Ist-Zustandes zunehmend die Oberhand gewonnen hat », *ibid.*

³³ Blumenwitz, *op. cit.*, p. 35.

³⁴ *Der historische deutsche Osten im Unterricht*, Gauger, Jörg-Dieter, *op. cit.*, p. 70. Précisons que l'auteur est, comme indiqué ici, employé de la Fondation Konrad-Adenauer, la fondation culturelle de la CDU, l'équivalent de la Friedrich-Ebert-Stiftung pour le SPD. La première est située à Sankt-Augustin dans la région de Bonn, la seconde à Bonn même. Cette localisation a des raisons historiques : la ville fut capitale de la RFA jusqu'au début des années 1990, pour la fondation chrétienne-démocrate, l'origine locale du premier chancelier d'après-guerre est une raison supplémentaire. Ces deux institutions sont incontournables pour toutes recherches concernant ces deux partis politiques majeurs outre-Rhin.

³⁵ « Les territoires prussiens à l'Est qui, jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, appartenaient à l'Allemagne et qui à l'époque, dans la conscience historique allemande, se présentaient comme 'l'Allemagne de l'Est' ou l'Est allemand, font aujourd'hui partie de la Pologne et de la Russie et ne peuvent plus aujourd'hui, d'un point de vue

pour désigner les territoires perdus ne fait pourtant pas l'unanimité, sans pour autant que des alternatives soient expressément proposées³⁶. Il y a peu d'études de fond sur ces questions et cet ouvrage est assurément une base de travail très solide. Le chercheur se consacre au traitement de l'histoire des territoires de l'Est en divisant celle-ci en quatre périodes principales :

- la colonisation germanique dans les premiers siècles du second millénaire après Jésus-Christ et l'Ordre teutonique,
- le traité de Potsdam et l'expulsion des Allemands de ces régions après 1945,
- l'*Ostpolitik* et les traités avec l'Est,
- les traités de réunification (pour les ouvrages conçus après la chute du Mur, naturellement).

Le *corpus* étudié dans cet ouvrage est d'une dimension tout à fait impressionnante, la représentativité de ses résultats est donc (*a priori*) importante. S'agissant des manuels et des programmes jusqu'en l'an 2000 on s'en remettra donc aux conclusions de Gauger, qui ne sont d'ailleurs pas contredites, mais bien plutôt complétées, par des études postérieures centrées sur des problématiques proches³⁷. Les travaux sur les manuels scolaires que nous avons cités jusqu'ici, ainsi que notre propre travail sur le sujet s'appuient, précisons le, sur les fonds de l'Institut Georg-Eckert de recherche internationale sur les manuels scolaires de Brunswick, institution qui rassemble (entre beaucoup d'autres) tous les manuels scolaires utilisés actuellement en Allemagne dans les matières suivantes : histoire, géographie et « *Sozialkunde* », « science sociale³⁸ ». Les fonds concernant de nombreux pays européens, ou d'autres continents, ne sont, pour leur part, pas exhaustifs mais sont, tout de même, considérables et font de cette bibliothèque un endroit exceptionnel³⁹. Nous avons choisi, non seulement de nous concentrer

allemand, être considérés que comme 'territoires allemands historiques de l'Est », « *Die preußischen Territorien im Osten, die bis zum zweiten Weltkrieg zu Deutschland gehörten und sich im deutschen Gemeinbewusstsein seinerzeit als 'Ostdeutschland' oder 'deutscher Osten' darstellten, sind heute Bestandteile Polens und Russlands und können heute aus deutscher Sicht nur noch als 'historische deutsche Ostgebiete' gelten.* », p. 40, in Sperling, Walter, « Geographie Deutschlands – neu gesehen », p. 37-57, in Buchhofer, Ekkehard, Kortus, Bronislaw (sous la direction de), *Deutschland und Polen/Geographie einer Nachbarschaft im neuen Europa*, Studien zur internationalen Schulbuchforschung, Schriftenreihe des Georg-Eckert-Instituts, Band 81, Diesterweg, Francfort sur le Main, 1994, 199 p.

³⁶ Débats dans le cadre d'une conférence sur la Prusse orientale organisée à l'Institut Georg-Eckert de recherche internationale sur les manuels scolaires à Brunswick par M. Robert Maier, chercheur de cette institution, les 28, 29 et 30 novembre 2007. L'intitulé en était : « 'Zwischen Nogat und Memel'. Was erfahren Schüler in Deutschland, Russland, Polen und Litauen über diesen gemeinsamen historischen Begegnungsraum ? », « 'Entre Nogat et Memel'. Qu'apprennent les élèves en Allemagne, Russie, Pologne et Lituanie sur cet espace commun de rencontre ? »

³⁷ On peut citer ici Benthin, Madlen, *Die Vertreibung der Deutschen aus Ostmitteleuropa/Deutsche und tschechische Erinnerungskultur im Vergleich*, Studien zur internationalen Schulbuchforschung, Schriftenreihe des Georg-Eckert-Instituts, Band 120, Verlag Hahnsche Buchhandlung, Hanovre, 2007, 155 p., ou Szlagowska, Krystyna, « Grenzen und Grenzräume in neueren deutschen Geschichtsschulbüchern », in Maier, Robert, Stöber, Georg (sous la direction de), *Grenzen und Grenzräume in der deutschen und polnischen Geschichte/Scheidelinie oder Begegnungsraum ?* Studien zur internationalen Schulbuchforschung, Schriftenreihe des Georg-Eckert-Instituts, Band 104, Verlag Hahnsche Buchhandlung, Hanovre, 2000, p. 267-277.

³⁸ L'équivalent français serait l'éducation civique. Toutefois, l'enseignement dispensé en Allemagne est bien plus large et correspond à une matière autonome dispensée par des professeurs qui en sont spécialistes.

³⁹ C'est dans ce lieu qu'a été donné à l'auteur le loisir de procéder à l'examen approfondi des manuels scolaires allemands d'histoire postérieurs à l'an 2000 (c'est-à-dire à l'étude du Professeur Gauger), grâce à une bourse de recherche accordée, au printemps 2007, directement par l'Institut.

sur les *Länder* de Bavière et de Rhénanie du Nord-Westphalie pour les raisons énoncées plus haut, mais, également, de limiter la recherche à deux éditeurs de tailles importantes, voire imposantes : Klett (Stuttgart) et Cornelsen (Berlin). Par ailleurs, ne seront étudiés que les manuels de *Sekundarstufe I*, c'est-à-dire le cycle scolaire qui concerne tous les enfants de dix à seize ans, pour la *Realschule* et le *Gymnasium*, établissements qui voient passer deux tiers des écoliers allemands sur leurs bancs, ceux-ci suivant par la suite des voies de natures différentes (voir *supra*, introduction à cette partie).

Cette partie ne se résumera pas à une simple étude de manuels, nous nous pencherons, également, sur les programmes élaborés par les commissions régionales compétentes, ainsi que sur l'expérience vécue de certains acteurs du système scolaire.

I. Les objectifs assignés à l'institution scolaire

Nous envisageons le système scolaire comme le premier moyen institutionnel à la disposition d'une société pour faire passer aux jeunes générations un certain nombre de contenus et de principes, certains diraient de valeurs, qu'elle juge fondamentaux, non seulement pour ces générations elles-mêmes et la construction individuelle de l'identité personnelle, mais tout autant pour la société en question et ce qu'elle considère comme son identité collective. Marc Bloch ajoutait que l'enseignement de l'histoire, en particulier, doit être, « dans une certaine mesure, considérée comme une préparation à la vie politique⁴⁰ ».

Le réseau scolaire couvre naturellement le pays dans son entier et draine l'intégralité de la population puisque l'école est obligatoire pour tout un chacun. Même si l'Etat n'est pas en situation de monopole s'agissant de l'éducation (il existe des alternatives à l'école publique⁴¹), c'est bien lui qui décide de ce qu'il convient d'enseigner aux écoliers et c'est également lui qui décide quels manuels pourront effectivement pénétrer dans les établissements. Concentrons-nous ici sur le premier point. Chaque *Bundesland*, du fait de sa souveraineté dans le domaine de l'éducation, décide de ce qui sera enseigné dans les écoles se trouvant sur son territoire. À cet effet, une commission se réunit et met au point des programmes qui sont remplacés, certes régulièrement, mais pas particulièrement fréquemment (toutefois, des modifications ponctuelles interviennent plus souvent). Par exemple, ceux d'histoire en Rhénanie du Nord-Westphalie étaient restés inchangés entre 1993/1994 et 2007. Notons que le pouvoir politique peut s'emparer de cette question, s'il le juge nécessaire. C'est ce qui s'est passé en 2007 en Rhénanie du Nord-Westphalie ; après un changement de majorité au Parlement régional de Düsseldorf : la CDU, revenue au pouvoir, décida de changer le statut de la thématique de Fuite et Expulsion (des Allemands après le second conflit mondial). Celle-ci, de thème facultatif, passa dans la catégorie des thèmes à traiter obligatoirement. De telles interventions directes du monde politique sont, notons-le, rares et ne survinrent, en l'espèce, qu'après la fin d'une période de direction du *Land* par le SPD qui avait duré plusieurs dizaines d'années. C'est donc une CDU frustrée du pouvoir par de longues années d'opposition qui prit cette initiative empreinte d'un certain militantisme.

Généralement, la confection des programmes ne donne pas lieu à des combats acharnés à l'intérieur même des commissions qui en sont chargées, en tout cas pas sur le plan thématique. Si les débats s'enflamment, c'est plutôt à propos de la méthode, de la didactique⁴².

⁴⁰ Bloch, Marc, « Sur les programmes d'histoire dans l'enseignement secondaire », in *Histoire et historiens*, Armand Colin, Paris, 1995, p. 255-257.

⁴¹ Par exemple les écoles *Waldorf*, qui proposent un environnement moins « compétitif » duquel les notes sont absentes et où les théories pédagogiques alternatives des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles ont trouvé une application plus ou moins intensive.

⁴² Entretien avec Falk Pingel, membre de la commission basse-saxonne et chercheur à l'Institut Georg-Eckert de Brunswick, réalisé au printemps 2006 par Alexandre Blanc, doctorant en sciences politiques à l'Université d'Aix-Marseille, non publié, communiqué directement par M. Blanc à l'auteur.

Nous venons d'aborder la question de la substance, du contenu de l'enseignement : les programmes. Il convient à présent d'évoquer leur mise en œuvre. Que ce soit en Bavière ou en Rhénanie du Nord-Westphalie, les élèves du cycle secondaire I ont (généralement) deux heures de cours d'histoire par semaine cinq années durant, sur les six que comprend ce cycle. Au sud du pays, c'est en 5^{ème} classe (l'équivalent de notre 6^{ème}) que l'année sans enseignement de l'histoire est prévue, au bord du Rhin⁴³ en 8^{ème}. Dans l'ensemble, les classes sont plutôt moins chargées qu'en France, la disposition des tables tend à relativiser l'opposition professeur/élèves, ces derniers étant encouragés à prendre part activement au cours et à la vie de l'école en général, et c'est d'ailleurs ce qu'ils font, en règle générale. Le spectre qu'on entend ainsi chasser est celui du *Frontalunterricht*, le cours magistral, qui voit un professeur omniscient « asséner », debout, son savoir (indiscutable par essence) à des élèves passifs, assis face à lui, les deux instances se faisant front. Les élèves sont invités à donner leur opinion, à prendre position et ils ne s'en privent généralement pas. On assiste donc à des cours bien plus interactifs qu'il n'est généralement de règle en France. Quand un sujet donné est abordé il peut subir, *grosso modo*, deux traitements :

- il peut être, simplement, thématisé : on se rapproche ici du professeur racontant les faits (ce qu'on appelle en allemand *Meistererzählung*),

- il peut être problématisé, les élèves étant amenés à se poser la question des causes et conséquences, du comportement des individus et des masses, des alternatives qu'on aurait pu envisager, etc.

Faire subir ce double traitement⁴⁴ à tous les sujets n'est pas toujours nécessaire, ni possible (pour de simples questions de temps, par exemple), mais ce n'est, également, pas toujours souhaité.

Précisons ici que l'enseignement dispensé en *Gymnasium* et en *Realschule*, les deux types d'établissements que nous avons choisi d'étudier, diffère quelque peu dans leur objectif final et donc dans leur nature. Le premier vise à amener les élèves à poursuivre leurs études en cycle secondaire II, à passer le bac général et, le cas échéant, à faire des études universitaires par la suite. Il s'agit donc d'un enseignement que l'on peut qualifier d'académique. Tandis que le second est plus tourné vers le monde professionnel et, même si des passerelles permettent aux *Realschüler* de rejoindre le *Gymnasium* pour effectuer le cycle secondaire II et passer le bac général, une telle entreprise n'est pas toujours un succès, loin de là, l'adaptation demandant bien des efforts, notamment dans la façon d'aborder le travail en cours et à la maison, d'un point

⁴³ Voir, Georg-Eckert-Institut für internationale Schulbuchforschung, *Wöchentliche Stundentafeln der Fächerbereiche Geographie, Geschichte, und Sozialkunde in den Ländern der Bundesrepublik Deutschland*, document interne de l'Institut, 2001, 5 p.

⁴⁴ Entretien avec Mme Angelika Überholz, professeur d'histoire au *Humboldt-Gymnasium* de Solingen (Rhénanie du Nord-Westphalie), printemps 2007.

de vue aussi bien qualitatif que quantitatif. S'agissant de l'enseignement de l'histoire, matière obligatoire pendant tout le cycle I, on a donc des exigences ou des attentes moindres en ce qui concerne les connaissances acquises en *Realschule*.

Il est également significatif, sur un plan tout à fait différent, que les élèves poursuivant leurs études en cycle II, qu'ils viennent de la *Realschule*, ou qu'ils poursuivent simplement au *Gymnasium*, aient des choix de matières à effectuer. Ainsi, l'histoire n'y est plus une matière obligatoire dans les dernières années avant le bac. Ils peuvent, par exemple, se rabattre sur la géographie. Il n'est pas rare d'entendre certains justifier un tel choix comme suit : « l'histoire ? Pour entendre encore une fois ce que nos grands-parents ont fait⁴⁵... ».

A. L'évolution des programmes de 1949 à 2000

Cette partie s'appuie exclusivement sur le travail, unique en son genre, du Professeur Gauger, accessible (jusqu'à aujourd'hui en tout cas) uniquement en langue allemande. Il y traite de la place accordée, directement ou indirectement, aux territoires perdus après la Seconde Guerre mondiale. Déterminer la place spécifique nommément accordée à la Prusse orientale est possible en traquant tout simplement le nom de la province. On peut, d'ores et déjà, révéler qu'elle apparaît excessivement rarement. L'étude de Jörg Dieter Gauger, qui ne prétend pas être exhaustive, mais qui est celle qui s'approche le plus d'un tel idéal, ne la cite pas une seule fois dans la partie de son ouvrage consacrée aux programmes scolaires de la fondation de la RFA à 2000 ! Il nous faudra donc considérer la Prusse orientale *toto pro res*. On partira du principe que quand il est question de l'Est historique allemand, il est question des territoires perdus, donc, pour partie aussi, de la région qui nous intéresse ici.

1. Les années 1950 et 1960 : continuités weimariennes⁴⁶

Pour la période de fondation de la RFA, Jörg Dieter Gauger a eu le plus grand mal à retrouver les programmes, pas même accessible à la KMK⁴⁷. Pour autant, ce manque de représentativité est compensé par le consensus qui caractérise les documents disponibles.

⁴⁵ « *Geschichte ? Um noch einmal zu hören, was unsere Vorfahren gemacht haben...* », discussions avec des élèves de cycle secondaire II de Solingen et Leichlingen (Rhénanie du Nord-Westphalie).

⁴⁶ Gauger, Jörg-Dieter, *op. cit.*, p. 97-99.

⁴⁷ *Die Kultusministerkonferenz*, la Conférence des ministères de l'éducation des *Länder*, citée dans l'introduction à cette partie.

- S’agissant de la situation postérieure au traité de Potsdam et de Fuite et Expulsion les principales indications sont les suivantes :
 - « la problématique de la réunification est expressément associée à l’Allemagne divisée en trois (Bavière) ou à ‘l’Allemagne de l’Est⁴⁸’ »,
 - « le caractère de non-droit des dispositions du traité de Potsdam est souligné⁴⁹ »,
 - « la non-résolution de la question allemande concernant également les territoires de l’Est est explicite, leur appartenance à l’Allemagne, leur statut de territoire actuellement sous administration de puissances étrangères est souligné⁵⁰ »,
 - « l’intégration des réfugiés [littéralement des expulsés] se voit conférer une grande importance et on souligne de façon significative leur apport dans la reconstruction (de la RFA⁵¹) »,
 - « la perte pour *l’Europe/l’Occident/la culture* [en italiques dans le texte] *occidentale* est soulignée (‘L’Europe perd l’Est allemand⁵²’) »,
 - « Les régions théâtre de l’expulsion sont signalées comme à traiter formellement et pour elles-mêmes, aussi bien en histoire qu’en géographie⁵³. »

- Pour la colonisation de l’Est et l’Ordre teutonique :
 - « on insiste sur la mission culturelle⁵⁴ »,
 - « l’œuvre pionnière » est « unanimement soulignée⁵⁵ »,
 - un *Land*, le Schleswig-Holstein, précise même que ces territoires étaient habités par des Germains avant ce que nous Français appelons les « grandes invasions », les Allemands « *Völkerwanderungen* », « migrations des peuples », et que, par voie de conséquence, la colonisation de l’Est n’était qu’un retour à des terres germaniques (« réappropriation de sol germanique⁵⁶ »).

Ces accents, on les retrouve dans les publications d’après-guerre traitant des territoires perdus⁵⁷. Le changement de sémantique interviendra au milieu/à la fin des années 1960 en général, un petit peu plus tard dans les programmes et manuels scolaires. Pourtant, certains

⁴⁸ Les territoires perdus et non la RDA, « *Die Wiedervereinigungsproblematik ist noch expressis verbis auf das ‘dreigeteilte Deutschland’ (Bayern) bzw. auf ‘Ostdeutschland’ bezogen.* » Gauger, Jörg-Dieter, *op. cit.*, p. 97.

⁴⁹ « *Der Unrechtscharakter der Potsdamer Beschlüsse wird betont* », *ibid.*

⁵⁰ « *Das Ungelöstsein der deutschen Frage auch bezogen auf die Ostgebiete wird deutlich, ihre Zugehörigkeit zu Deutschland, ihr aktueller Status als fremdverwaltetes Gebiet wird betont* », *ibid.*

⁵¹ « *Die Vertriebenenintegration wird hohe Bedeutung zugemessen, und es wird ihre Leistung für den Wiederaufbau deutlich hervorgehoben* », *ibid.*

⁵² « *Der Verlust für Europa/das Abendland/die abendländische Kultur wird betont (‘Europa verliert den deutschen Osten’)* », *ibid.*

⁵³ « *Die Vertreibungsgebiete werden als eigens und ausdrücklich zu behandelnde geographische und historische Gebiete ausgewiesen* », *ibid.*, p. 98.

⁵⁴ « *Betont wird die kulturelle Mission* », *ibid.*

⁵⁵ « *Die Pionierleistung* », « *unisono hervorgehoben* », *ibid.*

⁵⁶ « *Rückgewinnung germanischen Bodens* », *ibid.*

⁵⁷ Voir l’article que nous avons consacré à l’écriture de l’histoire des territoires perdus qui se fondait notamment sur les nombreux ouvrages disponibles à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, Besnault, Etienne, « Entre politisation et acceptation/L’histoire des provinces perdues en 1945 en RFA », in *Documents/Revue du dialogue franco-allemand*, n° 5, 61^{ème} année, octobre 2006, p. 30-33.

cercles refuseront ce changement et toute l'évolution accompagnant l'*Ostpolitik*, la détente et l'ouverture à l'Est. Ils s'en tiendront à la sémantique héritée de l'immédiat après-guerre, elle-même fortement marquée par les conceptions dominantes de l'*Ostkunde* (la « science de l'Est », comme l'*Erdkunde* est la science de la terre : l'équivalent de la géographie⁵⁸) d'avant Seconde guerre mondiale⁵⁹. Si bien que cette rhétorique, si marquée temporellement, et si connotée idéologiquement (désormais), est encore présente aujourd'hui dans certains cercles bien particuliers et dans les écrits d'auteurs d'un âge fort avancé (parfois encore mis à contribution ces dix ou quinze dernières années par des publications subventionnées par l'Etat allemand⁶⁰). Pour conclure, on peut affirmer que, jusqu'à la fin des années 1960, les programmes concernant le traitement de « l'Est allemand » s'en tenaient aux recommandations de la KMK publiées en novembre 1954 et reconduites en septembre 1961. Ces recommandations mettaient clairement l'accent sur la « 'conscience de l'unité allemande et de la volonté de réunification' (qui comprend les territoires de l'Est), sur la '*Leistung*' [tout ce qui a été produit et apporté] de l'Est allemand, qu'il convient d'ancrer dans la 'conscience historique allemande', afin de créer une 'relation profonde avec les régions théâtre de l'expulsion en tant que *Heimat* d'une partie de notre peuple⁶¹' ». Une autre décision de la KMK, datant de janvier 1956, concernant, pour sa part, les programmes de géographie, indique que « l'élève de sixième doit apprendre à connaître les territoires à l'est de la ligne Oder-Neisse également comme une *Heimat* allemande⁶². »

⁵⁸ Notons qu'aux origines, l'*Erdkunde* allemande se voulait différente de la géographie des pays latins, notamment. Elle voulait dépasser le côté descriptif de la simple géographie. Cette ambition peut-être considérée comme un premier pas en direction de la *politische Geographie*, puis la *Geopolitik*, cette dernière s'efforçant de « penser l'espace » et le monde (voir Korinman, Michel, *Quand l'Allemagne pensait le monde. Grandeur et décadence d'une géopolitique*, Fayard, Paris, 1990, 412 p.). L'utilisation de cette dernière par le régime nazi pour justifier ses ambitions territoriales, notamment celles concernant le *Lebensraum*, réputé nécessaire à l'expansion du peuple allemand, la discrédita pour longtemps. Aujourd'hui, *Erdkunde* est un simple synonyme de *Geographie*, les deux mots étant utilisés alternativement l'un pour l'autre. Les spécificités de l'*Erdkunde* furent exposées lors d'une conférence par le Professeur Farinelli de l'Université de Bologne à l'École normale supérieure de la rue d'Ulm au printemps 2004.

⁵⁹ Une discipline universitaire à part entière qui considérait l'Est comme un tout auquel il convenait d'apporter la *Kultur* (allemande), ce que nous nommons en français la civilisation. Sur l'opposition *Kultur*/civilisation, voir Elias, Norbert, *La civilisation des mœurs*, Pocket, Paris, 2002, 510 p., traduction du tome 1 de : *Über den Prozess der Zivilisation* (1^{ère} parution : 1939). De 1933 à 1945, cette *Ostkunde* prit également la forme d'une *Ostforschung* (recherche sur l'Est), qui servit la cause nationale-socialiste. Ses têtes pensantes et chevilles ouvrières et plus encore le reclassement de celles-ci après la Guerre sont remis en question depuis plusieurs années. Voir *Freie Universität Berlin, Arbeitsstelle für vergleichende Gesellschaftsgeschichte*, discussion du 9.6.1997, « Die Volksgeschichte der NS-Zeit: Vorläuferin der Sozialgeschichte der Bundesrepublik? Werner Conze und Theodor Schieder in der Diskussion », rapport des débats de la conférence rédigé par Klimo, Arpad, <http://hsozkult.geschichte.hu-berlin.de/beitrag/TAGBER/nszeit.htm>. Voir également « Die Restauration der Ostforschung in der Bundesrepublik », in Hackmann, Jörg *Ostpreußen und Westpreußen in deutscher und polnischer Sicht : Landeshistorie als Beziehungsgeschichtliches Problem*, Harrassowitz, Wiesbaden, 1996, p. 305-321, thèse de doctorat adoptant une approche comparatiste de l'historiographie allemande et polonaise consacrée de la Prusse occidentale et orientale.

⁶⁰ Voir par exemple : Schlaw, Wilfried, « Kehren die Deutschen in den Osten zurück ? » p. 181, in Schlaw, Wilfried, Raupach, Hans (sous la direction), *Die Ostdeutschen : eine Dokumentarische Bilanz 1945-1995*, Langen Müller, Munich, 1996, p. 175-181. Voir également, s'agissant des caractéristiques du discours Réfugiés, Besnault, Etienne, « Entre politisation et acceptation/L'histoire des provinces perdues en 1945 en RFA », in *Documents/Revue du dialogue franco-allemand*, n° 5, 61^{ème} année, octobre 2006, p. 30-33.

⁶¹ Gauger, Jörg-Dieter, *op. cit.*, p. 46 et 47 : « '*Bewusstsein von der deutschen Einheit und den Wille(n) zur Wiedervereinigung*' (der die Ostgebiete einschließt), auf die '*Leistung*' des deutschen Ostens, die im 'deutschen Geschichtsbewusstsein' zu 'verankern' sei, womit ein 'inneres Verhältnis zu den Vertreibungsgebieten als zur Heimat eines Teils ihres Volkes' erreicht werden [sollte] ».

⁶² « *Auch die Gebiete östlich der Oder-Neiße soll der Sextaner als deutsche Heimat kennenlernen.* » *Ibid.*, p. 47.

2. Les années 1970 et 1980⁶³ : faire table rase du passé ?

Pour ces années-là, les problèmes de source de la période de fondation de la RFA sont levés. L'épisode le plus marquant est naturellement la mise en place de l'*Ostpolitik* dont la figure tutélaire est Willy Brandt. La réception de l'esprit de cette politique dans les programmes scolaires sera très rapide, ce qui tend à prouver que la société allemande était effectivement bien prête à un changement d'une telle radicalité dans la façon d'envisager l'Est de l'Europe en général et les pays dans lesquels se trouvaient les territoires de l'Est en particulier (en Allemagne, pour parler de la région à laquelle appartiennent ces territoires perdus, on utilise une dénomination qui n'a pas d'équivalent courant en français : *Mittelosteuropa*, « l'Europe centre-orientale »). C'est au début des années 1970 qu'est à son paroxysme l'opposition entre les tenants de la nouvelle politique et ses opposants farouches n'entendant pas abandonner une seule de ce qu'ils considèrent comme les légitimes créances de l'Allemagne, face à la Pologne au premier chef.

De cette opposition on ne perçoit pas grand chose dans les programmes, ils se feront très vite au nouvel esprit du temps, ce que l'on peut voir grâce au changement de sémantique⁶⁴ et aux thèmes abordés, ou ignorés, justement. Ainsi, s'agissant de la situation après le traité de Potsdam et de l'épisode de la fuite et de l'expulsion :

- seule la Bavière fait encore référence à la position juridique de l'Allemagne,
- la question allemande dans sa composante territoires de l'Est semble réglée d'un point de vue historique, la problématique de la réunification est restreinte à la RDA,
- la Rhénanie du Nord-Westphalie, de son côté, indique expressément que les exigences politiques du passé sont disproportionnées ;
- la question de savoir si ces expulsions étaient conformes au droit ou pas, n'est plus soulevée.

Un point important pour notre problématique est qu'il n'est pas non plus fait mention de l'existence des *Landsmannschaften* qui font pourtant tout leur possible pour être visibles et entendues. Les réfugiés, en tant que groupe, ne sont pas mentionnés non plus.

S'agissant de la colonisation de l'Est (et de l'Ordre teutonique), elle n'est plus présente partout, et le cas échéant, uniquement de façon très marginale en Rhénanie du Nord-Westphalie. La Bavière et le Bade-Wurtemberg lui accordent une place plus importante que les autres. Plus

⁶³ Gauger, Jörg-Dieter, *op. cit.*, p. 91-96.

⁶⁴ Le vocable *Ostdeutschland*, pour désigner les territoires perdus, n'apparaît, par exemple, plus qu'en Bade-Wurtemberg.

généralement cette épisode ne disparaît pas (encore) des programmes, mais le jugement qui est porté dessus est neutre.

Les traités avec l'Est et l'*Ostpolitik* sont un sujet abordé dans tous les *Länder*. La Bavière opte pour une approche dialectique : on présente aussi les arguments de l'opposition. Cela n'est pas étonnant puisque l'opposition à ces traités viendra, en premier lieu, de Bavière, région qui prendra l'initiative de saisir la Cour constitutionnelle afin que soit examinée la conformité de ces traités avec la Loi fondamentale. La Rhénanie du Nord-Westphalie choisit la position inverse, elle souligne l'impérieuse nécessité qui était celle de l'Allemagne de conclure lesdits traités.

On observe que, pendant ces vingt années, deux tendances se structurent :

- celle incarnée par la Bavière (suivie de près par le Bade-Wurtemberg), plus conservatrice et tenant à ce que la position juridique de l'Allemagne quant aux territoires perdus ne soit pas totalement oubliée,
- celle incarnée par la Rhénanie du Nord-Westphalie, encourageant à tourner la page et à renoncer définitivement à des revendications considérées comme obsolètes.

Quoi qu'il en soit et malgré ces contrastes non négligeables, l'évolution par rapport aux programmes des deux décennies précédentes peut être qualifiée de fondamentale. Dès 1973 la KMK avait précisé que les « recommandations concernant l'*Ostkunde* » de 1956 ne « constituaient plus dans leur totalité le fondement des mesures actuelles du système éducatif des *Länder*⁶⁵ ». Cela signifiait concrètement, déjà à l'époque, que seule la mention de la nécessité d'un traité de paix pour résoudre la question allemande restait un sujet obligatoire, au contraire de l'histoire et de la culture des territoires de l'Est⁶⁶.

3. L'après 1989 : bouleversement politique et continuité programmatique

Pour le monde entier et l'Allemagne plus particulièrement, la chute du Mur et du Rideau de fer est un événement comme il y en a peu au cours d'un siècle. S'agissant de notre sujet, on ne note pas de bouleversement : les évolutions déjà en cours ne font qu'être confirmées. La réunification s'effectue rapidement. Elle concerne RFA et RDA, comme on le prévoyait depuis longtemps déjà (dans le cas où elle devait, un jour, réellement s'effectuer). Presque tous les *Länder* citent dans leurs programmes le sujet « Fuite et Expulsion ». Les programmes des

⁶⁵ « *Empfehlungen zur Ostkunde* », « *nicht mehr in ihrer Gesamtheit Grundlage von aktuellen Maßnahmen der Kultusverwaltungen der Länder sind.* » Gauger, Jörg-Dieter, *op. cit.*, p. 47.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 48.

nouveaux *Länder* ne présentent, en l'espèce, pas de différences notables avec ceux des régions qui constituaient la RFA jusque là. Certains rejoignent la tendance plutôt conservatrice, la Saxe par exemple, d'autres vont chercher leur inspiration plus vers l'Ouest, vers la Rhénanie du Nord (entre autres), c'est le cas du Brandebourg.

La Bavière prône l'analyse des conséquences de Potsdam et met l'accent sur le retrait des territoires allemands de l'Est, là où la Rhénanie du Nord-Westphalie insiste sur le fait que les Allemands ne sont pas les seuls à avoir subi le tragique destin de l'expulsion. Plus généralement, le phénomène de la fuite et de l'expulsion est placé dans un cadre plus large : celui des migrations. Gauger pointe du doigt ce qu'il considère comme un danger : le but étant de souligner ce qui rassemble au détriment de ce qui pourrait séparer, on traiterait le sujet de façon très générale, le faisant passer pour un sujet historique comme tant d'autres qui ne toucherait ou ne concernerait pas les Allemands particulièrement. Il ajoute : « ce qui manque, c'est un retour sur l'apport culturel et historique de l'Est [allemand], qui pourrait donner la mesure de la perte⁶⁷. » C'est une opinion qui est loin d'être largement partagée outre-Rhin. Beaucoup ne sont pas en mesure de « prendre la mesure de la perte », puisqu'ils ne sont pas même conscients de la perte en question. Quant à ceux qui en connaissent l'existence, leur attitude rejoint la position qu'on trouve dans la plupart des programmes scolaires, ils la considèrent comme une conséquence logique de la Seconde Guerre mondiale⁶⁸, guerre d'agression lancée par l'Allemagne nazie. Quoiqu'il en soit, il serait tout à fait inexact d'affirmer que le sujet ait disparu des programmes, comme certains le croient, veulent le croire ou le clament.

La colonisation de l'Est et l'Ordre teutonique, contrairement à l'épisode de la fuite et de l'expulsion, tendent à disparaître des programmes. En Rhénanie du Nord-Westphalie, il y est fait une discrète allusion. En Bavière et en Bade-Wurtemberg, le sujet est placé dans son contexte historique, c'est-à-dire qu'il n'est pas « relégué » dans des chapitres thématiques, dans lesquels il n'est qu'un exemple parmi d'autres. Pour autant, la tendance générale est à la disparition du sujet, ce qui est déjà le cas dans de nombreux *Länder*. Cela implique des difficultés dans la compréhension de la problématique des *Aussiedler*, abordée dans toutes les régions, et rend énigmatique la question suivante : comment se fait-il que des Allemands soient présents dans un certain nombre de pays d'Europe (et d'Asie⁶⁹) aujourd'hui et qu'une partie d'entre eux optent pour ce qu'il convient de nommer un rapatriement pour certains (ceux qui sont nés en Allemagne dans les frontières de 1937) et un « apatriement » pour beaucoup d'autres ?

En effet, parler pour ces derniers de rapatriement serait inexact puisque ces individus n'étaient pas nés en Allemagne et n'avaient jamais vu le pays de leurs lointains ancêtres, quand

⁶⁷ « *Was man vermisst, ist ein Rückblick auf den kulturellen und historischen Beitrag des Ostens, der die Dimension des Verlustes verdeutlichen könnte.* » Gauger, Jörg-Dieter, *op. cit.*, p. 86.

⁶⁸ *Ibid.*

⁶⁹ Un certain nombre d'Allemands, installés notamment au bord de la Volga depuis le règne de Catherine de Russie, furent expulsés par Staline pendant la Seconde Guerre mondiale vers le Kazakhstan et d'autres républiques d'Asie centrale. Certains purent retrouver leur région natale à condition d'abandonner leur langue, les autres restèrent en Asie et conservèrent, parfois, leur langue.

bien même avaient-ils/aient-ils été élevés dans la conscience de leur germanité⁷⁰.

L'*Ostpolitik* et les traités avec l'Est ne sont pas cités dans tous les *Länder*. Ils le sont comme de simples faits historiques en Bavière, en Bade-Wurtemberg, entre autres ; la Rhénanie du Nord-Westphalie et les autres *Länder* traditionnellement dirigés par le SPD leur réservent, quant à eux, une position particulière (ce qui n'est pas surprenant). Toutefois, il semblerait que la réunification les pousse un peu dans l'ombre.

S'agissant du traité 4+2, toutes les régions le thématisent (il semblerait, toutefois, que la Hesse fasse ici exception) ; la reconnaissance de la frontière de l'Oder-Neisse ou de la frontière orientale n'est expressément soulignée qu'en Rhénanie-Palatinat et en Basse-Saxe, qui précisent également que c'est cette reconnaissance qui a permis une réunification rapide.

Des thématiques concernant les territoires perdus et plus généralement la présence d'Allemands dans toute l'Europe centrale et orientale, la seule qui fasse aujourd'hui l'actualité est celle de la fuite et de l'expulsion. La colonisation de l'Est n'intéresse pas grand monde, désintéressé par les programmes ; l'*Ostpolitik* est arrivée à une conclusion heureuse, celle du traité 4+2 en particulier et des traités de réunification en général qui mettent fin à la question territoriale et ne sont pas matière à débat. Restent donc les événements tragiques intervenus dans le cadre des expulsions d'après 1945 et ce processus en lui-même. Il fut longtemps un sujet vecteur d'inconfort, monopolisé par des forces politiques (trop) connues. C'est à partir du milieu des années 1990 que le sujet sortit du ghetto dans lequel il se trouvait enfermé⁷¹. En toute logique, c'est une dizaine d'années plus tard que le système scolaire s'en empare à son tour. En effet, il est de règle que programmes et manuels scolaires aient de dix à quinze ans de retard dans le traitement ou dans la façon de traiter un sujet⁷².

4. La réapparition du thème de la fuite et de l'expulsion en Rhénanie du Nord-Westphalie au printemps 2008

Comme nous l'avons vu, la Rhénanie du Nord-Westphalie fut longtemps précurseur en matière de programmes. Dès la fin des années 1970, elle amorça l'évolution vers une reconnaissance de la ligne Oder-Neisse en tant que frontière orientale de la Pologne, n'impliquant dans le projet de réunification, par conséquent, que les deux Républiques allemandes : la fédérale et la démocratique. Il se pourrait que ce rôle précurseur lui soit encore une fois réservé, toutefois

⁷⁰ Entretiens, au printemps 2007, avec Brigitte Depner, *Aussiedlerin* de Transylvanie, et en juin 2008 avec Nathalie Miller, originaire des rives de la Volga.

⁷¹ Voir la deuxième partie de ce travail, consacrée (en partie) à la mémoire de ces événements.

⁷² Pingel, Falk, *UNESCO Guidebook on Textbook Research and Textbook Revision*, Studien zur internationalen Schulbuchforschung, vol. 103, Verlag Hahnsche Buchhandlung, Hanovre, 1999, p. 35.

dans une direction que peu auraient pu imaginer il y a quelques années encore. Après des décennies (de 1966 à 2005) de direction sociale-démocrate à Düsseldorf (la capitale du *Land*) sous la houlette d'hommes politiques comme Johannes Rau qui fut également Président de RFA, ou plus récemment Wolfgang Clement, ministre important des différents gouvernements du Chancelier Schröder, ou encore Franz Müntefering, Président du SPD et vice-chancelier de 2005 à 2007 du gouvernement de coalition dirigé par Angela Merkel, la CDU a remporté les dernières élections régionales. Un bouleversement politique qui ramena les conservateurs au pouvoir après ces nombreuses années de règne exclusif du SPD. Tant d'années d'opposition prenant fin, certains virent enfin l'occasion de mettre en pratique leurs vues sur différents domaines de gestion de la région, dont le système scolaire. Cela se traduit par un engagement personnel de la ministre Barbara Sommer qui oeuvra pour que soit intégré le thème « Fuite et Expulsion dans le contexte européen⁷³ », au chapitre consacré au national-socialisme et à la Seconde Guerre mondiale du nouveau *Kernlehrplan Geschichte – Gymnasium / Sekundarstufe I*, Programme resserré d'histoire - Lycée/cycle secondaire I, publié à l'été 2007 :

« 10. National-socialisme et Seconde Guerre mondiale

Points principaux :

- destruction de la République de Weimar,
- le système national-socialiste ; individus et groupes sont partagés entre s'adapter et résister,
- déchéance de leurs droits et persécutions des Juifs d'Europe, des Tsiganes et des dissidents [ceux qui pensent autrement] entre 1933 et 1945,
- guerre d'extermination,
- Fuite et Expulsion dans le contexte européen⁷⁴ ».

Ce chapitre sur le national-socialisme et la Seconde Guerre mondiale constitue l'un des huit « contenus obligatoires⁷⁵ » que l'élève devra maîtriser après avoir suivi les classes 7 à 9. Les *Kernlehrpläne* sont des programmes d'un type nouveau qui pose une exigence de performance précise. Leur contenu lie donc les professeurs et fixe des objectifs contraignants

⁷³ « *Flucht und Vertreibung im Europäischen Kontext* », voir <http://www.standardsicherung.schulministerium.nrw.de/lehrplaene/kernlehrplaene-sek-i/gymnasium-g8/geschichte-g8/kernlehrplan>, voir note suivante.

⁷⁴ Ministerium für Schule und Weiterbildung des Landes Nordrhein-Westfalens *Kernlehrplan für das Gymnasium – Sekundarstufe I (G8) in Nordrhein-Westfalen/Geschichte*, Düsseldorf, 2007, 27 p. Disponible sous format html à l'adresse suivante : <http://www.standardsicherung.schulministerium.nrw.de/lehrplaene/kernlehrplaene-sek-i/gymnasium-g8/geschichte-g8/kernlehrplan-geschichte/kernlehrplan-geschichte-uebersicht.html>.

« 10. *Inhaltsfeld: Nationalsozialismus und Zweiter Weltkrieg*
Schwerpunkte:

- *Die Zerstörung der Weimarer Republik*
- *Das nationalsozialistische Herrschaftssystem; Individuen und Gruppen zwischen Anpassung und Widerstand*
- *Entrechtung, Verfolgung und Ermordung europäischer Juden, Sinti und Roma, Andersdenkender zwischen 1933 und 1945*
- *Vernichtungskrieg*
- *Flucht und Vertreibung im europäischen Kontext* ».

⁷⁵ « *Obligatorische Inhalte* », <http://www.standardsicherung.schulministerium.nrw.de/lehrplaene/kernlehrplaene-sek-i/gymnasium-g8/geschichte-g8/kernlehrplan>.

à atteindre. Tout sujet qui y est inscrit est donc obligatoire. L'administration ministérielle de Rhénanie du Nord qui les a introduit en 2004 les définit comme suit :

Les « programmes resserrés » décrivent le profil en fin de cycle secondaire I et fixent des attentes en matière de compétences, qui sont comme des paliers devant être atteints à la sortie de certaines classes. Cette nouvelle forme de programme centré sur les compétences a été élaborée en premier dans les matières pour lesquelles la Conférence des ministres [la KMK] a fixé des 'standards éducatifs' valables pour tous les *Länder*. Pour ces matières-là, le concept des programmes resserrés a fait ses preuves. Les programmes centrés sur les compétences sont un élément important d'un concept global et adapté au temps présent pour le développement et la garantie de la qualité du travail scolaire. Ils tiennent à disposition de tous ceux qui participent à ce travail les orientations quant aux compétences qu'il faut obligatoirement avoir acquises à des moments précis du cursus scolaire et forment un cadre pour l'évaluation des résultats atteints⁷⁶.

L'intention du ministère est d'élargir à court terme le caractère obligatoire du traitement de la fuite et de l'expulsion dans tous les types d'établissements secondaires. Franchir ce pas ne relevait pas de l'évidence, les justifications que la ministre dut présenter en sont l'illustration. Mme Sommer et ses conseillers durent préciser qu'il ne s'agissait pas de « *Deuschtümelei* », « germanomanie⁷⁷ ». Ulrich Reitz, commentateur favorable à la réforme, énumère dans un journal régional les reproches que le ministère craint plus que tout de se voir adressés, et précise donc qu'il n'est pas question de « réécrire l'histoire », ou de « mettre face à face crimes des nazis et des communistes », encore moins « de relativiser la singularité de la folie exterminatrice nationale-socialiste⁷⁸ », mais qu'il s'agit simplement de procéder à un traitement « *unverkrampt* », « décripé⁷⁹ », libéré de toute idéologie, de ce qui s'est simplement passé. Contrairement à ce que pourrait faire penser le commentaire, le thème n'est pas encore libre de toute implication idéologique. Il fut, en l'espèce, non seulement traité pour lui-même, puisqu'il constitue un événement objectivement fondateur dans l'histoire de la RFA, mais également pour des raisons de politique plus politicienne : marquer son territoire après un très long moment passé dans l'opposition, contenter une clientèle politique de toujours, celle des associations de réfugiés. Le premier objectif fut sans doute atteint, le second également,

⁷⁶ « Kernlehrpläne beschreiben das Abschlussprofil am Ende der Sekundarstufe I und legen Kompetenzerwartungen fest, die als Zwischenstufen am Ende bestimmter Jahrgangsstufen erreicht sein müssen. Diese neue Form kompetenzorientierter Unterrichtsvorgaben wurde zunächst für jene Fächer entwickelt, für die von der Kultusministerkonferenz länderübergreifende Bildungsstandards vorgelegt wurden. Für diese Fächer hat sich die Konzeption der Kernlehrpläne inzwischen bewährt. Kompetenzorientierte Lehrpläne sind ein wichtiges Element eines zeitgemäßen und umfassenden Gesamtkonzepts für die Entwicklung und Sicherung der Qualität schulischer Arbeit. Sie bieten allen an Schule Beteiligten Orientierungen darüber, welche Kompetenzen zu bestimmten Zeitpunkten im Bildungsgang verbindlich erreicht werden sollen, und bilden einen Rahmen für die Bewertung der erreichten Ergebnisse. », *ibid.* p. 4.

⁷⁷ Anonyme, *Westdeutsche Zeitung*, « Ministerin Sommer will Vertreibung als Pflichtthema an Schulen/Schulministerin schreibt Geschichtslehrern Unterricht vor. Es gehe nicht um 'Deuschtümelei'. », www.wz-newsline.de.

⁷⁸ « Geschichte umzuschreiben », « die Verbrechen der Nazis gegen die der Kommunisten aufzurechnen », « die Einzigartigkeit des NS-Vernichtungswahns zu relativieren », Reitz, Ulrich, « Kommentar - Das Ende eines gepflegten Tabus/Vertreibung wird Thema », *Westdeutsche allgemeine Zeitung*, 21/09/2007 http://www.presseportal.de/pm/55903/westdeutsche_allgemeine_zeitung.

⁷⁹ *Ibid.*, le terme employé n'est, malheureusement, pour sa part, pas libre de toute implication idéologique, puisque employé plutôt par des conservateurs.

mais de manière forcément partielle⁸⁰. La mesure prise ne saurait en effet satisfaire réellement une population en désaccord profond avec toute l'évolution politique relative aux territoires perdus dans un *Land* qui fut précurseur en la matière et qui, s'agissant de la représentation de la fuite et de l'expulsion, voire de sa *Heimat*, voudrait, semble-t-il, qu'on revienne à la vision qui prédominait dans les années 1950⁸¹. Le fait qu'il ne soit, *a priori*, pas fait mention de la colonisation de l'Est dans ce *Kernlehrplan* est d'ailleurs un grief potentiel pour des associations extrêmement attentives au traitement de la question à l'école⁸².

S'agissant du programme de *Gymnasium* cycle secondaire I en Rhénanie du Nord-Westphalie, le changement est notable, puisque le sujet devient obligatoire et que, sur les 27 pages constituant le programme resserré publié en 2007, il occupe une place comparable à celle dont il disposait dans les 190 pages du programme précédent, édité en 1993. Dans ce dernier, il constituait l'un des points à aborder « par exemple » (c'est nous qui soulignons) dans le traitement d'un des six sous-chapitres, du grand chapitre « Le national-socialisme – Hypothèque et devoir des Allemands⁸³ », en l'occurrence « Fin du pouvoir national-socialiste⁸⁴ ».

Pour la *Realschule*, le programme jusqu'ici en vigueur date de 1994 et, sur la vingtaine d'unités thématiques qu'il présente, une est consacrée aux migrations dans l'histoire. On y découvre les concepts de fuite et d'expulsion mais ceux-ci sont séparés par une virgule, ce qui signifie qu'il n'est pas fait là référence à « Fuite et Expulsion » (des Allemands après la Seconde Guerre mondiale), concept identifié et expression figée de l'historiographie outre-Rhin, mais à des phénomènes historiques généraux⁸⁵. Plus loin, présentant une possible série de cours sur le phénomène des migrations, on note dans la pléthore des propositions l'évocation d'un document proposé sous le nom de « passeport de réfugié A⁸⁶ », qui doit servir d'appui à un cours sur les mouvements de fuite pendant et après la Seconde Guerre mondiale, est précisé entre parenthèses : « les Allemands n'étaient pas les seuls à être en fuite⁸⁷ ». Le programme prévoit explicitement qu'il ne sera pas possible de traiter tous les sujets qu'il énumère et précise

⁸⁰ *Westdeutsche Zeitung*, « Ministerin Sommer will Vertreibung als Pflichtthema an Schulen/Schulministerin schreibt Geschichtslehrern Unterricht vor. Es gehe nicht um 'Deuschtümelei'. », www.wz-newsline.de. Le chargé des questions des réfugiés et des *Aussiedler* du groupe CDU au parlement régional, Horst Westkämper, l'annonce de la réforme à peine réalisée, affirma que celle-ci n'allait pas assez loin.

⁸¹ Entretien avec W. von Gottberg et J. Zauner.

⁸² La *Landsmannschaft Ostpreußen-NRW* a, d'ailleurs, diligenté, dans les années 1990, une étude sur la place faite à notre thématique dans les manuels d'histoire homologués par le ministère régional de l'éducation. Il n'a malheureusement pas été possible à l'auteur d'avoir accès à cette étude qui semble reposer dans des cartons d'archives égarés par l'organisation, qui vit des années perturbées depuis un certain temps. Une évolution en partie liée aux difficultés rencontrées par la Fiduciaire prussienne (voir *supra* première partie, II. B. 1.) dont l'association compte au nombre des fondateurs. Toutefois, il aura été possible d'étudier des courriers émanant de l'association, des autorités régionales ainsi que de maisons d'édition. Les premiers pointaient du doigt des contenus jugés insatisfaisants, les autres rappelaient les contraintes matérielles rencontrées. Courriers gracieusement mis à la disposition de l'auteur par J. Zauner.

⁸³ « *Nationalsozialismus – Hypothek und Verpflichtung der Deutschen* », Ministerium für Schule und Weiterbildung, Wissenschaft und Forschung des Landes Nordrhein-Westfalen, *Richtlinien und Lehrpläne für das Gymnasium – Sekundarstufe I – in Nordrhein-Westfalen*, Ritterbach Verlag, Frechen, 1999, (réédition inchangée de 1993), p. 114.

⁸⁴ « *Ende der nationalsozialistischen Herrschaft* », *ibid.*

⁸⁵ Kultusministerium des Landes Nordrhein-Westfalen, *Richtlinien und Lehrpläne – Geschichte – Realschule*, Verlagsgesellschaft Ritterbach, Frechen, 1994, p. 76.

⁸⁶ « *Flüchtlingsausweis A* », *ibid.* p. 92.

⁸⁷ *Ibid.* : « *Fluchtbewegungen in und nach dem Zweiten Weltkrieg (Nicht nur Deutsche waren auf der Flucht !)* ».

lesquels doivent être absolument abordés et, le cas échéant, lesquels doivent l'être en premier. À cet égard, nulle trace des thématiques qui nous occupent ici⁸⁸. S'agissant de la colonisation de l'Est et de l'Ordre teutonique, on n'en trouve tout simplement pas mention⁸⁹.

5. Les programmes en vigueur en Bavière⁹⁰

Ils datent de 2001 et sont présentés sous une forme bien plus accessible au lecteur/à l'utilisateur que leurs équivalents rhénans. On peut supposer que sous cette forme ils sont accessibles (compréhensibles), non seulement aux professeurs du secondaire, mais également aux parents d'élèves⁹¹. On peut même penser qu'ils le sont également aux élèves, mais douter que ceux-ci soient intéressés par une telle lecture. Un des objectifs explicitement assignés à la matière « histoire » est de contribuer à la construction identitaire de l'élève et de lui montrer les processus qui ont fait de leur pays, des autres pays, mais également de leur région ce qu'ils sont aujourd'hui, autrement dit l'histoire est abordée consciemment sous son aspect de facteur créateur d'identité, pour les individus, mais également pour certains types de collectivités particulières. Les programmes nord-rhénans abordent également ce point mais de manière bien moins explicite et ne font pas référence à la région, là où leurs pendants bavarois le font de façon récurrente⁹². Cela s'explique aisément par l'ancienneté de ces deux *Länder*, l'un est une création des Alliés postérieure à 1945, tandis que l'autre peut s'appuyer sur une histoire propre millénaire et une identité régionale dont la vigueur est sans équivalent en Allemagne.

Dans le programme rédigé pour le *Gymnasium*, on trouve trace de notre thématique pour la classe de 8^{ème}, dans le chapitre intitulé « Les Etats européens en route vers l'ère moderne⁹³ ». Celui-ci est divisé en cinq sous-chapitres et on conseille de consacrer 12 heures au chapitre dans son ensemble. On peut donc imaginer qu'environ deux heures de cours pourront être consacrées au sous-chapitre « Les voisins de l'Allemagne à l'Est, la colonisation allemande de l'Est⁹⁴ ».

Pour la classe de 10^{ème} est indiqué, en introduction, un certain nombre de sujets que les élèves devront aborder, l'un d'entre eux est Fuite et Expulsion, un autre concerne les traités avec l'Est et l'*Ostpolitik* de la coalition sociale-libérale (gouvernement Brandt⁹⁵). À la page suivante, on revient en détail sur les chapitres à traiter, l'un d'entre eux se consacre à la situation

⁸⁸ *Ibid.* p. 62-63.

⁸⁹ Ce que confirme Jörg-Dieter Gauger, *op. cit.*, p. 223.

⁹⁰ *Freistaat Bayern*.

⁹¹ C'est d'ailleurs leur ambition, Bayerisches Staatsministerium für Unterricht und Kultus, *Lehrplan für die sechsstufige Realschule*, Munich, juin 2001, p. 11.

⁹² Bayerisches Staatsministerium für Unterricht und Kultus, *Lehrplan für die sechsstufige Realschule*, Munich, juin 2001, p. 67 ; et Bayerisches Staatsministerium für Unterricht und Kultus, *Lehrplan für das Gymnasium – Sekundarstufe I*, Munich, 2001, p. 62.

⁹³ « *Die europäische Staatenwelt auf dem Weg in die Neuzeit* », Bayerisches Staatsministerium für Unterricht und Kultus, *Lehrplan für das Gymnasium – Sekundarstufe I*, Munich, 2001, p. 62.

⁹⁴ « *Nachbarn Deutschlands im Osten, deutsche Ostsiedlung* », *ibid.* p. 256.

⁹⁵ *Ibid.* p. 404.

à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. L'un des huit sous-chapitres est consacré à la situation de l'Allemagne avant et après la capitulation sans condition ainsi qu'à Fuite et Expulsion. Ici, ce sont quinze heures que l'on suggère de consacrer à ce sous-chapitre. Plus loin, sont donnés des exemples d'approfondissements envisageables, l'un d'entre eux s'intitule « Journal de bord d'un réfugié 1945-1995 à l'Est ou à l'Ouest de l'Allemagne⁹⁶ ».

En *Realschule*, on prévoit explicitement la possibilité d'aborder la colonisation de l'Est en 7^{ème} dans le cadre d'un chapitre sur « Economie, société et culture au Moyen-Âge⁹⁷ », découpé en cinq sous-parties dont la dernière a pour titre « Rencontre entre peuples, religions et cultures⁹⁸ », la colonisation de l'Est constituant l'un des quatre points de cette sous-partie qui pourra se voir consacré entre deux et trois heures de cours⁹⁹. Trois pages plus loin, un tableau récapitule les faits et personnages marquants de la période traitée en 7^{ème}. L'épisode qui nous intéresse ici est cité en compagnie d'une trentaine d'autres éléments¹⁰⁰.

Le tableau récapitulatif concernant la classe de 10^{ème} comprend, parmi une quarantaine d'autres, les mentions « Fuite et Expulsion » et « traités avec l'Est¹⁰¹ ».

Conclusion

Les programmes en vigueur actuellement présentent un visage différent de la situation qui prévalait jusqu'il y a deux ans seulement. La Bavière reste fidèle à elle-même, et maintient sa mention de la colonisation de l'Est et des traités avec l'Est aussi bien pour le *Gymnasium* que la *Realschule*, tout en n'oubliant jamais la mention de la fuite et de l'expulsion. La Rhénanie du Nord-Westphalie a connu une évolution importante, due au changement de majorité au Parlement régional et également au retour du thème des expulsions dans l'espace public allemand en général. Certes, elle ne prévoit pas le traitement de la colonisation de l'Est, ni ne cite explicitement les traités avec l'Est, mais, avec un retard peu surprenant s'agissant du système scolaire, elle prévoit que celui-ci s'approprie ou se réapproprie un sujet (ré-)apparu une dizaine d'années auparavant. La nouveauté, en l'occurrence, n'est pas la mention du sujet, mais l'obligation qui est faite aux professeurs de le traiter. Un changement que l'on peut qualifier, *a priori*, de majeur puisque, jusqu'ici, tous *Länder* confondus, le traitement en était au mieux facultatif. Comme le disait le Professeur Gauger en l'an 2000, les sujets tels que la colonisation de l'Est, l'Ordre teutonique, voire les traités avec l'Est, ont déjà largement disparu des programmes. Pour autant, « on ne

⁹⁶ *Ibid.*, p. 405, « *Tagebuch eines Flüchtlings 1945-1955 im Westen oder Osten Deutschlands* ».

⁹⁷ « *Wirtschaft, Gesellschaft und Kultur im Mittelalter* », Bayerisches Staatsministerium für Unterricht und Kultus, *Lehrplan für die sechsstufige Realschule*, Munich, juin 2001, p. 244.

⁹⁸ « *Begegnungen von Völkern, Religionen und Kulturen* », *ibid.*

⁹⁹ *Ibid.*

¹⁰⁰ *Ibid.* p. 247, « *Ostsiedlung : Deutscher Orden/Höhepunkt um 1350* ».

¹⁰¹ *Ibid.* p. 536, « *Flucht und Vertreibung* » et « *Ostverträge* ».

peut pas dire que le sujet de Fuite et Expulsion et de la disparition de l'Est historique allemand soient invisibles¹⁰² » dans les programmes en vigueur. Gauger ajoutait : « Il est toujours possible aujourd'hui au professeur, à certains points névralgiques, d'aborder l'Est historique, s'il y porte intérêt et qu'il arrive à en éveiller chez ses élèves. La seule chose qui soit exclue, c'est un traitement du sujet selon les conceptions de la réunification qui prévalaient dans les années 50 et 60¹⁰³ ». Ce constat reste vrai, mais doit être aujourd'hui complété d'une mention réellement importante. En Rhénanie du Nord-Westphalie, le professeur n'a plus simplement la possibilité d'aborder ces sujets ici ou là ; il en a l'obligation s'agissant de la fuite et de l'expulsion, ce qui, pour ce *Bundesland* (en) particulier, représente un renversement de situation tout à fait notable. La question pour l'avenir est : cet exemple va-t-il faire florès ? D'autres *Länder* vont-ils donner un caractère obligatoire au traitement de cet épisode important, voire fondateur, de l'histoire de la RFA ? La question est posée et le *Land* de Basse-Saxe n'a pas tardé à y apporter un élément de réponse en suivant l'exemple nord-rhénan, rendant le sujet Fuite et Expulsion obligatoire dans ses établissements scolaires¹⁰⁴. Dans cette région, le gouvernement est aujourd'hui dirigé par la CDU¹⁰⁵ après un long règne du SPD (un temps avec l'ancien chancelier Gerhard Schröder à sa tête), situation similaire à celle de Rhénanie du Nord-Westphalie.

¹⁰² « *Es kann keine Rede davon sein, daß das Thema Flucht und Vertreibung und der damit verbundene Untergang des historischen deutschen Ostens aus den Lehrplänen verschwunden wäre* », Gauger, Jörg-Dieter, *op. cit.* p. 85.

¹⁰³ « *Es ist auch heute für den Lehrer weithin möglich, an verschiedenen Gelenkstellen auf den historischen Osten einzugehen, sofern er Interesse daran hat und es auch bei seinen Schülern wecken kann. Was nur ausgeschlossen ist, ist die Thematisierung unter den Wiedervereinigungsvorstellungen der 50^{er} und 60^{er} Jahre.* » *Ibid.* p. 50. Les conceptions en question incluaient les territoires perdus en 1945.

¹⁰⁴ http://www.mi.niedersachsen.de/master/C49057555_N13619_L20_D0_I522.html.

¹⁰⁵ Angela Merkel, alors présidente de ce parti et candidate à la chancellerie, saluait d'ailleurs en 2005 cette volonté de rendre obligatoire l'étude de l'histoire des expulsions à l'école. Voir Schiltz, Christoph B., « *Steuergelder für Zentrum gegen Vertreibungen ?* », in *Die Welt*, 8 août 2005, www.welt.de.

II. Les manuels comme sources d'informations

Les programmes représentent ce que les autorités entendent voir enseigné aux élèves. Les manuels, quant à eux, constituent (avec le cours du professeur) ce à quoi ils ont réellement accès. Une question fondamentale est de savoir dans quelle mesure le contenu de ces manuels forme effectivement les consciences des élèves. Y répondre est excessivement difficile. Cela ne remet pourtant pas en cause l'intérêt d'une étude sur les manuels, car comme l'affirme Alain Choppin :

le manuel est aussi le support – longtemps privilégié – du contenu éducatif, le dépositaire de connaissances et de techniques dont la société juge l'acquisition nécessaire à la perpétuation de ses valeurs et qu'elle souhaite en conséquence transmettre aux jeunes générations. Les programmes officiels – quand il en existe – constituent le canevas auquel les manuels doivent se conformer strictement. D'une certaine manière, le manuel est le miroir dans lequel se reflète l'image que la société veut donner d'elle-même ; c'est donc un reflet déformé, incomplet, souvent idéalisé. Mais même si l'image qu'il renvoie est nécessairement schématique et parfois obsolète, le manuel est révélateur, par ce qu'il dit autant que par ce qu'il tait, de l'état des connaissances d'une époque ainsi que des principaux aspects et stéréotypes d'une société¹⁰⁶.

Wolfgang Jakobmeyer renchérit ainsi :

La génération montante doit apprendre les conceptions de l'histoire qui recouvrent l'image qu'une société a d'elle-même, ou qui, au moins, sont compatibles avec elle. Avec les représentations scolaires de l'histoire, nous avons donc devant nous des autoportraits de la société, des autobiographies nationales¹⁰⁷.

À l'inverse, Christoph Noon met en garde quant à la réelle représentativité des manuels :

de telles sources peuvent être considérées avec plus de pertinence comme les porte-parole d'élites intellectuelles restreintes. Les opinions qui y sont relayées peuvent être acceptées, ou pas, par les couches sociales moins élevées¹⁰⁸.

Voilà pour la vision de la représentativité réelle des manuels. Indiscutable reste le fait que leur contenu est bel et bien ce à quoi sont confrontés les élèves, c'est-à-dire tous les enfants

¹⁰⁶ Choppin, Alain, *Les Manuels Scolaires : Histoire et Actualité*, Hachette, Paris, 1992, p. 19.

¹⁰⁷ « *Die nachwachsende Generation soll solche Auffassungen von Geschichte lernen, die sich mit dem jeweiligen Selbstverständnis der Gesellschaft decken, oder die doch mit ihm wenigstens vereinbar sind. Wir haben in den schulischen Geschichtsdarstellungen demnach gesellschaftliche Selbstbilder vor uns, 'nationale Autobiographien'*. », in Jakobmeyer, Wolfgang, « *Konditionierung von Geschichtsbewusstsein : Schulgeschichtsbücher als nationale Autobiographien* », in *Gruppendynamik* 23, 1992, p. 375-388, pour cette citation p. 376. Article cité par Rainer Bendick, lors de son intervention évoquée plus haut.

¹⁰⁸ « *Such sources can be more accurately seen as mouthpieces for small intellectual elites. The opinions voiced there might or might not be accepted further down the social scale.* » in Noon, Christoph, « *Oh what a lovely war ? German common people and the first World War* », in *German History* 18, 2000, p. 97-111, ici p. 110. Intervention de R. Bendick.

en âge d'être scolarisés habitant sur le territoire d'un Etat¹⁰⁹, ce qui n'est le cas d'aucun autre media. Jusqu'à quel point les élèves en question profitent-ils de l'occasion qui leur est donnée ? Une réponse précise, *a priori*, ne peut-être donnée, mais il faut, malheureusement, partir du principe que peu d'entre eux exploiteront vraiment les ressources de leur manuel. Cela pour plusieurs raisons : manque d'initiative personnelle, difficultés de compréhension des contenus et/ou de la structure, absence d'indications adéquates de la part du professeur, etc. Ce point n'est pas la question que nous nous proposons de traiter dans cette partie, il le sera dans la mesure du possible dans le point III. de cette partie.

Voyons maintenant les enjeux et autres aléas qui s'attachent à ces ouvrages si particuliers. « Les discours sur les livres de classe sont rarement sereins : symbole de l'institution scolaire, et donc de la politique éducative, le manuel est souvent l'objet de débats ou de polémiques parfois vives¹¹⁰. » Le dernier exemple en date outre-Rhin est constitué des débats autour du caractère obligatoire du traitement de la question de la fuite et de l'expulsion. Cependant ces débats ne sont pas très virulents comparés à ceux qui agitérent la RFA dans les années 1970 après la mise en place de la Conférence germano-polonaise des historiens¹¹¹. Celle-ci peut être qualifiée, à juste titre, de fille des traités avec l'Est¹¹². Dans le cadre de l'*Ostpolitik* et de l'ouverture d'un dialogue avec l'Est, Pologne en tête, fut mise en place une commission binationale sur les manuels scolaires. Elle regroupait des historiens, mais également des géographes polonais et (ouest-) allemands. Ces derniers rencontrèrent toutefois moins de problèmes, aussi bien entre eux qu'avec leur pays respectif, leur domaine d'expertise étant moins menacé par les spectres du passé et orienté, par nature, vers la situation telle qu'effectivement observable sur le terrain¹¹³. Les « *Schulbuchgespräche* », « discussions sur les manuels scolaires », voulaient se constituer en essai d'une écriture de l'histoire pour les élèves des deux pays qui soit, à la fois « conforme à la vérité » et « vecteur de paix¹¹⁴ », dans le même temps. La commission constituait un des seuls, sinon le seul, forums de discussion germano-polonais au niveau non-étatique. À ce titre, elle inspirait une grande méfiance à Moscou et à Berlin-Est¹¹⁵ qui voyaient d'un très mauvais œil, la première ce signe d'indépendance d'un satellite, la seconde un dangereux précédent de

¹⁰⁹ Choppin, *op. cit.*, p. 4 : « le manuel scolaire est le seul livre que tous sans exception ont eu dans les mains. »

¹¹⁰ *Ibid.*

¹¹¹ S'agissant de la « préhistoire » et du temps de la mise en place de cette commission, voir Ruchniewicz, Krzysztof, « Der Entstehungsprozeß der Gemeinsamen deutsch-polnischen Schulbuchkommission 1937/38-1972 », in *Archiv für Sozialgeschichte* 45, 2005, p. 237-252.

¹¹² Sans toutefois employer ces termes, c'est ce qu'affirma Rita Süßmuth, alors Présidente (CDU) du *Bundestag*, le 10 juin 1992 à l'occasion de la célébration des vingt ans de la commission, voir le texte du discours in Becher, Ursula A.J. (sous la direction de), *Zwanzig Jahre Gemeinsame Deutsch-Polnische Schulbuchkommission/Reden der Festveranstaltung in Braunschweig am 10. Juni 1992*, Georg-Eckert-Institut für internationale Schulbuchforschung, Brunswick, 1993, p. 15-19.

¹¹³ Jeismann, Karl-Ernst, « 20 Jahre deutsch-polnische Schulbucharbeit/Experiment – Provokation – Modell », p. 23-31 (ici p. 27), in Becher, Ursula A.J. (sous la direction de), *Zwanzig Jahre Gemeinsame Deutsch-Polnische Schulbuchkommission/Reden der Festveranstaltung in Braunschweig am 10. Juni 1992*, Georg-Eckert-Institut für internationale Schulbuchforschung, Brunswick, 1993,

¹¹⁴ « *Wahrheitstreue* », « *friedensstiftend* », voir Strobel, Thomas, « Die Gemeinsame deutsch-polnische Schulbuchkommission/Ein spezifischer Beitrag zur Ost-West-Verständigung 1972-1989 », in *Archiv für Sozialgeschichte* 45, 2005, p. 253-268.

¹¹⁵ Jeismann, Karl-Ernst, *op. cit.*, p. 25.

« passage par dessus sa tête » au sens propre comme au sens figuré. Elle concentra sur elle bien des critiques et des rancœurs à l'est de l'Oder et à l'ouest de l'Elbe. Sa mission fut déclarée impossible à remplir avant même qu'elle ne se soit réunie pour la première fois. Il est vrai que les auspices étaient loin d'être favorables :

- l'histoire des relations germano-polonaises était un véritable champ de mines où chacun voyait « midi à sa porte » sur des horloges réglées de façon tout à fait divergente,
- les membres polonais avaient été désignés directement par Varsovie et disposaient d'une marge de manœuvre réduite,
- tous étaient sous pression quant aux réactions que ne manquerait pas de provoquer la publication des résultats de leurs travaux.

Malgré ces conditions de départ peu favorables, les scientifiques se mirent au travail, à partir de 1974 et jusqu'en 1987 sous la direction, côté allemand, du Professeur Mertineit, natif de Prusse orientale. Le premier fruit de leur collaboration, de loin le plus célèbre fut les « recommandations pour les manuels d'histoire et de géographie en République fédérale d'Allemagne et en République populaire de Pologne¹¹⁶ ». Leur publication provoqua des discussions enflammées au cours desquelles les rédacteurs furent parfois accusés d'aller contre la Loi fondamentale (elle donnait la réunification comme but fondateur à la RFA) et de trahir les « intérêts nationaux¹¹⁷ ». Les opposants les plus virulents aux recommandations, en premier lieu les associations de réfugiés, virent d'un tout autre regard une initiative issue de cercles scientifiques qui leur étaient proches et (organiquement) favorables. Celle-ci prit la forme de « recommandations alternatives¹¹⁸ », dont le but déclaré était de corriger ou compléter les recommandations originales, là où, pour des raisons politiques, la Commission avait dû garder le silence. Un point de ce genre était, naturellement, le rôle joué par l'Union soviétique, que ce soit à Katyn (lieu du massacre, entre autres, de milliers d'officiers polonais), ou lors du soulèvement de Varsovie ou de l'expulsion des Allemands à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Les discussions, à l'intérieur même de la Commission, furent engagées, parfois dures, à en croire les récits de ses membres de l'époque. On ne put atteindre un consensus sur tous les points conflictuels. Cependant, au fur et à mesure, les avancées issues de ces discussions permirent de perpétuer ce forum de discussion, unique en son genre à l'époque. On avait réuni des historiens dont l'optique était, sinon celle d'une réconciliation, au moins celle d'un

¹¹⁶ Gemeinsame Deutsch-Polnische Schulbuchkommission, *Empfehlungen für die Schulbücher der Geschichte und Geographie in der Bundesrepublik Deutschland und in der Volksrepublik Polen*, Schriftenreihe des Georg-Eckert-Instituts für internationale Schulbuchforschung, Band 22/XV, erweiterte Neuauflage, Selbstverlag des Georg-Eckert-Instituts für internationale Schulbuchforschung, Brunswick, 1995, 48 p. Il s'agit d'une réimpression des recommandations pour les vingt ans de leur première publication en allemand.

¹¹⁷ « Nationalen Interessen », Süßmuth, Rita, in (sous la direction de) Becher, Ursula A.J., *Zwanzig Jahre Gemeinsame Deutsch-Polnische Schulbuchkommission/Reden der Festveranstaltung in Braunschweig am 10. Juni 1992*, Georg-Eckert-Institut für internationale Schulbuchforschung, Brunswick, 1993, p. 17.

¹¹⁸ « Alternativempfehlungen », Strobel, Thomas, « Die Gemeinsame deutsch-polnische Schulbuchkommission/Ein spezifischer Beitrag zur Ost-West-Verständigung 1972-1989 », in *Archiv für Sozialgeschichte* 45, 2005, p. 25.

rapprochement et d'un dialogue ouvert respectant la vision et les représentations du voisin, ce qui, dans l'histoire des relations germano-polonaises, constituait un précédent¹¹⁹. Autrement dit, tout le monde (adversaires ou soutiens au projet) s'attendait à un échec. Les uns furent amèrement déçus et conçurent la riposte des recommandations alternatives, les autres furent heureusement surpris. Il faut préciser que les recommandations constituaient un compromis et ne pouvaient donc être considérées comme une référence définitive. Elles furent constamment retravaillées dans des publications postérieures complémentaires, jusqu'à ce que, le Rideau de fer tombé, la Commission put travailler à l'abri de la censure polonaise et libérée de toute pression quant au tracé de la frontière commune¹²⁰. Ses travaux se sont longtemps adressés aux historiens, d'abord, et aux professeurs du secondaire ensuite, à tel point que certains affirmaient qu'ils n'avaient quasiment pas joué de rôle à l'époque et que la Commission s'était contentée d'être un « objet politique¹²¹ » en soi. De telles affirmations sont sans doute exagérées¹²², mais pas totalement dénuées de fondement. Quoiqu'il en soit, depuis le début des années 1990¹²³, elles n'ont plus lieu d'être, puisque toute une série de publications, s'appuyant, directement ou indirectement, sur les travaux de la Commission, ou émanant de certains de ses membres, propose du matériel pédagogique (quasiment) directement utilisable en cours¹²⁴.

L'enjeu politique à l'époque des traités avec l'Est était majeur. Il en allait, purement et simplement, de la *Deutschlandpolitik*, c'est-à-dire de l'orientation de la RFA quant à l'Allemagne dans son ensemble. Allait-on choisir de s'arc-bouter à une position exclusivement juridique qui, les années passant, relevait de plus en plus de la fiction, ou prendrait-on l'option d'abandonner ce qui était déjà perdu et de préserver les chances d'une réunification sur des bases, certes moins étendues (avec les territoires de la seule RDA), mais déjà bien hypothétiques ? La virulence des débats au Parlement, aussi bien que dans l'espace public au sens large, fut à la hauteur de l'enjeu. Ce qui se joue aujourd'hui autour des programmes et des manuels scolaires est certes important, mais ne saurait en aucun cas être assimilé à ce qui se jouait dans les années 1970. Les enjeux d'aujourd'hui sont ceux qui se nouent habituellement autour de tels objets, ni plus,

¹¹⁹ Sur l'historiographie des relations germano-polonaises dans les deux pays à l'exemple des Prusse occidentale et orientale voir : Hackmann, Jörg *Ostpreußen und Westpreußen in deutscher und polnischer Sicht : Landeshistorie als Beziehungsgeschichtliches Problem*, Harrassowitz, Wiesbaden, 1996, 462 p.

¹²⁰ Etat de fait confirmé par M. Maier, membre de la commission des historiens, lors d'un entretien accordé à l'auteur en avril 2007.

¹²¹ *Ein Politikum*.

¹²² Gemeinsame Deutsch-Polnische Schulbuchkommission, *Empfehlungen für die Schulbücher der Geschichte und Geographie in der Bundesrepublik Deutschland und in der Volksrepublik Polen*, Schriftenreihe des Georg-Eckert-Instituts für internationale Schulbuchforschung, Band 22/XV, erweiterte Neuauflage, Selbstverlag des Georg-Eckert-Instituts für internationale Schulbuchforschung, Brunswick, 1995, p. 9. Préface de Klaus Zernack.

¹²³ S'agissant des nouveaux défis auxquels la commission se vit confrontée après la chute du rideau de fer, voir Maier, Robert, « Deutsch-polnische Verständigung über Geschichte. Von den Schulbuchempfehlungen zur aktuellen Lehrerhandreichung – Die Deutsch-Polnische Schulbuchkommission vor neuen Herausforderungen », in Wolfgang Keim, *Vom Erinnern zum Verstehen/Pädagogische Perspektiven deutsch-polnischer Verständigung, Studien zur Bildungsreform*, tome 42, Peter Lang, Francfort/Main, Berlin, etc., 2003, p. 403-417.

¹²⁴ Voir *infra*, dans cette partie, III. D. Voir également, Strobel, Thomas, « Perspektiverweiterung/Polen im deutschen Geschichtsunterricht. Neue Lehrmaterialien » in *Dialog* 76, 2006, p. 37-39 (publication bilingue en langue allemande et polonaise). Sur l'histoire de la commission germano-polonaise voir du même auteur : Strobel, Thomas, « Die Gemeinsame deutsch-polnische Schulbuchkommission/Ein spezifischer Beitrag zur Ost-West-Verständigung 1972-1989 », in *Archiv für Sozialgeschichte* 45, 2005, p. 253-268.

ni moins¹²⁵.

Il s'agit tout de même, au-delà, ou plutôt en deçà du contenu, d'une transmission d'un système de valeurs, d'une certaine vision du monde, avec lesquels une majorité de la société est en accord, ou, au moins, pas en opposition, sous peine de rejet des dits manuels : il faut que la société en question se reconnaisse, un minimum, dans ce type d'ouvrage. Comme le dit Alain Choppin :

Il est le principal vecteur des valeurs que transmet l'institution scolaire : le choix de la langue [...] et du style [...], la sélection des sujets et des textes, l'organisation et la hiérarchisation des connaissances obéissent à des objectifs politiques, moraux, esthétiques, idéologiques le plus souvent implicites. Les contemporains ne prennent clairement conscience de la fonction idéologique et culturelle des manuels que lorsqu'un ouvrage déroge à une attente consensuelle – ce qui est rarissime, car ce serait pour l'éditeur une initiative suicidaire – ou que le système des valeurs qu'ils véhiculent et l'image qu'ils renvoient de la société apparaissent obsolètes, ou encore qu'une partie de la population n'adhère pas aux valeurs qu'ils diffusent. Dans ce dernier cas, les polémiques sont très vives [...]. Mais quand ces valeurs sont partagées par la grande majorité de l'opinion publique, quand elles vont de soi, même si elles ne sont pas perçues par les utilisateurs, elles n'en sont pas moins présentes¹²⁶.

Dans l'Allemagne d'aujourd'hui, il existe un consensus très fort quant aux valeurs véhiculées par les manuels : respect des droits de l'homme, protection des minorités, dialogue et entente avec les pays voisins, esprit européen. Parfois certains groupes de la société outre-Rhin entrent en conflit avec le contenu des manuels, non pas parce qu'ils s'opposent fondamentalement à ces grands principes, mais parce qu'ils les comprennent différemment. Ce fut manifestement le cas d'une frange non négligeable, mais clairement minoritaire, dans les années 1970 lors du débat sur les manuels, qui ne fut qu'une prolongation du débat politique global. La paix n'était pour eux accessible qu'après qu'un *Ausgleich*, un « rééquilibrage » (des conséquences de la guerre), était trouvé et que leur droit à la *Heimat*¹²⁷ (large droit au retour) était reconnu, et qu'ils pouvaient en faire usage. Aujourd'hui, ces groupes restent, naturellement, minoritaires ; ils le sont même devenus à un point extrême. S'agissant des dirigeants et/ou membres des associations de réfugiés et de certains groupuscules très conservateurs, ou plus à droite encore sur l'échiquier politique, ils ne se reconnaissent pas dans les contenus concernant leur destin propre et/ou sur les valeurs véhiculées, pas assez « nationales » à leur goût. En dehors de ces groupes particuliers, les manuels restent des médias sur lesquels, dans un consensus global satisfaisant,

¹²⁵ Notons qu'au début des années 1980, lors d'un congrès de l'OMV, groupement des réfugiés dans la CDU, Helmut Kohl, futur chancelier et Roman Herzog futur président de RFA et à cette époque ministre de l'éducation du Bade-Wurtemberg, mirent tout les deux l'accent sur la nécessité de faire perdurer la foi dans la Nation indivisée, notamment par le biais du système scolaire. Dans l'un et l'autre des deux discours tenus devant un parterre de fervents d'une réunification entière (avec les territoires perdus après 1945), il est question avant tout de la RDA, sans plus de précision. Voir Ost- und Mitteldeutsche Vereinigung CDU/CSU, *Die Zukunft Deutschlands/ Deutschland politischer Kongreß 22./23. Februar 1980 – Mannheim*, Konrad-Adenauer-Haus, Bonn, 1980, 68 p., plus particulièrement p. 37-38 pour le discours de H. Kohl et le discours de Roman Herzog dans son intégralité, intitulé tout simplement « Deutschland in der Schule » (« L'Allemagne à l'école »), p. 59-68, tout particulièrement p. 66.

¹²⁶ Choppin, Alain, *op. cit.*, p. 164.

¹²⁷ « *Recht auf Heimat* » (même si les Réfugiés eux-mêmes ne le nommait pas toujours comme cela à l'époque).

chaque bord politique souhaite traditionnellement influencer. C'est pourquoi, ici aussi, nous avons choisi de nous concentrer, plus particulièrement, sur deux *Länder* historiquement porteurs de visions clairement conservatrices pour l'un (la Bavière), clairement social-démocrates pour l'autre (la Rhénanie du Nord-Westphalie).

S'agissant de la période précédant la chute du Mur, nous la présenterons rapidement, les prescriptions des programmes (présentées dans la partie précédente) étant, naturellement, globalement suivies. Pour l'après 1989 jusqu'à l'an 2000 (et pour la période précédente) nous nous appuyerons à nouveau sur le travail du Professeur Gauger. Pour la période postérieure, nous restreindrons notre examen à deux grandes maisons d'édition, en l'occurrence Ernst Klett (Stuttgart) et Cornelsen (Berlin).

Cette restriction à deux grands éditeurs et à deux *Länder* particulièrement représentatifs est motivée par la pléthore de manuels d'histoire disponibles qui rendrait un examen exhaustif impossible dans le cadre de cette recherche. Précisons ici que tous les manuels en usage outre-Rhin sont soumis à l'obligation d'homologation par les autorités régionales compétentes qui en vérifient les contenus, notamment au regard des prescriptions programmatiques. Les éditeurs produisent des manuels qui sont homologués dans certaines régions, pas dans d'autres, telle année, mais pas telle autre, pour tel type d'établissement, pas pour les autres¹²⁸. À tel point que des collaborateurs de l'Institut Georg-Eckert, passent, chaque année, plusieurs mois à composer l'*Annuaire des manuels scolaires autorisés pour les matières de géographie, histoire et science sociale dans les Länder de la République fédérale d'Allemagne*¹²⁹.

Comme pour les programmes, mais de façon moins incontournable toutefois, la présence du thème de la Prusse orientale dans les manuels ne peut se réduire à compter les occurrences du nom de cette province et objet historique. Non seulement cela serait bien restrictif, mais également car il est des manuels où ce nom n'apparaît jamais ni dans le corps du texte, ni dans le cotexte ou dans le paratexte, c'est-à-dire qu'il n'est jamais imprimé dans tout ce qui relève du texte¹³⁰. Il faudra donc aller le chercher ailleurs.

L'objet de notre recherche est de déterminer quelles opportunités les élèves ont de se familiariser « *mit der Gestalt Ostpreußens* », c'est-à-dire :

- aussi bien avec l'objet lui-même dans le texte, le cotexte (légendes, commentaires, etc.) quand cela est possible, ou bien avec les photos s'y rapportant,
- qu'avec la silhouette (autre signification du mot *Gestalt*), à la figure cartographique/géométrique de la Prusse orientale, à la forme caractéristique qu'elle prend

¹²⁸ Voir Johnsen, Egil Borre, *Textbooks in the Kaleidoscope/A Critical Survey of Literature and Research on Educational Texts*, Scandinavian University Press, Oslo, 1993, p. 253.

¹²⁹ *Verzeichnis der zugelassenen Schulbücher für die Fächer Geographie, Geschichte, Sozialkunde (Politik) in den Ländern der Bundesrepublik Deutschland*. Nous utilisons la version suivante : Ausgabe 2006/2007, bearbeitet von Schattenberg, Kerstin, Uphoff, Anette, Redaktionsschluß Juli 2006, 90 p.

¹³⁰ Choppin, *op. cit.*, p. 154 et 160.

sur les cartes, une forme qui, une fois ancrée, gravée, dans l'imaginaire collectif devient immédiatement reconnaissable : on reconnaît immédiatement la forme de son pays, même en l'absence des pays voisins pour le situer.

Cette dernière donnée, les associations de réfugiés l'ont bien comprise ; cela les pousse à faire un usage intensif de cette sorte de représentation ultra-simplifiée, qui constitue une sorte de *gimmick* visible, s'agissant de la Prusse orientale ou d'autres territoires perdus, sur bien des tracts de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* ou autres publications de la *Landsmannschaft Ostpreußen* ou de groupements gravitant autour des associations de réfugiés (avec l'assentiment de ces dernières ou non). Sur l'impact de la « carte-logo », une référence incontournable est l'ouvrage de Benedict Anderson sur les communautés imaginées¹³¹. On signalera également que l'importance de la fixation dans les esprits de la silhouette réelle, ou souhaitée, d'un pays est un enjeu dont les tenants de certaines causes ont bien pris conscience. Ainsi, il n'est pas rare, en Allemagne notamment, de voir des immigrants kurdes portant au cou un médaillon aux formes du Kurdistan dans les frontières telles que souhaitées par les tenants de l'indépendance de ce « pays¹³² ». Pour en revenir à notre objet, dans bien des manuels, la seule présence de la Prusse orientale est cartographique : la province est, d'ailleurs, selon les cas, plus ou moins facilement reconnaissable. On portera donc une grande attention à l'appareil cartographique proposé.

Nous avons déjà évoqué, en introduction à cette partie, la querelle des cartes des années 1970, qui se poursuivit dans les années 1980. L'enjeu était la représentation géographique de l'Allemagne : dans ses frontières considérées comme « réelles » par les uns et les autres, c'est-à-dire telles que sur le terrain, ou telles que la position juridique de la RFA les concevait, c'est-à-dire identiques à celles du *Reich* en 1937. La rupture de 1990 a joué un rôle facilitant en la matière. S'agissant de la représentation de la frontière germano-polonaise, le traité de voisinage entre Allemagne et Pologne a rendu obsolète, d'un seul coup, tous les débats autour de la *Perlenkette*, le collier de perles, qui, sur les cartes, symbolisait la frontière dans son tracé du 31 décembre 1937. Ainsi disparaissait un point d'opposition notoire entre RFA et Pologne quant aux cartes représentant l'Europe centrale aujourd'hui. Côté allemand, plus aucune ambiguïté : une seule frontière est tracée, celle qui suit globalement l'Oder et la Neisse occidentale. S'agissant de la Prusse orientale, elle n'est plus signalée par quelque frontière que ce soit : pointillés, alternance de traits et de points, etc. ; tous appartiennent désormais au passé.

C'est ainsi, que seules les cartes historiques sont aujourd'hui, (parfois) encore, témoins d'une différence d'interprétation quant au passé de la frontière occidentale et nord-orientale de la Pologne, les Allemands s'en tenant aux cartes qui avaient cours avant la *Wende* (avant 1990). Sur celles-ci étaient représentées souvent, mais pas tout le temps, les frontières de 1937. Sur les

¹³¹ Anderson, Benedict, *L'imaginaire national/Réflexions sur les origines et l'essor du nationalisme*, Editions La Découverte, Paris 1996, 213 p., ici p. 126.

¹³² Les guillemets sont là pour signaler la difficulté de qualifier cette entité imaginée/imaginaire.

cartes politiques, les élèves pouvaient aisément reconnaître jusqu'où s'étendait effectivement la souveraineté de chaque Etat en observant l'étendue sur la carte des zones teintées dans la couleur réservée à l'un et à l'autre des deux pays.

À ce propos, il faut s'imaginer la confusion et les difficultés que pouvaient avoir les élèves à appréhender la problématique de la frontière occidentale et nord-orientale de la Pologne :

- il ne s'agissait pas de la frontière de l'Etat dans lequel il vivait,
- sur la carte physique cohabitaient d'ouest en est :
 - la ligne de démarcation/frontière entre RFA et RDA,
 - la frontière réelle entre cette dernière et la Pologne, là où les postes frontières se trouvaient bel et bien sur le terrain,
 - celle de 1937, autour de la Poméranie et de la Silésie,
 - celle autour de la Prusse orientale, invisible elle aussi sur un terrain de toute façon inaccessible,
 - celle totalement hermétique coupant la province en deux, entre Pologne et URSS.

Il faut se rappeler en outre, que peu d'élèves auraient un jour la possibilité de passer la première ou la seconde. Quant à la dernière frontière, c'était, tout simplement, totalement exclu, puisqu'elle longeait une zone militaire fermée à toute visite étrangère. Depuis 1990, les frontières sont ouvertes et les ambiguïtés levées. Toutefois, la tendance à adopter la « réalité du terrain » avait déjà nettement pris le dessus au début des années 1980, comme nous l'avons souligné.

S'agissant de la dénomination des villes, elle se fait, quand il y a lieu, en allemand (quand un nom allemand existe et qu'il est toujours usité) avec entre parenthèses indication du nom en usage sur place : Danzig (Gdansk), Königsberg (Kaliningrad) ; notons que, pour les villes pour lesquelles il existe un nom allemand mais qui n'ont jamais appartenu au *Reich*, l'usage est identique, ou comparable, par exemple : Tallinn (Reval), Reval étant le nom traditionnellement utilisé en Allemagne pour désigner la capitale de l'Estonie.

A. L'évolution des manuels des années 1950 à la fin des années 1990

Dans les manuels de la fin des années quarante, ainsi que des années cinquante et soixante¹³³, on rencontre une représentation très unitaire des provinces perdues et de leur histoire.

¹³³ Certaines de ces analyses sont présentées dans la revue *Documents/Revue du dialogue franco-allemand* à

Même si, dès cette époque, on y parle peu des associations de réfugiés, leur vision y est, *de facto*, présente puisqu'elle correspond, tout simplement, à la vision de la société allemande en général. On retrouve donc, *sotto voce*, la tendance à présenter l'image :

- de colons allemands et d'un Ordre teutonique pacifiques, en charge de mettre les Slaves au niveau de *Kultur* de l'Occident, et faisant de déserts des paysages florissants,
- de territoires allemands depuis toujours, car simplement réinvestis, re-germanisés au Moyen-Âge, après que les Slaves ont occupé les terres quittées par les Germains dans les premiers siècles de notre ère,
- de territoires qui, sans les Allemands, retombent dans l'inculture.

Il s'agit, à cette époque, d'un traitement strictement national, dont la vision polonaise est complètement absente car considérée comme, *a priori*, sans fondement. Cela n'est pas sans rappeler l'*Alleinvertretungsanspruch*, cette conception politique dominante qui voulait que la RFA soit seule représentante de l'Allemagne en général (*Gesamtdeutschland*). Une conception qui s'appliquerait, ici, à l'histoire des provinces de l'Est, non pas aux relations internationales, et non seulement vis-à-vis de la RDA mais aussi vis-à-vis de la Pologne.

Concernant la situation depuis le traité de Potsdam et l'expulsion, les manuels de ces années la décrivent comme une situation de non-droit et l'idée que la perte de ces régions puisse être une expiation des crimes nazis en est totalement absente. On y trouve, par contre, l'idée que l'expulsion des Allemands, non seulement constitue un acte de non-droit, mais a également causé un rétrécissement culturel de l'Occident et que son résultat n'est autre que l'avancée du bolchevisme jusqu'au cœur de l'Europe, des remarques à situer dans le contexte de la guerre froide et qui relèvent de l'antibolchevisme total, de mise avant la Détente.

La détente et les traités de Moscou et Varsovie, le processus qu'on nomme « changement par le rapprochement¹³⁴ » provoque un changement de paradigme décisif quant au contenu des manuels des années soixante-dix et quatre-vingt. La position, on a envie de dire la posture, juridique de la RFA devient marginale. Même si on cite encore les frontières de 1937 et la clause du traité de paix seul susceptible de porter règlement du problème des frontières, les provinces de l'Est sont considérées comme *de facto* perdues depuis 1945 ou, au plus tard, depuis 1970. On s'approche là de la réflexion du chancelier Willy Brandt affirmant qu'on avait renoncé à rien qui n'ait déjà été perdu¹³⁵. C'est à cette époque que le lien entre expiation des crimes nazis et perte des provinces à l'est de l'Oder-Neisse s'impose. Une corrélation qu'une personnalité telle que

l'automne 2006, Besnault, Etienne, « Entre politisation et acceptation/L'histoire des provinces perdues en 1945 en RFA », in *Documents/Revue du dialogue franco-allemand*, n° 5, octobre 2006, p. 30-33.

¹³⁴ « *Wandel durch Annäherung* ».

¹³⁵ Un point de vue, qu'au sein de son parti (le SPD), certains membres, tel le député Herbert Hupka, longtemps président de la *Landsmannschaft* de Silésie (décédé au mois d'août 2006), ne partageaient pas. Ce qu'ils firent savoir de façon véhémente avant de rejoindre la CDU.

Günter Grass né à Dantzig¹³⁶, contribue alors à populariser. C'est aussi dans ces années là que la vision polonaise trouve son chemin dans les manuels scolaires allemands : on commence à préciser que, du côté polonais, on voit les choses autrement. Cela coïncide d'ailleurs avec la mise en place de la Conférence germano-polonaise sur les manuels scolaires, au sein de laquelle des spécialistes des deux pays confrontent, encore aujourd'hui, leurs points de vue. Dans les années quatre-vingt les traités avec l'Est sont célébrés comme une évidence. Des débats parlementaires de l'époque, parfois houleux, on ne trouve que peu de traces, tout comme de l'épisode de la querelle des cartes, conflit qui voit s'opposer, à la fin des années 1970, la vision progressiste des *Länder* dirigés par le SPD à la vision conservatrice des régions aux mains de la CDU ou de la CSU. Les premiers, à l'exemple de la Rhénanie du Nord-Westphalie, prônent l'application des conclusions, en matière de cartographie entre autres, de la conférence germano-polonaise pour les manuels scolaires, tandis que les seconds, Bavière en tête, n'entendent en rien renoncer à la représentation des provinces de l'Est avec la mention « sous administration polonaise » (ou russe, le cas échéant), voire « présentement sous administration polonaise¹³⁷ », sur toute « carte de l'Allemagne¹³⁸ ».

Les manuels des années quatre-vingt dix prolongent l'évolution constatée pendant les deux décennies précédentes : les territoires perdus y sont considérés, le plus naturellement du monde, comme polonais et le débat autour de la ligne Oder-Neisse comme appartenant définitivement au passé. Les traités avec l'Est sont, pour leur part, considérés comme des réussites exemplaires scellées par la signature des traités signés dans le cadre de la réunification par lesquels la RFA reconnut, une bonne fois pour toutes, la frontière occidentale de la Pologne. S'agissant de la colonisation de ces régions, les élèves se voient présenter les points de vue allemand et polonais sur un pied d'égalité, et sont invités à se faire leur propre opinion¹³⁹. Jörg-Dieter Gauger, dans son étude sur la place de ces régions dans l'enseignement en Allemagne, relève l'absence de toute expression de regret quant à leur perte ainsi que de toute référence à « l'illégalité des expulsions¹⁴⁰ ». Il relève également la volonté d'éviter les points conflictuels suivant là les leitmotifs actuellement dominants : « l'être ensemble, ce qu'on a en commun, la paix, la compréhension, le dépassement des barrières du passé¹⁴¹ ».

Voilà la situation jusqu'à l'an 2000. D'un point de vue méthodologique, elle est marquée

¹³⁶ Capitale de l'ancienne Prusse occidentale, placée sous mandat international à la fin de la Première Guerre mondiale.

¹³⁷ « *Zur Zeit unter polnischer Verwaltung* ».

¹³⁸ Les guillemets étant là pour signaler que la définition de l'Allemagne était bien problématique. Blumenwitz, Dieter, *Die Darstellung der Grenzen Deutschlands in kartographischen Werken/Zur Verpflichtung zum Gebrauch verfassungskonformer Bezeichnungen durch die deutschen Behörden, insbesondere in Bezug auf die Belange der Ostdeutschen*, Kulturstiftung der deutschen Vertriebenen, Bonn, 1980.

¹³⁹ On peut se faire une idée de ce phénomène et des temps qui le précédèrent vus plutôt à travers le prisme du monde slave, in Conte, Francis, *Les Slaves/Aux origines des civilisations d'Europe centrale et orientale (VI^e-XIII^e siècles)*, Albin Michel, Paris, 1996, 734 p., plus particulièrement p. 47-86.

¹⁴⁰ « *Der Unrechtscharakter der Vertreibung* », Gauger, Jörg-Dieter, *op. cit.* p. 46.

¹⁴¹ *Ibid.*, p. 51 : « *Miteinander, Gemeinsamkeit, Friede, Verständigung, Überwindung der Barrieren der Vergangenheit.* »

par un mouvement de balancier :

- le chemin part d'une façon d'enseigner très directive à base de textes d'auteur énonçant, édictant, ce qui fut et ce qu'il convient de retenir, dans les années 1950 et 1960,
- en passant par la tendance inverse : une présentation qui laisse à l'élève le champ de l'interprétation le plus ouvert possible, ce sont les années 1970 et 1980,
- vers un retour à un accompagnement plus rapproché, laissant toutefois l'espace à la pluralité des perspectives¹⁴². Cette évolution se poursuit jusqu'à aujourd'hui.

B. La Prusse orientale et « l'Est historique allemand » dans les manuels publiés après 2000

Nous allons analyser dans le détail le traitement des thématiques concernant, directement ou indirectement, la Prusse orientale dans les manuels publiés par Klett et Cornelsen pour le *Gymnasium* et la *Realschule* (cycle secondaire I) dans les *Länder* de Rhénanie du Nord-Westphalie et de Bavière depuis l'an 2000. Nous distinguerons donc trois axes de comparaison principaux :

- Bavière/Rhénanie du Nord-Westphalie,
- *Gymnasium/ Realschule*,
- Cornelsen/Klett.

De la présence dans le corps du texte, et dans le paratexte : tout ce qui n'est pas le corps du texte (documents ajoutés : de nature iconographique, ou textes originaux d'époque, ou encore commentaires postérieurs¹⁴³), lorsque l'on en distingue, c'est pour quatre périodes :

- l'Ordre teutonique/la colonisation allemande de l'Est,
- Fuite et Expulsion,
- les traités avec l'Est,
- la réunification¹⁴⁴.

¹⁴² Gauger, Jörg-Dieter, *op. cit.*, p. 103-104.

¹⁴³ Choppin, *op. cit.*, p. 160.

¹⁴⁴ *Deutscher Orden/Ostsiedlung, Flucht und Vertreibung, die Ostverträge, die Wiedervereinigung.*

En dehors de cela, (très) peu de choses, à l'exception de certains récits de l'avancée du front en début de Seconde Guerre mondiale. S'agissant donc d'une présence potentielle continue de la Prusse orientale, c'est vers les documents cartographiques que nous nous tournerons, nous y consacrerons une étude particulière.

1. Présentation et représentations de la Prusse orientale

Suivant le choix effectué par Jörg-Dieter Gauger, nous procédons ici à l'étude détaillée du traitement de la thématique : Prusse orientale en particulier et Est historique allemand en général aux moments de l'histoire pendant lesquels ce(s) territoire(s) devrai(en)t, logiquement, être, plus ou moins, au centre des événements contés et des analyses qui en sont faites.

a. L'Ordre teutonique et la colonisation de l'Est

La première incursion dans les manuels scolaires des territoires qui nous occupent se fait avant le début de l'épisode que nous traitons dans ce sous-chapitre. Certains ouvrages, en seconde de couverture, présentent une carte de l'Europe ou du monde vers l'an mil. À l'emplacement de la future Prusse orientale est inscrit « *Pruzzen* » ou « *Prußben* », c'est-à-dire le nom de la tribu (balte) première habitante connue de la région. Le fait que cette, ou plutôt, ces tribus soient baltes et non slave, comme certains ouvrages l'indiquent parfois à tort (elles sont alors signalisées en vert, la couleur traditionnelle attribuée aux peuples slaves), est d'ailleurs largement ignoré de bien des professeurs et de certains auteurs et/ou éditeurs¹⁴⁵. On retrouve une carte de ce type dans les manuels édités par Cornelsen aussi bien pour le *Gymnasium* que la *Realschule*¹⁴⁶.

Sinon, la future Prusse orientale peut également faire sa première apparition sur la jaquette même de certains manuels par le biais d'une chronologie sommaire, par exemple sous la mention : « 1230-1283 : Conquête du pays des Prussiens par l'Ordre teutonique¹⁴⁷ ». S'agissant de ce qui deviendra l'Est historique allemand, il fait véritablement son entrée dans les manuels au XI^{ème} siècle : « Début de la colonisation allemande à l'Est¹⁴⁸ ». Tout d'abord, ce sont les

¹⁴⁵ Comme l'échange de mail électronique entre Jochen Zauner et la maison d'édition Cornelsen déjà cité l'illustre.

¹⁴⁶ Berger von der Heide, Thomas, Oomen, Hans-Gert (sous la direction de) *Entdecken und Verstehen*, Cornelsen, 2006, Berlin, 224 p. À partir d'ici nous désignerons les ouvrages de cette collection par les initiales EV puis nous indiquerons pour tous les manuels le *Land* pour lequel ils sont édités, la Bavière ou NRW (*Nordrhein-Westfalen*, la Rhénanie du Nord-Westphalie) ; Hofmeier, Franz, Regenhardt, Hans-Otto, *Forum Geschichte*, Bavière, Band 2, Cornelsen Berlin, 2005, 280 p. À partir d'ici nous désignerons les ouvrages de cette collection par les initiales FG.

¹⁴⁷ « *1230-1283 : Eroberung des Pruzzenlandes durch den Deutschen Orden* », FG, NRW, Band 2, « Das Mittelalter und der Beginn der Neuzeit », Cornelsen, Berlin, 2001, 272 p.

¹⁴⁸ « *Beginn der deutschen Ostsiedlung* », Robl, Johan-Wolfgang, (sous la direction de), *Die Zeitreise*, Bavière, Band 7, Klett, Leipzig, Stuttgart, Dusseldorf, 2002, p. 80. À partir d'ici nous désignerons les ouvrages de cette collection par les initiales ZR.

territoires entre Elbe et Oder qui sont colonisés, à l'appel des princes polonais qui désirent voir leurs terres mises en valeur, puis, petit à petit, l'avancée vers l'Est se poursuit et les populations germaniques et slaves se mêlent et on assiste à la création de nouveaux dialectes allemands « le silésien, par exemple¹⁴⁹ ». Notons que le manuel édité par Klett pour la *Realschule*, duquel est issu cet extrait, présente la colonisation de l'Est uniquement dans la version bavaroise (elle est absente de son pendant rhénan), les deux éditions étant intitulées *Le voyage dans le temps*¹⁵⁰.

Le manuel conçu pour la *Realschule* par les éditions Cornelsen s'intitule *Découvrir et comprendre*¹⁵¹, il présente, dans ses éditions bavaroise et rhénane, un dossier de quatre pages sur la colonisation à l'Est¹⁵². Les deux premières pages sont de conception identique (même mise en page, mêmes textes, mêmes illustrations). Elles retracent les conditions qui menèrent à ce mouvement de migration vers l'Est : surpopulation à l'Ouest, besoin de mise en valeur des territoires à l'Est nouvellement conquis sur les peuplades slaves entre Elbe et Oder ou, au-delà, sur les terres des princes polonais en mal de main d'œuvre. Là où, en Bavière, on consacre dix lignes à l'Ordre teutonique en fin de seconde page de dossier, la version rhénane renonce à ce paragraphe pour mieux consacrer la quatrième page dans sa totalité à ces chevaliers. La troisième page, quant à elle, traite, dans les deux régions, de la fondation de villes et villages. Il y est question d'une part de la Silésie « paradis fiscal pour émigrants¹⁵³ », d'autre part de la colonisation de l'Est en général, qui vit colons germaniques et autochtones slaves vivre paisiblement les uns avec/à côté des autres, jusqu'à ce que « le sentiment national exacerbé du XIX^{ème} siècle¹⁵⁴ » ne mène à deux guerres mondiales et ne force la population germanique à la fuite et au retour dans l'ancienne *Heimat*¹⁵⁵.

En Rhénanie du Nord-Westphalie, les élèves peuvent se renseigner sur l'Ordre teutonique, son histoire et sa mission de façon plus large. Ils apprennent que l'Ordre fut créé pour la croisade en Orient, puis appelé par Conrad de Mazovie (prince slave) pour convertir les Prussiens. Le paragraphe suivant présente les méthodes guerrières de l'Ordre pour convertir et dominer les populations locales. Enfin, la fin de l'Etat de l'Ordre est évoquée, ainsi que certaines de ses causes : rivalité avec le nouvel Etat polono-lituanien, notamment, qui prit fin avec la création du Duché de Prusse, sous suzeraineté polonaise¹⁵⁶. Notons toutefois, que si les élèves rhénans en apprennent plus sur l'Ordre en particulier, le terme « *Ostpreußen* » n'apparaît que dans la

¹⁴⁹ *Ibid.*

¹⁵⁰ *Die Zeitreise*, Christopher, Sven, ZR (A), Ernst Klett Schulbuchverlage, Stuttgart, Leipzig, 2005, 264 p. (Real- & Gesamtschule).

¹⁵¹ *Entdecken und Verstehen*.

¹⁵² Berger von der Heide, Thomas, Oomen, Hans-Gert (sous la direction de), EV, tome 2, NRW, Realschule, Cornelsen, Berlin, 2006, 224 p., ici p. 134-137 ; Bernhard, Lutz, EV 7, Bayern, Realschule, Cornelsen, Berlin, 2001, 232 p., ici p. 108-111.

¹⁵³ *Ibid.*, « *Steueroase für Auswanderer* », en Bavière, p. 110, en NRW, p. 136.

¹⁵⁴ *Ibid.*, « *Das übersteigerte Nationalbewusstsein des 19. Jahrhunderts* ».

¹⁵⁵ *Ibid.*, « *Die deutschstämmige Bevölkerung war zu Flucht und Auswanderung und zur Rückkehr in die alte Heimat gezwungen* », « la population d'origine allemande fut contrainte à la fuite, à l'émigration et au retour dans l'ancienne *Heimat* ».

¹⁵⁶ Berger von der Heide, Thomas, Oomen, Hans-Gert (sous la direction de), EV, tome 2, NRW, Realschule, Cornelsen, Berlin, 2006, p. 137.

version bavaroise.

La grande maison d'édition Klett, celle-là même qui a pris en charge le manuel d'histoire franco-allemand (pour l'Allemagne¹⁵⁷), propose un ouvrage pour le *Gymnasium*, aussi bien en Bavière qu'en Rhénanie du Nord-Westphalie (entre autres). Il s'intitule *Histoire et événements*¹⁵⁸. Dans son édition rhénane, comme c'est le cas pour la *Realschule*, il ne propose rien sur la colonisation de l'Est ou l'Ordre teutonique¹⁵⁹. Ce n'est pas le cas en Bavière où trois pages sont consacrées au sujet. Elles sont intitulées « Polonais et Tchèques - Voisins à l'est¹⁶⁰ ». L'évocation des Tchèques, au même titre que les Polonais, est une véritable originalité qui s'explique facilement par la proximité géographique de la Bohême et de la Bavière. L'installation, à la demande des princes slaves, de colons allemands mettant en valeur des terres inexploitées est, là aussi, présentée, tout comme l'arrivée de l'Ordre teutonique sur les territoires des *Pruzen* (ceux que l'on nomme en français les Vieux-Prussiens), pour les convertir au christianisme (processus dont la violence n'est en rien maquillée). En quatre lignes est rapportée la fin de l'Etat de l'Ordre teutonique¹⁶¹. À la page suivante est reproduite une photo de la *Marienburg*, dont on précise que, construite par l'Ordre, elle fut détruite pendant la Seconde Guerre mondiale et reconstruite, par la suite, par l'Etat polonais. Sur ces trois pages, on ne rencontre pas le terme « *Ostpreußen* », ni dans le corps du texte, ni dans le commentaire d'un historien, consacré à la Silésie, placé sur cette page¹⁶².

Cornelsen, pour le *Gymnasium*, édite un manuel intitulé *Forum Geschichte*. Dans l'édition bavaroise aussi bien que dans son pendant rhéan¹⁶³, on trouve six pages absolument identiques (à l'ordonnement des photos près), seuls les titres différant de l'une à l'autre. Celui de la première page est, en Rhénanie du Nord-Westphalie « Allemands et Polonais¹⁶⁴ », en Bavière « Colonisation allemande à l'Est – Polonais et Allemands¹⁶⁵ ». De façon tout à fait traditionnelle sont traitées, de prime abord, les raisons qui poussèrent les colons allemands à migrer vers l'Est, puis est abordé l'accueil que les princes polonais leur réservèrent. Sur les troisième et quatrième pages, on en vient aux « sujets qui fâchent », notamment au rôle de l'Ordre teutonique, dont les méthodes sont exposées sous un jour clairement négatif. Sa guerre d'évangélisation entre Vistule et Niémen, c'est-à-dire dans ce qui devint plus tard la Prusse

¹⁵⁷ Pour la France, c'est la maison Nathan qui s'en est chargé : Geiss, Peter, Le Quintrec, Guillaume (sous la direction de), *Histoire/Geschichte/L'Europe et le monde depuis 1945/Manuel d'histoire franco-allemand/Terminales L/ES/S*, Nathan/Klett, Paris, 2006, 336 p.

¹⁵⁸ *Geschichte und Geschehen*.

¹⁵⁹ Brückmann, Asmut, *Geschichte und Geschehen*, Gymnasium, NRW, tome 2, Klett, 2004, 280 p. À partir d'ici nous désignerons les ouvrages de cette collection GeGe.

¹⁶⁰ « *Polen und Tschechen – Nachbarn im Osten* », Berlochner, Ludwig, GeGe, tome 2, Gymnasium, Bavière, Klett, Stuttgart, Leipzig, 2005, p. 93-95.

¹⁶¹ *Ibid.* p. 94.

¹⁶² *Ibid.* p. 95.

¹⁶³ Christoph Kunz, Hans-Otto Regenhardt, Claudia Tatsch (sous la direction de), FG, NRW, Band 2, Cornelsen, Berlin, 2001, p. 160-165 ainsi que Franz Hofmeier & Hans-Otto Regenhardt, FG, Bavière, Band 2, Cornelsen Berlin, 2005, p. 128-133.

¹⁶⁴ « *Deutsche und Polen* », FG, NRW, Band 2.

¹⁶⁵ « *Deutsche Ostsiedlung – Polen und Deutsche* », FG, Bavière, Band 2.

orientale (dont le nom n'apparaît pas), puis leur poursuite de buts militaires et politiques à Dantzig et en Poméranie sont présentées de telle manière que les élèves ne peuvent le voir autrement que comme un important facteur de troubles entre Allemands et Polonais. Cette donnée, s'agissant de l'édition bavaroise, est explicitement rappelée dans un encadré présentant les « connaissances fondamentales¹⁶⁶ », à la quatrième page du dossier, ainsi qu'en fin de manuel, dans les pages consacrées au récapitulatif de toutes les connaissances fondamentales contenues dans l'ouvrage¹⁶⁷. Notons également que l'édition rhénane est dotée d'une jaquette, sur laquelle on peut voir une chronologie pays par pays, dans laquelle la survenue de l'Ordre teutonique, puis son passage sous suzeraineté polonaise, sont indiqués dans la colonne consacrée à la Pologne. Une affectation qui ne correspond en rien à la vision de l'histoire telle que véhiculée par les associations de réfugiés.

Dans les deux éditions les élèves se voient poser la question du pourquoi de la présence d'une minorité allemande en Pologne aujourd'hui. Cette question se rapporte à une photo de 1993 représentant des danseurs en costume traditionnel sous-titrée « Minorité allemande en Pologne (Olsztynek/Hohenstein¹⁶⁸) ». Il se trouve que cette ville se trouve dans l'ex-Prusse orientale, mais cette donnée n'est pas précisée.

Une autre question invite le lecteur à se demander quels pourraient être les problèmes entre Allemands et Polonais qui trouveraient leur source dans des événements ou processus historiques.

Une autre encore, dans l'édition rhénane exclusivement, propose de comparer la situation des travailleurs immigrés dans l'Allemagne contemporaine et celle des colons d'Europe orientale au Moyen-Âge, puis l'élève est invité à prendre position quant à la dissemblance ou la similitude des deux situations.

Enfin, les cinquième et sixième pages consistent en un atelier intitulé « méthodes » pour la Bavière et (« atelier¹⁶⁹ ») pour la Rhénanie du Nord-Westphalie. Il y est principalement question de l'exploitation d'une carte historique. L'exemple choisi concerne la colonisation de l'Est et retrace la progression du peuplement allemand vers l'Est au Moyen-Âge. On y voit l'Etat de l'Ordre teutonique ainsi que, hachuré, le « domaine où résident des peuples slaves¹⁷⁰ ». De façon erronée, le territoire de la future Prusse orientale est hachuré alors qu'il était peuplé, originellement, de Baltes. Une erreur qui survient relativement fréquemment dans les manuels allemands.

S'agissant des thématiques de la colonisation allemande à l'Est et de l'Ordre teutonique, leur présence est très variable selon les éditeurs et les régions. Lorsque ces sujets sont abordés,

¹⁶⁶ *Ibid.* p. 131 : « Grundwissen ».

¹⁶⁷ *Ibid.* p. 272. Par ailleurs, en page 137, dans le récapitulatif de chapitre, est rappelé à nouveau en quoi consistait la colonisation de l'Est et en quoi consistait le rôle de l'Ordre teutonique.

¹⁶⁸ « *Deutsche Minderheit in Polen (Olsztynek/Hohenstein)* », FG, NRW, Band 2, p. 160, FG, Bavière, Band 2, p. 128.

¹⁶⁹ Respectivement « *Workshop* », p. 164-165 et « *Methoden* », p. 132-133.

¹⁷⁰ *Ibid.*, p. 164 et p. 132 : « *Siedlungsgebiet slawischer Völker* ».

on ne note pas de différences majeures dans leur présentation. On ne peut que constater le jour négatif, voire très négatif, sous lequel est présenté l'Ordre teutonique, fauteur de troubles dans les relations germano-polonaises. Un constat particulièrement valable pour Cornelsen au *Gymnasium*. S'agissant de la colonisation de l'Est, elle est toujours décrite comme un phénomène trouvant sa source dans la surpopulation à l'Ouest et le besoin des princes polonais, principalement, de colons pour mettre en valeur leurs territoires¹⁷¹. Certains ouvrages (Cornelsen pour la *Realschule*) évoquent la fin tragique de la présence allemande en Europe orientale, d'autres (Cornelsen pour le *Gymnasium*) posent la question de l'existence d'une minorité allemande aujourd'hui en Pologne.

S'agissant des manuels édités chez Klett, ils ne traitent pas du sujet dans leur version rhénane, ni en *Realschule*, ni en *Gymnasium*, alors que c'est le cas dans les deux types d'établissements en Bavière. Quoi qu'il en soit, globalement, cette maison d'édition consacre significativement moins de place à ce sujet que son homologue¹⁷².

b. Fuite et Expulsion

Nous effectuons ici, dans le cadre de notre recherche, une avancée très importante dans le temps. Nous passons directement à la fin de la présence allemande dans ce qui était devenu, entre-temps, la Prusse orientale et l'Est du *Reich*, plus globalement, ce que certains continuent à appeler « Allemagne de l'Est¹⁷³ », dénomination qui commença à tomber en désuétude avec la création de la RFA et de la RDA, mais qui est encore utilisée dans le milieu des associations de réfugiés. Notons que cet épisode de l'histoire allemande est, de loin, celui qui, concernant notre thématique, a la plus grande actualité, au sens courant que le terme a pris ces dernières années. C'est-à-dire que c'est sur lui que se penchent les médias et sur lui que se concentre le débat public.

Sur la problématique spécifique de Fuite et Expulsion, on dispose d'une étude comparative impliquant les manuels parus jusqu'en 2004. Publiée en 2007 dans les collections du Georg-Eckert-Institut, elle s'intitule, *L'expulsion des Allemands d'Europe centrale et orientale/Culture mémorielle allemande et tchèque, un comparatif*¹⁷⁴. La partie consacrée aux manuels tchèques ne nous concerne pas directement, mais l'angle donné à cette étude et les résultats qui en sont issus confirment d'emblée une impression déjà laissée par les manuels allemands concernant la colonisation de l'Est et énoncée plus haut : la problématique tchèque/sudète est très souvent absente, à l'exception bien compréhensible de la Bavière. Pour au moins deux raisons aisément compréhensibles : la proximité géographique et l'arrivée de très nombreux réfugiés sudètes dans

¹⁷¹ La Bohême trouve sa place dans certains des manuels bavarois.

¹⁷² Deux à trois pages, contre quatre à sept chez Cornelsen.

¹⁷³ « *Ostdeutschland* », voir première partie de ce travail.

¹⁷⁴ Benthin, Madlen, *Die Vertreibung der Deutschen aus Ostmitteleuropa/Deutsche und tschechische Erinnerungskultur im Vergleich*, Studien zur internationalen Schulbuchforschung, Schriftenreihe des Georg-Eckert-Instituts, Band 120, Verlag Hahnsche Buchhandlung, Hanovre, 2007, 155 p.

la région après 1945, ainsi que l'orientation conservatrice de la Bavière, en matière politique générale, mais également en matière de politique mémorielle vis-à-vis des réfugiés (présence systématique de dirigeants bavarois de haut-niveau au rassemblement des Réfugiés, partenariat avec certaines *Landsmannschaften*, etc).

Tout d'abord, notons que le choix des mots (un sujet discuté et disputé depuis la publication des recommandations de la commission germano-polonaise sur les manuels scolaires au milieu des années 1970) est variable, d'un ouvrage à l'autre, d'un éditeur à l'autre et, parfois, d'une région à l'autre. Quoiqu'il en soit, l'étude des manuels sélectionnés pour cette étude particulière confirme les résultats obtenus par Gauger sur un corpus plus conséquent : les mots « fuite » et « expulsion¹⁷⁵ » tendent à prendre le pas sur d'autres termes. Benthin note que le terme « réinstallation (forcée¹⁷⁶) », domine dans les années 1980. Ajoutons que, dans les manuels que nous avons sélectionnés pour notre travail, on ne le rencontre pas. Bien entendu, les deux termes précités ne sont pas les seuls à être employés, on trouve également « sans petite patrie¹⁷⁷ », « dans des conditions de vie misérables¹⁷⁸ », ou encore « retour chez soi¹⁷⁹ ». Pour autant, la majorité des termes employés sont, soit « fuite » et « expulsion » seuls, ou tous deux ensembles pour former l'expression figée « Fuite et Expulsion », soit des dérivés de ces deux mots : « réfugié », « expulsé¹⁸⁰ », etc.

Cette progressive fixation sur les termes/sur l'expression « Fuite et Expulsion » n'est pas anodine puisqu'arriver à l'utilisation majoritaire de ce(s) terme(s) indique qu'on assiste à la formation d'un consensus tacite sur la dénomination du phénomène, processus que l'on peut considérer comme le premier pas vers la constitution d'un lieu de mémoire unifié, processus qui n'est certes pas encore arrivé à son terme, mais qui connaît, depuis dix ans maintenant, une phase de grande accélération¹⁸¹. Il est concomitant au retour du sujet dans l'espace public et l'expression a tendance, chez certains, à devenir un objet en soi, détaché des faits mêmes qu'elle désigne. Quoiqu'il en soit, elle trouve de plus en plus son chemin dans les manuels, excluant progressivement les autres dénominations, à tel point que certains manuels consacrent, désormais, à cet événement historique un de ces encadrés dans lesquels sont, en quelques lignes, définis les concepts fondamentaux¹⁸². Fuite et Expulsion acquièrent donc petit à petit ce statut de concept fondamental.

¹⁷⁵ « *Flucht* » et « *Vertreibung* ».

¹⁷⁶ « (*Zwangs*)-*Umsiedlung* », Benthin, Madlen, *Die Vertreibung der Deutschen aus Ostmitteleuropa/Deutsche und tschechische Erinnerungskultur im Vergleich*, Studien zur internationalen Schulbuchforschung, Schriftenreihe des Georg-Eckert-Instituts, Band 120, Verlag Hahnsche Buchhandlung, Hanovre, 2007, p. 58.

¹⁷⁷ « *Heimatlos* », Bender Daniela, GeGe, Bayern, Band 4, Klett, Leipzig, 2005, 344 p., ici p. 90.

¹⁷⁸ « *Ohne Existenz* », Robl, Johan-Wolfgang, (sous la direction de), ZR, Bavière, 9, Klett, Leipzig, Stuttgart, Dusseldorf, 2003, 199 p., ici, p. 168.

¹⁷⁹ « *Heimkehr* », Tatsch, Claudia, Regenhardt, Hans-Otto, FG, NRW, Band 4, « Vom Ende des Ersten Weltkrieges bis zur Gegenwart », Cornelsen, Berlin, 2003, 344 p.

¹⁸⁰ « *Flüchtling* », « *Vertriebene* ».

¹⁸¹ Voir dans la deuxième partie, II, les débats autour du Centre contre les expulsions.

¹⁸² Hofmeier, Franz, Regenhardt, Hans-Otto, FG, Bavière, Band 4, « Vom Ende der Weimarer Republik bis in die 1960er Jahre », Cornelsen, Berlin, 2007, 231 p., ici p. 100 ; ou encore, GeGe, Bavière, Band 4, Klett, Leipzig, 2005, p. 91. Ce phénomène est donc constatable dans les ouvrages des deux maisons d'édition sélectionnées.

Au diptyque Fuite et Expulsion, on pourrait ajouter intégration, un sujet traité dans tous les manuels et qui apparaît souvent en complément des deux premiers, comme en témoigne l'exposition de La Maison allemande de l'histoire évoquée dans les parties précédentes¹⁸³. À une seule exception¹⁸⁴, tous les manuels sélectionnés consacrent un dossier à la fuite et l'expulsion. Le dossier en question embrasse souvent une thématique plus large, mais l'épisode en constitue une partie importante. Les dénominateurs communs de la présentation de cette thématique sont :

- tout d'abord une approche résolument attachée à la pluralité des perspectives (c'était déjà le cas, de façon éclatante, pour la colonisation de l'Est) :
 - on présente des points de vue allemands bien sûr, mais également des points de vue polonais voire tchèques¹⁸⁵, ou encore l'opinion ou les décrets de responsables alliés ou centre-européens¹⁸⁶,
 - dans la même direction, on présente Fuite et Expulsion comme un événement universel, en tout cas commun à beaucoup d'Européens au XX^{ème} siècle (on dépasse parfois même les frontières de l'Europe), comme un événement qui rapproche, autant qu'il divise : « mais il n'y eut pas que des Allemands forcés à quitter leur *Heimat*¹⁸⁷ ». On invite également les élèves à comparer les expulsions d'après 1945 avec des exemples contemporains : les Balkans et certains pays africains ne manqueront pas d'être cités dans ce cadre. Enfin, on note la présence d'une carte synthétique sur les mouvements de population après 1945 en Europe dans quasiment tous les manuels¹⁸⁸.
- l'auteur du manuel, quand il écrit lui-même sur le sujet, se garde de donner une interprétation ou de prendre position, il en laisse la charge au lecteur, il l'y invite en tout cas,
- on note, depuis le début des années 1990, une valorisation croissante des expériences individuelles :
 - appel fait à l'*oral-history*, activités consistant à réaliser un entretien avec des personnes ayant vécu ces événements. C'est particulièrement vrai en Bavière où l'on retrouve assez souvent un dossier particulier consacré aux réfugiés dans la région. C'est avant tout sur l'intégration qu'est mis l'accent, surtout celle des Sudètes, naturellement, puisque ceux-ci se sont vu conférer le titre de quatrième tribu de Bavière (les Silésiens sont également cités, à l'occasion, ce qui n'est pas le cas des Prussiens orientaux¹⁸⁹),

¹⁸³ Voir le catalogue de l'exposition en question : Stiftung Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland, *Flucht, Vertreibung, Integration*, Kerber Verlag, Bielefeld, 2006, 208 p.

¹⁸⁴ GeGe, NRW, 4.

¹⁸⁵ ZR, Bavière, 9, p. 169.

¹⁸⁶ EV, Bavière, 9, p. 219 : avis d'expulsion tchèque.

¹⁸⁷ « *Aber nicht nur Deutsche mußten ihre Heimat verlassen* », ZR, NRW 3, p. 146.

¹⁸⁸ EV, NRW, 4, p. 118 ; ZR, Bavière, 9, p. 168 ; GeGe, Bavière, 4, p. 92, entre autres.

¹⁸⁹ ZR, Bavière, 10, p. 30-33 : « *Regionalgeschichte : Vertriebene in Bayern/Flucht und Vertreibung in Zeitzeugenberichten* » (« Histoire régionale : les expulsés en Bavière/Fuite et Expulsion, récit de témoins ») ; GeGe, Bavière, 4, p. 103-105 : « *Vertiefung/Zwei Millionen Flüchtlinge und Vertriebene in Bayern* » (« Approfondissement/ Deux millions de réfugiés et d'expulsés en Bavière »).

- dans le cadre de ce que certains chercheurs ou commentateurs appellent le « *der [...] neue deutsche Opferdiskurs* », « nouveau discours victimaire allemand¹⁹⁰ » de la fin des années 1990, on présente également les mesures d'intégration mises en œuvre par le gouvernement de RFA telles qu'elles furent reçues par leurs destinataires et non plus seulement d'en haut, comme conçues à Bonn. On suggère également aux élèves de se mettre à la place de ceux qui subirent ces événements, ce qui n'était pas le cas par le passé¹⁹¹.
- comme nous l'avons précisé¹⁹², la majorité des ouvrages que nous avons sélectionnés présentent le sujet dans son cadre chronologique, tandis que d'autres le font uniquement (ou également) dans des parties thématiques, soit sur le sujet des migrations¹⁹³, soit sur celui des relations germano-polonaises (parfois germano-tchèques également), une tendance dont l'origine est antérieure aux années 2000.

De manière générale, il est peu question de la Prusse orientale en tant que telle. Il existe toutefois des exceptions. C'est ainsi qu'un manuel bavarois, retraçant l'avancée alliée à l'Ouest et à l'Est, en vient à citer quatre fois sur une seule page le nom de la province subissant la première les assauts de l'Armée rouge. Cela constitue, cependant, une exception. Dans le corps du texte, il est le plus souvent question des « territoires allemands de l'Est¹⁹⁴ ». Relativement souvent on trouve des illustrations photographiques, reproduisant des convois de réfugiés, tantôt sans indications géographiques, tantôt en Silésie, tantôt en Prusse orientale (avec une répartition par tiers sur les manuels étudiés). Quand dans le corps du texte il est fait mention de régions d'origine, là aussi ce sont, le plus souvent, la Silésie (en premier lieu) et la Prusse orientale qui sont citées¹⁹⁵. On note une tendance récente (manuels publiés en 2007) à détailler. Ainsi, un manuel bavarois pour le *Gymnasium* publié par Klett, dans son dossier consacré au sujet, détaille quatre origines précises et une générale : « la Prusse orientale, la Poméranie, la

¹⁹⁰ Benthin, Madlen, *Die Vertreibung der Deutschen aus Ostmitteleuropa/Deutsche und tschechische Erinnerungskultur im Vergleich*, Studien zur internationalen Schulbuchforschung, Schriftenreihe des Georg-Eckert-Instituts, Band 120, Verlag Hahnsche Buchhandlung, Hanovre, 2007, 155 p., ici p. 77 et 54-55. À ce propos, Wolfgang Höpken (ancien directeur de l'Institut Georg-Eckert) recommande toutefois la plus grande prudence avant de parler d'une « revitalisation d'un discours victimaire allemand », « *Revitalisierung eines deutschen Opferdiskurses* », il note toutefois dans la seconde partie des années 1990 qu'il y a des manuels qui se confrontent à nouveau avec le sujet, le traitent de façon plus intensive et le mettent significativement plus au premier plan qu'auparavant. Ils précisent également que le paysage des manuels scolaires est très contrasté sur ce point. Höpken, Wolfgang, « Das Thema der Vertreibung im deutschen Schulbuch », p. 107-115 in Boll, Friedhelm, Kruke, Anja (sous la direction de), *Zwangsmigration und Vertreibung/Europa im 20. Jahrhundert*, Verlag Dietz, Bonn, 2006, 240 p., ici p. 113.

¹⁹¹ ZR, Bavière 9, p. 169.

¹⁹² Voir *supra*, sous-partie précédente.

¹⁹³ FG, NRW 4, p. 288-291.

¹⁹⁴ « *Die deutschen Ostgebiete* », ZR, NRW, 3, p. 146.

¹⁹⁵ ZR, Bavière 9, p. 168, cet ouvrage est bien particulier puisqu'il précise, *expressis verbis* et dans le corps du texte, « qu'à la Conférence de Potsdam, les Alliés américains et britanniques donnèrent leur accord, de manière rétroactive, à l'annexion de Königsberg et de la partie nord de la Prusse orientale par l'Union soviétique. », « *Auf der Potsdamer Konferenz stimmten die englischen und amerikanischen Alliierten rückwirkend der Aneignung Königsbergs und der nördlichen Teile Ostpreußens durch die Sowjetunion zu.* » P. 168 également.

Silésie, le Pays des Sudètes et d'autres parties de l'Europe centre-orientale et du Sud-est¹⁹⁶ », tandis que l'ouvrage rhénan pour la *Realschule* édité par Cornelsen en détaille cinq : « Prusse orientale, Poméranie, Brandebourg, Silésie et Dantzig¹⁹⁷ ». On note également la réapparition de la Charte des Expulsés, le document par lequel le renoncement à la violence avait été, en 1950, publiquement et solennellement déclaré par les associations de réfugiés. Les manuels ne reproduisaient plus ce document depuis de nombreuses années et voilà qu'il refait son apparition dans le *Forum Geschichte* bavarois pour la classe de dixième en *Gymnasium*, publié par Cornelsen en 2007¹⁹⁸.

Généralement, les événements sont présentés comme suit :

- fuite devant l'Armée rouge,
- expulsions sauvages,
- expulsions dans le cadre du traité de Potsdam,
- intégration difficile au départ,
- réussite exemplaire par la suite.

Précisons pour finir, que l'on retrouve l'épisode de la fuite et l'expulsion, évoqué en quelques lignes ici ou là dans les manuels, notamment à la fin du récit des événements de la Seconde Guerre mondiale, avant qu'il ne soit repris dans un chapitre spécifique.

c. Les traités avec l'Est

Ils constituent, non seulement, un tournant dans l'histoire des représentations des territoires perdus, mais bien plus encore, un des trois tournants majeurs de l'histoire de la RFA. Richard von Weizsäcker, longtemps Président fédéral (1984-1994), distingue trois tournants de ce type, qu'il nomme tous trois « *Stunde Null* », « heure zéro¹⁹⁹ », du nom qu'on donna originellement à l'immédiat après-guerre. Heure zéro, car l'Allemagne partait de rien, anéantie, aussi bien moralement qu'économiquement. Année de fondation par excellence, donc, mais également de continuation. En effet, les douze années de nazisme (ainsi que les siècles d'histoire allemande précédents) marquant, qu'elle le veuille ou non, la République neuve, dès sa naissance. 1969 est également une année de fondation et de réorientation. La nouvelle politique à l'Est, incarnée dans la personne de Willy Brandt, constitue le point de départ de rapports avec les pays

¹⁹⁶ « *Ostpreußen, Pommern, Schlesien und dem Sudetenland und anderen Teilen Ostmittel- und Südosteuropa* », GeGe, Bavière, 4, p. 90.

¹⁹⁷ « *Ostpreußen, Pommern, Brandenburg, Schlesien und Danzig* », EV, NRW, 4, p. 118.

¹⁹⁸ FG, Bavière, 4, p. 100. Précisons que la présence de cette charte dans les manuels est un des chevaux de bataille des associations de réfugiés.

¹⁹⁹ Voir von Weizsäcker, Richard, *Drei Mal Stunde Null ? 1949 · 1969 · 1989*, Berliner Taschenbuch Verlag, Berlin, 2003, 224 p.

d'Europe centrale et orientale non plus fondés sur des visions du monde juridico-théorique, mais sur la réalité du terrain et sur l'abandon de la prétention ouest-allemande à incarner seule l'Allemagne.

On a présenté le traitement de ces traités par les manuels dans les années 1970, 1980 et 1990, voyons maintenant celui que les manuels les plus récents leur réservent. Précisons tout d'abord que trois manuels n'en parlent pas²⁰⁰. Quant aux autres, ils le font dans deux types de chapitres thématiques : soit consacré à la réconciliation de l'Allemagne avec ses voisins²⁰¹, soit à la politique extérieure des deux Etats allemands²⁰² ou à la politique germano-allemande, c'est-à-dire de la RFA vis-à-vis de la RDA et réciproquement, ou encore à ces thématiques entremêlées²⁰³.

Seuls deux manuels évoquent explicitement la conséquence de la signature des traités avec l'Est quant aux territoires à l'est de l'Oder et de la Neisse. Il s'agit du manuel édité par Klett pour la *Realschule*, dans ses deux versions régionales. Avec, toutefois une étonnante différence de formulation :

- pour la Rhénanie du Nord-Westphalie : « Les traités étaient contestés en RFA, critiqués de façon véhémement par les Expulsés, ils constituaient bien un renoncement définitif à d'anciens territoires de l'Est²⁰⁴ »,
- pour la Bavière : « Ils signifiaient également le renoncement définitif aux anciens territoires allemands de l'Est, c'est pourquoi ils déclenchèrent chez beaucoup de réfugiés, mais aussi au sein de la CDU/CSU, la protestation²⁰⁵. »

Une simple différence de type d'article, indéfini dans un cas, défini dans l'autre, qui fait une différence fondamentale quant au message transmis : dans le premier cas il s'agit de territoires à l'Est, tandis que dans le second il s'agit de territoires qui sont censés être connus du lecteur, des territoires bien déterminés, les territoires (perdus) de l'Est.

Dans ces deux manuels, on évoque les débats, parfois houleux, qui accompagnèrent la ratification de ces traités, dans un autre, on voit également une photo représentant une manifestation de réfugiés signifiant leur désapprobation quant à la nouvelle politique à l'Est. Sur cette image, on discerne le blason de la Haute-Silésie, ainsi que des slogans tels que « *Verzicht ist Verrat* », « renoncer, c'est trahir²⁰⁶ » et d'autres, expressément hostiles à Willy Brandt, en particulier. Dans ce même manuel est signalée, sans ambiguïté, la conséquence

²⁰⁰ Les deux bavarois pour le *Gymnasium* et le EV de NRW.

²⁰¹ ZR, NRW, 3, p. 166-167 : « *Freundschaft und Aussöhnung* ».

²⁰² GeGe, NRW, 4, p. 214-219 : « *Die Außenpolitik der beiden deutschen Staaten* » et p. 223-227 : « *Zwei Staaten – eine Nation ?* ».

²⁰³ ZR, Bavière, 4, p. 52-53 : « *Westdeutsche Außenpolitik im Zeichen der Versöhnung* ».

²⁰⁴ Nous soulignons, ZR, NRW, 3, p. 166 : « *Die Verträge waren innenpolitisch umstritten, wurden insbesondere von den Heimatvertriebenen heftig kritisiert, bedeuteten sie doch einen endgültigen Verzicht auf ehemalige Ostgebiete.* »

²⁰⁵ Nous soulignons, ZR, Bavière, 4, p. 52 : « *Sie bedeuteten aber auch den endgültigen Verzicht auf die ehemals deutschen Ostgebiete. Deshalb lösten sie bei vielen Vertriebenen, aber auch bei der CDU/CSU Proteste aus.* »

²⁰⁶ FG, NRW, 4, p. 220.

de la signature des traités avec l'Est : renonçant à modifier les frontières par la force, le gouvernement social-libéral reconnaissait, *de facto*, « les lignes frontières issues de la Seconde Guerre mondiale et l'appartenance des anciens territoires allemands de l'Est à la Pologne et à l'Union soviétique²⁰⁷ ».

Quoi qu'il en soit, dans la plupart des manuels, il n'est pas expressément question de ces traités. Seules la reconnaissance des réalités politiques en Europe, celle du *statu quo* et celle, *de facto*, de la frontière sur l'Oder-Neisse sont citées. Le corollaire de cette reconnaissance : le renoncement aux territoires de l'Est, n'est pas évoqué²⁰⁸.

Quand on en vient au chapitre consacré aux relations germano-allemandes, il n'est jamais question des territoires perdus, preuve, s'il en fallait, qu'ils ne sont aucunement envisagés dans les perspectives de réunification, exclusivement restreintes à la RFA et à la RDA. Une donnée que nous verrons confirmée dans le prochain point traitant, justement, de la réunification.

Tirant un bilan sur le point des traités avec l'Est, on peut dire que les manuels les plus récents sont ceux qui en parlent le moins. On peut dire également que le sujet est, le plus souvent, ignoré en Bavière et que l'évocation de la conséquence de leur signature quant à la perte des territoires de l'Est est également, la plupart du temps, absente. Les manuels qui l'évoquent (en quelques mots), précisent, dans le même souffle, que les débats autour de ces traités furent très engagés. On note qu'un manuel consacre une série d'activités à la thématique. L'une d'elles consiste à se demander l'effet qu'a pu avoir le traité de Varsovie sur les réfugiés, une incitation à se mettre à leur place, certes, dans d'autres manuels, mais pas dans le cadre de cette thématique là²⁰⁹.

Enfin, précisons que dans les pages de ceux qui les évoquent dans ce cadre, les territoires perdus ne sont jamais énumérés, ils forment un bloc compact et indistinct.

d. La réunification

Il s'agit du tournant par excellence, en allemand « *die Wende* ». La reconnaissance de ses frontières par l'Allemagne unie est désormais pleinement valable (*de facto et de jure*). Les ambiguïtés qui persistaient (en droit) encore après la signature des traités du début des années 1970 sont levées, définitivement. La position juridique de l'Allemagne correspond à la réalité du terrain, et celle-ci à la traduction cartographique usuelle de la situation, telle que vue par Polonais et Allemands.

Dans les collections que nous avons sélectionnées, certaines n'ont fait paraître leur

²⁰⁷ « *Die durch den Zweiten Weltkrieg geschaffenen Grenzlinien und die Zugehörigkeit der ehemaligen deutschen Ostgebiete zu Polen bzw. der Sowjetunion* », *ibid*.

²⁰⁸ ÉV, Bavière, 10, p. 124-125 ainsi que GeGe, NRW, 4, p. 216-217.

²⁰⁹ ZR, Bavière, 4, p. 53.

dernier exemplaire, celui qui court jusqu'à la période contemporaine, que courant 2008 (manuels bavaois pour le *Gymnasium* chez Klett et chez Cornelsen), c'est-à-dire après la clôture de notre *corpus*. Nous ne pourrons donc pas nous exprimer sur le contenu spécifique de ces manuels quant à la réunification. On a toutefois pu avoir, par le biais des sites internet des deux éditeurs, un aperçu de la table des matières des différents ouvrages. Ils consacrent tous, au moins, une double page à cette thématique. C'est-à-dire à peu près autant que leurs *alter ego* publiés avant 2008. Quoi qu'il en soit, pour notre thématique spécifique, le contenu des manuels étudiés est très homogène : aucune mention explicite des territoires perdus n'y est faite. Est évoquée la confirmation définitive du tracé de la frontière occidentale de la Pologne : « les frontières avec les pays voisins, la Pologne en particulier, furent reconnues comme définitives²¹⁰ ». Un autre manuel propose un récapitulatif sur une colonne des traités de réunification, notamment sur le traité 4+2 : « 12 septembre 1990 'traité 4+2'. Les quatre puissances victorieuses approuvent la réunification des deux Etats allemands. L'Allemagne reconnaît la frontière Oder-Neisse avec la Pologne comme la liant du point de vue du droit international²¹¹. »

Les autres manuels²¹² proposent tous un tableau récapitulatif succinct, ou des extraits, du traité 4+2, notamment les articles stipulant :

- que l'Allemagne réunifiée se compose des territoires de la RFA et de la RDA ainsi que de Berlin dans sa totalité,
- qu'elle confirme par traité avec la Pologne le tracé de la frontière entre les deux pays le long de l'ancienne frontière de la RDA,
- qu'elle n'a aucune revendication territoriale vis-à-vis de quiconque, et qu'elle n'en aura pas à l'avenir.

Dans aucun de ces manuels ne sont thématiques la perte ou le renoncement aux territoires de l'Est, contrairement à ce qui était fait s'agissant des traités avec l'Est des années 1970. Voilà donc une confirmation supplémentaire, s'il en était besoin, que la situation sur le terrain est considérée comme définitive après la signature de ces traités et que ceux du début des années 1990, scellant la réunification de l'Allemagne, ne font que confirmer, *de jure*, une situation déjà acquise. Les manuels de l'après 2000 ne présentent, sur ce point, ni innovation ni évolution, comparés à leurs prédécesseurs des années 1980 et 1990.

²¹⁰ « Die Grenzen zu den Nachbarstaaten, besonders Polen, wurden als endgültig anerkannt », ZR, Bavière, 4, p. 92, corps du texte.

²¹¹ « 12. September 1990 'Zwei-plus-vier-Vertrag'. Die vier Siegermächte stimmen der Vereinigung der beiden deutschen Staaten zu. Deutschland erkennt die Oder-Neiße-Grenze zu Polen völkerrechtlich verbindlich an. » Suivant là l'adage *pacta sunt servanda*, FG, NRW 4, p. 246.

²¹² EV, Bavière, 4, p. 172 ; GeGe, NRW, 4, p. 266

2. Présence et représentations de la Prusse orientale en dehors des quatre périodes sélectionnées

En dehors des périodes sélectionnées, il existe des traces de la Prusse orientale à différentes époques. La principale présence est, comme nous l'avons précisé, celle que l'on trouve (ou pas) sur les cartes. Mais ce n'est pas la seule. Dans les documents d'illustration des textes de l'auteur, textes d'époque, de commentateurs, affiches, photos, etc. on note, à l'occasion, la présence de la province.

a. Une présence (quasi-) continue : les cartes

Dans les manuels scolaires, on pourrait, potentiellement, voir la province sur des cartes retraçant des situations du Moyen-Âge jusqu'en 1990, puisque, si elle ne fait pas partie du Saint-Empire romain-germanique, elle est dirigée par l'Ordre teutonique (jusqu'à la Réforme) et cet ordre est, par essence, germanique. Par la suite, elle fut quelques temps sous suzeraineté polonaise, mais ses princes restaient allemands. Enfin, son appartenance au Prince-Electeur de Brandebourg à partir de 1618 en fait durablement un territoire rattaché à l'aire germanique... jusqu'en 1945, lorsqu'elle est placée sous administration polonaise et russe (le territoire de Memel retournant à la Lituanie qui l'avait annexé quelques années après la fin du premier conflit mondial²¹³). Dans le système de représentations de la RFA (en tant qu'Etat) jusqu'en 1990, les territoires à l'est de l'Oder-Neisse sont considérés, juridiquement, comme sous administration polonaise/russe, jusqu'à la signature d'un traité de paix, il est donc envisageable de représenter l'Allemagne d'avant 1990 avec (simple mention), ou bien même dans ses frontières de 1937. Dans les faits, nous l'avons vu, ce type de représentations avait disparu dans les années 1970 ou, au plus tard, dans les années 1980, nous n'en rencontrerons donc pas. Cependant sur certaines cartes représentant la situation entre 1945 et 1949 ces frontières seront indiquées et elles « disparaîtront » après 1949, c'est-à-dire à la fondation de la RFA et de la RDA qui redonneront une existence étatique tangible à l'Allemagne²¹⁴. À de très rares occasions, on peut encore les discerner. Il faut y consacrer une grande attention, voire les chercher expressément, puisque la carte concernant la formation des blocs après la Seconde Guerre mondiale²¹⁵, par exemple, n'a, *a priori*, que peu à voir avec la situation territoriale de l'Allemagne. Quoiqu'il en soit, très peu d'élèves consacreront tant d'attention au document en question, de plus, quand bien même

²¹³ S'agissant de l'évolution territoriale de l'électorat de Brandebourg qui deviendra le Royaume de Prusse, voir Korff, Gottfried (sous la direction de), *Preußen/Versuch einer Bilanz/Ausstellungsführer*, premier tome, Rohwolt, Rheinbeck près de Hambourg, 1981, p. 31, 33, 35, 39 et 41.

²¹⁴ Hofmeier, Franz, Regenhardt, Hans-Otto, FG, NRW, « Vom Ende des Ersten Weltkrieges bis zur Gegenwart », Cornelsen, Berlin, 2003, p. 199, carte intitulée « *Mitteleuropa 1945-1949* », une carte que l'on retrouve dans l'édition bavaroise de l'ouvrage, p. 102.

²¹⁵ Berger von der Heide, Thomas, Oomen, Hans-Gert (sous la direction de), EV, tome 4, « Von der russischen Oktoberrevolution bis zur Gegenwart », Cornelsen, Berlin, 2007, p. 175. Manuel pour la *Realschule* en Rhénanie du Nord-Westphalie. On retrouve la même carte dans l'édition bavaroise de ce manuel, p. 46.

feraient-ils cet effort, très peu sont conscients de l'existence même d'un débat (potentiel) quant à ces frontières. Sur un sujet voisin, un autre éditeur choisira de ne pas indiquer ces fameuses frontières de 1937. On voit sur ce point précis, que les représentations ne sont pas unitaires. On peut, d'ores et déjà, annoncer que la présence ou l'absence de la Prusse orientale d'une carte à l'autre ne répond qu'à l'occasion à une logique identifiable : appartenance ou non à la sphère germanique puis à l'Etat allemand, mais, le reste du temps, ne répond à aucune logique vraiment solide ou identifiable. On peut même s'apercevoir, en comparant les versions régionales d'un même manuel, que les différences de maquette de l'un et de l'autre sont la raison effective pour laquelle une carte peut être coupée sur un méridien antérieur à celui qui passe à l'est de la Prusse orientale, l'excluant ainsi de la carte. La présence de la province sur chaque carte répond donc à des critères tantôt rationnels et/ou à une intention identifiable, tantôt à des contingences techniques de mise en page ou, semble-t-il, aux « règles » du hasard.

Sur les cartes qui s'étendent suffisamment à l'Est et au Nord, la présence de la Prusse orientale est détectable de plusieurs façons.

De façon directe :

- l'inscription de son nom directement à son emplacement,
- l'inscription de la mention *Preußen* (puisque c'est le nom originel de ce territoire qui donna son nom au Royaume tout entier). Cette mention redouble, à partir du XVII^{ème} siècle, celle qui concerne tous les territoires des Hohenzollern qui, eux aussi, portent le nom de Prusse,
- la simple indication des frontières de la Prusse orientale, qui, pour un œil entraîné, sont immédiatement reconnaissables, plus facilement encore pendant les périodes lors desquelles elle est une île de germanité indiquée, presque toujours, en bleu, comme le Brandebourg et la Prusse en général, alors que les territoires adjacents sont souvent marqués en vert ou en blanc (absence de marquage de couleur). Ces périodes concernent la plus grande partie du second millénaire après J.C. : la période de domination de l'Ordre teutonique, en passant par celle s'étendant de l'acquisition de la province par les Hohenzollern au début du XVII^{ème} siècle, jusqu'en 1945 et la perte de la province, à l'exclusion de la période comprise entre l'acquisition de la Prusse occidentale par le Royaume de Prusse en 1772 lors du premier partage de la Pologne et celle de 1918/1920, après la création du corridor de Dantzig. Hors cette dernière période pendant laquelle existe une continuité territoriale, la province est toujours une sorte d'île, ce qui rend sa silhouette particulièrement visible²¹⁶.

²¹⁶ Korff, Gottfried, *op. cit.* p. 34.

De façon indirecte :

- par l'indication de villes est-prussiennes, au premier rang desquelles Königsberg sa capitale, ou bien Allenstein, ville de Mazurie associée au nom de Copernic, ou d'autres encore,
- par l'indication du nom de territoires de la province : le territoire de Memel est souvent indiqué *expressis verbis* suite à sa mise sous statut international après la Seconde Guerre mondiale et son annexion en 1923 par la Lituanie, parfois, le nom de la Mazurie est également visible,
- par l'indication de monuments architecturaux exceptionnels, citons ici la *Marienburg*, château de l'Ordre teutonique,
- par l'inscription du nom des tribus habitant ces régions au haut Moyen-Âge, en l'occurrence les *Pruzen*, tribu balte,
- par l'inscription sur ces territoires de la mention *Deutscher Orden*, Ordre teutonique, automatiquement associé à la Prusse orientale, par toute personne connaissant cet ordre de chevalerie.

Rares sont les cartes sur lesquelles est nommément fait mention de la Prusse orientale, c'est donc, la plupart du temps, de façon plus ou moins détournée que l'on peut, malgré tout, la distinguer, ou, du moins, distinguer les traces ou indices de sa présence. Bien souvent on pourra donc parler, au plus, d'une présence, ou d'une présentation « subliminale », puisque seule sa silhouette donne à voir la Prusse orientale. Nous n'employons en aucun cas ce terme (« subliminale ») pour sous-entendre qu'il y aurait une intention cachée de fixer, malgré tout, par ce biais, le souvenir de la Prusse orientale. Il s'agit simplement de déterminer par quelles voies les élèves ont l'opportunité matérielle de faire la rencontre de la province. Un exercice auquel, naturellement, ne se livrent que très peu d'élèves, puisque, pour, cela il leur faudrait une motivation particulière, voire une conscience préalable de l'existence de cette entité historique. Deux éléments qui, nous le verrons, font largement défaut. Cependant la possibilité d'une telle rencontre est tout à fait possible, par un nombre de voies limité certes, mais pas nul.

S'agissant des cartes, nous avons découpé l'histoire en neuf parties, *a posteriori*, c'est-à-dire après l'examen du contenu des manuels, il n'est donc adapté qu'à ceux-ci :

1. Carte des temps pré-germaniques
2. Carte de l'époque de l'Etat de l'Ordre teutonique
3. Carte des confessions pour l'année 1555 et la Guerre de Trente Ans
4. Cartes figurant l'époque postérieure à l'acquisition de la Prusse par l'Electeur de Brandebourg (en 1618)

5. L'entre-deux-guerres
6. 1938-1945
7. 1945-1949
8. L'après 1949
9. La situation actuelle

1. Les temps pré-germaniques, s'agissant de la Prusse orientale, sont ceux qui précèdent l'arrivée de l'Ordre teutonique dans ces régions. C'est l'époque des tribus baltes, notamment des *Pruzzen*, dont on sait peu de choses²¹⁷. Des cartes de cette époque où l'on distingue la région et où un indice sur ses caractéristiques propres en laisse deviner l'existence, on n'en trouve que dans un manuel sélectionné sur deux, un peu plus souvent pour le *Gymnasium* que pour la *Realschule*, pour la Rhénanie du Nord plutôt que pour la Bavière. Parfois, sur la deuxième de couverture et sur la page de garde se trouve une carte intitulée : « L'Europe au haut Moyen-Âge (vers l'an mil²¹⁸) », nous en reproduisons la partie significative à la page suivante. On peut également trouver une carte de l'extension du christianisme entre 300 et 1054. Les Vieux-Prussiens y sont nommément indiqués et leur territoire est marqué de blanc, la couleur des païens²¹⁹. Sur une autre carte, celle représentant l'empire de Charlemagne, on distingue également leur territoire, en blanc, mais le nom de la tribu n'est pas indiqué, contrairement à celui des tribus slaves voisines (il est vrai que la page est consacrée aux Slaves et non aux tribus baltes²²⁰). Autrement dit, les représentations pour ces temps-là sont rares.

2. Pour l'époque de (l'Etat) de l'Ordre teutonique, XIII^{ème}, XIV^{ème} et XV^{ème} siècles, seul le manuel Klett pour la *Realschule* ne présente pas de carte digne d'être citée dans cette rubrique. Dans les manuels consacrant certaines de leurs pages à la colonisation allemande de l'Est, se trouve une carte sur laquelle les différents territoires ayant connu une colonisation de ce type sont représentés en un dégradé de couleurs selon le(s) siècle(s) au(x)quel(s) ils furent colonisés. On y reconnaît, grâce à la couleur justement, la silhouette de la future Prusse orientale. Rares sont les manuels présentant une carte de l'Etat de l'Ordre en tant que tel comme celle reproduite en double page suivante²²¹. C'est donc au détour de cartes plus générales que l'on pourra rencontrer la Prusse orientale, sous une forme ou sous une autre, par exemple, sur une carte de l'Empire ottoman, sur laquelle, de façon frappante, on voit une situation très semblable à celle de 1920²²² ! Sur une carte de l'empire des Staufer²²³, on distingue tout juste encore, dans le « coin droit en haut », notre province (tronquée toutefois), c'est également encore le cas

²¹⁷ Toomaspoeg, Kristjan, *Histoire des chevaliers Teutoniques*, Flammarion, Paris, 2001, p. 99.

²¹⁸ « *Europa im Hochmittelalter (um 1000)* », EV, NRW, 2 et FG, Bavière, 2.

²¹⁹ FG, NRW, 2, p. 24.

²²⁰ GeGe, NRW, 2, p. 76.

²²¹ EV, NRW, 2, p. 137.

²²² GeGe, Bavière, 2, p. 99.

²²³ FG, NRW 2, p. 143.



Europa im Hochmittelalter (um 1000)

Der deutsche Ordensstaat



2 Staat des Deutschen Ordens 1226–1466.

quand il s'agit de la Hanse, on y voit tout du moins Königsberg indiquée nommément²²⁴. Par contre, s'agissant de l'empire des Fugger (grande famille commerçante du sud de l'Allemagne), ou de l'installation des Juifs en Allemagne, la province est hors-cadre. Généralement, sur les cartes politiques, l'Etat de l'Ordre est indiqué, mais représenté à peine plus loin (à l'est) que Dantzig, c'est-à-dire que la Prusse orientale, ou tout du moins la province qui prendra plus tard ce nom, n'y figure qu'en partie. Soulignons également que la plupart des cartes en question sont reproduites à la fois dans la version bavaroise et la version de Rhénanie du Nord-Westphalie des différents manuels.

3. Une période importante pour notre province et pour l'Allemagne en général est celle de la Réforme, de la Paix d'Augsbourg et de la guerre de Trente ans. Ces événements sont, pour l'histoire de l'Allemagne, des plus marquants et, avant la survenue du III^{ème} *Reich* et de son cortège d'horreurs sans précédent, le dernier de ces trois événements était considéré comme le pire qui soit dans l'histoire du pays. Tous les manuels présentent une carte des « confessions en 1555²²⁵ », ou de la « division religieuse » en 1560²²⁶, ou encore « Etats et confessions en Europe (autour de 1570²²⁷) ». Sur ces différentes cartes, on voit la Prusse orientale plus ou moins bien :

- pas du tout : la carte est coupée trop à l'ouest²²⁸,
- plutôt bien, son nom étant indiqué, mais les couleurs ne la distinguant pas de son environnement immédiat²²⁹,
- extrêmement bien car, luthérienne, elle est marquée de couleur orange dans un environnement polono-lituanien resté catholique et marqué, par conséquent, en bleu ciel²³⁰, ou bien car ceinturée de rouge sur un fond clair²³¹.

La plupart des manuels propose également une carte présentant la situation à l'issue de la Guerre de Trente Ans, en 1648 : certaines représentent la Prusse orientale, d'autres non²³², et lorsque c'est le cas, jusqu'à Königsberg²³³, mais pas plus loin, à une exception près²³⁴. Cette épisodique absence peut s'expliquer par le fait que la province n'était alors pas au cœur des événements. Toutefois, les manuels qui la représentent sur ce type de carte signifient de façon visible que cette province était, à l'époque, à compter parmi les pays allemands.

²²⁴ EV, NRW, 2, p. 119.

²²⁵ « *Konfessionen in Europa um 1555* », GeGe, NRW, 2, p. 206.

²²⁶ « *Glaubenspaltung* », GeGe, Bavière, 2, p. 149.

²²⁷ « *Staaten und Konfessionen in Europa um 1570* », FG, NRW, 2, p. 229. ; FG, Bavière, 2, p. 188.

²²⁸ ZR, NRW, 1, p.189 ; EV, NRW, 2, p. 190.

²²⁹ ZR, Bavière, 1, p. 118.

²³⁰ FG, NRW, 2 et Bavière, 2, respectivement p. 229 et p. 188.

²³¹ GeGe, Bavière, 2, p. 149 ; GeGe, NRW, 2, p. 206.

²³² EV, NRW, 2, p. 203.

²³³ GeGe, NRW, 2, p. 237.

²³⁴ EV, Bavière, 2, p. 192 : la province y est visible sur « tout l'horizon » sous le nom de « *Preußen* ».

Il existe d'autres cartes traitant de cette époque, présentant par exemple le paysage universitaire à la fin du Moyen-Âge ; on y distingue Königsberg, dans une situation très périphérique là aussi²³⁵.

4. Les cartes figurant l'époque postérieure à l'acquisition de la Prusse (orientale) par l'Electeur de Brandebourg.

C'est une période longue s'étendant de 1618 à 1918, ou 1920, année où la Prusse orientale choisit de rester allemande, mais où elle est, également, séparée du *Reich* par le corridor de Dantzig, autrement dit par la Prusse occidentale (*grosso modo*) acquise par Frédéric II de Prusse lors du premier partage de la Pologne en 1772. Jusque cette année là, la Prusse orientale fait figure d'île séparée du « continent » brandebourgeois. Elle est donc très visible, lorsqu'elle est représentée sur les cartes, une situation que l'on retrouvera après 1920. Sur la plupart des cartes, les territoires prussiens sont tous indiqués en bleu ciel. Par conséquent, après 1772, on distingue moins bien la Prusse orientale qui, en tant que frontière nord-orientale du royaume de Prusse, reste tout de même une province plus visible que celles se fondant dans la masse dudit royaume.

Les cartes figurant l'Allemagne, ou l'Europe centrale, après les traités de Westphalie, c'est-à-dire à la fin de la guerre de Trente Ans, indiquent toutes, très clairement, la Prusse (orientale), alors duché fraîchement acquis par l'Electeur de Brandebourg, qui, à l'époque, ne peut se vanter d'aucun titre royal. On voit donc, en bleu ciel, cette île un peu biscornue puisque l'Ermland est alors, non seulement sous suzeraineté, mais également sous souveraineté polonaise et forme comme une sorte de bec de canard s'enfonçant dans la Prusse ducal (celle constituant un fief de la dynastie Hohenzollern), comme on peut le voir sur la carte reproduite en page suivante²³⁶.

Un certain nombre de manuels présentent des cartes retraçant l'évolution de l'Etat de Brandebourg-Prusse. La future Prusse orientale y est systématiquement bien visible, cette province ayant une superficie importante. La date de son acquisition par l'Electeur est, également, souvent indiquée²³⁷. Généralement, elle l'est par le simple mot *Preussen*, ce qui provoque une redondance, l'Etat, dans sa totalité, portant le même nom²³⁸. Un manuel, probablement pour remédier à cette ambiguïté, choisit de signaler le territoire par le nom qu'il finit par prendre plus tard : *Ostpreußen*²³⁹. D'autres manuels ne signalisent pas particulièrement ce territoire : il est simplement marqué de la même couleur que le reste de la Prusse²⁴⁰.

²³⁵ GeGe, NRW, 2, p. 231.

²³⁶ ZR, Bavière, 2, p. 26 ; EV, Bavière, 1, p. 207 : « Das 'Heilige Römische Reich Deutscher Nationen' nach dem westfälischen Frieden 1648 ».

²³⁷ EV, Bavière, 2, p. 30.

²³⁸ ZR, NRW, 2, p. 134.

²³⁹ GeGe, 3, p. 68.

²⁴⁰ FG, NRW, 3, p. 180.



Das « Heiliges Römisches Reich Deutscher Nationen » nach dem westfälischen Frieden 1648

S'agissant de l'Europe au temps de la Guerre de succession d'Espagne, la Prusse orientale y est bien visible, sans ambiguïté aucune quant à son appartenance étatique²⁴¹.

Les cartes figurant les partages de la Pologne montrent comment la Prusse orientale (dont le nom complet n'est pas indiqué) sert de noyau autour duquel on tenta avec plus ou moins de succès d'attacher des territoires polonais²⁴².

Pour la période de la Révolution française, sont souvent présentées deux cartes : l'une figurant l'Allemagne/l'Europe centrale avant 1789, l'autre l'Allemagne/l'Europe centrale entre 1806 et 1815, ou bien l'Allemagne en 1790 et en 1812. Sur ces deux couples de cartes, point de Prusse orientale, la ville la plus à l'Est que l'on distingue est Stettin, c'est-à-dire que la limite orientale de la carte suit globalement la ligne Oder-Neisse. C'est donc l'Allemagne dans ses limites actuelles qui est représentée²⁴³.

Un manuel présente les différentes possibilités qui s'offraient quant à l'unification de l'Allemagne : solution petite-allemande (sans les territoires germanophones d'Autriche), grande-allemande (avec ces territoires), grande-autrichienne (avec tous les territoires autrichiens). On y voit bien la Prusse orientale, car elle constitue à chaque fois la frontière nord-est du potentiel Etat. Son nom n'est, par contre, pas indiqué. Pour la reconnaître il faut donc, d'abord, la connaître²⁴⁴.

Enfin, un manuel présente l'industrialisation de l'Allemagne par le biais d'une carte dont la limite nord-est se situe à Elbing, c'est-à-dire juste à l'ouest de la Prusse orientale, la présence de cette dernière n'étant, apparemment, pas jugée pertinente en l'espèce²⁴⁵.

Pour ces trois siècles, on voit donc que la Prusse orientale est, tantôt considérée comme à représenter absolument, parfois pas tout à fait et parfois pas du tout. Il ne semble pas qu'il y ait, sur ce point, de différences sensibles entre éditeurs, types d'établissements et les différents *Länder*.

5. L'entre-deux-guerres²⁴⁶

6. 1938-1945

Il s'agit de l'espace-temps pendant lequel l'Allemagne nazie partit à la conquête de l'Europe, tout d'abord des territoires germaniques (ou considérés comme tel), en Autriche, en Bohême, en Pologne (le corridor de Dantzig) et en Lituanie (la ville de Memel et le territoire

²⁴¹ GeGe, Bavière, 2, p. 174 ; FG, Bavière, 2, p. 232.

²⁴² FG, NRW, 3, p. 119.

²⁴³ EV, Bavière, 2, p. 139 ; FG, Bavière, 2, p. 43. C'est à dire les deux manuels publiés par Cornelsen pour la Bavière ainsi que ZR, NRW, 2, p. 120.

²⁴⁴ EV, Bavière, 2, p. 173.

²⁴⁵ FG, Bavière, 3, p. 96.

²⁴⁶ Voir *infra* : II. B. 2. b.

circonvoisin), puis ailleurs en Europe. Sur ces cartes de conquête, on distingue souvent bien la Prusse orientale car sa situation insulaire, quoique révolue sur le terrain, persiste sur les cartes. En effet, les conquêtes sont, la plupart du temps, marquées d'une autre couleur que les territoires du *Reich* au 31 décembre 1937. Ainsi, lorsque le *Reich* dans ses frontières de 1937 est représenté en brun, la province qui nous occupe l'est aussi, tandis que le corridor et les autres territoires annexés le sont, par exemple²⁴⁷, en vert. Ce type de cartes, avec des variantes plus ou moins fortes, se retrouve dans tous les manuels que nous avons sélectionnés, souvent plusieurs fois par manuel.

On retrouve également des cartes thématiques sur lesquelles on peut distinguer la Prusse orientale et ses frontières caractéristiques, mais il s'agit, alors, d'une présence tout à fait anecdotique, c'est le cas, par exemple, des cartes retraçant le système concentrationnaire en Europe²⁴⁸.

7. 1945-1949

L'Allemagne a capitulé, il n'y a plus d'autorité et d'Etat allemands, les Alliés sont titulaires de tous les pouvoirs. Il s'agit d'une période charnière où l'on ne savait pas de quoi l'avenir de l'Allemagne serait fait.

Tout d'abord, on rencontre toutes les cartes retraçant la fuite et l'expulsion. Les manuels du *Gymnasium* en présentent tous une, sans exception, pour la *Realschule*, une seule exception, le manuel Klett pour la Rhénanie du Nord. Cela s'explique par la structure de ce manuel, il traite cet épisode historique dans un chapitre sur les migrations jusqu'à aujourd'hui. Dans ce contexte, une telle carte ne semble, en effet, pas aussi nécessaire que dans un chapitre consacré, spécifiquement, aux expulsions des Allemands après 1945²⁴⁹.

Quoi qu'il en soit, les différentes cartes présentes dans les manuels se ressemblent beaucoup : les éditeurs utilisent la plupart du temps les mêmes (ou quasiment les mêmes²⁵⁰) pour leurs différentes éditions (types d'écoles et régions). Sur ces cartes, l'accent n'est pas mis sur les populations allemandes. Il s'agit d'une perspective européenne qui ne donne, d'ailleurs, pas à voir de façon patente que les Allemands formèrent (assez nettement) le plus gros contingent des déplacés et expulsés d'après-guerre, comme on le voit sur la carte reproduite à la page suivante intitulée « *Flucht und Vertreibung in Europa 1945-1950* », « Fuite et Expulsion en Europe 1945-1950²⁵¹ ».

L'autre type de carte concernant cette période d'incertitude que l'on retrouve, retrace la situation politique de l'Allemagne à l'issue de la guerre : on y voit les trois, puis quatre zones d'occupation, les provinces dont on chassait la population allemande, placées sous administration

²⁴⁷ ZR, NRW 3, p. 76, ou encore EV, NRW, 4, p. 89.

²⁴⁸ GeGe, Bavière, 4, p. 67.

²⁴⁹ ZR, NRW, 3.

²⁵⁰ EV, NRW, 4, p. 118 et Bavière, 4, p. 218 ; FG, NRW, 4, p. 288 et Bavière, 4, p. 99.

²⁵¹ ZR, Bavière, 3, p. 168 ; EV, NRW, 4, p. 118 et Bavière, 4, p. 218.

polonaise et soviétique, ainsi que la frontière de 1938 devenue, *de facto*, théorique. Là non plus, on ne note pas de différences fondamentales entre les différents ouvrages, les représentations sont très comparables, bien qu'un peu plus soignées et complètes pour le *Gymnasium*. Précisons que toutes font mention expresse de la Prusse orientale et de Königsberg²⁵².

Il convient également de faire allusion à une carte particulièrement intéressante, celle traitant de la destruction des villes allemandes due à la guerre. En effet, elle représente l'Allemagne dans ses frontières actuelles et non dans celles de 1937, ce qui est particulièrement significatif²⁵³.

8. L'après 1949, le temps de la RFA et de la RDA

Les cartes retraçant cette époque sur lesquelles on distingue les territoires qui, auparavant, constituaient la Prusse orientale ne sont pas légion. Un seul et unique manuel, parmi ceux que nous avons sélectionnés, fait encore mention (pour la période de fondation des *Länder* à l'intérieur des zones d'occupation) du fait que la Silésie et la Poméranie (en l'occurrence, la carte n'allant pas plus loin à l'Est) sont placées sous administration polonaise et ne sont pas, purement et simplement, polonaises²⁵⁴.

Le type de carte le plus courant traite de la formation des blocs, des alliances militaires et de l'extension de la domination soviétique. Les frontières de 1937 ne sont reportées que sur les cartes du manuel *Entdecken und Verstehen*, à la fois en Bavière et Rhénanie du Nord-Westphalie²⁵⁵, les autres présentent presque tous une carte de ce type, sur laquelle, toutefois, ne sont pas reportées ces frontières²⁵⁶.

Sur d'autres cartes, on pourrait rencontrer cette frontière devenue théorique dont la mémoire et/ou la représentation ne dépassait, à l'époque, pas les frontières de la RFA. Par exemple, sur celles représentant « le changement dans les Etats d'Europe centre-orientale jusqu'en 1990²⁵⁷ », ou encore sur celles traitant de la décolonisation²⁵⁸. Mais là, pas de trace de cette frontière qui aurait été le moyen de faire perdurer une trace de(s) la province(s) perdue(s).

9. Les cartes représentant la situation après la réunification

Il y en a très peu, nous n'en avons trouvée qu'une seule pour tous les manuels choisis. Elle fait l'économie de toute indication de frontière antérieurement existante, à l'exception de

²⁵² ZR, NRW, 3, p. 147 et Bavière, 4, p. 14 ; EV, NRW, 4, p. 115 et Bavière, p. 10 ; GeGe, NRW, 4, p. 151 et Bavière, 4, p. 88 ; FG, NRW, 4, p. 199, carte également présente dans Bavière, 4.

²⁵³ EV, Bavière, 3, p. 220.

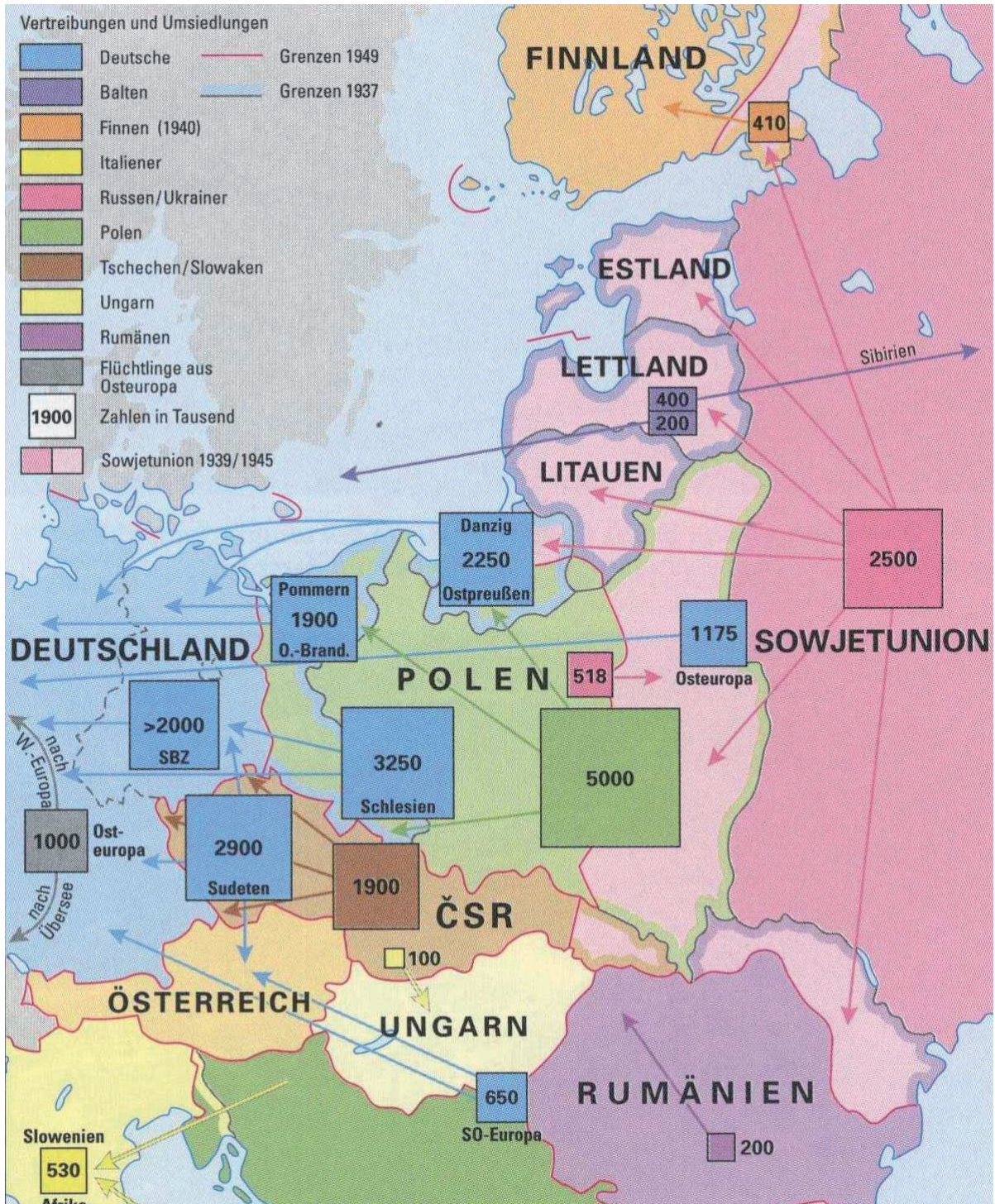
²⁵⁴ Ev, NRW, 4, p. 120 et Bavière, 4, p. 14.

²⁵⁵ Ev, NRW, 4, p. 175 et Bavière, 4, p. 46.

²⁵⁶ Par exemple ZR, NRW, 3, p. 187 ou encore GeGe, Bavière, 4, p. 109.

²⁵⁷ « *Wandel in den Staaten Ostmitteleuropa bis 1990* », FG, NRW, 4, p. 261.

²⁵⁸ FG, Bavière, 4, p. 161. Planisphère.



Flucht und Vertreibung in Europa 1945-1950

celle qui séparait RDA et RFA²⁵⁹.

b. Une (relative) absence, la Prusse orientale en 1918

« L'heure de gloire » de cette province, vue de France, est, à n'en pas douter, l'entre-deux-guerres. Les écoliers français, s'ils entendent jamais parler de l'ancienne terre des Chevaliers teutoniques, ne la rencontrent, généralement, qu'à l'occasion de sa séparation du *Reich* par le corridor de Dantzig. On leur apprend que cette séparation ne fut pas sans conséquence et qu'elle peut, entre autres, être considérée comme une des causes du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. En Allemagne, le cas de la Prusse orientale à ce moment de l'histoire n'est pas fréquemment thématiqué. On indique simplement, parmi les clauses du traité de Versailles²⁶⁰, la perte de territoires à l'Est²⁶¹, sans énumération des territoires concernés et, donc, sans précision de la séparation entre *Reich* et Prusse orientale. Cette absence dans le texte est toutefois compensée par la présence d'une ou de plusieurs cartes. La carte que l'on retrouve dans tous les manuels sélectionnés représentent l'Allemagne après la Seconde Guerre mondiale et les traités de paix parisiens. Cornelsen, pour la *Realschule* la nomme :

- « Les pertes territoriales de l'Allemagne en Europe suite au traité de Versailles », en Rhénanie du Nord-Westphalie²⁶²,
- « Les dispositions du traité de paix de Versailles » en Bavière²⁶³.

Il s'agit pourtant exactement de la même carte. Sur celle-ci est fait mention du nom des territoires perdus à l'époque, la situation « d'île », ou « d'enfant perdu », de la Prusse orientale également, mais son nom n'est pas indiqué.

Le même éditeur, pour le *Gymnasium*, présente, aussi bien en Bavière qu'en Rhénanie du Nord-Westphalie, une carte comparable intitulée « L'Allemagne après le traité de Versailles de 1919²⁶⁴ », à la différence que, sur celle-ci, le nom de la Prusse orientale est indiqué en toute lettre. En Bavière²⁶⁵, les élèves peuvent également se pencher sur une carte présente dans les manuels de l'époque de la République de Weimar, qu'on retrouve dans beaucoup d'autres manuels (par exemple dans le manuel pour le *Gymnasium* édité par Klett pour la Bavière), dont le titre est « la mutilation de l'Allemagne²⁶⁶ », et ils sont, par ailleurs, invités à se poser la

²⁵⁹ ZR, NRW, 3, p. 126. Notons que, dans les collections sélectionnées par nos soins, certains ouvrages traitant de la période contemporaine n'avaient pas paru à l'heure où nous clôturons notre bibliographie.

²⁶⁰ « *Der Versailler Vertrag, ein Diktat ?* » (« Le traité de Versailles, un *diktat* ? »), in Lutz, Bernhard, EV, Bavière, 3, Cornelsen, Berlin, 2003, 249 p., ici p. 99.

²⁶¹ Par exemple, « *Große Verluste im Osten* », « de grandes pertes à l'Est », GeGe, Bavière, 3, p. 9.

²⁶² « *Deutschlands Gebietsverluste in Europa durch den Versailler Vertrag* », EV, NRW, 4, p. 38.

²⁶³ « *Die Bestimmungen des Friedensvertrags von Versailles* », EV, Bavière, 4, p. 99.

²⁶⁴ « *Deutschland nach dem Versailler Vertrag von 1919* », in FG, NRW, 4, p. 68. Bavière, 3, p. 186.

²⁶⁵ FG, Bavière, 3, p. 213.

²⁶⁶ « *Deutschlands Verstümmelung* », GeGe, Bavière, 3, p. 151, mais pas dans son équivalent pour la Rhénanie du Nord-Westphalie. On remarque donc que, chez les deux éditeurs, cette carte n'est présentée qu'en Bavière.

question de l'intention des auteurs de cette carte.



L'objectif de ce questionnement est, bien entendu, qu'ils prennent toute la distance nécessaire avec de telles représentations. Des représentations qui, adaptées à la situation actuelle, c'est-à-dire issue, à la fois de l'après 1945 et de l'après 1990, sont toujours en circulation, mais uniquement sur les tracts de certains groupes, plus ou moins proches des associations de réfugiés, ou de l'extrême-droite, et, cela va de soi, plus jamais dans les manuels (cela depuis l'immédiat « après-seconde-guerre-mondiale »).

C'est au travers des « activités » que les professeurs pourront, s'ils le désirent, évoquer nommément la Prusse orientale. Ainsi, un ouvrage conçu pour le *Gymnasium* incite à la réflexion suivante : « à l'aide de [la carte] M1, étudie la situation territoriale de l'Allemagne en 1919. Présente des conséquences possibles pour la population²⁶⁷ ». On peut imaginer que, là, la Prusse orientale et sa situation d'isolement ne peuvent qu'être abordées. Dans la version bavaroise du même manuel, on trouve la retranscription du dernier discours de Stresemann à la SDN, dans lequel le chancelier regrette que la durée du voyage entre l'Allemagne du sud et Tokyo ait été réduite de vingt jours, mais que, en Europe, tout d'un coup, il faille s'arrêter, des heures durant, avec la locomotive, parce qu'on aborde une nouvelle frontière²⁶⁸. S'agissant de ce texte, la référence à la situation à l'abord du corridor de Dantzig n'est pas évidente, pour un élève elle n'est pas identifiable, mais pour un professeur informé elle va de soi.

Pour résumer, quand on en vient à la présentation des conséquences du premier conflit mondial et à la situation à l'issue de celui-ci, il est question, dans le corps du texte, de pertes de territoires à l'Est. Globalement, la position particulière de la Prusse orientale n'est pas directement abordée, ce qui est très étonnant. Cependant, les « activités » donnent la possibilité, à la fois au

Précisons également qu'elle n'est pas présentée (par ces éditeurs tout du moins) aux élèves de *Realschule*.

²⁶⁷ « *Erarbeite mithilfe von M1 den territorialen Zustand Deutschlands 1919. Erläutere mögliche Folgen für die Bevölkerung.* » FG, NRW, 4, p. 69.

²⁶⁸ « *[Dass Sie] sich aber in Europa selbst stundenlang mit der Lokomotive irgendwo aufhalten lassen müssen, weil eine neue Grenze kommt* », « [que vous] soyez contraint avec la locomotive de vous laisser stopper à l'intérieur même de l'Europe pendant des heures, parce que l'on arrive à une frontière », FG, Bavière, 3, p. 217.

professeur et à l'élève, d'aborder ce sujet. La situation dans les deux *Länder* sélectionnés est assez semblable. Par contre, les possibilités d'aborder le sujet particulier de la Prusse orientale dans les deux types d'établissements sont contrastées: au *Gymnasium* on dénote l'existence d'un certain nombre d'ouvertures, ce qui n'est pas le cas en *Realschule*, où le traitement reste très succinct.

Ayant passé en revue l'appareil cartographique des manuels les plus récents, nous pouvons affirmer que c'est par son intermédiaire que les élèves ont le plus de chance de « rencontrer » la Prusse orientale. En effet, pendant de nombreux siècles et à des périodes clés de l'histoire allemande, elle est représentée comme liée, plus ou moins fortement, au monde germanique, d'abord par le biais de l'Ordre teutonique et de l'Etat de ce dernier, puis par celui de l'Electorat de Brandebourg, ensuite par celui de la Prusse en général à qui elle donna même son nom et, enfin, celui du *Deutsches Reich* dans son incarnation wilhelminienne puis weimarienne²⁶⁹. La séparation de ce territoire d'avec le reste des pays allemands lui confère d'ailleurs sur de nombreuses cartes une position « insulaire » propice à attirer l'attention et la curiosité de l'utilisateur. Quelques cartes représentant la situation d'après la Seconde Guerre mondiale indiquent encore la frontière de 1937 (celle à laquelle certains ne voulaient pas renoncer, même après la réunification), mais elles sont en minorité et ce tracé de frontière peut être qualifié de « fossile » quasi ininterprétable par les écoliers à qui elles s'adressent. Enfin, les cartes représentant la situation actuelle sont vierges de tout indice mettant sur la voie de la Prusse orientale. À l'exception des cartes de l'Europe sur lesquelles est représentée l'*Oblast* de Kaliningrad, partie nord de l'ancienne Prusse orientale. Cette situation d'enclavement est de nature à poser question et peut être le premier pas vers une reconstruction des événements de l'histoire de ces régions, pour des élèves particulièrement curieux exclusivement.

c. Les traces bien réelles mais fortuites

Il s'agit de la mention du nom de la province ou de celui de l'une de ses villes, en premier lieu Königsberg, pour des époques autres que celles où elle est au cœur des événements, c'est-à-dire celles traitées plus haut. Cette présence est, semble-t-il, tout à fait fortuite : elle ne présente pas de caractère systématique et est réduite. Par conséquent ces apparitions sont très disparates dans leur nature et ponctuelles.

La première dans le temps remonte au temps de la Hanse, cette union informelle mais ô combien influente et puissante de grandes villes germaniques qui connut son apogée au XV^{ème} siècle. Un manuel de *Realschule* fait mention d'une réunion des villes hanséatiques prussiennes

²⁶⁹ En effet, la République de Weimar n'était rien d'autre que l'incarnation étatique du *Reich*. Sa constitution en disposait d'ailleurs expressément ainsi : « *Das Deutsche Reich ist eine Republik* », « le *Reich* allemand est une république ».

« à Marienburg ». C'est-à-dire dans la ville qui prit le nom du plus célèbre des châteaux de l'Ordre teutonique au bord du Nogat (bras de la Vistule, frontière occidentale de la Prusse orientale²⁷⁰).

La seconde n'est qu'une apparition « en négatif » (au sens photographique du terme). Il s'agit d'un extrait d'une prise de position de Frédéric II de Prusse quant à l'acquisition de la Prusse occidentale lors des partages de la Pologne. Il s'en félicite, tout simplement, à la troisième personne. Rappelons que cette acquisition eut lieu de son fait ! L'évocation de « *Westpreußen* », vaut quasiment évocation de son pendant oriental : s'il y a une Prusse occidentale, il doit y en avoir une qui soit orientale²⁷¹.

Pour l'année 1813, *Geschichte und Geschehen*, présente en Rhénanie du Nord une illustration intitulée « le Comte Yorck von Wartenburg en appelle, en 1813, à Königsberg, à la guerre de libération²⁷² ». Königsberg et avec elle la Prusse orientale, dont elle était la capitale, était, à l'époque, une des seules villes prussiennes à ne pas subir l'occupation des troupes napoléoniennes. La Reine Louise s'y réfugia avec son mari, le Roi de Prusse, et son activité ininterrompue contre Napoléon lui valut d'acquérir le statut d'héroïne. Son destin est aujourd'hui encore bien connu en Allemagne.

Au détour d'une double page de présentation sur les premières années du second *Reich* (à partir de 1871), on peut voir la reproduction d'une petite publicité pour une entreprise nommée « *Borussia* », un nom que porte encore aujourd'hui un nombre important de clubs sportifs allemands, notamment en Rhénanie du Nord-Westphalie²⁷³. Ce nom reprend celui des premiers habitants de la Prusse originelle, c'est-à-dire de la Prusse orientale. Bien que ceux-ci aient été baltes, le nom de *Borussia* en appelait, entre autres, aux vertus, considérées comme allemandes par excellence, de la prussianité²⁷⁴.

L'apparition suivante se fait par le biais d'un texte historique publié en 1936. Il s'agit des mémoires d'un propriétaire foncier de Prusse orientale qui prit la direction de son domaine en 1883. Il y explique qu'il dut, dans les premiers temps de son installation, faire respecter lui-même et par la manière forte, le cas échéant, l'ordre parmi « ses gens », avant d'affirmer que la situation du travailleur agricole de l'Est allemand « est une des plus sûres », « il prend la place de son père, sans autre forme de procès. » Une représentation « archétypique », en tout point fidèle à celles des provinces orientales de l'Allemagne à l'époque²⁷⁵.

Dans la même collection, dans le manuel pour la dixième classe, au détour d'un texte dans lequel la Comtesse von Wartenburg traite de la participation des femmes à la résistance (son mari était membre du cercle de Kreisau, mouvement de résistance d'obédience conservatrice),

²⁷⁰ EV, NRW, 2, p. 119.

²⁷¹ ZR, Bavière, 8, p. 33.

²⁷² « *Graf Yorck von Wartenburg ruft 1813 in Königsberg zum Befreiungskrieg auf* », GeGe, NRW, 2, p. 139.

²⁷³ Citons ici le *Borussia Dortmund* ainsi que le *Borussia Mönchengladbach*, maintes fois champion de RFA et vainqueurs de coupes européennes. Rappelons également que les territoires de l'actuelle Rhénanie du Nord-Westphalie appartenaient au Royaume de Prusse depuis le Congrès de Vienne de 1815 (au plus tard, certains en faisant partie déjà auparavant).

²⁷⁴ FG, NRW, 3, p. 178.

²⁷⁵ FG, Bavière, 3, p. 126.

on rencontre deux fois le nom de la province. Il y est question de son *Gauleiter* nazi du nom de Koch, qui déclarait publiquement que les territoires dont il avait la charge étaient « libres de juifs²⁷⁶ », c'est-à-dire que la population juive en avait été chassée en totalité (par quelque moyen que ce fût).

Enfin, il est également question, dans *Entdecken und Verstehen*, de l'attentat du comte Stauffenberg contre Hitler. Celui-ci, comme précisé dans le corps du texte, eut lieu dans le quartier général du *Führer* en Prusse orientale nommé « la redoute du loup²⁷⁷ ».

Comme on a pu le constater, les manuels, en dehors des quatre époques sélectionnées, portent des traces tout à fait éparses de la Prusse orientale. Aucun manuel ne semble y faire significativement plus allusion que les autres et les épisodes ou périodes concernées ne sont, de l'un à l'autre, quasiment jamais les mêmes. Les raisons à cela sont multiples. La première est certainement à chercher dans le traumatisme moral causé par la prise de conscience de la responsabilité de l'Etat et du peuple allemand dans le déclenchement d'une guerre qui a mis le monde entier dans une situation de crise qui aurait pu s'avérer irréversible et dans un phénomène sans précédent et fondateur pour la période historique qui s'est ouverte après le second conflit mondial : le judéocide. La politique d'ancrage à l'Ouest de la RFA couplée par la suite à celle de détente et de collaboration avec l'Est constituent une autre raison. Enfin le temps qui passe, l'éloignement de ces régions, leur position à l'Est du continent européen, sphère pour laquelle les Allemands montrent peu d'intérêt ou d'attraction, voire leur inaccessibilité pendant de longues décennies sont également des facteurs explicatifs du peu de place qu'elles se voient consacrer dans les manuels.

Bilan

L'évolution que l'on discerne ces dernières années (sans qu'un éditeur, une région ou un type d'école se distingue particulièrement) dans le contenu des manuels concernant l'Est historique allemand en général n'est pas négligeable. Pour autant, on ne peut pas vraiment parler d'un retour en force d'une thématique longtemps mise entre parenthèses. Il faudra attendre quelques années pour voir si cette tendance, si récente, se précise. Cette mise à disposition plus conséquente de données, sur la fuite et l'expulsion quasi exclusivement et non directement sur la Prusse orientale, se pérennisera-t-elle ? Quoiqu'il en soit, le fait que le sujet reprenne un peu d'importance ces derniers temps ne doit pas étonner. En effet, il est d'usage qu'une thématique (ré-) apparaissant dans l'espace public mette entre cinq et dix ans à trouver accès aux manuels

²⁷⁶ « *Frei von Juden* », FG, Bavière, 4, p. 101.

²⁷⁷ « *Wolfschanze* », EV, NRW, 4, p. 107.

scolaires²⁷⁸.

D'autre part, les manuels ne sont que des propositions, un ensemble de possibilités. Ce qui est réellement décisif, c'est l'attitude des utilisateurs : les professeurs et les élèves.

²⁷⁸ Précisons que dans le projet de manuel germano-polonais, la commission d'experts binationale en charge du projet prévoit des thématiques qui donneront la possibilité aux réalisateurs du manuel d'aborder la Prusse orientale. Pour le Moyen-Âge il est question de la « colonisation allemande dans l'Est de l'Europe », pour la période suivante de « Nicolas Copernic », pour le XIX^{ème} siècle de « l'économie latifundiaire à l'est de l'Elbe », pour le XX^{ème} siècle des « décisions du traité de Versailles concernant le territoire frontalier germano-polonais », du « traitement muséal [de la Seconde Guerre mondiale et de ses conséquences] (p.e. Musée du soulèvement de Varsovie, Musée de la Seconde Guerre mondiale, Centre contre les expulsions etc.) et des « déplacements de frontières et des migrations forcées d'Allemands et de Polonais ». Ces différentes thématiques ; « *Deutsche Siedlung im Osten Europas* », « *Nikolaus Kopernikus* », « *Gutswirtschaft in Ostelbien* », « *Die Entscheidungen des Versailler Vertrages bezüglich des deutsch-polnischen Grenzgebiets* », « *Museale Bearbeitung (z.B. Museum des Warschauer Aufstandes, Museum des Zweiten Weltkrieges, Zentrum gegen Vertreibungen etc.)* » et « *Grenzverschiebungen, Zwangsmigration Deutscher und Polen* », se trouvent respectivement aux pages 49, 65, 96, 122 et 129 in Steuerungsrat und Expertenrat des Projektes „Deutsch-Polnisches Geschichtsbuch“, *Schulbuch Geschichte/Ein deutsch-polnisches Projekt - Empfehlungen*, Berlin, Varsovie, 1^{er} décembre 2010, 135 p., <http://www.gei.de/fileadmin/bilder/pdf/Projekte/Schulbuch%20Geschichte.%20Ein%20deutsch-polnisches%20Projekt-Empfehlungen.pdf>. Il ne s'agit pas, en soi, d'un projet de manuel, mais des recommandations du comité d'orientation et d'experts du projet « manuel d'histoire germano-polonais », qui sont hébergées sur le site internet de l'Institut Georg-Eckert de Brunswick.

III. Expériences vécues et enseignements à tirer ?

Nous avons vu sous quels auspices se présentait « l'enseignement de la Prusse orientale » pour les adolescents de dix à seize ans en RFA. Etudions à présent la place effective que prend cet enseignement à l'école même, du côté des professeurs et, naturellement, de celui des élèves. Précisons toutefois que l'expression « enseignement de la Prusse orientale » est mise entre guillemets à dessein. Cet enseignement, en tant que tel, n'existe pas, il s'agit plutôt de la place que cette région occupe dans l'enseignement de l'histoire, directement, ou indirectement. Comme nous l'avons vu, la plupart du temps, elle n'est envisagée que comme partie d'un tout qui la dépasse : l'Est historique allemand²⁷⁹.

Nous ne disposons pas d'études scientifiques d'ampleur significative sur la place effective qu'occupe la Prusse orientale dans l'enseignement et les connaissances des professeurs ainsi que dans les connaissances des élèves de RFA. Une enquête ponctuelle, d'ampleur restreinte, a toutefois été menée par Mlle Svenja Büsching auprès de professeurs et élèves d'un *Gymnasium* du Münsterland (nord de la Rhénanie du Nord-Westphalie²⁸⁰). Hormis cela, nous ne disposons d'aucune étude scientifique sur le traitement réel de la problématique de la Prusse orientale dans les établissements scolaires du secondaire en RFA.

Les informations et développements que nous présentons ici n'ont donc pour fondement que cette étude parcellaire ainsi que différents entretiens que nous avons menés de manière formelle ou informelle avec des personnalités qui travaillent dans, sur ou autour du système scolaire ainsi que des élèves.

Précisons qu'en l'absence d'étude scientifique réellement poussée il conviendra d'accorder aux résultats que nous exposons uniquement la valeur qu'ils ont, c'est-à-dire celle d'un « coup de sonde », d'une première approche qu'il conviendrait d'étayer autant que faire se peut par des recherches bien plus importantes, notamment d'un point de vue quantitatif, que nous n'avons pu nous-mêmes mener. Quoi qu'il en soit, les différents acteurs que nous avons rencontrés et interrogés nous paraissent, chacun à leur place, des personnalités compétentes et aptes à répondre en connaissance de cause à nos questions et interrogations. Même si elles ne sauraient être considérées comme des échantillons parfaitement représentatifs au sens des règles qui régissent les sondages.

Par ailleurs, il convient de rester conscient des limites qui sont, par nature, celles d'un témoignage cette « expression individuelle [qui, par moments] entre en conflit avec [le] discours savant²⁸¹ », expression sujette (et ceci est sans issue) à la subjectivité. Mais il

²⁷⁹ S'agissant des réserves quant à cette dénomination générique, voir l'introduction à cette partie.

²⁸⁰ Büsching, Svenja, *Schülerwissen und Lehrerwissen über Ostpreußen*, 2005, non publié, 9 p.

²⁸¹ Wieviorka, Annette, *L'ère du témoin*, Hachette Littératures, Paris, 2009 (première édition Plon, Paris, 1998), 198 p., ici p. 165. S'agissant de la problématique du témoignage en général, voir p. 127-180, la partie qui donne

conviendra de ne pas oublier non plus, comme le dit Annette Wieviorka, que les témoignages « recèlent en eux d'extraordinaires richesses : la rencontre avec une voix humaine qui a traversé ou traverse « de façon oblique, la vérité non des faits, mais celle plus subtile mais aussi indispensable d'une époque et d'une expérience²⁸². »

L'attitude des professeurs est, s'agissant du traitement d'un sujet, tout à fait déterminante. Nous avons vu que jusque récemment, traiter (ou non) de l'Est historique allemand, sous quelque forme et pour quelque époque que ce soit, était laissé à l'appréciation des enseignants, il n'y avait aucune obligation en la matière. Une situation identique dans tous les *Bundesländer*, à l'exception désormais de la Rhénanie du Nord-Westphalie, région pour laquelle il est cependant prématuré de mesurer le changement, celui-ci étant bien trop récent et de la Basse-Saxe depuis moins longtemps encore. Nous nous en remettons donc à l'étude de S. Büsching ainsi qu'aux entretiens effectués par nos soins auprès d'un certain nombre de professeurs d'histoire, en particulier ceux effectués au printemps 2007 auprès d'un professeur d'histoire titulaire du *Humboldt-Gymnasium* de Solingen (Rhénanie du Nord-Westphalie) : Mme Angelika Überholz et d'un professeur stagiaire²⁸³ d'un *Gymnasium* de Dülken (en Rhénanie du Nord-Westphalie également, à la frontière néerlandaise) : M. Jochen Zauner. Le premier bénéficie d'une expérience supérieure à vingt ans et enseigne l'histoire en cycle secondaire I et II, le second est engagé dans l'association de jeunesse de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, le BJO, qu'il dirigea un temps²⁸⁴. La première représente la grande majorité des professeurs d'histoire, ceux qui ne sont pas engagés sur la question (même si des liens familiaux existe avec la région), tandis que le second représente une minorité restreinte, celle qui milite activement dans une association de réfugiés. Nous avons pu mener des discussions sur le sujet avec d'autres professeurs (de différentes matières), mais simplement de façon informelle. nous nous en tiendrons donc, s'agissant d'exploitation directe, à l'exploitation des réponses apportés par les deux professeurs que nous venons de présenter. Ce que nous exposons, rappelons-le, devra être considérée non comme un tableau précis de la situation, mais bien comme une esquisse puisque nous n'avons pu mener d'enquête au près d'un échantillon représentatif d'un point de vue quantitatif.

Tout d'abord, précisons qu'il est d'usage dans les établissements secondaires de concevoir des *Anstaltslehrpläne* parfois également appelés *Hauscurricula*, c'est-à-dire, littéralement, « programmes (de la) maison ». Ils constituent une sorte de traduction et de résumé des directives ministérielles²⁸⁵. La communauté enseignante lui attribue deux fonctions :

- représenter le consensus de tous les professeurs d'une matière sur les objectifs,

son nom à l'ouvrage.

²⁸² *Ibid.*, p. 168.

²⁸³ En allemand *Referendar*, c'est-à-dire ayant obtenu son premier examen d'Etat et préparant le second.

²⁸⁴ Voir *supra*, chapitre premier II. B. 2.

²⁸⁵ Mme Überholz déclare à leur propos que « de la masse de ce qui est obligatoire », « *aus der Fülle der Obligatorik* », on extrait une sorte de petit *digest* à l'intention des parents, notamment.

- contenus, matériaux pédagogiques et les principes d'évaluation, consensus selon lequel cette matière doit être enseignée, dans le cadre des programmes officiels,
- donner un aperçu global à tous les professeurs, parents d'élèves et élèves intéressés, des préceptes qui gouvernent à l'enseignement, ce sur quoi les professeurs se sont mis d'accord dans chaque matière²⁸⁶.

Comme on peut le voir, ces objectifs de fixation et de présentation de la marche à suivre dans chaque matière, à la croisée des directives ministérielles et de la compréhension/appréciation de celles-ci par les professeurs, sont quelque peu redondants. Certains établissements mettent ces programmes « maison » en ligne.

Dans les programmes internes du *Humboldt-Gymnasium* pour l'année scolaire 2006-2007, conformément à ce que l'on trouve dans les programmes régionaux, le sujet que nous traitons, la Prusse orientale, par le biais de son appartenance à l'Est historique allemand, n'est expressément abordé qu'en classe de dixième. Pour cette année là, sont prévus quatre grands chapitres. Le second traite globalement de la période 1933-1948 et se compose de six sous-chapitres. La fuite et l'expulsion constituent un des trois points du dernier d'entre eux²⁸⁷. Il y a donc, effectivement, une similitude forte avec les programmes régionaux présentés plus haut. La réception peut donc être qualifiée (sur ce point en tout cas) de fidèle. C'est très généralement le cas, les programmes internes consistant en une simplification des directives régionales.

S'agissant des manuels, les spécialistes postulent que leurs contenus reflètent, au moment de leur publication, un consensus vieux de cinq à dix ans. Comme le dit Alain Choppin :

Le manuel dans la mesure où il fixe le contenu de l'enseignement, est en outre, par nature, conservateur : compte-tenu de l'inertie de l'institution scolaire, de la longévité éditoriale et de l'utilisation prolongée de nombreux ouvrages, ce sont souvent une vision décalée de la société et une conception obsolète du savoir qui sont parfois présentées aux élèves²⁸⁸. [Il poursuit ainsi] Dans la mesure où le principal intérêt commercial du manuel réside dans sa longévité, il tend à figer la réalité qu'il décrit. La logique économique ne fait donc qu'accroître l'écart entre savoir savant et savoir enseigné, entre la réalité sociale et l'image qui en est présentée²⁸⁹.

On peut donc en conclure que même en utilisant les manuels les plus neufs, la vision que l'on relaie est déjà quelque peu (dé-) passée. Une donnée extrêmement importante, abordée ici par Choppin, est d'ordre financier. L'éditeur doit s'y retrouver de ce point de vue, il évite donc de trop innover afin de rester dans le consensus, ce qui lui permettra de maximiser ses chances de vendre des volumes importants de manuels. Les établissements et municipalités

²⁸⁶ Préface aux programmes internes 2006-2007 du *Humboldt-Gymnasium* de Solingen, non publiés.

²⁸⁷ Programme interne de 10^{ème} du *Humboldt-Gymnasium*, p. 32.

²⁸⁸ Choppin, Alain, *op. cit.*, p. 112.

²⁸⁹ *Ibid.*, p. 199.

qui sont responsables de l'achat des manuels doivent s'y retrouver également. Il leur faut donc des manuels relativement bon marché (premier facteur restreignant le choix des professeurs) et il leur faut en changer uniquement de loin en loin pour ne pas trop écorner leurs finances. La situation est en cela différente dans chaque *Land*. La Bavière est, par exemple, le plus riche des *Länder*, tandis que la gloire économique de la Rhénanie du Nord-Westphalie, à l'image de celle du bassin de la Ruhr, est plutôt derrière elle (en attendant un renouveau dans le futur). Quoiqu'il en soit, à Solingen, comme ailleurs en Allemagne (ou en France), on ne peut se permettre de changer les manuels trop fréquemment.

A. La position des professeurs

« *Absolutes Randthema* », la Prusse orientale, thématique marginale par excellence ?

Un fait n'est nié par personne : la région ne bénéficie pas d'une place centrale dans l'enseignement de l'histoire, que ce soit pour elle-même, ou traitée avec ses homologues silésienne ou poméranienne. Pour la plupart des professeurs, c'est un simple état de fait qui ne mérite, *a priori*, pas réflexion et que l'existence d'un travail universitaire sur le sujet ne manque d'ailleurs jamais d'étonner. Pour quelques-uns, cet état de fait est regrettable et ils souhaiteraient que la situation évolue vers un traitement plus large et plus en phase avec (ce qu'il considère comme) l'importance objective du sujet dans l'histoire de la RFA.

Concentrons-nous d'abord sur le premier type de professeurs. Svenja Büsching dans une étude menée auprès de deux classes de dixième et d'une classe de douzième ainsi qu'auprès des professeurs d'histoire d'un *Gymnasium* dans le Münsterland²⁹⁰ discerne quatre profils types d'enseignants :

- « le nostalgique²⁹¹ », lié par sa famille à la région, lui associe anecdotes, histoires, les beaux paysages, et naturellement le destin de son ou ses parents,
- « le pragmatique²⁹² » n'envisage la région que pour la possibilité qu'elle donne de traiter du sujet de Fuite et Expulsion,
- « le romantique²⁹³ » s'imagine un monde perdu et chevaleresque, celui de la comtesse Dönhoff²⁹⁴,

²⁹⁰ Nous remercions ici M. Robert Maier qui a mis les résultats de cette étude à notre disposition. Elle s'intitule « *Schülerwissen und Lehrerwissen über Ostpreußen* » et fut menée en 2005.

²⁹¹ « *Der Nostalgiker* », Büsching, Svenja, *Schülerwissen und Lehrerwissen über Ostpreußen*, 2005, non publié, 9 p., ici p. 8.

²⁹² *Ibid.*, « *Der Pragmatiker* ».

²⁹³ *Ibid.*, « *Der Romantiker* ».

²⁹⁴ Monde dont on peut contempler les traces dans les ouvrages de cette célèbre journaliste, par exemple : Dönhoff, Marion Gräfin, *Name die keiner mehr nennt/Ostpreußen – Menschen und Geschichte*, Diederichs, 2004, 191 p., ou *Kindheit in Ostpreußen*, Siedler Verlag, Berlin, 1988, 221 p.

- « le savant²⁹⁵ » cite grand nombre de références historiques qui, pour autant, ne masquent pas l'absence de connaissances de fond sur le sujet.

Cette classification est naturellement très schématique, mais pas inutile pour autant. À quelque catégorie qu'il appartienne, aucun ne nie que « la Prusse orientale doit être évoquée à l'occasion²⁹⁶ », le « romantique » et le « savant » veulent la voir évoquée dans le cadre du Moyen-Âge et en rapport avec l'Ordre teutonique, le « nostalgique » et le « romantique » s'accordent avec le « pragmatique » dans la nécessité d'un traitement dans le cadre des événements d'après la Seconde Guerre mondiale. Les conclusions que S. Büsching tire de son étude, s'agissant de la position des professeurs, sont très tranchées ; les professeurs sondés :

- montrent, certes, de l'intérêt pour l'histoire de la Prusse orientale,
- cet intérêt pour autant est plutôt de nature privée et se fonde sur des motivations très diverses,
- l'intérêt n'est pas assez fort pour que l'on thématise la Prusse orientale, mais si on le fait, alors c'est en lien avec la Prusse (au XIX^{ème} siècle), ou avec les expulsions (XX^{ème} siècle) ou, exceptionnellement, en rapport à l'Ordre teutonique,
- les connaissances sur la Prusse orientale ont un caractère ponctuel, ni systématique ni étendu,
- ne voyant ni vraiment sens ni intérêt à cela, ils pencheraient pour ne pas traiter le sujet en classe.

Le tableau sans concession présenté correspond bien à celui dressé par les deux professeurs avec qui nous avons pu nous entretenir longuement. Si le portrait du professeur type esquissé par S. Büsching correspond bien au profil de Mme Überholz, dont l'intérêt pour la Prusse orientale est motivé par son ascendance maternelle, il ne correspond pas du tout à celui de M. Zauner dont les connaissances sur le sujet sont tout sauf éparées et qui met un point d'honneur à le traiter avec ses élèves.

Le bilan dressé par ces deux professeurs d'opinions pourtant tout à fait divergentes est homogène : il n'y a pas ou seulement très peu de place pour la Prusse orientale dans l'enseignement de l'histoire. Ce n'est pas un sujet en particulier et, en soi, c'est une « thématique marginale par essence²⁹⁷ ». C'est d'ailleurs ce statut de marginalité qui a motivé l'engagement de J. Zauner auprès de la *Landsmannschaft Ostpreussen*²⁹⁸. Si le sujet est traité c'est en passant, par exemple

²⁹⁵ « *Der Vielwisser* », Büsching, Svenja, *Schülerwissen und Lehrerwissen über Ostpreußen*, 2005, non publié, p. 8.

²⁹⁶ *Ibid.*, « *daß es mal erwähnt werden muss* ».

²⁹⁷ *Ibid.*, « *Absolutes Randthema* ».

²⁹⁸ Le ressenti de cette personne, tel qu'on le perçoit en s'entretenant avec elle, est d'un type ainsi décrit par Marc Ferro : « ce sont les puissances dominantes – États, églises, partis politiques ou intérêts privés – qui possèdent et financent médias ou appareils de reproduction, livres scolaires ou bandes dessinées, films ou émissions de télévision. De plus en plus ils livrent à tous et à chacun un passé uniforme. La révolte sourd chez ceux dont l'Histoire [la majuscule est de Marc Ferro] est 'interdite'. » Ferro, Marc, *Comment on raconte l'histoire aux*

en classe de dixième dans la partie du programme consacrée à Fuite et Expulsion. La perte de cette région est alors présentée comme comparable à celle des colonies, la Namibie actuelle, ou l’Afrique du sud-ouest. Un état de fait qui semble aussi naturel à A. Überholz que profondément anormal à J. Zauner. La thématique Fuite et Expulsion en général est plus largement traitée et ce processus historique présenté certes comme une grave entorse au droit, mais provoquée par d’autres entorses si nombreuses que ce contexte en relativise la portée, cette présentation provoquant le même type de réactions chez l’un et chez l’autre.

J. Zauner tient à traiter de la Prusse orientale dans ces cours les réactions auxquelles il est confronté sont marquées par la surprise à deux égards principaux :

- quelle drôle d’idée de parler d’un tel sujet,
- comment peut-on trouver le temps pour le faire ?

Pour clôturer l’entretien, nous fîmes la remarque à nos interlocuteurs que les élèves pouvaient entendre parler du sujet, à la télévision, par exemple, les documentaires, émissions ou films historiques se multipliant sur les chaînes hertziennes et câblées (dont disposent la majorité des foyers outre-Rhin), les deux professeurs furent d’accord sur le fait que le sujet était, certes, de retour à la télévision, mais à l’école pas du tout encore.

B. Les résultats d’une étude en milieu scolaire

Les deux professeurs dont nous venons de présenter l’expérience décrivent tous deux une situation dans laquelle les élèves ne savent que peu de choses sur le sujet, la Prusse orientale en particulier et l’Est historique allemand en général. Le premier l’explique par (ce qu’elle considère comme) la légitime marginalité du sujet, le second par la volonté délibérée depuis plusieurs dizaines d’années de rendre ce sujet marginal, voire de l’occulter tout à fait. En-deça de toute tentative d’explication, ou de recherche des causes, on dispose des résultats de l’étude déjà citée, réalisée par S. Büsching en 2005 dans le Nord de la Rhénanie du Nord-Westphalie. Elle s’est attachée à mesurer l’étendue des connaissances, ou de l’ignorance, des élèves de deux classes de dixième sur le sujet de la Prusse orientale. Précisons, qu’à l’époque où fut réalisée ladite étude, la fuite et l’expulsion étaient justement au programme de dixième.

Aux 58 élèves on posa les quatre questions suivantes :

1. Que sais-tu de la Prusse orientale ?
2. Sais-tu à quel(s) pays appartient aujourd’hui le territoire de l’ancienne Prusse

enfants, Payot, Paris, 1992 (première parution : 1981), p. 7.

orientale ?

3. Quelles sont les associations qui te viennent à l'esprit quand tu entends le nom de la Prusse orientale ?
4. Dans l'ensemble, t'intéresses-tu à l'histoire de l'Europe de l'Est ? (Si non, pourquoi pas ? Si oui, à quel pays et à quelle époque ?)

La réponse que l'on retrouve le plus souvent est la suivante : « La Prusse orientale se trouvait dans l'Est de la Prusse²⁹⁹ », une déduction logique plus qu'une véritable connaissance qui est le signe que les élèves, à défaut d'en savoir beaucoup, se sont efforcés de ne pas laisser le sondeur sans matière. Une attitude qui trouve, en partie, son explication dans l'âge des sondés qui, apparemment, n'ont pas dressé de barrière entre eux et l'intervenant extérieur, mais ont, au contraire, fait de leur mieux pour lui donner satisfaction. Certains élèves n'allèrent, toutefois, pas aussi loin que la majorité de leurs camarades, mais s'arrêtèrent à l'affirmation suivante : « La Prusse orientale se trouve à l'Est³⁰⁰ », ce en quoi ils n'avaient, bien entendu, pas tort, mais qui vaut tout autant pour la Prusse... occidentale, par exemple, celle-ci se trouvant également et effectivement bien à l'est de la RFA, une situation d'orientalité qui valait également par rapport au *Reich* jusqu'en 1937/1945, aussi bien que par rapport au Royaume de Prusse, puis à l'Etat prussien, jusqu'à la disparition de ce dernier en 1945, sur décision des Alliés³⁰¹. Quoiqu'il en soit, les vagues notions des élèves leur permirent tout de même d'affirmer l'appartenance de la Prusse orientale à l'Allemagne :

- a. jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale : 11 élèves,
- b. pendant la Seconde Guerre mondiale, à la fin de la Seconde Guerre mondiale : 32 élèves.

La deuxième assertion confirme l'affirmation de J. Zauner : les élèves pensent que la Prusse orientale a été envahie au début de la guerre et qu'à la fin du conflit l'Allemagne dut s'en retirer³⁰².

Une majorité est d'avis que, depuis la Seconde Guerre mondiale, ce territoire est polonais, tandis qu'une minorité affirma, expressément, que la Prusse orientale n'existait plus. De l'utilisation (grammaticale) du passé dans les réponses de 45 autres élèves, on peut conclure qu'ils partent du même principe.

Dantzig fut citée à cinq reprises comme la capitale de la province (à la place de Königsberg, la ville citée étant la ville la plus importante de la Prusse occidentale), tandis que

²⁹⁹ Büsching, Svenja, *Schülerwissen und Lehrerwissen über Ostpreußen*, 2005, non publié, 9 p., ici p. 1, « *Ostpreußen lag im Osten von Preussen* ».

³⁰⁰ *Ibid.*, p. 2, « *Ostpreußen liegt im Osten* ».

³⁰¹ Möller, Horst « 'De chaque côté du miroir', Potsdam, Berlin, la Prusse », 85-95, in Morizet, Jacques, Möller, Horst, (sous la direction de), *Allemagne-France/Lieux et mémoire d'une histoire commune*, Albin Michel, Paris, 1995, 233 p.

³⁰² Entretien avec l'auteur.

huit élèves, uniquement, indiquèrent que « beaucoup de réfugiés vinrent de ces régions vers l'Allemagne³⁰³ ».

Si 53 élèves (sur 58) citent la Pologne, s'agissant de l'appartenance à un Etat, neuf la voient également et/ou en République tchèque. On peut ici supposer une confusion avec les Sudètes. Trois élèves postulent une proximité territoriale avec la Russie, douze avec l'Allemagne, dont trois avec le Mecklembourg-Poméranie occidentale (confusion avec la Poméranie orientale ?) en particulier.

S'agissant des associations d'idées avec la Prusse orientale produites par les élèves, S. Büsching distingue trois chaînes principales. La première est historique en général, elle prend des aspects variés selon les élèves. Les termes qui reviennent vont de : « des choses historiques » (*sic*), à « l'Armée Rouge » en passant par « la Guerre de Trente Ans », « RDA », « Union soviétique », « Moyen-Âge », « historique »... c'est-à-dire un fatras où se mêlent évocations justifiées et associations, plus ou moins fortuites, qui montre, à la fois l'étendue de la bonne volonté des élèves, mais également le grand flou de leurs connaissances sur le sujet.

La seconde chaîne d'associations fait spécifiquement référence à la Seconde Guerre mondiale. Il est, là, question des nazis, de la Pologne, des réfugiés, des expulsés, des Allemands de Russie, des camps de concentration, de destruction... 57 des 58 réponses relèvent de cette chaîne d'associations.

La dernière chaîne relève du domaine des émotions, elle laisse entrevoir l'enchaînement suivant « Prusse orientale = Est = très loin = ignorance abyssale³⁰⁴ ». Les termes associés à la province sont, pour la plupart, connotés très négativement, en voici un échantillon : « ennuyeux - détruit - gris - sombre - peu de soleil - vieilles maisons - habitants âgés - région pauvre - il y fait froid - en dehors de la civilisation - faim - Sibérie - neige et glace - forêt³⁰⁵ ». Seul un élève est d'avis que la Prusse orientale est riche de très beaux paysages, que c'est un beau pays, une belle région, un autre lui associe la notion d'Etat agraire.

Avec l'auteur de cette étude de terrain, on peut supposer que cette ignorance, doublée d'un manque général d'intérêt, trouve sa source dans « l'éloignement géographique et donc émotionnel d'avec l'Europe orientale³⁰⁶ ». Cependant, cette explication, seule, ne doit, en aucun cas, être considérée comme suffisante, il existe des régions dans le monde bien plus éloignées de l'Allemagne et qui, pourtant, inspirent outre-Rhin bien d'autres sentiments que l'indifférence. Quoiqu'il en soit, 27 des élèves interrogés se déclarent prêts à s'intéresser, sous conditions, à la province, les autres déclarent, quant à eux, qu'ils n'habitent pas en Europe de l'Est, ou « que

³⁰³ Büsching, Svenja, *Schülerwissen und Lehrerwissen über Ostpreußen*, 2005, non publié, p. 2.

³⁰⁴ *Ibid.*, p. 3, « Ostpreußen = Osten = weit weg = verheerendes Unwissen », ce sont les termes utilisés par les élèves et/ou par S. Büsching.

³⁰⁵ *Ibid.*, p. 3 : « langweilig- zerstört- grau- dunkel- wenig Sonne- alte Häuser und Menschen- arme Region- es ist kalt da- außerhalb der Zivilisation- Hunger- Sibirien- Schnee und Eis- Wälder ».

³⁰⁶ *Ibid.*, « die geographische und damit auch emotionale Entfernung von Osteuropa ».

la Prusse orientale n'a rien à faire avec l'Europe³⁰⁷ », que d'autres pays/d'autres époques les intéressent plus, ou bien encore qu'ils ne savent pas même où la province en question se trouve. Chez les 27 élèves potentiellement intéressés, S. Büsching note « un désintérêt bienveillant³⁰⁸ » pour l'histoire de l'Est de l'Europe. Les périodes susceptibles d'entrer en grâce sont : celle qui s'étend de 1933 à 1945 (Seconde Guerre mondiale et Expulsion) et celle débutant après 1945 (communisme, guerre froide, RDA, Bloc oriental). Le fait que la région se trouve à l'Est peut être considéré comme un véritable stigmate, le regard des élèves (ils ne sont pas les seuls dans ce cas) est notoirement porté vers l'Ouest et « tout ce qui se trouve à l'Est³⁰⁹ » ne trouve, *a priori*, pas grâce à leurs yeux.

S. Büsching ne relève un intérêt réel pour la Prusse orientale que chez sept élèves (sur 58). Ce sont ces mêmes élèves chez qui elle décèle « une conscience historique tangible³¹⁰ ».

Furent également interrogés, des élèves de cycle secondaire II, d'une classe de douzième de la même école. Nous n'en détaillerons pas les résultats. Citons simplement l'auteur de l'étude : « les conclusions de l'exploitation des questionnaires des élèves du cycle II doivent être qualifiées d'aussi désastreuses³¹¹ », voilà qui est clair et conforte pleinement l'image de la situation que l'on avait pu se faire jusque là grâce aux différents témoignages recueillis.

C. Vers une plus grande connaissance chez les professeurs ?

La vague de documentation et de documentaires sur les provinces perdues en 1945 et sur la fuite de leur population allemande a provoqué chez les professeurs un besoin de s'informer sur le sujet par le biais d'ouvrages appropriés³¹². C'est-à-dire scientifiques, certes, mais abordables pour tout généraliste souhaitant pouvoir présenter le sujet à ses classes, ou à certaines d'entre elles, tout du moins.

La production d'ouvrages de ce genre, c'est la voie sur laquelle l'Institut Georg-Eckert, entre autres³¹³, s'est engagé depuis le début des années 1990. Auparavant, ses collections étaient

³⁰⁷ *Ibid.*, p. 4 : « nichts mit Europa zu tun hat ».

³⁰⁸ *Ibid.*, : « wohlwollendes Desinteresse ».

³⁰⁹ *Ibid.*, : « allem, was im Osten liegt ».

³¹⁰ *Ibid.*, « ein erkennbares historisches Bewusstsein ».

³¹¹ *Ibid.*, « die Auswertung der Fragebögen der Oberstufenschüler ist als ähnlich desaströs zu kennzeichnen ».

³¹² S'agissant des nouveaux outils concernant la Pologne à la disposition des professeurs d'histoire allemands, voir Strobel, Thomas, « Perspektiverweiterung/Polen im deutschen Geschichtsunterricht. Neue Lehrmaterialien », *in Dialog* 76, 2006.

³¹³ D'autres institutions se sont emparées de la thématique, avant tout celle de Fuite et Expulsion, et proposent des documents et outils, directement ou indirectement, à l'intention des professeurs du secondaire. En voici deux exemples : Beer, Mathias, (sous la direction de), *Umsiedlung, Flucht und Vertreibung der Deutschen als internationales Problem/Zur Geschichte eines europäischen Irrwegs*, Haus der Heimat des Landes Baden-Württemberg, Stuttgart, 2002, 92 p., et Deutsches historisches Museum Berlin, *Flucht, Vertreibung, Integration, Heimat (Begleitmaterial zur Ausstellung)*, Stiftung Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland, Berlin, 2006, 64 p.

avant tout destinées à des spécialistes, historiens ou géographes. C'était, d'ailleurs, un reproche qu'on lui faisait souvent. Après la chute du rideau de fer, les discussions entre collègues allemands et polonais étant devenues parfaitement libres, à l'image des relations entre les deux Etats, la commission perdit une grande part de son rôle strictement politique et put se mettre à travailler directement pour l'école, pour les établissements du système scolaire des deux côtés de l'Oder. Les dissensus entre collègues allemands et polonais disparurent d'ailleurs très rapidement et un rare point de désaccord qui demeure concerne, non pas la frontière entre les deux pays en tant que telle, mais la date à partir de laquelle sa validité en droit doit être reconnue, côté allemand c'est l'année 1990 qui est retenue, côté polonais c'est 1945 qui prévaut³¹⁴.

Quoiqu'il en soit, c'est une fois l'Europe à nouveau entièrement libre que la commission put véritablement répondre à sa mission première : influencer sur le travail dans les écoles³¹⁵. Le résultat le plus marquant en ce domaine est probablement le « Manuel pour les professeurs d'histoire » publié pour la première fois en 2001. Il concerne « L'Allemagne et la Pologne au XX^{ème} siècle » (c'est le titre) et propose « analyses – sources – indications didactiques³¹⁶ » (c'est le sous-titre).

L'objet de cet ouvrage n'est pas de fournir des cours « tout prêts » aux enseignants, mais de leur fournir le matériel adéquat avec des indications didactiques servant, en quelque sorte, de « guide de l'utilisateur³¹⁷ ». Les documents fournis sont nombreux et directement utilisables en classe, le professeur doit, par contre, prendre en charge et reste responsable du contenu et de la structure de chaque cours.

Le succès rencontré par cet ouvrage dépasse toutes les espérances et c'est ainsi que la seconde édition fut assurée par la Centrale fédérale pour l'éducation politique³¹⁸. Dans le cadre de sa mission, elle a jugé bon de faire usage de ses moyens financiers, ainsi que de diffusion et de promotion, au profit de l'ouvrage dont il est question ici. Il s'inscrit, sans conteste, dans cette mission, puisque son objectif est une meilleure connaissance du passé par les professeurs et, donc, par les élèves (indirectement), afin de permettre une meilleure compréhension de l'Autre (polonais en l'occurrence). D'autant que cette publication en Allemagne a pour pendant une version polonaise. Cette dernière semble toutefois rencontrer moins de succès que son *alter ego* germanique. En effet, si les 27 000 exemplaires, environ, des quatre éditions successives

³¹⁴ Entretien accordé à l'auteur en avril 2007 par M. Robert Maier, qui est un des directeurs de l'ouvrage dont il est question dans les lignes suivantes. S'agissant des perceptions et représentations de la ligne Oder-Neisse en Pologne et en Allemagne, voir Draus, Franciszek *La ligne Oder-Neisse et l'évolution des rapports germano-polonais*, Fondation pour les études de défense nationale, Paris, 1990, 93 p.

³¹⁵ *Ibid.*

³¹⁶ Becher, Ursula A.J., Borodziej, Włodzimierz, Maier, Robert (sous la direction de), *Deutschland und Polen im zwanzigsten Jahrhundert/Analysen – Quellen – didaktische Hinweise*, Studien zur internationalen Schulbuchforschung, Schriftenreihe des Georg-Eckert-Instituts, Band 82/C, Verlag Hahnsche Buchhandlung, Hanovre, 2001, 432 p.

³¹⁷ Maier, Robert, « Deutsch-polnische Verständigung über Geschichte. Von den Schulbuchempfehlungen zur aktuellen Lehrerhandreichung – Die Deutsch-polnische Schulbuchkommission vor neuen Herausforderungen », in Keim, Wolfgang, *Vom Erinnern zum Verstehen/Pädagogische Perspektiven deutsch-polnischer Verständigung*, Studien zur Bildungsreform, tome 42, Peter Lang, Francfort/Main, Berlin, etc., 2003, p. 411. Cet article retrace le chemin qui mena la commission germano-polonaise sur les manuels scolaires des recommandations des années 1970 au manuel à l'usage des professeurs dont il est question ici.

³¹⁸ *Bundeszentrale für politische Bildung*, www.bpb.de.

(la dernière de 2007) ont trouvé acheteur entre Rhin et Oder, en Pologne, le nombre n'atteint « que » les 6 000, ce qui pour R. Maier est toutefois remarquable et conséquent pour un ouvrage de ce type³¹⁹.

L'importance de ce succès éditorial (sans précédent en ce qui concerne les travaux de la Commission germano-polonaise sur les manuels scolaires) donne à penser que la situation évolue, non seulement au sommet, c'est-à-dire au niveau des institutions politiques et académiques en charge des programmes (exemple des programmes en Rhénanie du Nord-Westphalie et plus récemment en Basse-Saxe), mais aussi à la base, c'est-à-dire au niveau des professeurs du secondaire. On peut donc supposer que les résultats d'une enquête, telle que celle effectuée par S. Büsching voilà quelques années, pourraient être, à l'avenir, plus positifs quant à la connaissance des relations germano-polonaises au XX^{ème} siècle. Quant à savoir si, sur le sujet de la Prusse orientale en particulier, les connaissances seront réellement plus conséquentes, rien ne permet vraiment de l'affirmer. En effet, le succès a beau être réel, il est peu probable que la majorité des professeurs ait eu accès à cet ouvrage et, par ailleurs, la place qui y est faite à la Prusse orientale, en particulier, n'est pas très grande. Ici aussi, les provinces perdues sont plutôt abordées en bloc.

Conclusion

Tout d'abord, précisons bien que, pour trouver trace de la Prusse orientale dans le système scolaire de RFA, nous avons dû nous concentrer sur ce que l'on nomme l'Est historique allemand, ces territoires à l'est de l'Oder et de la Neisse qui appartenaient à l'Allemagne jusqu'en 1945, souvent depuis de nombreux siècles. En effet, il n'est, la plupart du temps, pas fait de distinction entre les différents territoires perdus après le second conflit mondial dans les programmes et manuels et cours d'histoire outre-Rhin.

La Prusse orientale et l'Est historique allemand, affirmons le d'emblée, ont toujours une place dans l'enseignement scolaire et, avant tout, dans les manuels allemands. Mais leur présence ne se manifeste plus que de loin en loin, une évolution entamée dès la fin des années 1960 et que rien ne vient démentir depuis, à une notable exception, celle de la fuite et de l'expulsion. S'agissant des autres périodes pour lesquelles on trouvait (on pouvait trouver) trace de ces territoires : la réunification, les traités avec l'Est, ou encore la colonisation de l'Est et l'Etat de l'Ordre teutonique, ces traces, justement, se perdent, petit à petit, soit que ces thématiques ne soient plus traitées, soit qu'il ne soit plus fait mention des territoires en question dans ce cadre.

On ne remarque pas de différence notable de traitement entre les différents éditeurs et les

³¹⁹ Chiffre fourni à l'auteur par M. Robert Maier à l'automne 2007.

différents *Länder*. S'agissant des deux types d'établissements que nous avons choisis d'étudier, on note, globalement, aussi bien sur le plan qualitatif que quantitatif, un traitement plus étendu au *Gymnasium* qu'en *Realschule*, ce qui n'est pas, à proprement parler, surprenant, étant donné les objectifs de l'un et de l'autre. Une chose est indiscutable, aucun manuel ne laisse planer le moindre doute sur le fait que ces territoires ne sont aujourd'hui pas/plus allemands. La plupart d'entre eux ne précise cependant pas expressément qu'ils le furent un jour. Cela constitue un des éléments de ce que nous avons choisi d'appeler « l'éducation à la non-revanche », une voie sur laquelle la RFA s'est engagée depuis bien longtemps, se démarquant par là de l'attitude des deux régimes allemands précédents.

Une évolution récente consiste en un retour en force de l'épisode de la fuite et de l'expulsion. Ce retour n'est pas véritablement étonnant, dans la mesure où ce phénomène a lieu dans l'espace public, en général, depuis maintenant une douzaine d'années déjà. Le système scolaire, fidèle en cela à lui-même, relaie cette évolution avec le retard habituel, généralement estimé à cinq ou dix années, qui est le sien. Précisons qu'à ce diptyque Fuite et Expulsion vient se greffer un troisième volet, celui de l'intégration sans lequel les deux autres sont à peine envisageables. C'est là un des points sur lesquels la représentation générale diffère le plus de celle véhiculée par les associations de réfugiés qui ne considèrent l'intégration que comme l'une des deux possibilités qui s'offrait aux expulsés, l'autre étant le retour (dans la *Heimat*), option qui reste totalement inenvisagée dans les manuels et dans les programmes. Ce retour en force de la thématique de la fuite et de l'expulsion (et de l'intégration, donc) se manifeste aussi bien dans les programmes, qui donnent désormais, dans certaines régions, un caractère obligatoire à son enseignement, que dans les manuels qui, pour leur part, prévoient un nombre de pages accru pour en traiter. Il existe, en la matière, des variations régionales, la plus notable étant le traitement particulier accordé aux Sudètes en Bavière, pour des raisons bien compréhensibles de proximité géographique avec leur terre d'origine et de présence importante de ces expulsés dans la région. Les Prussiens orientaux, pour leur part, ne peuvent se targuer d'un tel traitement de faveur, dans quelque *Land* que ce soit.

On le voit, de la Prusse orientale à proprement parler, on ne trouve que peu de traces dans programmes et manuels. Dans ces derniers, se tourner vers l'appareil cartographique est une échappatoire intéressante et utile à cette pénurie. On remarque à son étude que l'appareil en question, pour qui la Prusse orientale n'est pas un des piliers sur lesquels on a fondé sa construction (il s'en faut de beaucoup), que la province est, tout de même, souvent visible. Cela est dû à sa situation d'insularité pendant une grande partie de son histoire. C'est-à-dire que, représentée la plupart du temps en bleu comme le Brandebourg auquel elle appartient plusieurs siècles durant, elle se distingue de son environnement slave (polonais en majorité) ou balte. Par ailleurs, la grande stabilité de ses frontières et sa position de territoire allemand le plus oriental et septentrional lui donnent une visibilité plus grande encore. Visibilité conséquente, donc, mais pour qui ? Pour un œil exercé, puisque la silhouette de la province n'est connue que des lecteurs

avertis et des spécialistes, statut auquel les élèves ne peuvent prétendre, ni à leur entrée dans l'enseignement secondaire, ni à leur sortie, état de fait confirmé par les études menées à ce sujet, d'autant que le nom « Prusse orientale » n'apparaît que rarement sur les cartes (la plupart du temps sur celles représentant la situation en 1945, mais sur quasiment aucune autre). Ce manque de visibilité pour un œil non-averti se double du fait que la plupart des élèves utilisent peu leurs manuels et encore moins les cartes qui y sont reproduites, une situation « aggravée » par le fait que les professeurs, eux-mêmes, semblent ne pas en savoir beaucoup sur le sujet. C'est donc légitimement que l'on peut affirmer que la Prusse orientale et l'Est historique allemand en général, ainsi que les thématiques qui y sont associées, restent marginales dans l'enseignement secondaire.

Prospective et perspectives

Une exception semble toutefois en train de se constituer : celle de Fuite et Expulsion. Comme nous l'avons vu dans le second chapitre de ce travail, la mémoire de ces événements, après une période où elle se trouvait cantonnée dans ce que l'on nommait le ghetto des associations de réfugiés, a refait surface dans l'espace public outre-Rhin. Même si la forme que prendra le Centre contre les expulsions est encore assez floue, il semblerait qu'on puisse réellement arriver, relativement rapidement (dans quelques années), à quelque chose s'approchant d'une juste commémoration. Les manuels scolaires, avec le temps de latence qui leur est propre, pourraient donc, à moyenne échéance, offrir à ce phénomène, Fuite et Expulsion, à l'exclusion (selon toutes vraisemblances) de tout autre chapitre concernant l'Est historique allemand, une place incontestablement plus conforme à sa signification et à son importance réelle dans l'histoire de la RFA. Ces événements, on est en droit de le penser, acquerraient, par là même, le statut propre à « ce que 'tous les enfants savent'³²⁰ ».

³²⁰ Voir la citation de Sebastian Haffner mise en exergue de cette partie.

Conclusion générale

L'homme souhaite un monde où le bien et le mal soient nettement discernables car est en lui le désir, inné et indomptable, de juger avant de comprendre³²¹.

Milan Kundera

Pour un chercheur français abordant le sujet de la Prusse orientale, l'un des aspects qui d'emblée frappe est la réputation extrêmement négative des associations de réfugiés chez les auteurs (notamment francophones) travaillant sur la question. On a parfois l'impression qu'il s'agit de groupements quasi diaboliques. S'il est exact que leur positionnement politique et les engagements de certains de leurs membres posent question, les réduire à de simples regroupements, en voie d'extinction, de revanchards d'extrême droite, est trop réducteur. Nous avons donc essayé d'aller à la rencontre de personnalités importantes et représentatives à la fois de l'expérience vécue avant et après la réunification par les populations qu'ils représentent ou entendent représenter ainsi que de la vision du monde qui domine dans le milieu des réfugiés organisés, avant tout, naturellement, ceux de Prusse orientale. Une de nos préoccupations dans cette entreprise fut de garder en permanence présente à l'esprit la mise en garde de Milan Kundera placée en exergue de cette conclusion.

Notre objectif général aura été de déterminer la place occupée par la Prusse orientale dans la société allemande contemporaine, c'est-à-dire celle issue de la réunification, événement que la RFA déclarait toujours attendre à la fin des années 1980, mais auquel sa population et la plus grande partie de ses élites n'espéraient plus vraiment assister de leur vivant. Une fois celle-ci survenue, l'Etat (ouest-) allemand dut faire face à un statut dont il pensait être débarrassé pour longtemps, voire à jamais, celui d'Etat-Nation. Dans le même temps, il lui fallait à nouveau envisager le monde non seulement au-delà de l'Elbe, mais également de l'Oder, sans pour autant remettre en cause les acquis de quarante ans de RFA : l'ancrage à l'Ouest, avec tout ce qu'il représente en terme de démocratie et de « normalisation³²² » pour l'Allemagne³²³.

³²¹ Kundera, Milan, *L'art du roman*, Gallimard, 1986, p. 17.

³²² On fait ici référence au *Sonderweg* (chemin particulier) que l'Allemagne emprunta entre 1871 et 1945, refusant le modèle des démocraties occidentales, Etats-Unis, France ou Grande-Bretagne. S'agissant de cette normalisation, voir Martens, Stephan, *Allemagne : la nouvelle puissance européenne*, Presses Universitaires de France, Paris, 2002, 202 p.

³²³ Ce que déclarait Laurent Carroué et Valère Oth en 1997 reste vrai : « L'enjeu actuel est essentiel : pour la première fois de son histoire, l'Allemagne s'inscrit dans un cadre territorial qui semble définitivement stabilisé, malgré son extrême jeunesse (1989/1990). A la fois par la reconnaissance du statut intangible des frontières orientales et par l'épuisement quasi réalisé des gisements de population d'Europe de l'Est pouvant prétendre à la nationalité allemande. Ceci explique que le concept spécifique de nation basé sur un modèle 'ethno-linguistique' trouve aujourd'hui ses limites alors que l'intégration complète des migrants récents, des citoyens de l'est et des immigrants étrangers est à réaliser dans un cadre politique et territorial novateur. La définition d'une nouvelle identité nationale reste primordiale. » p. 6, in Carroué, Laurent, Oth, Valère, *L'Allemagne en cartes/Atlas commenté*, Ellipses, Paris,

Dans ce cadre, la République fédérale, Etat à la mémoire déjà très problématique et si déterminante sur le plan identitaire, se vit confrontée :

- d'abord à la question des dimensions à donner à cette réunification : était-il envisageable qu'elles dépassent les rives de l'Oder ? Vue la situation du monde et de l'Allemagne, la réponse ne pouvait être que négative,
- puis à la question du traitement qu'il fallait appliquer à la mémoire des territoires perdus suite à la Seconde Guerre mondiale ainsi qu'à celle du destin des populations allemandes qui en furent expulsées.

Ces éléments pris en compte, il était clair que, s'agissant des territoires perdus, on ne les traiterait pas pour ce qu'ils sont aujourd'hui mais pour ce qu'ils représentent encore en Allemagne.

Le retour dans l'espace public de la question nationale suite à la réunification fut l'occasion pour certaines forces politiques, qui n'avaient jamais perdu cette dernière de vue, de réinvestir cet espace. Ces forces qui avaient toujours rejeté l'idée du caractère « postnational » de la RFA profitèrent de cette période de redéfinition de l'identité allemande pour tenter de quitter les marges du débat politique dans lesquelles elles étaient cantonnées. La réapparition de la thématique des territoires perdus suite à la résurgence mémorielle autour de la fuite et de l'expulsion des populations allemandes d'Europe centrale après le second conflit mondial fut à cet égard d'autant plus bénéfique que les forces en question étaient les seules à avoir inlassablement thématiqué ces sujets. De la même manière, elle leur fut mécaniquement bénéfique dans la mesure où ces forces avaient également été les seules à défendre et relayer constamment, par conviction ou par opportunisme, les principales revendications des associations de réfugiés : droit au retour des Allemands expulsés après 1945 et réintégration des provinces perdues dans l'Etat allemand, défini comme le *Reich* n'ayant jamais cessé d'exister.

La publicité, au sens de présence dans l'espace public, retrouvée de la question, dont l'intensité va *crescendo* depuis le milieu des années 1990, provoque son recentrage et, apparemment, celui d'une partie des milieux Réfugiés, qui s'étaient jusqu'alors, petit à petit, retrouvés coincés dans les marges politiques que nous avons évoquées. Ils se trouvaient à la limite, dans la zone grise, entre les forces les plus conservatrices de l'échiquier politique constitutionnel allemand et celles qui se trouvent en dehors de ce dernier. On assista à un double mouvement : la radicalisation assumée d'une (petite) partie de ces milieux et une relative normalisation des rapports du *Bund der Vertriebenen*, sous la houlette de sa Présidente Erika Steinbach, avec les forces politiques majoritaires, c'est-à-dire principalement avec les deux

grands partis populaires que sont le SPD et la CDU/CSU.

Les épisodes les plus marquants de radicalisation concernent directement la Prusse orientale, en premier lieu du fait de la radicalisation de celle qui fut son association de jeunesse jusqu'en l'an 2000 : la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen*, dont l'ambition débordante, l'hyperactivité et la nature des sujets auxquels elle se consacrait firent une proie idéale pour des forces d'extrême-droite (principalement installées dans les nouveaux *Länder*, en Saxe notamment) qui la noyautèrent et donnèrent un exemple frappant de ce que peut être l'instrumentalisation de la mémoire des territoires perdus. Précisons que l'heure de gloire de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* semble aujourd'hui passée.

Le second phénomène qui vient illustrer l'ambiguïté de la position des associations de réfugiés est la Fiduciaire prussienne, entité également créée (principalement) par la *Landsmannschaft Ostpreußen*, dont la raison d'être est d'œuvrer pour une restitution, sous une forme ou sous une autre, des biens perdus lors de la fuite et de l'expulsion des Allemands après 1945. La Fiduciaire prussienne, dès sa création, a suscité un rejet total de l'ensemble des forces politiques constitutionnelles de RFA, et même le *Bund der Vertriebenen* et la *Landsmannschaft Ostpreußen* durent s'en distancier formellement (cette dernière tout à fait contre son gré, du fait de l'insistance d'Erika Steinbach et du scandale que l'existence même de la Fiduciaire prussienne provoquait non seulement outre-Rhin, mais aussi en Pologne). L'activité de la Fiduciaire prussienne se poursuit aujourd'hui malgré tout, le rejet des plaintes par elle déposées auprès de la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg n'étant pas forcément synonyme de renoncement à ses objectifs.

Ces derniers concernent de façon constitutive les biens des expulsés allemands, mais derrière eux s'en cachent d'autres. Ils s'articulent principalement autour du profond désir de reconnaissance ressenti par ceux qu'elles représentent de se voir accorder le statut de victimes d'une injustice et au-delà, celui de citoyens et de patriotes exemplaires³²⁴. Se sentant flouée de cette reconnaissance, une partie des Réfugiés tente d'obtenir gain de cause devant les tribunaux, sans succès jusqu'à maintenant.

Cette démarche, bien qu'infructueuse, est l'illustration quelque peu outrée d'un sentiment partagé depuis de nombreuses années dans les milieux Réfugiés bien plus largement que dans la seule Fiduciaire prussienne, celui d'une trahison du « national » par la société actuelle. Cette trahison serait illustrée de façon frappante par le renoncement, l'abandon et la désolidarisation de la société allemande d'avec les provinces perdues et leur population expulsée. Cet abandon aurait pour corollaire une « dégermanisation » de la société devenant sans réaction aucune, une société multiculturelle, terme chargé (dans ce contexte) d'une portée on ne peut plus péjorative. On comprend donc que ces milieux fassent l'objet de l'attention des forces les plus réactionnaires outre-Rhin, à tel point que certains observateurs affirment qu'ils constituent une charnière avec

³²⁴ À l'intersection de deux des multiples significations du terme, pour lesquelles deux mots distincts existent en allemand : *Anerkennung* (se voir reconnaître pour ce qu'on est, voir son identité prise en compte) et *Dankbarkeit* (gratitude).

l'extrême-droite (du moins avec les forces officiellement qualifiées comme telles par les services compétents). Ces affirmations sont d'autant plus crédibles que les évolutions comme celles de la *Junge Landsmannschaft Ostpreußen* viennent les étayer très efficacement, tout comme la publication d'articles extrémistes dans l'organe officiel de la *Landsmannschaft Ostpreußen* ainsi que la collaboration de certains de ses rédacteurs à des publications au positionnement politique inquiétant. Il existe donc une articulation entre (certains) milieux Réfugiés et des forces de la droite extrême qui s'échangent ou partagent toute une série de thèses ou de revendications. Cela agit naturellement très négativement sur l'image du *Bund der Vertriebenen* et de ses membres, ainsi que sur les chances de réalisation de ses objectifs et de satisfaction de ses revendications qui ne sont désormais (officiellement) plus d'ordre territorial. Ce dernier type de revendication aujourd'hui abandonné, la lutte se poursuit, mais sur d'autres terrains.

En effet, les convictions fondamentales demeurent inchangées mais, s'agissant d'objectifs concrets, on note depuis l'an 2000 environ un infléchissement majeur, sur un certain plan tout du moins. Ce changement est concomitant à l'arrivée d'Erika Steinbach à la tête du *Bund der Vertriebenen*. Celle-ci a dressé le constat suivant : si son organisation veut encore avoir un rôle à jouer avant que ses membres ne viennent à disparaître en grand nombre³²⁵, il faut changer d'apparence publique et de méthodes et, d'une certaine manière, de combat ou tout du moins de forme de combat. La lutte pour la reconnaissance demeure au centre de celui-ci. Mais, la question territoriale ayant été abandonnée (ou mise sous le boisseau³²⁶), c'est désormais la reconnaissance de leur souffrance qui est visée, conscient que, comme l'affirme Jörg Lau, « la plus haute forme de reconnaissance aujourd'hui est celle du statut de victime³²⁷ ».

Lutte pour la reconnaissance donc, mais pas seulement, également pour une certaine vision de l'Allemagne et de la germanité. C'est ici, comme nous l'avons dit, que l'articulation se fait avec l'extrême-droite et l'un des objets de cette lutte est la mémoire : mémoire de l'Est allemand, mémoire de Fuite et Expulsion, mémoire du second conflit mondial.

Cette articulation se fait autour de la mémoire, notamment car celle-ci est un des éléments fondateurs majeurs en terme d'identité³²⁸. Comme le dit Pierre Nora à propos des sociétés

³²⁵ Du fait de leur âge : ils furent expulsés dans la seconde moitié des années 1940.

³²⁶ Certains observateurs ne croient pas en la sincérité de ce renoncement, « *Um Grenzen geht es nicht ? Kaum zu glauben.* » (« Il ne s'agit pas de frontières ? A peine croyable »), Hofmann, Gunter « Trübe Wege/Eine Ausstellung über Flucht und Vertreibung in Berlin entlastet die deutsche Geschichte und erschwert die Beziehungen zu Polen », in *Die Zeit*, 10 août 2006.

³²⁷ Lau, Jörg, « Gedenken mit Schmiss », in *Die Zeit*, 27 mai 2004, « *Steinbach führt einen Kampf um Anerkennung. Und die höchste Form der Anerkennung ist heute die als Opfer.* », « Steinbach mène un combat pour la reconnaissance. Et la plus haute forme de reconnaissance aujourd'hui est celle du statut de victime. » Tzvetan Todorov parle de « cette consécration, au sommet d'une hiérarchie symbolique, du récit victimaire à la place du récit héroïque » et s'interroge : « qui aurait l'idée de se réclamer de la place de victime s'il n'avait pas l'espoir de voir reconnue sa souffrance et d'obtenir réparation ? ». Todorov, Tzvetan, *La peur des barbares/Au-delà du choc des civilisations*, Robert Laffont, Paris, 2008, 312 p., ici p. 94.

³²⁸ « La mémoire assure la pérennité – au moins le sentiment de cette pérennité - d'un individu comme d'un groupe dans le tumulte des ruptures de l'histoire. Elle remplit une fonction essentielle dans la prise en compte de l'altérité : altérité du temps qui change, en assurant la permanence plus ou moins fictive, plus ou moins réelle du groupe ou de l'individu ; mais aussi altérité du face à face avec d'autres groupes, d'autres nations, d'autres passés, donc d'autres mémoires, en permettant ainsi la distinction, donc la définition d'une identité propre. » Rousso, Henri, « Pour une

contemporaines : « Mémoire-miroir, [...] nous cherchons [...] l'éclat soudain d'une introuvable identité. Non plus une genèse, mais le déchiffrement de ce que nous sommes à la lumière de ce que nous ne sommes plus³²⁹. » Et comme le dit un autre grand historien, Jacques Le Goff : « La mémoire est un élément essentiel de ce qu'on appelle désormais l'*identité* individuelle ou collective, dont la quête est une des activités fondamentales des individus et des sociétés d'aujourd'hui, dans la fièvre et l'angoisse. Mais la mémoire collective est non seulement une conquête, c'est un instrument et un objectif de puissance³³⁰. » Ce fait, ainsi que le rapport spécifique de l'Allemagne avec son histoire, expliquent l'importance qu'accordent les forces les plus conservatrices (et au-delà sur l'échiquier politique) à cette dernière et en particulier à sa période la plus marquante, celle des années 1930 et 1940. Ils expliquent également que les grands partis populaires ne puissent faire autrement que de prendre en compte et traiter avec l'engagement nécessaire tout sujet historique en rapport avec cette période qui ressurgirait dans l'espace public allemand, ce sujet devenant instantanément un enjeu politique. Les différentes forces en présence s'engagent sur ces questions dans une lutte visant à imposer autant que possible leur vision du monde³³¹, en propageant leur vision du passé et leur conception de la place à accorder à ce dernier³³².

S'agissant de ces questions, pour faire écho aux propos de P. Nora précédemment cités, elles correspondent à une part primordiale de toute « vision du monde » dans une démocratie moderne : la définition du « nous³³³ ». Cette définition, processus permanent et par nature sans fin, se trouve à l'intersection de l'individuel et du collectif³³⁴. Par conséquent un des objectifs de toute société est que ses membres se reconnaissent d'elle (s'identifient à elle) et, réciproquement, ses composantes (individus et groupes) luttent, pour leur part, activement (et consciemment) ou pas, pour dessiner cette société à leur image. On le voit, la mémoire est donc également un vecteur disputé et discursif de lien social, les différents groupes d'individus tentant de faire place dans le récit de ce qui deviendra, à terme, l'histoire nationale (ou ce qui s'en rapproche

histoire de la mémoire collective : l'après-Vichy », p. 243-264, ici p. 264, in Peschanski, Denis, Pollak, Michael, Rouso, Henri (sous la direction de), *Histoire politique et sciences sociales*, Editions Complexe, Bruxelles, 1991, 285 p.

³²⁹ Nora, Pierre (sous la direction de), *Les lieux de mémoire*, tome 1, (Quarto) Gallimard, 1997, 1649 p., ici p. 36.

³³⁰ Le Goff, Jacques, *Histoire et mémoire*, Gallimard, 1988, 409 p., ici p. 174.

³³¹ C'est à dire leur façon de l'envisager et de le rendre compréhensible, il s'agit donc là, fondamentalement, d'un cadre interprétatif, sorte de super grille de lecture, un système complexe de représentations.

³³² « L'usage de la mémoire et de l'histoire pour fonder l'identité de chaque groupe se produit sur un terrain conflictuel dans lequel des intérêts divers se heurtent en voulant imposer des mémoires et des identités hégémoniques. », in Ruiz Torres, Pedro, « Les usages politiques de l'histoire en Espagne/Formes, limites et contradictions », p. 131-156, ici p. 135, in Hartog, François, Revel, Jacques (sous la direction de), *Les usages politiques du passé*, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, 2001, 206 p.

³³³ Sur ce point et les problèmes de « crise de la représentation », voir Rosanvallon, Pierre, *Le peuple introuvable/Histoire de la représentation démocratique en France*, Gallimard, Paris, 1998, 491 p.

³³⁴ Sur la question de l'articulation de l'identité individuelle, collective et nationale, voir Castiñeira, Ángel « Nations imaginées : identité personnelle, identité nationale et lieux de mémoire », p. 82-125, plus particulièrement p. 82-105, in Gagnon, Alain-G., Lecours, André, Nootens, Geneviève (sous la direction de), *Les Nationalismes majoritaires contemporains : identité, mémoire, pouvoir*, Editions Québec Amérique, Montréal, 2007, 311 p.

le plus aujourd'hui³³⁵) à ce qui leur semblent le plus digne d'y figurer³³⁶. Ils effectuent donc, ni plus ni moins, le « tri des faits et leur agencement hiérarchique³³⁷ ». On comprend aisément qu'ils puissent accorder à leur propre expérience une place élevée dans ce classement. Les groupes en question, mécaniquement, luttent pour éliminer ou réduire la portée dans le récit en question de ce qui ne trouve pas grâce à leurs yeux³³⁸ : « Mémoire-histoire et identité collective se renforcent mutuellement et acquièrent ainsi une dimension politique. D'une part, les identités collectives cherchent à se définir, à se légitimer et assurer leur domination sur le terrain politique à travers une mémoire et une histoire qui, en considérant le passé de manière sélective, tendent à ignorer et à écarter les autres mémoires et histoires possibles. D'autre part, seule la part du passé politiquement significative, au regard de la volonté de légitimer les identités et d'en assurer la domination, se transforme en héritage qui, bien entendu mérite d'être conservé et rappelé, au détriment d'une quantité d'autres expériences qui [...] tombent dans l'oubli³³⁹. »

S'agissant de la mémoire de la période nazie, savoir la « manier³⁴⁰ » est pour l'Allemagne une nécessité impérative afin que ce passé, d'une part, ne constitue pas un fardeau quotidien insurmontable mais que, d'autre part, les leçons de l'histoire restent en permanence accessibles. Il lui faut trouver un équilibre entre les deux mouvements contradictoires qui, dans un jeu de balancier, l'ont longtemps possédée, celui d'une obsession et celui d'un refoulement³⁴¹ de cette

³³⁵ « *Nationalgeschichte ist stets vergegenwärtigte Vergangenheit insofern, als der fortlaufende Konstruktionsprozess im Lichte der zeitgenössischen Gegenwart und auf der Folie politischer Zukunftsvorstellungen abläuft.* » « L'histoire nationale est un passé sans cesse réactualisé dans la mesure où le processus de construction en marche se déroule à la lumière du présent contemporain et sur une 'couche' de conceptions politiques du futur. » Echterkamp, Jörg, Müller, Sven Oliver (sous la direction de), *Die Politik der Nation/Deutscher Nationalismus in Krieg und Krisen 1760-1960*, R. Oldenbourg Verlag, Munich, 2002, 294 p., ici p. 15. On se rapprocherait donc d'une « réactualisation de tous les jours » faisant écho au « plébiscite de tous les jours » développé par Renan : Renan, Ernest, « Qu'est-ce qu'une nation ? », conférence faite en Sorbonne le 11 mars 1882, cité in Krulic, Brigitte, *La nation, une idée dépassée ? Problèmes politiques et sociaux/dossiers d'actualité mondiale n° 832*, La documentation Française, 31 décembre 1999, 88 p., ici p. 9-10.

³³⁶ Rappelons que ce genre de récit est un facteur nécessaire à l'identification aussi bien individuelle que collective : « Il faut donc, sans doute, des récits – avec leur part de fiction – pour permettre aux individus et aux communautés de se forger une 'identité narrative' nécessaire à leur affirmation. », p. 234 in Guibal, François, « Sans idéologie », p. 233-241, in Peschanski, Denis, Pollak, Michael, Rousso, Henri (sous la direction de), *Histoire politique et sciences sociales*, Editions Complexe, Bruxelles, 1991, 285 p. à la même page Guibal cite Paul Ricœur, *Du texte à l'action*, Paris Le Seuil, p. 387, « N'est-ce pas toujours 'à travers une image idéalisée de soi' – obtenue par le biais de récits 'fondateurs' – 'qu'un groupe se représente et s'identifie' ? »

³³⁷ Todorov, Tzvetan, *La peur des barbares/Au-delà du choc des civilisations*, Robert Laffont, Paris, 2008, p. 93, dans le chapitre intitulé « 2. Les identités collectives », p. 81-128.

³³⁸ Comme le dit Anne-Marie Thiesse : « L'existence d'un héritage commun, mythe nécessaire, fait rarement l'objet d'une mise en cause : c'est sa composition qui varie selon les options politiques et dans le temps. Les conflits peuvent de ce fait se traduire par des controverses sur la composition du patrimoine, des ajouts ou des retranchements dans cet ensemble éminemment plastique. » Thiesse, Anne-Marie, *La création des identités nationales/Europe XVIII^e-XX^e siècle*, Editions du Seuil, Paris, 2001, 311 p., ici p. 16.

³³⁹ Ruiz Torres, Pedro, *op. cit.*, p. 135. Précisons que certains, naturellement, désireraient ardemment que cet oubli frappe des événements jugés par trop handicapant en terme d'identité et/ou constituant une concurrence trop importante face à leur destin propre.

³⁴⁰ Nous aurions également pu dire « comment se comporter avec/face à elle ». Le terme « manier », que nous entendons comme le verbe « to handle » en anglais, est ici dénué de toute connotation le rapprochant de « manipuler » au sens d'abuser quelqu'un. Pour reprendre les mots de Jacques Le Goff : « un passé qui ne doit pas paralyser le présent, mais l'aider à être différent dans la fidélité, et nouveau dans le progrès », cité p. 161, in Hartog, François, *Régimes d'historicité. Présentisme et expérience du temps*, Le Seuil, Paris, 2003, 263 p.

³⁴¹ Ce à quoi fait référence le titre de l'œuvre de Assmann, Aleida, Frevert, Ute, *Geschichtsvergessenheit - Geschichtsversessenheit : vom Umgang mit der deutschen Vergangenheit nach 1945*, Deutsche Verlags-Anstalt, Stuttgart, 1999, 319 p.

histoire, voire de l'histoire en général. Autrement dit, il lui faut trouver ce chemin entre mémoire et oubli que Paul Ricœur a nommé « oubli de réserve³⁴² ». On peut également parler, à son propos, de souvenir latent : disponible mais pas directement présent. Ce nécessaire mais délicat maniement explique que l'identité allemande soit, par excellence, une identité difficile.³⁴³

En ce qui concerne la mémoire des réfugiés (Fuite et Expulsion en particulier et Est historique allemand dans une moindre mesure), le rapport que la société allemande entretient avec elle est bien différent. En effet, on peut affirmer que « l'Allemagne est d'abord ce pays dont l'identité repose plus que jamais sur la mémoire des années 1933-1945³⁴⁴ », et autant la mémoire de la *Shoah* est portée par cette société dans son ensemble (à tel point que l'on parle de « crime fondateur³⁴⁵ ») dont la mémoire fut (et est encore pour certains) véritablement persécutrice³⁴⁶, autant celle des expulsions ne hante que ceux qui en furent, directement ou indirectement, les victimes (phénomène que l'on nomme « désolidarisation » dans les milieux Réfugiés).

Pour autant, ces deux mémoires sont intimement liées et ce pour plusieurs raisons :

- elles se rapportent à des phénomènes historiques successifs : l'un s'achevait alors que l'autre débutait, les deux n'étant par ailleurs pas sans être unis par un lien de cause à effet,
- il y eut par le passé, comme nous l'avons dit, une sorte de jeu de balancier qui vit la mémoire de l'un prendre le pas sur celle de l'autre et réciproquement et cette dualité, cette concurrence, existe encore aujourd'hui (sur un mode mineur toutefois),
- tout phénomène historique, quel qu'il soit, est mesuré, en Allemagne, à l'aune du judéocide qui fonctionne comme le véritable point de fuite (au sens des lois de la perspective) de la mémoire allemande³⁴⁷.

³⁴² Voir Ricœur, Paul, « Aux origines de la mémoire, l'oubli de réserve », in *Esprit* août-septembre 2000, p. 32-47. Voir également Krulic, Brigitte, *Ecrivains, identités, mémoire/Miroirs d'Allemagne/1945-2000*, Autrement, Paris, 2001, p. 202.

³⁴³ Grosser, Alfred, *Les identités difficiles*, Presses de Sciences Po, Paris, 2007, 129 p. Précisons tout de même que l'on assiste à une décrispation, une sorte de dégel, face à l'identité nationale allemande depuis la coupe du monde de football qui s'est déroulée en RFA en 2006. Voir Sonntag, Albrecht, « Mondial 2006 : un été noir-rouge-or », Note du Cerfa n° 36, Ifri, www.ifri.org, 09/2006, 19 p.

³⁴⁴ Introduction à François, Etienne, Schulze, Hagen, (sous la direction de), *Mémoires allemandes*, Gallimard, Paris, 2007, 791 p., ici p. 15.

³⁴⁵ Ce caractère valait aussi bien pour la RFA que pour la RDA, bien que sous des formes différentes naturellement : « Dans les deux Etats allemands, chacun à sa propre façon, le national-socialisme servait de négatif [au sens photographique du terme] à la légitimation du nouvel ordre politique. Elle devait faire oublier le régime nazi mais dans le même temps commémorer ses victimes. » « In *beiden deutschen Staaten diente der Nationalsozialismus in je eigener Weise als negativer Kontrast zur Legitimation der neuen politischen Ordnung. Sie sollte das NS-Regime vergessen machen und doch zugleich an dessen Opfer erinnern.* » In Reichel, Peter, *Vergangenheitsbewältigung in Deutschland/Die politisch/justitielle Auseinandersetzung mit der NS-Diktatur nach 1945*, Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 2003, p. 201.

³⁴⁶ Pierre-Yves Gaudard parle à cet égard de « culpabilité persécutrice », voir Gaudard, Pierre-Yves, *Le fardeau de la mémoire/Le deuil collectif allemand après le national-socialisme*, Plon, 1997, 286 p., plus particulièrement p. 72, 76, 79, entre autres.

³⁴⁷ « *Der Holocaust wurde zum Flucht- und Bezugspunkt auch für die Einschätzung und Auseinandersetzung mit 'Flucht und Vertreibung'* », Beer, Mathias, « Die Dokumentation der Vertreibung der Deutschen aus Ost-Mitteleuropa (1953-1962)/Ein Seismograph bundesdeutscher Erinnerungskultur », in Gauger, Jörg-Dieter, Kittel, Manfred, (sous la direction), *Die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten in der Erinnerungskultur*, Fondation

Ces liens fondamentaux entre les deux mémoires furent à partir des années 1970 un handicap majeur pour la perpétuation et la diffusion de celle des expulsions. En effet, en traitant cette dernière on avait en permanence deux craintes : voir automatiquement ressurgir la traumatisante mémoire du judéocide et se voir soupçonné d'être un nationaliste arriéré ou rétrograde.

La résurgence mémorielle que l'on observe depuis le milieu des années 1990 vient bouleverser ce tableau et redistribuer les cartes. La complexité du rapport de la société allemande avec la mémoire de Fuite et Expulsion vient également en partie du fait que cette dernière était traditionnellement portée par ses franges les plus conservatrices. Elles en faisaient l'instrument de visions passéistes de l'Allemagne et de l'identité allemande, crispées sur une définition de l'appartenance nationale fondée exclusivement sur l'ascendance, conception en voie d'être dépassée.

Il convient aujourd'hui d'arriver à trouver une façon de se comporter avec la mémoire des expulsions qui, autant que possible, ne puisse être perçue comme une remise en cause de la place de la *Shoah* dans l'histoire de l'Allemagne. À ce propos, l'instrumentalisation récente par des forces appartenant de façon aujourd'hui avérée à l'extrême-droite est un obstacle supplémentaire qui corse encore un peu plus la construction du chemin qui mènera à une « juste mémoire³⁴⁸ ». Cependant, le fait que Fuite et Expulsion (leur mémoire) soient revenues dans l'espace public et fassent l'objet d'une repolitisation au sens noble du terme, c'est-à-dire d'un débat réellement politique et pas uniquement politicien³⁴⁹ est un signe encourageant³⁵⁰. Pour autant, la question du Centre contre les expulsions, symbolique (et tout à fait névralgique) dans ce domaine, montre à quel point l'Allemagne continuera à l'avenir à avoir du mal avec son histoire³⁵¹. Signalons enfin que la violence (la plupart du temps feutrée ou « souterraine ») de certains débats ne doit pas forcément être source de pessimisme.

La personnalité d'Erika Steinbach est sur ce point un des éléments du problème. On

Konrad-Adenauer et Institut d'histoire du temps présent (Berlin-Munich), 2005, 146 p., www.kas.de, p. 17-35, ici p. 26.

³⁴⁸ « Qu'est-ce que la représentation du passé ? Et y a-t-il une juste mémoire ? [...] L'apprentissage même de la distinction méthodique entre s'informer et juger n'est pas sans horizon politique et moral. Il ne faut donc pas non plus que cette question quasi politique de l'abus de mémoire ou l'abus d'oubli soit traitée séparément de la question primordiale de la représentance. [...] L'idée d'un devoir de mémoire est pour Ricœur tout à fait légitime dans une perspective de justice, mais ce devoir s'adosse à un travail de reconnaissance inaccessible à l'impératif. » p. 13, introduction, in Abel, Olivier, Castelli-Gattinara, Enrico, Loriga, Sabrina, Ullern-Weitè, Isabelle (sous la direction de), *La juste mémoire/Lectures autour de Paul Ricœur*, Labor et Fides, Paris, 2006, 213 p. Notons que l'adjectif « juste » fait ici notamment référence à une notion d'équilibre entre « ce qu'il faut de mémoire et ce qu'il faut d'oubli », il peut également se rapporter à une justesse de ton (au sens quasi musical du terme) ou encore à la notion de justice : les réfugiés ont un droit légitime à ce que leur destin soit reconnu.

³⁴⁹ Au sens de *policies* et non de *politics*.

³⁵⁰ Depuis la réunification comme le dit Michael Werner, d'une manière générale, les enjeux de mémoire polarisent « selon des clivages qui ne correspondent plus du tout aux divisions politiques anciennes », p. 92, in Werner, Michael, « Deux nouvelles mises en scène de la nation allemande/Les expériences du Deutsches Historisches Museum (Berlin) et du Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland (Bonn) », p. 77-97, in Hartog, François, Revel, Jacques (sous la direction de), *Les usages politiques du passé*, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, 2001, 206 p.

³⁵¹ Selon toute vraisemblance.

peut se demander si c'est à juste titre. Toutefois, répondre à cette question ne relève pas du type de travail que nous effectuons ici. Il n'en reste pas moins que cette personne est devenue un réel motif de discordance entre (gouvernements) Allemands et Polonais et que sa présence dans le comité directeur du futur Centre est l'objet d'un *veto* de la part du SPD. Ce veto s'explique par l'appartenance de cette personnalité à la frange la plus conservatrice de la CDU et, plus spécifiquement par le fait qu'elle est présidente du *Bund der Vertriebenen*, deux éléments très défavorables pour ses aspirations à rendre consensuelle la mémoire de Fuite et Expulsion.

Malgré tout, on peut affirmer que, sans elle, un tel Centre n'aurait pas vu le jour et que si son relatif recentrage par abandon de certaines des revendications historiques (mais dépassées) des associations de réfugiés n'était qu'opportuniste, il aura tout de même permis de débloquent une situation figée depuis plusieurs dizaines d'années. Cela est un réel mérite car Fuite et Expulsion et Est historique allemand (qu'on l'appelle ainsi ou autrement), font bel et bien partie de l'histoire de l'Allemagne. À ce titre, il faudra bien les intégrer à la narration de cette dernière, coupant ainsi l'herbe sous le pied à des forces qui voudraient mésuser de cette mémoire (ce qu'ils font déjà depuis longtemps). Cette intégration est d'autant plus nécessaire que se fait jour et s'exprime outre-Rhin, depuis un certain nombre d'années maintenant, un réel et profond besoin d'histoire³⁵², besoin qui inclut le destin des réfugiés mais qui le dépasse et concerne, notamment, les bombardements des villes allemandes par les Alliés ou les exactions de l'Armée rouge lors de la Seconde Guerre mondiale. Ces différents sujets font référence à une thématique très problématique : celle de la souffrance allemande. Il convient également³⁵³ de manier avec prudence cette thématique pour qu'elle ne serve pas à des fins de disculpation partielle ou totale de la faute commise entre 1933 et 1945, dont l'objectif serait une normalisation de la situation de l'Allemagne sur un mode pervers tel que certains ont pu l'espérer lors de la réunification³⁵⁴. Comme l'écrit Pierre-Yves Gaudard :

à défaut de savoir ce qu'est un « pays normal », l'on conviendra que l'Allemagne est devenue un Etat-Nation aux frontières clairement définies et qui a su trouver sa place dans le concert des autres nations européennes³⁵⁵. Et s'il faut se réjouir de cela, il n'est toutefois pas possible de décréter que la réunification clôt le processus de deuil collectif allemand. Le décret n'est d'ailleurs pas de mise dans un tel processus [...]. Néanmoins, si la réunification ne saurait constituer l'issue triomphante que certains voudraient

³⁵² Entretien à l'automne 2005 avec Mme Renata Fritsch-Bournazel, spécialiste de l'Allemagne, ayant elle-même vécu les bombardements sur les villes allemandes durant les dernières années de la Seconde Guerre mondiale.

³⁵³ Comme celle de Fuite et Expulsion.

³⁵⁴ S'agissant de la normalisation sur un mode vertueux dans lequel « l'histoire pèse et continuera - heureusement - de peser », voir Martens, Stephan, « L'Allemagne unifiée a perdu ses complexes », *Le Monde Diplomatique*, Édition imprimée — octobre 1999 — p. 4 et 5.

³⁵⁵ À cet égard précisons que l'Allemagne est véritablement membre fondateur de l'Union européenne, entité dans laquelle s'est imposée une autre idée de la légitimité qui veut qu'une décision pour être légitime doive non seulement exprimer la volonté d'un peuple particulier sur un territoire donné, mais aussi être acceptée par ses voisins, l'institution européenne n'étant rien d'autre qu'un ensemble de mécanismes compliqués qui organise cette interdépendance choisie et non plus subie, pour limiter mutuellement les souverainetés. Voir p. 281 in Guéhenno, Jean-Marie, « Le modèle européen », p. 269-282, in De Montbrial, Thierry et Jacquet, Pierre (sous la direction de), *Ramses 2000*, IFRI, Paris 1999, 424 p. Cela expliquant, entre autres, que la RFA, sur les questions de mémoire notamment, s'efforce de trouver le terrain de possibles collaborations avec ses voisins, ce qui, s'agissant du Centre contre les expulsions, irrite profondément des personnalités comme Wilhelm von Gottberg (Président de la *Landsmannschaft Ostpreußen* jusqu'en 2010), volontiers de tempérament souverainiste sur ces questions (et sur d'autres), entretien avec l'auteur, août 2006.

voir en elle, il n'en reste pas moins que l'événement représente une accélération du processus de deuil collectif. Elle a contraint les Allemands de l'Ouest et de l'Est à se confronter à leur passé, et notamment aux difficultés de leur identité nationale. Ils ont maintenant à en assumer ensemble la pleine responsabilité sans pouvoir projeter la culpabilité héritée sur l'Allemagne d'en face³⁵⁶.

Quoi qu'il en soit, l'existence des risques³⁵⁷ que nous avons évoqués ne doit pas impliquer que la mémoire des événements survenus lors de Fuite et Expulsion, ainsi qu'indirectement celle des territoires qui furent allemands par le passé, soient ignorées, d'autant que la société de RFA paraît très vigilante face à tout risque de « dérive en direction d'une restauration des valeurs nationales³⁵⁸ ». Dans ce cadre, il convient d'accorder à la Prusse orientale une place à la mesure de son importance dans l'histoire de l'Allemagne, pas centrale certes, mais pas négligeable non plus³⁵⁹. Il convient également de donner une place adéquate à ceux qui furent chassés de cette province et qui désirent simplement que leurs racines et leur destin soient connus et reconnus³⁶⁰.

Il semble que la RFA soit sur cette voie. La présence accrue de ces thématiques dans les manuels scolaires d'histoire les plus récents en est une illustration significative car ceux-ci sont, par essence, l'incarnation d'un consensus certes minimal mais pérenne *a priori*. La volonté politique de fixer la thématique dans les programmes qui s'est exprimée dans deux *Länder* est certes encore très partisane et réactionnelle, mais le fait que les deux derniers chanceliers en poste ont clairement désigné les limites à ne pas dépasser dans la façon d'aborder (ou d'utiliser) ce passé est un signal positif à tous égards. Le compromis, assurément bancal sur certains points, passé entre le SPD et la CDU/CSU sur la structure et l'emplacement, ni trop périphérique ni trop central, du « signe visible » à Berlin peuvent également être qualifiés de signaux intéressants. Toutefois, ce qui est fondamentalement un compromis devra être « empli de vie³⁶¹ » comme on dit en allemand. La grande activité éditoriale autour de la mémoire des expulsions permet d'être optimiste sur ce point et d'espérer que l'espoir évoqué par E. et H. H. Hahn en 2001 :

³⁵⁶ Gaudard, Pierre-Yves, *op. cit.*, p. 231.

³⁵⁷ Précisons qu'il existe d'autres risques bien réels, notamment celui d'un « foisonnement commémoratif » excessif. En effet, depuis la construction du Mémorial de l'Holocauste dans le centre de Berlin, d'autres groupes de victimes se sont manifestés pour que la mémoire de leur destin particulier soit également représentée dans la capitale, ainsi en va-t-il des Tziganes ou des homosexuels. Voir Guillard, Sabrina, Guillet, Blandine, « Tziganes, l'attente d'une reconnaissance », *Documents/Revue du dialogue franco-allemand*, 2/07, avril 2007, p. 9-12. La mémoire des handicapés et malades mentaux a elle aussi reçu un emplacement berlinois, devant la célèbre Philharmonie. Cette multiplication de monuments commémoratifs fait employer à certains, non sans raisons objectives, l'expression de « surenchère mémorielle », voir Rossignol, Lorraine, « Un mémorial pour les Tziganes à Berlin, Le Monde, 2 janvier 2009, citée p. 41, in Grésillon Boris, *L'Allemagne vingt ans après*, La documentation Française, Dossier n° 8070, juillet - août 2009, 64 p.

³⁵⁸ Werner, Michael, « Deux nouvelles mises en scène de la nation allemande/Les expériences du Deutsches Historisches Museum (Berlin) et du Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland (Bonn) », p. 77-97, ici p. 96.

³⁵⁹ Il conviendrait donc que cette place soit plus conséquente que celle attribuée comme Manfred Kittel en prend l'exemple « à l'épisode de la domination coloniale sur l'Afrique de l'est » (Kittel, Manfred, *Vertreibung der Vertriebenen/Der historische deutsche Osten in der Erinnerungskultur der Bundesrepublik (1961-1982)*, Schriftenreihe der Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte, Oldenbourg, Munich, 2007, 206 p., ici p. 185. Cet exemple paraît particulièrement pertinent puisque Angelika Überholz nous indiquait en entretien que la place de la Prusse orientale à l'école lui semblait être comparable à celle de l'Afrique... du sud-ouest, bien que les deux processus de colonisation à l'œuvre en Europe et en Afrique soient éminemment différents et, à vrai dire, à peine comparables.

³⁶⁰ Sans avoir à l'esprit quelque « restauration nationale » que ce soit.

³⁶¹ « *Mit Leben erfüllt* ».

que du paysage mémorial fédéral revivifié et rendu plus attractif pour la jeune génération et que de la mémoire ‘historisée’ de Fuite et Expulsion qui affine le dessin du lieu de mémoire et l’emplisse de nouveaux et délicats dégradés³⁶², pourra se développer dans un certain temps « un lieu de mémoire³⁶³ vivant³⁶⁴ ». Ils décrivent ce dernier³⁶⁵ comme un de ceux qui furent, dès l’origine, les plus cultivés par les autorités de RFA, à tel point qu’ils n’hésitent pas à évoquer un « lieu de mémoire par excellence³⁶⁵ » et d’une mémoire construite tout à fait consciemment à des fins bien déterminées, dont la position dans la mémoire collective aurait été « octroyée³⁶⁶ ». Face, ou plutôt à côté, de cette mémoire décrite comme artificielle dans sa construction et dans les faits assez rapidement circonscrite aux milieux (au ghetto) Réfugiés, il a toujours existé une « autre mémoire³⁶⁷ » de Fuite et Expulsion, infiniment moins politique, individuelle par essence³⁶⁸. Cette mémoire, symbolisée et relayée par des auteurs tels que Siegfried Lenz pour la Prusse orientale³⁶⁹ ou Günter Grass pour Dantzig et sa région, fut pour de nombreux réfugiés³⁷⁰ l’espace dans lequel ils purent cultiver une mémoire qui ne soit ni stigmatisante ni stigmatisée politiquement.

Précisons qu’à peine trois années après la publication des lignes que nous venons de citer, l’espoir exprimé par E. et H. H. Hahn semblait déçu³⁷¹. Les débats d’alors autour du

³⁶² « Car s’il est vrai que la raison d’être fondamentale d’un lieu de mémoire est d’arrêter le temps, de bloquer le travail de l’oubli, de fixer un état des choses, d’immortaliser la mort, de matérialiser l’immatériel pour – l’or est la seule mémoire de l’argent – enfermer le maximum de sens dans le minimum de signes, il est clair, et c’est ce qui les rend passionnants, que de leur aptitude à la métamorphose, dans l’incessant rebondissement de leurs significations et le buissonnement imprévisible de leurs ramifications. » Ces caractères les rendent non seulement passionnants, mais également vivants ce qui conditionne leur pérennité, les lieux de mémoire étant ceux où la mémoire (en tant que capacité) s’exerce, travaille. Là où elle n’est plus en activité, elle meure. Voir Nora, Pierre (sous la direction de), *Les lieux de mémoire*, tome 1, (Quarto) Gallimard, 1997, 1649 p., ici en particulier p. 17 et 38 (pour la citation).

³⁶³ En français dans le texte.

³⁶⁴ « Ein lebendiger lieu de mémoire ». En effet, selon les époux Hahn : « *Die Erinnerungslandschaft der Bundesrepublik erfuhr eine Belebung und wurde auch für die jüngeren Generationen attraktiver.* » « *Die historisierte Erinnerung an ‘Flucht und Vertreibung’ füllt den Erinnerungsort mit neuen Detailzeichnungen und feinen Farbschattierungen aus, aus denen sich erst künftig ein lebendiger lieu de mémoire wird entwickeln können.* » « Le paysage mémoriel de la République fédérale a connu une revivification et est devenu plus attractif, également pour les générations montantes. » « La mémoire historisée de ‘Fuite et Expulsion’ emplit le lieu de mémoire de nouveaux motifs et de délicats dégradés, desquels pourra se développer dans un certain temps un lieu de mémoire vivant. » Hahn, Eva, Hahn, Hans Henning, « Flucht und Vertreibung », in François, Etienne, Schulze, Hagen (sous la direction de), *Deutsche Erinnerungsorte*, tome 1, C. H. Beck, Munich, 2001, p. 335-351, ici p. 351.

³⁶⁵ *Ibid.* p. 335.

³⁶⁶ *Ibid.* p. 341.

³⁶⁷ Celle-ci s’exprime par intermittences depuis 1945. Voir par exemple ce recueil de contributions consacrées aux territoires à l’est de l’Elbe ou de l’Oder paru en 1965 : Mönnich, Horst, *Wiederbegegnung/Deutschlands Mitte Deutschlands Osten*, Verlag Mensch und Arbeit, Munich, 1965, 240 p.

³⁶⁸ L’élaboration de cette « autre mémoire » non perçue et conçue comme devant être « utile » (Lucien Febvre disait en 1919 : « l’histoire qui sert est une histoire serve », cité p. 153 in Hartog, François, *Régimes d’historicité, Présentisme et expérience du temps*, Le Seuil, Paris, 2003, 263 p.) constitue ce que l’on appelle un « processus aveugle », c’est-à-dire disposant de sa propre dynamique interne dont on ne peut déterminer la direction par avance. Un autre processus de ce type est celui de civilisation, au sens que lui donne Norbert Elias, voir Krulic, Brigitte, *Fascination du roman historique*, Autrement, Paris, 2007, p. 106 et, de manière générale, Norbert Elias, *La civilisation des mœurs*, Pocket, Paris, 2002, 510 p.

³⁶⁹ Citons également Ernst Wiechert dont l’œuvre est profondément marquée par la Prusse orientale, voir par exemple Wiechert, Ernst, *Missa sine nomine*, Verlag Kurt Desch, Munich, Vienne, Bâle, 1973, 411 p. (première édition : 1950).

³⁷⁰ Les Hahn parlent des « autres ‘réfugiés’ », *Ibid.* p. 346.

³⁷¹ Hahn, Eva, Hahn, Hans Henning, « L’exode et l’expulsion », in François, Etienne, Schulze, Hagen, (sous la direction de), *Mémoires allemandes*, Gallimard, Paris, p. 607-630, ici p. 623.

Centre contre les expulsions n'annonçaient, selon eux, rien de bon. Cinq années ont encore passé depuis et si tout n'a pas évolué pour le meilleur, on peut espérer que continue à se combler le fossé qui divisait le paysage mémoriel de Fuite et Expulsion³⁷² et de l'Est historique allemand, entre une mémoire *de facto* centrée et tournant sur elle-même (celle des milieux Réfugiés), mémoire régulièrement instrumentalisée politiquement, et une mémoire plus libre, par moment évanescence, soumise à des cycles plus ou moins aléatoires de disparition et de réapparition (« l'autre mémoire »). Quoi qu'il en soit, comme l'affirme Michael Werner, « la voie à trouver sera, de toute évidence, étroite et sinueuse³⁷³. »

Ces recherches spécifiques sur la Prusse orientale ou plus exactement sur sa place dans l'Allemagne contemporaine pourraient être complétées par d'autres études. Par exemple sur les relations entre la CSU et la *Landsmannschaft Ostpreußen* et, au-delà, avec le *Bund der Vertriebenen*. Le parti chrétien-social de Bavière entretient des liens étroits avec ces entités du fait de leurs opinions politiques communes, mais pas uniquement.

Pour les associations de réfugiés, ces relations sont synonymes de soutien politique, mais également de soutien financier. Le Président Wilhelm von Gottberg nous précisait qu'en cas de besoin il était toujours sûr de trouver porte ouverte à Munich. Ainsi citait-il un manque ponctuel de trésorerie menaçant l'organisation d'une manifestation de la *Landsmannschaft Ostpreußen* qui put être résolu grâce à Edmund Stoiber, alors ministre-président du *Land* de Bavière, ce dernier finançant par ailleurs la « Maison Copernic, société de la minorité allemande à Allenstein³⁷⁴ ». Sans ce soutien cette maison n'aurait pu voir le jour³⁷⁵.

Pour la CSU, cet engagement pour et auprès des associations de réfugiés est l'occasion de soigner une clientèle fidèle qui est également un relais actif de visions du monde communes³⁷⁶, notamment en terme d'identité. Mais comme l'affirmait W. von Gottberg, pour la Bavière, ces relations privilégiées sont également l'occasion de se positionner dans le débat public en RFA et de se placer comme un acteur des relations internationales de l'Allemagne.

Il serait donc intéressant d'étudier les modalités de cette forme de partenariat entre ce *Land* si puissant et les Réfugiés.

³⁷² « *Die zerklüftete Erinnerungslandschaft* », Hahn, Eva, Hahn, Hans Henning, « Flucht und Vertreibung », in François, Etienne, Schulze, Hagen (sous la direction de), *Deutsche Erinnerungsorte*, tome 1, C. H. Beck, Munich, 2001, p. 350.

³⁷³ Au sujet du rapport de la RFA avec la thématique de la nation allemande en général, Werner, Michael, « Deux nouvelles mises en scène de la nation allemande/Les expériences du Deutsches Historisches Museum (Berlin) et du Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland (Bonn) », p. 77-97, ici p. 96, in Hartog, François, Revel, Jacques (sous la direction de), *Les usages politiques du passé*, Editions de l'Ecole des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris, 2001, 206 p.

³⁷⁴ « *Haus Kopernikus, Allensteiner Gesellschaft Deutscher Minderheit* », <http://www.stmas.bayern.de/vertriebene/kulturerbe/kulturarbeit.htm#allenstein>, page dédiée à cette maison sur le site internet du *Bayerisches Staatsministerium für Arbeit und Sozialordnung, Familie und Frauen*, Ministère d'Etat bavarois du travail, des affaires sociales, de la famille et des femmes. Voir également le site internet de la Société de la minorité allemande à Allenstein (*Allensteiner Gesellschaft der deutschen Minderheit*, AGDM) : http://www.agdm.republika.pl/agdm_index.htm.

³⁷⁵ Entretien accordé par Wilhelm von Gottberg à l'auteur.

³⁷⁶ Wilhelm von Gottberg affirme plein d'enthousiasme qu'entre « Réfugiés et 'Bavarois' existe, pour ainsi dire, une vision, une conscience commune de valeurs », entretien avec l'auteur.

On pourrait également prolonger les recherches que nous avons effectuées dans une optique comparative, rapprochant les représentations de la Prusse orientale en RFA de 1945 à nos jours avec celles, en France, de l'Alsace-Lorraine (en tant que « province perdue à recouvrer ») entre 1871 et 1918, et de l'Algérie des années 1950 à nos jours, en mettant, par exemple, l'accent sur les associations de Pieds-noirs et leur activité politique après le rapatriement.

Voilà, très brièvement exposées, deux pistes susceptibles de prolonger les recherches que nous avons entreprises.

Un autre projet prometteur verrait la mise en place d'une collaboration avec des chercheurs allemands, lituaniens, polonais, ukrainiens ou russes. Ces travaux pourraient par exemple s'associer à ceux du centre commémoratif et de recherche actuellement mis en place à Berlin. Il s'agirait, au-delà de comparer la place qu'occupent les provinces perdues ou recouvrées en RFA et en Pologne, d'étudier les représentations croisées de ce type de territoire³⁷⁷ dans la société des différents pays concernés³⁷⁸. Dans cette entreprise il conviendrait de toujours rester conscient du fait que « le monde est ma représentation³⁷⁹ », pour paraphraser le philosophe prussien occidental Arthur Schopenhauer, tout en s'efforçant d'apporter une pierre supplémentaire à la « scientification³⁸⁰ » de ces questions toujours sensibles et longtemps « mal-traitées ».

³⁷⁷ C'est à dire non seulement les territoires perdus par l'Allemagne en 1945, mais également le territoire de Memel, l'ancienne Pologne orientale, la région de Vilnius, etc.

³⁷⁸ Notons que la conférence organisée par M. Robert Maier à l'Institut Georg Eckert de Brunswick à l'automne 2007 s'inscrivait dans une démarche de ce type puisqu'elle était consacrée au traitement scolaire des territoires de l'ancienne Prusse orientale en RFA, en Lituanie, en Pologne et en Russie (région de Kaliningrad) aujourd'hui. Voir *supra*, troisième partie, III.

³⁷⁹ Schopenhauer, Arthur, *Le Monde comme volonté et comme représentation*, PUF, Paris, 2004, 1434 p.

³⁸⁰ Voir *supra*, deuxième partie II.

Annexes

Annexe 1

Die deutschen Ostgebiete ...



Erklärung:

- Seit 1945 unter fremder Verwaltung
- gegr. = Jahreszahl der deutschen Gründung

... und was man darüber wissen sollte

Unsere Karte zeigt die historischen Ostgebiete. Es sind diese:

1. **OSTPREUSSEN** mit Königsberg und dem Memelland, größer als die Niederlande
2. **WESTPREUSSEN** mit Bromberg, Thorn und Strasburg, fast so groß wie die Schweiz
3. **DANZIG** ist fast ist groß wie Luxemburg
4. **POMMERN** mit Stettin und Schneidemühl, größer als Belgien
5. **OSTBRANDENBURG** mit Landsberg a. d. Warthe, Schwiebus und Züllichau, fast so groß wie Nordirland
6. **SCHLESISIEN** mit Breslau und Oppeln, größer als Dänemark
7. **SUDETENLAND** mit Reichenberg, Karlsbad, Troppau, Eger, dem Böhmerwald und Südmähren, größer als Hessen und das Saarland zusammen-genommen

Der Wert dieses Landes ist unermesslich. Setzt man pro qm nur 10 DM (ungef. € 5) an, beträgt der Wert Ostdeutschlands in den Grenzen von 137 1188 Milliarden DM (ungef. € 594 Milliarden), des Sudetenlandes 225 Milliarden DM (ungef. € 112,5 Milliarden), aller bis 1945 geschlossen deutsch besiedelten Gebiet im Osten 1 500 000 000 DM (ungef. € 75 000 000 000), d. h. 1 Billionen 500 Milliarden DM (ungef. € 500 Milliarden 250 Millionen).

Nach 1945 wurden 13 Millionen Ostdeutsche, aus ihrer Heimat vertrieben. Etwa 2,6 Millionen, meist Frauen, Kinder und Greise, kamen dabei ums Leben.



Junge Landsmannschaft Ostpreußen e.V.
Postfach 101 521 – 33515 Bielefeld - Netz: www.ostpreussen.org



Jung - Aktiv – Politisch Unkorrekt

Annexe 2



Potsdamer Programm der Jungen Landsmannschaft Ostpreußen

Die Junge Landsmannschaft Ostpreußen (JLO) ist:

1. Eine Jugendorganisation für Ostpreußen

Die JLO ist eine Gemeinschaft junger Menschen, die sich mit Ostpreußen durch familiäre Abstammung, nationales Zusammengehörigkeitsgefühl oder das Bekenntnis zu dem geistigen und sittlichen Erbe Ostpreußens verbunden fühlen.

Die JLO setzt sich zum Ziel, junge Menschen zum gemeinsamen Einsatz für Ostpreußen zusammenzuführen. Sie will

- 1. bei den jungen Menschen ostpreußischer Herkunft die Verbindung zum Land der Väter wiederherstellen und festigen,
- 2. bei den jungen Menschen in Deutschland das Bewußtsein der Verbundenheit aller deutschen Länder und Landsmannschaften stärken und sie für Ostpreußen als eine gemeinsame Aufgabe begeistern.
- 3. junge Menschen in den Nachbarländern Ostpreußens im Sinne der Völkerverständigung für den Aufbau einer guten Nachbarschaft in und um Ostpreußen gewinnen.

2. Für die Achtung der Menschenrechte

Die JLO bekennt sich zu den allgemeinen Menschen- und Völkerrechtsnormen, insbesondere zu dem Verbot und der Ächtung von Völkermord, Annexion und Vertreibung. Die JLO betrachtet die Achtung der Menschen und Völker in ihrer angestammten Heimat als überzeitliches und unveräußerliches Rechtsgut, das durch vertragliche Vereinbarungen staatlicher Gewalten nicht außer Kraft gesetzt werden kann. Jahrhundertalte Kulturen sind ein unverzichtbares Erbe der Menschheit, das zu schützen alle Menschen aufgerufen sind. Die JLO unterstützt alle Bestrebungen, die darauf gerichtet sind, die regionale Identität und die historische Verwurzelung der Menschen in ihren angestammten Ländern rechtlich und materiell zu sichern und zu stärken.

3. Für den Wiederaufbau Ostpreußens

Die JLO setzt sich ein für den wirtschaftlichen und kulturellen Wiederaufbau Ostpreußens.

Sie fordert dabei die gleichberechtigte Zusammenarbeit aller Menschen, denen Ostpreußen Heimat oder Anliegen ist. Die JLO begrüßt die Ansiedlung von Rußlanddeutschen in Ostpreußen, sie fordert die Regierungen Deutschlands und Rußlands auf, im Geiste der "Zehn Thesen der JLO zur Zukunft von Königsberg" den Wiederaufbau Königsbergs zu einem Modell völkerverbindender Zusammenarbeit zu entwickeln. Die JLO ruft alle Deutschen und ihre Nachbarn zum gemeinsamen Wiederaufbau Ostpreußens auf. Nur wenn wir Ostpreußen als eine gemeinsame Aufgabe begreifen, wird dieses Land eine Zukunft haben.

4. Für die Rechte der Volksgruppen in Europa

Die JLO fordert die Gewährung von umfassenden Volksgruppenrechten für die Deutschen in ihren angestammten Siedlungsgebieten. Niederlassungsfreiheit, Kulturautonomie und die Gewährung demokratischer Grundrechte sind ein Prüfstein für das Zusammenleben in einem "gemeinsamen Haus Europa". Am Beispiel Ostpreußen erweist sich, wie "Europa" zu einer lebenswerten Realität werden kann. Mitglied in einer "Europäischen Union" können nur Staaten werden, die jeder Form von Vertreibung entschieden entgegnetreten und Rückkehr und freie Entfaltung garantieren. Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland bleibt in Gegenwart und Zukunft dazu aufgerufen, ihre Pflicht gegenüber dem Teil des deutschen Volkes wahrzunehmen, dessen Heimat jenseits von Oder und Neiße liegt.

5. Für die Solidarität aller Deutschen

Die JLO fordert alle Deutschen zur Solidarität für jenen Teil des Vaterlandes auf, der die Last der Geschichte in besonderer Weise getragen hat. Sie fordert alle Deutschen auf, die nationale Einheit über die Grenzen hinweg zu wahren und zu festigen und den Deutschen außerhalb des Geltungsbereiches des Grundgesetzes umfassenden Beistand und Schutz zu garantieren. Die JLO fordert die Verankerung der Rechte der Vertriebenen in der Verfassung der Bundesrepublik Deutschland. Insbesondere fordert sie, alle staatliche Gewalt zu verpflichten, den Fortbestand der ostdeutschen Kultur zu schützen und die Anstrengungen der Vertriebenen und der in der Heimat Verbliebenen zur Bewahrung ihrer Identität nach besten Kräften zu unterstützen.

6. Für die Wahrung des Kultur-Erbes

Die JLO tritt ein für die Wahrung und Pflege des großen Kultur-Erbes Ostdeutschlands. Insbesondere setzt sie sich ein für die Besinnung auf die positiven geistigen und sittlichen Traditionen Preußens. Sie fordert die angemessene und unverfälschte Darstellung Ostdeutschlands in den Medien, im Schulunterricht und im kulturellen Leben und die Förderung einer Jugend-, Kultur- und Sozialarbeit, die auf die Erhaltung der Identität und der landsmannschaftlichen Verbundenheit der ostpreußischen Bevölkerung auch in den nachfolgenden Generationen gerichtet ist.

7. Für eine kritische Aufarbeitung der Geschichte

Die JLO setzte sich ein für eine kritische Aufarbeitung der Geschichte im Geiste der Wahrhaftigkeit und der Versöhnung. Sie wendet sich gegen die Verdrängung und Manipulation einzelner Teile der Geschichte und fordert die Auseinandersetzung mit dem Schicksal Ostdeutschlands als einem bisher unbewältigten Teil unserer Vergangenheit. Die JLO tritt ein für eine politische Kultur des Dialogs, in der auch die Rechte von Minderheiten respektiert werden.

8. Für ein Ende von Gewalt und Vertreibung

Die JLO lehnt eine Vertreibung der in Ostdeutschland angesiedelten Bevölkerungsgruppen ab. Sie tritt dafür ein, im Zuge der gegenseitigen Gewährung von Rechten eine Gleichberechtigung der Deutschen und der heutigen Bewohner in Ostdeutschland zu erreichen. Sie fordert die für die Vertreibung verantwortlichen Staaten auf, die weiterhin bestehende Vertreibung der Deutschen und den Zustand der gewaltsamen Aussperrung der deutschen Bevölkerung zu beenden.

9. Für Ausgleich und friedlichen Wandel

Die JLO bekennt sich zu einem friedlichen Wandel. Die Geschichte ist ohne Schlußstrich. Sie bleibt eine Gestaltungsaufgabe, in der sich alle Völker um einen vernünftigen und gerechten Ausgleich bemühen müssen. Die gewaltsame Durchsetzung von Maximalpositionen mit dem "Recht des Stärkeren" schafft keinen Endzustand der Geschichte, sondern nur eine Entfremdung zwischen den Völkern, die den Keim zukünftigen Unheils in sich trägt. Eine gerechte Friedensordnung kann nur im Ausgleich verwirklicht werden.

10. Für eine gemeinsame Zukunft in Ostpreußen

Die JLO reicht allen Menschen in und um Ostpreußen, allen Deutschen und Russen, allen Polen und Litauern, denen Ostpreußen am Herzen liegt, die Hand für eine gemeinsame Zukunft. Nur gemeinsam kann es uns gelingen, aus der großen Vergangenheit Ostpreußens eine Brücke in eine bessere Zukunft zu bauen.



Beschlossen zu Potsdam-Sanssouci,
den 12. März 1994
Die Junge Landsmannschaft Ostpreußen

++++ Nachdruck und Vervielfältigung erlaubt +++++

| | |
|---|---|
|  | <p>Junge Landsmannschaft Ostpreußen (JLO) e.V. Postfach 101 521 33515 Bielefeld</p> |
| <p>Netzseite: www.ostpreussen.org</p> | |

Annexe 3

Wer wir sind

Eltern aus Ostpreußen?

Müssen die Eltern aus Ostpreußen sein, wenn man bei der JLO mitmachen will? Keineswegs! Das ist für uns nicht wichtig. Natürlich finden wir es gut, wenn sich jemand seiner Herkunft bewußt ist, Entscheidend aber ist das Interesse für Ostpreußen....

Die JLO ist jung!

Sie wurde im April 1991 gegründet, die erste Ausgabe der Zeitschrift FRITZ erschien im November 1991. Stimmrecht hat jeder von 14 - 35, Ältere sind als Fördermitglieder herzlich willkommen.

Die JLO ist aktiv!

Unsere Zukunft ist uns zu wichtig, um sie anderen zu überlassen. Wer mitbestimmen will, muß sich aktiv beteiligen. Wer nur zuschaut, wird irgendwann zum Opfer der Politik anderer.

JLO - was machen wir?

Lager, Fahrten und Radtouren in Ostpreußen, Seminare zu kulturellen, geschichtlichen, landeskundlichen und politischen Themen, Hilfstransporte, Kriegsgräberarbeit, FRITZ, Volkstanz, Singen, politische Aktionen und, und, und.....

Die JLO setzt auf Eigeninitiative und das Engagement eines jeden Einzelnen! Komm' auch DU zu uns, denn Dein Platz ist noch frei in den Reihen einer heimatbewußten, aktiven und stolzen Jugend.



Anschrift:
Junge Landsmannschaft Ostpreußen e.V.
 - Unabhängiger gesamtdeutscher Jugendverband -
 Postfach 101 521, 33515 Bielefeld

Netzseite:
www.ostpreussen.org

Bankverbindung:
 Dresdener Bank Gießen
 (BLZ: 51380040), Konto-Nr. 910519000

Infogutschein:

Name, Vorname: _____
 Straße, Haus-Nr.: _____
 PLZ, Ort: _____ Alter: _____
 Telefon: _____

Bitte kreuze an:

- Ich möchte Infomaterial über Euch und Eure politischen Ideen!
- Ich möchte eure Mitgliederzeitschrift „Fritz“ zugeschickt bekommen! (1,50 Euro in Briefmarken liegen bei)
- Ich möchte zu einem Eurer Treffen eingeladen werden und Euch näher kennenlernen!
- Ich möchte Mitglied werden!

Gutschein bitte senden an:
JLO, PF 101 521, 33515 Bielefeld

Junge Landsmannschaft Ostpreußen e.V.
 - Unabhängiger gesamtdeutscher Jugendverband -

JLO



Wir sind die Jugend!

Ein Jugendverband stellt sich vor

Jung - Aktiv - Politisch Unkorrekt

Wer wir sind

Seit 1991 engagiert sich die JLO als lebendigste Nachwuchsorganisation der Vertriebenen in vielerlei Bereichen:

Der Auftrag der Jugend:

Nun, da für die Zeitzeugen der Vertreibung die biologische Uhr tickt, ist die landsmannschaftliche Jugend gefordert als Sachwalter ost- und gesamtdeutscher Interessen ostdeutscher kulturelles Erbe zu bewahren. Grundlage dafür muß auch die ernsthafte Frage und Forderung nach parteiübergreifender politischer Interessenvertreter sein.

Die Völkermord und die Zerstörung kultureller Werte in Ostpreußen und überall sonst in Ostdeutschland, millionenfache Vergewaltigung, Deportation, Folter, entschädigungslose Zwangsarbeit und Enteignung – alles uninteressant geworden, seit die Bedeutung der Erlebnisgeneration als Stimmvieh der etablierten Parteien altersbedingt rückläufig ist?

Der politische Auftrag der JLO:

Die Junge Landsmannschaft Ostpreußen engagiert sich auf dem Boden einer freiheitlich-demokratischen Werteordnung parteiübergreifend für ost-, und damit untrennbar verbunden, gesamtdeutsche Interessen. Wir scheuen uns nicht, kritisch Stellung zu beziehen zu Entwicklungen die diese Grundordnung bedrohen, - dabei kümmern uns keine politische "Korrektheit".



Wir sind:

- junge Menschen aus ganz Deutschland, die sich für die deutschen Gebiete jenseits von Oder und Neiße interessieren
- junge Menschen, die sich mit Ostpreußen, Pommern, Schlesien, Westpreußen und dem Sudetenland verbunden fühlen
- Freunde und Partner der jungen Deutschen jenseits von Oder und Neiße

Wir denken:

- der deutsche Osten ist ein Teil deutscher Geschichte und Kultur, zu dessen Bewahrung alle Deutschen aufgerufen sind
- das Recht auf die Erhaltung der regionalen Identität haben nicht nur fremde Volksgruppen aus fernen Ländern
- jahrhundertalte Kulturen sind ein Erbe der Menschheit; sie besitzen ein Recht, daß durch staatliche Verträge nicht aufgehoben wird
- in der "Union Europas" haben nur Staaten Platz, die die Volksgruppenrechte achten
- das Schicksal des deutschen Ostens ist der unbewältigte teil der deutschen Geschichte

Wir wollen:

- Gemeinschaft erleben
- Geschichte verstehen
- Land und Kultur erfahren
- Menschenrechte fordern
- Verständigung suchen
- Zukunft gestalten



Das Wesen wahrer Freundschaft, ist das Unersetzbare!
 Herbert Böhme

Was machen wir

Stammtische:

In jedem Landesverband werden Stammtische abgehalten. Wer Interesse hat, sich mal aus kompetenter Hand und persönlich über Ostpreußen, aber auch über andere historische und aktuelle Themen informieren will, ist auf den Stammtischen der JLO gut aufgehoben. Jeder Stammtisch ist ein offenes Forum, wo sich ein jeder auch mit seinen Fragen, aber auch Anregungen einbringen kann. Die JLO versucht in jeder größeren Stadt einen Stammtisch anzubieten. Wer Lust hat, an einem Stammtisch in seiner Nähe teilzunehmen, setze sich mit der Bundesgeschäftsstelle in Verbindung. (JLO - PF 101 521 - 33515 Bielefeld)

Wanderungen:

In jedem Landesverband wird mindestens eine Wanderung im Jahr angeboten. Diese führt die Teilnehmer an besondere historische Stätten, Denkmale oder einfach nur in die freie Natur. Bei jeder Wanderung steht das gemeinschaftliche Erlebnis im Mittelpunkt.

Großfahrten:

Das Hauptereignis in jedem Jahr ist für jedes JLO-Mitglied die Großfahrt nach Ostpreußen. Auf dem Rücken des Fahrrads wird die Heimat erkundet, denn nur durch das eigene Erleben wird erst klar, was Heimatverlust bedeutet!

Sonstige Aktivitäten:

- Wanderungen
- Kanutouren
- Grillabende
- Vorträge
- Seminare zu Politik und Geschichte
- Kriegsgräberlager



Annexe 4



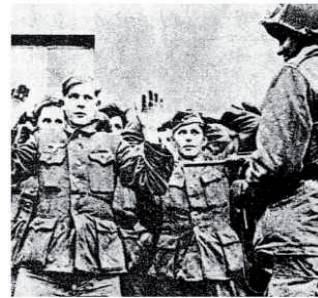
Der 8. Mai 1945: Tag der GEFANGENSCHAFT

1. Was bedeutet der 8. Mai eigentlich?

Das Wichtigste zuerst: 12 Millionen Deutsche werden mit dem 8. Mai zu Kriegsgefangenen. Die Sieger machen dabei aus ihrer Einstellung gegenüber den Deutschen keinen Hehl: "Deutschland wird nicht besetzt zum Zwecke der Befreiung, sondern als besiegte Feindnation."

2. Das Mißverständnis vom 8. Mai: KEIN KRIEGSENDE - Kein Ende der GEWALT

Die offiziellen Kampfhandlungen enden erst am 8. Mai 1945, weil Stalin, Roosevelt und Churchill seit 1943 jede Art von Verhandlungen über einen Waffenstillstand ablehnen und Deutschland bis zur "bedingungslosen Unterwerfung" (unkonditional surrender) niederkämpfen wollen. Da seit 1941 Pläne zur Vernichtung des deutschen Volkes verbreitet werden, sehen viele Deutsche sich gezwungen, bis zum letzten zu kämpfen. - Der 8. Mai bedeutet nicht das Ende der Feindseligkeiten. Nur die deutsche Seite legt die Waffen nieder, die andere Seite setzt ihre Eroberung mit uneingeschränkter Gewalt fort.



3. Gefangenschaft heißt WEHRLOS SEIN

12 Millionen deutsche Männer, vom Knaben bis zum Greis, sind vom 8. Mai an fremder Willkür gnadenlos ausgeliefert. Von den Rheinwiesen-Lagern der Amerikaner bis in die Wälder Sibiriens erstreckt sich das große Sterben. Sind im Kriege von 1939 bis 1945 etwa 3 Millionen deutsche Soldaten gefallen, so kommen in der Gefangenschaft nochmals etwa 3,2 Millionen um. Mehr als sechs Millionen deutsche Soldaten sterben, davon die Hälfte nach dem 8. Mai. Der 8. Mai 1945 ist der Tag, an dem sie dem Tod ausgeliefert wurden. Am 8. Mai sollten wir ihrer gedenken.

4. Gefangenschaft für ein GANZES VOLK

Auch Millionen von Frauen und Mädchen werden zu Gefangenen, werden verschleppt, vergewaltigt, getötet. Eine ganze Nation geht in Gefangenschaft. Deutschland wird ein riesiges Gefangenen-Lager, die Deutschen sind rechtlos und vogelfrei. Sie werden von Haus und Hof vertrieben, bis aufs Hemd ausgeraubt, wie Vieh verfrachtet, als Sklavenarbeiter mißhandelt, durch Hunger und Gewalt dezimiert, durch eine entfesselte Soldateska zu Tode gequält. Für die Deutschen, die diese Zeit miterleben, ist die Zeit nach dem 8. Mai 1945 die dunkelste Zeit ihrer Geschichte.

5. Gefangenschaft führt in die physische VERNICHTUNG

Die Pläne zur Vernichtung Deutschlands (Kaufman, Hooton, Morgenthau) fließen in die Maßnahmen der Besatzerstaaten ein. Die systematische Zerstörung der Lebensgrundlagen führt zur Hungerkatastrophe von 1946 und 1947. Keine deutsche Institution ist in der Lage, die Toten dieser Jahre zu zählen. Wer weiß heute von ihnen? Englands Außenminister Hynd erklärt 1947 vor dem Unterhaus: "23 Millionen Deutsche stehen vor dem Hungertod ...". Ein Kanadier ermittelt später, daß durch die Folgen des Hungers die Zahl der Deutschen um 5 Millionen abgenommen hat.

6. Die Gefangenschaft macht die VERTREIBUNG möglich

Mehr als 17 Millionen Deutsche werden von Polen, Russen und Tschechen aus Deutschland vertrieben, 3,3 Millionen Menschen, meist Frauen und Kinder, kommen dabei um. Die Vertreibung ist ein Völkermord. Die Komplizen in London und Washington zünden sich genüsslich ihre Zigarren an, und demonstrieren mit Streichhölzern, wie man mit den Deutschen verfahren soll. Sie machen sich die Hände nicht schmutzig. Sie sind ebenso schuldig an dem singulären Verbrechen der Vertreibung, durch das Deutschland ein Drittel seines Staatsgebietes geraubt wird. Die deutsche Nation liegt geknebelt am Boden, kann nicht um Hilfe schreien und muß sich fortan in das Unrecht fügen. Das erzwungene Schweigen und die Beugung unter das Unrecht beginnen mit dem 8. Mai 1945.

7. Gefangenschaft heißt BERAUBUNG

Der gesamte Besitz der Deutschen wird zur Beute der Sieger. Was nicht niet- und nagelfest ist, wird demontiert und weggeschleppt. Maschinen und ganze Fabriken, Kunstschätze und ganze Museen, alles was Deutsche jemals erfunden oder geschaffen haben, Güterzüge mit wertvollen Plänen und Patenten, das gesamte geistige und materielle Eigentum, auch das deutsche Auslandsvermögen, fällt der Plünderung zum Opfer. Sogar die Wissenschaftler - wie z.B. Wernher v. Braun - werden deportiert. Deutschland verliert seine führende Stellung in Wissenschaft und Technik. - Am 8. Mai 45 beginnt die DEMONTAGE Deutschlands, der größte Raubzug der Geschichte.

8. Gefangenschaft heißt ENTMÜNDIGUNG

Der deutsche Staat wird gewaltsam handlungsunfähig gemacht, kein deutsches Recht, keine deutsche Autorität wird von den Eroberern respektiert. Die Verhaftung der letzten Reichsregierung unter Großadmiral Dönitz, der am 3. Mai die NSDAP aufgelöst und die NS-Herrschaft beendet hat, verstößt gegen alle Regeln des Völkerrechts. Jede deutsche Stimme, jeder Protest, jede Mahnung zum Recht wird damit zum Schweigen gebracht. Der Handstreich vom 23.5.45 markiert die Machtergreifung der Alliierten, die "feindliche Übernahme" des Staates durch eine alliierte Militärdiktatur. Eine wehrlose und gefangene Nation ist ihrer Stimme beraubt.

Der 8. Mai 1945: Tag der GEFANGENSCHAFT

9. Gefangenschaft bedeutet TOTALE FREMDBESTIMMUNG

Nach der Entmündigung der Deutschen Übernehmen die Besatzer den Wiederaufbau des Staates nach ihren Plänen. Nur wer sich dem Willen der Besatzer beugt, erhält die Lizenz zum öffentlichen Auftritt. Parteien werden gegründet, Wahlen werden abgehalten. Deutsche dürfen sich im Gefängnis nützlich machen und bei der Bewachung helfen: Ulbricht errichtet ein Marionetten-Regime nach Moskauer Vorbild. Auch in den West-Gebieten sehen viele in der Anpassung an die Sieger die einzige Möglichkeit, die bedrohte Existenz zu retten. Deutsche Politiker erhalten die "Frankfurter Dokumente" mit der Anweisung, danach eine Verfassung zu machen. Sie weigern sich zunächst, schaffen aber dann in stummem Protest ein "Grundgesetz für die BRD". Dieses Grundgesetz wird am 8. Mai 1949 verabschiedet und danach den Militär-Machthabern zur Genehmigung vorgelegt. Im Artikel 139 wird bestimmt: "Die zur Befreiung des deutschen Volkes" von den Alliierten 1945 bis 1949 erlassenen Rechtsvorschriften werden von diesem Grundgesetz "nicht berührt". - Auch heute erinnert der 8. Mai an die Relikte der Gefangenschaft.



10. Gefangenschaft führt zu UNWISSENHEIT und UMERZIEHUNG

Wer gefangen ist, bekommt nur sortierte Information, lebt in geistiger Beschränkung. Gefangenschaft kann der Besinnung dienen, kann aber auch zu Verdummung und Hirnwäsche mißbraucht werden. "Umerziehung" bedeutet die Zerstörung alter Werte und die Durchsetzung neuer gegen den Willen der Betroffenen. Einige Umerzieher formulieren es schärfer: "Wir werden alles zerstören, worauf die deutsche Nation gebaut ist". Aus Propaganda-Abteilungen entstehen der Rundfunk und die Presse der Besatzungszonen. Was vorher Feind-Propaganda war, wird nun herrschende Meinung. Der Sieg des Fremden in Sprache und Denken, in Gesittung und Tradition macht die Deutschen zu Fremden im eigenen Land, besonders den nachwachsenden Generationen wird ihr Vaterland fremd. Die Massenmedien fungieren als Besatzungsmacht in den Köpfen, sie setzen die Leitbilder der Sieger durch. Mit dem 8. Mai 1945 beginnt für viele Deutsche eine neue Gesinnungsdiktatur, die das freie Wort unter Strafe stellt.

11. Gefangenschaft bringt die SEELE in VERWIRRUNG

Die Beschränkungen der Gefangenschaft führen zu Apathie und Selbsthaß, zur Kultur-Verflachung bis hin zur Demenz. Wer im eigenen Lande der Heimat beraubt ist, verkümmert und stirbt langsam. Wo der Sinnhorizont fehlt, blüht die Dekadenz. Die große Verwirrung greift nicht erst seit der Zeit der "68er" um sich. Wer in Unterwerfung gehalten wird, entwickelt sich leicht zur gestörten Persönlichkeit, verliert das Gefühl für den Wert des Eigenen, baut die falsch verarbeiteten Konflikte zum Wahnsystem aus. In Gefangenschaft wächst ein neuer Menschentypus: Der Untergang wird gleichgültig hingegenommen oder sogar ersehnt als Befreiung aus angenehmer Schuld. Den Gefängnis-Deutschen ist vieles verloren gegangen, Äußerlichkeiten trösten über die innere Verkrüppelung hinweg. Manche haben das Ziel des 8. Mai verinnerlicht und machen "Nie wieder Deutschland!" zu ihrem Programm.

12. Gefangenschaft heißt: TRIBUTPFLICHT für die Kindeskinde

Gefangene verbiegen unter der Last der ständigen Bedrohung, sie verlieren den aufrechten Gang. Die Deutschen leben über 40 Jahre in der Geiselhaft der kalten Krieger, ihr Land ist das geplante Schlachtfeld eines atomaren Vernichtungskrieges ihrer Besatzungs-Partner. Durch den 9. November 89 werden sie aus dieser Lage erlöst. Fast wäre diese Befreiung gescheitert, weil die USA darauf bestehen, daß die BRD in der NATO und damit unter militärischer Kontrolle bleibt. So wandelt sich die "bedingungslose Unterwerfung" in "uneingeschränkte Solidarität" und Deutsche dürfen ihre "Treue" beweisen und weltweit für fremde Interessen kämpfen und zahlen. Als die Mauer von Berlin fällt, gibt es jedoch **keinen Friedensvertrag**, Überleitungs-Verträge sichern die "alten Rechte der Sieger", die **Feindstaatenklauseln** schreiben die frühere Feindschaft fort. - Auch daran erinnert der 8. Mai.

13. Die höchste Stufe der Gefangenschaft: SCHULDKNECHTSCHAFT für alle Zeit?

Wer den ständigen Hinweis auf eine angebliche kollektive Schuld dazu benutzt, ein Volk auf Dauer in einem Zustand der Unterwerfung zu halten, der errichtet ein System der Schuldknechtschaft. Es gibt keine kollektive Schuld, aber es gibt kollektive Diffamierung. Wer immer kollektive Diffamierung betreibt, um Verbrechen und Unrecht gegen ein Volk zu legitimieren, - wer seinen Namen in den Schmutz zieht, um es zu beherrschen, - wer Bußrituale und einseitiges Gedenken instrumentalisiert, um ein Volk in Verwirrung zu halten, zu entmündigen oder auf einen Weg der bedingungslosen Unterwerfung - bis hin zur Selbstaufgabe - zu zwingen, macht sich schuldig.

Wer ein Volk in Schuldknechtschaft hält, zerstört es. Wer ein Volk zerstört, ist ein Verbrecher.

Freiheit von kollektiver Schuld ist das Recht aller Völker. Auch für die Deutschen gilt:

Die Würde des deutschen Volkes ist unantastbar. Sie zu schützen, ist die Aufgabe aller staatlichen Gewalt.

Damit Deutschland leben kann, muß die SCHULDKNECHTSCHAFT fallen

Daran erinnert der 8. Mai : Befreiung ist unsere Aufgabe.



Junge Landsmannschaft Ostpreußen e.V.

- Unabhängiger gesamtdeutscher Jugendverband -

Postfach 101 521

33515 Bielefeld

Netz: www.ostpreussen.org

ViSdP: **Junge Landsmannschaft Ostpreußen (JLO)** - Postfach 101 521 - 33515 Bielefeld - www.ostpreussen.org
Nachdruck und Vervielfältigung erlaubt - Spenden - Konto: 910 519 000 bei Dresdener Bank Gießen BLZ 513 800 40

Annexe 5

Ohne Ostpreußen... fehlt uns was!



Ostpreußen - 750 Jahre deutsches Land

Deutsch ist dies Land –
durch heiliges Band –
und was deutsch ist
wird niemals sterben und bleich.
Denn es lebt ja in uns
//: als ein ewiges Reich //:

Bundeslied der JLO – 5. Strophe
Melodie: Glück auf, Glück auf!

Mitmachen! - Mitglied werden!

Wenn du jung bist (bis 35): Mach bei uns mit!
Laß dir Infomaterial zukommen, fahr mit uns nach
Ostpreußen, komm zu unseren Treffen.

Ob Du Mitglied werden willst, kannst Du später
entscheiden (Beitrag 25 € /Jahr). Wenn Du älter
bist (über 35): Steh' uns bei! Werde Förderer
Ostpreußens für 60 € / Jahr oder Ostpreußen
Spender für 120 € / Jahr

Deine Eltern sind nicht aus Ostpreußen?
Macht nichts. Ostpreußen geht uns alle an!

Infomaterial anfordern!

JLO - Postfach 101521 - 33515 Bielefeld
Netzseite: www.ostpreussen.org
Spenden: Kto 0910519000 BLZ 513 800 40

Sei frei und stolz, - nicht
feige, faul, verräterisch,
Du bist das Volk -
Deutschland braucht Dich!



Junge Landsmannschaft Ostpreußen



Wir wollen nach Ostland fahren!

Ohne Ostpreußen... fehlt uns was!



Ostpreußen - 750 Jahre deutsches Land

Deutsch ist dies Land –
durch heiliges Band –
und was deutsch ist
wird niemals sterben und bleich.
Denn es lebt ja in uns
//: als ein ewiges Reich //:

Bundeslied der JLO – 5. Strophe
Melodie: Glück auf, Glück auf!

Mitmachen! - Mitglied werden!

Wenn du jung bist (bis 35): Mach bei uns mit!
Laß dir Infomaterial zukommen, fahr mit uns nach
Ostpreußen, komm zu unseren Treffen.

Ob Du Mitglied werden willst, kannst Du später
entscheiden (Beitrag 25 € /Jahr). Wenn Du älter
bist (über 35): Steh' uns bei! Werde Förderer
Ostpreußens für 60 € / Jahr oder Ostpreußen
Spender für 120 € / Jahr

Deine Eltern sind nicht aus Ostpreußen?
Macht nichts. Ostpreußen geht uns alle an!

Infomaterial anfordern!

JLO - Postfach 101521 - 33515 Bielefeld
Netzseite: www.ostpreussen.org
Spenden: Kto 0910519000 BLZ 513 800 40

Sei frei und stolz, - nicht
feige, faul, verräterisch,
Du bist das Volk -
Deutschland braucht Dich!



Junge Landsmannschaft Ostpreußen



Wir wollen nach Ostland fahren!

Ohne Ostpreußen... fehlt uns was!



Ostpreußen - 750 Jahre deutsches Land

Deutsch ist dies Land –
durch heiliges Band –
und was deutsch ist
wird niemals sterben und bleich.
Denn es lebt ja in uns
//: als ein ewiges Reich //:

Bundeslied der JLO – 5. Strophe
Melodie: Glück auf, Glück auf!

Mitmachen! - Mitglied werden!

Wenn du jung bist (bis 35): Mach bei uns mit!
Laß dir Infomaterial zukommen, fahr mit uns nach
Ostpreußen, komm zu unseren Treffen.

Ob Du Mitglied werden willst, kannst Du später
entscheiden (Beitrag 25 € /Jahr). Wenn Du älter
bist (über 35): Steh' uns bei! Werde Förderer
Ostpreußens für 60 € / Jahr oder Ostpreußen
Spender für 120 € / Jahr

Deine Eltern sind nicht aus Ostpreußen?
Macht nichts. Ostpreußen geht uns alle an!

Infomaterial anfordern!

JLO - Postfach 101521 - 33515 Bielefeld
Netzseite: www.ostpreussen.org
Spenden: Kto 0910519000 BLZ 513 800 40

Sei frei und stolz, - nicht
feige, faul, verräterisch,
Du bist das Volk -
Deutschland braucht Dich!



Junge Landsmannschaft Ostpreußen



Wir wollen nach Ostland fahren!

Wer wir sind:

Wir die Junge Landsmannschaft Ostpreußen – (JLO) sind eine Gemeinschaft junger Menschen, die für Ostpreußen eintreten, weil
- dieses Land die Heimat unserer Vorfahren ist,
- eine Aufgabe für alle Deutschen darstellt und
- wir Unrecht nicht gleichgültig hinnehmen

Was wir wollen:

Ostpreußen soll nicht untergehen!
Wir nehmen das Erbe unsrer Väter auf.
Wir treten an ihre Stelle – damit niemand sagen kann: „Es ist ja keiner mehr da.“ Ziel ist die Erhaltung und Gesundung Deutschlands in allen seinen Teilen. Gemeint ist damit besonders die Bewahrung unserer Kultur und Eigenart.
Wir wollen ein Zeichen setzen...
- gegen die Verleumdung unserer Vorfahren und
- das Verleugnen und Verdrängen großer Teile unseres Vaterlandes und unserer Geschichte,
- gegen die „zweite Vertreibung“.

Wir lassen uns nicht vertreiben!

Was wir tun:

Wir fahren nach Ostpreußen...
Jeden Sommer machen wir eine große Radfahrt



Seminare zur politischen Bildung („pc“- frei, unabhängig und überparteilich!)
Wanderungen – Kulturwoche in Südtirol
Dresden Tag – Mauerfallfeier
Aufklärungsarbeit – Volkstanz
Flugblattaktion – Zeitung FRITZ
Gräberpflege – Gedenkfeiern und Mahnwachen

JLO-Die tun was

Jahreskalender 2004:

| | |
|-------------|---|
| 18. Januar | Reichsgründungsfeier |
| 27. Januar | Tag der deutschen Kaiser |
| 13. Februar | Dresden - Gedenken |
| 13./14.3. | Frühjahrsseminar |
| 20. März | Rhein-Preußen-Tasse |
| 8. Mai | "Tag der Gefangenschaft" |
| 15./16. Mai | Bundestreffen |
| 22./23. Mai | Hochgebirgswanderung mit Annabergefeier |
| 26. Mai | Schlageter -Tag des Widerstands |
| 4. Juli | Königsberg –Tag |
| 24.7.-7.8 | XI. Große Ostpreußen-Fahrt |
| 18.9.-25.9. | Andreas Hofer-Woche in Südtirol |
| 16. Oktob. | Nemmersdorf Mahnwache |
| 6.-7. Nov. | JLO – Bundesversammlung |
| 9. Nov. | "Tag der Befreiung" |
| 4.-5. 12. | Herbstseminar |
| Dezember | Sonnwendfeier/ Silvestertreffen |

Wer wir sind:

Wir die Junge Landsmannschaft Ostpreußen – (JLO) sind eine Gemeinschaft junger Menschen, die für Ostpreußen eintreten, weil
- dieses Land die Heimat unserer Vorfahren ist,
- eine Aufgabe für alle Deutschen darstellt und
- wir Unrecht nicht gleichgültig hinnehmen

Was wir wollen:

Ostpreußen soll nicht untergehen!
Wir nehmen das Erbe unsrer Väter auf.
Wir treten an ihre Stelle – damit niemand sagen kann: „Es ist ja keiner mehr da.“ Ziel ist die Erhaltung und Gesundung Deutschlands in allen seinen Teilen. Gemeint ist damit besonders die Bewahrung unserer Kultur und Eigenart.
Wir wollen ein Zeichen setzen...
- gegen die Verleumdung unserer Vorfahren und
- das Verleugnen und Verdrängen großer Teile unseres Vaterlandes und unserer Geschichte,
- gegen die „zweite Vertreibung“.

Wir lassen uns nicht vertreiben!

Was wir tun:

Wir fahren nach Ostpreußen...
Jeden Sommer machen wir eine große Radfahrt



Seminare zur politischen Bildung („pc“- frei, unabhängig und überparteilich!)
Wanderungen – Kulturwoche in Südtirol
Dresden Tag – Mauerfallfeier
Aufklärungsarbeit – Volkstanz
Flugblattaktion – Zeitung FRITZ
Gräberpflege – Gedenkfeiern und Mahnwachen

JLO-Die tun was

Jahreskalender 2004:

| | |
|-------------|---|
| 18. Januar | Reichsgründungsfeier |
| 27. Januar | Tag der deutschen Kaiser |
| 13. Februar | Dresden - Gedenken |
| 13./14.3. | Frühjahrsseminar |
| 20. März | Rhein-Preußen-Tasse |
| 8. Mai | "Tag der Gefangenschaft" |
| 15./16. Mai | Bundestreffen |
| 22./23. Mai | Hochgebirgswanderung mit Annabergefeier |
| 26. Mai | Schlageter -Tag des Widerstands |
| 4. Juli | Königsberg –Tag |
| 24.7.-7.8 | XI. Große Ostpreußen-Fahrt |
| 18.9.-25.9. | Andreas Hofer-Woche in Südtirol |
| 16. Oktob. | Nemmersdorf Mahnwache |
| 6.-7. Nov. | JLO – Bundesversammlung |
| 9. Nov. | "Tag der Befreiung" |
| 4.-5. 12. | Herbstseminar |
| Dezember | Sonnwendfeier/ Silvestertreffen |

Wer wir sind:

Wir die Junge Landsmannschaft Ostpreußen – (JLO) sind eine Gemeinschaft junger Menschen, die für Ostpreußen eintreten, weil
- dieses Land die Heimat unserer Vorfahren ist,
- eine Aufgabe für alle Deutschen darstellt und
- wir Unrecht nicht gleichgültig hinnehmen

Was wir wollen:

Ostpreußen soll nicht untergehen!
Wir nehmen das Erbe unsrer Väter auf.
Wir treten an ihre Stelle – damit niemand sagen kann: „Es ist ja keiner mehr da.“ Ziel ist die Erhaltung und Gesundung Deutschlands in allen seinen Teilen. Gemeint ist damit besonders die Bewahrung unserer Kultur und Eigenart.
Wir wollen ein Zeichen setzen...
- gegen die Verleumdung unserer Vorfahren und
- das Verleugnen und Verdrängen großer Teile unseres Vaterlandes und unserer Geschichte,
- gegen die „zweite Vertreibung“.

Wir lassen uns nicht vertreiben!

Was wir tun:

Wir fahren nach Ostpreußen...
Jeden Sommer machen wir eine große Radfahrt



Seminare zur politischen Bildung („pc“- frei, unabhängig und überparteilich!)
Wanderungen – Kulturwoche in Südtirol
Dresden Tag – Mauerfallfeier
Aufklärungsarbeit – Volkstanz
Flugblattaktion – Zeitung FRITZ
Gräberpflege – Gedenkfeiern und Mahnwachen

JLO-Die tun was

Jahreskalender 2004:

| | |
|-------------|---|
| 18. Januar | Reichsgründungsfeier |
| 27. Januar | Tag der deutschen Kaiser |
| 13. Februar | Dresden - Gedenken |
| 13./14.3. | Frühjahrsseminar |
| 20. März | Rhein-Preußen-Tasse |
| 8. Mai | "Tag der Gefangenschaft" |
| 15./16. Mai | Bundestreffen |
| 22./23. Mai | Hochgebirgswanderung mit Annabergefeier |
| 26. Mai | Schlageter -Tag des Widerstands |
| 4. Juli | Königsberg –Tag |
| 24.7.-7.8 | XI. Große Ostpreußen-Fahrt |
| 18.9.-25.9. | Andreas Hofer-Woche in Südtirol |
| 16. Oktob. | Nemmersdorf Mahnwache |
| 6.-7. Nov. | JLO – Bundesversammlung |
| 9. Nov. | "Tag der Befreiung" |
| 4.-5. 12. | Herbstseminar |
| Dezember | Sonnwendfeier/ Silvestertreffen |

Table des entretiens

Friedhelm Boll, né en 1945, Référent, entre autres, pour les questions concernant les réfugiés à la fondation Friedrich Ebert (FES) du SPD à Bonn, entretien mené le 6 septembre 2006 dans les locaux de la Fondation.

Brigitte Depner, née en 1960 à Arkeden/Archita (Roumanie), directrice depuis 2006 de la bibliothèque de l'Institut Georg Eckert de recherche internationale sur les manuels scolaires de Brunswick, Allemagne et *Aussiedlerin* de Roumanie.

Klaus Frank, né en 1921 en Poméranie, co-fondateur en 1971, président au niveau fédéral de 1994 à 2001, puis président d'honneur de *Zusammenarbeit mit Osteuropa* (ZMO, association proche du SPD dédiée aux réfugiés et *Aussiedler*) jusqu'à aujourd'hui, entretien mené le 2 novembre 2006 au siège de Rhénanie du Nord-Westphalie de l'organisation à Hürth.

Sebastian Husen, né à Hambourg en 1965, administrateur de la *Landsmannschaft Ostpreußen* depuis 2004, entretien mené le 9 août 2006 au siège de l'organisation à Hambourg

Ulrike Marek, réfugiée de Prusse orientale, née en 1937 à Peitschendorf (aujourd'hui Piecki) en Mazurie, entretien mené en août 2005 à son domicile de Frise orientale.

Ehrenfried Mathiak, né en 1946 en Bavière, président de la *Landsmannschaft Ostpreußen* (LO-NRW) entre 1995 et 2005, co-fondateur de la Fiduciaire prussienne, entretien mené le 18 avril 2007 à Bonn.

Natalie Miller, Allemande originaire de Russie, née en 1982 à Oulianovsk sur les rives de la Volga en Russie, arrivée en Allemagne en 1992, entretien mené en juin 2008 au Collège Michelet de Vanves.

Jürgen Schmude, né à Insterburg en Prusse orientale en 1936, ancien ministre du gouvernement d'Helmut Schmidt entre 1978 et 1982, entretien mené le 6 décembre 2006 à Duisburg.

Heinz Soth, né en 1944 à Königswusterhausen (Brandebourg) administrateur en Rhénanie-Westphalie de l'OMV entre 1994 et 2010 et de la *Senioren-Union* depuis 1994, entretien mené le 11 avril 2007 au siège de ces organisations à Düsseldorf.

Angelika Überholz, professeur d'histoire et de science sociale depuis 1980, actuellement au *Humboldt-Gymnasium* de Solingen, entretien mené le 16 avril 2006 dans cet établissement.

Wilhelm von Gottberg, né en 1940 en Prusse orientale, président de la *Landsmannschaft Ostpreußen* (LO) entre 1992 et novembre 2010, entretien mené le 9 août 2006 au siège de l'organisation à Hambourg.

Jochen Zauner, né en 1980 à Viersen, président du *Bund junges Ostpreußen* (BJO) de 2004 à 2007 et professeur d'histoire, entretien mené le 12 avril 2007 à Düsseldorf.

Table des principales abréviations

| | |
|-----|---|
| BdV | Bund der Vertriebenen |
| BJO | Bund Junges Ostpreußen |
| CDU | Christlich-Demokratische Union Deutschlands |
| CSU | Christlich-Soziale Union in Bayern |
| JLO | Junge Landsmannschaft Ostpreußen |
| LO | Landsmannschaft Ostpreußen |
| NRW | Nordrhein-Westfalen |
| NPD | Nationaldemokratische Partei Deutschlands |
| PT | Preußische Treuhand |
| PAZ | Preußische Allgemeine Zeitung |
| SPD | Sozialdemokratische Partei Deutschlands |
| ZgV | Zentrum gegen Vertreibungen |

Abréviations des titres de manuels scolaires

| | |
|------|--------------------------|
| EV | Entdecken und Verstehen |
| FG | Forum Geschichte |
| GeGe | Geschichte und Geschehen |
| ZR | Die Zeitreise |

Bibliographie thématique

Sommaire

- Nation/Nationalisme/Extrémisme
- Identité/Mémoire/Historiographie :
 - Le Centre contre les expulsions et la mémoire spécifique de Fuite et Expulsion ainsi que des territoires perdus
- Représentations
- Atlas/Cartographie/*Geopolitik*
- Prusse/Prusse orientale/Ligne et territoires de l'Oder-Neisse/Question allemande
- Expulsés/Associations de réfugiés/Partis politiques :
 - Articles de la presse quotidienne et hebdomadaire de RFA concernant les rapports entre Réfugiés et partis politiques jusqu'en 1991
 - Questions à propos de la *Landsmannschaft Ostpreußen* posées au *Bundestag* au gouvernement et réponses de ce dernier
 - Presse d'obédience sociale-démocrate :
 - Ausgleich*
 - Die Brücke*
 - Vorwärts*
 - Communiqués et organes de presse de la CDU et de ses sous-organisations :
 - Union in Deutschland*
 - Communiqués de presse de la CDU et de son groupe parlementaire
 - *Landsmannschaft Ostpreußen* et entités proches :
 - Discours d'Ottfried Hennig et Wilhelm von Gottberg (Présidents de la *Landsmannschaft Ostpreußen*) aux *Deutschlandtreffen der Ostpreußen*
 - PAZ : Preußische allgemeine Zeitung/Das Ostpreußenblatt*
 - Fiduciaire prussienne
 - Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland* :
 - Ses tracts
 - Autres
- Littérature « Réfugiés », à destination des réfugiés, marquée plus ou moins fortement par une vision de l'histoire héritée de l'entre-deux-guerres
- Manuels scolaires
 - Littérature secondaire et autres sources sur le système scolaire
- Ouvrages généraux et autres ouvrages ou références

Nation/Nationalisme/Extrémisme :

- Anderson, Benedict, *L'imaginaire national/Réflexions sur les origines et l'essor du nationalisme*, Editions La Découverte, Paris 1996, 213 p.
- Anonyme, « CSU/DSU - Sünde am Volk/Die ostdeutsche CSU-Schwester DSU driftet weiter nach rechts - weg von der DDR-CDU. », in *Der Spiegel* n° 17/1990 du 23 avril 1990, p. 24b et 25.
- Bayerisches Staatsministerium des Innern, *Verfassungsschutzinformationen/Bayern*, 1. Halbjahr 2005, 57 p., www.innenministerium.bayern.de.
- Behrends, Jan C., Kuck, Dennis et Poutrus, Patrice, (ZZF Potsdam/Projektgruppe « Herrschaft und Eigen-Sinn ») für das Aktionsbündnis gegen Gewalt, Rechtstextremismus und Fremdenfeindlichkeit des Landes Brandenburg, « Historische Ursachen der Fremdenfeindlichkeit in den Neuen Bundesländern », in *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B 39/2000, 22 septembre 2000, p. 15-21.
- Benthin, Rainer, *Die Neue Rechte in Deutschland und ihr Einfluß auf den politischen Diskurs der Gegenwart*, Peter Lang, Francfort/Main, 1996, 158 p.
- Besnault, Etienne, « La Prusse orientale, invitée inattendue de l'extrême-droite aux commémorations de Dresde », p. 188-194, in Wormser, Gérard, (sous la direction de), *Europe le miroir brisé*, Editions Parangon, Lyon, 2006, 206 p. Egalement paru sur le site internet de l'association Sens public, www.sens-public.fr.
- Besnault, Etienne, « La Saxe creuset du nationalisme », in *Documents/Revue du dialogue franco-allemand*, n° 1, février 2006, p. 5-9.
- Brühl, Carlrichard, *Naissance de deux peuples/Français et Allemands (IX^e-XI^e siècle)*, Fayard, Paris, 1994, 388 p.
- Casarus, Gilbert, *La nouvelle droite allemande*, Editions Desjonquères, Paris, 2001, 219 p.
- Cops, Juliette, *Wahrnehmung der Burschenschaften im heutigen Deutschland*, mémoire de maîtrise sous la direction de Brigitte Krulic, Université Paris X, non publié, 66 p.
- Cumin, David, « Impérialisme et droit international/Le point de vue de Carl Schmitt », www.stratisc.org, site de l'Institut de stratégie Comparée, ISC - Ecole pratique des Hautes Etudes/Sciences historiques et philologiques.
- Dann, Otto, *Nation und Nationalismus in Deutschland/1770-1990*, Beck'sche Reihe, Munich, 1996 (3ème édition), 438 p.
- Delannoi, Gil, Taguieff, Pierre-André (sous la direction de), *Théorie du nationalisme/Nation, nationalité, ethnicité*, Kimé, Paris, 1991, 324 p.
- Deutscher Bundestag, Drucksache 16/4675, 16. Wahlperiode, 14. 03. 2007, « Antwort der Bundesregierung auf die Große Anfrage der Abgeordneten Ulla Jelpke, Petra Pau, Sevim Dagdelen, weiterer Abgeordneter und der Fraktion DIE LINKE, « Entwicklung

der extremen Rechten und die Maßnahmen der Bundesregierung ».

- Dumont, Louis, *L'idéologie allemande/Allemagne-France et retour*, Gallimard, Paris, 1991, 324 p.
- Durkheim, Emile, « Communauté et société selon Tönnies », in *La Revue philosophique*, 27, 1889. Réimpression dans Emile Durkheim. Textes. 1. Eléments d'une théorie sociale, p. 383 à 390, Collection Le sens commun, Paris, Editions de Minuit, 1975, 512 p.
- Echternkamp, Jörg, Müller, Sven Oliver (sous la direction), *Die Politik der Nation/Deutscher Nationalismus in Krieg und Krisen 1760-1960*, R. Oldenbourg Verlag, Munich, 2002, 294 p.
- Finger, Evelyn, « Die Rosenkavaliere/In Dresden gaben sich die Brandstifter der NPD als Biedermänner. Damit verwischen sie gezielt die Grenze zwischen Trauer und Revanchismus », in *Die Zeit*, n° 8, 2005.
- Gellner, Ernest, *Nations et nationalismes*, Bibliothèque historique Payet, Paris 1999, 208 p.
- Gessenharter, Wolfgang, Pfeiffer, Thomas (sous la direction de), *Die Neue Rechte - eine Gefahr für die Demokratie ?* VS Verlag für Sozialwissenschaften, Wiesbaden 2004, 251 p.
- Guéhenno, Jean-Marie, « Le modèle européen », p. 269-282, in De Montbrial, Thierry et Jacquet, Pierre (sous la direction de), *Ramses 2000*, IFRI, Paris 1999, 424 p.
- Hobsbawm, Eric, *Nations et nationalismes depuis 1780*, Gallimard, 1992, 247 p.
- Innenministerium Nordrhein-Westfalen, « NRW-Verfassungsschutz warnt weiter vor Gefahren durch 'Junge Freiheit' - Nach BVG-Beschluss muss Verwaltungsgericht erneut entscheiden », http://www.im.nrw.de/pe/pm2005/news_1427.htm.
- Innenministerium des Landes Nordrhein-Westfalen, « Antifaschismus », 8 novembre 2008, <http://im.nrw/sch/409.htm>.
- Korinman, Michel, *Deutschland über alles, le pangermanisme 1890-1945*, Fayard, Paris, 1999, 701 p.
- Krulic, Brigitte, *La Nation/Une idée moderne*, Ellipses, Paris, 1999, 176 p.
- Krulic, Brigitte, *La nation une idée dépassée ? Problèmes politiques et sociaux/ dossiers d'actualité mondiale n° 832*, La documentation Française, 31 décembre 1999, 88 p.
- Landtag von Baden-Württemberg, 13. Wahlperiode, Drucksache 13 / 3446 ; Antrag der Abg. Stephan Braun u. a. SPD und Stellungnahme des Innenministeriums ; « Zusammenarbeit des Studienzentrums Weikersheim mit Rechtsextremisten », 28 juillet 2004, 4 p.
- Langewiesche, Dieter, *Nation, Nationalismus, Nationalstaat in Deutschland und Europa*, Verlag Ch. Beck, Munich, 2000, 267 p.
- Leca, Jean, « Nationalisme et universalisme », in *Pouvoirs*, n° 57, 1991.

- Miard-Delacroix, Hélène, *Question nationale allemande et nationalisme/Perceptions françaises d'une problématique allemande au début des années cinquante*, Presses Universitaires du Septentrion, 2004, 460 p.
- Nandlinger, Gabrielle, « 'Ehre, Freiheit, Vaterland !' /Burschenschaften als Refugium für intellektuelle Rechtsextremisten », www.bpb.de/themen/TGE8K9,0,Ehre_Freiheit_Vaterland!.html, sur le site internet de la *Bundeszentrale für politische Bildung*.
- Renan, Ernest, « Qu'est-ce qu'une nation ? », conférence faite en Sorbonne le 11 mars 1882.
- Rioux, Jean-Pierre (sous la direction de), *Les populismes*, Perrin, Paris, 2007, 436 p.
- Theile, Merlind, « Ode an Die Einheit », in *Spiegel Special Geschichte*, n° 1, 2007, p. 108-109.
- Staud, Toralf *Moderne Nazis/Die neuen Rechten und der Aufstieg der NPD*, Kiepenheuer & Witsch, Cologne, 2006, 235 p.
- Stein, Dieter, *Phantom « Neue Rechte »/Die Geschichte eines politischen Begriffs und sein Mißbrauch durch den Verfassungsschutz*, Edition JF, Berlin, 2005, 190 p.
- Stern, Fritz, *Politique et désespoir/Les ressentiments contre la modernité dans l'Allemagne préhitlérienne*, Armand Colin, 1990, 359 p.
- Taguieff, Pierre-André, *Sur la Nouvelle droite/Jalons d'une analyse critique*, Descartes & Cie, Paris, 1994, 426 p.
- Thiesse Anne-Marie, *La création des identités nationales/Europe XVIII^e-XX^e siècle*, Editions du Seuil, Paris, 2001, 311 p.
- Tönnies, Ferdinand, *Gemeinschaft und Gesellschaft/Grundbegriffe der reinen Soziologie*, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, Darmstadt, 1991, 224 p.
- *Verfassungsschutzbericht 2002 Niedersachsen*, http://cdl.niedersachsen.de/blob/images/C2054647_L20.pdf.
- Rapport 2004 du « *Verfassungsschutz* » du Ministère de l'intérieur de RFA, www.verfassungsschutz.de/download/SHOW/vsbericht_2004.pdf.
- Site internet de l'Université de la *Bundeswehr* à Hambourg, <http://www.hsu-hh.de/politiktheorie>, plus particulièrement http://www.hsu-hh.de/politiktheorie/index_OiIzKR0WBHW53D9B.html.
- Uhle-Wettler, Reinhard, « Der Einfluss der political Correctness auf unser Geschichtsbild », intervention lors d'une conférence organisée par la *Burschenschaft Danubia* de Munich, mars 2007, www.brandserver.de/danubia/texte/Vortrag/Dr.Franz_Uhle-Wettler.pdf.
- Weidinger, Dorothea (sous la direction de), *Nation – Nationalismus - Nationale Identität*, *Bundeszentrale für politische Bildung*, Bonn, 2002, 128 p.
- www.danubia.de, site internet de la *Burschenschaft « Danubia München »*.
- www.swg-hamburg.de/Deutschland_Journal. Adresse du *Deutschland Journal* sur le site internet de la Staats- und Wirtschaftspolitische Gesellschaft e. V. de Hambourg

- www.swg-hamburg.de/Deutschland_Journal/Abschied_von_Hugo_Wellems.pdf.
- Yacoub, Joseph, *Au-delà des minorités/Une alternative à la prolifération des Etats*, Les Editions de l'Atelier, Paris, 2000, 234 p.

Identité/Mémoire/Historiographie :

- Abel, Olivier, Castelli-Gattinara, Enrico, Loriga, Sabrina, Ullern-Weit , Isabelle (sous la direction de), *La juste mémoire/Lectures autour de Paul Ricœur*, Labor et Fides, Paris, 2006, 213 p.
- Arendt, Hannah, *Eichmann   Jérusalem*, traduction d'Anne Guérin, révisée par Martine Leibovici, folio histoire, 2002, 519 p.
- Assmann, Aleida, Frevert, Ute, *Geschichtsvergessenheit - Geschichtsversessenheit : vom Umgang mit der deutschen Vergangenheit nach 1945*, Deutsche Verlags-Anstalt, Stuttgart, 1999, 319 p.
- Augstein, Rudolf, « Die neue Auschwitz-L ge », in *Der Spiegel*, 6 octobre 1986, p. 62-63.
- Bartov, Omer, *L'armée d'Hitler*, Hachettes Littératures, 1999, 317 p.
- Bartov, Omer, « Review of *Die Wehrmachtausstellung* » H-German, H-Net Reviews, mars 1997. <http://www.h-net.msu.edu/reviews/showrev.cgi?path=438>.
- Besnault, Etienne, « Entre politisation et acceptation/L'histoire des provinces perdues en 1945 en RFA », in *Documents/Revue du dialogue franco-allemand*, n  5, octobre 2006, p. 30-33.
- *Bielefelder Universitätszeitung* 09/2002, 27.02.2002, (BUZ-Online), « Wehrmachtausstellung im Bielefelder Historischen Museum erdffnet/Hans-Ulrich Wehler: Mit der Wehrmachtausstellung steht die deutsche Gesellschaft noch einmal auf dem Prüfstand », www.uni-bielefeld.de/buz-online/.
- Bingen, Dieter, Borodziej, Wlodzimierz, Troebst, Stefan (sous la direction de), *Vertreibung europäisch erinnern ?/Historische Erfahrungen/Vergangenheitspolitik-Zukunftskonzeptionen*, Harrassowitz Verlag, Wiesbaden, 2003, 330 p.
- Briu, Jean-Jacques, « Origine des langues, origine des peuples », article paru le 3 février 2007 sur www.sens-public.fr.
- Chaumont, Jean-Michel, *La concurrence des victimes/Génocide, identité, reconnaissance*, La Découverte & Syros, Paris, 2002, 381 p.
- Coquio, Catherine, (Textes réunis par), *Parler des camps, penser les génocides*, Albin Michel, Paris, 1999, 683 p.
- Crépon, Marc, *Les géographies de l'esprit/Enquête sur la caractérisation des peuples de Leibniz   Hegel*, Editions Payot et Rivages, Paris 1996, 425 p.

- Demesmay, Claire et Stark, Hans, *Qui sont les Allemands ?* Presses Universitaires du Septentrion, Lille, 2006, 326 p.
- Elias, Norbert, *La civilisation des mœurs*, Pocket, Paris, 2002, 510 p., traduction du tome 1 de : *Über den Prozess der Zivilisation* (1^{ère} parution : 1939).
- Elias, Norbert, *Studien über die Deutschen/Machtkämpfe und Habitusentwicklung im 19. und 20. Jahrhundert*, Suhrkamp, 1992, 555 p.
- Faulenbach, Bernd, Helle, Andreas (sous la direction de), *Zwangsmigration in Europa/ Zur wissenschaftlichen Auseinandersetzung um die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten*, Klartext Verlag, Essen, 2005, 111 p.
- Fichte, Johann Gottlieb, *Discours à la nation allemande*, Aubier Montaigne, Paris, 2009, 278 p.
- Fichtner, Ulrich, « Hoffnung auf gestern/Die ersten Ostpreußen haben sich in ihrer alten Heimat niedergelassen. Sie sehnen sich nach Königsberg, finden aber Kaliningrad. », in *Der Spiegel*, 14/2002, p. 69-73.
- François, Etienne, Schulze, Hagen (sous la direction de), *Deutsche Erinnerungsorte*, tome 1, C. H. Beck, Munich, 2001, 724 p.
- François, Etienne, Schulze, Hagen, (sous la direction de), *Mémoires allemandes*, Gallimard, Paris, 2007, 791 p.
- Freie Universität Berlin, Arbeitsstelle für vergleichende Gesellschaftsgeschichte, discussion du 9 juin 1997, « Die Volksgeschichte der NS-Zeit: Vorläuferin der Sozialgeschichte der Bundesrepublik ? Werner Conze und Theodor Schieder in der Diskussion », rapport des débats ayant eu lieu lors de la conférence tenue à l'Université libre de Berlin, rédigé par Klimo, Arpad, <http://hsozkult.geschichte.hu-berlin.de/beitrag/TAGBER/nszeit.htm>.
- Gagnon, Alain-G., Lecours, André et Nootens, Geneviève (sous la direction de), *Les Nationalismes majoritaires contemporains : identité, mémoire, pouvoir*, Editions Québec Amérique, Montréal, 2007, 311 p.
- Galissot, René, Kilani, Mondher, Rivera, Annamaria, *L'imbroglio ethnique/En quatorze mots clés*, Payot, Lausanne, 2000, 294 p.
- Gaudard, Pierre-Yves, *Le fardeau de la mémoire/Le deuil collectif allemand après le national-socialisme*, Plon, 1997, 286 p.
- Gauger, Jörg-Dieter, Kittel, Manfred, (sous la direction de), *Die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten in der Erinnerungskultur*, Fondation Konrad-Adenauer et Institut d'histoire du temps présent (Berlin-Munich), 2005, 146 p., www.kas.de.
- George, Pierre, *Géopolitique des minorités*, Que sais-je, Presses Universitaires de France, Paris, 1984, 127 p.
- Goeldel, Denis, « Les débats autour du totalitarisme et du fascisme/Deux moments d'intégration politico-culturelle occidentale de la RFA », in *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, Tome 38, n° 4, octobre-décembre 2006, p. 595-607.

- Grosser, Alfred, *Le Crime et la Mémoire*, Flammarion, 1989, 259 p.
- Grosser, Alfred, *Les identités difficiles*, Presses de Sciences Po, Paris, 2007, 129 p.
- Guillard, Sabrina, Guillet, Blandine, « Tsiganes, l'attente d'une reconnaissance », *Documents/Revue du dialogue franco-allemand*, 2/07, avril 2007, p. 9-12.
- Halbwachs, Maurice, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Albin Michel, Paris, 1994 (1^{ère} édition 1925), 367 p.
- Hartog, François, *Régimes d'historicité, Présentisme et expérience du temps*, Le Seuil, Paris, 2003, 263 p.
- Hartog, François, Revel, Jacques (sous la direction de), *Les usages politiques du passé*, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, 2001, 206 p.
- Hillgruber, Andreas, *Zweierlei Untergang : Die Zerschlagung des Deutschen Reiches und das Ende des europäischen Judentums*, Siedler, Munich, 1986, 110 p.
- Husson, Edouard, *Comprendre Hitler et la Shoah/Les historiens de la République fédérale d'Allemagne et l'identité allemande depuis 1949*, Presses Universitaires de France, Paris, 2000, 306 p.
- Husson, Edouard, *Une culpabilité ordinaire/Hitler, les Allemands et la Shoah/Les enjeux de la controverse Goldhagen*, éditions François-Xavier de Guibert, Paris, 1997, 198 p.
- Jaspers, Karl, *La Culpabilité allemande*, Paris, Minuit, 1990, 128 p.
- Kittel, Manfred, *Vertreibung der Vertriebenen/Der historische deutsche Osten in der Erinnerungskultur der Bundesrepublik (1961-1982)*, Schriftenreihe der Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte, Oldenbourg, Munich, 2007, 206 p.
- Kittel, Manfred, « Ostdeutschland gehört zu unserer Geschichte », in *PAZ*, 6 décembre 2008, www.preussische-allgemeine.de/zeitung/textarchiv.html.
- Klonovsky, Michael, « 'Das ist widerwärtig' Und wieder eine Schmäh-Kampagne ? Arnulf Baring wehrt sich gegen die Unterstellung, er sein ein NS-Verharmloser », www.focus.de/politik/deutschland/deutschland-das-ist-widerwaertig_aid_215533.html.
- Krieg-Planque, Alice, « *Purification ethnique* »/*Une formule et son histoire*, CNRS Editions, Paris, 2003, 523 p.
- Krulic, Brigitte, *Fascination du roman historique*, Autrement, Paris, 2007, 245 p.
- Krulic, Brigitte, *Ecrivains, identités, mémoire/Miroirs d'Allemagne/1945-2000*, Autrement, Paris, 2001, 222 p.
- Larouche, Jean-Marc (sous la direction de), *Reconnaissance et citoyenneté/Au carrefour de l'éthique et du politique*, Presses de l'Université du Québec, 2003, 173 p.
- Ménudier, Henri (sous la direction de), *L'Allemagne/De la division à l'unité*, Publications de l'Institut d'Allemand d'Asnières, 1991, 300 p.
- Miard-Delacroix, Hélène, « L'Allemagne face à son histoire », in *Revue internationale*

et stratégique, 2009/2, n° 74, p. 182-190.

- Monnet, Pierre, « L'Allemagne en ses frontières : histoire, mémoire et identité de l'espace », in *Bulletin d'Information de la Mission Historique Française en Allemagne*, 36, 2000, p. 157-174.
- Morizet, Jacques, Möller, Horst, (sous la direction de), *Allemagne-France/Lieux et mémoire d'une histoire commune*, Albin Michel, Paris, 1995, 233 p.
- Namer, Gérard, *Halbwachs et la mémoire sociale*, L'Harmattan, Paris, 2000, 246 p.
- Noack, Hans-Joachim, « Die Deutschen als Opfer/Mehr als ein halbes Jahrhundert nach Ende des Zweiten Weltkriegs bricht in der von Normalität beseelten Berliner Republik ein Thema auf, das längst vergessen schien: Die unbelastete nachgeborene Generation interessiert sich für Flucht und Vertreibung », in *Der Spiegel* 13/2002, p. 36-39.
- Nora, Pierre (sous la direction de), *Les lieux de mémoire*, tome 1, (Quarto) Gallimard, 1997, 1649 p.
- Ossowski, Mirosław, « Ostpreußen in der deutschen Literatur nach 1945 », p. 40-45, in *Heimat in Europa/Beiträge der internationalen Konferenz/Literatur, Werte und Europäische Identität (II.)*, Dantzig, 23-26 octobre 2003, Konrad-Adenauer-Stiftung, Varsovie, 105 p.
- Peschanski, Denis, Pollak, Michael, Rousso, Henri (sous la direction de), *Histoire politique et sciences sociales*, Editions Complexe, Bruxelles, 1991, 285 p.
- Petersen, Thomas, *Zeit-Fragen/Flucht und Vertreibung aus der Sicht der Deutschen, Polnischen und Tschechischen Bevölkerung*, Stiftung Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland, Bonn, 2005, 127 p.
- Plasseraud, Yves, *Les Etats baltiques/Les sociétés gigognes*, Editions Armeline, Crozon, 2003, 435 p.
- Ricœur, Paul, « Aux origines de la mémoire, l'oubli de réserve », p. 32-47, in *Esprit* août-septembre 2000.
- Ricœur, Paul, *Parcours de la reconnaissance*, Folio, Paris, 2005, 431 p.
- Rossignol, Lorraine, « Un mémorial pour les Tsiganes à Berlin, Le Monde, 2 janvier 2009, citée p. 41, in Grésillon Boris, *L'Allemagne vingt ans après*, La documentation Française, Dossier n° 8070, juillet - août 2009, 64 p.
- Scheller, Wolf, « Die Deutschen als Opfer/Ein vergessenes Kapitel der Literatur über Krieg », in *Die Politische Meinung*, n° 401, avril, 2003, p. 87-91.
- Sebaux, Gwénola, « Nation allemande et stratégie migratoire de la République fédérale d'Allemagne : paradoxe identitaire ». *Cahiers du Mimmoc, Numéro 3 – Juillet 2007*.
- Serrier, Thomas, *Entre Allemagne et Pologne, Nations et identités frontalières, 1848-1914*, Belin, Paris, 2002, 351 p.
- Steinbach, Erika, « Opfer und Täter », in *Deutschland Journal*, 1999 : www.swg-

hamburg.de/Deutschland_Journal/Opfer_und_Tater.pdf

- Stoldt, Hans-Ulrich, « ‘Schlimmes Trauma’/Warum sich die Polen gegenüber den Deutschen und deren dunkler Vergangenheit versöhnlicher zeigen als die immer noch misstrauischen Tschechen », in *Der Spiegel*, 15/2002, p. 70-74.
- Sonntag, Albrecht, « Mondial 2006 : un été noir-rouge-or », Note du Cerfa n° 36, Ifri, www.ifri.org, 09/2006, 19 p.
- Todorov, Tzvetan, *La peur des barbares/Au-delà du choc des civilisations*, Robert Laffont, Paris, 2008, 312 p.
- Vidal-Naquet, Pierre, *Les assassins de la mémoire*, édition revue et augmentée, La Découverte, Paris, 2005, 228 p.
- Valerin, Arnaud, « Rencontre/Le mot de génocide est ambigu, je préfère la notion de crime de masse/Jacques Sémelin, psychologue et historien, explique comment, en comparant la Shoah, la crise rwandaise et la purification ethnique en ex-Yougoslavie, il en est venu à remettre en question le mot de génocide, sujet à toutes sortes d’instrumentalisations, de passions et de frustrations. », in *Libération*, 4 février 2006.
- Wieviorka, Annette, *L’ère du témoin*, Hachette Littératures, Paris, 2009 (première édition Plon, Paris, 1998), 198 p.
- www.bayern.de/Land-und-Leute-.363.4448573/index.htm, présentation de la composition en « tribus » de la population bavaroise.
- www.uni-potsdam.de/u/germanistik/individual/jung/lehre-memory08.htm, référence d’un séminaire de Thomas Jung à l’Université de Potsdam sur la culture mémorielle et le passé allemands

Le Centre contre les expulsions et la mémoire spécifique de Fuite et Expulsion ainsi que des territoires perdus :

- Anonyme, « Erika Steinbach ist eine Heuchlerin », in *Polen-Rundschau-online*, http://www.polen-rndschau.de/index2.php?option=com_content&task=view&id=29&Itemid=53&pop=1&page=0.
- Anonyme, « Tag der Heimat/Berliner Zentrum für Vertreibung heftig umstritten », 6 août 2005, www.faz.net.
- Antoni, M.G.M., *Ostdeutsche Museen und Sammlungen in der Bundesrepublik Deutschland und in Österreich*, Bundesministerium des Innern, Schriftenreihe zur Ostdeutschen Kultur, 1987 (environ), 168 p.
- Besnault, Etienne, « Derniers soubresauts/Une polémique germano-polonaise », in *Documents/Revue du dialogue franco-allemand*, n° 3, juin 2006, p. 9-12.
- Besnault, Etienne, « Itinéraires forcés/Une exposition qui peine à faire taire la

- polémique », in *Documents/Revue du dialogue franco-allemand*, n° 5, octobre 2006, p. 68-70.
- Bota, Alice, Wefing, Heinrich, « Entspannt euch/Nach Jahrelangem Streit ist die schwierige Erinnerung an die Vertreibung plötzlich kein Problem mehr zwischen Deutschen und Polen. Ein Lehrstück aus dem Handbuch der Deeskalation », in *Die Zeit*, n° 13, 2008, p. 10.
 - Brössler, Daniel, « Ein 'nationales Projekt' verstört die Nachbarn/Gedenkstätte für deutsche Vertriebene trifft bei Polen und Tschechen auf Widerstand : Keine Aufrechnung von Unrecht », in *Süddeutsche Zeitung*, 15 juillet 2003, <http://www.sueddeutsche.de/deutschland/artikel/552/14538/print.html>.
 - Bund Der Vertriebenen, *Zehn Jahre Präsidentin des Bundes der Vertriebenen*, 2008, www.bund-der-vertriebenen.de/download/zehnjahre.pdf.
 - Bundesministerium der Justiz, « Gesetz über die Angelegenheiten der Vertriebenen und Flüchtlinge (Bundesvertriebenengesetz - BVFG) », <http://bundesrecht.juris.de/bundesrecht/bvfg/gesamt.pdf>, texte mis en ligne par le ministère fédéral de la justice de RFA.
 - Bundesregierung, « Entwurf eines Gesetzes zur Errichtung einer Stiftung 'Deutsches Historisches Museum' », <http://www.bundesregierung.de/Content/DE/Pressemitteilungen/BPA/2008/09/2008-09-03-pm-stiftung-flucht-vertreibung.html>, texte mis en ligne par le gouvernement fédéral de RFA.
 - Bundesministerium Für Vertriebene, *Dokumentation der Vertreibung der Deutschen aus Ost-Mitteleuropa*, Edition complète en huit volumes, dtv, 1995-2009, 5328 p.
 - Collectif, « Bonner Erklärung : 'Europäisches Netzwerk : Zwangsmigrationen und Vertreibungen im 20. Jahrhundert' », <http://library.fes.de/pdf-files/historiker/04713.pdf>
 - Dakowska, Dorota, « Le 'Centre contre les expulsions' : les enjeux d'un débat transnational », in Mink, Georges, Neumayer, Laure (sous la direction de), *L'Europe et ses passés douloureux*, 2007, p. 128-139.
 - Graw, Ansgar, Kamann, Matthias, « Thierse sperrt sich gegen Vertriebenen-Chefin », www.welt.de, 28 octobre 2007.
 - Heimerl, Daniela, « L'Allemagne et les expulsés : quel centre pour quelle mémoire ? », Note du Cerfa (Centre d'études sur les relations franco-allemandes) 34, juin 2006, 14 p., www.ifri.org.
 - Herholz Andreas, « Interview mit Erika Steinbach », in *Passauer neue Presse*, 6 mars 2007, www.pnp.de.
 - Hofmann, Gunter « Trübe Wege/Eine Ausstellung über Flucht und Vertreibung in Berlin entlastet die deutsche Geschichte und erschwert die Beziehungen zu Polen », in *Die Zeit*, 10 août 2006.
 - Jessen, Jens « Die Mitschuld der Opfer/Die Berliner Vertriebenen-Ausstellung

- ‘Erzwungene Wege’ ist zu Unrecht umstritten », in *Die Zeit*, 17/08/2006.
- Kloth, Hans Michael, Wiegrefe, Klaus « Unbequeme Wahrheiten/Der Bund der Vertriebenen weigert sich seit Jahren, die eigene Geschichte aufzuarbeiten. Nun belegen Aktenfunde, dass es in der Führung des BdV weit mehr Ex-Nazis gab als bekannt. », in *Der Spiegel*, 14 août 2006.
 - Lau, Jörg, « Blühende Museumslandschaften/Der Bund fördert die Kultur der Vertriebenen mit Millionen – zum Hintergrund des Denkmalstreits », in *Die Zeit*, 25 septembre 2003.
 - Lau, Jörg, « Gedenken mit Schmiss », in *Die Zeit*, 27 mai 2004.
 - Meckel, Markus, « *Symbole und Netzwerke* », Dialog 79/07, http://markusmeckel.de/index.php?option=com_content&task=view&id=59&Itemid=75&limit=1&limit_start=1.
 - Meckel, Markus, Schwall-Düren, Angelica, « SPD begrüßt Verzicht Steinbachs », 4 mars 2009, www.markusmeckel.de
 - Naimark, Norman, *Fires of Hatred : Ethnic Cleansing in Twentieth-Century Europe*, Harvard University Press, Cambridge et Londres, 2001, 256 p.
 - Naimark, Norman, *Flammender Hass/Ethnische Säuberungen im 20. Jahrhundert*, C. H. Beck, Munich, 2004, 301 p.
 - Neumann, Bernd, « Stiftung Flucht, Vertreibung, Versöhnung erfolgreich auf den Weg gebracht », *Presse und Informationsamt der Bundesregierung, Pressemitteilung n° 152*, <http://www.bundesregierung.de/Content/DE/Pressemitteilungen/BPA/2009/04/2009-04-08-bkm-stiftung-flucht-vertreibung-versoehnung.html>.
 - Pätzold, Brigitte, « Polémiques sur les souffrances allemandes », in *Le Monde diplomatique*, avril 2004, p. 28.
 - Pieper, Dietmar, Wiegrefe, Klaus, « Spiegel-Gespräch, ‘Die Debatte wirkte befreiend’/ Der Historiker Hans-Ulrich Wehler über die verspätete Aufarbeitung von Leid und Elend der Vertriebenen. », in *Spiegel* n° 13, 2002, p. 61-64.
 - Presse- und Informationsamt der Bundesregierung, Pressemitteilung n° 308, « Bundeskabinett beschließt Errichtung der ‘Stiftung Flucht, Vertreibung, Versöhnung’ », 3 septembre 2008, www.bundesregierung.de/Content/DE/Pressemitteilungen/BPA/2008/09/2008-09-03-pm-stiftung-flucht-vertreibung.html.
 - « Projekt Heimatstuben », <http://www.schlesisches-museum.de/hst/dateien/Adressen.pdf>.
 - Schiltz, Christoph B., « Steuergelder für Zentrum gegen Vertreibungen ? », in *Die Welt*, 8 août 2005, www.welt.de.
 - Seitz, Norbert, « Streitgespräch Micha Brumlik – Peter Glotz/Ein Zentrum gegen Vertreibungen », in *Neue Gesellschaft/Frankfurter Hefte*, 12/2003, p. 45-50.
 - Stephan Speicher : « Falsch ist das nicht. Aber es ist zu wenig/Das Zentrum gegen Vertreibungen hat die Probe seines Könnens abgegeben : ‘Erzwungene Wege’ », in

Berliner Zeitung 11 août 2006.

- Weiss, Christina, «Niemand will vergessen/Aber nurein Netz von Geschichtswerkstätten in ganz Europa dient der historischen Aufklärung », in *Die Zeit*, 2 octobre 2003.
- www.dhm.de, site internet de la Fondation fuite, expulsion réconciliation, *Stiftung Flucht, Vertreibung, Versöhnung*.
- www.z-g-v.de, site internet de la Fondation Centre contre les expulsions.
- Zentrum gegen Vertreibungen, *Erzwungene Wege/Flucht und Vertreibung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Ausstellung im Kronprinzenpalais, Berlin, 2006, 143 p. + cahier de 16 photos.

Représentations :

- Bloch, Marc, *Histoire et historiens*, Armand Colin, Paris, 1995, 278 p.
- Moliner, Pascal, *De la théorie des représentations sociales à l'étude des images sociales*, Presses Universitaires de Grenoble, 1996, 276 p.
- Lefebvre, Henri, *La présence et l'absence/Contribution à la théorie des représentations*, Casterman, 1980, 245 p.
- Draus, Franciszek *La ligne Oder-Neisse et l'évolution des rapports germano-polonais*, Fondation pour les études de défense nationale, Paris, 1990, 93 p.
- Rosanvallon, Pierre, *Le peuple introuvable/Histoire de la représentation démocratique en France*, Gallimard, Paris, 1998, 491 p.
- Schopenhauer, Arthur, *Le Monde comme volonté et comme représentation*, PUF, Paris, 2004, 1434 p.

Atlas/Cartographie/Geopolitik :

- Blumenwitz, Dieter, *Die Darstellung der Grenzen Deutschlands in kartographischen Werken/Zur Verpflichtung zum Gebrauch verfassungskonformer Bezeichnungen durch die deutschen Behörden, insbesondere in Bezug auf die Belange der Ostdeutschen*, Kulturstiftung der deutschen Vertriebenen, Bonn, 1980, 150 p.
- Carroué, Laurent, Oth, Valère, *L'Allemagne en cartes/Atlas commenté*, Ellipses, Paris, 1997, 224 p.
- Farinelli, Franco, Conférence, au printemps 2004, à l'Ecole Normale Supérieure de la rue d'Ulm de ce Professeur de l'Université de Bologne sur le concept de frontière, exemple frappant de représentation.

- Foucher, Michel, sous la direction de, *Fragments d'Europe/Atlas de l'Europe médiane et orientale*, Fayard, Paris, 1993, 327 p.
- Haushofer, Karl, *De la géopolitique*, traduit de l'allemand par André Meyer, préface de Jean Klein, introduction de Hans-Adolf Jacobsen, Fayard, Paris, 1986, 268 p.
- Hilgemann, Werner, *Atlas zur deutschen Zeitgeschichte 1918-1968*, Piper, Munich, Zurich, 1984, 208 p.
- Korinman, Michel « Friedrich Ratzel et la Politische Geographie (1897) », in *Hérodote/Revue de géographie et de géographie politique*, n° 28, janvier-mars 1983, p. 128-140.
- Korinman, Michel, *Quand l'Allemagne pensait le monde. Grandeur et décadence d'une géopolitique*, Fayard, Paris, 1990, 412 p.
- Moreau Defarges, Philippe, *Introduction à la géopolitique*, Le Seuil, 1994, 239 p.
- Poidevin, Didier *La carte, moyen d'action/guide pratique pour la conception et la réalisation de cartes*, Ellipses 1999, 200 p.
- Raffestin, Claude, Lopreno, Dario, Pasteur, Yvan, *Géopolitique et histoire*, Payot, 1995, 329 p.
- Schäfers, Bernhard *Atlas de l'Allemagne/Années 1989/1999 : société, économie, Etat*, Autrement, Paris, 1998, 126 p.
- Weinhold, Manfred, *Deutschlands Gebietsverluste 1919-1945, Handbuch und Atlas*, Arndt Verlag, Kiel, 1999, 128 p.

Prusse/Prusse orientale/Ligne et territoires de l'Oder-Neisse/question allemande :

- Allensteiner Gesellschaft der deutschen Minderheit (AGDM, Société de la minorité allemande à Allenstein) : http://www.agdm.republika.pl/agdm_index.htm.
- Besnault, Etienne, compte-rendu critique de Kossert, Andreas, *Masuren, Ostpreußens vergessener Süden*, Pantheon Verlag, 2006 (édition originale : 2001), 432 p., in *Documents/Revue du dialogue franco-allemand*, n° 3, juin 2007, p. 70-71.
- Bled, Jean-Paul, *Bismarck de la Prusse à l'Allemagne*, Alvik éditions, 2005, 333 p.
- Bollman, Yvonne, *La Tentation allemande*, Michalon, Paris, 1998, 195 p.
- Boockmann, Hartmut, *Der Deutsche Orden/Zwölf Kapitel aus seiner Geschichte*, C.H. Beck Verlag, Munich, 1981, 319 p.
- Clark, Christopher, « Ein Bollwerk der Demokratie », entretien avec Doerry, Martin et Wiegrefe, Klaus, in *Spiegel Special Geschichte*, n° 3, 2007, p. 156-159.
- Clough, Patricia, *In langer Reihe über das Haff/Die Flucht der Trakehner aus Ostpreußen*, dtv, Munich, 2006, 180 p.

- Conte, Francis, *Les Slaves/Aux origines des civilisations d'Europe centrale et orientale (VI^e-XIII^e siècles)*, Albin Michel, Paris, 1996, 734 p.
- Donna Schlobitten, Alexander Fürst zu, *Erinnerungen eines alten Ostpreußen*, Siedler Verlag, Berlin, 1989, 353 p.
- Dönhoff, Marion Gräfin, *Name die keiner mehr nennt/Ostpreußen – Menschen und Geschichte*, Diederichs, 2004, 191 p.
- Dönhoff, Marion Gräfin, *Kindheit in Ostpreußen*, Siedler Verlag, Berlin, 1988, 221 p.
- Du Castel, Viviane, *De Königsberg à Kaliningrad : L'Europe face à un nouveau « département d'outre-terre » russe sur la Baltique*, L'Harmattan, Paris, 1996, 388 p.
- Fritsch-Bournazel, Renata, *L'Allemagne/Un enjeu pour l'Europe*, Editions Complexe, Bruxelles, 1987, 252 p.
- Fritsch-Bournazel, Renata, *Europa und die deutsche Einheit*, Verlag Bonn Aktuell, Stuttgart, 1990, 280 p.
- Gabel, Markus, « Allemagne-Pologne/Revendications des expulsés et réparations de guerre », in *Le courrier des pays de l'Est*, n° 1049, mai-juin 2005, La Documentation française, Paris, p. 30-41.
- Giordano, Ralph, *Ostpreußen Ade/Reise durch ein melancholisches Land*, Kiepenheuer & Witsch, Cologne, 2006 (première parution en 1994), 368 p.
- Hackmann, Jörg, *Ostpreußen und Westpreußen in deutscher und polnischer Sicht : Landeshistorie als Beziehungsgeschichtliches Problem*, Harrassowitz, Wiesbaden, 1996, 462 p.
- Haffner, Sebastian, *Histoire d'un Allemand/Souvenirs (1914-1933)*, Babel, 2002, 435 p.
- Hassner, Pierre, « L'Allemagne dans les relations Est-Ouest », in *Revue française de science politique*, n° 3, 1987, p. 309-319.
- Hérodote n° 68, janvier-mars 1993, *La question allemande*, La Découverte, Paris, 189 p.
- Hoppe, Bert, « Die Gier der Popen », « L'avidité des popes », in *Die Zeit*, 3 février 2011, <http://www.zeit.de/2011/06/Kaliningrad>.
- Kittel Manfred, « Preußens Osten in der Zeitgeschichte. Nicht nur eine landeshistorische Forschungslücke », in *Vierteljahreshefte für Geschichte* 50, 2002, p. 435-463.
- Korff, Gottfried (sous la direction de), *Preußen/Versuch einer Bilanz/Ausstellungsführer*, premier tome, Rohwolt, Rheinbeck près de Hambourg, 1981, 611 p.
- Kossert, Andreas, *Masuren, Ostpreußens vergessener Süden*, Pantheon Verlag, 2006, 432 p.
- Kossert, Andreas, *Ostpreußen – Geschichte und Mythos*, Siedler Verlag, Munich,

2005, 448 p.

- Kossert, Andreas, *Kalte Heimat/Die Geschichte der deutschen Vertriebenen nach 1945*, Siedler Verlag, 2008, Munich, 431 p.
- L'autre Europe, n° 34-35, *L'Allemagne, l'Europe centrale et l'Europe orientale*, L'Age d'Homme, Paris, 1997, 242 p.
- Lengereau, Marc, *Les frontières de l'Allemagne (1919-1989)/Frontières d'Allemagne et en Allemagne : Aspects territoriaux de la question allemande*, Peter Lang, Berne, Francfort/Main, New York, Paris, 1990, 248 p.
- Lindenblatt, Bernhard, *Preußenland/Geschichte Ost- und Westpreußens/1701-1945*, Arndt, Kiel, 2001, 446 p.
- Higounet, Charles, *Les Allemands en Europe centrale et orientale au Moyen-Âge*, Aubier, 1989, 454 p.
- Lenz, Siegfried, *So zärtlich war Suleyken*, Fischer, Francfort/Main, 2004 (première parution : 1955), 118 p.
- Lenz, Siegfried, *Heimatmuseum*, dtv, Munich, 2006 (première parution : 1978), 799 p.
- Martens, Stephan, *La politique à l'Est de la République fédérale d'Allemagne depuis 1949/Entre mythe et réalité*, PUF, Paris, 1998, 241 p.
- Martens, Stephan, « L'Allemagne unifiée a perdu ses complexes », *Le Monde Diplomatique*, Édition imprimée — octobre 1999 — p. 4-5.
- Martens, Stephan, *Allemagne : la nouvelle puissance européenne*, Presses Universitaires de France, Paris, 2002, 202 p.
- Bayerisches Staatsministerium für Arbeit und Sozialordnung, Familie und Frauen, <http://www.stmas.bayern.de/vertriebene/kulturerbe/kulturarbeit.htm#allenstein>, page dédiée à la Maison Copernic d'Allenstein sur le site du Ministère d'Etat bavarois du travail, des affaires sociales, de la famille et des femmes.
- Mönnich, Horst, *Wiederbegegnung/Deutschlands Mitte Deutschlands Osten*, Verlag Mensch und Arbeit, Munich, 1965, 240 p.
- Rambaud, Thierry, « Volk et droit constitutionnel allemand/Éléments de réflexion », *Documents/Revue du dialogue franco-allemand*, 2/07, avril 2007, p. 13-16.
- Reichel, Peter, *Vergangenheitsbewältigung in Deutschland/Die politisch/justitielle Auseinandersetzung mit der NS-Diktatur nach 1945*, Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 2003, 253 p.
- Stehle, Hansjakob, *Deutschlands Osten- Polen Westen ?*, Fischer, Francfort/Main, 1965, 167 p.
- Schieder, Theodor, « Ostpreußen in der deutschen Geschichte », p. 1-15, in Rothe, Hans, *Ostdeutsche Geschichts- und Kulturlandschaften/Teil II : Ost- und Westpreußen*, Böhlau Verlag, 1987, Cologne, Vienne, 204 p.
- Schneider, Peter, *L'Allemagne dans tous ses états*, Grasset, Paris, 1991, 241 p.

- Spengler, Oswald, *Prussianité et socialisme*, Actes sud, 1986, 136 p.
- Soutou, Georges-Henri, « Le statut international de l'Allemagne/Des traités de Westphalie aux accords '2+4' », *Revue Etudes Germaniques* 59 (2004) n° 4, Klincksieck, Paris, 300 p.
- Surminski, Arno, *Jokehnen/oder wie lange fährt man von Deutschland nach Ostpreußen*, Ullstein, Munich, 2003 (première parution : 1974), 496 p. ; *Jokehnen/Chronique d'un village des confins allemands*, Noir Sur Blanc, 2002, 411 p.
- *Polninken/oder eine deutsche Liebe*, Ullstein, Munich, 2002 (première parution : 1984), 480 p.
- Tournadre, Jean-François, « La Prusse/Tentatives de réhabilitation idéologique d'un espace géopolitique » in *Hérodote/revue de géographie et de géopolitique* n° 28, janvier-mars 1983, La Découverte/Maspéro, Paris, p. 60-71.
- Tournier, Michel, *Le Roi des Aulnes*, Gallimard, Paris, 1996, 516 p.
- Toomaspoeg, Kristjan, *Histoire des chevaliers Teutoniques*, Flammarion, Paris, 2001, 201 p.
- Vertrag über die abschließende Regelung in bezug auf Deutschland vom 12. September 1990 [A] mit vereinbarter Protokollnotiz [B] zum Abschluß der Zwei-plus-Vier-Gespräche in Moskau; („Zwei-plus-Vier-Vertrag“), in *Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung* du 14 Septembre 1990, n° 109, p. 1153-1156, Politisches Archiv des Auswärtigen Amtes, Vertragsarchiv.
- Von Lehdorff, Hans Graf, *Ostpreußisches Tagebuch*, Biederstein, Munich, 1961, 304 p.
- Von Thadden, Rudolf, *Frage an Preußen : zur Geschichte eines aufgehobenes Staates*, Beck, Munich, 1981; von Thadden, Rudolf, *La Prusse en question, histoire d'un Etat perdu*, traduit de l'allemand par Hélène Cusa et Patrick Charbonneau, Actes Sud, 1985.
- Von Thadden, Rudolf, *Nicht Vaterland, nicht Fremde/Essays zu Geschichte und Gegenwart*, Verlag C.H. Beck, Munich, 1989, 216 p.
- Von Weizsäcker, Richard, *Drei Mal Stunde Null ? 1949 · 1969 · 1989*, Berliner Taschenbuch Verlag, Berlin, 2003, 224 p.
- Wiechert, Ernst, *Missa sine nomine*, Verlag Kurt Desch, Munich, Vienne, Bâle, 1973, 411 p. (première édition : 1950).
- Winkler, Heinrich August, in *Podiumsdiskussion*, « Die Außenpolitik der Bundesrepublik Deutschland - Lehren, Ortsbestimmung, Ziele » anlässlich des 50. Jahrestages der Neugründung des Auswärtigen Amtes der Bundesrepublik Deutschland am 14. März 2001, www.auswaertiges-amt.de.
- Winkler, Heinrich August, *Histoire de l'Allemagne XIX^{ème}-XX^{ème} siècle/Le long chemin vers l'Occident*, Fayard, Paris, 2005, 1153 p.
- Winkler, Heinrich August, *Der lange Weg nach Westen/Abschied von der deutschen*

Frage, Friedrich Ebert Stiftung, 2008, 43 p., www.feswar.org.pl/fes2009/e-books/Der_lange_Weg_nach_Westen.pdf.

- Weidenfeld, Werner, Korte, Karl-Rudolf, *Handwörterbuch zur deutschen Einheit*, Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 1991, 800 p.
- Wessel, Kai (réalisateur), *Die Flucht*, première diffusion le vendredi 2 mars 2007 sur Arte.
- Yourcenar, Marguerite, *Le Coup de Grâce*, Gallimard, Paris, 2006 (première parution en 1939), 121 p., adapté au cinéma par Volker Schlöndorff en 1976 (*Der Fangschuss*).
- Zduniak, Jan, *Reiseführer Masuren und Umgebung*, Wydawnictwo Verlag, Olsztyn, 223 p.

Expulsés/Associations de réfugiés/Partis politiques :

- Barcz, Jan, Frowein, Jochen A., *Gutachten zu Ansprüchen aus Deutschland gegen Polen in Zusammenhang mit dem zweiten Weltkrieg (Expertise sur les revendications allemandes envers la Pologne en rapport avec la Seconde Guerre mondiale)*, réalisée à la demande des gouvernements de la République fédérale d'Allemagne et de la République de Pologne, 2 novembre 2004, 40 p.
- Beer, Mathias, (sous la direction de), *Umsiedlung, Flucht und Vertreibung der Deutschen als internationales Problem/Zur Geschichte eines europäischen Irrwegs*, Haus der Heimat des Landes Baden-Württemberg, Stuttgart, 2002, 92 p.
- Becker, Winfried, Buchstab, Günter, Doering-Manteuffel, Anselm, Morsey, Rudolf, (sous la direction de), *Lexikon der Christlichen Demokratie in Deutschland*, Ferdinand Schöningh, Paderborn, Munich, Vienne, Zurich, 2001, 809 p.
- Besnault, Etienne, Compte-rendu critique de Reinhard Jirgl, *Les Inachevés*, traduit par Martine Rémon, Quidam Editeur, Meudon, 2007, 264 p., in *Documents/Revue du dialogue franco-allemand*, n° 5, octobre 2007, p. 72.
- Boll, Friedhelm, Kruke, Anja (sous la direction de), *Zwangsmigration und Vertreibung/Europa im 20. Jahrhundert*, Verlag Dietz, Bonn, 2006, 240 p.
- Brumlik, Micha, *Wer Sturm sät/Die Vertreibung der Deutschen*, Aufbau-Verlag, Berlin, 2005, 300 p.
- *Bulletin der Bundesregierung*, Nr. 73-1 vom 1. August 2004, « Rede von Bundeskanzler Gerhard Schröder bei seinem Besuch zum 60. Jahrestag des Warschauer Aufstandes am 1. August 2004 in Warschau », 5 p.
- Bund der Vertriebenen, « Charta der Vertriebenen », www.bund-der-vertriebenen.de/derbdv/charta-dt.php3.

- Bund der Vertriebenen, *DOD, Deutscher Ostdienst-Pressedienst*, « CDU-Motto verhöhnt Deutschland/Was ist für die CDU eigentlich Deutschland ? Fragt BdV Generalsekretär Kalus Lackschewitz », Bonn, 5 août 1986.
- CDU Bundesgeschäftsstelle/Marketing und Interne Kommunikation, *Hausbrochuere*, www.cdu.de, Hausbrochuere_2004_KAH OMV.pdf, 2004, 48 p.
- Deutsches historisches Museum Berlin, *Flucht, Vertreibung, Integration, Heimat (Begleitmaterial zur Ausstellung)*, Stiftung Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland, Berlin, 2006, 64 p.
- Gaida, Hans-Jürgen, *Die offiziellen Organe der ostdeutschen Landsmannschaften/ Ein Beitrag zur Publizistik der Heimatvertriebenen in Deutschland*, Duncker & Humboldt, Berlin, 1973, 336 p.
- Glotz, Peter, *Die Vertreibung/Böhmen als Lehrstück*, Ullstein Verlag, Munich/Berlin, 2003, 288 p.
- Gougeon, Jacques-Pierre, *La Social-Démocratie allemande/1830-1996/De la révolution au réformisme*, Aubier, Paris, 1996, p.
- Grass, Günter, *Im Krebsgang*, Steidl Verlag, Göttingen, 2002, 224 p ; *En crabe*, traduction de Claude Porcell, Le Seuil, Paris, 2002, 272 p.
- Hillard, Pierre, *Minorités et régionalismes dans l'Europe Fédérale des Régions/ Enquête sur le plan Allemand qui va bouleverser l'Europe*, 2^{ème} édition augmentée, François-Xavier de Guibert, Paris, 2002, 405 p.
- Hirsch, Helga, *Schweres Gepäck Flucht und Vertreibung als Lebensthema*, Körber Stiftung, Hambourg, 2004, 240 p.
- Jirgl, Reinhard, *Die Unvollendeten*, Hanser, Munich, 2003, 250 p., *Les Inachevés*, traduit par Martine Rémon, Quidam Editeur, Meudon, 2007, 264 p.
- Köhler, Horst, *Rede von Bundespräsident Horst Köhler beim Tag der Heimat des Bundes der Vertriebenen am 2. September 2006 in Berlin*, www.bundespraesident.de, 8 p.
- Landsmannschaft Ostpreußen e.V., *50 Jahre Landsmannschaft Ostpreußen 1948-1998*, Hambourg, 1999 (2^{nde} édition révisée, 1^{ère} parution : 1998), 216 p.
- « La question des décrets Benes par Jacques Rupnik », www.diploweb.com (mis en ligne sur ce site en 2004, cet article le fut un an plus tôt sur le site internet du Centre d'Etudes et de Recherches internationales (CERI) de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.
- Lee, Sabine, « CDU Refugee Policies and the Landesverband Oder-Neisse : Electoral Tool or Instrument of Integration ? », in *German Politics/Journal of the Association for the Study of German Politics*, volume 8, n° 1, avril 1999, p. 131-149.
- Kloth, Hans Michael, « Zauberwort Europa/'Die Erlebnisgeneration' stirbt aus, die Grenzfragen sind geklärt: Haben die Vertriebenenverbände noch eine Zukunft ? », in *Der Spiegel*, n° 16, 2002, p. 74-75.

- Merkel, Angela, *Rede anlässlich des 'Tages der Heimat' am 6. August 2005 in Berlin*, www.bund-der-vertriebenen.de/files/redemerkel.pdf, 10 p.
- Ost- und Mitteldeutsche Vereinigung CDU/CSU, *Die Zukunft Deutschlands/ Deutschland politischer Kongreß 22./23. Februar 1980 – Mannheim*, Konrad-Adenauer-Haus, Bonn, 1980, 68 p.
- Ost- und Mitteldeutsche Vereinigung CDU/CSU, *Deutschlandpolitik/Dokumente und Materialien*, Konrad-Adenauer-Haus, Bonn, 1984, 44 p.
- OMV/Deutschlandpolitische Vereinigung in der CDU Schleswig-Holstein, *Volk oder Gesellschaft*, Kiel, 2000, 43 p.
- Petersen, Thomas, *Flucht und Vertreibung aus Sicht der deutschen, polnischen und tschechischen Bevölkerung*, Stiftung Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland, Bonn, 2005, 127 p.
- « Rede von Bundesminister Otto Schily bei der Festveranstaltung des Bundes der Vertriebenen zum Tag der Heimat am 6. August 2005 in Berlin. » www.bund-der-vertriebenen.de.
- Schröder, Gerhard, « Rede zum 50. Jahrestag der Charta der deutschen Heimatvertriebenen am 'Tag der Heimat' am 3. September 2000 in Berlin ».
- Stickler, Matthias, *'Ostdeutsch heisst Gesamtdeutsch' / Organisation, Selbstverständnis und heimatpolitische Zielsetzungen der deutschen Vertriebenenverbände 1949-1972*, Droste, Düsseldorf, 2004, 511 p.
- Stiftung Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland, *Flucht, Vertreibung, Integration*, Kerber Verlag, Bielefeld, 2006, 208 p.
- Ther, Philipp, *Deutsche und polnische Vertriebene / Gesellschaft und Vertriebenenpolitik in der SBZ/DDR und in Polen 1945-1956*, Vandenhoeck und Ruprecht Verlag, Göttingen et Zurich, 1998, 382 p.
- Treichel, Hans-Ulrich, *Le Disparu*, Folio, Paris, 2007, 147 p.
- Urban, Thomas, *Der Verlust / Die Vertreibung der Deutschen und Polen im 20. Jahrhundert*, C.H. Beck Verlag, Munich, 2004, 256 p.
- Wahl, Alfred, *Les forces politiques en Allemagne / XIX^e-XX^e siècle*, Armand Colin, Paris, 1999, 368 p.
- www.bundeswahlleiter.de, site internet de l'administration en charge des élections législatives et européennes qui publie les résultats officiels de ces élections.
- www.cducsu.de/Titel__gruppe_der_vertriebenen_fluechtlinge_und_aussiedler/TabID__13/SubTabID__16/AGID__20/arbeitsgruppen.aspx, page du site du groupe parlementaire de la CDU/CSU consacré au groupe des expulsés, réfugiés et *Aussiedler*.
- www.fes.de, site de la Fondation Friedrich Ebert (SPD).

Articles de la presse quotidienne et hebdomadaire de RFA concernant les rapports entre Réfugiés et partis politiques jusqu'en 1991 :

- Anonyme, « Reitzners Ausfall », in *Die Zeit*, 21 novembre 1966, N° 43, www.zeit.de.
- Anonyme, « Hupka warnt vor Wahlboykott durch die Vertriebenen », in *Kölner Stadt-Anzeiger*, 22 juillet 1986.
- Anonyme, *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, « Das Verhältnis verschlechtert sich/ Die CDU und die Vertriebenen/Eine Umfrage », 16 septembre 1987.
- Anonyme, « Sudetendeutsche drohen der CDU », in *Münchener Merkur*, 18 février 1988.
- Anonyme, « Dramatische Verluste der Union bei den Vertriebenen », in *Münchener Merkur* 27 juin 1989.
- Anonyme, « Hennig gibt Sprecheramt bei Vertriebenen ab », in *Die Welt*, 11 septembre 1990.
- Anonyme, « Treffen der Ostpreußen und Banater Schwaben », in *Welt am Sonntag*, 19 mai 1991.
- Anonyme, « Vertriebene fordern Änderung des deutsch-polnischen Freundschaftsvertrages/Windelen: Land jenseits von Oder und Neiße bleibt deutsch/Scharfe Attacken gegen Bundesaußenminister Genscher/SPD wendet sich gegen Aufrechnung », in *Frankfurter Rundschau*, 21 mai 1991.
- Lesch, Markus, « Bei den Vertriebenen blieben die Lichter aus/Geraten sie in der Union an den Rand ?/Czaja und Kohl », in *Die Welt*, 4 octobre 1990.
- Melder, Heinz Joachim, « Die Schlesier stellen sich bei der CDU selbst ins Abseits », in *Kölner Stadt-Anzeiger*, 7 août 1986.
- Osberger, Falk, « Klammheimliche Retuschen ? », in *Kieler Nachrichten*, 6 août 1986.
- Sommer, Stefan, « 100 000 kamen zum Deutschlandtreffen der Ostpreußen/‘Der Heimat verpflichtet’ », in *Rheinische Post*, 21 mai 1991.

Questions à propos de la *Landsmannschaft Ostpreußen* posées au *Bundestag* au gouvernement et réponses de ce dernier :

- Deutscher Bundestag, Drucksache 13/3831 vom 22.02.1996, « Antwort der Bundesregierung auf die Kleine Anfrage der Abgeordneten Annelie Buntenbach und der Fraktion BÜNDNIS 90/DIE GRÜNEN - Drucksache 13/3620 Die ‘Erweiterte Humanitäre Hilfe’ in der Oblast Kaliningrad », www.bundestag.de.
- Deutscher Bundestag: Drucksache 13/8304 vom 23.07.1997, « Antwort der

Bundesregierung auf die Kleine Anfrage der Abgeordneten Ulla Jelpke und der Gruppe der PDS - Drucksache 13/8197 - Die Junge Landsmannschaft Ostpreußen (JLO) und der Rechtsextremismus III.», <http://dip.bundestag.de/btd/13/083/1308304.asc>, et <http://dip.bundestag.de/btd/14/033/1403323.pdf>.

- Deutscher Bundestag, Drucksache 14/1432, 14. Wahlperiode, 22. 07. 99, « Antwort der Bundesregierung auf die Kleine Anfrage der Abgeordneten Hartmut Koschyk, Manfred Grund, Georg Janovsky, weiterer Abgeordneter und der Fraktion der CDU/CSU — Drucksache 14/1354 — : Unterstützung für Landsmannschaften und andere Organisationen der deutschen Heimatvertriebenen sowie für die Pflege des Kulturgutes der Vertreibungsgebiete ».
- Deutscher Bundestag, Drucksache 14/3469, 29. 05. 2000, « Haltung der Bundesregierung zu territorialen Ansprüchen auf ‘Ostpreußen’ innerhalb des Bundes der Vertriebenen », www.bundestag.de.
- Deutscher Bundestag, Drucksache 14/5030, 14. Wahlperiode, 27. 12. 2000, Antwort der Bundesregierung auf die Kleine Anfrage der Abgeordneten Ulla Jelpke und der Fraktion der PDS – Drucksache 14/4746 – « Die Landsmannschaft Ostpreußen und Zuwendungen aus dem Bundeshaushalt für die Jahre 1999 und 2000 ».

Presse d’obédience sociale-démocrate :

- *Ausgleich* :

- Granicky, Günther, « Ostpreußen, Schlesier und Sudetendeutsche trafen sich/So können Wunden vernarben », *Ausgleich*, n° 5/6, 1978, p. 2.
- Matull, Wilhelm, éditorial, « Zuversichtlich ins Jahr 1978 », in *Ausgleich/Zeitschrift des Ost- und Mitteleuropäischer Arbeitskreis in NRW*, n° 7/8, 1978, p. 1.
- Matull, Wilhelm, éditorial, in *Ausgleich*, n° 7/8, 1979, p. 1.

- *Die Brücke* :

- Anonyme, « Hermann-von-Helmholtz-Gastprofessur in Königsberg », in *Die Brücke*, 15 septembre 1993, p. 10.
- Anonyme, « Sind die Benes-Dekrete mit dem ‘Aktionsplan’ des Europarates vereinbar ? », in *Die Brücke*, 15 juin 1994, p. 6.
- Anonyme, « Aufruf des BdV zu den bevorstehenden Wahlen/Interview mit dem Parteivorsitzenden und Kanzlerkandidaten der SPD, Ministerpräsident Rudolf Scharping », in *Die Brücke*, 15 septembre, 1994, p.5.

- Anonyme, « Die Dinge auf den Kopf gestellt », in *Die Brücke*, 15 octobre 1994, p. 15.
- Anonyme, « Erika Steinbach BdV-Präsidentin », in *Die Brücke*, 15 juin 1998, p. 12.
- Anonyme, « Vertriebene setzen auf Dialog mit der neuen Bundesregierung/Zum Amtsantritt von Bundeskanzler Schröder erklärt BdV-Präsidentin Erika Steinbach MdB », extrait du DOD, reproduit in *Die Brücke*, 15 février 1999, p. 12.
- Anonyme, « Nationale Identität nicht Rechtsextremisten überlassen », in *Die Brücke*, 15 juin 1999, p. 1.
- Anonyme, « Festveranstaltung des Bundes der Vertriebenen/Bundesinnenminister sprach für die Bundesregierung », in *Die Brücke*, 15 juin 1999, p. 7.
- Anonyme, « Konstruktiver Dialog zwischen SPD und Bund der Vertriebenen (BdV)/ Zustimmung zur Aussiedlerpolitik der SPD », in *Die Brücke*, 5 avril 2000, p. 18.
- Anonyme, « Bundeskanzler Gerhard Schröder steht Zentrum gegen Vertreibungen aufgeschlossen gegenüber », in *Die Brücke*, 15 avril 2000, p. 9, extrait du *Deutscher Ostdienst* (DOD).
- Anonyme, « Bund der Vertriebenen (BdV) wählte neues Präsidium/Präsidentin Erika Steinbach, MdB (CDU), im Amt bestätigt – Mit MdL Albrecht Schläger seit 30 Jahre wieder ein Sozialdemokrat im Präsidium », in *Die Brücke*, 15 août 2002, p. 5.
- Bachstein, Martin, Becher, Peter, « In eigener Sache », in *Die Brücke/Mitteilungsblatt der Gesinnungsgemeinschaft sudetendeutscher Sozialdemokraten*, 15 mai, 2004, p. 1.
- Bednarz, Klaus, « Blutiges Finale/Peter Glotz zeigt, was der Vertreibung der Deutschen aus Böhmen vorausging », in *Die Zeit*, 9 octobre 2003.
- Bernhardt, Erni, « Deutschlandtreffen der Ostpreußen », in *Die Brücke*, 15 juillet 1997, p. 16.
- Bernhardt, Erni, « Bundesdelegiertenkonferenz des ZMO », in *Die Brücke*, 15 août 1998, p. 16.
- Giez, Thomas, « ZMO mit Blick nach vorn », in *Die Brücke*, 15 février 1994, p. 14.
- Haas, Josef, « Kurt Schumacher - ein deutscher Patriot », in *Die Brücke*, 15 août 2002, p. 3-4.
- Jäger, Willi, « Patriot und Europäer/Zum 100. Geburtstag von Wenzel Jaksch », in *Die Brücke*, 15 septembre 1996.
- Lehmann, Heinz, « Vor 50 Jahren », in *Die Brücke*, 15 février, 1995, p. 1-2.
- MKB, « Bundesversammlung der Seliger-Gemeinde 1997 : Dankrede des WENZEL-JAKSCH-GEDÄCHTNISPREISTRÄGERS 1997 », in *Die Brücke*, 15 juin 1998, p. 1.
- Ritschel, E., « Eine Sommerfahrt ins Land der dunklen Wälder/Die masurischen Seen haben nichts von ihrer Schönheit verloren. », in *Die Brücke*, 15 septembre

1993, p. 10.

- Sandner, Erich (entre autres), « Die Brücke ist 50 », *in die Brücke*, p. 1-3, 15 juillet 1997.
- Schwarz, Wolfgang, « Sei allem Abschied voraus/Ein Gedenken an Günther Granicky », *in Die Brücke*, 15 février, 1995, p. 11.
- Weiser, Lothar, « Der 8. Mai 1945 – Tag der Befreiung und der Kapitulation », *in Die Brücke*, 15 mai, 1995.

- *Vorwärts* :

- Bahr, Egon, « Visionär, Pragmatiker, Realist/Die Vergangenheit darf die Zukunft nicht behindern. Das war die Maxime Willy Brandts und ein Geheimnis seines Erfolgs. Am 8. Oktober jährt sich sein Todestag zum 10. Mal. », *in Vorwärts*, octobre 2002, p. 16-17.
- Borkenhagen, Franz, H. U., « Im richtigen Sinne patriotisch », *in Vorwärts*, décembre 1992, p. 23.
- Cahier spécial « 125 Jahre Vorwärts », *in Vorwärts*, novembre 2001.
- Dohrn, Suzanne, entretien avec Heinrich August Winkler, *in Vorwärts*, novembre 2001, p. 5-6.
- Fichter, Tilman « Deutsche Patrioten oder vaterlandslose Gesellen ? », *in Vorwärts*, juillet 1993, p. 25 et 30.
- Heimann, Horst, « Ein deutscher Patriot/Kurt Schumacher beugte sich den Nazis nicht und steht für den Wiederaufbau der SPD nach 1945. », *in Vorwärts*, juillet-août 2002, p. 24.
- Suplie, Frank : « Kein BMW für Galina/Ruinen und Luxuslimousinen, ein Volleyball-Trainer und ein Haus am Haff – eine Reise in die russische Enklave Kaliningrad », *in Vorwärts*, septembre 2001, p. 32-35.
- *Vorwärts*, octobre 1995, « Wiederbeginn mit Kurt Schumacher ».
- Winkler, Heinrich, August, « Ein Gleichgewicht der Schuld gibt es nicht », *in Vorwärts*, décembre-janvier 2003/2004, p. 21.

Communiqués et organes de presse de la CDU et de ses sous-organisations :

- *Union in Deutschland* :

- Anonyme, « Ost- und Mitteldeutscher Vereinigung (OMV)/Helmut Sauer als Bundesvorsitzender bestätigt/Das Heimatrecht der Vertriebenen nicht durch

übergangsregelungen beschädigen », in *Union in Deutschland (UD)*, 22 novembre 2001.

- Anonyme, « Konstruktiver Dialog », in *Union in Deutschland (UD)*, 19 juin 2003.
- Anonyme, « Kongreß der CDU/CSU-Bundestagsfraktion/‘Historisches Erbe bewahren’ », in *Union in Deutschland (UD)*, 13 novembre 2003,
- Anonyme, « Bundesdelegiertentagung/Zukunft braucht Erinnerung », in *Union in Deutschland (UD)*, 11 décembre 2003.
- Anonyme, « ‘Berliner Erklärung’ der Bund- Länder- Arbeitsgemeinschaft für Vertriebenen- und Aussiedlerfragen von CDU/CSU », in *Union in Deutschland (UD)*, 29 mars 2004.
- Anonyme, « OMV-Vorstandswahlen/Helmut Sauer im Amt bestätigt », in *Union in Deutschland (UD)*, 28 novembre 2005.
- Anonyme, « AG ‘Vertriebene und Flüchtlinge’ konstituiert », in *Union in Deutschland (UD)*, 5 décembre 2005.
- Anonyme, « Gedenkveranstaltung/Erinnerung als Brücke zwischen Vergangenheit und Zukunft », in *Union in Deutschland (UD)*, 26 septembre 2006.
- Koschyk, Hartmut, « Nicht nur Worte, sondern Taten, Herr Bundeskanzler ! », in *Union in Deutschland (UD)*, 7 septembre 2000.
- Merkel, Angela, Steinbach, Erika (présidentes), « Der 5. August soll Gedenktag für die Opfer der Vertreibung werden », in *Union in Deutschland (UD)*, 19 juillet 2001.
- Wulff, Otto, Mißfelder, Philipp, « Vertreibung weltweit ächten », in *Union in Deutschland (UD)*, 26 septembre 2006.

- Communiqués de presse de la CDU et de son groupe parlementaire :

- CDU/CSU-Fraktion im Deutschen Bundestag, *Pressedienst*, « Der Sprecher der CDU/CSU-Bundestagsfraktion, Michael Maiworm, und der Generalsekretär des Bundes der Vertriebenen, Hartmut Koschyk, erklären gemeinsam », 3 mars 1988.
- Koschyk, Hartmut, « Deutsche in Polen unter neuen Führung », in *Pressedienst CDU/CSU Fraktion im deutschen Bundestag*, 12 janvier 1994.
- Koschyk, Hartmut, « Die Unionsfraktion steht weiterhin zu den Vertriebenen, Aussiedler und deutschen Minderheiten in Mittel- und Osteuropa », in *Pressedienst CDU/CSU Fraktion im deutschen Bundestag*, 12 novembre 1998.
- Koschyk, Hartmut, « Musterrede zum ‘Tag der Heimat’ 1999, in *Pressedienst CDU/CSU Fraktion im deutschen Bundestag*, 31 août 1999, 13 p.
- Koschyk, Hartmut, « Rot-grüne Haushaltspolitik gegen Vertriebene, Aussiedler und deutsche Minderheiten », in *Pressedienst CDU/CSU Fraktion im deutschen*

Bundestag, décembre 1999 (la précision du jour est manquante).

- Koschyk, Hartmut, « CDU und CSU sind zuverlässige Partner der Heimatvertriebenen/ Union betont Verpflichtung zur Wahrung des Geschichts- und Kulturerbes », in *Pressedienst CDU/CSU Fraktion im deutschen Bundestag*, 6 mai 2002.
- Merkel, Angela, « Pressemitteilung der CDU 114/01 », Berlin, 26 juin 2001.
- Merz, Friedrich, « CDU/CSU-Bundestagsfraktion bleibt Sachwalter der Anliegen der Heimatvertriebenen », in *Pressedienst CDU/CSU Fraktion im deutschen Bundestag*, 9 juin 2000.
- *Pressemitteilung der CDU*, « Zum offenen Brief des Bundes der Vertriebenen an CDU-Generalsekretär Dr. Heiner Geißler, erklärt der stellvertretende Sprecher der CDU, Hans-Christian Maaß », 7 août 1987.
- Pressestelle der CDU/CSU-Bundestagsfraktion, « CDU/CSU-Bundestagsfraktion und Bund der Vertriebenen setzen vertrauensvolle Zusammenarbeit fort », 6 juin 2003, www.cdu/csu.de/presse/pressemitteilunen_druck.jsp?ID=6416.
- Schäuble, Wolfgang, « Besonnenheit und Zukunft », in *Pressedienst CDU/CSU Fraktion im deutschen Bundestag*, 17 octobre 2003.

Landsmannschaft Ostpreußen et entités proches :

- www.ostpreussen.de, site internet de la *Landsmannschaft Ostpreußen*.
- « Satzung der Landsmannschaft Ostpreußen e.V. », www.ostpreussen.de/uploads/media/LO-Satzung_01.pdf, (statuts de la *Landsmannschaft Ostpreußen*).

- Discours d'Ottfried Hennig et Wilhelm von Gottberg (présidents de la *Landsmannschaft Ostpreußen*) aux *Deutschlandtreffen der Ostpreußen* :

- Hennig, Ottfried, « Ostpreußen - Deutschland/Kant : 'Die Politik muß dem Recht angepaßt werden' », in *Ostpreußenblatt*, 5 juin 1982, p. 5.
- Hennig, Ottfried, « Die Jugend ist unser Schicksal/Sie wird die Stafette unserer Hoffnung in die Zukunft tragen », in *Ostpreußenblatt*, 28 mai 1988, p. 5.
- Von Gottberg, Wilhelm, *Heimat – gestern, heute und morgen, Rede des Sprechers der Landmannschaft Ostpreußen anlässlich des Deutschlandtreffens der Ostpreußen am 11. und 12. Juni 1994 in Düsseldorf*, Landsmannschaft Ostpreußen, Hambourg, 1994, 15 p.
- Von Gottberg, Wilhelm, *Ostpreußen lebt, Rede des Sprechers der Landmannschaft Ostpreußen anlässlich des Deutschlandtreffens der Ostpreußen am 17. und 18. Mai 1997 in Düsseldorf*, Landsmannschaft Ostpreußen, Hambourg, 1997, 12 p.

- Von Gottberg, Wilhelm, *Ostpreußen - für friedlichen Wandel, Rede des Sprechers der Landsmannschaft Ostpreußen anlässlich des Deutschlandtreffens der Ostpreußen am 10. und 11. Juni 2000 in Leipzig*, Landsmannschaft Ostpreußen, Hambourg, 2000, 21 p.
- Von Gottberg, Wilhelm, *Ostpreußen verpflichtet, Rede des Sprechers der Landsmannschaft Ostpreußen anlässlich des Deutschlandtreffens der Ostpreußen am 22. und 23. Juni 2002 in Leipzig*, Landsmannschaft Ostpreußen, Hambourg, 2002, 34 p.
- Von Gottberg, Wilhelm, *Mit dem Kreuz der Wahrheit zum Frieden/Ansprache des Sprechers der Landsmannschaft Ostpreußen anlässlich des Deutschlandtreffens der Ostpreußen am 21. und 22. Mai 2005 in Berlin*, Landsmannschaft Ostpreußen, Hambourg, 2005, 24 p.
- Von Gottberg, Wilhelm, *Rede des Sprechers der Landsmannschaft Ostpreußen Wilhelm von Gottberg beim Deutschlandtreffen in Berlin, 11 mai 2008*, www.ostpreussen.de.

- PAZ : *Preußische Allgemeine Zeitung/Das Ostpreußenblatt* :

- www.preussische-allgemeine.de.
- A.B., « Minderheitenschutz : Ostdeutsche Stämme blieben ausgespart/‘Rahmenübereinkommen des Europarats zum Schutz Nationaler Minderheiten’ unterzeichnet », in *Ostpreußenblatt*, 24 juin 1995, p. 2.
- Anonyme, « Achtung Aufnahme », in *Ostpreußenblatt*, 18 février 1995, p. 24.
- Anonyme, « Generationenbetrug », courrier des lecteurs, in *Ostpreußenblatt*, 27 janvier 2001, p. 8
- Anonyme, « Trauriger Rekord : Die Deutschen schrumpften von allen Nationen in der Europäischen Union im vergangenen Jahr am meisten. », in *Ostpreußenblatt*, n° 1, 2002, p. 5.
- Arp, Jochen, « Bundeswehr : der Abschied vom Vaterland/Die Truppe wird deutscher Tradition und Identität gezielt und brachial entfremdet », in *Ostpreußenblatt*, 31 mars 2001, p. 24.
- Böhm, Wilfried, « Hoffnung auf eine neue Partei », « Espoir d’un nouveau parti », in *PAZ*, 24 février 2007, p. 5.
- Bremer, Jan, « Faschismus ‘differenziert’ sehen/Fazit einer Debatte : Nur ‘deutsche’ Despoten sind wirklich böse. », in *Ostpreußenblatt*, 28 mai 1995, p. 2.
- Cahier spécial, « Preussen hat Zukunft », in *PAZ*, 3 mars 2007, p. I
- Degenhart, Fritz, « Ein verschwiegener Völkermord/Englands Hungerblockade - totaler Krieg schon 1914 », in *Ostpreußenblatt*, 22 janvier 1994, p. 24.

- Deutsch, Michael, « Kommentar », in *Ostpreußenblatt*, 11 mars 1995, p. 2.
- Evertz, Alexander (Pasteur), « Evangelische Kirche und Nationalbewußtsein », in *Ostpreußenblatt*, 15 janvier 1994, p. 20.
- Fischer, Peter, « Europäische Union : Mitte wird stärker/Der Beitritt Österreichs stützt uns entscheidend », in *Ostpreußenblatt*, 12 mars 1994.
- Fischer, Peter, « Aus für nationale Außenpolitik ?/Klaus Kinkel will offenbar auf deutsche Interessen verzichten », in *Ostpreußenblatt*, 8 avril, 1995.
- Geede, Ruth, « Wie der Titel Preußische Allgemeine Zeitung geboren wurde », in *PAZ*, 12 avril 2003.
- Gehle, Heinz, « Europas Teilung überwunden », in *Ostpreußenblatt*, 12 février 1994, p. 3
- Gehle, Heinz, « Von inneren und äußeren Frieden », in *Ostpreußenblatt*, 4 mars 1995.
- Heckel, Hans, « Späte Umerziehung/Nicht nur ein Wort verschwindet/Am 'Reich' kommt das deutsche Nationalbewusstsein nicht vorbei », in *Ostpreußenblatt*, 8 janvier 1994, p. 4.
- Heckel, Hans, « Linke : Rumpfland erneut spalten ?/Nationaler Selbsthaß treibt neue Blüten : Neueste Phantasien zur Abschaffung unseres Landes », in *Ostpreußenblatt*, 29 janvier 1994, p. 2.
- Heckel, Hans, « Europa : Der Kanzler der Selbstaufgabe ?/Das Maastricht-Dossier : Deutschlands Weg in Finanzchaos », in *Ostpreußenblatt*, 19 février 1994, p. 3.
- Heckel, Hans, « Abwälzen ist doch viel leichter », in *Ostpreußenblatt*, 9 avril 1994, p. 2.
- Heckel, Hans, « Demokratie : Wer nur mit einem Flügel schlägt/Politisches Gleichgewicht - Basis unserer Grundordnung », in *Ostpreußenblatt*, 16 avril 1994.
- Heckel, Hans, « Bis alles verspielt ist », in *Ostpreußenblatt*, 7 mai 1994, p. 1.
- Heckel, Hans, « Grundrecht auf den Kopf gestellt », in *Ostpreußenblatt*, 4 juin 1994, p. 2.
- Heckel, Hans, « Wer jetzt schweigt.../Skandal : Staatsschutz überwacht 'Junge Freiheit' », in *Ostpreußenblatt*, 18 mars 1995.
- Heckel, Hans, « Geschichtsbild ganz auf Hitler verengt », in *Ostpreußenblatt*, 13 mai, 1995, p. 2.
- Heckel, Hans, « BdV für nationalen Gedenktag », in *Ostpreußenblatt*, 19 janvier 2001, p. 1.
- Heckel, Hans, « Was, nicht mitgejubelt ? », in *Ostpreußenblatt*, n° 1, 2002, p. 2.
- Heckel, Hans, « Urteil : 'Partei der Republikaner nicht verfassungsfeindlich'/ Bundesverwaltungsgericht weist Disziplinarverfahren gegen zwei Soldaten in letzter Instanz zurück », in *Ostpreußenblatt*, 2 février 2002.
- Heckel, Hans, « NRW-Schlapphüte rücken sich erneut ins Zwielficht », in *PAZ*, 15

juin 2006, p. 1.

- Heitmann, Jan, « Dem Bürger aufs Maul geschaut/Ronald Schills Partei verstört für die Herbstwahl schon jetzt die Etablierten », in *Ostpreußenblatt*, 28 avril 2001.
- Hörn, Jörg, « Los von Lüttich – aber wohin ? », in *Ostpreußenblatt*, 3 février 2001, p. 3.
- Kamphausen, Helmut, « Zeitgeschichte : ... ‘sie wissen nicht was sie tun’/ Militärgeschichtliches Forschungsamt bezweifelt mit dünnen Argumenten Bombenopfer von Dresden. », in *Ostpreußenblatt*, 2 avril 1994.
- Kamphausen, Helmut, « Demokratie dulden », in *Ostpreußenblatt*, 4 juin 1994, p. 1.
- Knütter, Hans Helmut, « Opportunistischer Griff zur Faschismuskeule », in *Ostpreußenblatt*, 27 janvier, 2001, p. 3.
- Kroll, Franz-Lothar, « Ideengeschichte : Preußische Tugenden/Zwischen Staatsräson und Idealismus », in *Ostpreußenblatt*, 30 mars 2002, p. 3.
- Kunze, Klaus, « Die unendliche Geschichte einer Stiftung », in *Ostpreußenblatt*, 9 avril 1994, p. 4.
- Mahlitz, Hans Jürgen, « Zuwanderungsgesetz : Weiter wie im Drehbuch/Schröder setzt auf Rau und Karlsruhe, Stoiber auf den Wähler », in *Ostpreußenblatt*, 6 avril 2002, p. 1.
- Mahlitz, Hans-Jürgen, « 17. Juni - Tag des Erinnerns », in *PAZ*, 15 juin 2006, p. 2.
- Mahlitz, Hans Jürgen, « Ende eines Antifa-Märchens/Schon lange vor der Machtergreifung Hitler plante Stalin den Krieg gegen Deutschland », in *PAZ* n° 18/2008, p. I.
- Paulwitz, Michael, « Denker ‘des preußischen Stils’/Vor 70 Jahren schied Arthur Moeller van den Bruck aus dem Leben », in *Ostpreußenblatt*, 27 mai 1995, p. 3.
- Ruoff, Manuel, « Preußen – eine Idee, die lebendig bleibt », in *Ostpreußenblatt*, 10 février 2001.
- Schickel, Alfred, « Zeitgeschichte : Krieg für alle Zukunft ausschließen/Vor 60 Jahren schlossen das Deutsche Reich und die Republik Polen eine Nichtangriffsvereinbarung », in *Ostpreußenblatt*, 29 janvier 1994, p. 5.
- Thüne Wolfgang, « Bonn ist nicht Weimar – oder doch ? – Demokratie im Rückwärtsgang », in *Ostpreußenblatt*, 11 juin 1994, p. 32.
- Von Arneth, Alfred, « Die Präsidenten kommen und gehen », in *Ostpreußenblatt*, 13 mai 1995, p. 5.
- Von Gottberg, Wilhelm, « Die Freiheit der Presse sichern », in *Ostpreußenblatt*, 15 avril 1995, p. 3.
- Von Gottberg, Wilhelm, « ... und der Zukunft zugewandt », in *Ostpreußenblatt*, 6 janvier 2001, éditorial, p. 1-2.
- Von Gottberg, Wilhelm, « Mit der Kühlen Distanz einer Intellektuellen/Anmerkung zum Tode der ‘Zeit’-Herausgeberin Marion Gräfin Dönhoff », in *Ostpreußenblatt*,

23 mars 2002.

- Von Gottberg, Wilhelm, « Vor 59 Jahren : Nicht befreit – besiegt/Betrachtungen zum 8. Mai », in *PAZ*, 8 mai 2004.
- Von Gottberg, Wilhelm, « Nur Gerechtigkeit schafft Frieden/zur Diskussion um die Preußische Treuhand », in *PAZ*, n° 36, 4 septembre 2004.
- Von Gottberg, Wilhelm : « Zum Geleit », in *PAZ*, n° 1, 2008, p. 1.
- Von Leesen, Hans Joachim, « Kultur vor ‘Gleichschaltung’ schützen/Paris versucht den alles überwuchernden, anglo-amerikanischen ‘Kulturimperialismus’ einzudämmen », in *Ostpreußenblatt*, 12 mars 1997, p. 5.
- Von Leesen, Hans Joachim, « Deutsche Tragödien : ‘Ist es möglich’/‘Der Krebsgang’ – Seelenschau eines zerrissenen Volkes », in *Ostpreußenblatt*, 6 avril 2002.
- Von Leesen, Hans Joachim, « Projekt Multikulti durch die Hintertür ? », in *Ostpreußenblatt*, 20 avril 2002, p. 24.
- Von Leesen, Hans Joachim, « Keine Gnade für Erich Priebke/Während Terroristen freikommen, sitzt der Soldat weiter », in *PAZ*, 17 mars 2007.
- Voss, Klaus D. : « Die Lektion sitzt/Erdogan zieht die Grenze zwischen Türken und Deutschen », in *PAZ* n° 7, 2008, p. 1.
- Wenzel, Eberhard, « Kommentar : Respekt », in *PAZ*, 27 avril 2002.

- Fiduciaire prussienne :

- www.preussischetreuhand.de.vu/
- www.ostpreussen-nrw.de
- Anonyme, « Steinbach bietet Verzicht an », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 6 août 2004, www.faz.net.
- Anonyme, « Vertriebene verklagen Polen/Kaczynski: Ernsthafte Gefahr für die Beziehungen zu Deutschland », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 15 décembre 2006, www.faz.net.
- Anonyme, « Polen und Deutsche kritisieren ‘Preußische Treuhand’ », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 16 décembre 2006, www.faz.net.
- Anonyme, « ‘Preußische Treuhand’ legt Steinbach Rücktritt nahe », 14 septembre 2004, www.welt.de.
- Anonyme, « Polen und Deutsche kritisieren ‘Preußische Treuhand’ », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 16 décembre 2006, www.faz.net.
- Anonyme, « Preußische Treuhand scheitert vor Gericht », 9 octobre 2008, www.sueddeutsche.de.
- Anonyme, « ‘Preußische Treuhand’ scheitert mit Beschwerde », 9 octobre 2008,

www.tagesschau.de.

- Anonyme, « Die Preußische Treuhand stellt zur Entscheidung des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte (EGMR) in Strassburg vom 7.10.2008 fest », www.Preussische-Treuhand.org.
- Holtz, Torsten, « Deutsche Vertriebene wollen Besitz zurück », 4 août 2004, www.stern.de/politik/ausland/:Polen-Deutsche-Vertriebene-Besitz/527920.html?pr=1.
- Mathiak, Ehrenfried, *Festansprache beim 43. Kreistreffen der Lycker in Hagen*, archives personnelles de l'orateur, juin 1998, 11 p.
- Mathiak, Ehrenfried, *Festrede zum 50jährigen Bestehen der Gruppe Lüdenscheid*, archives personnelles de l'orateur, non publié, avril 1999, 9 p.
- Mathiak, Ehrenfried, *Das 50-jährige Bestehen der landmannschaftlichen Gruppe der Ostpreußen in Remscheid*, archives personnelles de l'orateur, non publié, septembre 2000, 7 p.
- Reinle, Dominik, « Die Rückgabe AG/Wer steckt hinter der Preußischen Treuhand ? », première partie, 10 novembre 2004, www.wdr.de/themen/politik/deutschland/preussische_treuhand/.
- Pawelka, Rudi, communiqué de presse de la *Preußische Treuhand*, « *Vertreibung darf sich nicht lohnen* », www.preussischetreuhand.de.vu/, printemps 2005.
- Pawelka, Rudi, Bundesvorsitzender der Landsmannschaft Schlesien, « *Vertreibung auch 1945 völkerrechtswidrig – Zweifel aus dem Aussenministerium verwundern -* », Pressedienst Schlesien Nr. 25/2008, 14 août 2008, www.Preussische-Treuhand.org,
- Preußische Treuhand GmbH & Co. Kommanditgesellschaft auf Aktien, « *Vertriebene Alteigentümer verklagen Bundesregierung – Diplomatischer Schutz wird eingefordert -* » non daté, postérieure à décembre 2007, www.Preussische-Treuhand.org.
- The European Court of Human Rights (Fourth Section), sitting on 7 October 2008 « *FOURTH SECTION/DECISION AS TO THE ADMISSIBILITY OF Application no. 47550/06 by PREUSSISCHE TREUHAND GMBH & CO. KG A. A. against Poland* », <http://cmiskp.echr.coe.int/tkp197/view.asp?action=html&documentId=841872&portal=hbkm&source=externalbydocnumber&table=F69A27FD8FB86142BF01C1166DEA398649>.
- Thüne, Wolfgang, « *Ehre sei Gott in der Höhe und Friede auf Erden.....* », p. 1, www.ostdeutsches-forum.net.

- *Junge Landsmannschaft Ostpreußen/Ostdeutschland* :

- www.ostpreussen.org

Ses tracts :

Ils sont tous disponibles, ou le furent à un moment ou à un autre, à l'adresse www.ostpreussen.org. En effet, certains ont été supprimés au fur et à mesure des mises à jour de ce site.

- Junge Landsmannschaft Ostpreußen, « Potsdamer Programm der jungen Landsmannschaft Ostpreußen », 12 mars 1994.
- Junge Landsmannschaft Ostpreußen, JLO-Faltblatt.
- Junge Landsmannschaft Ostpreußen, « Kyffhäuser Erklärung/In Sorge um Freiheit und Demokratie », 19 novembre 2000, 10 p .
- Junge Landsmannschaft Ostpreußen, « Die deutschen Ostgebiete... und was man darüber wissen sollte », non daté.
- Junge Landsmannschaft Ostpreußen, « JLO/Wir sind die Jugend/Ein Jugendverband stellt sich vor », « JLO/La jeunesse, c'est nous/Une association de jeunesse se présente », tract postérieur à 2000 selon toute vraisemblance.
- Junge Landsmannschaft Ostpreußen, « Der 8 Mai : Tag der Gefangenschaft », tract non daté, postérieur selon toute vraisemblance à 2000.
- Rochow, Mathias, « Dresden – 13.2.4 /Völkermord aus der Luft [...] »
- Rochow, Mathias, « 1000 Schritte für Dresden/Ein Trauermarsch/Wievieler Toter müssen wir bei jedem Schritt gedanken ? Schließen Sie sich uns an ».
- Rochow, Mathias, « Der 9. November : Ein Tag der Befreiung/Ein Tag der Freude für alle Deutschen – an diesem Tag sollte auch die offizielle Bundesrepublik mit Stolz und Selbstbewußtsein der deutschen Freiheitsbewegung von 1989 gedenken », tract postérieur à 2000.

Autres :

- Interview de Bernhard Knapstein, in *Junge Freiheit* n° 21/1997, 16 mai 1997.
- Junge Landsmannschaft Ostpreußen, « Presseerklärung der Jungen Landsmannschaft Ostpreußen e.V. zum Trauermarsch am 13. Februar 2005 in Dresden », www.ostpreussen.org/jlo.
- Knapstein, Bernhard, vice-président du BJO, « Pressemitteilung/Landsmannschaftliche Leistungsträger der jungen und mittleren Generation wollen Jugendarbeit der LO sichern », Berlin, 13 février 2000, www.ostpreussen-info.de/bjo/bjopresse_fr.htm.

Littérature « Réfugiés », à destination des réfugiés, marquée plus ou moins fortement par une vision de l'histoire héritée de l'entre-deux-guerres :

- Breyer, Richard (sous la direction de), *Deutschland und das Recht auf Selbstbestimmung nach dem ersten Weltkrieg/Probleme der Volksabstimmungen im Osten (1918-1922)*, Kulturstiftung der deutschen Vertriebenen, Bonn, 1985, 134 p.
- Breyer, Richard, *Ostdeutschland im Luftbild*, Athenäum Verlag, Francfort/Main, Bonn, 1967, 96 p.
- Bund der Vertriebenen, *Erklärungen zur Deutschlandpolitik/Eine Dokumentation von Stellungnahmen, Reden und Entschliefungen des Bundes der Vertriebenen - Vereinigte Landsmannschaften und Landesverbände*, « Teil 1, 1949-1972 », Kulturstiftung der deutschen Vertriebenen, Bonn, 1984, 294 p. et « Teil 2, 1973-1978 », 1986, 312 p.
- Czaja, Herbert, *Unterwegs zum kleinsten Deutschlands ?/Mangel an Solidarität mit den Vertriebenen/Marginalien zu 50 Jahren Ostpolitik*, Verlag Joseph Knecht, Francfort/Main, 1996, 1010 p.
- Czaja, Herbert (sélectionnés par), *Materialien zu ODER-NEISSE-Fragen/ Eine Dokumentation zur Rechtslage Deutschlands und der Deutschen nach dem Völkerrecht und dem Grundgesetz unter besonderer Berücksichtigung der Gebiete östlich von Oder und Neiße*, Schriftenreihe der Kulturstiftung der deutschen Vertriebenen, Heft 9, Bonn, 1979, 128 p.
- De Zayas, Alfred M., *Nemesis at Potsdam*, Routledge & Kegan Paul PLC, Londres et Boston, 1977, 296 p.
- De Zayas, Alfred M., *A terrible revenge/The ethnic cleansing of the East European Germans 1944-1950*, Palgrave Macmillan, 1994, 224 p.
- De Zayas, Alfred M., *Heimatrecht ist Menschenrecht/Der mühsame Weg zur Anerkennung und Verwirklichung*, Universitas, Munich, 2001, 294 p.
- Ipsen, Gunther (sous la direction de), *Wir Ostpreußen*, collection « Heimat im Herzen », Akademischer Gemeinschaftsverlag, Salzburg, 1950, 406 p.
- Lawin, Rudolf *Die Bevölkerung von Ostpreußen*, Ost-Europa-Verlag, Berlin, 1930, 88 p.
- Hecker, Hans, Spieler, Silke (sous la direction de), *Deutsche, Slawen und Balten/ Aspekte des Zusammenlebens im Osten des Deutschen Reiches und in Ostmitteleuropa*, Kulturstiftung der deutschen Vertriebenen, Bonn, 1989, 180 p.
- Fritsch, Ludwig A., *Amerikas Verantwortung für das Verbrechen am deutschen Volk/ Ein Gewissensappell an die amerikanische Führungsschicht*, 6^{ème} édition, Grabert-Verlag, Tübingen, 1981, 88 p., 1^{ère} édition allemande : 1969.

- Göttinger Arbeitskreis, *Dokumente europäischer Leistung in den Heimatgebieten der deutschen Vertriebenen*, Holzner-Verlag, Kitzingen/Main, 1954, 95 p.
- Kosack, Hans-Peter, *Geographie Ostpreußens*, Der Göttinger Arbeitskreis Schriftenreihe, Heft 32, Holzner-Verlag, Kitzingen/Main, s.d. (postérieur à 1951), 31 p.
- Mackensen, Lutz (sous la direction de), *Deutsche Heimat ohne Deutsche/Ein ostdeutsches Heimatbuch*, Georg Westermann Verlag, Brunswick, 1951, 172 p.
- Marzian G., Kenéz, Csaba, *Selbstbestimmung für Ostdeutschland/Eine Dokumentation zum 50. Jahrestag der ost- und westpreußischen Volksabstimmung am 11. Juli 1920*, Göttinger Arbeitskreis, Göttingen, 1970, 128 p.
- Pagel, Karl, *Deutsche Heimat im Osten*, Konrad Lemmer Verlag, Berlin, 1951, 120 p.
- Schlau, Wilfried, Raupach, Hans (sous la direction de), *Die Ostdeutschen : eine Dokumentarische Bilanz 1945-1995*, Langen Müller, Munich 1996, 285 p.
- Schumacher, Bruno, *Geschichte Ost- und Westpreußens*, Göttinger Arbeitskreis, Holzner-Verlag, Wurtzbourg, quatrième édition, 1959, 402 p.
- Sladek, Paulus Fr., *Um Frieden und Versöhnung/Der Beitrag der katholischen Vertriebenen*, Schriftenreihe der Ackermann-Gemeinde Heft 25, Munich, 1975, 88 p.
- Uhle-Wettler, Reinhard (sous la direction de), *Wagnis Wahrheit : Historiker in Handschellen ? Festschrift für David Irving*, Arndt, 1998, 286 p.
- von Wolmar, Wolfram, *Ein Requiem für Preußen*, Musterschmidt-Verlag, Göttingen, Berlin, Francfort, 1957, 77 p.
- von Gottberg, Wilhelm, Président/Porte-parole de la Landsmannschaft Ostpreußen, Discours à l'occasion des « *Deutschlandtreffen der Ostpreußen* », grand congrès trisannuel des Prussiens orientaux, 1994, 1997, 2000, 2002, 2005, édités et distribués par la *Landsmannschaft Ostpreußen*, Hambourg.
- Wellems, Hugo, Oltmann, Reinhard, « *Deutschland ausradieren* ». *Das 20. Jahrhundert in entlarvenden Zitaten*, Arndt, 2003, 286 p.
- Wellems, Hugo, *Das Jahrhundert der Lüge/Von der Reichsgründung bis Potsdam 1871-1945*, Arndt, Kiel, 1989, 255 p.

Manuels scolaires :

- Bender Daniela, *Geschichte und Geschehen*, Bayern, Band 4, Klett, Leipzig, 2005, 344 p.
- Berger von der Heide, Thomas, Oomen, Hans-Gert (sous la direction de), *Entdecken und Verstehen*, tome 2, Realschule, Cornelsen, Berlin, 2006, 224 p.

- Berlochner, Ludwig, *Geschichte und Geschehen*, Tome 2, Gymnasium, Bavière, Klett, Stuttgart, Leipzig, 2005, 211 p.
- Hofmeier, Franz, Regenhardt, Hans-Otto, *Forum Geschichte*, Ausgabe Bayern, Band 4, « Vom Ende der Weimarer Republik bis in die 1960er Jahre », Cornelsen, Berlin, 2007, 231 p.
- Kunz, Christoph, Regenhardt, Hans-Otto, Tatsch, Claudia (sous la direction de), *Forum Geschichte*, Ausgabe NRW, Band 2, « Das Mittelalter und der Beginn der Neuzeit », Cornelsen, Berlin, 2001, 272 p.
- Lutz, Bernhard, *Entdecken und Verstehen 7*, Realschule, Ausgabe Bayern, Cornelsen, Berlin, 2001, 232 p.
- Lutz, Bernhard, *Entdecken und Verstehen*, Ausgabe Bayern, 9, Cornelsen, Berlin, 2003, 249 p.
- Robl, Johan-Wolfgang, (sous la direction de), *Die Zeitreise*, Ausgabe für Bayern, 7, Klett, Leipzig, Stuttgart, Dusseldorf, 2002, 159 p.
- Robl, Johan-Wolfgang, (sous la direction de), *Die Zeitreise*, Ausgabe für Bayern, 9, Klett, Leipzig, Stuttgart, Dusseldorf, 2003, 199 p.
- Robl, Johan-Wolfgang, (sous la direction de), *Die Zeitreise*, Ausgabe für Bayern, 10, Klett, Leipzig, Stuttgart, Dusseldorf, 2004, 160 p.
- Tatsch, Claudia, Regenhardt, Hans-Otto, *Forum Geschichte*, Ausgabe NRW, Band 4, « Vom Ende des Ersten Weltkrieges bis zur Gegenwart », Cornelsen, Berlin, 2003, 344 p.

Littérature secondaire et autres sources sur le système scolaire :

- Anonyme, *Westdeutsche Zeitung*, « Ministerin Sommer will Vertreibung als Pflichtthema an Schulen/Schulministerin schreibt Geschichtslehrern Unterricht vor. Es gehe nicht um ‘Deuschtümelei’. », www.wz-newsline.de.
- Bayerisches Staatsministerium für Unterricht und Kultus, *Lehrplan für die sechsstufige Realschule*, Munich, juin 2001.
- Bayerisches Staatsministerium für Unterricht und Kultus, *Lehrplan für das Gymnasium*, Munich, 2001.
- Becher, Ursula A.J. (sous la direction de), *Zwanzig Jahre Gemeinsame Deutsch-Polnische Schulbuchkommission/Reden der Festveranstaltung in Braunschweig am 10. Juni 1992*, Georg-Eckert-Institut für internationale Schulbuchforschung, Brunswick, 1993, 40 p.
- Becher, Ursula A.J., Borodziej, Wlodzimierz, Maier, Robert (sous la direction de), *Deutschland und Polen im zwanzigsten Jahrhundert/Analysen – Quellen – didaktische Hinweise*, Studien zur internationalen Schulbuchforschung, Schriftenreihe des

Georg-Eckert-Instituts, Band 82/C, Verlag Hahnsche Buchhandlung, Hanovre, 2001, 432 p.

- Bendick, Rainer, *Kriegserwartung und Kriegserfahrung. Der Erste Weltkrieg in deutschen und französischen Schulbüchern (1900-1939/45)*, Centaurus, Pfaffenweiler, 1999, 508 p.
- Bendick, Rainer, « Zweierlei Entlastung des deutschen Volkes. Die Darstellung des zweiten Weltkriegs in Schulgeschichtsbüchern der DDR und der BRD », in sous la direction d'Ursula Heukenkamp, *Schuld und Sühne ? Kriegserlebnis und Kriegsdeutung in deutschen Medien der Nachkriegszeit (1945-1961)*, Rodopi, Amsterdam, Atlanta, 2001, p. 541-554.
- Bendick, Rainer, « L'esprit républicain tenu en échec. L'instruction civique dans la république de Weimar entre l'expérience de la Grande Guerre et le refus du traité de Versailles », in *Le cartable de Clio*, Revue romande et tessinoise sur les didactiques de l'histoire, n° 5, 2005, p. 281-290.
- Benthin, Madlen, *Die Vertreibung der Deutschen aus Ostmitteleuropa/Deutsche und tschechische Erinnerungskultur im Vergleich*, Studien zur internationalen Schulbuchforschung, Schriftenreihe des Georg-Eckert-Instituts, Band 120, Verlag Hahnsche Buchhandlung, Hanovre, 2007, 155 p.
- Buchhofer, Ekkehard, Kortus, Bronislaw (sous la direction de), *Deutschland und Polen/Geographie einer Nachbarschaft im neuen Europa*, Studien zur internationalen Schulbuchforschung, Schriftenreihe des Georg-Eckert-Instituts, Band 81, Diesterweg, Francfort sur le Main, 1994, 199 p.
- Büsching, Svenja, « *Schülerwissen und Lehrerwissen über Ostpreußen* », enquête menée en 2005, non publiée.
- Choppin, Alain, *Les Manuels Scolaires : Histoire et Actualité*, Hachette, Paris, 1992, 223 p.
- Ferro, Marc, *Comment on raconte l'histoire aux enfants*, Payot, Paris, 1992 (première parution : 1981), 331 p.
- Gauger, Jörg-Dieter, *Der historische deutsche Osten im Unterricht*, Editions Dr Kovacs, Hambourg, 2001, 369 p.
- Gauger, Jörg-Dieter, « Ein höchst rudimentäres Bild/Deutsche Schulen erzeugen ostkundliche Analphabeten », in *Die politische Meinung*, n° 478, Sankt Augustin, 10 septembre 2009, p. 31-36.
- Geiss, Peter, Le Quintrec, Guillaume (sous la direction de), *Histoire/Geschichte/L'Europe et le monde depuis 1945/Manuel d'histoire franco-allemand/Terminales L/ES/S*, Nathan/Klett, Paris, 2006, 336 p.
- Gemeinsame Deutsch-Polnische Schulbuchkommission (sous la direction de Ursula A.J. Becher), *Empfehlungen für die Schulbücher der Geschichte und Geographie in der Bundesrepublik Deutschland und in der Volksrepublik Polen*, Schriftenreihe

des Georg-Eckert-Instituts für internationale Schulbuchforschung, Band 22/XV, erweiterte Neuauflage, Selbstverlag des Georg-Eckert-Instituts für internationale Schulbuchforschung, Brunswick, 1995, 48 p.

- Gemeinsame Deutsch-Polnische Schulbuchkommission (sous la direction de Ernst Hinrichs), *Zum wissenschaftlichen Ertrag der deutsch-polnischen Schulbuchkonferenzen der Historiker 1972-1987*, Schriftenreihe des Georg-Eckert-Instituts für internationale Schulbuchforschung, Band 22/XI, Selbstverlag des Georg-Eckert-Instituts für internationale Schulbuchforschung, Brunswick, 1987, 168 p.
- Georg-Eckert-Institut, *Verzeichnis der zugelassenen Schulbücher für die Fächer Geographie, Geschichte, Sozialkunde (Politik) in den Ländern der Bundesrepublik Deutschland*, Ausgabe 2006/2007, bearbeitet von Schattenberg, Kerstin et Uphoff, Anette, Redaktionsschluß Juli 2006, non publié, 90 p.
- Georg-Eckert-Institut für internationale Schulbuchforschung, *Wöchentliche Stundentafeln der Fächerbereiche Geographie, Geschichte, und Sozialkunde in den Ländern der Bundesrepublik Deutschland*, document interne de l'Institut, 2001, 5 p.
- Goldmann, Rüdiger, « Gedanken zur Zeit : Vertreibung aus dem Geschichtsbuch/ Rüdiger Goldmann über unübersehbare Mängel in der deutschen Schulbuchliteratur » in *Ostpreußenblatt*, 8 juin 2002, p. 4.
- Humboldt-Gymnasium Solingen, *Anstaltslehrpläne 2006-2007*, non publiés.
- Johnsen, Egil Borre, *Textbooks in the Kaleidoscope/A Critical Survey of Literature and Research on Educational Texts*, Scandinavian University Press, Oslo, 1993, 455 p.
- Jakobmeyer, Wolfgang, « Konditionierung von Geschichtsbewußtsein : Schulgeschichtsbücher als nationale Autobiographien », in *Gruppendynamik* 23, 1992, p. 375-388.
- Jonen, Gerdi, *Secondary education in Germany*, Council of Europe Press, Strasbourg, 1995, 80 p.
- Kultusministerium des Landes Nordrhein-Westfalen, *Richtlinien und Lehrpläne – Geschichte – Realschule*, Verlagsgesellschaft Ritterbach, Frechen, 1994, 147 p.
- Maier, Robert, Stöber, Georg (sous la direction de), *Grenzen und Grensräume in der deutschen und polnischen Geschichte/Scheidelinie oder Begegnungsraum ?* Studien zur internationalen Schulbuchforschung, Schriftenreihe des Georg-Eckert-Instituts, Band 104, Verlag Hahnsche Buchhandlung, Hanovre, 2000, 326 p.
- Maier, Robert, « Deutsch-polnische Verständigung über Geschichte. Von den Schulbuchempfehlungen zur aktuellen Lehrerhandreichung – Die Deutsch-polnische Schulbuchkommission vor neuen Herausforderungen », in Wolfgang Keim, *Vom Erinnern zum Verstehen/Pädagogische Perspektiven deutsch-polnischer Verständigung*, *Studien zur Bildungsreform*, tome 42, Peter Lang, Francfort/Main, Berlin, etc., 2003, p. 403-417.

- Ministerium für Schule und Weiterbildung, Wissenschaft und Forschung des Landes Nordrhein-Westfalen, *Richtlinien und Lehrpläne für das Gymnasium – Sekundarstufe I – in Nordrhein-Westfalen*, Ritterbach Verlag, Frechen, 1999, (réédition inchangée de 1993), 190 p.
- Ministerium für Schule und Weiterbildung des Landes Nordrhein-Westfalens, *Kernlehrplan für das Gymnasium – Sekundarstufe I (G8) in Nordrhein-Westfalen/ Geschichte*, Düsseldorf, 2007, 27 p. Disponible sous format html à l'adresse suivante : <http://www.standardsicherung.schulministerium.nrw.de/lehrplaene/kernlehrplaene-sek-i/gymnasium-g8/geschichte-g8/kernlehrplan-geschichte/kernlehrplan-geschichte-uebersicht.html>.
- Noon, Christoph, « Oh what a lovely war ? German common people and the first World War », in *German History* 18, 2000, p. 97-111.
- Pingel, Falk, *UNESCO Guidebook on Textbook Research and Textbook Revision*, Studien zur internationalen Schulbuchforschung, vol. 103, Verlag Hahnsche Buchhandlung, Hanovre, 1999, 55 p.
- Reitz, Ulrich, « Kommentar - Das Ende eines gepflegten Tabus/Vertreibung wird Thema », *Westdeutsche allgemeine Zeitung*, 21/09/2007 http://www.presseportal.de/pm/55903/westdeutsche_allgemeine_zeitung
- Rohlfes, Joachim, Schulze, Winfried, *Geschichte in Wissenschaft und Unterricht*, n° 1, 2000, Erhard Friedrich Verlag, 64 p.
- Ruchniewicz, Krzysztof, « Der Entstehungsprozeß der Gemeinsamen deutsch-polnischen Schulbuchkommission 1937/38-1972 », in *Archiv für Sozialgeschichte* 45, 2005, p. 237-252.
- Schäfer, Wilhelm, *Erdkunde für Höhere Lehranstalten/Band IX/Kulturgeographie Deutschlands*, Verlag Ferdinand Schöningh, Paderborn, 1956, 155 p.
- Site du Ministère de l'éducation de Basse-Saxe, http://www.mi.niedersachsen.de/master/C49057555_N13619_L20_D0_I522.html
- Sperling, Walter, *Die deutsche Ostgrenze sowie die polnische West- und Nordgrenze in deutschen Schulatlanten seit 1946*, Studien zur internationalen Schulbuchforschung, Schriftenreihe des Georg Eckerts Instituts, Band 69, Diesterweg, Francfort/Main, 1991, 158 p.
- Steuerungsrat und Expertenrat des Projektes „Deutsch-Polnisches Geschichtsbuch“, *Schulbuch Geschichte/Ein deutsch-polnisches Projekt - Empfehlungen*, Berlin, Varsovie, 1^{er} décembre 2010, 135 p., <http://www.gei.de/fileadmin/bilder/pdf/Projekte/Schulbuch%20Geschichte.%20Ein%20deutsch-polnisches%20Projekt-Empfehlungen.pdf>.
- Strobel, Thomas, « Die Gemeinsame deutsch-polnische Schulbuchkommission/ Ein spezifischer Beitrag zur Ost-West-Verständigung 1972-1989 », in *Archiv für Sozialgeschichte* 45, 2005, p. 253-268.

- Strobel, Thomas, « Perspektiverweiterung/Polen im deutschen Geschichtsunterricht. Neue Lehrmaterialien », in *Dialog* 76, 2006.

Ouvrages généraux et autres ouvrages ou références :

- Anonyme, *Une femme à Berlin/Journal/20 avril-22 juin 1945*, Gallimard, Paris, 2006, 394 p.
- Besnault, Etienne *Das Kölsch – Bestandteil der kölnischen Identität*, mémoire de maîtrise non publié, Cologne/Paris, 2002, 132 p.
- Bibo, Istvan, *Misère des petits Etats d'Europe de l'Est*, Albin Michel, Paris, 1993, 429 p.
- *Duden, Deutsches Universal Wörterbuch A-Z*, Dudenverlag, Mannheim, 1996.
- Friedrich, Jörg, *Der Brand*, Propyläen Verlag, Munich, 2002, 592 p ; *L'incendie*, traduction d'Isabelle Hausser, de Fallois, Paris, 2004, 542 p.
- Gougeon, Jacques-Pierre, *La civilisation allemande*, Hachette, Paris 1996, 208 p.
- Grass, Günter, *Die Blechtrommel*, DTV, Munich, 1993, 731 p.
- Grass Günter, *Beim Häuten der Zwiebel*, Steidl Verlag, Göttingen, 2006, 480 p. ; *Pelures d'oignon*, Le Seuil, Paris, 2007.
- Lachaise, Francis, *Histoire d'un Etat disparu : la République démocratique Allemande de 1945 à nos jours*, Ellipses, Paris, 2001, 160 p.
- Lacoste, Yves (sous la direction), *Dictionnaire de géopolitique*, Flammarion, Paris 1993, 1680 p.
- Lacoste, Yves, *Géopolitique/La longue histoire d'aujourd'hui*, Larousse, Paris, 2006, 336 p.
- Kundera, Milan, *L'art du roman*, Gallimard, 1986, 194 p.
- Landeszentrale für politische Bildung Mecklenburg-Vorpommern, *Grundgesetz für die Bundesrepublik Deutschland/Verfassung für Mecklenburg-Vorpommern*, Schwerin, 1998 (quatrième édition), 172 p.
- Le Gloannec, Anne-Marie (sous la direction de), *L'Etat de l'Allemagne*, La Découverte, Paris, 1995, 439 p.
- Lévi-Strauss, Claude, *Race et Histoire/Race et Culture*, Albin Michel, 2001, 172 p.
- Müller, Helmut M., *Schlaglichter der deutschen Geschichte*, Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 1996, 512 p.
- Schlaffer, Heinz, *La brève histoire de la littérature allemande*, Editions de la maison des sciences de l'homme, 2004, 133 p.
- Steiner, George, *Errata/Récit d'une pensée*, Gallimard, 1998, 231 p.
- Wahl, Alfred, *Histoire de la République fédérale d'Allemagne*, Armand Colin, Paris,

1995, 192 p.

Table des matières

| | |
|---|-----|
| Sommaire | 5 |
| Remerciements | 9 |
| Introduction générale | 11 |
| Première partie | |
| Représenter les réfugiés, les associations | 29 |
| Introduction | |
| La <i>Landsmannschaft Ostpreußen</i> , organe de toute représentation | 29 |
| I. « La Prusse orientale, c'est nous », l'ambigu monopole de la représentation | 37 |
| A. Les mécanismes d'autoreprésentation | 38 |
| 1. Le temps des fondations | 38 |
| 2. Une ambition d'exclusivité | 40 |
| 3. La revendication d'exemplarité patriotique et le désir de reconnaissance | 42 |
| B. La représentativité | 49 |
| 1. Quelle intégration des réfugiés dans la société de RFA ? | 49 |
| 2. « Est-Prussiens », donc nationaux-conservateurs ? | 50 |
| 3. Une assimilation aboutie | 53 |
| II. « La Prusse orientale nous concerne tous », un nationalisme à géométrie variable | 57 |
| A. Une vision spécifique | 57 |
| 1. La <i>Landsmannschaft Ostpreußen</i> et la question allemande après 1990 | 58 |
| 2. La ligne politique de la <i>Landsmannschaft Ostpreußen</i> depuis la réunification : analyse des discours de son président | 65 |
| 3. La <i>PAZ</i> et les autres entités ultra-conservatrices. | 92 |
| | 415 |

| | |
|--|-----|
| B. Les organisations fondées autour de la <i>Landsmannschaft Ostpreußen</i> | 121 |
| 1. La Fiduciaire prussienne | 121 |
| a. L'idée de départ et la fondation | 122 |
| b. Le monde politique, les associations de réfugiés et la Fiduciaire prussienne | 127 |
| c. Nouveau rapprochement de la <i>Landsmannschaft Ostpreußen</i> et de la Fiduciaire prussienne | 131 |
| d. La décision de la Cour européenne des droits de l'homme : échos et résonances | 133 |
| 2. La <i>Junge Landsmannschaft Ostpreußen</i> , une crise de la représentation qui mène à l'extrémisme | 140 |
| a. Des ambitions initiales à la dérive progressive | 140 |
| b. Rhétorique et argumentaire de la <i>Junge Landsmannschaft Ostpreußen</i> | 159 |
| Conclusion : la fonction de charnière | 187 |

Seconde partie

La Prusse orientale dans le jeu politique et la mémoire publique en Allemagne 193

| | |
|--|-----|
| I. Les <i>Volksparteien</i> , structurent le paysage politique de RFA | 195 |
| A. La situation initiale : des approches différentes, un consensus de fond | 196 |
| B. Le début des années 1970, premier tournant | 198 |
| C. Helmut Kohl et l'Union au pouvoir | 201 |
| D. Le tournant des années 1990 | 206 |
| 1. La CDU et le SPD face à la réunification qui s'annonce | 206 |
| 2. Les deux grands partis populaires et les traités de réunification | 208 |
| II. Le retour de la thématique des expulsions dans l'espace public. Une révolution culturelle | 213 |
| III. La question du Centre contre les expulsions et les relations entre Réfugiés et grands partis populaires | 227 |
| A. La controverse majeure autour du projet de centre commémoratif | 227 |
| B. La transformation des relations entre Réfugiés et grands partis | 241 |

Troisième chapitre

La Prusse orientale et le système scolaire de RFA, une éducation à la « non-revanche » ?

265

| | |
|---|-----|
| I. Les objectifs assignés à l'institution scolaire | 276 |
| A. L'évolution des programmes de 1949 à 2000 | 278 |
| 1. Les années 1950 et 1960 : continuités weimariennes | 278 |
| 2. Les années 1970 et 1980 : faire table rase du passé ? | 281 |
| 3. L'après 1989, bouleversement politique et continuité programmatische | 282 |
| 4. La réapparition du thème de la fuite et de l'expulsion en Rhénanie du Nord-Westphalie au printemps 2008 | 284 |
| 5. Les programmes en vigueur en Bavière | 288 |
| II. Les manuels comme sources d'informations | 291 |
| A. L'évolution des manuels des années 1950 à la fin des années 1990 | 298 |
| B. Ce qu'il est donné à voir de la Prusse orientale et de « l'Est historique allemand » dans les manuels publiés après l'an 2000 | 301 |
| 1. Présentation et représentations de la Prusse orientale | 302 |
| a. L'Ordre teutonique et la colonisation de l'Est | 302 |
| b. Fuite et Expulsion | 306 |
| c. Les traités avec l'Est | 310 |
| d. La réunification | 312 |
| 2. Présence et représentations de la Prusse orientale en dehors des quatre périodes sélectionnées | 314 |
| a. Une présence (quasi-) continue : les cartes | 314 |
| b. Une (relative) absence, la Prusse orientale en 1918 | 327 |
| c. Les traces bien réelles mais fortuites | 329 |
| III. Expériences vécues et enseignements à tirer ? | 333 |
| A. La position des professeurs | 336 |
| B. Les résultats d'une étude en milieu scolaire | 338 |
| C. Vers une plus grande connaissance chez les professeurs ? | 341 |

417

| | |
|------------------------------------|-----|
| Conclusion générale | 347 |
| Annexes | 361 |
| Table des entretiens | 371 |
| Table des principales abréviations | 373 |
| Bibliographie thématique | 375 |
| Table des matières | 415 |